Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

QUATRIÈME SESSION
Nairobi, 5-31 mai 1976

Volume III

Documents de base

NATIONS UNIES
New York, 1978

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

*
* *

Pour le texte des recommandations, résolutions, déclarations et décisions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, voir :

Première session. – *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I, *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11), p. 19 à 75.

Deuxième session. – *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I et Corr.1 et 5 et Add.1 et 2, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.II.D.14), annexe I.A, p. 29 à 63.

Troisième session. – *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A, p. 57 à 125.

TD/218 (vol. III)

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.76.II.D.12

Prix : 11 dollars des Etats-Unis
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Abréviations et sigles iv
Notes explicatives v

Document TD/184. – Action en matière de produits de base, y compris décisions relatives à un programme intégré, eu égard à la nécessité de changements dans l'économie mondiale des produits de base : rapport du secrétariat de la CNUCED 1

Document TD/184/Supp.2. – Maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 13

Document TD/185. – Stratégie d'ensemble visant à accroître et à diversifier les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 35

Document TD/185/Supp.2. – Le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 51

Document TD/187. – Les négociations commerciales multilatérales – évolution et récapitulation : rapport du secrétariat de la CNUCED 62

Document TD/188. – Coopération financière internationale pour le développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 74

Document TD/188/Supp.1. – Coopération financière internationale pour le développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 86

Document TD/189. – Problèmes monétaires internationaux – problèmes posés par la réforme : rapport du secrétariat de la CNUCED 138

Document TD/190. – La dépendance technologique – sa nature, ses conséquences et ses incidences en matière de politique générale : rapport du secrétariat de la CNUCED 152

Document TD/190/Supp.1. – Action visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement – politiques et institutions : rapport du secrétariat de la CNUCED 172

Document TD/191. – Décision concernant des mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés, des pays en développement insulaires et des pays en développement sans littoral – problèmes de politique générale et recommandations : rapport du secrétariat de la CNUCED 196

Document TD/192. – Coopération économique entre pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 249

Document TD/192/Supp.1. – Eléments d'un programme de coopération économique entre pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 264

Document TD/193. – Action multilatérale visant à intensifier les relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et, en particulier, action de nature à contribuer au développement des pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED 313

Document TD/193/Supp.1. – La spécialisation industrielle et les diverses formes de coopération multilatérale permettant d'y parvenir : note du secrétariat de la CNUCED .. 323

Document TD/194. – Questions institutionnelles : rapport du Secrétaire général de la CNUCED 326

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AELE	Association européenne de libre-échange
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALALE	Association latino-américaine de libre-échange
BAfD	Banque africaine de développement
BIRD Banque mondiale	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BEI	Banque européenne d'investissement
BICE	Banque internationale de coopération économique
BID	Banque interaméricaine de développement
BII	Banque internationale d'investissements
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle
c.a.f.	coût, assurance, fret
CCD	Conseil de coopération douanière
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Communauté	Communauté économique européenne
CPCM	Comité permanent consultatif du Maghreb
CTCI	Classification type pour le commerce international (révisée)
DTS	droits de tirage spéciaux
FAD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
f.o.b.	franco à bord
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCRAI	Groupe consultatif de la recherche agricole internationale
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
NDB	Nomenclature douanière de Bruxelles
NPF	nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCRD	Organisation de coopération régionale pour le développement
OIT	Organisation internationale du Travail
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

OMS	Organisation mondiale de la santé
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPAEP	Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	produit intérieur brut
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAD	Société andine de développement
SFI	Société financière internationale
SGP	système généralisé de préférences
UDEAC	Union douanière économique de l'Afrique centrale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
WAITRO	Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique

*
* *

NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, le terme "dollar" s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Le trait d'union entre deux millésimes, par exemple 1965-1968, indique qu'il s'agit de la période tout entière, y compris la première et la dernière année mentionnée.

La barre oblique entre deux millésimes, par exemple 1965/66, indique un exercice financier.

Dans les tableaux :

Deux points (..) indiquent soit qu'on ne possède pas de renseignements, soit que les données n'ont pas été fournies séparément;

Un tiret (–) indique un montant nul ou négligeable;

Le signe moins (-) indique une diminution, sauf indication contraire;

Le signe plus (+) indique une augmentation;

L'emploi de parenthèses autour d'un nombre, par exemple (25,0), indique qu'il s'agit d'une estimation;

La somme des montants détaillés ou des pourcentages ne correspond pas nécessairement au total indiqué car les chiffres ont été arrondis.

DOCUMENT TD/184

Action en matière de produits de base, y compris décisions relatives à un programme intégré, eu égard à la nécessité de changements dans l'économie mondiale des produits de base

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original: anglais*]
[*4 mars 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Avant-propos		1
Chapitres	*Paragraphes*	
I. Introduction	1-10	2
II. Propositions concernant un programme intégré	11-45	3
A. Objectifs	11-13	3
B. Principaux éléments	14-45	4
1. Produits visés	14-17	4
2. Stocks internationaux	18-20	4
3. Fonds commun	21-31	4
4. Autres mesures à inscrire dans les accords de produits	32-41	6
5. Financement compensatoire des fluctuations des exportations	42-45	7
III. Questions connexes	46-76	8
A. Répercussions du programme intégré sur les pays en développement importateurs	46-54	8
B. Maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement	55-66	9
C. Systèmes de commercialisation et de distribution	67-73	11
D. Rôle des associations de producteurs	74-76	12
IV. Problèmes soumis à la Conférence	77-80	12

Tableau

Gamme des produits qu'il est proposé d'englober dans le programme intégré 5

Avant-propos

Le présent rapport récapitule les grands problèmes de politique internationale des produits de base que la Conférence doit examiner, y compris les propositions relatives à un programme intégré qui ont fait l'objet de débats intensifs à la CNUCED au cours de l'année écoulée. Dans la résolution 16 (VIII) qu'elle a adoptée à la troisième partie de sa huitième session, la Commission des produits de base a estimé que les études effectuées par le secrétariat et les échanges de vues qui avaient eu lieu au niveau intergouvernemental au sujet d'un programme intégré en étaient "au point où il est possible de prendre des décisions concrètes". Dans la même résolution, elle a recommandé que le Conseil, à sa septième session extraordinaire, "formule, au sujet d'un programme intégré et de son applicabilité, des recommandations détaillées, sur lesquelles la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se prononcerait à sa quatrième session", et qui porteraient notamment sur : *a)* les objectifs; *b)* les produits à englober; *c)* les mesures à prendre au niveau international; *d)* l'action consécutive et le calendrier à mettre en œuvre pour l'application des mesures convenues[1].

[1] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, septième session extraordinaire, Supplément No 5* (TD/B/595), annexe I.

Trois problèmes qui se rattachent étroitement à la question du programme intégré sont également abordés. Concernant deux d'entre eux, l'Assemblée générale, aux paragraphes 4 et 5 de la section I de sa résolution 3362 (S-VII), a expressément prié le Secrétaire général de la CNUCED de soumettre des propositions à la Conférence. Il s'agit des "répercussions qu'un programme intégré aurait sur les importations des pays en développement qui sont importateurs nets de matières premières et de produits de base, y compris ceux qui manquent de ressources naturelles", et des choix qui "s'offrent à la communauté internationale en vue de préserver le pouvoir d'achat des pays en développement". Le troisième problème abordé, mentionné aussi dans la résolution précitée, a trait à l'amélioration de la situation des pays en développement en ce qui concerne la commercialisation et la distribution des produits primaires qu'ils exportent.

Il convient de considérer ce rapport en même temps que quatre documents complémentaires consacrés respectivement aux tendances récentes des marchés mondiaux des produits de base (TD/184/Supp.1), au maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement (TD/184/Supp.2)[2], au rapport existant entre les prix à l'exportation et les prix à la consommation de certains produits de base exportés par les pays en développement (TD/184/Supp.3 et Corr.1), et aux systèmes de commercialisation et de distribution (TD/184/Supp.4 et Corr.1).

Quand on examinera les propositions contenues dans ce rapport, on gardera assurément présent à l'esprit le fait que l'Assemblée générale, au paragraphe 3 de la section I de sa résolution 3362 (S-VII), a décidé que l'un des principaux objectifs de la quatrième session de la Conférence devrait être "d'aboutir à des décisions sur l'amélioration des structures des marchés dans le domaine des matières premières et des produits de base dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement, y compris des décisions relatives à un programme intégré et à l'applicabilité des éléments de ce programme."

CHAPITRE PREMIER

Introduction

1. Il est maintenant généralement admis que le point de vue fragmentaire adopté jusqu'ici quant aux questions qui se posent sur le plan international en matière de produits de base est insuffisant pour résoudre les grands problèmes de l'économie mondiale de ces produits. Les tentatives faites pour stabiliser les marchés par le biais d'accords internationaux n'ont eu qu'un succès limité, et, en tout état de cause, elles ne visaient qu'un nombre relativement faible de produits. L'économie mondiale demeure profondément vulnérable face aux effets des modifications soudaines et importantes de l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés des principaux produits. Cette fragilité foncière s'est récemment manifestée de façon spectaculaire, non seulement par des fluctuations brutales des prix des produits de base, mais aussi par l'inaptitude des arrangements existants à faire face aux besoins alimentaires essentiels de nombreux pays en développement.

2. La démarche traditionnelle n'a pas permis non plus d'assurer aux pays en développement le maintien à un niveau suffisant et à un accroissement satisfaisant des recettes en devises qu'ils tirent de leurs produits primaires. Comme la majorité de ces pays sont tributaires de leurs exportations de produits de base pour financer la plus grande partie des coûts externes de leurs programmes de développement, cette carence du système international actuel pèse lourdement sur l'effort de développement.

3. Dans la plupart des pays en développement, le problème que pose l'insuffisance du pouvoir d'achat s'est fortement aggravé du fait de l'inflation et de la récession qui ont frappé les pays développés à économie de marché et qui ont porté atteinte à leur capacité d'importer. Bien plus, beaucoup de pays en développement se sont trouvés devant des déficits commerciaux sans précédent et ont été contraints d'interrompre ou de ralentir leur développement ou de s'endetter plus lourdement encore pour satisfaire leurs besoins essentiels en produits d'importation.

4. En outre, l'amenuisement des ressources réelles tirées par les pays en développement de leurs produits de base qui résulte d'une baisse constante de la valeur réelle de leurs exportations de ces produits interrompra ou ralentira inévitablement les investissements nécessaires pour augmenter la capacité productive. La production mondiale de produits de base risque donc d'être insuffisante pour répondre à la demande lors de la prochaine phase d'expansion de l'économie mondiale, et les pays importateurs seront exposés à de nouvelles pénuries et à des hausses de prix des produits de base essentiels.

5. Il semble donc urgent de réorienter la politique internationale des produits de base, et notamment de mettre en place des structures nouvelles et des mécanismes nouveaux propres à résoudre les problèmes pressants qui se posent, dans l'économie mondiale des produits de base, aux pays en développement en particulier. Bien plus, cette réorientation devrait être considérée comme l'un des éléments indispensables à l'instauration d'un nouveau système de relations économiques internationales, d'un nouvel ordre économique international[3].

6. Une nouvelle politique d'une vaste portée est nécessaire si l'on veut améliorer de façon durable le fonctionnement des marchés mondiaux de produits de base et renforcer ce secteur de l'économie dans les pays en développement en redistribuant plus équitablement les avantages tirés du commerce international de ces produits.

7. Le programme intégré pour les produits de base, qui a fait l'objet de débats intensifs à la Commission des produits de base de la CNUCED en 1975 et au début de

[2] Reproduit dans le présent volume.

[3] Pour un examen plus approfondi du rôle qu'une nouvelle politique des produits de base pourrait jouer dans la recherche d'un nouvel ordre économique international, voir le rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la quatrième session de la Conférence : *Orientations nouvelles et structures nouvelles pour le commerce et le développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.D.1), en particulier le chapitre II.

1976, a été conçu comme un premier pas important vers la solution des problèmes évoqués plus haut. Les éléments essentiels du programme intégré ont déjà été exposés aux gouvernements[4], qui ont estimé que les travaux préparatoires en étaient au point où il était possible de prendre des décisions concrètes[5]. Pour plus de commodité, les objectifs et les principaux éléments du programme intégré proposé sont récapitulés au chapitre II du présent rapport, où sont également étudiées les répercussions qu'il pourrait avoir pour les pays en développement importateurs de produits de base, ainsi que le rôle que les associations de producteurs pourraient jouer dans sa mise en œuvre.

8. Le programme intégré romprait avec les pratiques traditionnelles en accordant un rôle important à la gestion globale des ressources dans l'intérêt du développement et en contribuant à une évolution plus ordonnée de l'offre de produits de base dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie mondiale. Toutefois, des mesures complémentaires seront aussi nécessaires pour faire face au problème particulier du maintien et de l'amélioration du pouvoir d'achat des exportations de produits de base des pays du tiers monde. Les différentes options qui s'offrent pour atteindre cet objectif sont exposées dans la section B du chapitre III ci-dessous.

9. La mise en œuvre des propositions relatives au programme intégré constituerait aussi une première mesure de restructuration institutionnelle du secteur des produits de base de l'économie des pays en développement. Les vestiges d'un passé de sujétion sont encore souvent présents dans les structures institutionnelles de ce secteur. Ces relations de dépendance subsistent dans les formes de propriété et de contrôle qui s'exercent sur le commerce des produits de base des pays en développement, la commercialisation et la distribution de leurs produits sur le plan international, leur transformation et leur transport, et dans des cas importants les niveaux de rémunération des producteurs eux-mêmes. Modifier de façon significative ces institutions et ces structures prendra du temps et suppose une action commune des pays en développement, ainsi que l'appui effectif de l'ensemble de la communauté internationale. Pour le secteur des produits de base, le système de commercialisation et de distribution est un facteur déterminant des avantages relatifs retirés du commerce, de la croissance économique et de la diversification, et ce système est de plus en plus dominé par les sociétés transnationales. Quelques-unes des caractéristiques essentielles des systèmes de commercialisation et de distribution existants sont indiquées sommairement dans la section C du chapitre III, ainsi que les conséquences pour la politique internationale à suivre en ce domaine.

10. Enfin, les questions relatives aux produits de base que la Conférence est appelée à examiner à sa quatrième session sont récapitulées au chapitre IV ci-dessous.

CHAPITRE II

Propositions concernant un programme intégré

A. – Objectifs

11. Le programme proposé aurait pour objectifs principaux : *a)* d'améliorer les termes de l'échange des pays en développement et d'assurer un taux de croissance suffisant du pouvoir d'achat des recettes globales qu'ils tirent de l'exportation de produits primaires, tout en atténuant les fluctuations à court terme de ces recettes; *b)* de favoriser un développement plus méthodique des marchés mondiaux de produits de base dans l'intérêt aussi bien des producteurs que des consommateurs.

12. Plus précisément, ces objectifs seraient les suivants :

a) Fixer et maintenir les prix des produits de base à des niveaux qui, en valeur réelle, soient équitables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les producteurs, en tenant pleinement compte des éléments suivants : taux de l'inflation mondiale, nécessité de stimulants qui attirent des investissements suffisants dans la production de produits de base, épuisement des ressources non renouvelables, nécessité de veiller à ce que les prix des produits naturels restent compétitifs par rapport à ceux des produits synthétiques de remplacement;

b) Atténuer les fluctuations excessives des prix des produits de base et du volume du commerce, en tenant compte de l'importance particulière de cet objectif dans le cas des produits alimentaires essentiels et des produits naturels exposés à la concurrence de produits de remplacement vendus à des prix stables;

c) Garantir aux pays exportateurs de produits de base l'accès aux marchés, en particulier aux marchés des pays développés;

d) Garantir aux pays importateurs l'accès aux approvisionnements en produits primaires, en particulier l'accès à l'aide alimentaire et aux matières premières essentielles;

e) Faire en sorte que la transformation des produits primaires s'effectue davantage dans les pays en développement;

f) Améliorer la compétitivité des produits naturels par rapport aux produits synthétiques;

g) Restructurer ou rationaliser, selon qu'il conviendra, le système de commercialisation et de distribution.

13. Outre ces objectifs généraux, il sera peut-être utile d'en fixer d'autres dans le cadre d'accords négociés relatifs à des produits de base déterminés, en ce qui concerne par exemple la recherche-développement et l'accroissement de la production ou de la consommation.

---

[4] Voir notamment le rapport du Secrétaire général de la CNUCED intitulé "Propositions spécifiques appelant une décision et une action des gouvernements" (TD/B/C.1/193).

[5] Voir la résolution 16 (VII) de la Commission des produits de base.

B. – Principaux éléments

1. *Produits visés*

14. Le programme proposé engloberait une gamme suffisamment large de produits de base jouant un rôle important dans le commerce extérieur des pays en développement. Il a donc été suggéré, à la suite d'une étude approfondie, et sans préjudice des décisions que les gouvernements prendront conformément à la résolution 16 (VIII) de la Commission des produits de base, qu'une liste de 17 produits pourrait être retenue comme point de départ. Pris globalement, ces 17 produits entrent pour environ les trois quarts dans la valeur des produits agricoles et minéraux, autres que le pétrole, exportés par les pays en développement. De plus, la conclusion d'arrangements internationaux concernant ces produits présente un grand intérêt commercial pour les pays développés. On notera que cinq de ces produits sont déjà régis par des accords internationaux d'un type ou d'un autre.

15. Cette liste de produits de base comprend les 10 produits essentiels qui ont retenu l'attention parce que, étant susceptibles d'être entreposés, ils pourraient faire l'objet d'un stockage international, et qui servent de base à l'élaboration de propositions concernant la création d'un fonds commun pour le financement de stocks[6]. Dans le cas de 7[7] des 10 produits essentiels – ces derniers représentant globalement 75 p. 100 environ de la valeur des exportations des pays en développement pour l'ensemble des 17 produits – l'évolution en valeur réelle des exportations a été pratiquement nulle, ou négative, pendant la période 1953-1972. En ce qui concerne les 3 autres produits essentiels, l'augmentation en valeur réelle des exportations a été, pour le sucre, d'environ 2 p. 100 par an, le cuivre et l'étain étant les seuls pour lesquels elle a dépassé ce taux (voir le tableau ci-après).

16. Parmi les 10 produits essentiels, beaucoup subissent des fluctuations annuelles excessives en ce qui concerne tant les prix que les recettes d'exportation des pays en développement. Ces fluctuations ont été particulièrement sensibles sur le marché mondial du café, du cacao, du sucre, du caoutchouc, du jute, du sisal et du cuivre.

17. La liste figurant au tableau ci-après n'est pas exhaustive, et il y a d'autres produits pour lesquels une action internationale serait justifiée. En tout état de cause, il appartient aux gouvernements de se prononcer sur cette liste. Cependant, vu les délais et les ressources dont on dispose, et, eu égard à l'examen antérieur de solutions appropriées, il semble essentiel, au cours de la première phase du programme intégré, d'axer les efforts sur un choix de produits pour lesquels une action rapide apporterait l'allègement tant attendu de la situation critique des réserves de devises de nombreux pays en développement.

[6] Ces 10 produits essentiels sont le cacao, le café, le caoutchouc, le coton, le cuivre, l'étain, le jute, le sisal, le sucre et le thé.

[7] Café, cacao, thé, coton, caoutchouc, jute et sisal.

2. *Stocks internationaux*

18. La mise en place et le fonctionnement de stocks internationaux sont l'un des points clefs des propositions relatives à un programme intégré. Pour chacun des 10 produits essentiels, il est proposé de procéder à la négociation d'arrangements visant la constitution de stocks internationaux, ou de revoir les arrangements existant en la matière et de les renforcer au besoin. Pour certains de ces produits, les négociations pourraient conduire à la constitution immédiate de stocks afin de soutenir des prix minimaux convenus; pour d'autres, on pourrait instaurer de nouveaux mécanismes ou renforcer ceux qui existent, en vue de faire face, le moment venu, à des baisses des prix et à des excédents de production.

19. La constitution de stocks internationaux est souhaitable aussi pour un certain nombre d'autres produits, tout particulièrement le groupe des céréales pour lesquelles, depuis la crise alimentaire de 1972-1973, on étudie intensivement à l'échelon international les mesures qui permettraient de disposer de réserves mondiales suffisantes et de stabiliser les prix. Toute politique visant à améliorer l'offre de produits alimentaires dans les pays en développement devrait, pour être complète, englober des dispositions relatives au stockage garantissant à ces pays des approvisionnements à des prix raisonnables, sans porter atteinte à l'aide alimentaire.

20. Pour chaque produit, le volume des stocks internationaux devrait être soigneusement déterminé, afin de garantir des approvisionnement suffisants à tout moment, de prévenir des fluctuations excessives des prix et d'assurer l'écoulement de la production grâce à une évaluation réaliste de la demande. Pour la majorité, sinon la totalité, des arrangements par produit prévoyant la constitution de stocks internationaux, le mécanisme de stockage devrait être allié à d'autres techniques de régulation des marchés, selon qu'il y a lieu (voir par. 32 à 37 ci-dessous). Pour les produits dont les prix évoluent défavorablement, en particulier, le dispositif de stockage devrait être soutenu par une gestion de l'offre, par exemple, sous forme d'arrangements touchant la régulation des exportations ou de la production, afin d'assurer aux producteurs des prix rémunérateurs.

3. *Fonds commun*

Raisons qui justifient la création d'un fonds commun

21. Jusqu'ici, la constitution d'un stock international négocié dans le cadre d'un accord sur un produit supposait la conclusion d'arrangements spéciaux en vue de son financement. Celui-ci a été le plus souvent mis à la charge des producteurs, et les apports de ressources se sont presque toujours révélés insuffisants. Certaines propositions relatives à la constitution de stocks internationaux n'ont pu d'ailleurs être prises en considération à cause de leurs incidences financières. A en juger par l'expérience, on peut donc craindre que le projet de constituer des stocks internationaux pour les principaux produits de base entrant dans le commerce mondial, comme le programme intégré l'envisage, ne soit sérieusement compromis s'il n'existe pas une

Gamme des produits qu'il est proposé d'englober dans le programme intégré

	Exportations des pays en développement						
	Taux de croissance 1953-1972 (pourcentage annuel)			*Indice de fluctuation 1953-1972[a] (pourcentage)*			*Valeur en 1972 (milliards de dollars)*
	Prix du marché	*Valeur*	*Valeur corrigée[b]*	*Prix du marché*	*Valeur*	*Valeur corrigée[b]*	
1. *Produits essentiels*							
Café	−1,6	1,0	−0,4	17,0	11,1	9,2	3,0
Cacao	−1,3	1,7	0,2	23,0	13,4	12,6	0,7
Thé	−1,9	–	−1,5	6,2	5,5	6,0	0,6
Sucre	0,2	3,8	2,2	33,4	9,2	7,5	2,2
Coton	−0,7	1,1	−0,4	8,2	9,1	7,9	1,8
Caoutchouc	−3,2	−1,7	−3,1	13,2	14,7	14,4	0,9
Jute	1,9	0,7	−0,8	11,9	12,2	14,1	0,7[c]
Sisal	−1,2	−0,3	−1,8	18,0	26,3	28,6	0,1
Cuivre	4,0	7,8	6,2	21,5	17,1	17,5	2,4
Etain	4,0	5,2	3,6	7,9	18,8	18,4	0,6
2. *Autres produits*							
Blé	–	−2,8	−4,2	4,7	28,6	31,1	0,2
Riz	0,5	0,3	−1,2	11,3	12,9	14,8	0,4
Bananes	−0,9	3,9	2,4	4,3	7,7	7,2	0,6
Viande de bœuf et de veau	6,9	12,0	10,3	20,8	15,4	15,1	1,4[d]
Laine	−2,2	−3,6	−5,0	11,4	10,2	12,5	0,2
Bauxite	2,6	8,1	6,5	4,7	8,8	10,8	0,5[e]
Minerai de fer	−2,4	9,3	7,7	8,3	10,8	12,3	1,0
Total	..	..	..	..	..	..	17,3

Sources : CNUCED, *Bulletin mensuel des prix des produits de base*; FAO, *Annuaire du commerce*; statistiques nationales.

[a] L'indice de fluctuation est égal à l'écart moyen, pour la période considérée, entre les données d'observation annuelles et les valeurs de tendance calculées (quel qu'en soit le signe), en pourcentage de la valeur de tendance.

[b] Valeur des exportations corrigée d'après l'indice ONU de valeur unitaire des exportations mondiales d'articles manufacturés.

[c] Y compris les articles manufacturés en jute.

[d] Y compris le bétail.

[e] Les "prix" correspondent à la valeur unitaire des exportations; la valeur indiquée pour 1972 comprend l'alumine.

source de financement suffisante et sûre à laquelle on puisse recourir facilement.

22. La proposition tendant à créer un fonds commun a précisément pour objet d'éviter cet écueil. Grâce à ce fonds, la négociation de dispositifs internationaux de stockage ne serait plus entravée par les difficultés financières particulières de tel ou tel pays participant. La disponibilité des capitaux aurait un effet catalyseur sur la conclusion de nouveaux arrangements de stockage et serait un atout majeur pour l'achèvement rapide des négociations produit par produit envisagées dans le programme intégré.

23. La création d'un fonds commun améliorerait sensiblement les arrangements institutionnels en vigueur à l'échelon international en ce qui concerne les marchés des produits de base. En tant qu'instrument opérationnel ayant une vue d'ensemble des problèmes mondiaux concernant ces produits, le fonds commun pourrait relancer la politique internationale en la matière. S'il était doté de ressources suffisantes, il pourrait, si les gouvernements en convenaient, faire le nécessaire pour soutenir les marchés des produits en difficulté, en encourageant l'adoption de mesures destinées à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. La création du fonds permettrait en outre de mettre en place un mécanisme chargé de l'élaboration des décisions dans lequel les pays en développement et les pays développés assumeraient la part qui leur revient dans l'élaboration de politiques opérationnelles.

Mode de fonctionnement

24. Le fonds commun aurait pour fonction essentielle d'accorder, dans des conditions appropriées, des prêts aux organisations s'occupant de produits déterminés et gérant des stocks internationaux. Ce sont les organisations qui opéreraient les transactions concernant les produits – achats et ventes – et qui détiendraient les stocks internationaux et en disposeraient; le fonds leur consentirait les crédits nécessaires aux achats de stocks et les organisations le rembourseraient à l'aide des fonds provenant des ventes de stocks.

25. Les liens financiers exacts entre le fonds commun et les diverses organisations s'occupant de produits devraient être fixés par voie de négociation entre le fonds et chaque organisation intéressée, compte tenu des besoins particuliers pour chaque produit. Par ailleurs, le sort des systèmes d'autofinancement existants devrait être réglé au vu des avantages indiqués dans le paragraphe ci-après.

26. Source centrale de financement de toutes les organisations s'occupant de produits, le fonds commun serait à même d'obtenir sur les marchés de capitaux des prêts plus avantageux qu'une organisation agissant individuellement car les risques seraient partagés et minimisés et son pouvoir de négociation serait plus grand. En outre, les ressources globales nécessaires pour gérer un nombre déterminé de dispositifs de stockage séparés seraient inférieures aux ressources totales qu'exigerait le financement individuel de stocks de produits, puisque le fonds commun pourrait tirer parti de l'échelonnement des apports et des retraits de fonds sur le compte des différents produits. En outre un système de financement commun exigerait en moyenne, à longue échéance, moins de liquidités pour chaque dispositif de stockage qu'un système de financement individuel.

Coût de la création d'un fonds commun[8]

27. On a calculé combien coûterait probablement la constitution initiale de stocks des 10 produits essentiels, et aussi de quelques autres produits (non compris les céréales) pour lesquels il serait bon de disposer de stocks internationaux; d'après ces calculs, les ressources globales nécessaires s'élèveraient à 3 milliards de dollars. Un montant d'un milliard de dollars serait versé sous forme de capital souscrit et les 2 autres milliards sous forme de prêts. On propose en outre que les gouvernements s'engagent à mettre à la disposition du fonds un montant supplémentaire de 3 milliards de dollars – dont là encore 1 milliard de dollars à titre de capital souscrit et 2 milliards de dollars à titre de prêts – qui pourrait être appelé selon les besoins. On envisage donc que le fonds commun soit alimenté en majeure partie par des prêts portant intérêt puisqu'il s'agirait essentiellement d'un système d'autofinancement.

28. L'appel de fonds dépendrait de la négociation et des besoins opérationnels des divers stocks internationaux à constituer. Ainsi, l'engagement de contribuer au fonds commun n'obligerait pas les gouvernements à réserver des ressources importantes avant que les négociations sur les divers dispositifs de produits aient abouti, pas plus que ne le feraient des contributions directes au financement individuel de dispositifs de stockage.

Sources de financement

29. Le capital serait souscrit par les pays importateurs ou exportateurs des produits visés par le programme intégré. Les pays dont la balance des paiements est excédentaire – ce qui est le cas de certains pays exportateurs de pétrole – consentiraient des prêts à long terme.

30. Les pays qui exportent ou qui importent les produits en question, et qui ne peuvent que profiter du programme intégré – par suite d'une moindre instabilité du marché, d'un approvisionnement plus ordonné ou de prix plus rémunérateurs – seraient donc censés souscrire au capital du fonds, la répartition des parts restant à négocier[9]. En revanche, les accords internationaux institués en vertu du programme intégré devraient comporter des mesures spéciales en faveur des pays "les moins avancés" et des pays en développement "le plus gravement touchés" qui sont exportateurs ou importateurs des produits visés par ces accords. On pourrait notamment exempter ces pays de l'obligation de souscrire au capital du fonds commun et leur réserver un traitement de faveur dans l'allocation des contingents d'exportation si l'on adoptait un dispositif de régulation des exportations.

31. On pense qu'un certain nombre de pays exportateurs de pétrole seraient incités à effectuer des prêts à long terme pour alimenter le fonds commun par le fait que les placements dans des stocks internationaux offriraient une garantie intéressante et seraient assortis de taux d'intérêt raisonnables.

4. *Autres mesures à inscrire dans les accords de produits*

32. La gestion de stocks internationaux exigera le plus souvent l'incorporation de mesures complémentaires dans les accords de produits. D'autre part, pour les produits qui ne se prêtent pas au stockage, il faudra recourir à un autre genre de mesures.

33. Parmi ces mesures, on peut mentionner d'abord la régulation de l'offre, qui incomberait aux producteurs et, dans tous les cas où ce serait possible, des engagements commerciaux multilatéraux, qui seraient contractés tant par les consommateurs que par les producteurs. Ces deux mesures, associées au stockage le cas échéant, seraient le principal moyen d'assurer l'équilibre à long terme de l'offre et de la demande à des prix qui soient en valeur réelle rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs. Pour ajuster les exportations, un contingentement serait peut-être nécessaire, mais on pourrait envisager aussi, par exemple, des droits *ad valorem* uniformes par un système de prix minimal, ainsi qu'une coordination des plans de diversification et d'investissement. Des engagements multilatéraux contribueraient tout particulièrement à faciliter une planification à long terme des investissements et de l'utilisation des ressources et seraient une meilleure garantie du volume du commerce et des recettes d'exportation.

---

[8] On trouvera une étude détaillée des incidences financières de la création d'un fonds commun dans les rapports du Secrétaire général de la CNUCED concernant un fonds commun pour le financement des stocks de produits de base (TD/B/C.1/166/Supp.2, TD/B/C.1/184 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1, TD/B/C.1/196 et Add.1).

[9] On trouvera un examen détaillé de divers critères qui pourraient être utilisés pour fixer les contributions des pays dans le rapport du Secrétaire général de la CNUCED qui traite notamment de la contribution des pays et de la péréquation des charges dans le financement des stocks de produits de base (TD/B/C.1/196, chap. II, et TD/B/C.1/196/Add.1, annexe V).

34. Par le stockage, la régulation de l'offre ou les engagements commerciaux, ou par ces mesures combinées, il devrait être possible, du moins pour certains produits, de maintenir les prix à un niveau suffisant, en valeur réelle, ce qui est l'un des objectifs du programme. Toutefois, les prix d'objectif prévus dans les accords sur les produits devraient être assez souples pour tenir compte des variations structurelles de l'offre ou de la demande. De plus, dans certains cas, il ne serait peut-être pas possible d'éviter une évolution indésirable des prix, en valeur réelle, surtout si l'inflation mondiale devait se poursuivre à un rythme relativement rapide.

35. En pareil cas, il conviendrait donc de rechercher d'autres moyens d'ajuster l'offre et de maintenir le pouvoir d'achat des pays en développement qui exporteraient les produits touchés. Les accords de produits pourraient prévoir, par exemple, une aide financière à court terme, rattachée éventuellement à un programme de diversification ou à d'autres mesures de reconversion. Il n'en faudrait pas moins envisager des solutions plus générales, notamment une indexation indirecte[10].

36. Pour les produits primaires qui sont protégés, comme les céréales, le sucre et la viande, les accords internationaux devraient prévoir une amélioration de l'accès aux marchés. Dans un certain nombre de cas, ils devraient aussi viser à réduire les obstacles qui s'opposent aux importations des produits qui ont subi une transformation.

37. Diverses autres mesures seraient souhaitables pour faire face à la situation qui prévaut sur le marché de divers produits. Ces mesures iraient d'une promotion de la consommation à la définition de principes de conduite pouvant faire l'objet d'un accord international, en ce qui concerne par exemple les restrictions ou les discriminations commerciales et le traitement des produits transformés qui entrent dans le commerce. En outre, dans de nombreux cas, des efforts concertés seraient extrêmement utiles pour stimuler la recherche-développement consacrée aux produits naturels exposés à la concurrence de produits synthétiques, de sorte que les pays producteurs en développement puissent tirer pleinement profit de la stabilisation et de l'expansion du commerce favorisées par les dispositions économiques des accords sur les produits.

Fixation des marges de prix

38. Dans la situation fortement inflationniste que le monde connaît aujourd'hui et qui risque de durer encore quelques années, toute marge de prix fixée à l'origine en valeur monétaire perdra vite de sa valeur réelle. Pour préserver la valeur réelle des recettes tirées par les pays en développement de l'exportation de produits de base, les accords fixant les mécanismes de régulation du marché envisagés dans le programme intégré devraient donc contenir des dispositions prévoyant l'examen et l'ajustement périodiques des marges de prix initialement convenues pour compenser les effets de l'inflation. Ces dispositions constitueraient une application de la notion d'indexation dans le cadre d'un dispositif de régulation des marchés des produits de base adopté à l'échelon international; sans elles, un accord sur les marges de prix perdrait rapidement tout son sens[11].

Négociations produit par produit

39. Les accords relatifs aux divers produits visés par le programme intégré devront être négociés séparément, car la situation de l'offre et de la demande, l'instabilité des prix et leur tendance varient beaucoup d'un produit à l'autre, de même que les structures institutionnelles. Il importe de souligner toutefois que ces négociations produit par produit dans le cadre d'un programme intégré marqueraient une nette rupture avec le système qui a prévalu jusqu'ici et qui consistait à négocier les accords séparément pour chaque produit.

40. L'expérience montre à l'évidence que la formule a eu un succès très limité et qu'elle présente un certain nombre de carences graves. Premièrement elle n'a abouti à des accords de régulation du marché que pour quelques-uns des produits de base, dont la majorité a été laissée pour compte. Tous les pays n'ont donc pas pu bénéficier des avantages de la régulation du marché. Deuxièmement le fait de concevoir isolément les négociations concernant chaque produit favorise inévitablement et indûment des intérêts commerciaux nationaux à court terme et ne tient pas compte des intérêts à long terme de l'économie mondiale des produits de base et de la nécessité de renforcer ce secteur dans les pays en développement. Enfin, la formule classique ne donne pas aux pays la possibilité de tirer des négociations, en ce qui les concerne individuellement, un bilan positif global pour un ensemble de produits.

41. Le programme intégré devrait permettre d'éviter ces écueils car il s'appliquerait à une gamme étendue de produits qui présentent un intérêt commercial pour de nombreux pays, tant développés qu'en développement, et prévoirait l'organisation de négociations séparées suivant un calendrier convenu et selon des méthodes et des principes communs.

5. *Financement compensatoire des fluctuations des exportations*

42. La stabilisation des prix et des recettes d'exportation qui pourrait être assurée par des accords internationaux sur les produits devrait être complétée par un système renforcé de financement compensatoire des fluctuations des recettes afin de le rendre apte à répondre à la situation dans laquelle peut se trouver tel ou tel pays. En

[10] On trouvera une étude détaillée de l'indexation indirecte au chapitre III, section B, ci-dessous.

[11] On trouvera une étude détaillée de la question de l'indexation au chapitre III, section B, ci-dessous.

effet, des prix stables sur les marchés mondiaux ne mettront pas toujours les recettes d'un pays à l'abri de l'instabilité si ses exportations doivent subir le contrecoup de mauvaises récoltes. L'amélioration du financement compensatoire devrait donc être l'un des éléments essentiels du programme intégré, pour corriger les fluctuations résiduelles des recettes que les divers pays en développement tirent de l'ensemble de leurs exportations de produits de base.

43. Pour que le financement compensatoire réponde aux besoins du programme intégré pour les produits de base, il faudra améliorer sensiblement la facilité actuelle de financement compensatoire du FMI ou en créer une nouvelle. Cette facilité, telle qu'elle a fonctionné jusqu'à la fin de 1975, s'est révélée insuffisante sur plusieurs points importants. Au début de 1976 le FMI a mis en place une facilité élargie et plus libérale, qui devrait susciter un accroissement des tirages à ce titre pendant l'année en cours, à concurrence d'un milliard de dollars environ[12].

44. A en juger par l'expérience que l'on a du fonctionnement de la facilité du FMI et vu les améliorations qui lui ont été apportées récemment et les principes régissant le système Stabex instauré par la Convention de Lomé[13], il semble qu'il reste beaucoup à faire pour que la facilité réponde pleinement aux besoins du programme intégré. Premièrement, les difficultés particulières que les pays en développement rencontrent pour leurs exportations de produits de base montrent la nécessité d'envisager que la compensation repose sur les déficits de recettes enregistrés soit sur les exportations totales de produits de base du pays intéressé, soit sur l'ensemble de ses exportations de marchandises, suivant que l'un ou l'autre de ces deux chiffres serait le plus élevé. Deuxièmement, la compensation devrait être calculée d'après le déficit des recettes en valeur réelle afin d'égaliser la tendance du pouvoir d'achat des exportations. Troisièmement, les problèmes qui rendent nécessaire le financement compensatoire exigent des conditions plus libérales que celles qui accompagnent ordinairement les prêts du FMI. En l'occurrence, il serait bon d'introduire dans le système un élément de libéralité et de faire en sorte que le remboursement des prêts au titre du financement compensatoire soit fonction du rétablissement des recettes d'exportation mais s'étale sur une plus longue période que les prêts actuels, qui sont à moyen terme, et que les pays les plus pauvres soient les premiers à bénéficier de cet assouplissement des conditions. Quatrièmement, l'octroi d'une aide pour remédier aux difficultés causées par les fluctuations des exportations de produits de base ne devrait pas être subordonné à la situation conjoncturelle de la balance des paiements, autrement dit à l'application d'un critère rigoureux à cet égard[14].

45. Quant à l'instauration d'arrangements entièrement nouveaux pour corriger les fluctuations résiduelles des recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations de produits de base, il faudra attendre de voir si les gouvernements parviennent à modifier la facilité du FMI autant qu'il est nécessaire, et s'ils sont prêts à participer plus largement aux arrangements de financement compensatoire.

CHAPITRE III

Questions connexes

A. – Répercussions du programme intégré sur les pays en développement importateurs

46. Les répercussions que le programme intégré aura pour les divers pays en développement dépendront de ses objectifs, tels qu'ils auront été fixés par les gouvernements, des produits qu'il englobera et des mesures particulières qui seront arrêtées par voie de négociation pour chaque produit. Etant dans leur grande majorité exportateurs nets de produits primaires, les pays en développement devraient bénéficier très largement de mesures qui auraient pour effet de stabiliser les prix de leurs exportations de produits de base ou qui, dans des conditions risquant d'engendrer une offre excédentaire persistante, tendraient à enrayer le phénomène et à soutenir les prix qui seraient sinon chroniquement déprimés.

47. Il y a toutefois un certain nombre de pays en développement qui sont normalement importateurs nets de produits primaires. Ce sont en règle générale de petits pays, notamment des pays insulaires, ayant des ressources naturelles relativement limitées.

48. Une étude antérieure du secrétariat de la CNUCED sur la situation commerciale de différents pays pour la période 1970-1972 indiquait que, des 100 pays et territoires en développement pour lesquels on disposait de statistiques détaillées du commerce, 80 étaient exportateurs nets d'un groupe des principaux produits de base se prêtant au stockage, y compris des produits qu'il est proposé d'englober dans le programme intégré. Pour 60 d'entre eux, la valeur totale des exportations de ces produits était plus du triple de celle des importations des mêmes produits[15]. Ainsi, pour la plupart des pays en développement, les

[12] La facilité élargie du FMI autorise des prêts d'un montant plus important que précédemment; les déficits d'exportation seront calculés en fonction de la croissance passée des exportations; et les modalités d'examen des demandes d'assistance sont assouplies. Toutefois, le FMI a fixé des règles plus rigoureuses concernant les premiers remboursements, et a maintenu le délai de trois à cinq ans prévu pour le remboursement final.

[13] Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé (Togo) le 28 février 1975. Stabex est le nom de code du système de stabilisation des recettes d'exportation, tel que la Convention le définit.

[14] Les améliorations au financement compensatoire suggérées au titre du programme intégré font partie d'un projet de réforme de la facilité du FMI présenté dans le document TD/189 (reproduit dans le présent volume). Il ne s'agit pas de propositions distinctes, à l'exception du cas visé au paragraphe 45 ci-dessous.

[15] A part les produits se prêtant au stockage qui figurent sur la liste du tableau ci-dessus, les calculs portaient aussi sur les huiles et les graines oléagineuses, le plomb et le zinc. Voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Un programme intégré pour les produits de base : incidence sur les importations, en particulier celles des pays en développement" (TD/B/C.1/189), tableau 1 et paragraphe 18.

mesures proposées dans le programme intégré devraient non seulement se traduire par un gain net sensible pour leur balance commerciale, mais également être favorables à la planification et à l'application de leurs programmes de développement, puisqu'elles tendraient à stabiliser et à consolider les prix des principaux produits de base qu'ils exportent.

49. Des 20 pays en développement qui étaient, pendant la période 1970-1972, importateurs nets des produits de base qu'il est proposé d'inclure dans le programme intégré, 13 ont un revenu relativement élevé ou des recettes d'exportation qui s'accroissent relativement vite. Quant aux 7 autres, leur situation d'importateurs nets est essentiellement ou exclusivement imputable au fait qu'ils ont un déficit alimentaire. La hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires que l'on observe par rapport aux prix des autres produits de base depuis 1972 a, selon toute probabilité, provoqué l'accroissement du nombre des pays en développement pour lesquels la balance du commerce des produits de base est devenue déficitaire.

50. L'incidence du programme intégré sur ces pays, qui sont importateurs nets de produits de base, dépendra essentiellement de la façon dont le programme, dans l'ensemble, agira sur les prix – s'il tendra à les stabiliser ou à les accroître en valeur réelle – et aussi de la structure du commerce des produits de base des pays considérés. Si les fluctuations des prix étaient réduites sans que la tendance soit modifiée, les pays importateurs et les pays exportateurs profiteraient les uns comme les autres de la régularisation des approvisionnements ou de la stabilisation des marchés d'exportation. Par ailleurs, on peut compter qu'une régulation effective du marché mondial, en réduisant son instabilité, aurait pour effet d'encourager les investissements en vue de l'expansion de la capacité de production, et contribuerait à éviter à l'avenir les crises dues à un déficit ou à un excédent de l'offre.

51. Dans le programme intégré, sont également envisagées des mesures visant à établir et à maintenir les prix à des niveaux qui soient considérés comme suffisants en valeur réelle par les producteurs et qui puissent être en même temps acceptés comme équitables par les consommateurs. L'incidence de ces mesures sur les pays en développement importateurs nets variera considérablement selon que les mesures prises pour améliorer la tendance des prix des produits de base engloberont ou non les denrées alimentaires. Comme il a déjà été indiqué, le déficit du commerce des produits de base de ce groupe de pays est exclusivement ou essentiellement imputable aux denrées alimentaires et beaucoup d'entre eux ont un excédent commercial net pour le reste de ces produits.

52. Les mesures envisagées dans le cadre du programme intégré qui supposent la hausse des prix des denrées alimentaires soulèveraient donc la question de la nécessité de prendre des mesures spéciales pour protéger les intérêts des pays en développement ayant un déficit alimentaire. Des mesures complémentaires pourraient aussi être nécessaires en faveur de certains pays en développement qui subiraient une perte nette dans leur commerce par suite de mesures prises dans le cadre du programme et entraînant la hausse des prix des produits autres que les denrées alimentaires. Ces mesures pourraient avoir des effets défavorables, notamment sur le commerce des pays dont les exportations d'articles manufacturés sont tributaires des importations de matières premières.

53. Attendu que la plupart des pays qui risqueraient de souffrir de mesures ayant pour effet d'accroître les prix appartiennent aux catégories des pays en développement "les moins avancés", "sans littoral", "le plus gravement touchés" ou "insulaires géographiquement désavantagés", et comprennent certains pays manquant de ressources naturelles, les mesures particulières susceptibles d'être adoptées en leur faveur pour empêcher, ou compenser, toute répercussion défavorable du programme intégré pourraient comprendre notamment : *a)* des arrangements tendant à garantir aux pays considérés la possibilité d'importer les denrées alimentaires de base à des prix raisonnables, ou de recevoir une aide alimentaire; *b)* l'inclusion dans les différents accords sur les produits de dispositions tendant à ce que des produits de base leur soient fournis à des conditions de faveur; *c)* l'exonération des charges financières ou autres, découlant du fonctionnement des stocks internationaux ou du fonds commun proposé.

54. L'analyse générale qui vient d'être faite des problèmes se posant aux pays importateurs nets de produits de base devrait être revue de façon plus concrète quand le programme intégré sera entré dans la phase des négociations et que les produits de base sur lesquels il portera, les mesures à prendre et les objectifs auront été définis. C'est alors seulement que l'incidence du programme sur tel ou tel pays pourra être évaluée de façon raisonnable et que des mesures correctives concrètes pourront être proposées.

B. – Maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement

55. Le programme intégré pour les produits de base peut être conçu comme un élément central d'un vaste effort de la communauté internationale pour restructurer l'économie mondiale des produits de base de façon à accélérer le développement du tiers monde. Dans cette perspective, un complément important du programme intégré serait la création de mécanismes supplémentaires destinés à préserver le pouvoir d'achat des exportations globales des pays en développement.

56. Alors que la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[16] fixait comme objectif un taux de croissance de 7 p. 100 par an pour les recettes d'exportation[17] en valeur réelle des pays en développement, les chiffres enregistrés jusqu'ici ont été pour un grand nombre d'entre eux nettement inférieurs à cet objectif. De 1970 à 1974, dans près de 40 pays représentant la moitié de la population totale du tiers monde, le taux annuel d'accroissement du pouvoir d'achat des recettes d'exportation par

[16] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

[17] Les expressions "recettes d'exportation en valeur réelle" et "pouvoir d'achat des exportations" sont utilisées indifféremment.

rapport aux importations d'articles manufacturés a été inférieur à 7 p. 100. Sur ce nombre, 16 pays ont enregistré une baisse nette de leurs recettes d'exportation en valeur réelle, alors que pour 8 autres le taux d'accroissement a été inférieur à 4 p. 100 par an. D'après les chiffres dont on dispose, actuellement, il semble que la situation se soit beaucoup dégradée en 1975, et que de nombreux autres pays aient subi une baisse importante de la valeur réelle de leurs exportations[18].

57. La tendance du pouvoir d'achat des exportations est la résultante des tendances du volume des exportations et des termes de l'échange du pays exportateur considéré. En règle générale, aucun pays en développement n'a isolément le pouvoir d'agir sur l'un ou l'autre de ces éléments. Le volume des exportations d'un grand nombre de produits primaires est sujet, dans une grande mesure, aux contraintes imposées par le protectionnisme agricole des pays développés, ainsi que par l'élasticité relativement faible de la demande par rapport au revenu et au prix. Toutefois, dans les cas où ces contraintes ne sont pas trop fortes, par exemple pour les minéraux et les métaux, le volume des exportations s'est accru de façon sensible. Pour les articles manufacturés, l'accès des marchés des pays développés est également très souvent barré aux exportations des pays en développement par des obstacles tarifaires et non tarifaires.

58. Les termes de l'échange des pays en développement sont fortement influencés par la situation économique dans les pays développés à économie de marché. La récession observée dans ces derniers, en réduisant la demande aux fins de la consommation et de l'accumulation de stocks, tend à provoquer une chute des prix des produits primaires, tandis que l'inflation qui y sévit a pour effet d'accroître les prix des produits industriels essentiels achetés par les pays en développement. La combinaison de la récession et de l'inflation dans les pays développés à économie de marché a été un facteur essentiel de la forte détérioration enregistrée à la fois dans la balance commerciale et le pouvoir d'achat des exportations d'un grand nombre de pays en développement depuis la fin de 1973.

Possibilités d'action internationale

59. Il a déjà été suggéré (voir par. 38 ci-dessus) que les accords relatifs à la régulation des marchés des divers produits de base devraient comprendre des dispositions tendant à ce que les marges de prix initialement fixées soit réexaminées et ajustées périodiquement pour tenir compte des effets de l'inflation sur les prix des articles manufacturés importés par les pays producteurs[19]. Ce type d'ajustement, que l'on pourrait qualifier "d'indexation directe", pourrait contribuer sensiblement à préserver la valeur réelle des recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations de produits primaires. Il s'agirait essentiellement d'adopter, dans le cadre des accords internationaux sur des produits, des dispositions prévoyant l'ajustement de l'offre globale à la demande, de façon à maintenir les prix dans une fourchette convenue en termes de pouvoir d'achat par rapport aux articles manufacturés. La régulation de l'offre pourrait être étayée, dans les cas où une part importante du commerce mondial d'un produit de base est régie par des contrats bilatéraux ou multilatéraux entre gouvernements ou entreprises privées, par des dispositions appropriées permettant d'ajuster le prix prévu par le contrat pour tenir compte de l'inflation.

60. Cependant, l'indexation directe n'est possible que s'il existe un contrôle effectif du marché d'un produit dans le cadre d'un accord international, ce contrôle s'exerçant par la régulation de l'offre ainsi que par d'autres moyens tels que les stocks régulateurs. En outre, le succès de l'indexation par la régulation de l'offre varierait d'un produit de base à l'autre.

61. L'indexation directe par la régulation du marché ne pouvant en fait être appliquée qu'à une gamme déterminée de produits, il faut envisager des mesures d'indexation complémentaires. Ces mesures pourraient prendre la forme d'un arrangement aux termes duquel les pays en développement exportateurs recevraient une compensation financière chaque fois que le cours des exportations d'un produit donné tomberait en dessous d'un prix de référence indexé. A condition que ce prix de référence soit indexé sur le taux d'inflation des prix des articles manufacturés importés par les pays en développement considérés, l'arrangement constituerait un système "d'indexation indirecte".

62. On peut envisager plusieurs variantes, selon les règles qui détermineront dans quelles conditions les remboursements seront effectués lorsque les prix du marché seront supérieurs aux prix de référence indexés, selon la définition de la quantité de référence sur la base de laquelle la compensation devra être payée, selon la mesure dans laquelle des dérogations seront accordées aux pays les plus pauvres en ce qui concerne, entre autres, les intérêts ou les remboursements[20].

63. Il serait possible d'inclure dans les accords internationaux pour les produits des dispositions prévoyant une indexation indirecte par voie de paiements compensatoires. Les paiements devraient être rattachés à l'adoption de mesures visant à résoudre les problèmes à long terme et être conçus comme une aide à la reconversion.

64. On pourrait aussi envisager une formule générale d'indexation indirecte par voie de paiements compensatoires, qui engloberait dans un même système une vaste gamme de produits, qu'ils fassent ou non l'objet d'un accord international de produit. Cependant, ce système nécessiterait la constitution d'un fonds central important et des négociations intergouvernementales détaillées et complexes. Il s'agirait en particulier de savoir si les contributions versées à ce fonds central par les pays développés compteraient dans leur programme d'aide publique au développement et seraient ainsi déduites d'autres formes d'aide.

[18] On trouvera des renseignements plus détaillés sur l'évolution de la valeur réelle des exportations des pays en développement depuis 1970 dans le document TD/184/Supp.2 (reproduit dans le présent volume).

[19] La régulation de l'offre devra peut-être s'accompagner de programmes de diversification pour certains produits de base.

[20] Diverses variantes sont exposées en détail dans le document TD/184/Supp.2 (reproduit dans le présent volume).

65. Il y aurait un autre moyen d'établir un système de compensation financière pour étayer les dispositions relatives à l'indexation contenues dans les accords internationaux sur les produits, ce serait de lier les paiements compensatoires au déficit, par rapport à un niveau de référence convenu, des recettes globales que tel ou tel pays en développement tire de l'exportation d'un groupe donné de produits de base, ou même de la totalité de ses exportations de produits de base. Comme le système général d'indexation indirecte, un arrangement de compensation par pays nécessiterait la création d'un fonds central, dont le montant varierait selon le nombre des pays et des produits considérés, et les niveaux de référence indexés des recettes d'exportation, selon qu'il y aurait compensation complète ou partielle dans le cas où les recettes d'exportation tomberaient en dessous des niveaux de référence et selon les règles applicables en matière de remboursement[21].

66. En outre, ni le système d'indexation indirecte, ni le système de compensation des déficits d'exportation par pays ne peut être considéré comme la solution des problèmes fondamentaux de l'économie mondiale des produits de base. Ces problèmes ne pourront être réglés que par une série de mesures positives coordonnées de régulation des marchés, telles que les mesures proposées dans le programme intégré, qui sont spécialement adaptées aux caractéristiques particulières des différents marchés. Néanmoins, les systèmes de paiements compensatoires, de quelque type qu'ils soient, ont un rôle utile à jouer en tant que support d'une attaque concertée du problème des produits de base. La Conférence voudra peut-être examiner le rôle que des arrangements relatifs au financement qui étaieraient le programme intégré pourraient jouer pour préserver le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement, et formuler à cet égard des recommandations appropriées.

C. – Systèmes de commercialisation et de distribution

67. Les arrangements institutionnels relatifs à la commercialisation et à la distribution des exportations de produits primaires des pays en développement influent beaucoup sur les avantages que ces pays tirent de leur commerce d'exportation, ainsi que sur la mesure dans laquelle ils contrôlent l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les caractéristiques techniques des systèmes de commercialisation et de distribution varient beaucoup d'un marché à l'autre. Dans certains cas, les ventes aux enchères constituent un élément capital; dans d'autres, une grande partie du commerce est régie par des contrats à moyen ou à long terme ou s'effectue "en circuit fermé" à l'intérieur d'une même société ou entité financière.

68. Une des principales caractéristiques de l'évolution que la commercialisation et la distribution des exportations de produits primaires des pays en développement ont suivie depuis la guerre a été l'influence croissante exercée par les grandes sociétés transnationales ayant leur siège dans les pays développés. Ces sociétés contrôlent aujourd'hui, sous une forme ou sous une autre, une part importante du commerce extérieur des pays en développement. Dans certains cas, ces sociétés transnationales ou leurs filiales sont devenues également productrices de produits primaires dans des pays en développement, si bien qu'elles peuvent transférer des produits à la société mère aux prix comptables intérieurs, ce qui permet de retirer un profit global maximal de l'entreprise multinationale dans son ensemble.

69. Les sociétés transnationales participant au commerce des produits de base des pays en développement ont généralement une position de négociation extrêmement forte car, séparément ou ensemble, elles commandent le réseau international de commercialisation et de distribution, alors qu'elles ont généralement en face d'elles un grand nombre de fournisseurs concurrents dans les pays en développement. Quand elles ont une part importante dans le commerce d'exportation des pays en développement, les recettes des producteurs sont généralement insuffisantes en valeur réelle. Pour une gamme de ces produits sur lesquels des données sont disponibles, la part du prix final à la consommation qui revient aux pays en développement est inférieure à 25 p. 100[22], ce qui indique que l'essentiel de la valeur ajoutée dans la production et la distribution des denrées alimentaires et des matières premières revient à des sociétés, souvent intégrées verticalement, qui sont domiciliées dans les pays développés.

70. Beaucoup des marchés des produits de base dominés par les sociétés transnationales sont caractérisés par une concurrence sur le marché du produit final alliée à un monopsone de chaque société en tant que cliente des producteurs des pays en développement pour le produit de base considéré. Le résultat est que les prix sont maintenus à des niveaux compétitifs dans les pays consommateurs, tandis que l'impératif du profit global maximal encourage la société transnationale à user de sa position de force pour maintenir la rémunération des producteurs des pays en développement à un niveau relativement bas.

71. La diversification géographique de la production et des intérêts commerciaux des sociétés transnationales au cours des 10 dernières années a donné à ces sociétés une plus grande souplesse d'action dans la plupart des opérations globales. La possibilité qu'a une société transnationale qui achète dans un pays en développement donné de se tourner vers d'autres fournisseurs lui confère un très grand pouvoir de négociation. Les producteurs ne pourront donc pas obtenir un pouvoir de négociation suffisant pour faire face à ces sociétés par la seule initiative de pays agissant individuellement.

72. Ces dernières années, des groupes de pays producteurs se sont unis dans un certain nombre de cas pour

[21] Tous ces problèmes sont analysés plus en détail dans le document TD/184/Supp.2 qui décrit également les principales caractéristiques du système Stabex de compensation financière établi au titre de la Convention de Lomé.

[22] La question est analysée de façon plus détaillée dans l'étude du secrétariat de la CNUCED intitulée "Rapport existant entre les prix à l'exportation et les prix à la consommation de certains produits de base exportés par les pays en développement" (TD/184/Supp.3 et Corr.1).

accroître leur pouvoir de négociation dans leurs relations économiques avec les sociétés transnationales et pour prendre une plus grande part à la commercialisation et à la distribution sur le plan international de leurs exportations de produits de base. Dans certains cas, cette participation accrue peut être obtenue par la constitution d'entreprises communes avec les sociétés transnationales en cause. Dans d'autres, les gouvernements des pays producteurs peuvent obtenir une part plus équitable des bénéfices du commerce en appliquant des politiques financières uniformes. Il y aurait parfois une solution plus radicale, qui consisterait à acheter, en totalité ou dans une mesure suffisante pour pouvoir en contrôler les politiques, les entreprises étrangères existantes qui commercialisent les exportations de produits de base des pays en développement.

73. Compte tenu de ce qui précède et des questions connexes mentionnées dans la note que le secrétariat de la CNUCED a consacrée à ce problème[23], et sur la base des conclusions auxquelles ont abouti jusqu'ici les études citées dans cette note, en particulier les études approfondies effectuées par le secrétariat de la CNUCED sur les systèmes de commercialisation et de distribution de certains produits de base, la Conférence voudra peut-être faire des recommandations relatives aux travaux futurs à entreprendre dans ce domaine important.

D. — Rôle des associations de producteurs

74. Une coopération accrue des pays producteurs de produits de base, tant entre eux qu'avec les pays consommateurs, sera nécessaire pour que le programme intégré porte ses fruits. Les producteurs devraient avoir un rôle crucial à jouer parce qu'ils peuvent mettre en œuvre eux-mêmes la plupart des moyens envisagés dans le programme. Les contingents d'exportation prévus dans les accords internationaux existants ont été appliqués essentiellement par voie d'entente entre producteurs, le rôle des pays consommateurs étant de contrôler leur application. De même, les stocks régulateurs internationaux créés jusqu'ici ont été financés presque intégralement par les pays producteurs eux-mêmes.

75. Pour que la régulation des marchés de produits primaires soit plus efficace et plus complète, il faudra que les pays producteurs coordonnent plus étroitement leurs intérêts. La création d'associations de producteurs répond essentiellement à cette nécessité. Ces associations (dont quelques-unes comptent des pays producteurs non seulement en développement, mais aussi développés) existent pour divers produits de base importants dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement. En élaborant et en faisant appliquer des politiques communes, les associations de producteurs peuvent, dans une certaine mesure, faire contrepoids aux sociétés transnationales qui occupent actuellement une position de force sur un certain nombre de marchés de produits primaires. Ainsi pourrait s'établir un meilleur équilibre des forces, qui permettrait aux pays en développement producteurs d'obtenir une part plus équitable qu'actuellement des bénéfices du commerce international des produits de base.

76. En outre, les associations de producteurs pourraient jouer un rôle essentiel dans la définition d'un train de mesures à appliquer en vue de la régulation des marchés de produits de base qui les intéressent. Ce travail préparatoire faciliterait les négociations qui auront lieu sur les différents produits de base entre tous les pays intéressés, producteurs et consommateurs, et contribuerait concrètement à en accélérer la conclusion.

CHAPITRE IV

Problèmes soumis à la Conférence

77. Les gouvernements sont maintenant appelés à décider si une nouvelle attaque globale du problème des produits de base doit être entreprise et, dans l'affirmative, quels devront être les objectifs, les principes et les éléments du nouveau programme.

78. Si la Conférence décidait d'accepter en gros les propositions relatives au programme intégré formulées au chapitre II du présent rapport, il faudrait également, en vue de concrétiser le programme, qu'elle se mette d'accord sur les points suivants :

a) Produits de base à englober;

b) Engagement de négocier la création d'un fonds commun;

c) Procédures à suivre pour les négociations, en ce qui concerne les différents produits de base ainsi que le fonds commun;

d) Recommandations appropriées au sujet d'un mécanisme multilatéral de compensation et des négociations commerciales multilatérales;

e) Création à la CNUCED d'un comité intergouvernemental spécial de coordination chargé de donner de l'élan aux négociations, d'en évaluer les progrès et de traiter les grands problèmes de politique générale qui pourront se poser;

f) Calendrier pour l'ensemble du programme intégré.

79. En outre, la Conférence devrait étudier les diverses formules qui permettraient de préserver le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement, et faire à cet égard des recommandations appropriées.

80. La Conférence devrait également examiner les problèmes de politique générale qui se posent dans le domaine de la commercialisation et de la distribution des exportations de produits de base des pays en développement et faire des recommandations concernant les travaux futurs de la CNUCED dans ce domaine.

[23] "Systèmes de commercialisation et de distribution des produits de base dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement" (TD/184/Supp.4 et Corr.1).

DOCUMENT TD/184/Supp.2

Maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*5 mars 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres	*Paragraphes*	*Pages*
I. Le problème et les solutions possibles	1-19	14
A. Evolution du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement	5-8	15
B. Facteurs limitant l'expansion du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement	9-15	16
C. Solutions possibles	16-19	17
II. Indexation	20-51	21
A. Objectifs de l'indexation	22-25	21
B. Indexation directe	26-38	22
1. Analyse des conséquences pour la production	31-34	23
2. Analyse des effets sur les balances commerciales	35-38	24
C. Indexation indirecte	39-51	24
1. Mécanismes possibles	43-47	25
2. Dispositions financières et institutionnelles	48-51	26
III. Un dispositif de soutien des recettes d'exportation analogue au système Stabex	52-65	26
A. Principales caractéristiques du système Stabex	54-55	27
B. Dispositions qui devraient figurer dans un système mondial	56-65	27
1. Portée géographique	56	27
2. Produits visés	57	27
3. Seuils de "dépendance" et de "déclenchement"	58-60	27
4. Niveaux de référence des recettes d'exportation	61	28
5. Remboursements	62	28
6. Ressources nécessaires	63	29
7. Résumé	64-65	29
IV. Financement supplémentaire	66-78	29
A. Objectifs	66-70	29
B. Ressources nécessaires	71-78	30
V. Conclusions	79-83	31

ANNEXES

I. Rapport intérimaire sur l'établissement d'un nouvel indice des prix à l'importation payés par les pays en développement	32
II. Données relatives au système Stabex	33
A. Liste des 46 Etats ACP	33
B. Etats les moins développés, sans littoral ou insulaires, visés aux articles 17 et 19 de la Convention de Lomé	33
C. Les 24 Etats ACP qui ne sont pas tenus à des remboursements sur les prêts qui leur sont accordés dans le cadre du système Stabex	33

Pages

D. Produits primaires et semi-transformés visés par le système Stabex 33

E. Part des produits visés par le système Stabex dans les exportations totales de quelques Etats ACP . 34

F. Part des exportations de produits importants non visés par le système Stabex dans les exportations totales de quelques Etats ACP 34

TABLEAUX

1. Evolution du pouvoir d'achat, pour l'importation d'articles manufacturés, des exportations de certains pays en développement, 1970-1975 15

2. Evolution du pouvoir d'achat, pour l'importation d'articles manufacturés, des exportations de produits de base (autres que les combustibles) des pays en développement 16

3. Comparaison des indices établis par la CNUCED et par la Banque mondiale pour les termes de l'échange des produits primaires exportés par les pays en développement, 1953-1972 18

4. Degré de limitation de la production estimé nécessaire en 1975-1980 pour une indexation directe effective des prix du cacao, du café et de l'étain 23

5. Quelques-uns des principaux pays en développement exportateurs de produits primaires (à l'exclusion du pétrole), et leurs principales exportations 28

GRAPHIQUES

1. Comparaison des indices établis par la CNUCED et par la Banque mondiale pour les termes de l'échange des produits primaires exportés par les pays en développement, 1953-1972 19

2. Indices trimestriels des prix des produits de base, 1972-1975 20

CHAPITRE PREMIER

Le problème et les solutions possibles

1. Dans le préambule de sa résolution 3362 (S-VII), l'Assemblée générale, réaffirmant "la nécessité impérieuse de corriger le déséquilibre économique entre pays développés et pays en développement", a noté, au paragraphe 5 de la section I, qu'"un certain nombre de choix [s'offraient] à la communauté internationale en vue de préserver le pouvoir d'achat des pays en développement" et a demandé au Secrétaire général de la CNUCED de continuer, en priorité, "d'étudier des plans d'indexation directe et indirecte et d'autres possibilités en vue de formuler des propositions concrètes avant la quatrième session de la Conférence".

2. L'intérêt ainsi manifesté par l'Assemblée générale est apparu dans d'autres débats internationaux. Il a été motivé principalement par l'accélération de l'inflation mondiale depuis 1969. Pendant la période de quinze années allant de 1954 à 1969, le taux annuel moyen de l'inflation mondiale, mesuré par la hausse de l'indice des prix des articles manufacturés exportés par les pays développés à économie de marché établi par l'ONU, a été légèrement supérieur à 1 p. 100. Pendant les trois années qui ont suivi, ce taux a progressé, s'établissant à 7 p. 100 environ; en 1973 et 1974, il a atteint 18 p. 100, mais il aurait un peu baissé en 1975. On pense généralement que le taux de l'inflation mondiale baissera encore par rapport à ces chiffres exceptionnellement élevés, mais qu'il ne retombera pas au niveau d'un peu plus de 1 p. 100 par an enregistré pendant la période d'après guerre, jusqu'en 1969. Même s'il se stabilise autour de 7 p. 100 par an, l'inflation serait encore suffisante pour diminuer le pouvoir d'achat à l'importation des pays en développement. Le présent rapport traite donc des moyens de faire échec à cette influence et d'en atténuer les effets, en particulier pour les pays les plus pauvres.

3. La notion de maintien du pouvoir d'achat des pays en développement appelle tout d'abord deux remarques. L'une est que le pouvoir d'achat à l'importation d'un pays dépend non seulement des prix de ses importations mais aussi de ses avoirs en devises. Pour la plupart des pays en développement, ce sont les exportations de marchandises, dont les produits de base constituent la majeure partie, qui sont le facteur principal et déterminant du niveau de ces avoirs.

4. La seconde remarque est que, par maintien du pouvoir d'achat des pays en développement, il faut entendre le maintien d'une progression suffisante de ce pouvoir d'achat et pas seulement sa stabilisation à un niveau déterminé qui n'évoluerait pas. Au paragraphe 17 de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[1], l'Assemblée générale a reconnu que, pour que

[1] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

puisse être atteint l'objectif d'un taux moyen de croissance annuelle du produit brut des pays en développement d'au moins 6 p. 100, il faudrait que les exportations de ces pays progressent à un taux moyen un peu supérieur à 7 p. 100 par an. Il était sous-entendu qu'il s'agissait d'une expansion de 7 p. 100 en valeur "réelle", autrement dit en pouvoir d'achat à l'importation.

A. – Evolution du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement

5. Les quatre premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1971-1974) ont été exceptionnellement favorables au commerce d'exportation des pays en développement pris dans leur ensemble. En 1972 et 1973, le volume des exportations de ces pays a augmenté fortement, cependant que de 1972 à 1974 les prix des produits de base atteignaient des niveaux records, en valeur nominale du moins. Les recettes d'exportation nominales des pays en développement autres que les membres de l'OPEP ont pu ainsi augmenter sensiblement de 1970 à 1974. Mais, pendant la même période, l'inflation mondiale s'est accélérée notablement et on a enregistré de fortes hausses des prix mondiaux des articles manufacturés, des engrais, des combustibles et des produits alimentaires courants. Bien que la valeur nominale des recettes d'exportation des pays en développement non membres de l'OPEP ait augmenté de 27 p. 100 par an en moyenne en 1970-1974, leur pouvoir d'achat à l'importation a progressé de 6 p. 100 seulement par an pendant cette période à cause de ces hausses de prix.

6. En outre, les avantages de cette expansion des exportations ont été très inégalement répartis. Même si l'on fait abstraction de l'augmentation des prix des produits alimentaires, des engrais et des combustibles, et si l'on mesure le pouvoir d'achat des exportations par rapport aux variations des cours mondiaux des articles manufacturés seulement (ce qui fait paraître l'évolution des exportations des pays en développement au cours de cette période plus favorable qu'elle ne l'a été en réalité), on constate que les recettes d'exportation d'un nombre important de pays en développement ont, en valeur réelle, progressé de moins de 7 p. 100 par an de 1970 à 1974 et que celles de certains pays ont en fait diminué (voir le tableau 1). En 1970, les 39 pays considérés entraient pour beaucoup plus du tiers dans le total des recettes d'exportation de l'ensemble des pays en développement non membres de l'OPEP et pour plus de la moitié dans la population totale de ces pays. Pendant la période considérée, les exportations de ces 39 pays ont accusé une augmentation de pouvoir d'achat à l'importation d'articles manufacturés qui n'a pas dépassé en moyenne 1,7 p. 100 par an, malgré des conditions commerciales relativement favorables.

7. Il se pourrait, au surplus, que ces conditions soient les meilleures de la décennie. En 1975, presque tous les pays en développement ont vu fléchir fortement la valeur réelle de leurs recettes d'exportation par suite de la récession économique des pays industrialisés, de la baisse des prix des produits de base et de la persistance de l'inflation mondiale et l'on prévoit que ces recettes ne connaîtront qu'un regain modéré en 1976 et 1977[2].

TABLEAU 1

Evolution du pouvoir d'achat, pour l'importation d'articles manufacturés, des exportations de certains pays en développement, 1970-1975

	Variation de la valeur réelle des recettes d'exportation[a] (en pourcentage)		*Valeur des exportations (en millions de dollars) 1970*
	1970-1974 (Taux annuel moyen)	*janv.-juin 1975/ janv.-juin 1974*	
République-Unie du Cameroun	6,7	−23,3	232
Colombie	6,3	−33,8	743
Malawi	6,1	−13,3	60
Jamaïque	6,0	4,3	342
Chili	6,0	..	1 234
Guyane	6,0	..	133
Haute-Volta	5,9	..	18
Egypte	5,8	−22,5	762
Kenya	5,6	−11,8	305
Guatemala	5,5	..	298
El Salvador	5,4	0,6	236
Inde	5,1	−3,5	2 026
Costa Rica	4,2	−13,5	231
Panama	4,1	12,5	110
Mauritanie	4,0	..	89
Haïti	3,0	..	40
Birmanie	2,5	−43,0	107
Libéria	1,6	−13,1	236
Zaïre	0,9	..	790
République-Unie de Tanzanie	0,9	−34,3	259
Niger	0,8	..	32
Ghana	0,8	1,0	458
Uruguay	0,8	−32,2	233
République centrafricaine	−0,8	..	31
Sri Lanka	−1,0	−5,3	342
Pakistan	−1,4	−26,9	734
Honduras	−1,5	−29,0	172
Rwanda	−2,1	−11,1	25
Pérou	−2,3	−16,7	1 044
Chypre	−2,6	−38,8	107
Sierra Leone	−3,0	−9,3	103
Zambie	−3,1	−58,9	1 001
Laos	−3,8	..	7
Burundi	−5,7	..	24
Tchad	−6,8	..	30
Soudan	−7,3	35,0	298
Ouganda	−8,5	−39,2	282
Mali	−9,6	36,4	33
Bangladesh	−19,5	2,9	519
Total (39 pays)	1,7	..	13 726

Sources : FMI, *International Financial Statistics*; Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique.*

[a] Valeur effective des exportations en dollars courants, corrigée par l'indice ONU des prix des articles manufacturés entrant dans le commerce mondial. Les pays sont classés dans l'ordre dégressif de l'accroissement de la valeur réelle de leurs recettes d'exportation en 1970-1974.

[2] Voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Tendances récentes du commerce international et du développement : perspectives économiques mondiales, 1976-1977" (TD/186).

8. L'évolution des recettes d'exportation des différents pays en développement correspond dans une large mesure à celle de la valeur de leurs exportations de produits de base. Comme l'indique le tableau 2, la valeur réelle (exprimée en pouvoir d'achat à l'importation d'articles manufacturés) de l'ensemble des exportations de produits de base (autres que les combustibles) des pays en développement a progressé en moyenne de 4,5 p. 100 par an seulement ces dernières années et au rythme encore plus lent de 3,5 p. 100 en longue période, depuis le début des années 60. Pour certains produits de base (bananes, bauxite, jute, minerai de manganèse, riz, thé, vin et laine) le pouvoir d'achat de ces exportations a en fait diminué de 1967-1969 à 1972-1974.

B. – Facteurs limitant l'expansion du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement

9. L'évolution du pouvoir d'achat, que les exportations d'un produit donné procurent à un pays, dépend en partie de l'évolution de la quantité exportée et en partie du mouvement des termes de l'échange correspondants du pays, c'est-à-dire le mouvement du rapport entre le prix d'exportation du produit et le prix que le pays doit payer pour ses importations. En principe, les gouvernements peuvent déterminer ou influencer dans une certaine mesure le volume des exportations d'un produit, mais il existe dans la pratique de nombreux facteurs qui restreignent la

TABLEAU 2

Evolution du pouvoir d'achat, pour l'importation d'articles manufacturés des exportations de produits de base (autres que les combustibles) des pays en développement

	Recettes d'exportation (en millions de dollars), 1972-1974 (moyenne annuelle)	*Valeur réelle des exportations (variation annuelle en pourcentage)*[a]			
		1960-1962 à 1972-1974		*1967-1969 à 1972-1974*	
		Valeur unitaire	*Valeur*	*Valeur unitaire*	*Valeur*
Ensemble des produits de base autres que les combustibles[b]	42 000	..	3,6	..	4,7
Dont :					
Sucre (brut)	3 718	3,1	5,6	8,2	13,4
Viande de bœuf et de veau	940	6,0	10,7	8,8	12,4
Sisal	181	1,5	–0,1	14,2	10,3
Zinc (minerai et métal)	298	4,4[c]	7,3	6,2[c]	10,2
Poivre	148	–2,0	3,2	4,2	5,4
Tungstène (concentrés)	63	7,9	12,7	–5,4	4,9
Bauxite, alumine et aluminium	786	–1,8[d]	7,3	–3,0[d]	4,6
Tabac (non fabriqué)	722	–2,2	2,2	–2,6	4,5
Blé	287	0,1	1,6	2,9	3,7
Caoutchouc	1 667	–5,0	–3,0	–1,2	2,6
Abaca	27	–2,2	–6,1	6,1	2,5
Coton	2 187	0,4	2,2	2,4	2,1
Plomb (minerai et métal)	164	2,3[c]	1,8	2,5[c]	2,1
Café	3 805	0,2	2,3	1,1	1,8
Maïs	681	1,2	7,1	2,7	1,7
Minerai de fer	1 302	–3,8	3,9	–4,4	1,6
Cuivre (minerai et métal)	3 702	3,5[c]	6,9	–2,9[c]	1,2
Cacao	1 061	0,9	2,4	–1,0	1,1
Etain (minerai et métal)	881	2,7[c]	3,8	1,4[c]	1,0
Oranges[e]	227	–0,6	4,2	–4,7	0,5
Vin	165	–1,8	–6,3	–	–0,4
Bananes	571	–2,5	1,7	–5,8	–1,3
Minerai de manganèse	127	–5,6	–2,6	–5,4	–2,6
Riz	714	–0,2	–0,7	–0,6	–4,0
Thé	622	–5,2	–3,3	–7,3	–5,7
Jute	229	–3,7	–1,5	–5,2	–5,9
Laine	164	–0,3	–6,4	4,3	–5,9

Sources : FAO, *Annuaire du commerce* et *Rapport et perspectives sur les produits;* Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique;* et statistiques nationales.

[a] Valeur en dollars courants corrigée par l'indice ONU des prix des articles manufacturés entrant dans le commerce mondial.

[b] CTCI : sections 0 + 1 + 2 + 4 + division 68.

[c] Métal seulement.

[d] Alumine seulement.

[e] Y compris les mandarines et les clémentines.

capacité des pays en développement d'améliorer l'évolution de la valeur réelle de leurs recettes d'exportation en augmentant le volume de leurs exportations de produits de base ou d'articles manufacturés.

10. En ce qui concerne les articles manufacturés, en dehors des problèmes techniques et économiques que soulève l'industrialisation, les exportations des produits à relativement forte intensité de main-d'œuvre, pour la production desquels les pays en développement jouissent en général d'un avantage comparatif, se heurtent à de nombreux obstacles non tarifaires. Dans le cas des produits primaires, dont la plupart des pays en développement continuent de dépendre pour la majeure partie de leurs recettes d'exportation, les obstacles sont encore plus grands que pour les articles manufacturés. Au protectionnisme agricole pratiqué dans les pays développés s'ajoute le fait que la faiblesse de l'élasticité-revenu et de l'élasticité-prix de la demande d'un grand nombre de ces produits (par exemple, céréales, sucre, café, cacao, thé, étain) dans ces pays laisse à l'ensemble des pays en développement très peu de latitude pour développer leurs exportations sans provoquer en même temps une détérioration correspondante de leurs termes de l'échange.

11. Néanmoins, les pays en développement ont quelques chances d'accroître individuellement la valeur nominale de leurs recettes en devises en augmentant le volume de leurs exportations de certains produits de base dont la demande est relativement élastique. En revanche, un pays en développement n'a pratiquement aucun moyen d'agir sur ses termes de l'échange, qui sont constamment soumis à la pression de facteurs tels que la surproduction de certains produits de base et l'évincement d'autres par des produits de remplacement, qui font baisser les prix des exportations, ou l'inflation dans les pays industrialisés, qui fait monter les prix des importations. Parfois, notamment pour les bananes et certains minerais et métaux, il faut ajouter à cela les opérations des sociétés transnationales qui tendent à maintenir à un niveau relativement bas les prix de leurs exportations en provenance des pays en développement[3]. Comme l'indique le tableau 2, les termes de l'échange[4] de certains des principaux produits de base exportés par les pays en développement ont tendance à se dégrader depuis la période 1960-1962.

12. L'évolution des termes de l'échange des produits primaires exportés par les pays en développement est représentée dans une perspective globale et à long terme au tableau 3[5] et dans le graphique 1, qui comparent des calculs récents du secrétariat de la CNUCED et de la Banque mondiale touchant un large éventail (quoique un peu différent) de produits. Pendant la période 1953-1972, les deux séries du tableau, qui portent sur le gros des exportations de produits primaires (autres que les combustibles) des pays en développement, révèlent, sous les fluctuations, une nette tendance à la baisse des termes de l'échange, de 2 p. 100 par an d'après la série de la CNUCED et de 1,7 p. 100 par an, d'après celle de la Banque. Il semble donc bien qu'au cours de cette période les termes de l'échange produits de base/articles manufacturés des pays en développement ont accusé un fléchissement annuel proche de 2 p. 100.

13. Ne sont compris dans la période considérée ni l'essor des prix des produits de base qui a suivi la guerre de Corée, ni la flambée plus récente de ces prix en 1972-1974, qui auraient faussé les résultats[6]. La courbe des termes de l'échange des produits de base exportés par les pays en développement qui avait été établie pour 1950-1974 présentait en fait un intérêt statistique moindre que celle correspondant à la période 1953-1972, qui elle aussi indiquait nettement une baisse, encore que moins accentuée.

14. Il convient de noter également que le bond éphémère que les prix des produits de base avaient accusé en 1972-1974 n'a guère duré plus de 18 mois et qu'au dernier trimestre de 1975 l'indice des prix des produits primaires exportés par les pays en développement, établi par la CNUCED[7], a été inférieur de 23 p. 100 au niveau record qu'il avait atteint au deuxième trimestre de 1974 (voir le graphique 2). En outre, l'inflation a continué sans répit de sorte que la version corrigée de cet indice, qui représente les termes de l'échange produits primaires/articles manufacturés des pays en développement, a accusé une régression encore plus forte, estimée provisoirement à 30 p. 100 environ.

15. Le fait que beaucoup de pays en développement non exportateurs de pétrole n'aient pas réussi à long terme à soutenir à un rythme suffisant la croissance du pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation a sérieusement restreint leur capacité de financer les importations qui leur étaient nécessaires pour l'exécution de leurs programmes de développement sans un recours excessif à l'emprunt public. Ces difficultés ont contribué en partie à alourdir le fardeau de leur dette publique extérieure, dont le service, en 1975, a absorbé 14 p. 100 de leurs recettes d'exportation.

C. – Solutions possibles

16. La plupart des pays en développement ne peuvent espérer apporter au problème de leur pouvoir d'achat des solutions immédiates qui soient pleinement conformes au principe de l'autonomie, car c'est surtout par la diversification et l'industrialisation qu'il pourra être réglé. En attendant, la majorité d'entre eux ont besoin de l'aide et du soutien des pays développés pour maintenir à un rythme suffisant la croissance de leurs recettes d'exportation en

---

[3] Voir dans le présent volume le document TD/184, chap. III, sect. C.

[4] Valeur unitaire du total des exportations des pays en développement divisée par l'indice ONU des prix des articles manufacturés entrant dans le commerce mondial.

[5] Ce tableau figure aussi dans le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur l'indexation [*Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document TD/B/563, tableau 3].

[6] Cela parce que la courbe aurait ainsi inclus deux grands sommets des prix et seulement une dépression.

[7] Voir CNUCED, *Bulletin mensuel des prix des produits de base.*

TABLEAU 3

Comparaison des indices établis par la CNUCED et par la Banque mondiale pour les termes de l'échange des produits primaires exportés par les pays en développement, 1953-1972

(1963 = 100)

Année	CNUCED			Banque mondiale
	Indice des valeurs unitaires des exportations de produits de base[a]	*Indice des valeurs unitaires des exportations d'articles manufacturés*[b]	*Termes de l'échange produits de base/ articles manufacturés*	*Termes de l'échange produits de base/ articles manufacturés*[c]
	(1)	*(2)*	*(3)* [= (1) divisé par (2)]	*(4)*
1953 . . .	118	94	126	122
1954 . . .	127	92	138	137
1955 . . .	122	92	133	130
1956 . . .	117	95	123	128
1957 . . .	114	98	116	118
1958 . . .	108	97	111	111
1959 . . .	103	96	107	110
1960 . . .	104	98	106	106
1961 . . .	100	99	101	98
1962 . . .	95	99	96	97
1963 . . .	100	100	100	100
1964 . . .	106	101	105	109
1965 . . .	103	103	100	109
1966 . . .	105	106	99	109
1967 . . .	102	107	95	100
1968 . . .	106	107	99	102
1969 . . .	110	110	100	104
1970 . . .	115	117	98	102
1971 . . .	107	124	86	89
1972 . . .	113	134	84	87

Sources : Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique;* FAO, *Annuaire du commerce;* statistiques nationales; Division des produits de base et des projections des exportations de la Banque mondiale.

[a] L'indice a été calculé d'après les valeurs unitaires des exportations des pays en développement de café, cacao, thé, maïs, riz, sucre, bananes, coprah, huile de coco, huile de palme, huile d'arachide, coton, jute, sisal, caoutchouc naturel, laine, cuivre, étain, plomb, zinc, bauxite, alumine, aluminium, minerai de fer, phosphate minéral, minerai de manganèse, et d'après les valeurs unitaires des exportations mondiales d'oranges (et de mandarines) et de tabac. Il a été pondéré par la valeur des exportations des pays en développement en 1963. En 1963, les produits considérés sont entrés pour 67,5 p. 100 dans la valeur totale de l'ensemble des exportations de produits primaires (non compris le pétrole) des pays en développement.

[b] Indice ONU des valeurs unitaires des exportations d'articles manufacturés des pays développés à économie de marché.

[c] Cette série porte sur 34 produits de base, pétrole non compris.

valeur réelle, et notamment d'une aide qui prenne la forme de mesures visant spécifiquement à préserver leur pouvoir d'achat de l'érosion due à l'inflation mondiale.

17. Parmi les types d'aide nécessaires, il faut mentionner les mesures que les pays développés pourraient prendre individuellement pour améliorer l'accès des produits primaires et des produits transformés exportés par les pays en développement à leurs marchés protégés. Cette aide contribuerait d'autant plus efficacement à maintenir le pouvoir d'achat des bénéficiaires qu'elle prendrait la forme d'arrangements garantissant l'achat de quantités déterminées de produits à des prix fixés en valeur réelle.

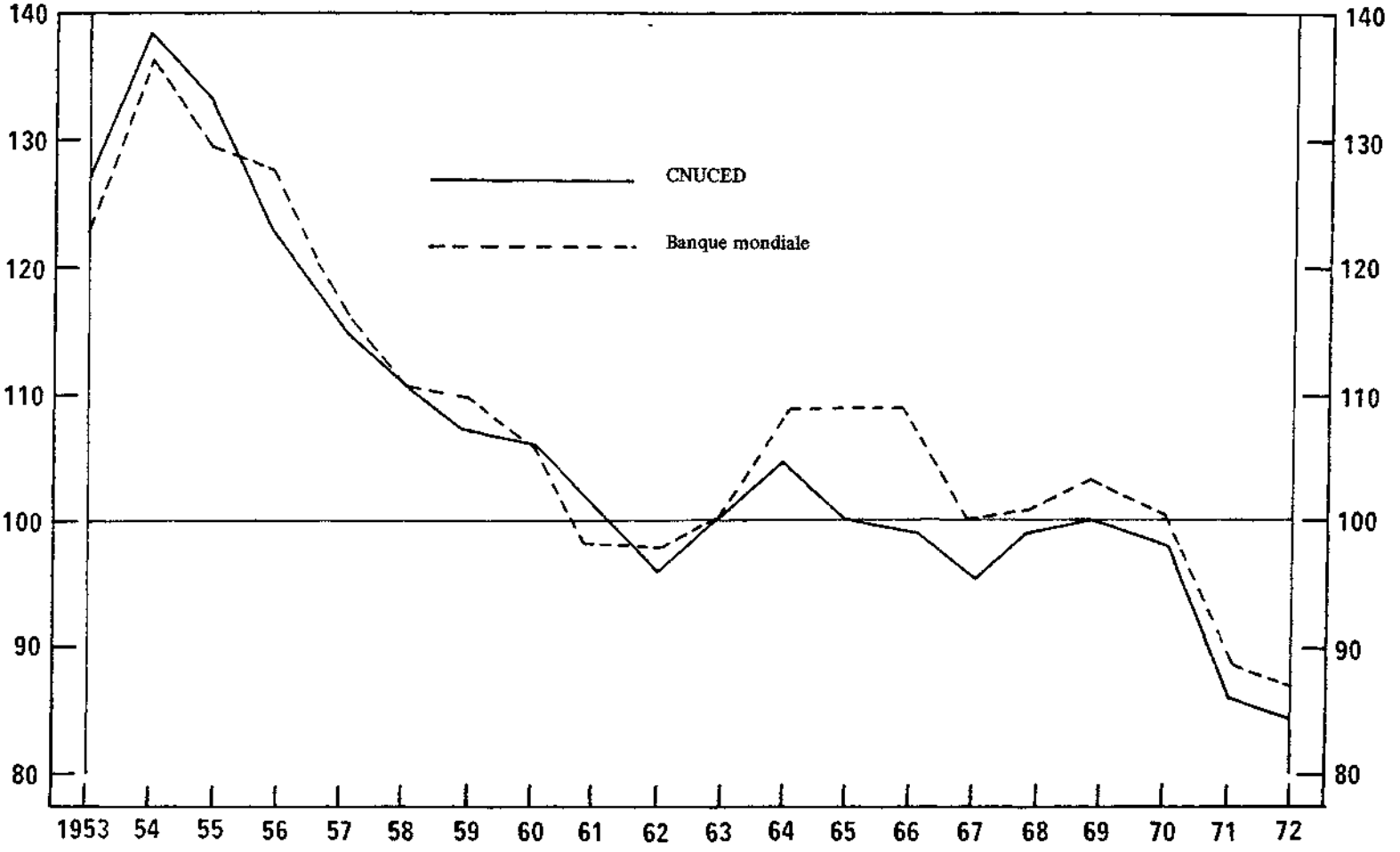
18. Cependant, pour obtenir une protection pleinement efficace du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement, il faudrait que soit engagée une action plus générale de caractère international. L'un de ces éléments importants serait la mise en œuvre du programme intégré pour les produits de base proposé par le Secrétaire général de la CNUCED[8]. La stabilisation, à des niveaux rémunérateurs, des prix d'un large éventail de produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement, qui est envisagée dans ce programme, ainsi que les améliorations qu'il est proposé d'apporter aux arrangements actuels concernant le financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation des pays en dévelop-

[8] Voir dans le présent volume le document TD/184.

GRAPHIQUE 1

Comparaison des indices établis par la CNUCED et par la Banque mondiale pour les termes de l'échange des produits primaires exportés par les pays en développement, 1953-1972

(1963 = 100)



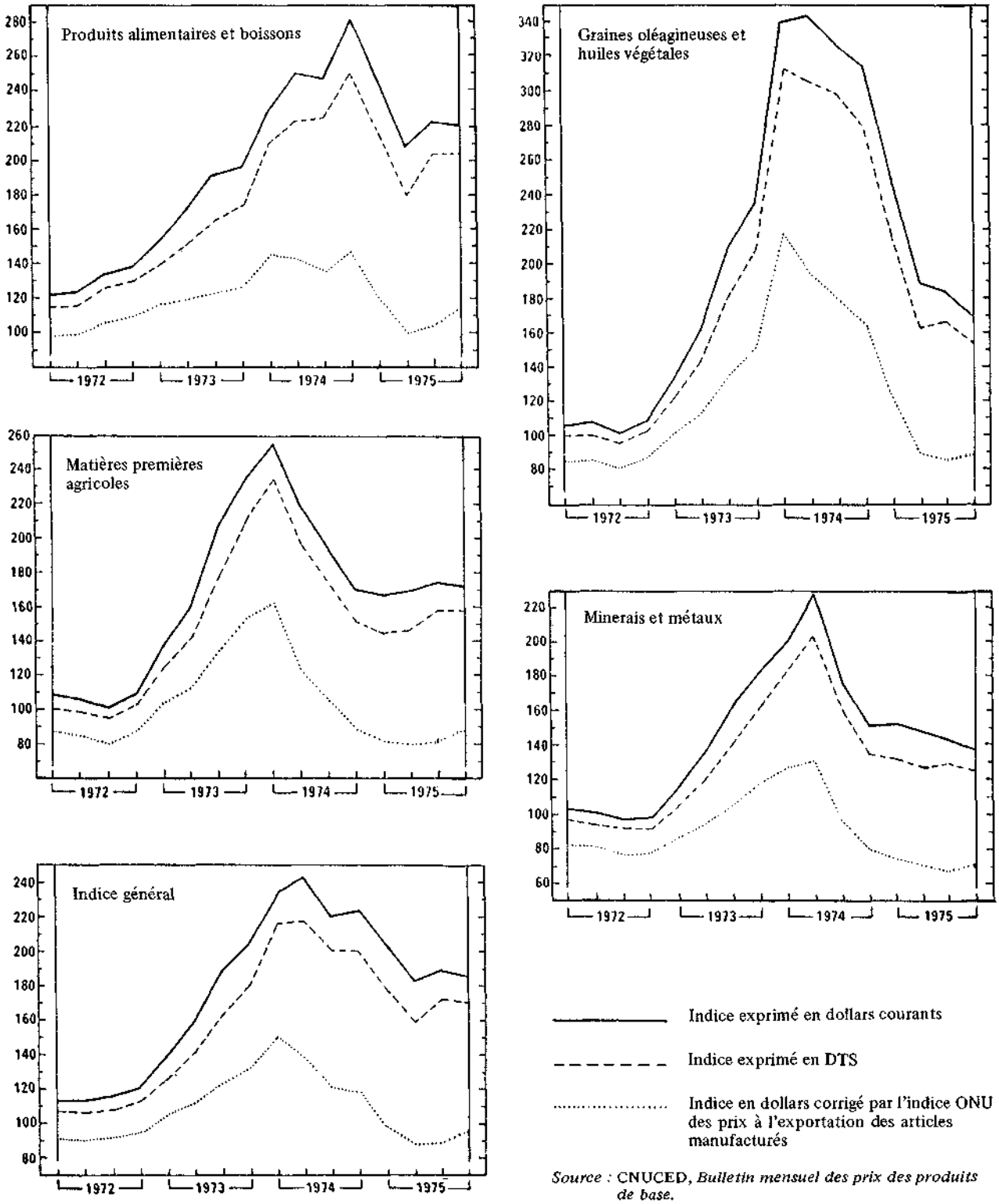
Source : tableau 3.

GRAPHIQUE 2

Indices trimestriels des prix des produits de base, 1972-1975

(1968 = 100)

Indices des prix exprimés en dollars et en DTS et indices corrigés



Source : CNUCED, *Bulletin mensuel des prix des produits de base.*

pement pris individuellement[9], seraient dans l'immédiat d'une grande aide.

19. Etant donné toutefois les perspectives défavorables de l'évolution à long terme du marché de nombreux produits de base, ainsi que la persistance vraisemblable d'un rythme relativement rapide d'inflation mondiale, des mesures internationales visant à stabiliser les prix des produits de base ne suffiraient pas. Il faudrait les compléter par d'autres plus spécifiquement destinées à soutenir les prix réels de produits déterminés et/ou les recettes d'exportation, en valeur réelle, des pays en développement pris individuellement. L'action à entreprendre à cet égard, y compris au titre du programme intégré, pourrait revêtir les formes suivantes :

a) Mesures visant à maintenir les prix effectifs de produits de base déterminés à des niveaux d'objectif fixés en valeur réelle, c'est-à-dire à des niveaux "indexés" sur le taux de l'inflation :

i) Par la régulation des prix effectifs du marché (indexation directe) au titre d'arrangements par produit;

ii) Par des transferts financiers (indexation indirecte) au titre d'arrangements par produit ou d'un plan global;

b) Mesures visant à soutenir les revenus réels d'exportation des pays en développement pris individuellement :

i) Par la compensation financière des déficits, par rapport à un objectif, défini en valeur réelle, des recettes provenant de l'exportation de produits déterminés (dispositif analogue au système Stabex établi par la Convention de Lomé[10]);

ii) Par la compensation financière des déficits des recettes globales d'exportation par rapport au niveau, défini en valeur réelle, prévu dans les plans (forme de "financement supplémentaire").

CHAPITRE II

Indexation

20. Dans ses études antérieures sur l'indexation[11], le secrétariat de la CNUCED en distinguait deux formes : l'indexation "directe" et l'indexation "indirecte". Il indiquait également que l'une des conditions préalables indispensables au fonctionnement de l'une ou l'autre de ces formes d'indexation serait qu'il existe un moyen, jugé acceptable par la communauté internationale, de mesurer les variations des prix des produits importés par les pays exportateurs de chacun des produits de base à indexer. Actuellement, le secrétariat de la CNUCED s'efforce, conjointement avec le Bureau de statistique de l'ONU, d'améliorer les moyens dont on dispose actuellement pour mesurer ces variations de prix. On trouvera à l'annexe I un rapport intérimaire sur ces travaux.

21. Comme l'indiquaient les études antérieures, l'indexation directe agirait par l'intermédiaire d'une régulation directe des prix du marché, et par conséquent "exigerait la création de mécanismes appropriés permettant d'ajuster les prix auxquels s'effectueraient les transactions internationales portant sur des produits indexés[12]". Ces mécanismes pourraient être mis en place, soit par les associations de producteurs, soit dans le cadre d'accords internationaux sur les produits; ils pourraient encore prendre la forme de contrats bilatéraux ou multilatéraux à long terme. En revanche, l'indexation indirecte se ferait par le moyen de transferts financiers, sans intervention sur le fonctionnement des marchés de produits. Avant d'étudier en détail ces deux formes d'indexation, il convient de rechercher comment on pourrait s'en servir comme de moyens pour préserver le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement.

A. — Objectifs de l'indexation

22. L'indexation est une méthode convenue d'ajustement automatique d'un prix nominal ou d'une fourchette nominale de prix choisis comme objectif, qui tend à assurer que même en période d'inflation le prix ou la fourchette de prix exprime toujours correctement, en unités monétaires courantes, le prix réel ou la fourchette de prix réels fixés comme objectif pour un produit donné. Ainsi, en période d'inflation mondiale, l'indexation est-elle particulièrement bien adaptée au but recherché, à savoir préserver le pouvoir d'achat des pays en développement en protégeant les termes de l'échange des produits de base qu'ils exportent.

23. Toutefois, pour un produit donné, l'indexation n'assure pas automatiquement la protection des termes de l'échange : cette protection dépend essentiellement de l'objectif retenu, en fait de prix réels, dans l'arrangement relatif à ce produit. Le moins ambitieux des objectifs que l'on peut envisager lorsque l'on met en place un arrangement comportant l'indexation directe ou indirecte des prix serait la stabilisation du prix du produit intéressé, en valeur réelle, autour de la tendance d'équilibre à long terme du marché. Dans ce cas, pour assurer que la fourchette de prix convenue dans le cadre de l'arrangement demeure conforme à la tendance, objectif même de la stabilisation, il conviendrait de procéder à des ajustements périodiques, à inter-

[9] Il est à noter que les propositions relatives au financement compensatoire des fluctuations des exportations visent à résoudre seulement le problème de l'instabilité à court terme des recettes d'exportation en valeur réelle et non pas celui que pose à plus longue échéance le maintien de ces recettes à un niveau suffisant (*ibid.*, par. 42 à 45).

[10] Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé (Togo) le 28 février 1975 (Convention ACP de Lomé). Stabex est le nom de code du système de stabilisation des recettes d'exportation, tel que la Convention le définit (voir par. 53 et suiv. ci-dessous).

[11] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatorzième session (première partie), Annexes*, point 13 de l'ordre du jour, document TD/B/503; TD/B/503/Supp.1 et Supp.1/Add.1; TD/B/C.1/168; *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document TD/B/563.

[12] TD/B/503/Supp.1, par. 155.

valles de quelques années, de cette fourchette de prix. Entre ces "ajustements pour tenir compte de la tendance", et d'autre part, à des intervalles qui pourraient être d'un an, au moins, ou davantage, selon le taux de l'inflation, des ajustements automatiques d'indexation seraient apportés à la fourchette nominale des prix de façon qu'elle demeure constante en valeur réelle. Ainsi, à la condition que le prix effectif du produit reste dans les limites de la fourchette indexée, il resterait stable en valeur réelle au moins pendant la période comprise entre les ajustements pour tenir compte de la tendance. Une stabilisation ainsi conçue présenterait de très grands avantages pour les pays exportateurs des produits intéressés, car elle donnerait l'assurance que le pouvoir d'achat de chaque unité du produit exporté serait maintenu à l'intérieur de certaines limites, au moins à court terme.

24. Dans l'hypothèse où la tendance d'équilibre d'un prix serait constante ou orientée à la hausse en valeur réelle, l'indexation favoriserait la stabilité du prix réel effectif à long terme comme à court terme et, contrairement à ce qui se passe lorsqu'un prix nominal d'objectif est fixé de façon trop rigide en période d'inflation persistante, elle pourrait favoriser un équilibre à long terme entre l'offre et la demande. De fait, dans ce type de situation, l'absence d'indexation associée à l'inflation tendrait à augmenter l'ampleur des révisions à la hausse de la fourchette nominale de prix qui devraient être décidées à l'occasion de chaque ajustement pour tenir compte de la tendance. Toutefois, si le prix réel du marché d'un produit présentait une tendance persistante à la baisse, une indexation directe ou indirecte associée à l'objectif d'une stabilisation effective de ce prix autour de sa tendance ne sauvegarderait pas le pouvoir d'achat unitaire du produit, si ce n'est à très court terme. En réalité, dans ces conditions, l'indexation tendrait à accroître l'ampleur des révisions à la baisse de la fourchette nominale de prix qui devraient être décidées à l'occasion de chaque ajustement à la tendance. Dans le cas d'un produit pour lequel la tendance du prix du marché serait faible en valeur réelle, l'indexation directe ou indirecte ne pourrait donc préserver le pouvoir d'achat unitaire ou en atténuer le déclin à moyen ou à long terme qu'à la condition de jouer dans le cadre d'un arrangement visant à améliorer la tendance du prix réel effectif.

25. C'est là qu'apparaît la différence essentielle entre l'indexation directe et l'indexation indirecte. Comme la seconde est opérée uniquement par des transferts financiers, la seule contrainte s'exerçant sur la mesure dans laquelle les prix réels de tel ou tel produit peuvent être effectivement maintenus ou améliorés à moyen ou à long terme grâce à des arrangements d'indexation indirecte est le volume des ressources financières que l'on peut consacrer à de tels arrangements. L'indexation directe, elle, joue dans le cadre d'arrangements visant à régulariser les prix effectifs du marché; la mesure dans laquelle elle peut être combinée à une amélioration de la tendance de ces prix en valeur réelle dépend de la situation de l'offre et de la demande de chaque produit. Dans le reste du présent chapitre, nous étudierons plus en détail les modalités d'application de chacune de ces deux formes d'indexation.

B. — Indexation directe

26. Si un arrangement comportant une indexation directe avait simplement pour objectif la stabilisation du prix réel d'un produit autour de la tendance d'équilibre du marché, on pourrait, dans le cas d'un produit stockable, assurer la régulation de l'offre qui serait nécessaire en créant uniquement un stock régulateur, à la condition de le doter de ressources suffisantes. Mais si un arrangement de ce genre avait pour objectif l'amélioration de la tendance du prix réel (ce qui, comme on l'a déjà fait observer, serait nécessaire dans de nombreux cas pour préserver le pouvoir d'achat unitaire du produit), il faudrait alors y inclure des dispositions prévoyant la gestion concertée de l'offre par les producteurs, avec ou sans création d'un stock régulateur.

27. En effet, le seul moyen de relever le prix du marché d'un produit et de le maintenir au-dessus de son niveau d'équilibre est une action concertée des producteurs visant à assurer que l'offre du produit à l'exportation progresse plus lentement qu'elle ne le ferait normalement. Mais l'amélioration de la tendance du prix du produit ainsi obtenue ne se traduirait par une amélioration des recettes d'exportation qu'à la condition de neutraliser — et au-delà — l'effet de cette limitation nécessaire de l'accroissement des quantités offertes sur le volume des exportations, c'est-à-dire dans le cas uniquement où la demande serait suffisamment inélastique.

28. Des arrangements d'indexation directe, dont l'objectif serait d'améliorer la tendance des prix, ne seraient donc pas applicables ou appropriés pour tous les produits de base et n'aboutiraient pas nécessairement à une amélioration suffisante du pouvoir d'achat des exportations de tous les produits pour lesquels ils pourraient être conclus[13]. Néanmoins, dans tous les cas où ils sont possibles, pareils arrangements présentent, pour les pays exportateurs intéressés, cet avantage de pouvoir, en cas de besoin, être gérés par eux seuls, sans l'aide des pays importateurs. En d'autres termes, ils peuvent, dans bien des cas, s'intégrer dans un mécanisme visant à assurer l'autonomie collective des pays en développement.

29. Les arrangements de ce genre pourraient être classés en deux grandes catégories. Ceux du premier type, qui viseraient uniquement à empêcher le prix du marché de tomber au-dessous d'un prix réel minimal d'objectif, pourraient être mis en place par un groupe de producteurs, agissant sans la coopération des consommateurs. Cependant, dans l'hypothèse où les consommateurs seraient parties à un arrangement comportant un objectif "normatif" de prix réel, il est vraisemblable qu'ils s'attacheraient à y introduire un élément de stabilisation, par le biais de dispositions prévoyant un prix réel "plafond" à côté du prix "plancher".

---

[13] La question de savoir quels produits se prêteraient à une indexation directe a été étudiée par le Groupe d'experts de l'indexation réuni par le Secrétaire général de la CNUCED en mai 1975. Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document TD/B/563, annexe II.

30. L'indexation directe pourrait aussi être opérée par la voie de contrats bilatéraux ou multilatéraux conclus par des gouvernements ou par des entreprises privées. De tels contrats ne porteraient probablement que sur une partie des quantités totales du produit considéré exportées par tel ou tel pays, mais il serait facile d'y introduire des dispositions prévoyant l'ajustement automatique du prix ou de la fourchette de prix initialement convenu pour tenir compte de l'inflation.

1. *Analyse des conséquences pour la production*

31. Quelle que soit la forme d'indexation directe envisagée, le principal instrument à mettre en œuvre pour en assurer l'efficacité est la régulation de l'offre. Il est donc utile d'étudier les conséquences éventuelles, au cours d'une certaine période, d'une indexation directe des prix sur la production d'un produit de base donné. Aux fins d'illustration, on a construit, pour un certain nombre de produits – le cacao, le café et l'étain – des modèles économétriques reposant sur des hypothèses déterminées. On s'est ensuite servi de ces modèles pour simuler le fonctionnement du marché de ces produits pendant la période allant de 1975 à 1980, diverses contraintes tenant aux politiques étant posées par hypothèse. Pour ces simulations, on a supposé que les paramètres structurels fondamentaux de l'offre et de la demande de chacun des produits demeureraient inchangés[14].

32. Dans ces expériences, on a mesuré les conséquences pour la production d'une indexation directe se combinant à l'un des quatre objectifs possibles en matière de prix réels (voir le tableau 4) au moyen d'un chiffre unique : la diminution, en pourcentage, de la production annuelle moyenne pendant la période 1975-1980, mesurée par rapport au niveau qu'elle atteindrait en l'absence de toute contrainte, qui est nécessaire pour assurer sur le marché l'équilibre de l'offre et de la demande, compte tenu de l'indexation et d'un taux spécifié d'inflation[15]. Le degré de limitation de la production requis a été calculé à partir de l'augmentation des stocks qui devrait être enregistrée en 1980 pour qu'en l'absence de toute limitation de la production l'offre et la demande s'équilibrent au niveau de prix retenu comme objectif. L'augmentation des stocks est elle-même mesurée par comparaison avec le niveau que, selon les prévisions du modèle, ces stocks atteindraient en 1980 en l'absence d'une indexation directe des prix. Rapportée au niveau que la production globale atteindrait en 1975-1980 en l'absence de toute limitation, cette augmentation hypothétique des stocks indique, en pourcentage, de combien la production annuelle moyenne de cette période devrait être inférieure au niveau qu'elle atteindrait en l'absence de toute limitation pour que l'objectif de l'indexation soit atteint sans un gonflement anormal des stocks[16]. C'est ce pourcentage qui figure au tableau 4, pour chacun des cas décrits.

TABLEAU 4

Degré de limitation de la production estimé nécessaire en 1975-1980 pour une indexation directe effective[a] des prix du cacao, du café et de l'étain

(En pourcentage)

Produit	*Objectif de l'indexation directe*			
	Stabilisation autour du prix réel d'objectif[b] à l'intérieur d'une fourchette		*Prix réel d'objectif maintenu constant[b]*	*Maintien d'un prix réel minimal[c]*
	± 10 %	± 5 %		
	(1)	*(2)*	*(3)*	*(4)*
Cacao	6,0	7,1	8,3	6,0
Café	0,02	0,2	1,4	0,02
Etain	6,6	9,5	12,4	6,6

Source : calculs du secrétariat de la CNUCED.

[a] Les pourcentages figurant dans ce tableau indiquent de combien la production annuelle moyenne de la période 1975-1980 devrait être inférieure au niveau qui serait atteint en l'absence de toute limitation pour que les objectifs spécifiés soient atteints sans un gonflement anormal des stocks.

[b] Pour la période 1975-1980, le prix d'objectif est le prix réel moyen de la période 1970-1974, calculé en dollars de 1974.

[c] Ce prix correspond au prix d'objectif défini dans la note *b* ci-dessus, diminué de 10 p. 100.

33. Il ressort du tableau 4 que l'incidence d'une indexation directe des prix pendant la période de simulation (1975-1980) est très différente selon les trois produits considérés et selon les quatre objectifs présentés[17]. Ainsi, la limitation nécessaire de la production représenterait, dans le cas de l'étain, un pourcentage de la production moyenne en l'absence de limitation plus élevé que dans le cas du cacao, et beaucoup plus élevé que dans celui du café. En outre, comme on pouvait s'y attendre, plus la fourchette à l'intérieur de laquelle le prix d'objectif indexé peut varier est étroite, plus la limitation de la production qui est nécessaire est grande.

34. Le tableau 4 permet également de penser que, si l'objectif à atteindre est le prix réel moyen de la période 1970-1974, les limitations à imposer à la production pendant la période 1975-1980 seraient relativement faibles pour les trois produits, en particulier pour le café. Toutefois, il convient de ne formuler cette conclusion qu'avec prudence, non seulement parce qu'elle repose sur des hypothèses relatives à la demande et à l'inflation futures, mais aussi parce que les paramètres des relations entre

[14] Les estimations concernant ces paramètres ont été formulées, dans chaque cas, à partir des données relatives à un certain nombre d'années jusqu'à l'année 1973 incluse, et ne tiennent donc pas compte de l'évolution du marché depuis cette date. C'est dire le caractère purement hypothétique de ces travaux qui n'ont qu'une valeur d'illustration. Dans le cas du café et de l'étain, les estimations des paramètres de base traduisent naturellement l'influence des arrangements internationaux en vigueur pour ces produits.

[15] On suppose que l'inflation a atteint le taux de 9 p. 100 entre 1974 et 1975, et qu'elle s'est ensuite établie à 7 p. 100 par an.

[16] Il convient de noter que, même assujettie à des limitations, la production augmenterait de toute façon pendant la période; mais la progression serait moindre qu'en l'absence de toute limitation.

[17] Le tableau 4 présente, dans la colonne qui concerne l'objectif (4), les mêmes chiffres que dans celle qui correspond à l'objectif (1). La raison en est qu'en aucun cas le prix réel n'atteint le plafond qui aurait été imposé par cette dernière hypothèse; ainsi, la seule distinction pratique entre les deux hypothèses disparaît.

production et consommation, qui ont été estimés en fonction de l'évolution du marché jusqu'à l'année 1973 comprise, ont pu être modifiés par l'évolution de l'offre et de la demande depuis lors. Pour toutes ces raisons, il convient de considérer les résultats récapitulés au tableau 4 non comme des prévisions mais comme de simples calculs qui visent à illustrer les conséquences d'une indexation directe.

2. *Analyse des effets sur les balances commerciales*

35. Dans une autre expérience visant à estimer les effets de l'indexation directe d'un certain nombre de produits de base sur les balances commerciales des pays en développement, on s'est servi de l'un des modèles économétriques construits pour les besoins de la première étude sur l'indexation[18] réalisée par le secrétariat de la CNUCED. Ce modèle, construit pour 87 pays et qui couvrait initialement 11 produits, a été adapté pour permettre de simuler les effets de l'indexation directe des prix de cinq produits sur la balance commerciale nette du groupe échantillon de pays pendant les six années 1969-1974, à partir des dernières données disponibles[19].

36. Les cinq produits retenus étaient la bauxite, le cuivre, le minerai de fer, le minerai de manganèse et le thé; dans chaque cas, on a supposé que le prix d'objectif à indexer, c'est-à-dire à maintenir en valeur réelle, pendant chacune des années de la période 1969-1974, était la valeur unitaire réelle annuelle la plus haute qui ait été effectivement atteinte pendant cette période. On a supposé en outre que le prix du marché, pendant chacune de ces années, se maintenait à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 5 p. 100 au-dessous et 10 p. 100 au-dessus du prix d'objectif indexé. Les raisons qui ont conduit à retenir ces cinq produits sont, premièrement, que chacun d'eux est en principe "indexable", la demande dont ils font l'objet étant relativement inélastique à moyen terme et, deuxièmement, que la valeur unitaire réelle effective de chacun d'eux a présenté une tendance à la baisse pendant la période considérée[20].

37. On s'est ensuite servi du modèle pour estimer l'effet qu'une telle indexation aurait eu sur la balance commerciale nette de l'échantillon des 87 pays et territoires en développement compris dans le modèle pour chacune des années de la période 1969-1974. Les estimations obtenues à partir du modèle tiennent compte non seulement des augmentations des recettes d'exportation dont bénéficieraient les pays de l'échantillon qui exportent l'un des cinq produits (compte tenu des effets de la hausse des prix sur le volume des exportations) mais également des effets directs et indirects de la hausse des prix sur les dépenses d'importation de l'ensemble des 87 pays et territoires[21]. Ces estimations sont récapitulées ci-dessous :

Variation simulée des exportations, importations et balances commerciales globales de 87 pays et territoires en développement imputable à l'indexation directe des prix de cinq produits de base

(En millions de dollars courants)

	Exportations	*Importations*	*Balance commerciale*
1969	+20	+56	−36
1970	+154	+22	+132
1971	+918	+249	+669
1972	+1 278	+364	+914
1973	+507	+262	+245
1974	+431	+397	+34
Total, 1969-1974	+3 308	+1 350	+1 958

38. Rapportée à la valeur effective des exportations des cinq produits "indexés" pour les 87 pays et territoires de l'échantillon pendant la période 1969-1974, l'amélioration globale hypothétique des recettes d'exportation, égale à 3,3 milliards de dollars, que faisait apparaître la simulation était de l'ordre de 10 p. 100. Cette amélioration était cependant en partie annulée par une augmentation hypothétique de 1,4 milliard de dollars des dépenses totales d'importation. Pour les nombreux pays de l'échantillon dont les exportations des cinq produits indexés étaient nulles ou très faibles, l'augmentation des dépenses d'importation aurait naturellement été ressentie comme une conséquence défavorable de l'indexation de ces produits. En revanche, pour l'échantillon dans son ensemble, l'amélioration nette atteignait presque 2 milliards de dollars. Le fait que ce montant soit très faible par rapport à l'ensemble des recettes procurées par l'exportation de produits de base (à l'exclusion du pétrole) des 87 pays et territoires en 1969-1974 (un peu plus de 1 p. 100) s'explique en partie par le caractère relativement peu ambitieux des objectifs de prix retenus pour les cinq produits aux fins de la simulation (dont le seul but est d'illustrer le raisonnement), et en partie par le fait que ces produits n'entrent que pour une faible part dans le total des recettes que les 87 pays et territoires retirent de leurs exportations de produits de base; si l'on avait retenu, pour la simulation, un plus grand nombre de produits, l'amélioration hypothétique globale des balances commerciales aurait été plus importante, et le nombre des pays exposés à subir un effet hypothétique net défavorable de l'indexation aurait été moindre.

C. — Indexation indirecte

39. Contrairement à l'indexation directe, l'indexation indirecte n'exigerait aucune intervention sur le marché. En

[18] On trouvera une description du modèle dans le document TD/B/503/Supp.1/Add.1, annexe III, par. 6 à 8.

[19] On trouvera la liste des pays formant l'échantillon dans le document TD/B/503/Supp.1, tableau 8, note *a*.

[20] La valeur de référence ou valeur unitaire d'objectif était la valeur unitaire réelle effective de 1969 pour tous les produits sauf le minerai de fer, pour lequel on avait retenu la valeur unitaire de 1970.

[21] Les effets directs sont les effets enregistrés sur le coût des importations des produits dont les prix ont été relevés; les effets indirects sont les effets exercés en général par la hausse des prix des produits indexés sur le coût des importations d'articles manufacturés des pays de l'échantillon (voir TD/B/503/Supp.1/Add.1, annexe III, par. 8).

effet, en cas de fléchissement, calculé sur une année et par rapport au niveau de référence, des prix du marché de l'un des produits de base ainsi indexés, des compensations financières seraient versées à tout pays exportateur partie à l'arrangement. Seraient également prévus des paiements en sens inverse (restitutions) dans le cas où les prix dépasseraient le niveau de référence. Lorsque le prix du marché d'un produit et le prix de référence accuseraient la même tendance, paiements et restitutions tendraient à s'annuler sur un certain nombre d'années; en revanche, en cas de dégradation du prix du marché par rapport au prix de référence, il y aurait un flux net de transferts compensatoires au profit des pays exportateurs participant à l'arrangement.

40. Une formule d'indexation directe comme celle qui vient d'être décrite pourrait être appliquée soit par voie d'arrangements distincts concernant chacun un produit déterminé, soit au titre d'un dispositif global visant une vaste gamme de produits. Dans un cas comme dans l'autre, seuls les pays en développement exportateurs des produits intéressés seraient admis au bénéfice de paiements compensatoires, les ressources financières nécessaires pouvant être fournies par les pays développés proportionnellement à leurs importations de chacun des produits visés[22]. Toutefois, si l'on mettait en place un dispositif global, le financement pourrait être confié à un fonds international central qui serait alimenté par les contributions des pays développés, suivant un barème ou en fonction de la base de répartition dont ils seraient convenus.

41. Dans ses propositions relatives à un programme intégré pour les produits de base, le Secrétaire général de la CNUCED mentionne l'éventuelle nécessité d'une aide financière à court terme en faveur des pays en développement exportant certains produits particuliers dont les prix tendent à baisser en valeur réelle[23]. Cette aide pourrait prendre la forme d'une indexation indirecte par la voie d'accords internationaux comportant diverses mesures en faveur des produits intéressés. La mise en place d'arrangements d'indexation indirecte de nature globale était également envisagée[24].

42. L'indexation indirecte pourrait être un moyen de préserver le pouvoir d'achat que représentent pour les pays en développement les exportations d'un produit de base, mais elle ne stabiliserait pas l'offre globale du produit en question ni nécessairement le prix effectivement reçu par les producteurs ou payé par les consommateurs. Aussi, pourrait-on considérer l'indexation indirecte, qu'elle soit globale ou appliquée séparément à tel ou tel produit, comme un complément possible des arrangements internationaux de stabilisation par produit proposés dans le programme intégré, et non comme une solution de rechange.

[22] Pour éviter un "détournement d'importations" au détriment des pays en développement fournisseurs et au bénéfice des pays développés, il faudrait probablement répartir la charge financière proportionnellement aux importations totales de chacun des produits visés effectuées par chaque pays développé.

[23] Voir dans le présent volume le document TD/184, par. 35.

[24] *Ibid.*

1. *Mécanisme possible*

43. Pour appliquer l'indexation indirecte, on pourrait mettre en place un mécanisme tel que celui qui est décrit ci-après dans ses grandes lignes. On établit d'abord pour le produit intéressé, par accord entre les pays participants, un prix de base à l'exportation et un indice des prix à l'importation. Si au cours d'une année le prix obtenu par un pays pour ses exportations de ce produit (à destination des autres pays participants, ou pour toutes destinations, selon ce qui aura été convenu) tombe au-dessous du prix de référence de la même année (défini comme le prix de base corrigé de la variation de l'indice convenu des prix à l'importation), une compensation est versée à ce pays, dont le montant est égal à la différence entre le prix de référence et le prix effectivement obtenu à l'exportation, multipliée par le volume du produit effectivement exporté par le pays pendant l'année considérée.

44. Ces sommes seraient versées aux gouvernements, qui seraient libres de les rétrocéder ou non aux producteurs. Pour éviter d'encourager une production excessive, il serait toutefois nécessaire de fixer une limite supérieure au volume des exportations ouvrant droit à des paiements compensatoires en faveur d'un même pays. Il faudrait donc déterminer pour chacun des pays bénéficiaires, et sous réserve de révisions périodiques, un volume maximal d'exportations ouvrant droit à des paiements compensatoires. Toujours pour éviter une production excessive ou une mauvaise affectation des ressources, les gouvernements pourraient aussi être tenus de faire en sorte que tout paiement compensatoire versé aux producteurs soit subordonné à des mesures de diversification ou à des plafonds de production.

45. Le versement de restitutions serait déclenché par la hausse du prix effectif à l'exportation au-dessus du prix de référence (indexé) et, comme dans le cas des paiements compensatoires, serait égal à la différence entre ces deux prix, multipliée par le volume des exportations du produit. Toutefois, pour éviter que ces restitutions ne pèsent lourdement sur un pays, au vu de sa situation d'ensemble, le montant des restitutions dues au titre d'un produit donné pour une année donnée pourrait être limité à un pourcentage déterminé des recettes tirées par un pays de l'exportation du produit pendant l'année en question. De toute évidence, la restitution exigée ne pourrait jamais dépasser le total cumulatif des sommes reçues par un pays au titre du dispositif, quel que soit par ailleurs le pourcentage des recettes tirées de l'exportation du produit pendant l'année sur lequel la restitution porterait.

46. Si l'objectif d'un système d'indexation indirecte relatif à un produit donné est de neutraliser les fluctuations de prix, en valeur réelle, de part et d'autre de la tendance d'équilibre du marché, paiements et restitutions tendront à s'annuler sur une période de quelques années, ainsi qu'il a été noté précédemment, et le transfert net de ressources en faveur des pays exportateurs participants sera faible, voire nul. Le principal avantage que les pays exportateurs participants retireraient d'un dispositif de ce genre visant un objectif de stabilisation "pure" résiderait dans la plus grande stabilité à court terme qu'il donnerait aux prix

d'exportation réels effectivement obtenus pour le produit visé. Il serait néanmoins possible d'introduire dans un dispositif axé sur cet objectif un élément de transfert de ressources en décidant que tous les paiements seraient exempts d'intérêts et en assouplissant en faveur des pays participants les plus pauvres l'obligation de restituer les sommes reçues ou même en les en dispensant totalement.

47. Toutefois, un système d'indexation indirecte ayant l'objectif décrit ci-dessus ne pourrait protéger suffisamment le pouvoir d'achat des exportateurs d'un produit dont le prix réel serait affecté d'une tendance à la baisse. Dans ce dernier cas, il y aurait lieu de fixer le prix de référence réel à un niveau assurant que, sur une certaine période, sa tendance serait supérieure à celle des prix réels du marché[25].

2. *Dispositions financières et institutionnelles*

48. La mesure dans laquelle l'indexation indirecte préserverait ou améliorerait le pouvoir d'achat des exportations d'un produit donné dépendrait naturellement non seulement de l'écart entre le prix de référence et le prix du marché mais aussi des ressources attribuées au dispositif. Une question de première importance se pose : celle de savoir si les gouvernements souhaiteraient ou non imposer une limite globale aux transferts nets (ce qui est prévu, par exemple, dans le système Stabex appliqué conformément à la Convention de Lomé[26]). Dans l'affirmative, il y aurait divers moyens d'imposer cette limite, par exemple : fixer un plafond aux transferts nets dont pourrait bénéficier un pays donné (c'est-à-dire ne pas financer la totalité du déficit des recettes d'exportations), ou bien stipuler qu'un pourcentage minimal de la compensation reçue par chaque pays serait en définitive remboursable, que les restitutions déclenchées par les mouvements de prix atteignent ou non le total stipulé.

49. Autre question importante : le mode de financement du dispositif. Si au lieu de provenir d'un fonds central doté de ressources suffisantes les paiements compensatoires dépendaient de la volonté des divers gouvernements de prendre les dispositions financières ou budgétaires nécessaires, les arrangements souffriraient d'un manque d'automaticité. Si bien que les pays intéressés ne pourraient plus espérer avec la même certitude obtenir les paiements nécessaires pour maintenir le pouvoir d'achat de leurs exportations des produits de base visés et que leurs programmes de développement, en particulier les programmes d'adaptation concernant les secteurs des produits de base ouvrant droit aux paiements compensatoires, risqueraient d'en souffrir gravement.

50. De plus, même si les ressources affectées à l'indexation indirecte étaient suffisantes et leur octroi automatique, le danger serait que les flux de paiements compensatoires nets ne s'additionnent pas aux flux d'aide existants. Or, si les pays qui assurent ces paiements devaient les déduire globalement des crédits qu'ils consacrent à l'aide, le transfert net total de ressources en faveur des pays en développement demeurerait inchangé.

51. Ces conclusions ne tiennent cependant pas à la nature des dispositifs d'indexation indirecte; elles dépendent de leur mode de financement, et de la façon dont les pays qui sont des donneurs potentiels d'aide bilatérale ou multilatérale au développement pourraient concevoir leur contribution à ce financement. S'il était assuré par l'intermédiaire d'un fonds central, comme le FMI ou une institution distincte, créée à cet effet (ce qui a été proposé par le Gouvernement suédois pour le financement compensatoire des fluctuations des exportations[27]), cela permettrait du moins de faire en sorte que les paiements compensatoires atteignent un volume suffisant et revêtent un caractère automatique.

CHAPITRE III

Un dispositif de soutien des recettes d'exportation analogue au système Stabex

52. Ainsi qu'on l'a indiqué dans le chapitre premier ci-dessus, il y aurait une autre façon de maintenir le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement; ce serait d'établir des arrangements visant à compenser les déficits enregistrés par ces pays, pris individuellement, dans la valeur réelle de leurs exportations de produits de base déterminés, par rapport à des niveaux fixés comme objectifs. La différence entre cette solution et celle de l'indexation indirecte est que, dans le premier cas, ce sont les déficits des recettes qui font l'objet d'une compensation alors que dans le second ce sont les baisses des prix. La première formule pourrait donc être un moyen d'empêcher les recettes totales qu'un pays tire de ses exportations d'un produit donné de tomber en dessous d'un niveau minimal fixé à l'avance, alors que l'indexation indirecte ne peut garantir un niveau donné de recettes, car elle ne tient aucun compte des variations du volume des exportations.

53. Par la Convention de Lomé, la Communauté économique européenne a créé un système de stabilisation (Stabex)[28] qui prévoit précisément des transferts financiers en faveur des pays bénéficiaires en cas de baisse des recettes qu'ils tirent des exportations de certains produits de base. On peut donc se demander dans quelle mesure ce système pourrait servir de modèle pour la mise en place d'un

[25] On peut faire valoir que le pouvoir d'achat des pays en développement pourrait être protégé par un système d'indexation indirecte ayant un objectif de stabilisation pure, à la condition que les conditions stipulées en matière de restitution soient assouplies ou complètement levées en faveur de la totalité des pays en développement participants. Mais les transferts globaux de ressources auxquels pareils arrangements donneraient lieu ne suffiraient pas à résoudre le problème du pouvoir d'achat des pays en développement; bien plus, leur répartition servirait mal l'objectif poursuivi, car les transferts les plus importants iraient aux pays exportant les produits dont les prix seraient le plus instables, et non aux pays exportant les produits qui accuseraient les tendances de prix les plus défavorables.

[26] Voir la note 10 ci-dessus.

[27] Proposition formulée à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale (septembre 1975), voir A/AC.176/4.

[28] Voir la note 10 ci-dessus.

dispositif mondial de soutien des recettes tel que celui qui est envisagé plus haut. Avant d'essayer de répondre à cette question, il est nécessaire de donner un aperçu des principales caractéristiques du système Stabex.

A. – Principales caractéristiques du système Stabex

54. Le système Stabex est un mécanisme visant à atténuer les fluctuations des recettes que chacun des 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), parties à la Convention de Lomé, tirent de leurs exportations vers la Communauté de 12 produits de base et de 17 produits semi-finis qui en sont tirés[29]. Le fonctionnement du système peut être brièvement résumé comme suit : pour chaque pays ACP et pour chaque produit visé, on calcule un niveau de référence des recettes d'exportation vers la Communauté qui correspond à la moyenne des recettes nominales des quatre années précédant chaque année d'application. Les pays ACP sont en droit de demander une compensation financière au titre du Stabex si les recettes effectives qu'ils tirent pendant une année civile donnée de l'exportation vers la Communauté d'un produit visé par le système sont inférieures d'au moins 7,5 p. 100 par rapport au niveau de référence (ce pourcentage étant réduit à 2,5 p. 100 pour les pays les moins avancés, sans littoral et insulaires[30]). Le montant de la compensation couvre entièrement la différence entre les recettes effectives et le niveau de référence. Il est remboursable dans certaines conditions, mais ne porte pas intérêt. Le montant total des fonds affectés par la Communauté au système Stabex est de 375 millions d'unités de compte (u.c.) divisés en cinq tranches annuelles égales de 75 millions d'u.c.

55. Le système Stabex est donc un arrangement régional dont la portée est limitée tant en ce qui concerne les pays bénéficiaires que les produits visés. En outre, il a pour objet non pas de maintenir un niveau minimal de recettes en valeur réelle, mais seulement de compenser les fluctuations à court terme des recettes nominales par rapport à la tendance. Toutefois, les dispositions du Stabex sont analogues, *mutatis mutandis*, à celles que devrait contenir un système international général visant à soutenir le revenu réel que les pays en développement, pris individuellement, tirent de leurs exportations de certains produits de base. Nous examinerons dans les paragraphes qui suivent les dispositions qui devraient figurer dans un système mondial de ce type, en les comparant aux dispositions correspondantes du Stabex.

B. – Dispositions qui devraient figurer dans un système mondial

1. *Portée géographique*

56. Comme nous l'avons vu plus haut, le système Stabex a une portée géographique limitée (il ne s'applique qu'aux 46 Etats ACP). Il est évident par contre qu'un système général international de soutien des recettes d'exportation devrait s'appliquer à tous les pays en développement, ou du moins à tous ceux dont le revenu par habitant est inférieur à un niveau donné.

2. *Produits visés*

57. En outre, les produits de base et articles semi-finis à englober dans un système mondial devraient être beaucoup plus nombreux que ceux qui bénéficient du système Stabex, si l'on veut tenir compte des intérêts de tous les pays en développement en matière d'exportation. L'importance de ce point ressort du tableau 5, qui donne la liste des principaux produits exportés par quelques-uns des principaux pays en développement exportateurs de produits de base. Des 17 produits inclus dans ce tableau, 6 seulement sont couverts par le Stabex (coton, café, minerai de fer, huile de palme, bois et thé); les 11 autres (maïs, viande de bœuf, blé, cuivre, caoutchouc, étain, tabac, zinc, plomb, fruits et sucre[31]) ne le sont pas.

3. *Seuils de "dépendance" et de "déclenchement"*

58. Pour éviter les coûts administratifs associés à des transferts de faible ampleur, le système Stabex fixe des seuils qui doivent être franchis pour qu'un pays ACP puisse déposer une demande de transfert financier. Il en existe deux : le seuil de "dependance" et le seuil de "déclenchement". Le seuil de "dépendance" définit les conditions dans lesquelles les exportations d'un produit couvert par le système peuvent être soumises au critère du seuil de "déclenchement". En effet, ce dernier critère ne peut être appliqué que si, pendant l'année qui a précédé la baisse, les recettes qu'un pays tire de l'exportation d'un produit donné vers toutes les destinations (et pas seulement vers la Communauté) ont représenté au moins 7,5 p. 100 des recettes globales que ce pays tire de ses exportations de biens vers toutes les destinations[32].

59. Si le seuil de "dépendance" est atteint, un pays peut prétendre à une aide au titre du système Stabex si la valeur moyenne (f.o.b.) de ses exportations d'un produit couvert par le système est d'au moins 7,5 p. 100 inférieure au niveau de référence correspondant (ce pourcentage étant de 2,5 p. 100 pour les pays les moins avancés, sans littoral et insulaires). Lorsque le seuil de "déclenchement" est ainsi franchi, un transfert égal à 100 p. 100 de la baisse est effectué en faveur du pays intéressé.

60. L'application d'un tel seuil de "déclenchement" dans un dispositif mondial de soutien des recettes ne serait

---

[29] Voir à l'annexe II ci-après la liste des pays et des produits englobés dans le système.

[30] *Ibid.*

[31] Bien que le sucre ne soit pas couvert par le système Stabex, la Convention de Lomé prévoit que la Communauté achète à des prix garantis des quantités spécifiées de sucre de canne aux Etats ACP, qui s'engagent pour leur part à les lui fournir.

[32] Dans le cas du sisal, le seuil de dépendance est de 5 p. 100; pour 34 Etats comptant parmi les pays moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires (dont on trouvera la liste dans l'annexe II, section B, ci-après), il est de 2,5 p. 100 pour tous les produits.

TABLEAU 5

Quelques-uns des principaux pays en développement exportateurs de produits primaires (à l'exclusion du pétrole), et leurs principales exportations

Pays	Part des exportations mondiales de produits de base (pourcentage)	Les trois produits exportés les plus importants — Premier: Produit	Premier: Part dans les exportations totales du pays (pourcentage)	Deuxième: Produit	Deuxième: Part dans les exportations totales du pays (pourcentage)	Troisième: Produit	Troisième: Part dans les exportations totales du pays (pourcentage)	Part de ces trois produits dans les exportations totales du pays (pourcentage)
Brésil	2,2	Café	36	Minerai de fer	8	Coton	6	49
Argentine	1,4	Maïs	15	Viande de bœuf	14	Blé	7	36
Malaisie occidentale	1,2	Caoutchouc	39	Etain	23	Huile de palme	6	68
Chili	1,1	Cuivre	77	Minerai de fer	6	Minerai de cuivre	2	85
Cuba	1,0	Sucre	77	Tabac	1	–	–	79
Zambie	0,9	Cuivre	95	Zinc	2	Plomb	1	97
Philippines	0,9	Bois	22	Sucre	19	Minerai de cuivre	18	59
Inde	0,9	Thé	10	Minerai de fer	8	Fruits	4	21
Mexique	0,8	Sucre	9	Coton	7	Café	6	22

Source : "Importance des produits de base dans le commerce mondial en 1970 : note du Secrétaire général" (A/9544/Add.1), tableaux 1 et 4. Les données se rapportent à 1970.

pas compatible avec l'objectif même de ce dispositif, puisqu'elle ne permettrait pas d'accorder une compensation dans tous les cas où la baisse des recettes n'atteindrait pas 7,5 p. 100. Quant au seuil de "dépendance", il serait également contraire à l'objectif du dispositif puisque, par exemple, un pays qui ne serait que depuis peu exportateur d'un produit couvert par le système et dont les prix évolueraient dans un sens défavorable devrait parfois attendre plusieurs années avant que ses exportations de ce produit n'atteignent le seuil de "dépendance". De plus, si les circonstances à l'origine de la baisse de la valeur des exportations d'un produit donné avaient pour effet de faire tomber cette valeur en dessous du seuil de "dépendance", le soutien serait suspendu. De telles anomalies pourraient être évitées dans un dispositif mondial de soutien des recettes d'exportation si, pour régler les difficultés administratives que suscitent des transferts de faible ampleur, on fixait un montant minimal (de 100 000 dollars par exemple) au-dessous duquel les demandes de compensation ne seraient pas recevables.

4. *Niveau de référence des recettes d'exportation*

61. Si, dans un dispositif mondial de soutien des recettes d'exportation, le niveau de référence des recettes d'exportation pour un pays et un produit donnés est défini comme une moyenne mobile des recettes effectives (ou nominales) d'un certain nombre d'années précédant l'année de la baisse, comme c'est le cas dans le système Stabex, ou bien comme une moyenne mobile des recettes passées et prévues, il suivra nécessairement la tendance des recettes effectives et ne constituera donc pas un niveau minimal – un "plancher" à caractère normatif – en valeur réelle. Cette définition ne serait donc pas appropriée aux fins d'un système visant à maintenir le pouvoir d'achat des pays en développement à long ou à moyen terme, en particulier en période d'inflation[33]. Il faudrait non seulement que le niveau de référence soit exprimé en valeur réelle, mais également qu'il soit défini comme l'objectif "plancher" qui, bien qu'il ne serait ajusté qu'à des intervalles d'un nombre minimal d'années, garantirait, par l'adjonction aux recettes effectives d'exportation de paiements destinés à en financer les déficits, une évolution satisfaisante du revenu réel total que le pays tire de ses exportations du produit de base considéré. Ces arrangements seraient tout à fait identiques en leur principe à ceux que la plupart des pays développés à économie de marché appliquent pour soutenir les revenus agricoles.

5. *Remboursements*

62. Si le niveau de référence des recettes était défini en valeur réelle et fixé comme un "plancher" à caractère normatif, il serait alors raisonnable d'inclure dans un

[33] On peut aussi noter qu'en période d'inflation une moyenne mobile des recettes nominales d'exportation ne saurait être utilisée comme niveau de référence, même aux fins plus limitées de la stabilisation à court terme des recettes d'exportation en valeur réelle, car elle ne tient aucun compte de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Par exemple, si les prix des importations d'un pays donné augmentent de 10 p. 100 par an, le pouvoir d'achat d'un dollar gagné pendant une année de déficit serait alors inférieur de 9 p. 100 à celui d'un dollar gagné l'année précédente et de 17, 25 et 32 p. 100 respectivement à celui des dollars gagnés au cours des trois années précédentes. Donc, en période d'inflation, une moyenne mobile des recettes nominales d'exportation pour les quatre années précédant l'année déficitaire correspondra toujours, compte tenu des prix à l'importation pratiqués l'année du déficit, à un niveau de recettes en valeur réelle plus faible que celui qui a été effectivement enregistré, en moyenne, pendant les quatre années considérées. En conséquence, quand les prix des importations augmenteront, les paiements compensatoires calculés par rapport à un niveau de référence ainsi défini ne combleront jamais entièrement la perte de pouvoir d'achat imputable pour une année donnée au déficit des recettes nominales par rapport au niveau de référence.

dispositif mondial de soutien des recettes une disposition semblable à celle du système Stabex, aux termes de laquelle les pays sont tenus de rembourser les paiements compensatoires dont ils ont bénéficié lorsque leurs recettes d'exportation dépassent le niveau de référence. Dans le système Stabex, si un paiement compensatoire n'a pas été remboursé au bout de cinq ans, la Communauté économique européenne est en droit de demander le remboursement intégral ou partiel, en un ou plusieurs versements, du montant à recouvrer ou de renoncer à la créance[34]. Cependant, dans un système visant à soutenir les revenus, tous les montants restant dus devraient, à l'expiration d'un délai approprié, être transformés en dons, ou du moins, en prêts à long terme[35].

6. *Ressources nécessaires*

63. Il ressort clairement des paragraphes précédents qu'un dispositif mondial de soutien des recettes d'exportation des produits de base nécessiterait un volume de ressources relativement plus grand que celui du Stabex, dont l'objectif plus limité est de stabiliser les recettes nominales. En outre, il serait nécessaire de garantir que les ressources affectées au système soient fixées en valeur réelle et non en valeur nominale, car, en période d'inflation, la valeur réelle de chaque unité de compte affectée au système diminuera chaque année pendant sa durée de fonctionnement. Par exemple, au rythme actuel d'inflation que connaissent les pays industrialisés (12,5 p. 100 par an), la valeur réelle d'une unité de compte affectée à un système de soutien des recettes aurait baissé de presque 40 p. 100 la cinquième année par rapport à la première.

7. *Résumé*

64. Compte tenu de ce qui précède, on peut récapituler les principales caractéristiques qu'un dispositif mondial de soutien des recettes analogue au système Stabex devrait présenter pour constituer un instrument adéquat de maintien du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement. Ces caractéristiques sont les suivantes :

a) La liste des pays bénéficiaires devrait inclure la totalité ou la plupart des pays en développement;

b) Les pays importateurs participants, c'est-à-dire ceux qui auront à fournir les ressources nécessaires, devraient comprendre la plupart des principaux pays développés à économie de marché importateurs de produits de base et, si possible, des pays socialistes développés et des pays membres de l'OPEP;

c) La liste des produits à englober devrait être plus complète que celle du Stabex et comprendre en particulier les produits de base "vulnérables", comme le thé, les bananes, les oranges, le vin, le jute, le coton, le minerai de fer et le minerai de manganèse;

d) Il faudrait affecter au système des ressources financières exprimées en valeur réelle suffisantes pour permettre l'octroi de dons purs et simples ou de prêts à long terme et à faible intérêt;

e) Le remboursement ne devrait être exigé qu'au cas où les recettes seraient supérieures au niveau de référence;

f) Le niveau de référence des recettes devrait être défini comme un objectif, un "plancher" à caractère normatif, exprimé en valeur réelle (représentant le produit d'une unité de valeur fixée comme objectif multipliée par un volume d'exportations de référence); il devrait être révisé périodiquement compte tenu de l'évolution des conditions du marché, mais rester en vigueur pour une période minimale de cinq ans (ce qui correspond à la durée de la plupart des plans de développement);

g) L'octroi de transferts nets ou de prêts à long terme pourrait être subordonné à l'utilisation des ressources à des fins telles que l'amélioration de la productivité ou la diversification.

65. En ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs, il est vraisemblable que le dispositif devrait être conçu comme une entité distincte; il pourrait toutefois être administré par des institutions financières existantes. Les ressources pourraient être fournies par les pays importateurs participants en fonction de leurs importations commerciales globales de chaque produit de base en provenance des pays bénéficiaires. Ou bien, les pays "donneurs" pourraient convenir d'une autre base de calcul des contributions, qui tiendrait compte de la disparité de leur situation économique.

CHAPITRE IV

Financement supplémentaire

A. – Objectifs

66. Une quatrième solution s'offre à la communauté internationale pour maintenir le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement : il s'agit de ce que l'on appelle généralement "le financement supplémentaire". A sa première session (Genève, 1964), la Conférence a adopté la recommandation contenue dans l'annexe A.IV.18 de l'Acte final, par laquelle elle invitait la Banque mondiale à étudier un mécanisme qui aurait pour objectif de :

> résoudre les problèmes posés par les mouvements défavorables des recettes d'exportation qui, en raison de leur nature ou de leur durée, ne peuvent pas être corrigés simplement par des mesures de soutien à court terme de la balance des paiements. Il devrait fournir aux pays en voie de développement une assistance à plus long terme qui les aiderait à éviter l'effondrement de leurs programmes de développement.

67. Aux termes de cette recommandation, devait être considéré comme "mouvement défavorable" tout "déficit enregistré par rapport aux prévisions raisonnables relatives au niveau des recettes d'exportation (y compris, le cas

[34] Toutefois les 24 pays ACP les moins avancés dont la liste figure à l'annexe II, section B, ci-après, ne sont tenus à aucun moment de rembourser les montants qui leur ont été versés.

[35] Les prêts accordés pour de courtes périodes, par exemple pour cinq ans, ne présentent qu'un intérêt limité pour les pays en développement, dont les investissements ne deviennent généralement rentables qu'après un délai beaucoup plus long.

échéant, les exportations invisibles)". Dans sa réponse à cette recommandation, la Banque mondiale a examiné la notion de "prévision raisonnable" et a conclu qu'

... il y a une différence importante entre le concept de prévisions raisonnables valable pour un système de financement compensatoire à court terme (tel que le système de financement compensatoire du FMI) et l'hypothèse relative aux perspectives d'exportations qui fait partie intégrante d'un plan de développement. Les prévisions d'exportations d'un organe de planification tiennent compte non seulement des facteurs objectifs existants (qu'ils soient de caractère international ou national) qui intéressent les perspectives d'avenir, mais font également intervenir une analyse des incidences des nouvelles mesures de politique générale destinées à modifier les effets de ces facteurs objectifs[36]

68. La Banque a donc suggéré que, par "prévisions raisonnables du niveau des recettes d'exportation" aux fins d'un mécanisme de financement supplémentaire, on entende une prévision des recettes d'exportation portant sur environ cinq ans, et établie d'un commun accord par l'institution administrant le mécanisme et l'organe de planification de chaque pays en développement intéressé. Les niveaux "de référence" par rapport auxquels le déficit des recettes effectives d'exportation serait mesuré dans le cadre de ce mécanisme différeraient des niveaux de référence utilisés aux fins de la facilité de financement compensatoire du FMI dans la mesure où ces derniers, étant des valeurs de tendance, reflètent la situation effective des recettes d'exportation, y compris les mouvements défavorables imprévus qu'elles peuvent enregistrer, tandis que les premiers seraient les niveaux fixés dans les plans et prévus d'après des hypothèses raisonnablement optimistes. Un système qui permettrait de financer les déficits que les pays en développement subissent dans leurs recettes globales d'exportation par rapport à des niveaux de référence ainsi définis constituerait donc un moyen de maintenir le pouvoir d'achat de ces recettes à condition que le niveau "attendu" des exportations soit calculé compte dûment tenu d'un élément raisonnable et adéquat d'accroissement des recettes en valeur réelle.

69. Dans le mécanisme proposé par la Banque mondiale, tous les versements compensatoires (dont ne bénéficieraient que les pays en développement) revêtiraient la forme de prêts conditionnels. Pendant une période initiale, ces versements seraient remboursables en cas d'excédent des exportations effectives par rapport au niveau "des prévisions raisonnables", mais la créance s'éteindrait sous cette forme à la fin de la période sur laquelle portent les projections d'exportation (c'est-à-dire généralement cinq ans). Tout montant non recouvré à l'expiration de ce délai serait alors converti en un prêt à long terme, dont le taux d'intérêt et l'échéance seraient à déterminer en fonction de la situation financière et économique du pays.

70. Compte tenu du caractère "normatif" du niveau de référence par rapport auquel on calculerait les déficits des recettes d'exportation, ces dispositions feraient du système un moyen efficace de maintenir le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement. Pour mettre à jour ce mécanisme, il faudrait toutefois prendre en considération l'accélération de l'inflation mondiale depuis 1965, date à laquelle la Banque mondiale avait initialement présenté cette proposition. Etant donné que l'inflation est beaucoup plus forte aujourd'hui, les prévisions des recettes d'exportation utilisées comme niveaux de référence devraient être exprimées en valeur réelle (c'est-à-dire en unités monétaires d'un pouvoir d'achat spécifié), et converties en unités monétaires courantes avant d'être comparées aux recettes effectives en vue de déterminer s'il y a eu un déficit ou un excédent[37].

B. – Ressources nécessaires

71. Pour établir son rapport initial sur la proposition relative au financement supplémentaire, la Banque mondiale avait effectué une analyse par simulation des déficits des recettes d'exportation d'un échantillon de pays en développement en vue d'évaluer les incidences financières qu'aurait un mécanisme général[38]. Elle avait calculé les déficits pour la période 1957-1963 en comparant les recettes effectives des pays de l'échantillon pendant cette période avec les prévisions de recettes correspondantes qu'elle avait établies.

72. Au vu des résultats, la Banque mondiale a estimé que :

... les chiffres obtenus suggèrent qu'un mécanisme global de financement supplémentaire devrait peut-être disposer de ressources extérieures suffisantes pour faire face à des déficits agrégatifs annuels, par rapport aux prévisions à moyen terme, avoisinant 1 à 2 milliards de dollars par an (ou, si l'on utilise le point médian de cet intervalle, 7,5 milliards de dollars pour une période de cinq années)...[39].

Elle a analysé ensuite la valeur de ces estimations en tant qu'indication des ressources dont le mécanisme qui pourrait être créé aurait besoin, et a conclu que :

... la qualité des projections devrait s'améliorer par suite de l'expérience acquise dans le passé (...) En même temps, la tendance d'après guerre a été orientée dans le sens d'un amortissement de l'amplitude des fluctuations des exportations (...) D'un autre côté, il est probable que les recettes d'exportation des pays en voie de développement continueront à s'accroître, bien qu'à un rythme modéré (...) En conséquence, il se pourrait que les résultats globaux (...) ne soient pas très loin de la réalité, pour les besoins d'un mécanisme qui pourrait être appelé à fonctionner dans les quelques années à venir[40]

73. Sur la base de quelques hypothèses simples, il est possible de vérifier en gros ces estimations en examinant les chiffres d'exportation des pays en développement depuis cette date. Dans son étude initiale, la Banque indiquait

[36] BIRD, *Etude sur les mesures financières supplémentaires demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1964* Washington (DC), décembre 1965, p. 34 et 35.

[37] Cette méthode aurait pour effet de garantir que, si le taux d'inflation était supérieur au taux pris comme hypothèse pour l'établissement des prévisions, les pays seraient dédommagés dans la mesure où, en cas d'une évolution défavorable imprévue, la valeur réelle de leurs recettes d'exportation ne pourrait atteindre le niveau de référence (celui des prévisions).

[38] BIRD, *op. cit.*, annexe IV.

[39] *Ibid.*, p. 134.

[40] *Ibid.*, p. 139.

qu'une vérification de ses projections d'exportation portant sur 19 pays et diverses périodes quinquennales faisait apparaître que, pour près des quatre cinquièmes, les projections s'écartaient de moins de 15 p. 100 de la valeur effective des exportations, et que celle-ci avait été surestimée dans la moitié des cas et sous-estimée dans l'autre moitié des cas[41]. Comme on l'a vu dans le paragraphe précédent, la Banque mondiale comptait que la qualité de ses projections irait en s'améliorant.

74. Il semble donc qu'on pourrait faire une révision sommaire de l'ordre de grandeur estimatif des ressources financières qui seraient nécessaires pour un mécanisme du type envisagé par la Banque mondiale, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

a) Le degré moyen d'exactitude des prévisions des recettes d'exportation (en valeur réelle) des pays en développement, pris individuellement, est de 10 p. 100;

b) L'erreur est par excès ou par défaut dans un nombre égal de cas, si bien que, pour n'importe quelle année, la moitié des recettes d'exportation nominales totales des pays en développement bénéficiaires du mécanisme sont surestimées en moyenne de 10 p. 100.

Sur cette base, le montant des prêts compensatoires qui seraient octroyés dans le cadre d'un mécanisme de financement supplémentaire s'élèverait chaque année à 5 p. 100 des recettes d'exportation nominales totales des pays bénéficiaires du mécanisme. Si l'on suppose que les bénéficiaires sont tous les pays en développement autres que les pays membres de l'OPEP, le montant total hypothétique des prêts pour la période de 20 ans comprise entre 1955 et 1974 s'établit comme suit :

Période quinquennale	*Total*	*Moyenne annuelle*
	En milliards de dollars courants	
1955-1959	5,2	1,0
1960-1964	6,1	1,2
1965-1969	8,5	1,7
1970-1974	14,8	3,0

75. On peut comparer ces chiffres avec l'estimation faite par la Banque mondiale des ressources qui seraient nécessaires pour un mécanisme de financement supplémentaire. Il faut noter cependant que cette estimation se rapportait à un mécanisme englobant tous les pays en développement (y compris les pays membres de l'OPEP). En 1965, date des estimations de la Banque, les exportations des pays aujourd'hui membres de l'OPEP représentaient 18 p. 100 des exportations totales des pays en développement. Si l'on réduit dans cette proportion les estimations de la Banque relatives aux ressources annuelles qui seraient nécessaires pour un mécanisme de financement supplémentaire (1 à 2 milliards de dollars), on obtient des chiffres de l'ordre de 0,8 à 1,6 milliard de dollars, qui sont donc raisonnablement proches des estimations approximatives présentées plus haut pour la période 1955-1969.

76. Pour la période de 20 ans comprise entre 1955 et 1974, toutefois, ces dernières estimations augmentent de pair avec la valeur nominale des exportations des pays en développement, dont l'accroissement reflète l'expansion en volume de ces exportations aussi bien que l'inflation mondiale, qui par son accélération marquée depuis 1970 explique le bond des estimations relatives à 1970-1974. En raison de cette inflation accélérée, ce n'est pas la moyenne annuelle de 3 milliards de dollars pour la période 1970-1974 qui constitue le meilleur indicateur du montant annuel possible des prêts qu'il serait actuellement nécessaire d'octroyer au titre du financement supplémentaire, mais bien le chiffre de 1974 qui (calculé sur la base de 5 p. 100 des exportations des pays en développement non membres de l'OPEP) s'établit à 4,9 milliards de dollars.

77. On peut aussi évaluer par une autre méthode les ressources qu'exigerait actuellement un mécanisme de financement supplémentaire couvrant les pays en développement non membres de l'OPEP; on augmente la fourchette de 0,8 à 1,6 milliard de dollars (estimation implicite établie par la Banque mondiale en 1965) dans la proportion où la valeur des exportations des pays en développement non membres de l'OPEP a elle-même progressé entre 1965 et 1974 (soit 228 p. 100). On obtient ainsi une fourchette de 2,7 à 5,4 milliards de dollars.

78. Pour les années immédiatement à venir, il semblerait donc qu'un chiffre voisin de 5 milliards de dollars serait une estimation aussi exacte que possible des ressources qui pourraient être nécessaires chaque année pour l'octroi de prêts compensatoires à long terme dans le cadre d'un mécanisme de financement supplémentaire englobant tous les pays en développement autres que les membres de l'OPEP. Il s'agit bien entendu d'un chiffre très approximatif, qui pourrait fort bien se révéler inférieur à la réalité. Un chiffre même sensiblement plus élevé serait encore modeste par rapport à l'ampleur des déficits globaux de balance des paiements récemment enregistrés par les pays en développement non membres de l'OPEP (environ 33 milliards en 1974 et 45 milliards en 1975)[42].

CHAPITRE V

Conclusions

79. Quand on examine les quatre grandes formules décrites dans les chapitres précédents, deux questions essentielles se posent. La première est de savoir dans quelle mesure ces solutions s'excluent l'une l'autre, ou au contraire, se complètent. Il est clair par exemple que, dans le cas d'un seul et même produit, un dispositif d'indexation indirecte serait incompatible avec un dispositif de soutien des recettes d'exportation, car leurs objectifs se recouvrent dans une très large mesure.

80. En revanche, l'un ou l'autre de ces deux dispositifs pourrait venir compléter un arrangement visant à stabiliser les prix d'un produit donné à un niveau rémunérateur, que cet arrangement prévoie ou non une indexation directe; en effet, associés à un tel arrangement, les paiements compensatoires effectués au titre de l'un ou l'autre des deux dispositifs ne seraient que résiduels; autrement dit, ils ne

[41] *Ibid.*, p. 38.

[42] Voir dans le présent volume le document TD/188/Supp.1, tableau 6.

seraient nécessaires que dans la mesure où les objectifs poursuivis ne seraient pas atteints par le biais du mécanisme de stabilisation.

81. D'autre part, il est évident que l'existence de dispositifs d'indexation directe ou indirecte ou de soutien des recettes d'exportation visant un nombre quelconque de produits n'atténuerait nullement l'intérêt que présenterait la mise en place d'un mécanisme de financement supplémentaire. En effet, le financement supplémentaire aurait pour but de protéger les pays en développement contre des baisses inattendues de la valeur réelle de leurs recettes globales d'exportation par rapport aux niveaux qui avaient été prévus pour le moyen terme, alors que l'objet des autres dispositifs serait d'améliorer la courbe effective des recettes, en valeur réelle, tirées de l'exportation de produits déterminés. Même si l'un de ces autres dispositifs était appliqué pour une large gamme de produits, il n'en resterait pas moins nécessaire de protéger les pays en développement contre des baisses imprévisibles de leurs recettes globales d'exportation. Les deux démarches seraient en fait complémentaires, puisque l'application de mesures destinées à maintenir les prix effectifs ou la valeur effective des exportations de produits déterminés à des niveaux fixés comme objectif pour le moyen terme permettrait de mieux prévoir les recettes globales d'exportation de chaque pays et limiterait donc le montant des paiements compensatoires à effectuer au titre du financement supplémentaire[43]. Si aucune de ces mesures n'était appliquée, la mise en place d'un mécanisme de financement supplémentaire serait plus nécessaire encore car ce serait le seul autre moyen de protéger le pouvoir d'achat des pays en développement.

82. La deuxième question importante qui se pose quand on examine les quatre solutions susmentionnées est celle de leur rapport avec les propositions du Secrétaire général de la CNUCED, concernant un programme intégré pour les produits de base[44]. Ces propositions tendent à la mise en place d'arrangements internationaux pour une vaste gamme de produits de base dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement. Si donc de tels arrangements sont conclus dans le cadre dudit programme, des mécanismes seront ainsi créés qui permettront de pratiquer éventuellement une indexation directe chaque fois que cela sera possible et utile. Il est déjà envisagé d'inclure dans les accords de produits conclus dans le cadre du programme intégré des dispositions prévoyant l'examen et l'ajustement périodique des fourchettes de prix initialement convenues, de manière à tenir compte des effets de l'inflation mondiale sur les prix des produits importés par les pays en développement[45]; ces dispositions seraient en fait une application de la notion d'indexation directe.

83. Les trois autres solutions étudiées dans le présent rapport, à savoir l'indexation indirecte, un dispositif mondial de soutien des recettes analogue au système Stabex et un mécanisme de financement supplémentaire, ne rentrent pas dans le champ d'application du programme intégré proposé; chacune d'elles en serait complémentaire[46]. Mais aucune ne saurait remplacer le large réseau d'accords de stabilisation par produits envisagé dans le programme intégré, car il s'agirait dans chaque cas d'arrangements purement financiers impropres à assurer la stabilisation des prix et de l'offre sur les marchés qui est devenue urgente pour de nombreux produits, dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs. Lors de la Conférence, on jugera peut-être utile d'étudier comment ces divers types d'arrangements "financiers" pourraient venir consolider les mécanismes envisagés dans le cadre du programme intégré proposé, en vue de protéger le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement.

[43] Cela suppose naturellement que les paiements compensatoires et les remboursements effectués en application d'un système d'indexation indirecte ou d'un système du type Stabex soient inclus dans le calcul des recettes globales d'exportation aux fins du financement supplémentaire.

[44] Ces propositions sont formulées dans le document TD/184 (reproduit dans le présent volume).

[45] *Ibid.*, par. 38.

[46] Dans les propositions relatives au programme intégré pour les produits de base, il est déjà indiqué que des dispositions pourraient être prises, dans le cadre des accords de produits, pour apporter une aide financière à court terme aux pays en développement exportant des produits de base dont les prix, en valeur réelle, se détériorent *(ibid.*, par. 35).

ANNEXES

ANNEXE I

Rapport intérimaire sur l'établissement d'un nouvel indice des prix à l'importation payés par les pays en développement

1. Dans les études qu'il a effectuées précédemment sur l'indexation, le secrétariat de la CNUCED a évoqué la nécessité d'améliorer l'instrument qu'il utilise pour mesurer les variations de prix des articles manufacturés importés par les pays en développement, de façon que le nouvel instrument puisse, non seulement servir de base à d'éventuels dispositifs d'indexation, mais aussi donner une idée plus exacte de l'évolution des termes de l'échange des pays en développement. Le secrétariat a souligné que les nouvelles séries statistiques devraient être établies dans toute la mesure possible à partir de données d'observation sur les prix, de façon à éviter la "distorsion de la valeur unitaire" inhérente aux indices actuels de l'ONU, qui sont établis d'après la valeur unitaire des articles manufacturés entrant dans le commerce mondial[a]. Il a décrit dans ses grandes lignes le nouvel indice des prix à l'importation payés par les pays en développement qu'il envisageait de mettre au point en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU[b].

2. Depuis lors, le secrétariat a étudié avec le Bureau de statistique les aspects techniques du nouvel indice envisagé ainsi que

[a] TD/B/C.1/168, par. 11 et 12.

[b] *Ibid.* section II.

les données qu'il serait nécessaire de recueillir; le Bureau de statistique a estimé le projet réalisable, et s'est chargé de la compilation des données de base concernant les prix. Dans un premier temps, le Bureau de statistique a demandé à tous les correspondants éventuels de collaborer au projet et de communiquer des renseignements détaillés sur les données en matière de prix qu'ils pourraient fournir de façon régulière. Au stade suivant, une enquête pilote sera entreprise pour éprouver les questionnaires, les méthodes de traitement électronique des données et les autres méthodes d'exploitation. L'organisation définitive des travaux, les responsabilités respectives du Bureau de statistique et du secrétariat de la CNUCED ainsi que le calendrier de présentation des rapports seront arrêtés ultérieurement. Les premiers résultats de ces travaux devraient être publiés au début de 1977.

ANNEXE II

Données relatives au système Stabex

A. – *Liste des 46 Etats ACP*

	1972	
	Population (en milliers)	*Revenu par habitant (en dollars)*
Afrique de l'Ouest		
Bénin	2 860	110
Côte d'Ivoire	5 400	340
Gambie	377	140
Ghana	9 086	300
Guinée	5 100	90
Guinée-Bissau	568	230
Haute-Volta	5 613	70
Libéria	1 617	250
Mali	5 260	80
Mauritanie	1 210	180
Niger	4 250	90
Nigéria	69 524	130
Sénégal	3 990	260
Sierra Leone	2 727	190
Togo	2 052	160
Total pour les 15 pays	119 364	
Afrique centrale		
Burundi	3 506	70
Congo	1 151	300
Gabon	494	880
Guinée équatoriale	301	240
République centrafricaine	1 673	160
République-Unie du Cameroun	6 084	200
Rwanda	3 904	60
Tchad	3 780	80
Zaïre	19 091	100
Total pour les 9 pays	39 984	
Afrique de l'Est		
Botswana	629	240
Ethiopie	25 930	80
Kenya	12 070	170
Lesotho	959	90
Madagascar	7 400	140
Malawi	4 711	100
Maurice	849	300
Ouganda	10 479	150
République-Unie de Tanzanie	13 606	120
Somalie	2 964	80
Souaziland	446	260
Soudan	16 586	120
Zambie	4 515	380
Total pour les 13 pays	101 144	
Les Caraïbes		
Bahamas	171	2 240
Barbade	239	800
Grenade	95	420
Guyane	754	400
Jamaïque	1 931	810
Trinité-et-Tobago	1 048	970
Total pour les 6 pays	4 238	
Le Pacifique		
Fidji	541	500
Samoa-Occidental	150	150
Tonga	93	320
Total pour les 3 pays	784	
TOTAL POUR LES 46 PAYS	265 514	

Source : Atlas de la Banque mondiale, 1974.

B. – *Etats les moins développés, sans littoral ou insulaires visés aux articles 17 et 19 de la Convention de Lomé*

Bahamas	Haute-Volta	République-Unie de Tanzanie
Barbade	Jamaïque	Rwanda
Bénin	Lesotho	Samoa-Occidental
Botswana	Madagascar	Somalie
Burundi	Malawi	Souaziland
Ethiopie	Mali	Soudan
Fidji	Maurice	Tchad
Gambie	Mauritanie	Togo
Grenade	Niger	Tonga
Guinée	Ouganda	Trinité-et-Tohago
Guinée-Bissau	République centrafricaine	Zambie
Guinée équatoriale		

C. – *Les 24 Etats ACP qui ne sont pas tenus à des remboursements sur les prêts qui leur sont accordés dans le cadre du système Stabex*

Bénin	Lesotho	Rwanda
Botswana	Malawi	Samoa-Occidental
Burundi	Mali	Somalie
Ethiopie	Mauritanie	Souaziland
Gambie	Niger	Soudan
Guinée	Ouganda	Tchad
Guinée-Bissau	République centrafricaine	Togo
Haute-Volta	République-Unie de Tanzanie	Tonga

D. – *Produits primaires et semi-transformés visés par le système Stabex*

1. *Produits de l'arachide :* arachides en coques ou décortiquées, huile d'arachide, tourteaux d'arachide

2. *Produits du cacao :* fèves de cacao, pâtes de cacao, beurre de cacao
3. *Produits du café :* café vert ou torréfié, extraits ou essences de café
4. *Produits du coton :* coton en masse, linters de coton
5. *Produits de coco :* noix de coco, coprah, huile de coco, tourteaux de noix de coco
6. *Produits du palmier et du palmiste :* huile de palme, huile de palmiste, tourteaux de palmiste, noix de palmiste
7. *Cuirs et peaux :* peaux brutes, cuirs et peaux de bovins, peaux d'ovins, peaux de caprins
8. *Produits du bois :* bois bruts, bois simplement équarris, bois simplement sciés longitudinalement
9. *Bananes fraîches*
10. *Thé*
11. *Sisal brut*
12. *Minerai de fer :* minerais de fer et pyrites de fer grillées.

E. — *Part des produits visés par le système Stabex dans les exportations totales de quelques Etats ACP (en pourcentage)*

Bénin	Produits du palmier (34)
Botswana	Cuirs et peaux (9)
Burundi	Café (86), coton (3), cuirs et peaux (6)
Congo	Bois (42)
Côte d'Ivoire	Cacao (15), café (23), bois (29)
Ethiopie	Café (38), cuirs et peaux (13)
Fidji	Huile de coco (5)
Gabon	Bois (32)
Gambie	Arachides, huiles et tourteaux d'arachide (94)
Ghana	Cacao (61), bois (19)
Haute-Volta	Arachides et huile d'arachide (8), coton (22)
Jamaïque	Bananes (4)
Kenya	Café (22), thé (11)
Libéria	Minerai de fer (71)
Madagascar	Café (30), sisal (3)
Malawi	Thé (17), arachides (7)
Mali	Coton (39), arachides (7)
Mauritanie	Minerai de fer (73)
Niger	Arachides (15), huile d'arachide (9)
Ouganda	Café (66), coton (15), thé (5)
République centrafricaine	Café (23), bois (21), coton (18)
République-Unie de Tanzanie	Café (19), coton (13), sisal (9)
République-Unie du Cameroun	Cacao (23), café (26), bois (12)
Rwanda	Café (61), peaux brutes (4)
Samoa-Occidental	Cacao (28)
Sénégal	Arachides et huile d'arachide (35)
Sierra Leone	Minerai de fer (10), huile de palmiste (5)
Somalie	Bananes (26), coprah (45)
Souaziland	Coton (3)
Soudan	Coton (56), arachides (9)
Tchad	Coton (69)
Togo	Fèves de cacao (26), café (13)
Tonga	Coprah (50)

Source : Le Courrier. – Communauté européenne – Afrique – Caraïbes – Pacifique (Bruxelles), No. 31 (spécial), mars 1975.

F. — *Part des exportations de produits importants non visés par le système Stabex dans les exportations totales de quelques Etats ACP (en pourcentage)*

Congo	Diamants (14,8)
Gabon	Bois (36,8)
Guyane	Bauxite (47,9)
Haute-Volta	Bétail sur pied (36,9)
Jamaïque	Bauxite (22,7) Aluminium (34,2)
Malawi	Tabac (34,6)
Mali	Bétail sur pied (48,2) Poisson (14,1)
Niger	Bétail sur pied (14,3)
Nigéria	Etain (4,4)
République centrafricaine	Diamants (44)
République-Unie de Tanzanie	Diamants (10,7) Légumes et fruits (9,2)
République-Unie du Cameroun	Aluminium (9,5)
Rwanda	Etain (31,1)
Sénégal	Céréales (17,4) Phosphates (8,5)
Sierra Leone	Diamants (71)
Somalie	Bétail sur pied (50,1)
Togo	Phosphates (29,2)
Zaïre	Diamants (5,3)

Source : estimations du secrétariat de la CNUCED, à partir de données sur le commerce en 1969.

DOCUMENT TD/185*

Stratégie d'ensemble visant à accroître et à diversifier les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*30 décembre 1975*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres	*Paragraphes*	*Pages*
I. Introduction	1-7	36
II. Incidences de la stratégie d'ensemble sur la politique générale	8-19	37
III. Amélioration des conditions de nature à favoriser l'accroissement des exportations d'articles manufacturés des pays en développement	20-48	39
A. Amélioration des conditions dans les pays développés à économie de marché	21-34	39
1. Libéralisation des obstacles gouvernementaux au commerce	21-31	39
2. Réorientation des politiques industrielles, y compris l'adoption de mesures appropriées d'aide aux aménagements de structure	32-34	41
B. Mesures d'accroissement des échanges entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale	35-41	41
1. Amélioration du cadre institutionnel des échanges	36	41
2. La coopération industrielle	37-39	42
3. Amélioration de l'accès aux marchés	40	42
4. Rassemblement, analyse et diffusion de renseignements commerciaux	41	42
C. Coopération entre pays en développement pour l'expansion de leur commerce mutuel d'articles manufacturés	42-48	42
IV. Amélioration de la capacité des pays en développement de fournir des articles manufacturés et semi-finis pour l'exportation	49-64	43
A. Réorientation des politiques industrielles et commerciales des pays en développement	51-60	44
1. Examen d'un système de protection efficace	51-52	44
2. Mesures d'encouragement aux exportations industrielles	53-55	44
3. Financement des industries et des exportations	56-58	44
4. Renforcement des circuits de commercialisation et de distribution	59-60	45
B. Coopération internationale en matière de financement des industries et des exportations	61-64	45
1. Financement des industries	61-62	45
2. Financement des exportations en provenance des pays en développement	63-64	46
V. Le rôle des sociétés transnationales dans le commerce d'articles manufacturés des pays en développement et le contrôle des pratiques commerciales restrictives en général	65-80	46
A. Le rôle des sociétés transnationales	68-74	46
B. Contrôle des pratiques commerciales restrictives en général	75-80	47
1. Contrôle des pratiques commerciales restrictives dans les pays développés	76	48
2. Contrôle des pratiques commerciales restrictives dans les pays en développement	77-78	48
3. Mesures à prendre à l'échelon international	79-80	48
VI. Accords de collaboration industrielle à l'échelon international visant à promouvoir l'industrialisation et le commerce des pays en développement	81-90	48
VII. Mise en œuvre de la stratégie d'ensemble	91-94	50

*Incorporant le document TD/185/Corr.1.

CHAPITRE PREMIER

Introduction

1. La Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), marquent un tournant en ce sens qu'ils impliquent une restructuration de l'économie mondiale pour corriger le déséquilibre persistant et inéquitable de la production mondiale et des échanges entre pays développés et pays en développement. En vue des mêmes objectifs, la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels[1] prévoient d'importants changements dans la structure industrielle mondiale et une part accrue pour les pays en développement dans la production industrielle. La Déclaration de Lima stipule que la part des pays en développement "devrait être augmentée au maximum et portée, si possible, à au moins 25 p. 100 du total de la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000, tout en s'efforçant de faire en sorte que la croissance industrielle ainsi réalisée soit répartie aussi équitablement que possible entre les pays en voie de développement" (par. 28). Dans sa résolution 3362 (S-VII) concernant le développement et la coopératon économique internationale, l'Assemblée générale souligne à nouveau la nécessité de tels changements.

2. La réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus, et notamment de l'objectif fixé à Lima, aura des répercussions profondes et d'une grande portée sur la structure et le volume des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement. Aux termes de la Déclaration de Lima, l'objectif de 25 p. 100 fixé pour la part des pays en développement "implique que [ces] pays devraient porter leur taux annuel de croissance industrielle à un taux largement supérieur à celui de 8 p 100 recommandé dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement" *(ibid.)*. D'après les estimations du secrétariat de la CNUCED ce taux devrait être d'au moins 10 p. 100 par an. Parallèlement, le taux de croissance nécessaire pour les exportations d'articles manufacturés des pays en développement, en prix constants, a été estimé à au moins 12 p. 100 par an, ce qui suppose, d'ici à l'an 2000, un volume d'exportations représentant 20 fois celui de 1973[2].

3. Un effort énergique et concerté des pays en développement et des pays développés, agissant en coopération, sera nécessaire pour atteindre l'objectif de Lima et accroître et diversifier notablement les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement. Or, les efforts déployés jusqu'ici se sont révélés d'une efficacité très limitée, ce qui peut s'expliquer par diverses raisons, notamment l'absence de mesures appropriées dans différents domaines intéressant la production et le commerce, l'application insuffisante des mesures prises, dans d'autres domaines, et l'incapacité de coordonner les mesures destinées à influer sur le commerce, d'une part, et la capacité de production, d'autre part. Dans le passé, on a surtout cherché à assurer l'accès aux marchés des pays développés sans accorder assez d'attention à la nécessité d'ouvrir et de développer de nouveaux circuits commerciaux ainsi que d'améliorer la capacité d'offre des pays en développement. Il faut donc, pour accroître les exportations d'articles manufacturés des pays en développement, une stratégie d'ensemble qui englobe les divers domaines où il faut agir et tienne dûment compte des rapports étroits qui existent entre l'industrialisation et le commerce.

4. Dans son rapport à la septième session de la Commission des articles manufacturés, le Secrétaire général de la CNUCED a exposé certains éléments de la politique globale qui serait nécessaire pour intensifier et diversifier les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement[3]. La présente étude développe ce rapport en tenant compte des faits récents, notamment de l'adoption de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale et des débats qui ont eu lieu à la septième session de la Commission des articles manufacturés et à la quinzième session du Conseil du commerce et du développement.

5. Une stratégie d'ensemble dans le domaine des articles manufacturés est le complément naturel et nécessaire du programme intégré envisagé pour les produits de base. En effet, les deux séries de mesures visent un même but qui est d'accélérer le développement économique en général, y compris le développement industriel. De plus, les deux programmes s'étayeraient réciproquement dans la mesure où ils créeraient et/ou mobiliseraient les ressources intérieures et les ressources en devises nécessaires et aideraient à ériger l'infrastructure voulue, notamment dans les domaines des transports, de la technologie, de la commercialisation et de la distribution. Ils se compléteraient aussi en favorisant l'ouvraison par les pays en développement de leurs propres produits de base et matières. On pourrait en fait les considérer comme parties intégrantes d'un tout comprenant des mesures relatives au financement du développement et au transfert de technologie, dont devraient bénéficier tous les pays en développement.

6. Cette stratégie d'ensemble impliquerait une approche multidimensionnelle permettant de surmonter les divers obstacles et d'introduire de nouvelles structures commerciales qui contribuent à accroître sensiblement la part des pays en développement dans l'activité industrielle mondiale. Elle exigerait une réorientation fondamentale des stratégies des pays en développement en matière d'industrialisation et de commerce et une adaptation des politiques correspon-

---

[1] Adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, tenue à Lima du 12 au 26 mars 1975, pour le texte, voir la publication de l'ONUDI PI/38.

[2] Pour de plus amples détails sur les incidences de l'objectif fixé à Lima concernant le commerce des produits industriels des pays en développement, voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Les dimensions des aménagements de structure à apporter à la production et aux commerce mondiaux d'articles manufacturés pour atteindre l'objectif de Lima" (TD/185/Supp.1) [à paraître comme 1re partie d'une publication des Nations Unies (TD/219)].

[3] "Politique d'ensemble propre à renforcer et à diversifier les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement : rapport du Secrétaire général de la CNUCED" (TD/B/C.2/153).

dantes des pays développés. Cette stratégie comprendrait *grosso modo* les éléments ci-après :

a) Accroissement de la capacité des pays en développement de produire des articles manufacturés et semi-finis en vue de l'exportation;

b) Amélioration des conditions d'une intensification des importations, dans les pays développés à économie de marché et les pays socialistes d'Europe orientale, d'articles manufacturés en provenance des pays en développement;

c) Renforcement de la coopération commerciale et industrielle entre pays en développement;

d) Contribution appropriée des sociétés transnationales et lutte contre les pratiques commerciales restrictives en général;

e) Nouvelles formes d'accords de collaboration industrielle à l'échelon intergouvernemental et au niveau des entreprises, en ce qui concerne le développement industriel et le commerce.

7. Cela ne veut pas dire qu'il soit opportun ou possible d'envisager l'application immédiate de tous les éléments d'une stratégie d'ensemble ou même une grande partie d'entre eux. Il est évident que la stratégie vise à atteindre certains objectifs et buts à long terme qui se prolongeront sur une troisième décennie du développement et au-delà. Par contre, certains éléments importants peuvent être appliqués totalement ou partiellement dès à présent ou dans un avenir proche; c'est le cas, par exemple, de la suppression de certaines contraintes qu'exercent les politiques en matière d'industrialisation et de commerce. Pour ce qui est des autres éléments, la Conférence voudra peut-être faire entreprendre, pour les examiner ultérieurement, les études approfondies qui s'imposent de manière à faciliter une action appropriée dès que possible. La principale tâche de la Conférence dans ce domaine est d'amener la communauté internationale à reconnaître clairement la nécessité d'adopter une stratégie d'ensemble compte tenu des perspectives et objectifs à long terme du nouvel ordre économique international. A cet égard, la Conférence devra déclencher immédiatement l'action nécessaire, ce qui impliquera d'énergiques efforts à l'échelon national, dans les pays développés comme dans les pays en développement, ainsi qu'à l'échelon international. Le commerce des articles manufacturés qui s'est révélé l'élément dynamique du progrès économique des pays développés doit, de la même façon, devenir l'élément dynamique de celui des pays en développement. Il faut donc faire des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement la cheville du développement économique dynamique envisagé dans le cadre du nouvel ordre économique international.

CHAPITRE II

Incidences de la stratégie d'ensemble sur la politique générale

8. Les difficultés que rencontrent les pays en développement pour accroître sensiblement leur part dans la production industrielle et les échanges mondiaux proviennent essentiellement d'un ensemble de contraintes et de handicaps qui se renforcent mutuellement et parmi lesquels il faut surtout mentionner les suivants : politiques industrielles et commerciales défectueuses dans les pays en développement eux-mêmes; obstacles élevés par les gouvernements des pays développés à économie de marché aux exportations des pays en développement, et absence, dans les pays développés de politiques appropriées pour aider à la restructuration à long terme de leurs industries de façon à faciliter plutôt qu'à entraver les importations industrielles en provenance des pays en développement; pratiques des entreprises commerciales, y compris les arrangements internes des sociétés transnationales, qui limitent indûment la capacité des pays en développement d'accroître et de diversifier leurs exportations d'articles manufacturés; l'absence d'une base technologique suffisante dans les pays en développement qui sont excessivement tributaires de techniques étrangères onéreuses et inadaptées; insuffisance des mécanismes dont on dispose pour créer de nouveaux courants d'échanges entre les pays en développement eux-mêmes et intensifier ceux qui existent déjà; insuffisance des mesures en vue de développer le commerce entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale.

9. Les politiques industrielles et commerciales des pays en développement n'ont pas jusqu'ici permis d'obtenir des résultats optimaux dans la voie d'un développement économique, rapide et général. De nombreux pays en développement ont adopté une stratégie de remplacement des importations s'appuyant sur une forte protection effective et visant à encourager la production intérieure des biens importés. Il en est résulté des prix intérieurs élevés pour les produits finals et un manque de stimulants nécessaires pour abaisser les coûts de production et améliorer la compétitivité sur le plan international. Là où l'industrialisation a été orientée vers l'exportation les industries en question se sont, le plus souvent, cantonnées dans une gamme restreinte de produits dont la demande était léthargique et sans élasticité par rapport au revenu et qui se heurtaient à de sérieux obstacles sur les marchés étrangers. La structure de la répartition des revenus qui existe dans de nombreux pays en développement a en outre limité l'expansion des marchés intérieurs et, partant, imposé des restrictions majeures au développement d'un secteur industriel à large assise. Les pays en développement ont conclu des arrangements régionaux et sous-régionaux pour remédier aux limitations des politiques nationales mais, jusqu'ici, les résultats n'ont pas répondu aux espérances.

10. De plus, la structure du développement industriel dans de nombreux pays en développement a été étroitement subordonnée à la possibilité d'attirer des entreprises étrangères, en particulier des sociétés transnationales. Or, fréquemment, ces entreprises ont été orientées surtout vers l'importation plutôt que vers l'exportation et ont essentiellement cherché à satisfaire la demande des consommateurs les plus riches. De ce fait, elles n'ont pas apporté toute la contribution voulue à la création dans les pays en développement d'un secteur industriel à large assise et à une importante expansion et diversification des exportations d'articles manufacturés et semi-finis.

11. Une réorientation appropriée des politiques des pays en développement devra être entreprise en raison des insuffisances des politiques actuelles et essentiellement pour atteindre les objectifs généraux ci-après : industrialisation plus rapide et plus diversifiée; activités industrielles de type nouveau pour répondre aux besoins essentiels en articles manufacturés des populations des pays considérés; développement de l'autonomie collective grâce à une coopération économique et commerciale accrue; contribution plus positive des sociétés transnationales au développement industriel des pays en développement tout en réduisant leur dépendance à l'égard de ces sociétés. La réalisation de ces objectifs entraînerait une sensible amélioration de la capacité des pays en développement à exporter un volume accru d'articles manufacturés non seulement vers les pays développés, mais à l'intérieur de leur propre groupe.

12. De leur côté, les pays développés à économie de marché n'ont pas conçu jusqu'ici de politiques commerciales et industrielles dans une perspective à long terme propre à favoriser l'adoption de mesures assurant une répartition effective des ressources nationales qui soit compatible avec une amélioration de la position des pays en développement sur le plan de la concurrence. En fait, ces politiques ont essentiellement répondu à des problèmes et des situations précises et ont généralement procédé du souci de protéger les intérêts nationaux pouvant être touchés à court terme par la concurrence des importations, notamment en provenance des pays en développement. Les gouvernements ont ainsi élevé des obstacles au commerce ou accordé une aide à des industries nationales peu efficientes – sous forme de subventions ou dons, souvent associés, il est vrai, à des mesures de restructuration – pour les maintenir en vie. Cela a empêché les pays en développement d'exploiter pleinement leur potentiel d'exportation dans les secteurs existants ou dans de nouveaux secteurs de l'activité manufacturière à mesure que les changements intervenant dans la demande, l'utilisation des facteurs de production et la technologie leur donnent l'avantage sur le plan de la concurrence.

13. Les pays développés à économie de marché devront adopter une politique à long terme tournée vers l'extérieur pour faciliter la mise en place d'une structure de la demande d'importations, compatible avec l'augmentation de la part des pays en développement dans l'industrie mondiale et l'accroissement consécutif de leur capacité d'exportation. En fait, si l'on veut atteindre l'objectif fixé à Lima, le niveau des importations d'articles manufacturés en provenance des pays en développement dans les pays développés à économie de marché devra probablement représenter, d'ici à l'an 2000, 15 fois le chiffre de 1973[4]. Cette perspective à long terme devrait tendre à favoriser et à faciliter un transfert harmonieux, continu et dynamique des ressources nationales au détriment des branches de la production dans lesquelles les pays en développement ont ou obtiennent un avantage sur le plan de la concurrence.

14. On a souvent fait observer à cet égard que, dans les pays développés à économie de marché, l'Etat joue un rôle minime dans la restructuration industrielle, le principal instrument de l'ajustement économique étant le fonctionnement du mécanisme du marché. Cela n'est pourtant qu'en partie vrai. Les politiques gouvernementales qui déterminent le niveau et la structure de l'industrie tiennent déjà une très large place dans ces pays et ont une importance de plus en plus décisive. C'est pourquoi les gouvernements de ces pays doivent prendre pleinement conscience des incidences sur leur économie d'une accélération du développement industriel dans les pays en développement et doivent délibérément prévoir et appliquer les politiques tournées vers l'extérieur qui sont nécessaires à long terme; faute de quoi, ils se trouveront sans cesse aux prises avec des problèmes d'ajustement à courte échéance qu'ils tenteront de résoudre par recours à la protection. Dans la perspective à long terme recommandée ci-dessus, ils devraient aussi prendre immédiatement des mesures de libéralisation des échanges et d'aide à la reconversion.

15. La capacité des pays en développement d'accroître et de diversifier leurs exportations d'articles manufacturés s'est encore trouvée restreinte par les pratiques des sociétés transnationales et autres entreprises industrielles et commerciales des pays développés : activités de cartel, achats liés, accords d'exclusivité, etc., qui entravent les importations en provenance des pays en développement. De même, les restrictions à l'exportation que les sociétés transnationales imposent à leurs filiales et concessionnaires dans les pays en développement, comme les manœuvres concernant la fixation du prix des transferts à l'intérieur de la société, ont nui aux possibilités qu'ont les entreprises, dans les pays en développement, d'exporter des articles manufacturés et semi-finis. Des mesures devront donc être prises à la fois pour assurer un contrôle suffisant de ces pratiques commerciales restrictives et pour donner aux entreprises autochtones des pays en développement les moyens d'y faire réellement contrepoids.

16. La réalisation de l'objectif fixé à Lima supposera également une expansion considérable du commerce d'articles manufacturés des pays en développement, ce qui ne pourra être assuré uniquement par une augmentation, aussi grande soit-elle, de leurs exportations vers les marchés traditionnels et plus particulièrement ceux des pays développés à économie de marché. La création et l'expansion de nouveaux courants d'échanges seront nécessaires. Un renforcement de la coopération commerciale et économique entre pays en développement s'impose donc aussi dans ce contexte (c'est-à-dire en tant qu'élément essentiel de la stratégie d'ensemble) et non pas seulement pour renforcer l'autonomie et le pouvoir de négociation. L'action en vue de cette coopération doit être énergiquement menée aux échelons sous-régional, régional et interrégional par le biais de nouveaux mécanismes et arrangements institutionnels et grâce à une assistance mutuelle considérablement accrue ainsi qu'à un effort commun dans les domaines de la

[4] Cette estimation suppose au départ que les importations d'articles manufacturés en provenance des pays en développement dans les pays développés à économie de marché égaleront les importations desdits articles en provenance de ces derniers pays dans les pays en développement, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle puisque les pays développés à économie de marché exportent trois fois plus vers les pays en développement qu'ils n'importent de ces pays (voir TD/185/Supp.1).

planification économique, de l'investissement, de la production, du commerce, de la technologie, des moyens financiers et des paiements. A l'échelon interrégional, tous ces efforts pourraient s'appuyer sur un système de préférences commerciales entre pays en développement – proposition qui est exposée ci-après en rapport notamment avec le commerce des articles manufacturés[5].

17. Il existe des possibilités considérables d'accroître la coopération économique entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement et de stimuler ainsi le commerce d'articles manufacturés de ces derniers. Malgré leur progression dynamique de ces dernières années, les exportations d'articles manufacturés des pays en développement vers les pays socialistes d'Europe orientale ne représentent encore qu'un faible pourcentage des importations et de la consommation totale des pays socialistes; il y a donc là un potentiel commercial exploitable moyennant des conditions favorables et un effort approprié de part et d'autre. Les conditions favorables pourraient être assurées dans le cadre d'une politique à long terme où les importations prévues des pays socialistes seraient organisées de façon à permetre une augmentation notable des importations d'articles manufacturés en provenance des pays en développement.

18. Comme les mesures et politiques visant à favoriser de nouveaux courants d'échanges entre les pays en développement eux-mêmes et entre ces pays et les pays socialistes d'Europe orientale ne donneront sans doute de résultats qu'à moyen et à long terme, les pays développés à économie de marché resteront selon toute probabilité les principaux marchés des pays en développement dans l'avenir prévisible. Par conséquent, les mesures visant à ouvrir largement ces marchés demeurent nécessairement un élément essentiel de la stratégie d'ensemble. L'importance reconnue et effectivement donnée aux autres éléments de la stratégie ne doit pas faire perdre de vue la nécessité d'un large accès aux marchés en question.

19. Les chapitres qui suivent contiennent un certain nombre de suggestions de principe concernant les éléments qui paraissent essentiels à la bonne formulation et à l'application efficace de la stratégie d'ensemble envisagée. Ces éléments ont été classés essentiellement selon qu'ils visent à améliorer les conditions d'une expansion des exportations d'articles manufacturés des pays en développement ou à améliorer la capacité de ces pays de produire ces articles pour l'exportation. Certaines des questions examinées ont cependant des incidences sur les deux plans et sont donc traitées en conséquence. C'est le cas du rôle des sociétés transnationales et de la lutte contre les mesures restrictives commerciales en général, ainsi que des accords internationaux de collaboration industrielle. Enfin, le dernier chapitre contient quelques considérations sur la mise en œuvre de la stratégie d'ensemble.

[5] Pour un examen détaillé de cette proposition, voir les documents TD/192/Supp.1 (reproduit dans le présent volume) et TD/192/Supp.1/Add.1 et 2.

CHAPITRE III

Amélioration des conditions de nature à favoriser l'accroissement des exportations d'articles manufacturés des pays en développement

20. Ainsi qu'il a été indiqué dans le chapitre II, les conditions à remplir et les politiques à appliquer pour accélérer les exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement appellent des améliorations dans les pays développés à économie de marché, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans les pays en développement eux-mêmes. Les suggestions présentées dans le présent chapitre concernent principalement les obstacles et entraves d'origine gouvernementale. Les pratiques restrictives des entreprises commerciales constituent des obstacles similaires, dont il sera question au chapitre V ci-dessous.

A. – Amélioration des conditions dans les pays développés à économie de marché

1. *Libéralisation des obstacles gouvernementaux au commerce*

21. Le présent rapport traite seulement d'un nombre restreint de questions relatives aux obstacles tarifaires et non tarifaires, en particulier de celles qui n'entrent pas directement dans le champ des négociations commerciales multilatérales. Pour ce qui est de ces négociations on trouvera, dans un rapport distinct soumis à la Conférence[6], un examen des questions pertinentes et des faits intervenus récemment dans ce domaine, ainsi que de la position adoptée par les pays en développement. Cependant, un grand nombre de questions examinées à l'occasion de ces négociations resteront vraisemblablement en suspens après leur conclusion et il faudra redoubler d'efforts pour améliorer l'accès des exportations des pays en développement aux marchés extérieurs. L'abaissement des tarifs douaniers qui résultera des négociations commerciales multilatérales exigera que l'on porte une attention accrue aux types divers d'obstacles non tarifaires, existants et nouveaux. De même, il faudra prendre d'autres mesures aussi pour régler les divers problèmes relatifs au caractère progressif des tarifs douaniers et aux questions qui y sont liées.

a) *Amélioration et consolidation du SGP*

22. Malgré les importantes réductions tarifaires que les pays développés ont consenties après la guerre, le niveau et la structure des tarifs douaniers NPF entravent encore sérieusement les exportations des pays en développement. De plus, la progressivité des droits (c'est-à-dire leur augmentation en fonction du degré de transformation du produit) constitue en fait une protection tarifaire beaucoup plus

[6] Rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Eléments d'un système préférentiel dans le commerce entre pays en développement" (TD/192/Supp.2 et Corr.1).

forte que ne le laisserait supposer le montant nominal des droits.

23. Avec l'application du SGP, les droits de douane en vigueur dans les pays donneurs de préférences ont été supprimés ou réduits sur une base préférentielle, en faveur des pays en voie de développement, pour la plupart des produits industriels ainsi que pour certains produits agricoles, principalement sous forme transformée ou semi-transformée. Le SGP ne vise cependant qu'une faible part des importations courantes, en provenance des pays en développement, qui sont passibles de droits et le système a en outre un certain nombre d'autres défauts et insuffisances. Il faut améliorer rapidement et radicalement le SGP quant à son champ d'application, sa durée et son statut juridique si l'on veut atteindre les objectifs en vue desquels il a été institué : augmenter les recettes d'exportation des pays en développement, favoriser leur industrialisation et accélérer leur rythme de croissance économique.

24. A cet égard, la Conférence voudra peut-être examiner les suggestions ci-après :

a) Il y aurait lieu de rendre le système plus sûr en en prolongeant la durée au-delà de la période initiale de 10 ans et en en faisant un engagement ayant force obligatoire pour les pays donneurs de préférences;

b) Les marges préférentielles devraient être protégées au maximum de l'érosion due aux réductions tarifaires accordées par les pays donneurs de préférences comme suite aux négociations commerciales multilatérales ou indépendamment d'elles;

c) Le statut de bénéficiaire devrait être accordé à tous les pays en développement sans réciprocité, discrimination ou autres conditions;

d) Tous les produits agricoles et industriels dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement devraient être visés par le système, et l'admission en franchise accordée à titre préférentiel devrait, sans limitation aucune (plafonds, contingents tarifaires, montants maximaux par pays ou critères fondés sur la nécessité de préserver la compétitivité), être étendue à tous ces produits;

e) Il conviendrait aussi d'harmoniser, de libéraliser et de simplifier davantage encore les règles d'origine;

f) En améliorant le SGP, il faudrait tenir compte de ce que les pays en développement qui, du fait de l'application du système, partagent les avantages tarifaires spéciaux dont ils bénéficient espèrent obtenir sur les marchés d'autres pays développés de nouvelles possibilités d'exportation qui leur apporteraient au moins une compensation.

25. Il convient de souligner que, si le SGP ouvre de nouvelles possibilités commerciales aux pays en développement, il appartient à ces pays d'appliquer des mesures plus énergiques de promotion de la production et du commerce afin de tirer parti de ces possibilités. L'assistance technique fournie dans le cadre du SGP peut aussi améliorer beaucoup d'utilisation du système.

b) *Statu quo*

26. Selon la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale (paragraphe 7 de la section I) :

> Les pays développés devraient appliquer pleinement les dispositions approuvées concernant le principe du *statu quo* en ce qui concerne les importations en provenance des pays en développement, et toute dérogation devrait faire l'objet de mesures comme les consultations ainsi que la surveillance et l'indemnisation multilatérales, conformément à des critères et des procédures approuvés sur le plan international.

27. La question du *statu quo* a déjà été largement débattue et un certain nombre d'accords à ce sujet ont pu être négociés à la CNUCED, par la Commission des articles manufacturés en particulier. Il faudrait envisager la possibilité de faire adopter des procédures de consultation et de surveillance multilatérale en ce qui concerne le *statu quo*. Un cerain nombre de suggestions ont été présentées à cet égard par le secrétariat de la CNUCED dans des études sur les procédures de consultation et les critères applicables en matière de surveillance multilatérale[7].

c) *Compensation des perturbations causées dans les exportations*

28. Il importerait aussi, semble-t-il, que dans le contexte du *statu quo* la Conférence parvienne à un accord international sur la compensation des perturbations que les dérogations au *statu quo* entraînent dans les exportations des pays en développement exportateurs. Il faudrait accepter et reconnaître d'abord le principe de la compensation et s'entendre sur la nature de cette compensation, qu'elle prenne la forme d'un paiement ou de concessions ou avantages accordés sur le plan commercial par le biais de la coopération industrielle. Cette question devrait aussi faire l'objet de consultations appropriées, reliées comme il convient aux consultations sur la question du *statu quo* proprement dit.

d) *Achats des pouvoirs publics*

29. Dans la politique qu'ils suivent en matière d'approvisionnement, les pouvoirs publics des pays développés ont la possibilité d'accorder aux pays en développement un traitement différencié et plus favorable. A cet égard, la Conférence voudra peut-être examiner les principes directeurs ci-après :

a) Il faudrait, autant que possible, accorder aux fournisseurs des pays en développement le même traitement qu'aux fournisseurs nationaux qui vendent des biens et services à l'Etat. Si la chose est impossible, il conviendrait de donner aux pays en développement un traitement plus favorable qu'aux pays développés en réduisant les marges préférentielles en faveur des producteurs nationaux, par rapport aux fournisseurs étrangers;

b) Les pays développés devraient accorder aux fournisseurs des pays en développement un traitement plus favorable en défalquant les droits à l'importation des prix des produits non visés par le SGP qui font l'objet d'un appel d'offres, pour l'évaluation des soumissions;

c) Les organismes chargés des achats de l'Etat dans les pays développés à économie de marché devraient prendre des mesures supplémentaires dans le domaine de l'infor-

[7] Voir en particulier : "Mesures de sauvegarde et *statu quo* : note du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.2/R.4).

mation et de la promotion pour que les fournisseurs des pays en développement puissent se conformer aux diverses prescriptions et obtenir ainsi une part plus importante des commandes de l'Etat.

e) *Application anticipée des mesures de libéralisation du commerce*

30. La négociation des mesures de libéralisation des obstacles tarifaires et non tarifaires et la réalisation d'un accord sur ces mesures, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, passeront vraisemblablement par un certain nombre d'étapes, si bien qu'il faudra longtemps pour les mener à terme. Vu les besoins urgents des pays en développement, il faudrait convenir d'une application anticipée de ces mesures en faveur des pays en développement, à titre de première contribution provisoire dans le cadre desdites négociations.

f) *Reclassification tarifaire*

31. Afin de faciliter l'octroi d'un traitement tarifaire et non tarifaire plus favorable aux produits des pays en développement, il conviendrait de déterminer et de classer séparément ceux-ci dans la NDB aussi bien que dans les tarifs douaniers des pays développés. Les pays en développement ont déjà soumis des demandes de reclassification pour les produits faits à la main ou artisanaux et les produits tropicaux, et il conviendrait de donner suite rapidement à ces demandes.

2. *Réorientation des politiques industrielles, y compris l'adoption de mesures appropriées d'aide aux aménagements de structure*

32. Ainsi qu'il a été indiqué dans le chapitre II ci-dessus, les pays développés à économie de marché devront adopter une politique à long terme, ouverte vers l'extérieur, pour modifier selon un processus régulier, continu et dynamique l'utilisation de leurs ressources intérieures en vue de les affecter à des productions autres que celles pour lesquelles les pays en développement ont ou s'assurent un avantage concurrentiel, et de pouvoir ainsi importer davantage d'articles manufacturés en provenance de ces pays. Dans le cadre de cette politique à long terme, il faudrait appliquer des mesures d'aide aux aménagements de structure afin de faciliter le transfert de ressources intérieures qui sera nécessaire.

33. La plupart des pays développés à économie de marché ont certes ce que l'on peut appeler en termes généraux des politiques et des programmes "d'aide aux aménagements de structure". Toutefois, la plupart de ces politiques et programmes concernent l'adaptation structurelle au sens large et ne visent pas spécialement les problèmes dus aux perturbations qu'entraîne la concurrence des importations. Il semblerait dont nécessaire que les pays développés à économie de marché adaptent leurs politiques d'aide aux aménagements de structure pour en faire un instrument propre à faciliter la mise en place d'une structure plus efficace du commerce international et à assurer ainsi une augmentation continue et régulière des importations d'articles manufacturés en provenance des pays en développement.

34. A cet effet, des mesures d'aide aux aménagements de structure devraient être adoptées de préférence à l'imposition de nouveaux obstacles visant à protéger les activités intérieures des perturbations que provoque une concurrence accrue des importations, en particulier des importations en provenance des pays en développement. Il conviendrait en outre de définir clairement ces mesures comme étant destinées à encourager la réaffectation des facteurs de production en cause à de nouvelles activités pous rentables et plus viables, dont les produits ne seraient plus en concurrence directe avec les importations qui ont rendu les aménagements nécessaires[8].

B. -- Mesures d'accroissement des échanges entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale

35. Les échanges entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale ont été l'un des secteurs les plus dynamiques du commerce mondial, et les relations économiques entre ces deux groupes se sont notablement renforcées. Néanmoins, les exportations d'articles manufacturés des pays en développement vers les pays socialistes d'Europe orientale restent assez faibles, représentant environ 10 p. 100 du total de leurs exportations d'articles manufacturés. Les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement devraient donc poursuivre leurs efforts en vue d'accroître et de diversifier davantage ces échanges. Il y a plusieurs secteurs interdépendants dans lesquels il faudrait prendre des mesures à cet effet.

1. *Amélioration du cadre institutionnel des échanges*

36. La planification économique dans les pays socialistes et le rôle croissant de la programmation et de la planification économiques dans les pays en développement permettent de régulariser de façon plus intensive et à long terme les relations économiques et le commerce d'articles manufacturés. Des marchés stables et plus importants seraient ainsi assurés aux articles manufacturés des pays en développement qui ne seraient pas touchés par les fluctuations cycliques et autres des prix et de la demande dans les pays développés à économie de marché. L'instrument à utiliser à cette fin est l'accord à long terme. Les accords à long terme, bilatéraux ou multilatéraux ont joué un rôle important dans la coopération entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement pour la production et le commerce d'articles manufacturés et semi-finis. Ils peuvent constituer un moyen efficace d'accélérer l'industrialisation des pays en développement et d'accroître et diversifier leurs exportations. Il y aurait lieu de les améliorer pour tenir compte des objectifs de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international[9] et de la

[8] On trouvera des suggestions plus détaillées concernant les formes d'aide aux aménagements de structure et les critères applicables en la matière dans un rapport du secrétariat de la CNUCED à la sixième session de la Commission des articles manufacturés, intitulé "Mesures d'aide aux aménagements de structure" (TD/B/C.2/121), section IV.

[9] Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

Déclaration et du Plan d'action de Lima[10], ainsi que d'étendre ces accords à un plus grand nombre de pays en développement, ce qui donnerait un cadre institutionnel solide pour l'expansion régulière du commerce d'articles manufacturés et semi-finis entre pays en développement et pays socialistes d'Europe orientale, à leur avantage mutuel.

2. *La coopération industrielle*

37. La coopération industrielle, technique, scientifique et économique entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale s'est intensifiée rapidement et facilitera vraisemblablement beaucoup leurs échanges mutuels d'articles manufacturés et semi-finis. Les pays socialistes d'Europe orientale ont déjà pris des mesures pour créer, dans les pays en développement, une capacité de production d'articles d'exportation et pour en assurer la commercialisation. Ils fournissent une assistance technique pour l'établissement d'entreprises industrielles dans les pays en développement et la formation de cadres. Ils acceptent aussi, en remboursement partiel des crédits accordés aux pays en développement pour la livraison d'usines complètes et d'équipement, non seulement des produits d'exportation traditionnels mais aussi des articles dont ils ont besoin et qui sont fabriqués par les usines en question.

38. La coopération industrielle devrait porter sur la planification et l'exploitation des possibilités de produire et de commercer Les accords de coopération industrielle pourraient donc prévoir la création de groupes communs de coopération en matière de planification, dans le cadre de commissions intergouvernementales mixtes; l'échange de données d'expérience et de renseignements en matière de prévision économique; l'évaluation de projets et l'introduction, dans les plans nationaux, de dispositions propres à faciliter les projets de coopération et l'intégration plus poussée de la production, ce qui contribuerait à accroître le commerce d'articles manufacturés et semi-finis.

39. La coopération industrielle ne doit pas nécessairement se limiter aux relations entre pays en développement et les divers pays socialistes; elle pourrait aussi s'étendre aux relations avec le CAEM. La signature par l'Irak et le Mexique, en 1975, d'accords de coopération économique avec le CAEM montre bien que cette possibilité existe.

3. *Amélioration de l'accès aux marchés*

40. Conformément à la déclaration commune qu'ils ont faite lors de la deuxième partie de la quatrième session du Comité spécial des préférences[11] et aux résolutions 15 (II) et 53 (III) de la Conférence, les pays socialistes d'Europe orientale accordent des préférences tarifaires dans le cadre du SGP et/ou prennent d'autres mesures économiques ou commerciales qui, en règle générale, sont de nature préférentielle et visent à accroître les importations en provenance des pays en développement. Il conviendrait qu'ils adoptent des mesures énergiques pour améliorer sensiblement ce traitement préférentiel en agissant dans des secteurs interdépendants tels que les régimes d'importation, la planification économique, les marchés de l'Etat et la consommation. Les régimes d'importation des pays socialistes d'Europe orientale devraient faciliter l'importation d'articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en développement. De même, dans la planification économique de ces pays, des mesures appropriées devraient être prises pour élargir la gamme d'articles manufacturés et semi-finis importés des pays en développement. Dans la politique suivie pour les marchés de l'Etat, les pays socialistes d'Europe orientale devraient prévoir en matière de prix une marge préférentielle automatique pour les importations d'articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays en développement. Il faudrait, de la même façon, qu'ils créent des conditions favorables à la consommation d'articles manufacturés et semi-finis importés de ces pays.

4. *Rassemblement, analyse et diffusion de renseignements commerciaux*

41. Une connaissance approfondie, dans les pays en développement, du cadre institutionnel du commerce extérieur ainsi que des pratiques commerciales appliquées dans les pays socialistes d'Europe orientale contribuerait pour beaucoup à la pleine utilisation des possibilités qui existent de commercer avec ces derniers pays. Les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement devraient donc prendre des mesures appropriées pour rassembler et analyser les renseignements disponibles à ce sujet et les diffuser, sous une forme pratique, aux commerçants et industriels des pays en développement. De plus, il faudrait favoriser les contacts d'affaires directs entre les organismes chargés du commerce extérieur dans les pays socialistes d'Europe orientale et les entreprises des pays en développement, de manière à dégager de nouvelles possibilités d'exportation et de nouvelles techniques d'accroissement des exportations.

C. — Coopération entre pays en développement pour l'expansion de leur commerce mutuel d'articles manufacturés

42. Le commerce entre les pays en développement aux niveaux régional et sous-régional, et davantage encore au niveau interrégional, est loin d'avoir réalisé ses possibilités ou de correspondre aux besoins de développement de ces pays, et il doit être considérablement accru pour que l'objectif fixé à Lima soit atteint. En fait il faudrait pour cela, d'après des estimations du secrétariat de la CNUCED, que le volume de ce commerce entre pays en développement se trouve multiplié par près de 40 d'ici à l'an 2000[12].

[10] Voir la note 1 ci-dessus.

[11] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, dixième session, Supplément No 6A* (TD/B/329/Rev.1), par. 192 et suiv.

[12] Voir TD/185/Supp.1. Voir aussi TD/B/C.2/154, par. 8, et *Etude sur le commerce des articles manufacturés des pays et territoires en développement, 1974* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.8).

43. Pour que ces possibilités se réalisent, il faudra tout un ensemble de mesures novatrices et dynamiques de coopération entre les pays en développement, allant bien au-delà des formes classiques de libéralisation des échanges telles que la réduction ou la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires. Indépendamment des unions douanières et des zones de libre-échange plus ou moins étendues, il faudrait inclure, au nombre de ces mesures, la conclusion de différentes formes d'accords de collaboration industrielle, concernant par exemple la création d'entreprises multinationales dans des secteurs déterminés de la production et de la distribution, la conclusion d'arrangements sectoriels visant à instaurer la coopération en matière de production, de commerce et de marketing, la mise en commun et l'échange des technologies disponibles, et enfin des efforts communs en vue de la coopération financière, de la conclusion d'accords de paiements et de compensation[13]. Toutes ces mesures conduiraient à un accroissement des échanges entre les pays en développement et renforceraient en outre leur autonomie collective, ainsi que leur rôle dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elles serviraient aussi à consolider la position des entreprises indigènes dans les activités manufacturières, ainsi que dans la commercialisation et la distribution internationales, par les pays en développement, de leurs propres produits. Nombre de ces mesures sont en rapport avec diverses questions traitées dans les chapitres ultérieurs du présent document, en particulier l'amélioration de la capacité de production des pays en développement, les moyens d'encourager une participation accrue des entreprises indigènes au commerce d'importation et d'exportation, et la lutte contre les pratiques commerciales restrictives.

44. Simultanément, des mesures préférentielles prises dans le domaine commercial aux niveaux sous-régional, régional et interrégional auraient pour effet, en créant de meilleures conditions pour l'expansion du commerce entre pays en développement, de renforcer notablement leur coopération économique dans d'autres secteurs. Un système de préférences peut être efficace si tous les pays en développement y participent et libéralisent, sur une base préférentielle, les obstacles tarifaires et non tarifaires et les restrictions en matière de change et de paiements, ainsi que les autres mesures qui entravent le commerce. Puisque de nombreux pays en développement comptent beaucoup sur leurs exportations de produits agricoles et de produits primaires, il faut que ces produits soient inclus dans le système de préférences au même titre que les articles manufacturés et semi-finis.

45. Le degré d'industrialisation et de développement économique général varie beaucoup selon les pays en développement. La contribution de chacun de ces pays à la libéralisation des échanges mutuels devrait donc être proportionnée à son niveau de développement industriel et économique et tenir compte aussi de ses besoins en matière de développement, en particulier dans le domaine commercial et financier. Afin d'assurer aux pays en développement les moins avancés des avantages commerciaux équitables, il faudra incorporer au système des mesures en leur faveur et les compléter d'une aide financière et technique s'inscrivant dans le cadre d'un programme complet de coopération économique entre pays en développement. Si la contribution des divers pays en développement n'est pas fondée sur la réciprocité, il est indispensable que chacun d'eux accorde à tous les autres un traitement plus favorable que celui consenti aux pays développés, à titre individuel ou collectif.

46. Les négociations commerciales antérieures ont montré qu'il vaut mieux aborder la question de la libéralisation des échanges sous une optique d'ensemble que produit par produit. Il semble que cela soit vrai aussi des négociations relatives à la libéralisation des échanges sur une base préférentielle entre pays en développement. En contrepartie, il faut que l'ensemble ou la plupart des pays en développement et, en tout cas, le plus grand nombre possible, participent au système de préférences et étendent les conditions préférentielles consenties en matière tarifaire et non tarifaire à une gamme de produits suffisamment large pour que tous les pays en développement puissent en bénéficier.

47. Il serait souhaitable et même nécessaire d'harmoniser les accords existant en matière de coopération commerciale et économique régionale et sous-régionale avec l'ensemble du système préférentiel envisagé ici pour le tiers monde. Loin de freiner la réalisation des possibilités de coopération économique entre pays en développement au niveau régional et sous-régional, cette harmonisation la ferait progresser et elle favoriserait plutôt que de les contrecarrer l'évolution et le développement de l'ensemble du système, qui offre aussi de grandes possibilités de croissance. Il faudrait mettre soigneusement au point des modalités de cette harmonisation.

48. La négociation des éléments concrets d'un système de préférences entre pays en éveloppement exigera évidemment de la part des gouvernements, comme des institutions internationales, régionales et sous-régionales concernées, beaucoup d'études et d'examens techniques complexes qui prendront du temps. Il paraît cependant souhaitable et urgent de faire immédiatement un premier pas. La Conférence voudra peut-être décider de la manière dont il conviendrait d'engager une action complémentaire à cet égard.

CHAPITRE IV

Amélioration de la capacité des pays en développement de fournir des articles manufacturés et semi-finis pour l'exportation

49. Seule une réorientation des stratégies d'industrialisation des pays en développement, s'inspirant des suggestions émises au chapitre II ci-dessus, peut permettre d'améliorer considérablement leur capacité de fournir des articles

[13] Pour un examen détaillé de la coopération économique entre les pays en développement, voir le rapport du Groupe d'experts de la coopération économique entre pays en développement, réuni à Genève du 27 octobre au 4 novembre 1975 (TD/B/AC.19/1) et le rapport du secrétariat de la CNUCED (document TD/192, reproduit dans le présent volume).

manufacturés pour l'exportation. Cette réorientation entraînera des changements de politique importants dans divers domaines et exigera en outre une action commune de la part des pays en développement, en particulier dans les cas où elle permet d'obtenir des résultats plus concrets que par des efforts individuels. Au nombre des questions requérant une action commune il faut citer la création de formes multiples de production industrielle en commun et des réseaux de commercialisation et de distribution nécessaires; l'établissement d'une infrastructure technologique appropriée par l'adaptation des techniques importées aux besoins locaux, l'abandon des techniques étrangères impropres et la mise au point de techniques indigènes fondées sur les ressources technologiques et naturelles des pays intéressés; enfin, l'obtention de conditions plus avantageuses pour le transport de leurs produits[14]. L'action des pays en développement devra être complétée par des mesures de soutien adéquates de la part des pays développés et par une aide des organisations internationales, en particulier dans le domaine financier.

50. D'autres mesures, proposées dans des chapitres ultérieurs du présent rapport, accroîtront aussi la capacité des pays en développement de fournir des articles manufacturés pour l'exportation; elles concernent principalement la lutte contre les pratiques commerciales restrictives — en particulier celles qui portent atteinte à la capacité d'exportation des pays en développement, l'amélioration de la position des entreprises indigènes dans la production et le commerce des articles manufacturés et semi-finis, et les arrangements de collaboration industrielle visant à promouvoir cette production et ce commerce dans les pays en développement.

A. — Réorientation des politiques industrielles et commerciales des pays en développement

1. *Examen d'un système de protection efficace*

51. Les pays en développement devraient envisager une révision attentive de leur système de protection afin de le mettre en accord avec les nouvelles structures à donner au développement industriel et qu'il puisse y contribuer. De nombreux pays en développement sont sensibles à ces considérations et prennent certaines mesures de temps à autre. Il faut, cependant, un examen plus systématique. Les mesures de protection devraient être appliquées de façon judicieuse : elles devraient fournir une protection suffisante mais non excessive, si l'on ne veut pas perdre l'impulsion qui permet d'abaisser les coûts de production et d'améliorer la compétitivité. Les mesures prises en ce sens devraient tendre à favoriser le consommateur du pays tout en améliorant la capacité du producteur national de concurrencer les autres sur les marchés étrangers d'articles manufacturés et semi-finis.

52. De nombreux pays en développement auraient donc avantage à revoir périodiquement leur système de protection, afin de rationaliser et de simplifier les procédures et d'accroître la rentabilité et la capacité concurrentielle de leurs industries. Cette révision portera nécessairement aussi sur les systèmes de taux de change. A cet égard on pourrait constituer, à la CNUCED, un groupe spécial d'experts qui serait chargé d'étudier de façon approfondie cette question, eu égard à son importance et à ses incidences pour l'application de la stratégie globale.

2. *Mesures d'encouragement aux exportations industrielles*

53. Les pays en développement ont de sérieuses difficultés à exporter des articles manufacturés, car se trouvant au premier stade de leur industrialisation, leurs coûts de production sont élevés et leur technologie ainsi que l'infrastructure de leur industrie, de leur commerce et de leur commercialisation présentent d'importantes lacunes. De même que pour les mesures de protection, il faut donc différents types d'encouragement à l'exportation. Il faudrait donc reconnaître aux pays en développement le droit de subventionner leurs exportations d'articles manufacturés afin de résoudre ces problèmes. A cet égard, quels que soient le ou les codes de conduite qui pourraient être adoptés pour réglementer les subventions à l'exportation et les droits compensateurs, les intérêts des pays en développement devraient être sauvegardés pleinement par un traitement différencié et favorable.

54. En règle générale, les pays développés devraient exempter de droits compensateurs les exportations des pays en développement. Dans des cas très exceptionnels, les pays développés pourraient prélever ces droits à condition qu'ils répondent à des critères internationalement reconnus en la matière. Un droit compensateur ne devrait être appliqué par un pays développé qu'avec le maximum de réserve et dans les seuls cas où il y a manifestement bouleversement du marché. Même alors, il faudrait comparer l'effet du droit compensateur avec celui du bouleversement des marchés d'exportation qu'il risque de provoquer dans le pays en développement concerné.

55. Afin d'éviter d'aller à l'envi l'un de l'autre dans les subventions à leurs exportations, ce qui ne saurait être à leur avantage, les pays en développement devraient tenir suffisamment compte de cette possibilité quand ils arrêtent les mesures à prendre pour encourager les exportations.

3. *Financement des industries et des exportations*

56. Les pays en développement ont de sérieuses difficultés à obtenir, en quantité suffisante et à des conditions appropriées, les ressources financières nécessaires à leur développement industriel et à leur commerce. Il faut donc renforcer et améliorer sensiblement les mécanismes et institutions qui interviennent dans le financement des industries et des exportations, et notamment dans le domaine de l'assurance-crédit à l'exportation. Les mesures à cette fin entraîneront bien souvent la création de nouveaux organismes spécialisés, soit à l'échelon national, soit au

[14] A cet égard, voir dans le présent volume les documents TD/190 et TD/192. Voir aussi le chapitre III, section C, du présent rapport.

niveau de groupes de pays en développement. Il faudra aussi modifier profondément les politiques, les pratiques et les lois en vigueur en matière bancaire, en particulier afin d'encourager les banques commerciales à s'orienter davantage vers le financement du développement.

57. Pour les exportateurs d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement, il importe de disposer, en vue du financement des exportations, de ressources suffisantes et obtenues à des conditions compétitives, ainsi que d'être protégés contre les risques du commerce extérieur. Par comparaison avec les exportateurs des pays développés, ils ont deux handicaps majeurs : d'une part, la capacité de crédit du système bancaire national est limitée en raison du manque général de ressources financières et, d'autre part, le loyer de l'argent est généralement plus élevé. En outre, la concurrence sur le plan du crédit pour les exportations de biens d'équipement est particulièrement forte, étant donné que les principaux pays développés à économie de marché ont des institutions qui ont été créées spécialement pour financer les exportations de biens d'équipement et qui, avec l'aide des pouvoirs publics, fournissent les fonds correspondants à des taux d'intérêt inférieurs aux taux du marché.

58. Afin d'assurer à leurs exportateurs des ressources suffisantes à des conditions compétitives sur le plan international, et de les protéger contre les risques inhérents au commerce extérieur, les pays en développement devraient envisager la mise en place de système de financement préférentiel des exportations et d'assurance-crédit à l'exportation, ayant la caution des pouvoirs publics. Le fonctionnement de systèmes de refinancement préférentiel bénéficiant de l'appui des pouvoirs publics serait un bon moyen pour les banques commerciales d'augmenter les ressources disponibles pour le financement des exportations et d'en réduire le coût. Ces systèmes doivent toutefois être conçus de façon à éviter, dans la mesure du possible, d'imposer une charge excessive aux finances publiques. Pour ce faire, il devrait y avoir une coordination des efforts entrepris par les organismes publics compétents et les banques commerciales. Comme complément nécessaire à ces mécanismes de financement préférentiel des exportations, il faudrait prévoir des systèmes d'assurance-crédit à l'exportation bénéficiant de l'appui des pouvoirs publics et permettant de protéger les exportateurs contre les risques du commerce extérieur.

4. *Renforcement des circuits de commercialisation et de distribution*

59. Les gouvernements des pays en développement devraient étudier la possibilité d'encourager les sociétés nationales, agissant individuellement ou collectivement, à créer des systèmes de commercialisation et de distribution dont elles assureraient le fonctionnement, afin de faciliter l'expansion du commerce entre ces pays eux-mêmes et l'accroissement des exportations d'articles manufacturés vers les pays développés. Les mesures prises dans ce domaine devraient permettre notamment de compenser les effets des pratiques commerciales restrictives qui empêchent les pays en développement de participer aux échanges sur les marchés intérieurs et étrangers. Les efforts des gouvernements des pays en développement pourraient notamment porter sur les points suivants :

a) Mise en place sur les marchés étrangers d'organismes, soutenus par les pouvoirs publics tels que missions commerciales, offices de promotion des exportations, etc.;

b) Création à l'échelon national ou par une action collective de sociétés d'import-export pour les pays en développement;

c) Mise en place de circuits de commercialisation directe sur les principaux marchés étrangers pour les exportations actuelles et futures;

d) Création à l'échelon national ou par une action collective, pour les pays en développement, d'entreprises produisant pour l'exportation, dans le cadre notamment d'accords de collaboration industrielle, en vue d'augmenter les possibilités de commercialisation et d'avoir des débouchés plus sûrs dans les pays en développement eux-mêmes;

e) Recours plus large à la publicité et aux marques commerciales sur les marchés étrangers, afin de faire connaître et accepter les produits par les consommateurs.

60. Si les pays en développement prenaient de telles mesures, ils amélioreraient leurs possibilités d'importation et faciliteraient leurs exportations, et, en outre, il leur serait possible, en raison du renforcement de leur pouvoir de négociation, de pénétrer plus facilement dans les circuits de commercialisation et de distribution des sociétés transnationales au moyen d'accords appropriés. A cet égard, ils pourraient rechercher la coopération des sociétés transnationales de commercialisation pour accroître et diversifier leurs exportations d'articles manufacturés.

B. – Coopération internationale en matière de financement des industries et des exportations

1. *Financement des industries*

61. Les gouvernements des pays développés à économie de marché, en général, devraient étudier les possibilités d'accorder une assistance financière, à une plus grande échelle et à des conditions plus libérales, pour l'industrialisation des pays en développement. Il faut toutefois admettre que ces possibilités sont étroitement liées, d'une part, au volume global de leur aide au développement et, d'autre part, à l'importance qu'ils attachent au rôle des entreprises privées dans le développement industriel[15]. Les pays développés à économie de marché devraient néanmoins étudier les façons de fournir davantage de ressources en vue du développement industriel.

62. Les institutions financières internationales, y compris le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement, accordent une attention

[15] Concernant les pays socialistes d'Europe orientale à ce sujet, voir le chapitre III, section B, ci-dessus.

accrue au financement du développement industriel. Dans le Plan d'action de Lima, il est recommandé aux pays développés d'accroître leurs contributions financières aux organisations internationales et aux gouvernements ou aux organismes de crédit des pays en développement destinées à financer le développement industriel. Il est aussi recommandé de créer un fonds pour le développement industriel afin d'accroître les ressources financières de l'ONUDI. La mise en œuvre de cette recommandation aurait aussi une importance pour la CNUCED en rapport avec ses activités concernant certains aspects de la stratégie d'ensemble.

2. *Financement des exportations en provenance des pays en développement*

63. Les gouvernements des pays développés pourraient envisager des mesures en vue d'améliorer les facilités financières consenties aux importateurs d'articles manufacturés en provenance des pays en développement. En outre, des mesures devraient être prises pour encourager les importateurs à négocier des contrats d'achats à long terme avec les producteurs et exportateurs des pays en développement et assurer à ces derniers une grande partie du financement avant expédition, en vertu d'accords de préfinancement. La perspective de pouvoir exporter à long terme servirait aussi à rendre le financement plus intéressant pour les banques commerciales des pays en développement.

64. Des mesures prises à l'échelon international dans le domaine du crédit à l'exportation, selon les grandes lignes indiquées ci-après, favoriseraient beaucoup l'accroissement des exportations d'articles manufacturés des pays en développement :

a) Création de mécanismes de refinancement préférentiel dans les institutions internationales et surtout régionales de prêt;

b) Etablissement d'un système multinational pour fournir des garanties inconditionnelles aux détenteurs de documents d'exportation découlant de l'octroi de crédits à l'exportation par les pays en développement. La Banque mondiale pourrait être l'un des principaux participants à ce système;

c) Création de système multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation qui fourniraient une assurance directe pour les exportations des pays n'ayant pas de système national, ainsi que la réassurance d'exportations assurées au titre de plans nationaux.

CHAPITRE V

Le rôle des sociétés transnationales dans le commerce d'articles manufacturés des pays en développement et le contrôle des pratiques commerciales restrictives en général

65. Les pratiques commerciales restrictives empêchent ou limitent les exportations des pays en développement vers les marchés des pays développés ou à l'intérieur de leur propre groupe. Leurs effets sont donc comparables à ceux des obstacles tarifaires et non tarifaires érigés par les gouvernements. C'est dire qu'une action appropriée sur ce plan aura des répercussions sur les aspects étudiés aux deux chapitres précédents, à savoir l'amélioration des conditions pour l'importation d'articles en provenance des pays en développement et l'accroissement de la capacité de ces pays de fournir des articles pour l'exportation.

66. Les pratiques commerciales restrictives tiennent essentiellement au fait que certaines entreprises ont la haute main sur le marché, qu'elles agissent collectivement – c'est le cas des cartels – ou individuellement – en situation de monopole ou d'oligopole. Dans ce dernier cas, il faut accorder une attention toute particulière au rôle des sociétés transnationales dans le commerce mondial et l'industrialisation.

67. Jusqu'ici, très peu de mesures ont été prises pour lutter, à l'échelon national et international, contre les pratiques commerciales restrictives. A l'échelon national, elles ne sont intervenues que lorsque ces pratiques étaient jugées préjudiciables à l'intérêt public. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3362 (S-VII) [paragraphe 10 de la section I] a décidé que :

> Les pratiques commerciales restrictives qui ont des effets néfastes sur le commerce international, en particulier celui des pays en développement, devraient être éliminées et [que] des efforts devraient être faits, aux niveaux national et international, en vue de négocier un ensemble de principes et de règles équitables.

Dans le présent chapitre, on examinera les pratiques auxquelles devraient s'appliquer ces principes et ces règles, ainsi que les mesures complémentaires nécessaires pour renforcer la position générale des pays en développement dans le commerce mondial.

A. – Le rôle des sociétés transnationales

68. Les sociétés transnationales jouent un rôle important dans les structures actuelles du commerce mondial et de l'industrialisation. Leurs activités sont surtout concentrées dans les pays développés mais elles exercent une influence non négligeable sur l'industrialisation et le commerce des pays en développement. Ces sociétés sont les principaux agents par lesquels passent les transferts de technologie et les apports de capitaux aux pays en développement. Elles sont à l'origine d'une part importante des importations de ces pays et contribuent dans une large mesure à leurs exportations d'articles manufacturés, bien que ces dernières soient encore faibles. Du fait de leur position dominante sur les marchés des pays développés et des pays en développement, elles peuvent avoir recours à diverses pratiques commerciales restrictives qui limitent les avantages effectifs et potentiels résultant, pour les pays en développement, des activités entreprises sur leur territoire. Il ne faut donc ménager aucun effort pour réglementer les pratiques com-

merciales restrictives auxquelles ces sociétés ont recours; cela permettra d'accroître leur contribution aux échanges des pays en développement et d'assurer à ces derniers le contrepoids qui, sous une forme ou une autre, leur est nécessaire pour renforcer leur pouvoir de négociation dans les transactions commerciales et atténuer la domination des sociétés en question sur le marché.

69. Par conséquent, il faut élaborer un ensemble de politiques qui, tout en cherchant à augmenter au maximum la contribution des sociétés transnationales au commerce et au progrès des pays en développement, encouragerait une plus grande autonomie économique de ces pays[16]. En d'autres termes, ces politiques doivent être l'expression d'un juste milieu entre stimulants et freins; elles doivent également représenter un ensemble de mesures qui se complètent, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, étant donné que les opérations d'importation et d'exportation impliquent de façon directe des liens d'étroite interdépendance, ou même de dépendance, entre les pays, et que toute mesure prise par les pouvoirs publics ou les sociétés en la matière a inévitablement des effets dépassant le cadre des frontières nationales.

70. Ces politiques devront tout d'abord s'appliquer aux restrictions aux exportations et importations découlant :

a) Des cartels nationaux et internationaux intéressant le commerce extérieur et auxquels participent des sociétés transnationales;

b) Des accords d'exclusivité conclus entre ces sociétés;

c) De leurs accords de partage territorial des marchés et de répartition de la production;

d) De l'usage qu'elles font des droits de propriété industrielle et intellectuelle.

71. Le but doit être d'éliminer ou de modifier les accords mentionnés ci-dessus qui limitent ou empêchent indûment les importations et les exportations des pays en développement et qui gonflent les prix des importations ou font baisser ceux des exportations. A cet égard, il faut que les accords de répartition des marchés et de la production soient plus souples, afin d'éliminer les achats liés qui n'apportent aucun avantage, économique ou social, aux pays en développement, d'amener les succursales et filiales des sociétés transnationales dans les pays en développement à participer plus activement aux exportations et de favoriser enfin une transformation plus poussée des produits destinés à l'exportation. Des mesures en ce sens devraient notamment permettre aux pays en développement de mieux tirer parti des circuits de commercialisation et de distribution des sociétés transnationales. Quant à l'utilisation des droits de propriété industrielle et intellectuelle pour limiter ou empêcher les importations et les exportations, des règles équitables doivent être élaborées à l'échelon international.

72. Ces politiques devront ensuite viser les pratiques suivantes :

a) Acquisitions, fusions et prises de contrôle dans lesquelles interviennent les sociétés transnationales;

b) Politiques de fixation des prix appliquées à l'intérieur de ces sociétés, en rapport avec les importations et exportations.

Pour ce qui est des acquisitions, les mesures de contrôle à appliquer doivent garantir que les entreprises qui en feront l'objet seront à même d'augmenter leur capacité immédiate ou future d'exportation ainsi que leur rentabilité, compte tenu des objectifs économiques d'ensemble du pays. Il conviendrait également de veiller à ce qu'elles n'entraînent pas de "dénationalisation" inutile de sociétés nationales rentables, pouvant faire contrepoids, ni d'élimination injustifiée de forces concurrentielles dans le commerce mondial. De plus, il faudra accorder plus d'attention aux effets que les acquisitions, les fusions et les prises de contrôle effectuées dans les pays développés peuvent avoir sur le commerce des pays en développement. Quant aux prix à l'importation et à l'exportation dans le cadre des transactions à l'intérieur des sociétés, les autorités compétentes doivent exercer un contrôle plus serré pour veiller à ce que ces prix soient raisonnables et ne nuisent pas aux intérêts commerciaux et économiques des pays en développement.

73. Enfin, les politiques en question doivent également traiter des encouragements fiscaux et financiers accordés aux sociétés transnationales. Normalement, ces encouragements doivent avoir une portée et une durée limitées, afin d'éviter un gaspillage des ressources existantes et potentielles, et être conçus de façon a profiter aux entreprises nationales autant qu'aux sociétés transnationales. Tout effet négatif qu'ils pourraient avoir sur la création d'entreprises nationales et sur leurs exportations doit donc être éliminé. Il faudrait, dans la mesure du possible, réduire la concurrence entre les pays en développement du point de vue des stimulants ainsi offerts, et s'employer, à l'échelon régional et sous-régional, à harmoniser les politiques ainsi arrêtées, compte pleinement tenu des différents niveaux de développement.

74. Dans le chapitre IV (section A.4), on a proposé diverses mesures pour améliorer la position des entreprises nationales des pays en développement dans la production destinée à l'exportation, ainsi que dans la commercialisation et la distribution de leurs produits. Ces mesures renforceraient les possibilités de commercialisation des entreprises nationales, contribuant ainsi à accroître les moyens qu'auraient ces entreprises de réagir, en faisant contrepoids aux sociétés transnationales.

B. — Contrôle des pratiques commerciales restrictives en général

75. Comme on l'a déjà dit, les pratiques commerciales restrictives ne sont pas propres aux sociétés transnationales. Des sociétés entièrement nationales y ont recours, tant dans les pays développés que dans les pays en développement; une action concertée est donc nécessaire dans tous les pays pour les contrôler.

[16] Pour un examen du rôle des sociétés transnationales dans le transfert de technologie vers les pays en développement et les mesures correctives appropriées en la matière, voir dans le présent volume le document TD/190.

1. *Contrôle des pratiques commerciales restrictives dans les pays développés*

76. A la suite des activités de la CNUCED dans le domaine des pratiques commerciales restrictives et, notamment, des travaux des deux groupes d'experts[17] qui se sont réunis depuis la troisième session de la Conférence, on dispose maintenant d'éléments de base pour arriver à un accord concernant les mesures correctives à prendre dans les pays développés. Ces mesures prévoieraient notamment la notification aux autorités nationales et l'enregistrement des pratiques commerciales restrictives susceptibles de nuire au commerce et au développement des pays en développement – le grand public ayant accès à ces renseignements – ainsi que de nouveaux mécanismes pour l'échange de renseignements entre pays développés et pays en développement, notamment en ce qui concerne les raisons de maintenir certaines pratiques. Il faudra modifier et harmoniser quelque peu les lois en vigueur dans les pays développés, conformément aux principes et règles équitables qui seront élaborés à l'échelon international.

2. *Contrôle des pratiques commerciales restrictives dans les pays en développement*

77. De même qu'elles peuvent gêner les exportations et les importations des pays développés, les pratiques commerciales restrictives peuvent entraver les échanges entre pays en développement. Par conséquent, ces derniers devront prendre des mesures pour réglementer les pratiques qui nuisent à leur commerce mutuel aussi bien qu'à leurs exportations vers les pays développés. Il leur faudra adopter des dispositions, analogues à celles qui existent déjà dans les accords d'intégration économique et de libre-échange, dans le cadre de nouveaux accords commerciaux régionaux, sous-régionaux et interrégionaux et arrêter les procédures nécessaires à leur application efficace.

78. Dans de nombreux cas, il faudra promulguer, dans les pays en développement, des lois pour lutter contre les pratiques commerciales restrictives qui nuisent au commerce et au développement. La promulgation et l'application de ces lois exigeront évidemment une assistance technique, étant donné l'absence généralisée de compétences en la matière dans les pays en développement. Des activités de soutien appropriées seront nécessaires à l'échelon international.

3. *Mesures à prendre à l'échelon international*

79. Comme il a été indiqué, l'adoption de mesures à l'échelon international est un préalable indispensable à tout contrôle efficace des pratiques commerciales restrictives et notamment de celles qu'utilisent les sociétés transnationales. Toute action internationale en vue d'établir l'ensemble de principes et de règles équitables demandé par l'Assemblée générale (voir par. 67 ci-dessus) devra porter, notamment, sur les arrangements collusoires et collectifs entre sociétés qui peuvent nuire au commerce et au développement des pays en développement. A cet égard, il faudra définir les mesures nécessaires pour contrôler les arrangements ci-après ou les pratiques utilisées dans le cadre de ces arrangements : cartels internationaux, cartels nationaux intéressant le commerce extérieur dans les pays développés et autres cartels qui, dans ces pays, peuvent influer sur les prix ou l'entrée des importations en provenance de pays en développement. Ces principes et ces règles devront, en outre, porter d'une part sur l'acquisition ou l'abus d'une position dominante sur le marché par une entreprise individuelle, notamment quand cette domination découle des activités de sociétés transnationales à l'échelon national ou international, et, d'autre part, sur l'usage que les entreprises peuvent faire des droits de propriété intellectuelle ou industrielle pour empêcher ou limiter les importations et les exportations.

80. Pour étayer ces principes et ces règles, les compléter et en assurer l'efficacité, d'autres mesures doivent être prises à l'échelon international. A cet égard, les questions suivantes appellent une action de la Conférence :

a) Etablissement de procédures de consultations sur les pratiques commerciales restrictives nuisant au commerce et au développement des pays en développement;

b) Elaboration d'arrangements satisfaisants en vue de rassembler et diffuser des renseignements sur les pratiques commerciales restrictives et de faciliter un échange de vues relatif à leur sujet;

c) Rédaction d'une ou de plusieurs lois types sur les pratiques commerciales restrictives, à l'intention des pays en développement;

d) Mise au point de programmes de formation et d'assistance technique destinés à aider les pays en développement à lutter contre les pratiques commerciales restrictives, au moyen notamment de groupes de travail et séminaires régionaux et interrégionaux portant sur les aspects généraux et spécifiques de la question.

CHAPITRE VI

Accords de collaboration industrielle à l'échelon international visant à promouvoir l'industrialisation et le commerce des pays en développement

81. Dans les chapitres précédents, on a proposé un certain nombre de mesures de politique générale qui pourraient être prises à l'échelon national et international dans le cadre d'une approche globale et multidimensionnelle, pour développer et diversifier les exportations d'articles manufacturés des pays en développement, ce qui faciliterait la restructuration industrielle mondiale. Prises ensemble, ces mesures peuvent favoriser la conclusion et

[17] Pour le rapport du premier Groupe spécial d'experts des pratiques commerciales restrictives, voir *Les pratiques commerciales restrictives vues sous l'angle du commerce et du développement des pays en voie de développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.11), et pour le rapport du deuxième Groupe, voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, septième session extraordinaire, Annexes*, point 2 *b* de l'ordre du jour, document TD/B/600.

l'application d'accords de collaboration industrielle. De tels accords, englobant des questions commerciales, financières et techniques, peuvent grandement contribuer à la réalisation des principaux objectifs de la stratégie d'ensemble, à savoir une industrialisation reposant sur des bases plus larges et destinée à satisfaire les besoins fondamentaux des pays en développement, à accroître leur autonomie, et à réduire leur dépendance à l'égard des sociétés transnationales en matière de développement industriel. Ces accords pourraient aussi servir aux fins suivantes : promouvoir une répartition plus efficace et plus égale des capacités industrielles, tant entre les pays en développement eux-mêmes qu'entre les pays en développement et les pays développés; fournir les moyens d'une transformation plus poussée des matières premières dans les pays en développement producteurs; créer de nouvelles possibilités commerciales; réduire la domination des sociétés transnationales dans les pays en développement et rendre plus efficace leur contribution à l'industrialisation de ces pays; compléter les efforts d'intégration régionale et sous-régionale; faciliter la coopération entre les groupements existants, notamment ceux qui réunissent des pays en développement, ainsi qu'entre ces groupements et d'autres pays en développement ou développés.

82. Les accords de collaboration industrielle peuvent jouer un rôle capital lorsqu'il s'agit d'assurer une nouvelle répartition des capacités de production dans les pays développés et de créer de nouvelles installations industrielles dans les pays en développement, comme le prévoient la Déclaration et le Plan d'action de Lima selon lesquels des consultations doivent être engagées d'urgence concernant cette nouvelle répartition. Par sa résolution 3362 (S-VIII), l'Assemblée générale a fait sienne l'idée d'instituer un système de consultations à ce sujet. En raison du lien étroit qui existe entre les aspects commerce et production de la coopération industrielle, la CNUCED pourrait contribuer à ces consultations. Il convient sans doute de rappeler que, dans sa résolution 131 (XV), le Conseil du commerce et du développement recommandait, au paragraphe 4, de mettre au point des accords appropriés de coopération et de coordination entre les secrétariats de la CNUCED et de l'ONUDI pour ce qui est de la coopération internationale visant à une restructuration industrielle.

83. Des accords de collaboration industrielle peuvent être conclus entre des entreprises ou entre des gouvernements ou à ces deux niveaux à la fois. Ils peuvent être conclus notamment entre les pays développés à économie de marché et les pays en développement, entre ces derniers et les pays socialistes d'Europe orientale, ou bien entre les pays en développement eux-mêmes (voir chap. III, sect. C, ci-dessus), ou encore sur une base tripartite. Ils peuvent revêtir diverses formes : accords de coproduction et de spécialisation, entreprises en association, accords de licence et de sous-traitance, soumission d'offres en commun et commercialisation, etc.

84. Les accords de coopération industrielle conclus à l'échelon gouvernemental ou à d'autres niveaux jouent un rôle important dans les économies de pays socialistes d'Europe orientale (voir chap. III, sect. B, ci-dessus). Dans les pays développés à économie de marché, la coopération industrielle avec les pays en développement a surtout été fonction de l'initiative de l'entrepreneur privé. Toutefois, les pouvoirs publics reconnaissent de plus en plus qu'il est nécessaire de prendre certains engagements en la matière et ils ont eux-mêmes lancé ou développé les accords de collaboration industrielle avec les pays en développement. Ainsi, dans un document présenté à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et exposant leur position, la Communauté économique européenne et ses membres ont déclaré qu'ils étaient disposés à renforcer la coopération avec les gouvernements des pays en développement en matière d'industrialisation et ont présenté, concernant les formes de coopération industrielle entre pays développés et pays en développement, une proposition qui prévoit un système de consultations, des stimulants visant à favoriser la création de complexes industriels dans les pays en développement et la réalisation éventuelle en commun d'une étude sur la teneur des accords de coopération industrielle[18]. On peut également mentionner les suggestions formulées par un groupe d'experts du Commonwealth sur l'établissement d'un ensemble général de principes directeurs pour la coopération industrielle bilatérale fondés sur les questions que les pouvoirs publics et l'industrie privée désirent soulever quand ils cherchent à travailler ensemble[19].

85. En février 1975, la Communauté économique européenne a conclu la Convention de Lomé avec 46 pays en voie de développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cet instrument contient notamment des chapitres consacrés à la coopération commerciale et à la coopération industrielle; les dispositions relatives à la coopération industrielle traitent des sujets suivants : développement des infrastructures liées à l'industrialisation (transport, énergie, recherche, plans de formation, etc.); contribution à la création d'entreprises manufacturières, notamment d'entreprises de transformation des matières premières; actions de formation industrielle; mesures spécifiques concernant l'accès à la technologie et à l'adaptation de cette dernière; programmes spéciaux d'aide aux petites et moyennes entreprises; information, recherche et promotion; mesures de promotion commerciale, etc. La Convention prévoit également la création de diverses institutions qui s'occuperaient de la coopération industrielle[20].

86. Pour promouvoir les activités manufacturières et les exportations d'articles produits au titre d'accords de collaboration industrielle, il faudrait étudier la possibilité de faire figurer dans ces accords des dispositions appropriées sur les questions ci-après :

---

[18] A/AC.176/2.

[19] *Towards a New International Economic Order : report by a Commonwealth Expert Group*, Londres, Commonwealth Secretariat, 1975 [en anglais seulement] distribué à la Conférence sous le couvert d'une note du Secrétaire général de la CNUCED (TD/198).

[20] Pour le texte de la Convention de Lomé, voir *Journal officiel des Communautés européennes*, 19e année, No L 25, 30 janvier 1976.

a) Règlement de tout différend juridique qui pourrait surgir;

b) Type de méthode comptable à adopter;

c) Octroi de concessions fiscales équitables;

d) Garanties gouvernementales et non gouvernementales appropriées concernant les risques commerciaux;

e) Garanties gouvernementales et non gouvernementales appropriées contre les risques non commerciaux.

87. En outre, pour faciliter le commerce au titre de ces accords, il faudrait envisager l'inclusion des produits visés par ces derniers dans les schémas de préférences généralisées des pays développés participants, l'élimination des restrictions quantitatives et autres obstacles non tarifaires aux exportations et importations de ces produits, la simplification des procédures douanières et des arrangements concernant l'octroi de licences et les documents commerciaux, ainsi que l'adoption de dispositions appropriées de sauvegarde et de procédures de consultation concernant la désorganisation du marché.

88. Pour encourager la conclusion des accords de collaboration industrielle, les pays en développement doivent indiquer clairement quels sont, à leur avis, les domaines prioritaires qui devraient en faire l'objet. En outre, il leur faudra rechercher, chez eux, des partenaires qui puissent collaborer avec les entreprises étrangères intéressées.

89. Les pays en développement producteurs de pétrole peuvent aussi jouer un rôle important dans l'action en faveur des accords de collaboration industrielle. En effet, ils peuvent maintenant conclure des accords tripartites de collaboration industrielle (c'est-à-dire avec d'autres pays en développement et avec des pays développés à économie de marché et des pays socialistes d'Europe orientale), en vertu desquels ils seraient les principaux fournisseurs de capitaux. Les accords de coopération industrielle avec des pays producteurs de pétrole, sur une base tripartite ou bipartite, peuvent contribuer à faciliter, dans d'autres pays en développement, la transformation des produits nationaux ainsi que la production de dérivés du pétrole.

90. Pour faciliter l'élaboration et l'application de ces accords de collaboration industrielle, les organisations internationales devront fournir une assistance considérable. A cet égard, l'aide technique et financière nécessaire devra venir notamment du PNUD et d'autres organismes financiers internationaux. Une aide sera nécessaire dans d'autres domaines importants, tels que la coopération sur le plan technique, le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements et la mise en place de systèmes appropriés de consultation. Ce sont là des questions intéressant essentiellement le développement industriel et le commerce, de sorte que les mesures prises à leur sujet exigeront une coopération encore accrue entre les diverses organisations internationales compétentes, notamment la CNUCED et l'ONUDI, et une coordination plus poussée des activités correspondantes de ces organisations.

CHAPITRE VII

Mise en œuvre de la stratégie d'ensemble

91. L'instauration d'un nouvel ordre économique international et, notamment, la réalisation de l'objectif de la Déclaration de Lima – qui est de porter à 25 p. 100 au moins la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale, d'ici à l'an 2000 – auront des répercussions d'une grande portée sur le commerce mondial, en particulier sur les échanges d'articles manufacturés et semi-finis. Il faudra qu'il y ait une forte progression du commerce entre les pays en développement eux-mêmes, ainsi qu'entre les pays en développement, d'une part, et les pays développés à économie de marché et les pays socialistes d'Europe orientale, d'autre part.

92. La stratégie d'ensemble esquissée dans le présent rapport devrait permettre de répondre aux exigences commerciales du nouvel ordre économique international et de la Déclaration et du Plan d'action de Lima, elle suppose un net accroissement des efforts nationaux et internationaux. Sa mise en œuvre exigerait aussi une réorientation des politiques industrielles et commerciales des pays en développement, des pays développés à économie de marché et des pays socialistes d'Europe orientale. Il faudra donc, au sein de la CNUCED, redoubler d'efforts en ce sens.

93. L'interdépendance de l'industrialisation et du commerce doit aussi être reconnue et, dans ce contexte, l'ONUDI et la CNUCED devront intensifier leurs efforts communs. Le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur exécutif de l'ONUDI ont d'ailleurs engagé d'actives consultations quant aux moyens d'œuvrer conjointement à la mise en œuvre du Plan d'action de Lima.

94. La Conférence voudra peut-être faire siens la stratégie d'ensemble et le programme décrits dans le présent rapport et indiquer quelles sont les activités futures à entreprendre au sein de la CNUCED, tant au niveau intergouvernemental qu'au niveau du secrétariat, notamment dans les domaines clefs de cette stratégie.

DOCUMENT TD/185/Supp.2

Le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*30 décembre 1975*]

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe	*Pages*
Introduction	1-15	51
A. Les importations en provenance de sociétés transnationales	4-8	52
B. Les exportations effectuées par les sociétés transnationales implantées dans des pays en développement	9-13	52
C. Les importations et exportations des sociétés transnationales de commercialisation	14-15	53
Chapitres		
I. Les effets des activités des sociétés transnationales et en particulier de leurs pratiques sur le commerce des pays en développement	16-45	53
A. Les effets probables sur les importations	22-34	54
B. Les effets probables sur les exportations	35-45	56
II. Les relations entre les politiques gouvernementales et les activités des sociétés transnationales dans les pays en développement	46-57	58
III. Les politiques nationales et internationales concernant le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement	58-62	60

Introduction

1. L'énorme extension géographique et la croissance des activités des sociétés transnationales au cours des 20 dernières années sont parmi les principaux facteurs qui ont contribué à donner à l'industrialisation et au commerce mondiaux leur structure actuelle. Ces sociétés déploient leurs activités dans tous les secteurs économiques – l'agriculture, les industries extractives et manufacturières, les services, notamment les banques, les assurances et les transports maritimes, et aussi le commerce de gros et de détail – qu'elles sont parvenues à dominer; ainsi, elles peuvent influer sur la structure de l'offre et de la demande mondiales, et cela d'autant plus qu'elles possèdent ou contrôlent les capitaux, les techniques et leur mise au point, qu'elles font naître des compétences particulières dans le domaine de la gestion et qu'elles maintiennent un lien étroit entre leurs activités de production, de commercialisation et de distribution.

2. Un élément important qui a permis aux sociétés transnationales d'établir ou de renforcer leur domination sur le marché aux niveaux national et international a été la mise au point, par ces sociétés, de stratégies fondées sur la centralisation de leurs activités globales. Dans l'ensemble, il existe un certain nombre d'éléments communs à ces stratégies, et c'est de l'analyse de ces éléments, dans la mesure où ils peuvent avoir des répercussions sur le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement, que traite le présent rapport.

3. Si pour la plus grande partie, le commerce d'articles manufacturés et semi-finis des sociétés transnationales se fait entre pays développés, les échanges avec les pays en développement ne sont pour ces sociétés ni négligeables ni sans importance. Cela s'explique, premièrement, par le fait que les marchés des pays en développement offrent à ces dernières des débouchés intéressants pour un grand nombre de leurs produits finis et de leurs biens intermédiaires. Deuxièmement, bien que les activités manufacturières de ces sociétés dans les pays en développement tendent essentiellement à satisfaire la demande intérieure du pays où elles sont installées, elles fournissent un certain nombre de produits manufacturés et semi-manufacturés intermédiaires nécessaires aux activités manufacturières et autres de ces mêmes sociétés dans des pays développés et quelquefois même dans d'autres pays en développement.

A. – Les importations en provenance de sociétés transnationales

4. Pour leur industrialisation, les pays en développement dépendent fortement de l'importation d'articles manufacturés et semi-finis, qu'ils se procurent, dans une large mesure, auprès des sociétés transnationales, car la majorité des articles ainsi importés proviennent de pays développés et sont fournis par des sociétés transnationales implantées dans ces pays; et les articles importés en provenance d'autres pays en développement viennent probablement en grande partie des filiales des sociétés transnationales.

5. Le gros des importations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement, qui ont atteint 71,1 milliards de dollars en 1973[1], entre dans les catégories suivantes : machines et matériel de transport, produits chimiques, matériel électrique, produits alimentaires transformés et produits sidérurgiques. Pour plus de 80 p. 100, elles proviennent des pays développés à économie de marché; or, pour un grand nombre de ces groupes de produits, les sociétés transnationales jouent dans ces pays un rôle prépondérant. De même, les importations effectuées de pays en développement à pays en développement consistent, pour une part importante, en produits chimiques et en machines, y compris les pièces détachées – secteurs dans lesquels les principaux producteurs dans les pays en développement sont les sociétés transnationales. A ce propos, il est également nécessaire de tenir compte du rôle des sociétés transnationales dans les accords d'intégration économique entre pays en développement aux niveaux sous-régional et régional, l'Association latino-américaine de libre-échange, la Communauté des Caraïbes et le Groupe andin, par exemple.

6. En raison du très petit nombre de données publiées sur le rôle des sociétés transnationales dans le commerce d'importation des pays en développement, il n'est pas possible d'indiquer avec précision la mesure dans laquelle les articles manufacturés et semi-finis exportés par les sociétés transnationales sont directement importés par des sociétés transnationales dans des pays en développement. Toutefois, en se fondant sur les renseignements disponibles, on peut affirmer que, pour une part importante, les importations des pays en développement s'effectuent dans le cadre de transactions à l'intérieur d'une même société. Ces importations comprennent non seulement des biens d'équipement, mais aussi des facteurs de produits intermédiaires utilisés par la société considérée dans ses activités manufacturières. A cet égard, il est à noter qu'en ce qui concerne ces activités, les sociétés transnationales dans les pays en développement ont tendance à employer largement des produits importés. Ainsi, en 1972, la part des importations dans le total des coûts matériels des filiales à participation majoritaire des Etats-Unis d'Amérique a été de 24 p. 100 pour le Brésil et de 31 p. 100 pour le Mexique, ces importations étant fournies par les sociétés mères à raison de 50 p. 100 et de 59 p. 100 respectivement pour ces deux pays. En outre, bien que les filiales installées dans des pays en développement ne manufacturent souvent qu'un nombre limité des produits de la gamme fabriquée par la société dans son ensemble, elles jouent un rôle important en tant que distributeurs des importations d'autres articles manufacturés par la société mère et par d'autres filiales, particulièrement dans les pays développés.

7. En ce qui concerne les importations de produits finis, les firmes locales des pays en développement, ainsi que les filiales des sociétés transnationales implantées dans ces pays concluent souvent avec les sociétés transnationales des pays développés des accords qui leur donnent des droits d'exclusivité sur l'importation et la distribution.

8. Il est certain que les pays en développement sont tributaires des importations et que leur demande d'importations augmentera parallèlement aux progrès de leur industrialisation et sans doute même à un rythme encore plus rapide. Dans une large mesure, cette demande continuera d'être satisfaite par la production des sociétés transnationales. C'est pourquoi, il importe d'attacher une plus grande attention que par le passé à la question des activités des sociétés transnationales dans le domaine des importations effectuées par les pays en développement.

B. – Les exportations effectuées par les sociétés transnationales implantées dans des pays en développement

9. Comme cela a été déjà mentionné, les activités manufacturières des sociétés transnationales dans les pays en développement ont été jusqu'ici essentiellement orientées vers la fourniture de biens destinés à la consommation nationale, ce qui reflétait en partie les politiques de remplacement des importations pratiquées par ces pays. Toutefois, au cours des dernières années, le volume des exportations, bien qu'encore assez faible, a augmenté – surtout si on l'envisage par rapport aux ventes totales réalisées par ces sociétés dans les pays en développement et si l'on considère que les branches d'activité dans lesquelles ce phénomène s'est produit sont relativement peu nombreuses. Ainsi, dans les industries mécaniques et électriques, cette évolution a surtout été sensible pour le secteur des véhicules automobiles, dans lequel un certain nombre de pays en développement ont exercé des pressions sur les sociétés transnationales pour qu'elles exportent. Dans certains cas, les autorisations concernant l'expansion des usines et le niveau des importations ont été accordées uniquement à la condition qu'un niveau donné d'exportation soit atteint. Dans le cas d'entreprises nouvelles venues dans ce secteur ou dans d'autres orientés vers le remplacement des importations, des engagements préalables concernant les exportations ont été également exigés.

10. Les textiles, le cuir, les bois de sciage et les articles manufacturés en métal constituaient traditionnellement la plus grande partie des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en développement. Les sociétés transnationales avaient apparemment orienté plus volontiers leurs activités vers d'autres secteurs. Il semble cependant que, ces dernières années, elles se soient davantage intéres-

[1] Estimation provisoire f.o.b., classifications de la CTCI, branches 5 à 8, à l'exclusion de la classe 68.

sées à ces types de production, notamment à la suite de l'adoption de technologies nouvelles telles que l'utilisation de fibres synthétiques dans l'industrie textile. Leur intérêt paraît s'être manifesté par la reprise de firmes nationales qui travaillent déjà dans ces domaines, ainsi que par la création de nouvelles usines.

11. A la fin des années 60 et au cours des années 70, la transformation des produits primaires dans les pays en développement s'est développée, notamment la transformation de la bauxite en alumine, des bois de sciage en feuilles de placage et en contre-plaqué, du minerai de fer en boulettes, du cuir en articles manufacturés en cuir, et des produits alimentaires en produits surgelés et en conserves. Les sociétés transnationales ont souvent joué un rôle essentiel dans ce processus parce qu'elles étaient engagées à l'origine dans la production des produits primaires en question, et que les gouvernements des pays intéressés ont fait pression sur elles pour qu'elles exportent une partie au moins de leur production sous forme d'articles ayant subi une transformation plus poussée. Dans certains cas, le fait que les procédés de transformation exigeaient une utilisation intensive de main-d'œuvre a également été un facteur important.

12. Certains produits finis originaires de pays en développement ont fait leur apparition sur les marchés mondiaux au cours de la dernière décennie, plus particulièrement des vêtements, des articles de sport, des jouets, des meubles, des perruques et des articles en matière plastique. Mais une évolution importante dans ce domaine semble être l'exportation de produits dans le cadre de transactions dites "off-shore", dans lesquelles les sociétés transnationales ont joué un rôle essentiel et qui ont eu pour effet la création, dans les pays en développement, d'activités spécialisées à forte composante de main-d'œuvre. Par exemple, un certain nombre de sociétés transnationales de pays développés envoient déjà couramment des matières premières ou des composants dans certains pays en développement où ils sont assemblés ou transformés selon des procédés à haut coefficient de main-d'œuvre. Les produits ainsi manufacturés sont ensuite réimportés dans les pays industrialisés ou exportés vers d'autres pays pour y être assemblée, finis ou vendus. Ce processus a été appliqué pour la première fois dans l'industrie électronique et s'est depuis étendu à d'autres secteurs : appareils électriques, petites machines, instruments d'optique, instruments de musique, appareils photographiques et montres, notamment. Il est encore plus significatif de constater qu'une tendance semblable paraît se dessiner dans des secteurs importants, comme les véhicules automobiles, l'aérospatiale et les machines-outils.

13. De même que pour les importations, un pourcentage considérable des exportations d'articles manufacturés par les sociétés transnationales se fait dans le cadre de transactions réalisées à l'intérieur de la société. Ainsi, sur l'ensemble des exportations d'articles manufacturés effectuées par les filiales à participation majoritaire des Etats-Unis d'Amérique, la part des exportations qui se sont faites dans le cadre de transactions de ce type a atteint 73 p. 100 pour le Brésil et 82 p. 100 pour le Mexique.

C. – Les importations et exportations des sociétés transnationales de commercialisation

14. Il est une caractéristique du commerce international qui a été peu étudiée, bien qu'elle soit importante et qu'elle ait même peut-être tendance à se développer, à savoir l'activité des sociétés transnationales de commercialisation (intermédiaires). Les exemples les plus frappants de telles sociétés transnationales sont ceux des 10 principales maisons commerciales japonaises, qui jouent à la fois le rôle d'importateurs et d'exportateurs, non seulement pour les produits à destination et en provenance du Japon, mais également pour les produits échangés entre pays tiers et par l'intermédiaire desquelles se font 50 p. 100 des exportations du Japon et 60 p. 100 de ses importations. En Europe et aux Etats-Unis d'Amérique, de telles sociétés existent également, mais il semble que leurs activités soient beaucoup moins importantes. Dans de nombreux cas, ces firmes effectuent la plus grande partie de leurs transactions en dehors de leur pays d'origine.

15. Du fait de la diversification verticale ou horizontale (conglomérats) des activités, de nombreuses sociétés transnationales ont été amenées à reprendre ou à créer des filiales transnationales de commercialisation et des filiales effectuant directement du commerce de détail. En outre, de nombreuses maisons importantes de commerce de détail, aussi bien aux Etats-Unis d'Amérique qu'en Europe, tendent à prendre un caractère transnational, et cette évolution s'accompagne de la conclusion d'accords d'achats, notamment sur la base de contrats de sous-traitance, avec des firmes implantées dans des pays développés et en développement. Les produits particulièrement importants à cet égard sont les textiles, les vêtements et les chaussures, ainsi qu'un certain nombre d'autres produits de l'industrie manufacturière légère.

CHAPITRE PREMIER

Les effets des activités des sociétés transnationales, et en particulier de leurs pratiques, sur le commerce des pays en développement

16. De par leur position dominante sur le marché, les sociétés transnationales occupent à de nombreux égards des positions oligopolistiques et monopolistiques dans la production et la commercialisation des articles manufacturés et semi-finis importés et exportés par les pays en développement. De ce fait, les structures du marché, au niveau national et international, sont très défectueuses, ce qui a permis le recours, tant sur le plan individuel que collectif, à des pratiques qui peuvent avoir, sur le commerce des pays en développement, des effets à la fois positifs et négatifs.

17. Parmi les éléments les plus importants dans les stratégies appliquées par les diverses sociétés transnationales, on peut citer les arrangements de partage territorial des marchés et de répartition de la production, qui font partie intégrante des stratégies à court et à long terme adoptées par ces sociétés pour maximaliser les bénéfices sur l'ensemble de leurs opérations.

18. Ces arrangements de partage territorial des marchés et de répartition de la production impliquent des décisions se traduisant à des degrés divers par la mise en œuvre de pratiques commerciales restrictives. Citons à cet égard :

a) Les décisions relatives aux exportations et aux importations, à savoir : choix des établissements de la société (maison mère ou filiales) qui produiront tel ou tel produit et des marchés vers lesquels ils exporteront; détermination des établissements qui importeront les différents produits, ainsi que de leurs sources d'approvisionnement;

b) Les décisions concernant le volume de la production et les types de production susceptibles d'être entrepris;

c) Les décisions relatives à l'achat, par les diverses entreprises de la société, des biens de production et des facteurs de production nécessaires et en particulier à la centralisation des achats faits hors de la société;

d) Les décisions concernant les droits de propriété industrielle et intellectuelle et le savoir-faire détenus par la société, ainsi que leur utilisation, et plus particulièrement l'opportunité de faire enregistrer ces droits dans les divers pays au nom de la maison mère ou de sa filiale, la possibilité d'en concéder l'exploitation sous licence à des tiers et l'utilisation qui peut en être faite, à savoir, aux fins de production ou aux seules fins d'importation;

e) Les décisions concernant les entreprises extérieures que la société transnationale choisira comme distributeurs; à cet égard, des contrats d'exclusivité conférant le monopole d'importation et de distribution sont fréquemment conclus avec des sociétés indépendantes entraînant :

i) Des obligations relatives à l'achat de produits autres que ceux qui font l'objet principal du contrat;

ii) Des restrictions quant au commerce ou à la fabrication de produits concurrents;

iii) Des restrictions sur les catégories de clients auxquels les produits importés peuvent être vendus et sur les formes sous lesquelles ils peuvent leur être vendus;

iv) Des interdictions de vendre ou de fournir à d'autres sociétés dans les pays intéressés.

19. Il existe un rapport étroit entre les arrangements de partage territorial des marchés et de répartition de la production conclus par les sociétés transnationales et les politiques de ces sociétés en matière de concentration (acquisition d'autres sociétés, fusions et prises de contrôle). Entrent dans le cadre de ces politiques :

a) Les pratiques suivies par lesdites sociétés en ce qui concerne l'expansion et la diversification, horizontales et verticales, de leurs activités, y compris l'intégration de ces activités en amont et en aval et leur diversification au niveau national et international dans le cadre de conglomérats; et

b) Leurs pratiques et leur attitude à l'égard des concurrents effectifs ou des concurrents et partenaires éventuels sur des marchés déterminés.

20. Aux arrangements de répartition des marchés et de la production déjà mentionnés s'ajoutent les politiques des prix appliquées par les sociétés et qui portent sur :

a) Les prix de transfert à appliquer aux produits exportés et importés dans le cadre de transactions entre établissements faisant partie de la société;

b) Les prix à appliquer aux clients extérieurs à la société, y compris les prix de vente et de revente des produits importés et exportés, et les mesures de boycottage en cas de non-application des prix fixés.

21. Dans le cadre de leur stratégie, les sociétés transnationales peuvent également recourir à une action en commun avec d'autres sociétés, transnationales ou non. Cette action peut selon le cas toucher aussi bien les exportations que les importations des pays en développement et donner lieu à diverses ententes sur les points suivants :

a) Fixation des prix applicables, sur des marchés donnés, aux produits exportés et importés;

b) Ententes tacites dans les soumissions en réponse à des appels d'offres à l'importation lancés par les pays en développement (accord sur le nombre de soumissionnaires, les quantités offertes et les prix demandés);

c) Attribution des marchés d'exportation et d'importation à tel ou tel membre partie à l'arrangement;

d) Coopération en matière de fabrication des produits, par exemple sous la forme d'échange de technologie, d'accords sur le niveau de production et sur la spécialisation des activités entre les partenaires;

e) Action collective pour imposer l'application des arrangements conclus.

A. — Les effets probables sur les importations

22. Les pays en développement devraient avoir un certain nombre d'avantages à acheter les produits qu'ils importent à des sociétés transnationales, mais la mesure dans laquelle ils bénéficient réellement de ces avantages ou les voient neutralisés par divers inconvénients varie selon le cas et le pays. Les avantages en question sont essentiellement de trois ordres :

a) Les pays en développement sont ainsi en mesure d'obtenir les produits importés dont ils ont besoin pour leur développement industriel;

b) Les sociétés transnationales leur offrent toute sécurité quant à la fourniture des quantités demandées et à la garantie de la qualité des produits fournis, et elles leur assurent un service après vente efficace;

c) Les produits importés sont obtenus à des prix intéressants et à des conditions avantageuses.

23. Les sociétés transnationales jouent un rôle important dans la satisfaction des besoins d'importation des pays en développement, tout particulièrement lorsqu'elles fournissent des biens ayant une importance capitale pour l'industrialisation de ces pays : biens d'équipement et autres facteurs de production par exemple.

24. Bon nombre de sociétés transnationales disposent de réseaux internationaux de production et de commercialisation étendus et bien organisés. Dans certains cas, elles possèdent même leur propre système de communications et de transport. Compte tenu de l'ampleur et du caractère

international de leurs opérations, ces sociétés devraient pouvoir apporter aux pays en développement un certain nombre d'avantages qu'ils ne pourraient pas obtenir autrement, notamment si les produits étaient fournis par des sociétés étrangères à vocation essentiellement nationale, lesquelles n'accordent généralement aux exportations qu'une importance marginale. De plus, comme ces sociétés investissent beaucoup dans la recherche-développement, elles sont en mesure de concevoir des produits qui conviennent précisément aux besoins des pays en développement ou d'adapter les produits existants aux conditions locales, par exemple tropicalisation de réfrigérateurs, climatiseurs et ascenseurs, du matériel d'exploitation minière et de transport ainsi que des machines agricoles.

25. Comme les sociétés transnationales opèrent habituellement à grande échelle et spécialisent leur production, il en résulte forcément des réductions de coût appréciables pouvant se traduire par une baisse du prix de leurs produits, qui pourrait être très importante dans le cas de produits importés tels que les équipements destinés à l'industrie lourde. Qui plus est, grâce aux capitaux dont elles disposent et à la possibilité qu'elles ont d'accéder aux marchés financiers, les sociétés transnationales sont mieux placées pour vendre ces produits dans des conditions de crédit favorables.

26. Les marchés dominés par des oligopoles se caractérisent généralement par la rigidité des prix et par conséquent, par une certaine stabilité des prix. Dans une conjoncture économique inflationniste normale, cette stabilité peut être un avantage pour les pays en développement importateurs. En revanche, il peut en résulter en période de récession une baisse des prix moins rapide que sur un marché à structure plus concurrentielle. Du fait de cette rigidité, il peut très bien arriver également qu'en cas de dévaluation monétaire dans le pays développé fournisseur les pays en développement ne bénéficient pas de réduction de prix pour leurs importations. Par contre, si un pays en développement dévalue sa monnaie, le prix de ses importations a de fortes chances d'augmenter.

27. Les marchés à structure oligopolistique ou monopolistique présentent inévitablement pour les pays en développement importateurs certains inconvénients qui résultent essentiellement de trois types de pratiques commerciales restrictives mises en œuvre par les sociétés transnationales, à savoir :

a) L'imposition de restrictionx aux importations par le biais des arrangements de répartition des marchés et de la production conclus entre les sociétés transnationales;

b) La fixation des prix;

c) La mise au point d'actions concertées ou d'ententes tacites entre sociétés transnationales concernant la fourniture des produits d'importation aux pays en développement et la fixation des prix de ces produits.

28. Les sociétés transnationales, y compris les sociétés transnationales de commercialisation tendent à restreindre le réseau de distribution de leurs produits dans les pays développés. Elles y arrivent notamment grâce à des accords d'exclusivité et à l'octroi de monopoles d'importation et de distribution. Ainsi, dans le cadre des arrangements de répartition des marchés et de la production, la société mère ou une filiale donnée reçoit le droit exclusif de fournir à telle ou telle filiale ou société indépendante dans un pays en développement les produits dont elle a besoin, cette firme se voyant attribuer de son côté le monopole d'importation et de distribution des produits faisant l'objet de l'arrangement. Ce monopole porte d'ailleurs souvent non seulement sur les principaux produits de la société mais aussi sur d'autres produits, dont certains ne sont pas forcément de même nature. Les arrangements de cet ordre sont facilités par l'usage qui peut être fait des droits de propriété industrielle et intellectuelle, et en particulier des brevets et des marques déposées, pour réglementer les importations. Ainsi, un importateur exclusif peut toujours se prévaloir de ces droits pour empêcher d'autres sociétés d'importer les mêmes produits ou des produits analogues, qu'ils proviennent de la firme qui l'approvisionne, d'une autre filiale ou d'un autre concessionnaire de la société transnationale dans des pays étrangers.

29. En conséquence, ces ententes tendent à réduire la concurrence à l'importation et à engendrer certains comportements monopolistiques pouvant avoir des incidences sur l'approvisionnement et sur les prix des produits visés, ainsi que sur le développement industriel des pays en développement intéressés. Ainsi, il est possible d'agir sur le volume des importations et de le réduire de façon à créer une pénurie artificielle qui fera monter les prix. Les produits peuvent également être importés à des prix artificiellement bas (dumping ou ventes à perte) afin d'empêcher les firmes locales de continuer ou d'entreprendre la fabrication de produits concurrents. En outre, l'existence d'un monopole peut très bien compromettre les services après-vente en incitant par exemple le concessionnaire à pousser le client à remplacer le bien importé plutôt qu'à faire venir des pièces détachées pour le réparer.

30. Dans la mesure où les sociétés transnationales réussissent à s'assurer, grâce à leurs arrangements de partage territorial des marchés et de répartition de la production et aux brevets et marques déposées qu'elles détiennent, une position de monopole pour la fourniture, l'importation et la vente de leurs produits dans les pays en développement, elles sont en mesure de pratiquer des prix de monopole. Non seulement il y a des chances pour que ces prix soient plus élevés qu'ils ne l'auraient été normalement, mais encore pour qu'ils diffèrent d'un marché à l'autre, car ils seront fixés en fonction de ce que la société intéressée pense pouvoir demander sur chaque marché, compte tenu du degré de protectionnisme à l'importation, de la dimension du marché, de la position plus ou moins dominante qu'elle s'est assurée, etc. Citons à titre d'exemple les politiques des prix appliquées par les sociétés transnationales en matière de fourniture, d'importation, puis de vente et de revente des produits pharmaceutiques[2]. Les

[2] Voir en particulier le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Etude des principaux faits intervenus dans le domaine des pratiques commerciales restrictives" (TD/B/C.2/159 et Corr.1 et 2), par. 42 à 50. Voir également l'étude rédigée en coopération avec le secrétariat de la CNUCED par M. Sanjaya Lall, intitulée "Principaux problèmes découlant du transfert des techniques aux pays en développement. – Monographie sur l'industrie pharmaceutique" (TD/B/C.6/4).

faits donnent d'ailleurs à penser que la situation est identique en ce qui concerne les importations de machines.

31. La question des politiques des prix appliquées par les sociétés transnationales est étroitement liée à celle de l'usage que chacune de ces sociétés fait de ce mécanisme pour manipuler les prix en vue de maximaliser ses bénéfices dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Par exemple, en surfacturant les produits fournis à une filiale importatrice, une société peut, soit réduire le volume des bénéfices imposables réalisés par cette filiale en vendant ultérieurement les produits importés à des prix oligopolistiques et monopolistiques, soit réduire les bénéfices imposables réalisés sur la vente, après transformation, des produits ainsi importés. Il est évident qu'une telle évasion fiscale a des effets défavorables sur la balance des paiements des pays en développement et sur leurs ressources financières, en particulier du fait qu'elle limite les ressources dont ces pays peuvent disposer pour leur développement industriel en général.

32. Les actions concertées et les ententes tacites entre sociétés transnationales pour la fourniture de produits d'importation aux pays en développement sont des pratiques bien connues[3]. Il est à noter que ces pratiques, caractéristiques des cartels, sont particulièrement fréquentes dans les secteurs fabriquant les principaux produits d'importation des pays en développement[4] : chimie non organique, matériel électrique, produits sidérurgiques et produits métalliques. De telles pratiques, qui se matérialisent par la répartition des marchés d'importation des pays en développement entre les sociétés transnationales intéressées, par le contingentement des produits fournis, et par des arrangements sur les prix à demander et les offres à soumettre pour la fourniture d'importations, renforcent inévitablement le monopole que les sociétés fournisseuses se sont assuré sur le marché d'importation des pays en développement, rendant possibles et accentuant par là les inconvénients dont il a été question plus haut.

33. Il en résulte une tendance pour les pays en développement à rester tributaires des sociétés transnationales pour leurs importations. Ces sociétés ont réussi, par leur action individuelle ou collective, et grâce à leur position dominante sur les marchés nationaux et internationaux, à empêcher les concurrents étrangers éventuels et les sociétés locales des pays en développement d'empiéter sur leurs marchés traditionnels.

34. Cet état de dépendance a un autre corollaire, à savoir que les accords d'intégration économique conclus entre pays en développement profitent en général plus aux sociétés transnationales qu'aux entreprises locales, nouvelles ou existantes. Les structures commerciales qui existaient avant ces accords tendent à se renforcer plutôt qu'à se modifier dans leurs caractéristiques essentielles, et cela en raison de la position fermement établie des sociétés transnationales dans chacun des pays parties auxdits accords. Ainsi, telle filiale implantée dans un pays membre et qui, avant l'accord, importait des produits pour le pays en question sera chargée, l'accord signé, des opérations d'importation pour tous les pays membres.

B. – Les effets probables sur les exportations

35. Les sociétés transnationales sont bien équipées pour offrir aux pays en développement toute une gamme d'apports essentiels à leur développement industriel et à leurs exportations, notamment, parmi les plus importants, des capitaux, de la technologie, du personnel d'encadrement et de gestion et un bon réseau de commercialisation et de distribution. Les avantages pouvant découler de ces apports peuvent se trouver réduits par exemple lorsque les capitaux empruntés sont obtenus dans le pays même, ce qui peut aboutir à en priver les firmes nationales, et lorsque la technologie importée est inadaptée aux besoins ou désuète.

36. Les arrangements de répartition des marchés et de la production conclus par les sociétés transnationales ont des effets directs sur les exportations des pays en développement. Lorsqu'elles assurent à une filiale un marché pour ses exportations, elles profitent à la fois à la société et aux pays en développement intéressé – que les exportations soient le fait d'une firme axée essentiellement sur le remplacement des importations ou d'une firme travaillant pour l'exportation. Il est assez courant toutefois que les sociétés transnationales interdisent ou limitent les possibilités d'exportation de leur filiales implantées dans les pays en développement. Ces restrictions, implicites ou explicites, conduisent à l'isolement des marchés intérieurs et à des restrictions quant à la gamme de produits fabriqués et au volume de la production. En outre, le régime des droits de propriété industrielle et intellectuelle a favorisé la mise en œuvre effective de ces restrictions, et dans une large mesure, assuré leur efficacité.

37. Comme il a été dit plus haut, les sociétés transnationales implantées dans les pays en développement se sont mises à exporter des produits manufacturés en quantités croissantes. Cela tient en partie à l'augmentation des coûts de production et aux problèmes de main-d'œuvre dans les pays développés. Cela tient également aux économies d'échelle réalisées grâce à l'agrandissement des installations de production dans les pays en développement, ainsi qu'aux pressions accrues exercées par les gouvernements sur les sociétés transnationales pour qu'elles exportent, et à l'adoption par ces gouvernements de mesures d'encouragement à l'exportation.

38. Il semble d'ailleurs que ces exportations se fassent de plus en plus vers les pays en développement voisins, évolution qui s'explique en partie par le fait que les produits exportés répondent aux besoins de ces marchés et en partie par les accords d'intégration économique conclus entre pays en développement. Les accords qui reposent sur des projets d'intégration peuvent entraîner une rationalisation des structures industrielles et un accroissement de la

[3] Voir plus particulièrement le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Renseignements nécessaires au contrôle des pratiques commerciales restrictives imputables à des entreprises de pays développés" (TD/B/C.2/156 et Corr.2), chap. Ier.

[4] Voir à cet égard OCDE, *Ententes à l'exportation*, Paris, 1974, rapport du Comité d'experts de l'OCDE sur les pratiques commerciales restrictives.

rentabilité. Toutefois, dans la mesure où, par le jeu de leurs arrangements de répartition des marchés et de la production, les sociétés transnationales empêchent les pays en développement d'utiliser à plein leur potentiel d'exportation, elles les empêchent de profiter à fond des avantages qu'ils pourraient normalement escompter. D'autre part, si l'on favorise activement les exportations des sociétés transnationales, on risque de compromettre les possibilités d'exportation des sociétés locales, ainsi que leur développement régional.

39. Pour ce qui est des opérations "off-shore", un de leurs avantages indiscutables est qu'elles garantissent et ouvrent l'accès à des marchés étrangers qui sans cela seraient probablement restés fermés. Elles s'inscrivent dans le processus d'intégration verticale de la production des sociétés transnationales ou résultent d'une extension horizontale de leurs activités. Mais les avantages effectifs offerts par ces opérations aux pays en développement risquent d'être surestimés car les produits exportés comportent fréquemment une composante importation assez importante et les retombées locales sont souvent limitées lorsque ces opérations sont circonscrites dans des enclaves, par exemple des zones franches industrielles.

40. Il est fréquent que les sociétés transnationales acquièrent une position dominante sur un marché ou la renforcent par la prise de contrôle d'entreprises locales. Il semblerait qu'un nombre considérable de sociétés locales solidement établies, dont certaines importantes et prospères, aient fait l'objet d'opérations de ce type. Les prises de contrôle se font fréquemment selon un processus graduel qui commence par des liens d'association ou par des prises de participation au capital social pour aboutir à une mainmise étrangère pratiquement totale. Les chances de prise de contrôle sont d'autant plus grandes que les liens de dépendance établis au début sont plus forts. Cette prise de contrôle peut d'ailleurs avoir des incidences favorables sur un pays en développement lorsqu'elle a pour effet d'améliorer l'efficacité de la firme prise en main et de l'orienter davantage vers l'exportation, par exemple en améliorant la conception du produit ou en créant de nouveaux circuits d'exportation. Dans certains cas, une prise de contrôle permet le sauvetage d'une société en difficulté. Par contre, lorsqu'elle porte sur une société locale solidement implantée, occupant déjà une position dominante sur le marché, et déjà peut-être en mesure de s'orienter vers l'exportation, les effets négatifs peuvent alors l'emporter sur les effets positifs.

41. Le mécanisme des prix de transfert peut être utilisé pour promouvoir les exportations ou pour les empêcher, en ce sens que les prix des facteurs de production aussi bien que ceux des produits fabriqués peuvent être fixés de manière arbitraire. Dans la mesure où les facteurs de production peuvent être achetés au-dessous des cours mondiaux, les possibilités d'exportation de la filiale bénéficiant de cette situation peuvent se trouver améliorées. Toutefois, comme on l'a déjà signalé, il peut arriver qu'une filiale achète les produits intermédiaires essentiels dont elle a besoin à un prix supérieur au cours mondial, ce qui peut la rendre inapte à l'exportation ou réduire ses capacités d'exportation. De plus, l'exportation de marchandises à des prix inférieurs à la normale limite les recettes en devises des pays en développement, alors que des prix supérieurs à la normale risquent de réduire les quantités pouvant être exportées. Les autorités douanières ont du mal à lutter contre ces pratiques; bien souvent, il n'existe pas de prix mondiaux comparables pour les produits faisant l'objet d'échanges commerciaux entre les filiales d'une même société transnationale, et, pour le moment, les services de douane ne sont pas en mesure de faire face aux problèmes que posent les prix fictifs. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles on a si peu fait dans ce domaine, dans les pays développés comme dans les pays en développement.

42. Il est une autre question importante, qui ne porte pas sur les activités manufacturières des sociétés transnationales dans les pays en développement, à savoir les achats dans le cadre de contrats de sous-traitance effectués par ces sociétés, et en particulier par les sociétés transnationales de commercialisation. Il est évident que des commandes de cette nature sont avantageuses et garantissent pour les produits transformés un marché d'exportation. Toutefois, dans la mesure où une commande reçue représente une part considérable du volume total des affaires de la firme auprès de laquelle elle a été passée et où il n'y a pas de garantie qu'elle sera renouvelée, cette commande peut entraîner des difficultés pour la société en question. A cet égard, il importe de reconnaître que certaines commandes en sous-traitance dépendent des variations imprévisibles des goûts et de la structure de la demande dans les pays développés. Ces commandes sont plus sensibles aux fluctuations cycliques que ne le sont généralement les commandes dans les autres secteurs d'exportation, et il convient donc d'éviter toute dépendance qui ne serait pas imposée par la nécessité.

43. Les sociétés transnationales n'agissent pas toujours individuellement. Leurs stratégies comportent parfois des actions en commun avec d'autres sociétés dans le cadre de cartels de commerce extérieur, nationaux et internationaux. Les cartels de commerce internationaux ont des effets anti-concurrentiels encore plus importants que ceux des cartels d'exportation nationaux. Les premiers créent presque toujours des obstacles au commerce international, même s'ils ont des incidences positives comme la mise en commun des brevets et les échanges de technologie. Mais même dans ce cas, ils peuvent avoir des effets négatifs si l'on empêche les pays en développement de se procurer ces brevets ou cette technologie.

44. Les effets défavorables de ces ententes sur les pays en développement ont été clairement reconnus par le Comité d'experts de l'OCDE sur les pratiques commerciales restrictives :

> Tout d'abord, les ententes à l'exportation peuvent influer sur les prix et la fourniture des facteurs de production aux industries exportatrices des pays en voie de développement en opposant des pratiques discriminatoires et en refusant de vendre certains matériaux ou équipements aux pays en voie de développement. Deuxièmement, les ententes à l'exportation réunissant des entreprises de pays développés peuvent se livrer à des pratiques monopolistiques aux dépens de leurs concurrents moins puissants dans les pays en voie de développement. Troisièmement, les intérêts des pays en voie de développement, sur le plan de l'exportation,

peuvent être affectés défavorablement par des répartitions internationales de marchés qui impliquent également des filiales appartenant aux membres de l'entente dans les pays en voie de développement[5].

45. Faute de données adéquates, il est difficile de déterminer avec précision les incidences nettes des activités des sociétés transnationales sur le commerce des pays en développement. Toutefois, les renseignements disponibles semblent indiquer que les effets défavorables sont vraisemblablement plus marqués dans le domaine des importations que dans celui des exportations.

CHAPITRE II

Les relations entre les politiques gouvernementales et les activités des sociétés transnationales dans les pays en développement

46. Bon nombre de politiques gouvernementales adoptées aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement ont une incidence sur les activités des sociétés transnationales dans les pays en développement. Ces politiques ont notamment une influence directe sur les décisions que peuvent prendre les sociétés transnationales d'investir ou de ne pas investir dans un pays en développement déterminé et sur le choix qu'elles peuvent faire quant à la nature et à la portée de leurs activités et à leur mode de fonctionnement. Dans le présent rapport, on s'est attaché plus particulièrement à étudier la façon dont opèrent les sociétés transnationales et il semble bien, à cet égard, qu'un certain nombre des politiques adoptées par les pays développés et les pays en développement aient directement facilité et même encouragé le recours à des pratiques commerciales restrictives.

47. Paradoxalement, alors que dans le cadre des politiques qu'ils appliquaient pour discipliner la concurrence, de nombreux gouvernements de pays développés ont cherché à lutter contre les actions concertées ou collusoires des firmes indépendantes qui perturbent le jeu normal de la concurrence intérieure, il ne se sont généralement pas préoccupés ou guère des pratiques des firmes apparentées ou affiliées à des sociétés transnationales, dans le pays même ou à l'étranger, alors qu'elles avaient les mêmes effets. Cette liberté totale laissée quant aux transactions à l'intérieur d'une même société a entraîné une distorsion de la structure de l'industrie et favorisé l'établissement et le maintien sur le marché de positions dominantes à caractère d'oligopoles, spécialement au niveau international, du fait des activités des sociétés transnationales. Plus particulièrement, elle a favorisé l'acquisition, la fusion et la reprise aux niveaux national et international de firmes jusque-là indépendantes. De leur côté, un certain nombre de gouvernements ont directement encouragé une telle réorganisation industrielle – dans le secteur des industries électriques, par exemple – invoquant pour se justifier les exigences de la technologie moderne, notamment la nécessité de réaliser des économies d'échelle, ainsi que la structure de marché international, qui avantage les grandes unités de production et les unités fournissant des gammes étendues de produits et de services. Cette évolution n'a fait que renforcer les obstacles auxquels se heurtent les nouveaux arrivants dans certaines branches, consolidant par là même des structures industrielles ayant pour effet d'assurer, ou même de réserver, aux sociétés transnationales une situation privilégiée. Elle a contribué à renforcer le déséquilibre des structures mondiales du commerce et de l'industrie, et à favoriser les activités de ces sociétés dans les pays développés, ce qui a amené les pays en développement à considérer que, pour faciliter leur insertion dans ces structures, ils avaient avantage à coopérer avec lesdites sociétés et à rechercher leur appui.

48. Un certain nombre d'autres politiques gouvernementales adoptées par les pays développés ont favorisé cette évolution. C'est le cas des politiques ayant pour effet, dans les passations de marchés publics, de favoriser l'achat de produits auprès d'entreprises nationales ainsi que des politiques d'accroissement de la participation, financière ou autre, des gouvernements dans ces entreprises – dans les secteurs de l'industrie textile, des véhicules à moteur, du pétrole, et de la sidérurgie, par exemple.

49. Si, dans leurs politiques actuelles en matière de concurrence, les gouvernements des pays développés se sont particulièrement attachés à réglementer les actions collectives ou collusoires d'entreprises indépendantes ayant des effets défavorables sur leur marché national, ils ne se sont pas intéressés à ces mêmes actions lorsqu'elles touchaient les marchés étrangers. En fait, comme la création de cartels internationaux et de cartels nationaux de commerce extérieur avec participation de sociétés transnationales était autorisée et même encouragée, les structures du commerce international dans lesquelles les pays en développement devaient s'insérer ont pris un caractère de plus en plus oligopolistique et même monopolistique.

50. D'autres politiques gouvernementales ont contribué de la même façon à renforcer cette structure du commerce. Ainsi, au titre d'accords bilatéraux d'aide liée, les pays en développement sont tenus d'acheter certains produits d'importation auprès de firmes déterminées, fréquemment à caractère transnational, installées dans un pays développé. Un autre exemple est fourni par les politiques gouvernementales en matière de régime de la propriété industrielle et intellectuelle, c'est-à-dire en matière de brevets, de marques commerciales, de droits d'auteur et de modèles industriels, politiques qui ont, dans une grande mesure, légitimé les pratiques des sociétés transnationales consistant à réglementer les importations et les exportations, au titre de leurs accords de partage des marchés et de répartition des produits.

51. Comme on l'a déjà souligné dans le chapitre premier, cette évolution des structures du commerce international a probablement eu comme conséquences pour les pays en développement l'augmentation des prix des importations, l'impossibilité dans certains cas d'importer tel ou tel produit, et des difficultés de commercialisation pour

[5] OCDE, *op. cit.*, par. 145.

leurs propres exportations lorsqu'elles se heurtaient à des pratiques monopolistiques du type mentionné[6].

52. Cette évolution a également été favorisée par certaines politiques adoptées par les pays en développement, qui bien souvent, en recherchant l'aide des sociétés transnationales pour leur industrialisation et leurs exportations, ont offert à ces dernières une large gamme d'avantages fiscaux, financiers et autres pour les attirer. Dans une certaine mesure, il semble même que les pays en développement aient rivalisé entre eux dans l'offre d'avantages de ce genre. Dans le cadre de telles politiques, il semble que l'on ne se soit pas préoccupé ou peu des pratiques commerciales restrictives de ces sociétés; ces pratiques n'ont pas été décelées ou, si elles l'ont été, rien n'a été fait pour s'y opposer.

53. Ces politiques ont tendu à refléter la dépendance réelle ou supposée des pays en développement à l'égard des sociétés transnationales pour leur industrialisation, particulièrement en ce qui concerne les apports de technologie et le personnel d'encadrement. En même temps, les politiques des pays en développement ont pu à certains égards décourager ou empêcher l'établissement d'entreprises à capital local, ou entraîner soit leur fermeture, soit leur reprise par d'autres sociétés, notamment transnationales. En effet, grâce à la diversité de leurs activités dans les pays en développement, les sociétés transnationales ont généralement mieux su que les firmes locales tirer profit des avantages fiscaux ou autres accordés par les gouvernements. Elles ont pu notamment se prévaloir des abattements fiscaux qui leur étaient accordés pour certaines de leurs activités dans les pays en développement (par exemple, la création d'industries dans des régions économiquement attardées) pour payer moins d'impôts sur les bénéfices élevés que leur rapportaient d'autres activités (par exemple, les importations) grâce à la possibilité qu'elles avaient de déclarer globalement leurs recettes imposables. De même, du fait de leur importance financière et de leur réputation, les sociétés transnationales ont eu naturellement accès plus facilement aux possibilités de crédit dans leur pays d'implantation. Lorsque ces possibilités étaient limitées, il a pu en résulter un manque de crédit pour les firmes locales. En outre, certaines activités de transformation, surtout celles entreprises dans les zones franches industrielles, ont été dans de nombreux cas presque exclusivement réservées aux firmes étrangères, et en particulier aux sociétés transnationales.

54. Par suite de la dépendance des pays en développement, les sociétés transnationales ont été souvent en mesure de s'assurer une position privilégiée sur leur marché. Elles ont pu notamment obtenir la garantie d'avoir pratiquement le monopole de la fabrication locale de certains produits. En outre, ce monopole a été souvent complété par un monopole de vente des produits ainsi fabriqués car les pays en développement désiraient conserver leurs devises en réduisant au minimum l'importation de produits concurrents. Il a résulté de tout cela que, dans de nombreux cas, les sociétés intéressées ont pu, grâce à leur position de monopole ainsi acquise, réaliser d'importants bénéfices.

55. En adoptant – peut-être parce qu'il n'y avait pas vraiment d'autre possibilité – des régimes semblables à ceux appliqués par les pays développés en matière de brevets, de marques commerciales, de droits d'auteur et de modèles industriels, les gouvernements des pays en développement ont directement facilité la conclusion d'accords de partage des marchés et de répartition de la production entre les sociétés transnationales, ce qui les a probablement rendus plus dépendants encore à l'égard des activités de ces sociétés. La protection dont jouissent les marques commerciales étrangères a incité à apposer ces marques sur les produits vendus dans les pays en développement. Ainsi s'est créée une préférence des consommateurs pour les produits marqués, ce qui, à son tour, a accru le degré de dépendance de ces pays à l'égard des sociétés transnationales pour la fabrication des produits en question. Cela a également empêché et probablement découragé les firmes à capital local à produire des articles concurrents, en raison des difficultés de commercialisation pour lancer de nouveaux produits rivalisant avec des produits de marque commerciale étrangère bien établie.

56. En raison de l'absence dans la plupart des pays en développement de réglementation limitant les pratiques commerciales restrictives, un certain nombre d'autres problèmes peuvent se poser. Par exemple, l'absence de contrôle des activités de cartels a, dans certains cas, permis aux filiales implantées dans des pays en développement, d'être partie à des cartels nationaux et internationaux dans des pays développés[7]. En outre, il est très possible que les sociétés transnationales dans les pays en développement aient établi des cartels d'importation liés structurellement aux cartels d'exportation nationaux et internationaux dirigés par ces sociétés dans les pays développés. Dans ce cas, les cartels ne sont pas des moyens de défense face aux oligopoles et aux monopoles, mais contribuent au contraire à renforcer le pouvoir de ces derniers.

57. Il n'est pas surprenant qu'ainsi confrontés à une structure mondiale de l'industrie et du commerce dominée par les pratiques oligopolistiques et monopolistiques, pratiques qui sont le fait, dans une très large mesure, des sociétés transnationales des pays développés et qui sont encouragées directement et indirectement par les gouvernements, les pays en développement demandent actuellement l'institution d'un nouvel ordre économique international. Il est probablement inévitable aussi et, jusqu'à un certain point, logique et nécessaire, que les pays en développement s'efforcent de protéger leurs intérêts en matière d'exportation et d'importation en établissant, individuellement et collectivement, des pouvoirs compensateurs, ce qu'ils font par exemple, en créant des agences commerciales gouvernementales dotées du monopole des importations et des

[6] Le fait a été particulièrement reconnu par le Comité d'experts de l'OCDE sur les pratiques commerciales restrictives (*op. cit.*, par. 145 et 146).

[7] Par exemple, la filiale mexicaine de la firme britannique Bridon est membre des cartels d'exportation de câbles métalliques au Royaume-Uni et est partie à des ententes internationales connexes. Voir Royaume-Uni, Monopolies Commission, *Wire and Fibre Ropes: a report on the supply and exports of wire rope and fibre rope and cordage*, Londres, Her Majestys' Stationary Office, 1973.

exportations, en mettant en place de grandes entreprises nationales d'Etat ou mixtes, pour renforcer leur pouvoir de négociation et d'intervention concernant les importations et les exportations, et en lançant une action concertée entre pays en développement afin de réglementer la production et les prix des matières premières exportées vers les pays développés.

CHAPITRE III

Les politiques nationales et internationales concernant le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement

58. L'adoption d'un ensemble de politiques concernant le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement doit être un élément essentiel du nouvel ordre économique international. Cet ensemble de politiques doit tendre à optimaliser la contribution des sociétés transnationales au commerce des pays en développement, tout en encourageant ces pays à accroître leur autonomie et par là, à se rendre moins tributaires des activités de ces sociétés. Ce faisant, ils devront mettre au point des politiques équilibrant avec soin les mesures d'incitation et les mesures de contrôle[8].

59. En outre, ces politiques doivent se traduire, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, par l'adoption d'un ensemble de mesures s'étayant mutuellement. Etant donné la nature du problème, des mesures qui seraient prises seulement par certains pays, ou même par un groupe de pays, risqueraient, de façon générale, de n'avoir que des effets limités. Le commerce d'importation et d'exportation suppose des relations étroites d'interdépendance et même de dépendance entre les pays. Les mesures adoptées par les gouvernements et par les sociétés dans ce domaine ont nécessairement des répercussions au-delà des frontières nationales d'un pays. Les activités des sociétés transnationales en donnent probablement la meilleure illustration.

60. Compte tenu de ce qui précède, il conviendrait d'envisager l'adoption de politiques concernant notamment les domaines suivants :

a) L'élaboration, au niveau international, de principes et de règles équitables qui seraient appliqués, au niveau national, aux transactions d'importation et d'exportation des sociétés transnationales. Ces règles et principes devraient porter sur les aspects suivants :

i) Cartels nationaux et internationaux de commerce extérieur à participation de sociétés transnationales; toute action dans ce domaine devrait avoir pour but d'éliminer les cartels susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les exportations et les importations des pays en développement;

ii) Accords d'exclusivité; les mesures devraient être prises pour modifier ou éliminer les accords qui restreignent d'une façon injustifiable les importations et les exportations des pays en développement et qui font monter les prix des importations ou baisser ceux des exportations;

iii) Restriction des importations et des exportations résultant de partage des marchés et de répartition de la production entre les sociétés transnationales; une plus grande souplesse devrait être introduite dans ces accords, dans le but notamment :

1) D'éliminer les achats liés qui ne seraient pas nécessaires ou qui défavoriseraient les pays en développement du point de vue économique;

2) D'obtenir que les filiales des sociétés transnationales implantées dans les pays en développement participent pour une part plus grande aux exportations;

3) De permettre le développement des activités locales de transformation de produits destinés à l'exportation;

De telles mesures permettraient aux pays en développement de profiter davantage des circuits de commercialisation et de distribution des sociétés transnationales.

iv) Restrictions des importations et des exportations par le jeu du régime des droits de propriété industrielle et intellectuelle; à cet égard, il convient d'établir des règles permettant d'arrêter une position équitable et internationalement acceptée concernant l'usage pouvant être fait de ces droits pour restreindre ou empêcher les importations et les exportations;

v) Prise d'engagements spécifiques concernant les exportations et les importations des sociétés transnationales; ces engagements devraient prévoir l'accroissement planifié sur une période aussi longue que possible, du niveau des exportations en provenance des pays en développement;

vi) Acquisition, fusions et prises de contrôle effectuées par les sociétés transnationales; des contrôles adéquats devraient être institués pour assurer que lorsque de telles opérations sont effectuées, elles répondront vraisemblablement aux critères suivants :

1) Contribuer à augmenter la capacité d'exportation de la firme à court ou à long terme

2) Entraîner une plus grande efficacité économique en tenant compte des objectifs économiques globaux du pays intéressé;

3) Ne pas se traduire par une "dénationalisation" inutile des firmes indigènes rentables, susceptibles de contrebalancer la position dominante des sociétés transnationales sur le marché;

[8] Dans l'ensemble la question des mesures d'incitation à adopter n'entre pas dans le cadre du présent rapport, pas plus que la question de l'importance de la participation des sociétés transnationales au capital de leurs filiales.

4) Ne pas se traduire par l'élimination inutile de forces concurrentes dans le commerce mondial;

Il conviendrait de tenir compte plus que par le passé des conséquences que peuvent avoir sur le commerce des pays en développement les acquisitions, fusions et prises de contrôle opérées dans les pays développés.

vii) Politiques des prix appliquées par les sociétés transnationales en ce qui concerne les importations et les exportations en général; les autorités compétentes devraient exercer un plus grand contrôle sur les prix pratiqués au cours des transactions d'importation et d'exportation, de façon à s'assurer que les prix établis sont raisonnables et ne portent pas préjudice au commerce et au développement des pays en développement;

viii) Adoption de mesures appropriées aux niveaux national et international pour former du personnel. cette formation ne devant pas être réservée aux seuls fonctionnaires s'occupant directement des pratiques commerciales restrictives, mais être donnée à d'autres, comme les fonctionnaires des douanes qui s'occupent directement de l'évaluation des opérations d'importation et d'exportation;

ix) Octroi d'avantages fiscaux et financiers aux sociétés transnationales pour leurs opérations d'exportation; ces avantages devraient être limités quant à leur ampleur et à leur durée, de façon à éviter le gaspillage des ressources existantes et potentielles; ils devraient être accordés de façon à pouvoir profiter autant aux firmes locales qu'aux sociétés transnationales. En particulier, il faudrait veiller à ce qu'ils n'aient pas d'effet dissuasif quant à la création d'entreprises locales ou aux exportations des firmes locales existantes; la concurrence entre pays en développement pour l'octroi de tels avantages devrait, dans toute la mesure possible, être réduite et tous les efforts devraient être faits aux niveaux régional et sous-régional pour harmoniser les politiques dans ce domaine en tenant pleinement compte de la différence entre les niveaux de développement des différents pays;

x) Mise en place de mécanismes appropriés aux niveaux national et international pour faciliter les échanges de renseignements entre pays développés et pays en développement au sujet des points énumérés ci-dessus, notamment l'échange de renseignements entre pays sur les prix pratiqués pour certaines transactions effectuées entre les différentes filiales d'une même transnationale, aiderait à juger si les prix en question sont raisonnables.

b) La mise en place de mesures visant à encourager les firmes locales des pays en développement à participer davantage aux opérations d'importation et d'exportation, et par conséquent à exercer un rôle compensateur accru dans ce domaine; ces mesures devraient notamment prévoir :

i) La création, sur une base individuelle et/ou collective, de maisons commerciales pour les opérations d'import-export entre pays en développement, mesure qui contribuerait à renforcer et améliorer la position de ces pays sur le marché face à la position dominante des sociétés transnationales en matière d'importations et d'exportations.

ii) La création par les firmes des pays en développement de leurs propres circuits de commercialisation directe, dans les principaux marchés étrangers où leurs produits sont effectivement exportés ou susceptibles de l'être;

iii) La création sur une base individuelle et/ou collective dans les pays en développement d'entreprises dont la production serait orientée vers l'exportation, en particulier dans le cadre d'accords de collaboration industrielle ayant pour but d'accroître le pouvoir de commercialisation de ces pays, et de leur assurer, pour leurs produits, des débouchés d'exportation plus sûrs sur les marchés des pays en développement eux-mêmes;

iv) L'utilisation accrue par les pays en développement, sur les marchés étrangers, de moyens de publicité et de noms commerciaux qui leur soient propres, de façon à amener le public à accepter leurs produits; à cet égard, il conviendrait de rechercher la coopération entre sociétés transnationales de commercialisation, en raison de leur compétence dans ce domaine.

61. En mettant au point un ensemble de politiques applicables et appropriées, concernant le rôle des sociétés transnationales dans le commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays en développement, il faudra tenir pleinement compte des objectifs de politique générale déjà établis, en rapport avec ce domaine, aux niveaux national et international. La plus grande partie des travaux entrepris devrait avoir pour objectif fondamental l'établissement d'un système de commerce international plus équitable.

62. Il conviendra de continuer à rechercher au niveau international un consensus approprié dans ce domaine, prévoyant les mesures complémentaires devant être prises à la fois par les gouvernements et par les entreprises. Dans cette optique, la Conférence, à sa quatrième session, souhaitera peut-être prendre les mesures nécessaires à cette fin, et notamment arrêter un calendrier fixant le déroulement des travaux et leur date d'achèvement.

DOCUMENT TD/187

Les négociations commerciales multilatérales : évolution et récapitulation

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*2 février 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres	*Paragraphes*	*Pages*
I. Introduction	1-5	62
II. Le déroulement des négociations	6-35	63
A. Historique	6	63
B. Les travaux du Comité des négociations commerciales et de ses groupes	7-35	63
1. Groupe des droits de douane	10-11	64
2. Groupe des mesures non tarifaires	12-22	65
a) Sous-groupe des restrictions quantitatives	14-16	65
b) Sous-groupe des subventions et des droits compensateurs	17-18	65
c) Sous-groupe des obstacles techniques au commerce	19-20	66
d) Sous-groupe des questions douanières	21-22	66
3. Groupe de l'agriculture	23-28	66
a) Sous-groupe des céréales	24	66
b) Sous-groupe de la viande	25	66
c) Sous-groupe des produits laitiers	26-28	67
4. Groupe des produits tropicaux	29-30	67
5. Groupe des sauvegardes	31-33	67
6. Groupe de l'approche sectorielle	34-35	68
III. Activités de la CNUCED en rapport direct ou indirect avec les négociations commerciales multilatérales	36-49	68
A. Un programme intégré pour les produits de base	38-41	68
B. Système généralisé de préférences	42-44	69
C. Libéralisation des obstacles non tarifaires	45-49	69
IV. Rôle de la CNUCED dans les négociations commerciales multilatérales	50-57	70
A. Participation de la CNUCED aux travaux du Comité des négociations commerciales et de ses groupes	50-53	70
B. Activités d'assistance technique PNUD/CNUCED	54-57	71
V. Réaménagement de l'Accord général et questions institutionnelles connexes	58-64	71
VI. Conclusions	65-72	72

CHAPITRE PREMIER

Introduction

1. Le présent rapport a pour principal objet d'aider la Conférence à passer en revue les principaux faits qui ont marqué l'évolution des négociations commerciales multilatérales, et à formuler des recommandations visant à maximaliser les avantages que les négociations peuvent apporter aux pays en développement.

2. Les pays en développement pourraient en effet tirer de ces négociations des avantages considérables sur le plan commercial, à condition qu'elles soient menées avec la volonté d'atteindre ce but et qu'elles y parviennent effectivement. Les résultats des négociations pourraient donc

avoir une influence importante sur le développement de ces pays. C'est pourquoi l'Assemblée générale et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont insisté, dans leurs résolutions, sur la nécessité de donner à tous les pays en développement la possibilité de participer pleinement, effectivement et de façon permanente à tous les stades des négociations. Dans le présent rapport, le secrétariat s'est efforcé de se placer du point de vue des pays en développement pour présenter, quant au fond et à la forme, certaines suggestions sur un certain nombre de questions faisant l'objet des négociations.

3. Il convient de souligner que si l'on cherchait à évaluer le rôle et l'importance des négociations commerciales bilatérales uniquement ou principalement en fonction des avantages commerciaux qu'elles permettraient d'obtenir dans l'immédiat ou à court terme, cela n'aurait guère d'intérêt. Pour que l'évaluation effectuée prenne tout son sens et toute sa valeur, elle devra se faire dans le contexte général du nouvel ordre économique international recommandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3202 (S-VI), compte tenu de la nécessité d'apporter d'urgence à l'économie mondiale des modifications structurelles et institutionnelles fondamentales permettant d'accélérer le développement économique des pays en développement. Il faudra aussi que l'interdépendance des problèmes commerciaux, financiers et monétaires soit dûment reconnue, de même que l'importance qui s'attache à la mise au point d'un ensemble de mesures concertées et coordonnées propres à apporter une amélioration réelle à la situation extrêmement critique et vulnérable des pays en développement.

4. Selon la Déclaration de Tokyo[1] les négociations commerciales multilatérales ont deux objectifs parallèles : *a)* libéraliser les échanges mondiaux, de façon à fournir un cadre plus favorable au déroulement et à l'expansion du commerce international, et *b)* apporter au commerce international des pays en développement des avantages supplémentaires, grâce à une amélioration substantielle des conditions d'accès pour les produits qui intéressent ces pays et, s'il y a lieu, à l'élaboration de mesures destinées à assurer la stabilité des prix des produits primaires à des niveaux équitables et rémunérateurs. La Déclaration de Tokyo reconnaît en outre l'importance de l'application de mesures différenciées aux pays en développement, selon des modalités qui leur assureront un traitement spécial et plus favorable, dans les secteurs de négociations où cela est réalisable et approprié[2].

5. Les négociations commerciales multilatérales se déroulent dans le cadre et selon les perspectives de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et en fonction de la philosophie qui est définie dans cet instrument, dont la Déclaration de Tokyo réaffirme en fait les principes, règles et disciplines. Les négociations n'ont donc pas pour but de résoudre les problèmes fondamentaux et persistants que connaissent de longue date les pays en développement dans un certain nombre de domaines névralgiques du commerce et du développement. Ainsi, l'élaboration d'un programme intégré pour les produits de base, le financement du développement, l'industrialisation, la mise en place d'une stratégie globale pour les exportations d'articles manufacturés et semi-finis, l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés, le transfert de technologie, les activités et pratiques des sociétés transnationales sont autant de problèmes que, dans l'ensemble, les négociations commerciales multilatérales ne touchent pratiquement pas ou qu'elles n'abordent que de façon superficielle. Il en va de même pour deux autres questions présentant une importance considérable pour les pays en développement, à savoir la question des mesures générales à prendre pour accroître la coopération entre les pays en développement eux-mêmes, et celle des relations avec les pays appartenant à des systèmes économiques et sociaux différents. Ces diverses considérations devraient aider à évaluer avec réalisme les possibilités offertes par les négociations commerciales multilatérales; elles soulignent en même temps la nécessité pour la CNUCED et les autres organes des Nations Unies d'entreprendre d'urgence une action parallèle pour résoudre ces problèmes.

CHAPITRE II

Le déroulement des négociations

A. — Historique

6. A la fin des négociations Kennedy en 1967, un programme de travaux préparatoires à des négociations multilatérales ultérieures avait été mis au point dans le cadre du GATT. Au début de 1972, les Etats-Unis d'Amérique, les Communautés européennes et le Japon, appuyés par d'autres pays développés, annoncèrent par des déclarations conjointes leur intention d'engager de nouvelles négociations commerciales multilatérales. La Conférence a noté cette intention à sa troisième session, tenue à Santiago du Chili en 1972, adoptant à cette occasion la résolution 82 (III) au sujet de la participation des pays en développement aux négociations multilatérales et des objectifs qu'ils y poursuivraient. La nouvelle série de négociations a été officiellement ouverte à Tokyo en septembre 1973, lors d'une réunion au niveau ministériel, à laquelle assistaient plus de 100 pays développés et en développement désireux d'y participer.

B. — Les travaux du Comité des négociations commerciales et de ses groupes

7. Les buts et les objectifs des négociations commerciales multilatérales sont définis dans la Déclaration de Tokyo, qui prévoyait la création d'un Comité des négociations commerciales habilité à élaborer et à mettre en œuvre des plans détaillés de négociations commerciales, à établir des procédures de négociation appropriées, y

[1] Déclaration des Ministres, adoptée à Tokyo le 14 septembre 1973. Pour le texte, voir GATT, *Instruments de base et documents divers, Supplement No 20* (numéro de vente : GATT/1974-1), p. 20.

[2] *Ibid.*, p. 23, par. 5.

compris des procédures spéciales pour les négociations entre pays développés et pays en développement, et à surveiller le déroulement des négociations[3]. Toutefois, les négociations n'ont véritablement démarré qu'au début de 1975, à la suite de l'adoption aux Etats-Unis d'Amérique du *Trade Act* (loi sur le commerce) de 1974. En février 1975, le Comité des négociations commerciales a créé six groupes chargés d'organiser et de mener à bien des négociations dans les domaines précisés au paragraphe 3 de la Déclaration de Tokyo : droits de douane, mesures non tarifaires, approche par secteurs, système de sauvegarde, agriculture, et produits tropicaux.

8. Au Comité des négociations commerciales, et notamment lors de sa réunion de décembre 1975, les pays en développement ont déploré l'absence de progrès dans les négociations et en particulier le fait qu'il n'avait pas été possible d'établir des procédures spéciales de négociation entre pays développés et pays en développement pour toutes les questions visées par les négociations commerciales multilatérales. Les principaux points sur lesquels les pays en développement ont insisté sont les suivants :

a) La nécessité de définir des méthodes permettant d'appliquer des mesures différenciées aux pays en développement selon des modalités qui leur assureraient un traitement spécial et plus favorable. Bien qu'encouragés par le fait que certains pays développés avaient reconnu qu'il serait possible et approprié d'adopter des mesures différenciées de ce type dans les négociations relatives à certaines questions (les subventions et les droits compensateurs par exemple), les pays en développement ont souligné la nécessité de mettre au point des mesures différenciées qui seraient applicables à l'éventail complet des relations commerciales entre pays développés et pays en développement, afin de mettre en place une structure nouvelle et plus solide pour le commerce mondial. A cet égard, les pays en développement ont proposé que le Comité des négociations commerciales entreprenne une véritable réforme de l'Accord général, en commençant par un examen systématique des articles de l'Accord, et en envisageant en particulier d'en renforcer la partie IV[4] ;

b) Le risque de voir se développer une tendance à la négociation bilatérale et la nécessité de préserver aux négociations leur caractère multilatéral. Les pays en développement ont exprimé la crainte de se trouver placés, dans certains domaines des négociations, devant le fait accompli, avec des solutions mises au point entre pays développés, et ils ont souligné que les négociations commerciales multilatérales devaient non pas se limiter à des négociations entre quelques parties mais au contraire s'intégrer dans un ensemble beaucoup plus vaste d'initiatives visant à instaurer un nouvel ordre économique international. Ils ont également souligné que l'approche bilatérale dans les négociations entre pays développés et pays en développement poserait presque inévitablement des problèmes de réciprocité;

c) La nécessité de préserver les avantages acquis par les pays en développement, y compris de maintenir et d'améliorer le SGP et de compenser toute érosion des marges préférentielles, compte tenu le cas échéant des intérêts des pays en développement bénéficiant d'avantages spéciaux et de la nécessité de trouver des moyens de protéger ces intérêts;

d) L'application du principe du traitement préférentiel généralisé aux pays en développement en ce qui concerne les obstacles non tarifaires et les autres mesures de politique commerciale;

e) Le bénéfice du traitement prioritaire aux produits tropicaux;

f) L'application du principe de la non-réciprocité. Certains pays en développement ont déclaré qu'ils seraient prêts à participer aux négociations, dans des limites compatibles avec leurs besoins en matière de développement, de financement et de commerce, mais seulement lorsqu'ils seraient effectivement assurés de pouvoir bénéficier des avantages supplémentaires devant généralement découler des négociations;

g) La mise en œuvre anticipée de concessions en faveur des pays en développement, surtout en ce qui concerne les droits de douane, la libéralisation des contingents et les restrictions quantitatives, ainsi que l'adoption sans délai de mesures dans le domaine des produits tropicaux.

9. A sa dernière réunion, le Comité des négociations commerciales a passé en revue les progrès accomplis par les différents sous-groupes et est tombé d'accord quant aux résultats pouvant raisonnablement être escomptés en 1976; il a noté que de nombreux pays avaient été d'avis que les négociations devraient arriver à leur conclusion dans le courant de 1977. On trouvera ci-après un aperçu succinct des progrès réalisés au 31 décembre 1975 et un bref exposé de quelques-uns des principaux problèmes examinés par les différents groupes, ainsi que de leurs incidences sur le commerce des pays en développement.

1. *Groupe des droits de douane*

10. Le Groupe des droits de douane a étudié diverses questions, y compris les solutions suggérées concernant une formule d'abaissement des droits susceptible d'application générale. Toutefois, aucune décision n'a été prise sur le point de savoir si cette formule s'appliquerait uniquement aux produits industriels ou si elle s'étendrait également aux produits agricoles. Touchant les droits de douane, ce qui intéresse le plus les pays en développement, c'est l'adoption de procédures spéciales en vue de leur participation aux négociations tarifaires qui prévoient, entre autres :

a) Des avantages supplémentaires pour les pays en développement, quelle que soit la formule convenue;

b) Une sécurité accrue des marges SGP et des marges préférentielles pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en développement, sécurité qui devrait être garantie par des listes spéciales de concessions. Toute érosion des marges SGP devrait être compensée par des mesures dans le domaine des droits de douane et dans les autres domaines faisant l'objet des

[3] *Ibid.*, p. 24, par. 10.

[4] Voir aussi le chapitre V ci-dessous.

négociations. Le SGP devrait devenir un instrument utilisé à long terme pour la coopération en matière de développement;

c) La réduction, dans des proportions supérieures à la moyenne des réductions NPF, des droits de douane applicables aux produits qui ne seront probablement pas inclus dans le SGP, et en particulier des droits s'appliquant aux produits fournis principalement ou pour une part importante par des pays en développement;

d) L'application anticipée des réductions tarifaires NPF en faveur des pays en développement dans le cas des produits exclus du SGP;

e) La non-inclusion, dans les listes d'exception des pays donneurs de préférences, des produits dont l'exportation intéresse les pays en développement et qui sont exclus du SGP;

f) La suppression ou la réduction dans une mesure substantielle de la progressivité des droits frappant les produits des pays en développement.

11. Le Comité des négociations commerciales a estimé, à sa réunion de décembre 1975, qu'il était raisonnable de prévoir que l'accord sur les principaux éléments d'un plan de négociations tarifaires pourrait se faire dans le courant de 1976.

2. *Groupe des mesures non tarifaires*

12. Le Groupe des mesures non tarifaires a constitué quatre sous-groupes chargés respectivement des problèmes suivants : *a)* restrictions quantitatives; *b)* subventions et droits compensateurs; *c)* obstacles techniques au commerce, et *d)* questions douanières. Toutefois, les membres du Groupe n'ont pu se mettre d'accord sur une deuxième liste de mesures non tarifaires à examiner dans le cadre d'une conférence multilatérale; il n'a pas réussi non plus à arrêter des procédures qui permettraient d'étudier les incidences des mesures non tarifaires déjà étudiées dans le domaine des produits agricoles. En ce qui concerne la deuxième liste, les pays en développement tiennent spécialement à ce qu'une décision soit prise en vue d'assurer que seront effectivement étudiées dans les négociations certaines autres mesures non tarifaires, notamment les mesures portant sur les points suivants : achats par les pouvoirs publics, pratiques antidumping, prix minimaux à l'importation, prélèvements variables, taxes intérieures et systèmes de dépôts à l'importation.

13. Les sections ci-après résument l'avancement des travaux des différents sous-groupes.

a) *Sous-groupe des restrictions quantitatives*

14. Le sous-groupe des restrictions quantitatives en est au stade initial des consultations et discussions bilatérales ou plurilatérales menées selon une procédure convenue, aux termes de laquelle les pays exportateurs indiquent les pays à consulter, les restrictions appliquées et les produits touchés. Un certain nombre de pays développés et de pays en développement participent actuellement à des consultations. En janvier 1976, 27 participants, dont 19 pays en développement, avaient déjà envoyé des notifications pour signaler des restrictions imposées par 44 pays ou groupes de pays, dont 17 pays en développement membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

15. Les pays en développement s'intéressent tout particulièrement à un certain nombre de questions touchant la portée et le fond des consultations présentes et futures, englobant aussi les régimes de licences. Ces questions concernent notamment les problèmes suivants :

a) Maintien du *statu quo* en ce qui concerne les restrictions à l'importation, y compris les limitations dites "volontaires" des exportations, qui touchent les exportations imposées aux pays en développement;

b) Application anticipée, en faveur des pays en développement, de mesures ayant pour effet de supprimer, d'éliminer par étapes ou d'élargir progressivement les contingents existants et prévoyant un pourcentage adéquat de croissance des exportations;

c) Inclusion, dans le champ des consultations et des négociations, de tous les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement, y compris les textiles et les produits agricoles;

d) Exclusion des restrictions quantitatives appliquées par les pays en développement en vertu des dispositions pertinentes du GATT, notamment de la partie IV de l'Accord général;

e) Non-discrimination en matière d'application des régimes de licence; souplesse administrative; simplification et harmonisation des procédures; mesures visant à assurer la pleine utilisation des contingents et le report des parts de contingents non utilisées.

16. A sa réunion de décembre, le Comité des négociations commerciales a estimé que l'on pouvait raisonnablement espérer la mise au point, en 1976, d'une procédure permettant une libéralisation appréciable des restrictions quantitatives.

b) *Sous-groupe des subventions et des droits compensateurs*

17. Le sous-groupe a examiné diverses suggestions relatives aux subventions et aux droits compensateurs. Les pays en développement ont présenté des propositions précises concernant la manière dont un traitement différencié et plus favorable pourrait être instauré à leur intention. Ils ont suggéré notamment :

a) Qu'en attendant la conclusion des négociations aucun droit compensateur ne soit appliqué aux exportations des pays en développement;

b) Qu'en règle générale les pays en développement soient exemptés de droits compensateurs, sauf dans des cas exceptionnels et dans le cadre de procédures fixées par entente multilatérale;

c) Que le droit soit reconnu aux pays en développement d'accorder des subventions à l'exportation dans le cadre de leur politique de développement et d'industrialisation, en tant que moyen de promouvoir la diversification et d'augmenter le taux de croissance de leurs exportations.

18. Le Comité des négociations commerciales a estimé qu'un accord pourrait intervenir en 1976 sur la façon dont les négociations concernant les subventions et les droits compensateurs devront se dérouler.

c) *Sous-groupe des obstacles techniques au commerce*

19. Le sous-groupe des obstacles techniques au commerce a étudié les diverses questions et les suggestions spécifiques présentées par les participants concernant le code de pratiques envisagé pour empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce. Entre autres grandes préoccupations, les pays en développement souhaitent, notamment dans le domaine des normes obligatoires :

a) Que les pays en développement ne soient pas tenus d'adopter – en particulier en matière de dispositions régissant l'emballage et l'étiquetage ou le contrôle de l'application des normes – des règlements incompatibles avec leurs besoins dans le domaine du développement;

b) Que les pays en développement puissent bénéficier de délais sensiblement plus longs pour aligner leurs pratiques sur les obligations définies dans le code, dont l'application à leur endroit devrait être plus souple;

c) Que des dispositions adéquates soient prises pour fournir aux pays en développement les informations et l'assistance technique nécessaires pour leur permettre de se conformer aux normes auxquelles doivent satisfaire les produits qu'ils exportent vers les pays développés[5];

d) Qu'il soit tenu compte, dans les consultations, des problèmes et besoins particuliers que connaissent les pays en développement en matière de financement, de commerce et de développement, plus particulièrement pour ce qui est de la formulation, de l'application et du respect des normes et des exigences techniques que cela suppose;

e) Que le code soit appliqué à tous les produits.

20. Le Comité des négociations commerciales a été d'avis que l'élaboration d'un projet de code de normalisation dont le texte ferait l'objet d'un large accord pourrait progresser considérablement au cours de l'année 1976.

d) *Sous-groupe des questions douanières*

21. Le sous-groupe des questions douanières a examiné les suggestions faites par les participants au sujet des principes ou des éléments qu'ils désireraient voir inclure dans tout nouvel ensemble de règles internationales sur la valeur en douane qui serait adopté. Il a étudié également les problèmes liés aux prescriptions en matière de documents d'importation, aux formalités consulaires et aux nomenclatures douanières. A cet égard, les pays en développement souhaiteraient particulièrement :

a) Que tout nouvel ensemble de règles internationales sur la valeur en douane tienne compte des problèmes et des besoins spéciaux des pays en développement, la valeur en douane des exportations desdits pays étant déterminée soit sur la base des prix facturés pour des produits identiques ou analogues, soit sur la base des prix généralement obtenus pour les exportations à destination des marchés de pays tiers;

b) Que les pays en développement se voient accorder un délai suffisant pour accepter les nouvelles règles internationales et pour s'y conformer et puissent obtenir l'assistance technique dont ils ont besoin à cet égard.

22. Le Comité des négociations commerciales a considéré qu'une base de négociations pour les questions douanières pourrait être adoptée par consensus en 1976.

3. *Groupe de l'agriculture*

23. Les négociations sur les produits agricoles autres que les céréales, la viande et les produits laitiers, produits confiés chacun à un sous-groupe du Groupe de l'agriculture (voir ci-après), n'ont guère progressé en 1975 en raison de divergences entre les principaux partenaires commerciaux quant à la manière d'aborder les négociations dans ce secteur. Toutefois, lors de la réunion qu'il a tenue le 16 décembre 1975, le Groupe de l'agriculture est finalement parvenu à un compromis sur une procédure qui lui a permis de sortir de l'impasse et lui donne la possibilité de progresser dans ses négociations. Cette procédure prévoit des consultations bilatérales et plurilatérales, sur la base des notifications soumises par chaque pays au sujet des obstacles tarifaires et non tarifaires frappant les produits agricoles. Grâce à ces consultations, on devrait réussir à déterminer exactement les produits agricoles dont l'exportation intéresse les pays en développement et les mesures qui en affectent le commerce.

a) *Sous-groupe des céréales*

24. Le sous-groupe a examiné les diverses propositions présentées par les principaux pays intéressés au commerce des céréales. Les discussions en cours portent sur les grandes questions suivantes : accord international sur les céréales, constitution d'une réserve internationale de céréales, stabilité des prix et des marchés, démantèlement des obstacles au commerce et sécurité des approvisionnements. Les points qui préoccupent les pays en développement sont, entre autres, les suivants :

a) L'augmentation de la part des pays en développement dans le commerce mondial des céréales, y compris l'assurance à long terme de pouvoir exporter leur production à des prix rémunérateurs;

b) L'accès aux approvisionnements à des prix stables;

c) La prise d'engagements obligatoires concernant l'aide alimentaire et les ventes à des conditions de faveur;

d) La constitution de réserves de céréales et de stocks d'urgence;

e) Le mécanisme des doubles prix dans le cadre d'un accord international sur les céréales;

f) La suppression ou la limitation des crédits à l'exportation accordés par les pays développés pour soutenir leurs exportations de céréales.

b) *Sous-groupe de la viande*

25. Le sous-groupe étudie diverses questions et propositions ayant trait à la libéralisation, à l'expansion et à la stabilisation du commerce international de la viande. Parmi

[5] Le projet de code contre la mise en place d'obstacles techniques au commerce contient certaines dispositions à cet égard.

les questions intéressant tout particulièrement les pays en développement, on peut citer :

a) L'augmentation de la part des pays en développement dans le commerce mondial de la viande de bœuf et de veau;

b) La prise d'engagements concernant l'accès aux marchés sur une base quantitative, y compris l'octroi de traitements préférentiels touchant l'accès aux marchés et/ou les prix;

c) La suppression des subventions à l'exportation et des mesures de sauvegarde;

d) Le "gel" de la protection accordée aux industries non rentables;

e) La libéralisation des règlements sanitaires qui entraînent une discrimination de fait à l'égard des exportations de viande de bœuf des pays en développement vers les pays développés.

c) *Sous-groupe des produits laitiers*

26. Différentes opinions ont été exprimées au sein du sous-groupe au sujet des méthodes à adopter pour stabiliser et libéraliser le commerce des produits laitiers; il s'est agi en particulier de l'importance à accorder aux questions suivantes : élargissement de l'accès aux marchés; établissement d'une corrélation plus étroite entre les prix de soutien intérieurs et les cours mondiaux; pratiques commerciales et politiques nationales à l'origine de ces pratiques; conclusion d'un accord international fixant des prix plancher et des prix plafond; mise en place d'un mécanisme assurant en permanence une surveillance et l'échange d'informations.

27. Les pays en développement ont souligné qu'il convenait de leur accorder un traitement spécial et préférentiel par des politiques de soutien et par la libéralisation de l'accès aux marchés.

28. En décembre 1975, le Comité des négociations commerciales a jugé que l'on pouvait raisonnablement s'attendre en 1976 à des progrès importants dans les travaux des sous-groupes s'occupant des céréales, de la viande, des produits laitiers et des autres produits agricoles.

4. *Groupe des produits tropicaux*

29. Conformément aux lignes directrices arrêtées par le Groupe des produits tropicaux, des consultations ont lieu actuellement entre un certain nombre de pays participants développés et en développement, selon une procédure de "demandes et d'offres"; leur objet est de préciser, d'examiner et de discuter la nature et le contenu des listes de demandes de concessions. Le Groupe avait d'abord décidé que les offres initiales devraient être déposées par tous les participants avant la fin de décembre 1975, afin qu'un accord sur les produits tropicaux puisse intervenir en 1976. Toutefois, la date limite de présentation des offres a par la suite été reportée au 1er mars 1976. Parmi les questions auxquelles les pays en développement s'intéressent tout particulièrement dans le cadre des consultations figurent notamment :

a) L'octroi d'un traitement prioritaire pour les produits tropicaux dans les négociations commerciales, conformément à la Déclaration de Tokyo, ce qui implique la nécessité de conclure les négociations dans ce domaine avant celles portant sur d'autres problèmes, afin que les concessions consenties puissent être mises en œuvre le plus tôt possible;

b) L'octroi d'un traitement spécial et plus favorable aux pays en développement, grâce notamment à la suppression ou à la réduction, sur une base non réciproque, des obstacles tarifaires (y compris l'élimination de la progressivité des droits) et non tarifaires (y compris les restrictions quantitatives s'appliquant aux produits tropicaux non transformés ou semi-transformés);

c) La suppression des taxes intérieures, droits fiscaux et prélèvements frappant les produits tropicaux, en particulier les dérivés et produits transformés fabriqués à partir des produits tropicaux, ou le reversement de ces taxes aux pays en développement intéressés;

d) L'établissement d'une classification séparée pour les produits tropicaux dans les tarifs des pays développés.

30. La proposition visant à ce qu'un accord sur les produits tropicaux soit réalisé en 1976 a reçu l'appui général du Comité des négociations commerciales.

5. *Groupe des sauvegardes*

31. Le Groupe des sauvegardes a examiné le fonctionnement et l'efficacité du système multilatéral de sauvegardes, et en particulier la manière dont l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce est appliqué, ainsi que les éléments à incorporer dans un éventuel système, nouveau ou révisé, s'il s'avérait que le système actuel présente des insuffisances.

32. Entre autres considérations qui les préoccupent, les pays en développement estiment[6] :

a) Qu'en règle générale, les mesures de sauvegarde ne devraient pas s'appliquer aux produits importés en provenance des pays en développement;

b) Que dans des circonstances exceptionnelles et particulièrement contraignantes, et telles qu'il ne serait pas possible de redresser la situation dans un délai raisonnable par des mesures d'aide aux ajustements de structure, des mesures de sauvegarde pourraient être prises à titre temporaire pour freiner les importations en provenance de pays en développement, à condition que la preuve soit faite qu'il y a préjudice grave et important pour l'économie nationale, et que ces mesures de sauvegarde soient alors invariablement accompagnées de mesures appropriées d'aide aux ajustements de structure; de plus, les dispositions prises devraient prévoir la suppression aussi rapide que possible des restrictions ainsi imposées;

c) Que l'application de mesures de sauvegarde ne devrait avoir pour effet ni de réduire les importations en deçà du

[6] Pour plus de précisions, voir les notes du secrétariat de la CNUCED concernant les mesures de sauvegarde et le *statu quo* (TD/B/C.2/R.4 et Supp.1). Voir aussi son rapport sur la libéralisation des obstacles non tarifaires (TD/B/C.2/R.7), par. 16 et 17.

volume qu'elles atteignaient avant la mise en vigueur de telles mesures ni d'empêcher une croissance raisonnable des importations;

d) Que tout pays appliquant des restrictions de cette nature devrait tenir compte du niveau de développement, du degré de diversification de la production et de la gamme des exportations des pays frappés par ces restrictions;

e) Qu'une compensation appropriée devrait être accordée pour les perturbations subies par le commerce d'exportation des pays en développement touchés par les restrictions ainsi imposées;

f) Qu'en matière de sauvegarde, toute clause multilatérale révisée devrait prévoir des consultations préalables, des critères acceptés au niveau international, un dispositif multilatéral de révision et de surveillance, des délais bien déterminés, le liement des mesures de sauvegarde appliquées et de leur durée d'application à des mesures appropriées d'ajustement de structure, et l'élimination progressive des mesures restrictives;

g) Qu'il faudrait que les pays en développement aient la possibilité de mettre en œuvre des programmes et des politiques de développement économiques, et de prendre des mesures de protection ou autres concernant leurs importations qui soient conformes aux exigences du développement.

33. Le Comité des négociations commerciales a estimé, à sa réunion de décembre 1975, qu'on pouvait raisonnablement espérer parvenir en 1976 à un accord sur les critères et principes qui pourraient servir de base aux négociations en matière de sauvegardes.

6. *Groupe de l'approche sectorielle*

34. Le Groupe de l'approche sectorielle a examiné les possibilités offertes, en tant que technique d'appoint, par la réduction ou l'élimination coordonnées de tous les obstacles au commerce dans des secteurs déterminés, ainsi que les diverses questions et propositions y relatives. Il a entrepris des études visant, entre autres, à définir les intérêts particuliers et les problèmes spéciaux des pays en développement dans divers secteurs. A cet égard, ces pays s'intéressent plus particulièrement à :

a) La possibilité d'apporter des avantages supplémentaires aux pays en développement, en plus de ceux que les négociations pourraient leur apporter dans les autres domaines;

b) L'octroi d'un traitement différencié aux pays en développement, en particulier en ce qui concerne l'élimination de la progressivité des droits et la réduction ou la suppression des obstacles non tarifaires, y compris les restrictions quantitatives touchant les produits exportés par ces pays, et la recherche de possibilités d'améliorer le SGP;

c) L'inclusion, dans les secteurs retenus pour être étudiés, des produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement (textiles, cuirs et peaux, articles en cuir, bois et ouvrages en bois, poisson et produits à base de poisson, produits de l'électronique).

35. Le Comité des négociations commerciales espère qu'un accord assez large sur le rôle et l'utilisation de l'approche sectorielle pourra intervenir au cours de l'année 1976.

CHAPITRE III

Activités de la CNUCED en rapport direct ou indirect avec les négociations commerciales multilatérales

36. La résolution 82 (III) adoptée le 20 mai 1972 par la Conférence reprend certains principes énoncés par les pays en développement comme devant régir les négociations commerciales multilatérales. Elle traite également de la participation des pays en développement à ces négociations et des tâches incombant au secrétariat pour leur préparation. Aux termes du paragraphe 4 de cette résolution, il était prévu en outre que les travaux de la CNUCED qui avaient trait à l'expansion du commerce des pays en développement devraient être poursuivis vigoureusement et ne devraient en aucune manière être retardés par les négociations.

37. Conformément à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, il incombe à la CNUCED, entre autres responsabilités, de favoriser l'expansion du commerce international, principalement en vue d'accélérer le développement économique, et de formuler des principes et des politiques concernant le commerce international et les problèmes connexes du développement économique. A plusieurs égards, les travaux que la CNUCED a entrepris dans le cadre de son mandat, lequel a été précisé dans diverses décisions de la Conférence, du Conseil du commerce et du développement et de ses commissions, ont un rapport étroit avec l'objet même des négociations commerciales multilatérales. C'est vrai en particulier de ses travaux concernant le commerce des produits de base, le système généralisé de préférences et la libéralisation des obstacles non tarifaires.

A. – Un programme intégré pour les produits de base

38. Devant l'évolution des conditions économiques internationales enregistrée les deux ou trois dernières années, on cherche maintenant à régler les problèmes de commerce des produits de base que connaissent les pays en développement selon une approche nouvelle fondée sur des principes différents. Conformément aux dispositions pertinentes du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de résolutions adoptées ultérieurement par le Conseil du commerce et du développement et par la Commission des produits de base, les travaux de la CNUCED dans le domaine des produits de base sont centrés sur l'élaboration d'un programme intégré pour cette catégorie de produits[7]. Le but

[7] Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, sect. I, par. 3, al. *a* iv, résolution 124 (XIV) du Conseil du commerce et du développement, et résolution 15 (VIII) de la Commission des produits de base. Pour plus de détails sur l'historique de l'élaboration du programme intégré, voir les rapports du Secrétaire général de la CNUCED intitulés "Un programme intégré pour les produits de base" (TD/B/C.1/166) et "Propositions spécifiques appelant une décision et une action des gouvernements" (TD/B/C.1/193), annexe.

des propositions formulées dans le cadre du programme intégré est d'améliorer de façon durable le fonctionnement des marchés des produits de base et d'assurer une répartition plus équitable des avantages tirés du commerce international de ces produits.

39. Les propositions relatives à un programme intégré mises au point par la CNUCED reposent sur les cinq éléments clefs suivants : constitution d'une série de stocks internationaux pour une large gamme de produits de base; établissement d'un fonds commun pour le financement de ces stocks; un système d'engagements commerciaux multilatéraux concernant divers produits de base, associé à des dispositifs de stockage international; des dispositifs de financement compensatoire; et des mesures visant à promouvoir la transformation des matières premières dans les pays en développement[8].

40. Le succès de ces mesures exige que les conditions d'accès aux marchés soient préalablement améliorées grâce à l'abaissement des barrières commerciales auxquelles se heurtent les exportations des produits primaires, surtout transformés, et peut-être aussi grâce à l'octroi d'un traitement préférentiel à ces produits. Les propositions concernant le programme intégré envisagé n'empêchent donc pas les initiatives qui pourraient être prises à cet égard dans d'autres organes, en particulier les mesures qui seraient adoptées dans le contexte des négociations commerciales multilatérales, que le programme viendra compléter.

41. Les questions sur lesquelles portent les travaux relatifs au programme intégré ont été une fois de plus soulignées dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, laquelle a renouvelé et renforcé à cette occasion le mandat de la CNUCED et a souhaité que la quatrième session de la Conférence aboutisse à des décisions sur des mesures internationales quant aux structures des marchés dans le domaine des matières premières et des produits de base dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement, y compris des décisions relatives à un programme intégré (section I, paragraphe 3).

B. — Système généralisé de préférences

42. Les pays en développement se sont inquiétés de l'érosion que pourraient subir les avantages qu'ils tirent du SGP au cas où les droits NPF seraient abaissés lors des négociations commerciales multilatérales. Ils ont cherché dans ces négociations à maintenir et à améliorer le SGP et à s'assurer des avantages tarifaires supplémentaires. La Déclaration de Tokyo reconnaissait l'importance de maintenir et d'améliorer le SGP.

43. Dans le cadre de la CNUCED, c'est le Comité spécial des préférences qui est chargé d'examiner l'application et le fonctionnement du SGP et il a étudié à ses dernières sessions les répercussions possibles des négociations commerciales multilatérales sur les préférences. Le 31 mai 1974, il a adopté à l'unanimité sa résolution 3 (VI), qui porte sur cette question, et dans laquelle il prenait note de la demande des pays en développement tendant à ce que les pays donneurs de préférences participant aux négociations prennent des mesures spéciales en vue de préserver et d'améliorer le SGP et de procurer aux pays en développement des avantages additionnels. Le Comité a décidé "de suivre de façon continue les faits relatifs aux tarifs douaniers qui interviendront dans les négociations commerciales multilatérales du point de vue de leur incidence sur le système généralisé de préférences" (par. 2), et a prié le Secrétaire général de la CNUCED "de communiquer aux gouvernements et au directeur général du GATT pour que les organes du GATT s'en servent de la manière qu'ils jugeront appropriée le rapport du Comité spécial des préférences sur sa sixième session et l'étude du secrétariat de la CNUCED intitulée "Le système généralisé de préférences et les négociations commerciales multilatérales[9]".

44. Le secrétariat de la CNUCED suit de très près les faits nouveaux intervenant en matière de tarifs douaniers dans les négociations commerciales multilatérales, de façon à appuyer l'action menée par le Comité spécial des préférences pour maintenir et améliorer le SGP. A cet égard, il est de la plus haute importance que les pays donneurs de préférences apportent rapidement et de façon continue des améliorations substantielles à leur schéma de préférences et l'appliquent intégralement, sans subordonner les mesures qu'ils pourraient prendre à cet effet aux progrès réalisés au cours des négociations commerciales multilatérales.

C. — Libéralisation des obstacles non tarifaires

45. La CNUCED s'est occupée presque depuis le début du problème des obstacles non tarifaires. Le Secrétaire général de la CNUCED a présenté un programme pour leur libéralisation lors de la deuxième session de la Conférence en 1968, et les pays en développement ont également soumis leurs propositions à cette occasion. Aucune mesure n'a été prise à l'époque. De 1968 à 1975, la Commission des articles manufacturés de la CNUCED a continué à s'occuper des obstacles non tarifaires, mais toujours sans grands résultats quant à la libéralisation effective du commerce; néanmoins, un travail utile a été accompli en ce qui concerne l'analyse des données et la mise en évidence des difficultés et des solutions susceptibles d'être adoptées.

46. Le 19 mai 1972, à sa troisième session, la Conférence a adopté sans opposition la résolution 76 (III), dans laquelle elle définissait les tâches de la Commission des articles manufacturés dans le domaine des obstacles non tarifaires, dans le contexte des négociations commerciales multilatérales. Aux termes du paragraphe 1 de cette résolution, la Commission était invitée

> à accélérer son examen des obstacles non tarifaires... qui peuvent porter préjudice aux exportations des pays en voie de développement et, dans le cadre de ces efforts, à faciliter les consultations

[8] Pour plus de détails voir les documents TD/B/C.1/193 à 198.

[9] TD/B/C.5/26, reproduit dans *Fonctionnement et effets du système généralisé de préférences : choix d'études présentées pour le deuxième examen annuel du Comité spécial des préférences à sa sixième session, Genève 20-31 mai 1974* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.9), p. 147.

sur les obstacles non tarifaires qui entravent les exportations actuelles et potentielles de produits présentant un intérêt pour les pays en voie de développement

et à proposer des mesures en vue de la libéralisation ou de la suppression de tels obstacles.

47. En conséquence, le secrétariat de la CNUCED a soumis à la Commission des articles manufacturés à ses sixième et septième sessions, des études sur divers aspects des obstacles non tarifaires, lui proposant notamment un programme de mesures de la libéralisation de ces obstacles, qui s'inspirait des travaux d'autres organismes, en particulier du GATT.

48. A la première partie de la sixième session de la Commission des articles manufacturés, les pays en développement membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont présenté plusieurs suggestions concernant, entre autres questions, le commerce d'Etat, les achats de l'Etat, les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de marquage, les normes en tant qu'obstacles techniques au commerce, les formalités douanières et la valeur en douane[10]. Ils ont également présenté des projets de résolution contenant des propositions concrètes sur les mesures d'aide aux aménagements de structure, les sauvegardes et le *statu quo*, le commerce international des textiles et les stimulants à l'exportation et les droits compensateurs[11]. Les pays en développement avaient espéré que leurs suggestions et leurs projets de résolution serviraient de point de départ et de base à des négociations dans le cadre de la Commission, dans le contexte de la résolution 76 (III) de la Conférence, mais les pays développés à économie de marché membres de la Commission ont déclaré qu'ils n'étaient prêts à engager ni négociations préalables ni négociations sur des sujets qui devaient être traités lors des négociations commerciales multilatérales[12]. Ces propositions ont de nouveau été soumises pour examen à la Commission des articles manufacturés à sa septième session, mais aucun progrès substantiel n'a été réalisé à cette occasion.

49. Il n'y a guère eu de progrès, sinon aucun en ce qui concerne la réalisation des objectifs énoncés dans la résolution 76 (III) de la Conférence. Il est probable qu'il faille encore attendre longtemps l'application de dispositions concrètes pour réduire ou supprimer les obstacles non tarifaires affectant les pays en développement surtout s'il doit s'agir de dispositions entrant dans le cadre du train final de mesures sur lequel on espère voir déboucher les négociations commerciales multilatérales. C'est pourquoi, il conviendrait d'envisager la possibilité d'adopter par avance des mesures concernant les obstacles non tarifaires, qui soient de nature à avantager les pays en développement.

[10] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 5* (TD/B/466), par. 155 à 161.

[11] *Ibid.*, annexe II.

[12] *Ibid.*, par. 162.

CHAPITRE IV

Rôle de la CNUCED dans les négociations commerciales multilatérales

A. – Participation de la CNUCED aux travaux du Comité des négociations commerciales et de ses groupes

50. Le rôle de la CNUCED dans les négociations commerciales multilatérales a été défini dans plusieurs décisions prises dans le cadre de la CNUCED, notamment la résolution 82 (III) de la Conférence, et par l'Assemblée générale dans sa résolution 3310 (XXIX)[13], tous ces textes reconnaissant la responsabilité qui incombe à la CNUCED d'aider les pays en développement à préparer les divers stades des négociations et à y participer pleinement et efficacement.

51. Le Conseil du commerce et du développement et ses organes auxiliaires compétents, à savoir la Commission des produits de base, la Commission des articles manufacturés et le Comité spécial des préférences, ont pour tâche de suivre l'évolution des négociations commerciales multilatérales et se sont occupés activement des problèmes qui se sont posés au cours de ces négociations, et qui présentaient un intérêt particulier pour les pays en développement. Il entre en effet dans les fonctions de la CNUCED de faciliter les consultations et les échanges de vues sur ces problèmes et, s'il y a lieu, de formuler des propositions pouvant faire l'objet de discussions en vue d'un accord.

52. Conformément à son mandat, le Secrétaire général de la CNUCED a fourni aux divers organes de la CNUCED la documentation pertinente; il a également aidé le Comité de coordination du Groupe des Soixante-Dix-Sept pour les négociations commerciales multilatérales à propos des délibérations portant sur des sujets tels que les droits de douane, les obstacles non tarifaires, les sauvegardes, l'agriculture, les produits tropicaux et les analyses sectorielles. Il a aussi eu des consultations avec les porte-parole des groupes de pays en développement et pris contact individuellement à différents niveaux avec des représentants de pays en développement concernant diverses questions soulevées au cours des négociations.

53. A l'issue de la réunion ministérielle de Tokyo en septembre 1973, il a été décidé que le Secrétaire général de la CNUCED serait invité à assister aux réunions du Comité des négociations commerciales, selon qu'il serait approprié. L'importance de sa présence à de telles réunions a été soulignée dans diverses résolutions adoptées par différents organes de la CNUCED et par l'Assemblée générale. En 1975, il a été invité à assister aux réunions du Comité des négociations commerciales ainsi qu'à celles de ses groupes et sous-groupes. Ces invitations lui étaient adressées sur la base de décisions *ad hoc* prises par les organes intéressés au début de chacune de leurs sessions. Le Secrétaire général

[13] Voir aussi la résolution 76 (III) de la Conférence, la résolution 116 (XIV) du Conseil du commerce et du développement, la résolution 3 (VI) du Comité spécial des préférences et la résolution 12 (VIII) de la Commission des produits de base.

(ou son représentant) a reçu les documents préparés pour les réunions auxquelles il était invité.

B. – Activités d'assistance technique PNUD/CNUCED

54. .Les négociations Kennedy n'avaient pas apporté d'avantages commerciaux substantiels aux pays en développement, ce que les pays développés avaient attribué à l'époque non à une absence de volonté d'action de leur part, mais au manque d'expérience et de compétence des pays en développement en matière de négociation, et au fait que l'on ne disposait pas des instruments et des données nécessaires. Lorsqu'une nouvelle série de négociations commerciales a été envisagée en 1972, il a donc été proposé non seulement que tous les pays en développement soient autorisés à y participer, mais encore qu'il leur soit fourni l'assistance technique nécessaire pour leur permettre de le faire avec efficacité et profit.

55. Conformément à la résolution 82 (III) de la Conférence, la CNUCED, avec l'aide financière du PNUD, fournit une assistance technique, sous diverses formes et à différents niveaux, aux pays en développement participant aux différentes phases des négociations. Dans le contexte d'un projet interrégional, un certain nombre d'experts ont rassemblé des données de base concernant le commerce et les obstacles au commerce, entrepris l'étude de problèmes spécifiques soulevés au cours des négociations et fourni des services consultatifs. Grâce aux ordinateurs auxquels elle avait accès, la CNUCED a pu, dans le cadre de ce projet, donner à plus de 50 pays en développement les données statistiques de base dont ils avaient besoin concernant les courants d'échanges et la structure du commerce ainsi que les renseignements qui leur étaient nécessaires touchant les droits de douane et les obstacles non tarifaires à leur commerce. Des consultations ont eu lieu de façon continue avec les délégations des pays en développement. Un certain nombre d'analyses confidentielles portant sur les principaux problèmes abordés au cours des négociations et envisagés du point de vue des intérêts commerciaux spécifiques en jeu ont été communiquées aux délégations intéressées. Toujours dans le cadre du même projet, la CNUCED et le PNUD ont aidé à organiser et à diriger un certain nombre de réunions de travail et de séminaires à Bangkok, Addis-Abeba, Guatemala, Manille et Hongkong, à la demande de gouvernements des différentes régiones concernées.

56. En outre, les commissions régionales des Nations Unies, en collaboration avec la CNUCED et grâce à l'aide accordée au titre du projet interrégional, ont mis sur pied, chacune de son côté, un projet régional permettant de fournir une assistance technique aux autorités ou aux services compétents dans les capitales des pays situés dans leurs régions respectives. Les services offerts ont porté, entre autres, sur le traitement et l'analyse des données, l'exécution d'études spéciales sur des problèmes régionaux ou locaux, l'envoi de missions consultatives et l'organisation de stages de formation et de séminaires. Le projet régional pour l'Amérique latine a démarré en 1972. Le projet régional pour l'Asie et le Pacifique a été mis en train à l'automne de 1974, après la mise en place au début de 1974 de certains services devant permettre de répondre aux demandes particulières des cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Des projets régionaux similaires pour l'Afrique et l'Asie occidentale en sont encore aux premiers stades de l'organisation; ils devraient devenir pleinement opérationnels dans un avenir proche.

57. Il est à noter que, parallèlement aux services ainsi fournis par la CNUCED et les commissions régionales avec l'aide financière du PNUD, le secrétariat du GATT, qui est responsable de l'organisation des négociations, a lui-même créé un "Bureau d'assistance spéciale" chargé également d'aider les pays en développement dans leur participation aux négociations.

CHAPITRE V

Réaménagement de l'Accord général et questions institutionnelles connexes

58. Au cours des négociations commerciales multilatérales, des questions se poseront concernant les principes et les règles régissant le commerce international. La Déclaration de Tokyo réaffirme l'attachement aux principes, règles et disciplines prévus par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais il y est spécifié dans une note que cette assertion ne reflète pas nécessairement les vues des pays qui n'étaient pas alors parties à l'Accord général. Toujours aux termes de cette déclaration :

> On prendra en considération les améliorations du cadre international régissant le commerce mondial qui pourraient être souhaitables à la lumière du progrès des négociations et, dans cette entreprise, il faudra veiller à ce que toute mesure qui serait introduite en conséquence soit compatible avec les objectifs globaux et les principes des négociations commerciales et en particulier de la libéralisation des échanges[14].

59. Au cours des négociations commerciales multilatérales, un certain nombre d'articles de l'Accord général seront examinés et feront l'objet de propositions d'amendement. A cet égard, les pays en développement ont demandé, pour permettre la mise en œuvre effective des paragraphes 5 et 9 de la Déclaration de Tokyo, que de nouvelles dispositions ou de nouveaux articles soient élaborés pour réglementer les relations commerciales entre les pays développés et les pays en développement et que la partie IV de l'Accord général soit renforcée. Ils ont également réclamé la création par le Comité des négociations commerciales d'un nouveau groupe chargé de traiter de ce sujet. Cette proposition sera vraisemblablement examinée par le Comité à sa prochaine réunion. On ne sait donc pas encore exactement jusqu'où ira, en portée et en profondeur, la réforme de l'Accord général au cours des négociations, ni dans quelle mesure elle répondra à l'attente des pays en développement, qui demandent que les règles actuellement en vigueur, qui sont fondées sur l'égalité des droits et des obligations des parties contractantes, ne leur soient pas appliquées.

60. Etant donné que les pays développés insistent pour que les différents codes et règles du GATT soient appliqués

[14] GATT, *Instruments de base... (op. cit.)*, p. 23, par. 9.

sur la base NPF et qu'ils n'ont pas catégoriquement reconnu la nécessité d'accorder un traitement et des règles spéciales aux pays en développement, il est naturel que les pays en développement redoutent de plus en plus de se trouver, à l'issue des négociations commerciales multilatérales, dans la difficile position d'avoir à accepter des règles et des codes de conduite qui, loin de prévoir un régime préférentiel en leur faveur, pourraient au contraire réduire sensiblement la souplesse des règles actuelles, seraient beaucoup plus stricts et rendraient beaucoup plus difficile la négociation de dérogations spéciales en leur faveur.

61. A ce propos, il convient de signaler l'existence du projet de résolution daté du 21 novembre 1975, présenté au nom des pays membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, visant à établir dans le cadre de la CNUCED une commission intergouvernementale spéciale du commerce international

chargée d'élaborer, à la lumière des négociations en cours ou qui doivent être entreprises à l'intérieur ou à l'extérieur des Nations Unies, un projet d'accord général sur le commerce qui sera soumis à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa trente-deuxième session et qui contiendra des normes destinées à réglementer les relations commerciales entre pays développés et pays en développement dans le but de promouvoir une participation plus importante et plus équitable des pays en développement au commerce international grâce, entre autres, à l'application d'un traitement préférentiel, en ayant présente à l'esprit la nécessité de combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en développement;

Toujours aux termes de ce projet, l'Assemblée générale devrait :

examiner à sa trente-deuxième session, à la lumière des résultats des travaux de la Commission spéciale, la possibilité de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour adopter un accord général sur le commerce entre les pays développés et les pays en développement;

en outre :

le Conseil du commerce et du développement [devrait] accorder la priorité aux travaux de la Commission spéciale et, en consultation avec les gouvernements intéressés, procéder à l'établissement du calendrier et de l'organisation des travaux de la Commission spéciale;

et :

le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [devrait] présenter à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session, un rapport sur l'état d'avancement des travaux entrepris par la Commission spéciale[15].

62. Sur les recommandations de la Deuxième Commission, l'Assemblée a décidé, à sa 2441e séance, de reporter à sa trente et unième session l'examen du projet de résolution contenant cette proposition, sans préjudice du fait que la question pourrait être examinée par la Conférence à sa quatrième session.

63. L'examen des nouveaux principes et des nouvelles règles devant régir le commerce international soulève donc des problèmes fondamentaux, à la fois au niveau des questions institutionnelles et des questions de fond. La discussion portera, d'une part, sur le type de règles qui devraient normalement se fonder sur le nouvel ordre économique international défini dans la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale et, d'autre part, sur la structure et les responsabilités du système des Nations Unies et plus particulièrement de la CNUCED dans le domaine du développement et de la coopération économique internationale.

64. L'ordre du jour provisoire de la quatrième session de la Conférence comporte une point intitulé : "Questions institutionnelles : recommandations quant au rôle futur de la CNUCED et décisions à prendre au sujet de l'organisation institutionnelle future à l'intérieur de la CNUCED[16]", ce qui permettra à la Conférence de débattre des faits qui viennent d'être exposés et d'adopter des recommandations et des décisions appropriées à leur sujet. En particulier, elle sera fondée à examiner dans quelle mesure les règles du GATT, actuelles ou révisées (telles qu'elles pourront l'être à l'occasion des négociations commerciales multilatérales), sont adéquates, cohérentes et compatibles avec les objectifs, les règles et les mesures énoncés dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale et à formuler des avis à cet égard; elle sera également fondée à étudier leurs implications institutionnelles pour la CNUCED et pour l'ensemble du système des Nations Unies.

CHAPITRE VI

Conclusions

65. Depuis la Déclaration de Tokyo, qui a donné le départ des négociations, l'économie mondiale a connu des mutations qui ont transformé les perspectives des négociations commerciales multilatérales elles-mêmes. La crise de l'énergie, la stagnation de l'économie mondiale avec son accompagnement de récession et de chômage assortis d'un taux d'inflation élevé, la situation monétaire internationale difficile, la pénurie mondiale de denrées alimentaires et l'accent mis dorénavant davantage sur l'accès aux approvisionnements que sur l'accès aux marchés – sont autant de facteurs qui ont non seulement retardé le départ des négociations, mais aussi ralenti leur déroulement. De fortes pressions s'exercent dans plusieurs pays industriels pour obtenir l'adoption de mesures protectionnistes et des efforts considérables sont nécessaires pour les contrecarrer et pour consolider les progrès faits jusqu'ici dans le sens d'une libéralisation du commerce. De profondes divergences persistent entre les politiques commerciales et agricoles des principaux pays industrialisés, si bien qu'on ne peut guère s'étonner que les négociations commerciales multilatérales n'aient abouti jusqu'ici à aucune mesure nouvelle en matière de libéralisation des échanges. Le Comité des négociations commerciales s'est maintenant accordé deux années supplémentaires pour mener à leur terme les négociations, qui dureront donc jusqu'aux dernières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Pendant ce temps, toute action internationale dans les autres organes, en particulier à la CNUCED, est suspendue sous prétexte qu'un grand nombre des problèmes que connaissent les pays en développement trouveront leur

[15] A/AC.2/L.1472.

[16] Le Secrétaire général de la CNUCED a consacré à ce point un rapport (voir le document TD/194 dans le présent volume).

solution au cours des négociations commerciales multilatérales. Cet état de fait est regrettable, en particulier compte tenu de la portée nettement insuffisante du mandat donné par les pays développés à leurs négociateurs, lesquels ne sont pas en mesure d'aborder de façon adéquate certains des problèmes les plus graves rencontrés par les pays en développement, et il a conduit ces derniers à exprimer leur mécontentement et leur inquiétude.

66. En ce qui concerne les principaux points d'intérêt primordial pour les pays en développement qui ont été abordés au cours des négociations, certains progrès sont réalisés actuellement pour les produits tropicaux, mais il est évidemment trop tôt pour pouvoir en tirer des conclusions concernant la nature et l'importance des concessions qui seront offertes aux pays en développement dans ce secteur. Pour ce qui est des autres points importants (octroi aux pays en développement d'un traitement différencié et plus favorable dans les relations commerciales, non-réciprocité, procédures et modalités spéciales de négociations, maintien et amélioration du SGP, et application anticipée de mesures en faveur des pays en développement) très peu de progrès ont été réalisés et pratiquement aucun engagement concret n'a été pris jusqu'ici par les pays développés pour mettre en œuvre la Déclaration de Tokyo.

67. Il ne semble pas jusqu'à présent que les pays développés accordent un rang de priorité suffisant à l'octroi d'avantages commerciaux spéciaux aux pays en développement dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. Par contre, ils considèrent comme extrêmement important et hautement prioritaire d'assurer la réciprocité entre eux (à tous les stades) et, dans certains cas, également entre pays développés et pays en développement. Certains pays développés semblent supposer, ce qui n'est pas certain du tout, que les négociations portant sur les points présentant un intérêt prioritaire pour les pays en développement trouveront leur conclusion d'elles-mêmes une fois que les grands problèmes auront été résolus et que des solutions générales auront été arrêtées. En tout état de cause, ils partent du principe que les problèmes des pays en développement peuvent être traités parallèlement aux autres questions plus importantes, ce faisant, ils ne tiennent pas compte de l'urgence que les pays en développement reconnaissent aux problèmes commerciaux.

68. En outre, les consultations et les négociations ont tendu de plus en plus à se dérouler au niveau bilatéral, ce qui dans l'ensemble n'avantage pas les pays en développement. Dans le cas de négociations bilatérales entre pays développés, les pays en développement sont généralement tenus en dehors des négociations réelles sur des problèmes qui présentent pour eux une importance cruciale, alors que dans les procédures de négociations bilatérales entre pays développés et pays en développement ils se trouvent ramenés dans la position défavorable qui est habituellement la leur lorsqu'il s'agit de négocier des concessions réciproques. Ces procédures ne sont d'ailleurs pas dans l'esprit de la Déclaration de Tokyo, et il est essentiel qu'un accord intervienne rapidement au cours des négociations sur des mesures visant à enrayer cette tendance aux négociations bilatérales.

69. Comme on l'a vu au chapitre II du présent rapport, un certain nombre de propositions et de suggestions spécifiques et concrètes ont été formulées concernant l'octroi d'un traitement différencié aux pays en développement dans les relations commerciales. Ces propositions et suggestions ont trait aux points suivants : droits de douane, restrictions quantitatives, normes, sauvegardes, subventions et droits compensateurs, approche sectorielle, et questions douanières. Malgré leur caractère concret et spécifique, elles n'ont eu pour la plupart aucune suite. Il est important et urgent que des engagements soient pris sans retard à propos de ces suggestions.

70. En ce qui concerne l'octroi d'un traitement différencié aux pays en développement, on pourrait par exemple hâter la mise en vigueur de certaines des concessions qui leur sont accordées. En particulier, des avantages devraient leur être consentis en matière de droits de douane et de libéralisation des contingents et des restrictions quantitatives; en outre, des mesures devraient être prises touchant les produits tropicaux dès la conclusion des négociations dans ce secteur, sans attendre la fin des négociations commerciales internationales dans leur ensemble.

71. Dans des conditions favorables, les négociations commerciales multilatérales pourraient apporter des avantages commerciaux substantiels aux pays en développement et ces pays devraient faire tout leur possible pour les obtenir. Il ne serait cependant pas réaliste de ne pas tenir compte des limites de ces négociations. En resteront pratiquement exclus plusieurs domaines critiques du commerce et du développement des pays en développement dans lesquels il ne faut donc pas s'attendre qu'elles apportent des solutions à long terme. C'est pourquoi il importe que, dans les domaines en question, une action parallèle soit entreprise sans délai dans d'autres institutions internationales, notamment à la CNUCED.

72. Dans le domaine du commerce et du développement, les négociations commerciales multilatérales et les modifications des articles de l'Accord général qui en découleront vraisemblablement auront des conséquences importantes pour la CNUCED, et pour l'ensemble du système des Nations Unies, aussi bien pour les questions de fond que pour les questions institutionnelles. Cet aspect de la question méritera donc une étude attentive de la part de la Conférence lors de l'examen du point 16 de l'ordre du jour de la quatrième session.

DOCUMENT TD/188*

Coopération financière internationale pour le développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*29 décembre 1975*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres		*Paragraphes*	*Pages*
I.	Le contexte général	1-9	74
II.	Financement de la balance des paiements	10	76
	A. Politiques et pratiques existantes	13-19	76
	B. Considérations en vue de l'adoption de mesures internationales	20-31	77
III.	Le problème de la dette	32-47	80
	A. Tendances récentes et politiques actuelles	32-40	80
	B. Propositions en vue d'une action internationales	41-47	81
IV.	Le courant de ressources financières	48-68	82
	A. Résultats enregistrés	48-51	82
	B. Considérations en vue de l'adoption de mesures internationales	52-68	83

CHAPITRE PREMIER

Le contexte général

1. Les événements de 1974 et 1975 ont montré de façon éclatante combien le processus de développement dans les pays en développement est vulnérable aux événements extérieurs et ont suscité un regain d'intérêt pour le rôle que les politiques financières et monétaires internationales ont à jouer dans le soutien de ce processus.

2. L'année 1974 a été marquée par une dégradation spectaculaire de la situation financière extérieure des pays en développement, dégradation qui s'est poursuivie bien que plus lentement pendant 1975. Pour l'ensemble des pays non exportateurs de pétrole, le déficit du compte des transactions courantes a triplé, passant d'à peu près 11 milliards de dollars en 1972-1973 à 34 milliards de dollars environ en 1974; le déficit du compte des transactions courantes de ces pays en 1975 est évalué à environ 45 milliards de dollars. La dégradation de 1974 s'explique surtout par l'évolution défavorable des termes de l'échanges des pays en développement, consécutive à l'augmentation des prix à l'importation du pétrole, des produits alimentaires, des engrais et des articles manufacturés; en 1975, elle était due principalement à une augmentation des prix des articles manufacturés importés et à une baisse des prix à l'exportation provoquée par la récession dans les pays développés à économie de marché.

3. La situation des années 1974 et 1975, doit évidemment être considérée par rapport à celle des années 1972 et 1973. Pendant cette période, les prix des produits de base et le volume des exportations d'articles manufacturés des pays en développement avaient fortement augmenté, ce qui avait permis à ces pays d'accroître sensiblement le volume de leurs importations et d'accélérer leur croissance. Toutefois, on ne peut pas dire qu'il y ait symétrie entre la phase descendante de 1974-1975 et la phase ascendante de 1972-1973. D'une part, en effet, l'amélioration enregistrée pendant cette dernière période dans les termes de l'échange des produits de base autres que le pétrole, envisagés par rapport aux articles manufacturés, n'a pas été suffisante pour compenser le fléchissement accusé au cours des deux décennies précédentes. D'autre part, la forte progression vers le plein emploi, simultanément enregistrée dans les pays développés à économie de marché et qui expliquait en grande partie la hausse des prix des produits de base, n'a pas été aussi marquée que la régression qui a suivi. De plus, la tendance ascendante de 1972-1973 n'a pas eu les mêmes effets partout : les termes de l'échange des pays ayant un revenu annuel par habitant inférieur ou égal à 250 dollars ne se sont améliorés que très légèrement, et la production

* Incorporant les documents TD/188/Corr.1 et TD/188/Add.1.

de produits alimentaires essentiels a fortement diminué dans beaucoup de ces pays (et dans d'autres pays en développement) par suite d'une grande sécheresse.

4. En 1972 et 1973 cependant, les apports nets de capitaux à long terme dans les pays en développement ont été largement supérieurs au déficit global des transactions courantes de ces pays. Cela a permis une rapide constitution de réserves de devises qui a brusquement pris fin en 1974. Dans l'ensemble, les modifications du taux d'accumulation de réserves et l'intensification des emprunts à court terme – formules qui ne sont, ni l'une ni l'autre, susceptibles d'application à plus longue échéance – ont assuré plus de la moitié des ressources financières supplémentaires dont les pays en développement avaient besoin en 1974; le reste est venu des apports additionnels de capitaux à long terme. Dans une très large mesure, par conséquent, les pays en développement ont pu, en 1974, éponger leur déficit exceptionnellement élevé en mettant à profit la "marge" que leur laissait leur position extérieure. Mais à mesure que l'on avançait dans l'année 1975, les difficultés de financement s'accroissaient et tant la situation financière extérieure que les programmes de développement d'un certain nombre de pays en développement se sont trouvés compromis.

5. On estime que, si le taux de croissance du PIB fixé comme objectif pour les années 70 dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[1] doit être atteint, il faudra que le taux de croissance annuel du PIB des pays en développement non exportateurs de pétrole soit de 6,6 p. 100 pendant la période 1974-1980. Les projections relatives aux besoins d'importation dans l'hypothèse de ce taux de croissance du PIB eu égard aux perspectives d'exportation pour le reste de la décennie indiquent que le déficit annuel des pays en développement non exportateurs de pétrole au titre des biens et services non-facteurs passera d'environ 35 milliards de dollars en 1975 à plus de 77 milliards de dollars en 1980[2]. Si l'on tient compte en plus des paiements d'intérêts et des rapatriements de bénéfices, le déficit des transactions courantes de ces pays, en 1980, pourrait dépasser 110 milliards de dollars aux prix de 1980, soit 84 milliards de dollars aux prix de 1975[3].

6. Il faut remarquer que les projections relatives au déficit des transactions courantes supposent au départ que l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide publique au développement sera atteint d'ici à la fin de la décennie, une part croissante du déficit pouvant ainsi être comblée au moyen de ressources obtenues à des conditions de faveur. Néanmoins, selon ces projections, le rapport des paiements du service de la dette et des rapatriements de bénéfices aux recettes d'exportation passera de 15 p. 100 en 1974 à presque 40 p. 100 en 1980.

7. Les politiques actuelles concernant l'aide publique au développement ne permettent certainement pas de penser que les courants de cette aide, exprimés en pourcentage du PNB des pays membres du CAD, dépasseront le niveau de 1974, soit 0,33 p. 100. La question se pose donc de savoir comment cette situation affectera les perspectives des pays en développement. Pour un grand nombre d'entre eux, l'absence de progrès vers l'objectif de 0,7 p. 100 se traduira par de sévères restrictions des importations et des dépenses de développement, ce qui entraînera par contrecoup un net fléchissement du taux de croissance du revenu. Les projections indiquent par exemple que, dans ces conditions, le revenu par habitant dans les pays en développement le plus gravement touchés pourrait n'être pas sensiblement plus élevé en 1980 qu'en 1973, et qu'un bon nombre de ces pays enregistreraient même une diminution de leur revenu par habitant. Dans certains autres pays en développement, un taux de croissance minimal pourrait peut-être être maintenu en finançant le déficit accru de la balance des paiements par des emprunts sur les marchés de capitaux privés. Il est toutefois douteux que le recours à cette source de financement soit possible à grande échelle. On estime par exemple que, pour pallier l'insuffisance de l'aide publique au moyen de capitaux privés, il faudrait accroître les investissements directs privés et les emprunts bruts sur les marchés financiers de 35 p. 100 par an, ce qui porterait le niveau annuel à 110 milliards de dollars en 1980. De plus, en pareil cas, le rapport des paiements du service de la dette et des rapatriements de bénéfices aux recettes d'exportation passerait de 15 p. 100 en 1975 à environ 45 p. 100 en 1980.

8. Ces perspectives, et la situation précaire dans laquelle se trouvent maintenant les pays en développement soulignent l'existence, dans le système international, d'un certain nombre de faiblesses qui ne sont certes pas nouvelles mais auxquelles les événements récents ont donné un relief particulier. Dans le domaine monétaire et financier, ces faiblesses se manifestent sur trois plans distincts, bien qu'incontestablement interdépendants. Tout d'abord, et c'est là le trait le plus frappant, on constate l'incapacité du système international à assurer convenablement, dans la conjoncture, le financement de la balance des paiements. Etroitement liée à cette insuffisance, il y a ensuite l'absence de politiques globales en ce qui concerne le problème de la dette des pays en développement. Enfin, à la base de ces deux problèmes, il faut relever l'insuffisance de l'effort d'assistance consenti par les principaux pays donneurs, l'aide publique au développement ne pouvant, en conséquence, atteindre le niveau qui serait nécessaire à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

9. De toute évidence, les politiques internationales devront être notablement améliorées dans ces trois

[1] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

[2] Selon les projections, les exportations de biens et services augmenteront en valeur réelle à un taux annuel de moins de 6,3 p. 100. Cette estimation est fondée sur l'hypothèse d'un accroissement annuel du PIB des pays membres de l'OCDE de 4,8 p. 100 par an pendant la même période. Les projections relatives aux besoins d'importation supposent un coefficient d'élasticité des importations légèrement inférieur à 1.

[3] Selon les estimations, les paiements au titre de l'amortissement atteindront 28 milliards de dollars en 1980. Le volume total des apports financiers bruts nécessaires pour financer le déficit des transactions courantes et les paiements au titre de l'amortissement atteindrait presque 140 milliards de dollars en 1980.

domaines si l'on veut résoudre les difficultés extérieures actuelles des pays en développement, et entretenir le processus de développement pendant le reste de la décennie. Cela suppose que l'on s'écarte sensiblement des dogmes et des règles admises en ce qui concerne le financement de la balance des paiements, l'aide au développement et l'attitude à l'égard des obligations contractuelles. En particulier, il faut admettre que les distinctions entre ces éléments perdent beaucoup de leur utilité dans une situation inhabituelle comme la situation actuelle où, par exemple, l'aide à long terme et les politiques touchant le service de la dette peuvent être considérées comme des moyens appropriés de résoudre les problèmes de la balance des paiements. Les principales insuffisances des politiques et pratiques actuelles dans chacun des trois domaines susmentionnés et les mesures correctrices possibles sont résumées dans les chapitres ci-après[4].

CHAPITRE II

Financement de la balance des paiements

10. C'est un fait généralement admis que les pays en développement connaissent des fluctuations relativement importantes de leurs recettes d'exportation, et donc de leur capacité d'importer, ce qui a une influence perturbatrice sur leur développement.

11. La réponse apportée à ce problème par la communauté internationale a consisté à concevoir des mécanismes destinés à procurer aux pays en développement des ressources financières pour couvrir leurs déficits d'exportation. Toutefois, il apparaît de plus en plus clairement qu'une solution équitable et efficace implique la réorganisation du commerce des produits de base puisque la cause fondamentale de l'instabilité est liée à des insuffisances dans ce domaine.

12. Dans son rapport relatif au programme intégré pour les produits de base[5], le secrétariat de la CNUCED propose des mesures qui devraient, notamment, assurer l'élimination des principales causes d'instabilité des recettes d'exportation des pays en développement. Vu dans ce contexte, l'aménagement des courants de capitaux pourrait jouer un utile rôle d'appoint, en permettant de financer les déficits d'exportation qui ne peuvent être entièrement comblés par des réformes de structures du système commercial. Les propositions contenues dans la section qui suit doivent être envisagées dans cette optique.

A. — Politiques et pratiques existantes

13. Parmi les mécanismes internationaux de financement de la balance des paiements, il faut mentionner tout d'abord les possibilités de tirage dans le cadre du FMI. Ces possibilités, qui sont ouvertes à tous les membres du Fonds, sont limitées par des quotas et subordonnées, sauf dans le cas des tirages dans la tranche-or, à des conditions dont la rigueur s'accroît avec l'importance des tirages de chaque membre. Ce mécanisme du FMI n'a pas permis de répondre aux besoins particuliers des pays en développement. Cela étant, on a pris certaines mesures pour améliorer l'accès des pays en développement aux ressources en vue du financement de la balance des paiements. L'innovation la plus importante dans ce domaine a été la création au FMI d'une facilité de financement compensatoire. Cette facilité a utilement contribué à la solution des problèmes de balance des paiements des pays en développement, mais elle revêt certaines caractéristiques qui en limitent le rôle[6].

14. En 1974, le FMI a créé un mécanisme élargi qui a pour but de fournir une aide à moyen terme en cas de difficultés spéciales de balance des paiements, par exemple, lorsque l'économie souffre d'un grave déséquilibre dans ce domaine par suite de défauts d'ordre structurel empêchant de poursuivre une politique active de développement. Alors que la durée habituelle des accords *"stand-by"* du Fonds ne dépasse pas 12 mois, le mécanisme élargi peut assurer le soutien du FMI pour une durée allant jusqu'à trois ans, et le remboursement des tirages peut être différé pour des périodes plus longues que celles autorisées pour les autres facilités du Fonds. Mais les tirages au titre de ce mécanisme sont limités par des quotas et sont assortis de conditions très strictes en ce qui concerne les politiques à suivre. En fait, on peut se demander si la rigueur de ces conditions ne restreint pas à l'excès le recours au mécanisme.

15. Une étape importante de l'évolution du système monétaire international, en rapport avec la question traitée ici, a été la création des DTS du Fonds. En permettant la constitution, sans frais, de liquidités internationalement acceptables, ce mécanisme donne aux pays la possibilité d'augmenter leurs réserves (dans la mesure où des DTS leur sont alloués) sans accroître leur dette extérieure. Les DTS présentent, du moins potentiellement, un intérêt particulier pour les pays en développement dont les réserves sont généralement insuffisantes et qui ont des difficultés à s'assurer les apports nécessaires de ressources réelles. De plus, alors que la part des pays en développement dans le total des réserves des pays membres du FMI était de 19 p. 100 en 1970 (première année d'allocation de DTS), leur part dans les allocations de DTS avoisine 25 p. 100. Cependant, ce sont essentiellement les pays développés qui ont profité de la création des DTS. Il n'a pas été donné suite à la proposition d'établir un lien entre les DTS et le financement du développement, qui permettrait de corriger cette anomalie.

16. Des DTS ont été alloués en 1970, 1971 et 1972. Les années suivantes, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur la création de nouveaux DTS, en grande partie du fait de l'importance prise par d'autres sources moins contrôlables de liquidités internationales. Ainsi, pendant la période 1969-1973, les accroissements de réserves en devises sont intervenus à concurrence de 88,7 milliards de dollars dans l'augmentation de la liquidité internationale, le

[4] On trouvera une analyse détaillée des questions mises en jeu dans le document TD/188/Supp.1 (reproduit dans le présent volume).

[5] Document TD/184 (reproduit dans le présent volume).

[6] Certaines limitations sont exposées aux paragraphes 22 à 27 ci-dessous.

chiffre correspondant pour les allocations de DTS étant de 10,6 milliards de dollars. La récente décision du Comité intérimaire du FMI[7] de supprimer la cotation officielle de l'or et d'autoriser les transactions entre banques centrales à des prix proches de ceux du marché entraînera vraisemblablement une réévaluation des réserves d'or et peut-être l'établissement d'un nouveau cours officiel de fait sinon de droit, bien que les membres du Groupe des Dix[8] soient convenus de limiter leurs achats nets sur le marché. Même si certains des bénéfices imprévus réalisés par les pays développés à économie de marché du fait de l'augmentation du prix de l'or doivent être redistribués aux pays en développement par l'intermédiaire du Fonds de dépôt, l'effet général n'en sera pas moins une redistribution des réserves mondiales en faveur des pays développés. Par exemple, en supposant que la réévaluation des réserves officielles d'or en triple la valeur, les réserves des membres du FMI augmenteront de 84 milliards de dollars, dont près de 62 milliards (soit 73 p. 100) iront aux dix pays membres du Fonds les plus développés et 4 milliards (soit 5 p. 100) aux pays en développement non exportateurs de pétrole. Les réserves de ce dernier groupe exprimées en pourcentage de celles du premier tomberaient donc de 27,3 p. 100 à 19,7 p. 100[9].

17. Les facilités existantes pour le financement des déficits de balance des paiements et les allocations de DTS n'ont pas suffi à empêcher de sensibles fluctuations dans les disponibilités en devises de nombreux pays en développement. Pour beaucoup de ces pays, cet état de choses a été l'une des importantes raisons pour lesquelles le taux de croissance n'a pas pu atteindre, en moyenne, le niveau que l'on pouvait escompter, compte tenu des considérations de productivité et d'épargne ainsi que des tendances à moyen et à long terme des recettes en devises.

18. L'inaptitude des facilités de soutien de la balance des paiements à étayer le développement à long terme des pays en développement découle, en partie, de l'idée que les prêts à long terme consentis à ces pays doivent être consacrés au financement de projets spécifiques et alloués indépendamment de la situation à court terme de la balance des paiements du bénéficiaire. Certains pays donneurs ont fourni sans doute une part importante de leurs apports à divers pays en développement sous forme de prêts destinés à des programmes, mais le fonctionnement des institutions internationales de financement est tel que les prêts à usage discrétionnaire ne sont généralement accordés qu'à court ou moyen terme, et pour faire face à des besoins immédiats de balance des paiements. Ce principe va de pair avec le point de vue classique selon lequel il n'y a guère de différence entre pays développés et pays en développement quant au processus d'ajustement de la balance des paiements, d'où l'on conclut qu'une nette distinction peut être établie entre le processus de développement, d'une part, et le processus d'ajustement de la balance des paiements, d'autre part.

19. Les différences entre pays développés et pays en développement quant au fonctionnement du processus d'ajustement ne sont pas reconnues dans les statuts du FMI et les arrangements pour le financement de la balance des paiements ne tiennent pas suffisamment compte du fait que, dans de nombreux cas, un déséquilibre de la balance des paiements n'est le résultat, ni d'une demande excédentaire (dont la suppression appelle généralement une réduction des dépenses), ni de modifications de la structure de la demande ou de l'accroissement de la productivité, exigeant une redistribution marginale des ressources, mais tient à des rigidités fondamentales dont l'élimination suppose la poursuite ou l'accélération de la croissance et une diversification de l'économie du pays en développement intéressé. Certes, les pays qui enregistrent ce type de déficit peuvent obtenir du FMI des ressources à moyen terme pour le financement de leur balance des paiements, mais ils ne sont en général pas ou guère assurés de disposer d'apports accrus de capitaux à long terme pour opérer les ajustements nécessaires et ils n'ont souvent d'autre issue que de combler leur déficit au prix d'un fort chômage et d'une dislocation du processus de développement. Le fait le plus frappant a été l'impossibilité de se procurer des fonds à long terme librement utilisables qui sont indispensables lorsque les besoins d'importations nécessaires à la poursuite de l'expansion consistent en matières premières ou en facteurs intermédiaires, plutôt qu'en biens d'équipement.

B. — Considérations en vue de l'adoption de mesures internationales

20. Lorsqu'on élabore des politiques pour faire face aux fluctuations des recettes d'exportation, il est nécessaire de distinguer les cas où l'insuffisance des recettes est imputable à la politique suivie par un pays de ceux où elle résulte de circonstances indépendantes de sa volonté; il faut aussi, dans cette deuxième catégorie, faire une distinction de principe entre trois types de situations, selon qu'il y a :

a) Insuffisance temporaire, susceptible de se corriger d'elle-même, lorsque les recettes d'exportation tombent au-dessous du niveau correspondant à la pleine utilisation (ou l'utilisation quasi totale) de la capacité de l'économie mondiale;

b) Insuffisance[10] entraînée par un ralentissement anormalement important dans l'utilisation de la capacité de l'économie mondiale; et

c) Insuffisance chronique (c'est-à-dire une tendance au marasme) enregistrée dans des conditions de pleine (ou de quasi totale) utilisation de la capacité de l'économie mondiale.

21. Un point fondamental est que, dans les situations du type *a*, l'insuffisance engendrée par la demande est contrebalancée par des "excédents" : il y a généralement

[7] Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du FMI sur le système monétaire international, institué le 3 octobre 1974.

[8] Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

[9] Voir aussi dans le présent volume le document TD/189, chap. III.

[10] Mesurée par la différence entre les recettes d'exportation qu'implique la pleine (ou quasi totale) utilisation de la capacité de l'économie mondiale et les recettes d'exportation effectives.

symétrie entre le recul et la progression de la demande de part et d'autre du niveau de production correspondant au quasi plein emploi. Mais les baisses anormalement fortes dans l'utilisation de la capacité, et donc les insuffisances de recettes qui en résultent, ne sont pas contrebalancées par des accroissements comparables car, s'il n'y a pas de "plancher" à l'utilisation de la capacité, il y a un plafond qu'elle ne peut pas dépasser; en conséquence, s'il n'y a pas constitution systématique de stocks en période de moindre demande, les prix des produits de base tendront à s'établir, en moyenne, au-dessous du niveau correspondant au plein emploi dans les pays développés à économie de marché[11].

22. Le remède à l'insuffisance des recettes d'exportation est nécessairement différent pour chaque type de situation. Les cas des types *a* et *b* sont du même ordre, en ce sens qu'ils appellent un remède financier et non un ajustement "réel". Par contre, les cas du type *c* exigent un ajustement des structures de l'activité économique réelle; le financement intervient là comme un moyen d'opérer cet ajustement et d'assurer un répit suffisant dans l'intervalle.

23. Une distinction tout aussi nette doit être établie quant à la nature du financement approprié dans les cas d'insuffisance des types *a* et *b*. Pour les situations du type *a*, ce sont essentiellement des crédits à moyen terme (ou l'utilisation des réserves) qui sont nécessaires en attendant la remontée des recettes d'exportation, qui permettra de rembourser les crédits (ou de reconstituer les réserves). Au contraire, les cas du type *b* sont par définition le résultat d'un déséquilibre dans les principaux pays développés à économie de marché, dont pâtissent les pays en développement. Demander à ces derniers de financer un manque de ce type de la même manière qu'il financeraient un manque relevant de la catégorie *a* revient à dire que ce sont eux qui doivent en supporter les conséquences, en s'endettant (ou en épuisant leurs réserves). Ces conséquences ne sont pas trop lourdes dans les situations du type *a*, puisqu'elles pourront s'estomper lorsque la tendance se renversera. Mais dans les cas du type *b*, la perte est irrémédiable attendu que la phase descendante n'est pas suivie d'une phase ascendante. Par conséquent, le meilleur remède aux insuffisances du type *b* consiste à octroyer des dons (ou, à défaut, des prêts à des conditions très favorables) en attendant le rétablissement de l'équilibre dans les pays développés à économie de marché.

24. Bien que le FMI ne limite pas les tirages au titre de la facilité de financement compensatoire aux cas du type *a*, les critères employés pour mesurer l'insuffisance et les dispositions relatives au fonctionnement de la facilité sont conçus essentiellement pour faire face à des fluctuations temporaires. Il s'ensuit qu'une baisse des recettes d'exportation du type *b* risque fort d'être en grande partie exclue des calculs visant à déterminer l'ampleur de l'insuffisance de recettes; de plus, ce qui est prévu pour faire face à une baisse de cette nature, ce sont des crédits à moyen terme et non les crédits à long terme qui conviennent mieux en cas de perte irrécupérable. Il apparaît dès lors nécessaire que le FMI ait les moyens de fournir, aux fins de financement compensatoire, des ressources plus importantes et à plus long terme que ne le prévoient normalement ses politiques et pratiques actuelles, pour couvrir les pertes subies par les pays en développement du fait d'une récession anormalement grave ou prolongée sur les marchés étrangers.

25. Il est tout à fait indiqué que le FMI se charge de ce genre de financement puisque les programmes d'aide bilatérale et les prêts des institutions de financement du développement ne sont pas, en règle générale, destinés à faire face aux besoins de la balance des paiements. Si le FMI paraît l'organisme approprié pour octroyer des prêts compensatoires dans les cas du type *b*, ce n'est pas seulement parce que les autres mécanismes ne peuvent pas le faire, ni parce que le Fonds s'occupe déjà de financement compensatoire, c'est surtout parce qu'une telle activité est conforme à ses objectifs. On pourrait même dire que l'inaction du FMI ou son incapacité à assurer le financement compensatoire, dans les situations du type *b*, constituerait une sérieuse faille dans les structures de la coopération monétaire internationale.

26. Il faut néanmoins reconnaître que, pour le FMI, le fait de prêter à un pays en déficit sans que celui-ci soit tenu de prendre des mesures correctives, reviendrait à s'écarter nettement de la politique et de la pratique suivies dans le passé en ce sens que l'appui fourni à des pays en développement enregistrant un déficit du fait d'une récession à l'étranger ne permettrait pas de corriger le déséquilibre de leur balance des paiements puisque celui-ci résulte des politiques suivies par d'autres pays. Mais c'est précisément de l'absence d'un mécanisme efficace et satisfaisant, permettant de corriger l'asymétrie entre pays déficitaires et pays excédentaires, que découle le besoin de ressources financières; tant qu'un tel mécanisme n'aura pas été incorporé dans le système monétaire, ainsi que dans les politiques et pratiques du FMI, on pourra difficilement s'élever contre une formule visant à atténuer les effets néfastes de cette asymétrie – qui risquent fort de compromettre gravement la prospérité internationale – sous prétexte qu'il s'agirait d'une innovation.

27. Si les cas des types *a* et *b* diffèrent fondamentalement, la question se pose néanmoins de savoir si, au niveau opérationnel, il n'y aurait pas intérêt à les considérer ensemble. Par exemple, on pourrait modifier la facilité de financement compensatoire de façon à faire face aussi aux situations du type *b* en prévoyant de compenser les pertes de recettes d'exportation dues à une récession anormale de l'économie mondiale au moyen de tirages assortis de longs délais de remboursement et de faibles taux d'intérêt, en attendant une véritable reprise dans les pays développés à économie de marché. Une autre approche consisterait à traiter le financement du déficit dans les cas du type *b* comme une activité distincte, à entreprendre sur une base *ad hoc* (comme c'est le cas pour le mécanisme pétrolier), qui permettrait d'offrir une compensation aux pays en développement lorsque le taux d'utilisation de la capacité dans les pays développés tombe au-dessous d'un seuil critique.

[11] L'inverse serait vrai si la capacité de production de produits primaires venait à être épuisée avant que le plein emploi ne soit atteint dans les pays industrialisés; mais tel n'est généralement pas le cas.

28. Comme, selon les deux méthodes, le FMI accorderait des prêts à long terme, un problème peut se poser en ce qui concerne ses propres liquidités. Il serait sans doute nécessaire d'augmenter les ressources du Fonds, soit au moyen d'emprunts, soit par un relèvement des quote-parts, comme on l'a fait dans le passé pour répondre à l'accroissement de la demande de crédits du Fonds.

29. En décembre 1975, la facilité de financement compensatoire du FMI a été révisée sur un certain nombre de points[12] parmi lesquels on peut retenir ce qui suit :

a) La formule appliquée pour évaluer le déficit des recettes d'exportation a été améliorée de façon à donner plus d'importance à l'évolution de ces recettes. A court terme, le chiffre des estimations sera plus élevé avec la nouvelle formule qu'avec l'ancienne;

b) Le plafond des tirages a été relevé : la limite annuelle des tirages a été doublée et portée de 25 à 50 p. 100 de la quote-part et pour le total des tirages en cours, la limite a été portée de 50 à 75 p. 100;

c) Les règles concernant les délais de tirage ont été considérablement assouplies : les pays qui subissent des déficits pourront avoir recours à la facilité à un moment plus opportun et disposeront de 18 mois (au lieu de 6) pour la répartition des tirages.

Néanmoins la facilité de financement compensatoire reste imparfaite à cause des défauts mentionnés ci-après et qu'il conviendrait de corriger pour que ce mécanisme fonctionne de façon satisfaisante, même pour faire face à des diminutions temporaires des recettes d'exportation[13] :

a) Les déficits des recettes d'exportation continuent d'être calculés en valeur nominale sans qu'il soit tenu compte des variations des prix à l'importation;

b) Les gains réalisés dans le secteur des services sont exclus;

c) L'accès à la facilité est limité par les quotes-parts des membres alors que les déficits ne le sont pas. Le tirage maximal autorisé est "normalement" de 50 p. 100 de la quote-part et les tirages effectués pendant une période de 12 mois ne doivent pas dépasser 25 p. 100 de la quote-part (sauf en cas de chute des exportations imputable à des catastrophes). En fait, le relèvement récent des limites des quotes-parts n'a fait que rétablir leur rapport avec le commerce (et les déficits) des pays en développement, qui avait fortement diminué pendant la dernière décennie;

d) Le calendrier des échéances, fixé entre trois et cinq ans, n'est pas lié à la remontée des recettes; il y a donc asymétrie entre les critères d'emprunt et ceux de remboursement;

e) Les tirages ne peuvent être effectués que lorsque l'insuffisance est *effective*, même dans les cas (mauvaises récoltes par exemple) où une chute des exportations était *prévisible*. De plus, les tirages compensatoires doivent intervenir dans les six mois qui suivent l'apparition du manque alors que, dans de nombreux pays, les statistiques ne sont disponibles que beaucoup plus tard;

f) La facilité ne permet pas d'effectuer des tirages pour compenser l'accroissement du volume des importations dû à des facteurs sur lesquels le pays considéré n'a pas de prise, qui gonflent temporairement la demande d'importation. Ainsi, lorsqu'une mauvaise récolte l'oblige à réduire ses exportations, le pays peut recourir à la facilité pour compenser cette perte, mais s'il augmente ses importations, il n'a droit à aucune compensation.

30. Une amélioration du système de financement compensatoire devrait toutefois s'accompagner d'un élargissement de l'accès aux ressources du Fonds en général. Le mécanisme pétrolier devrait être maintenu au-delà de la limite actuellement prévue : les raisons qui ont initialement justifié sa création demeurent valables étant donné la situation qu'implique pour les pays en développement, sinon pour les autres, l'augmentation des prix du pétrole. De plus, il faudrait assouplir les conditions imposées du point de vue des politiques à suivre pour les tirages au titre du mécanisme pétrolier et faire une part plus importante aux pays en développement dans ce mécanisme. Par ailleurs, le montant des tirages possibles dans les différentes tranches devrait être notablement accru[14]. En progressant sur ces deux points et en améliorant les facilités de financement compensatoire, on aiderait déjà beaucoup les pays en développement à couvrir leurs énormes déficits de balance des paiements d'une manière appropriée, c'est-à-dire sans ralentir inutilement leur croissance et ajouter encore aux causes de récession économique mondiale.

31. Le FMI a décidé de se défaire d'un sixième de ses avoirs en or. La moitié de ce montant doit être distribué aux membres au prorata de leur quote-part, et l'autre moitié sera vendue à des prix alignés sur ceux du marché, les bénéfices devant servir à financer un fonds de dépôt en faveur des pays en développement à faible revenu par habitant. Il importera de veiller à ce que les prêts accordés par ce fonds ne soient pas assortis de conditions excessives et à ce que le produit des nouvelles ventes d'or du Fonds soit intégralement utilisé au profit des pays en développement.

---

[12] On trouvera le texte de la décision du Conseil d'administration du Fonds concernant la libéralisation de la facilité de financement compensatoire dans le FMI, *Rapport annuel 1976*, Washington (D.C.), 1976, appendice II, sect. E.

[13] Pour une étude du champ d'application de la facilité et autres questions connexes, voir dans le présent volume le document TD/184, par. 42 à 45.

[14] A sa réunion tenue à Kingston (Jamaïque) en janvier 1976, le Comité intérimaire du FMI a décidé qu'en attendant que l'augmentation de 32,5 p. 100 des quotes-parts entre en vigueur, chaque tranche de crédit serait majorée de 45 p. 100 et portée de 25 p. 100 de la quote-part à 32,5 p. 100. Mais il a été décidé aussi que le mécanisme pétrolier ne serait pas maintenu. Selon des estimations, le FMI serait en mesure, du fait en partie de ces décisions, de fournir en 1976 un montant total d'environ 2,5 milliards de dollars aux pays en développement non exportateurs de pétrole pour financer leurs paiements selon des conditions appropriées du point de vue des politiques à suivre. (Pour une explication de ce chiffre et une analyse des accords de Kingston, voir dans le présent volume le document TD/189, chap. III.) Ce chiffre est peu de chose comparé au déficit de la balance des paiements courants des pays en développement non exportateurs de pétrole, que l'on estime à 45 milliards de dollars pour 1975 et qui devrait se monter à 38 milliards de dollars en 1976.

CHAPITRE III

Le problème de la dette

A. – Tendances récentes et politiques actuelles

32. Les paiements au titre du service de la dette constituent un élément rigide de la balance des paiements des pays en développement. Les politiques suivies en matière de service de la dette revêtent donc une importance considérable en période de difficultés de balance des paiements. Par ailleurs, ces paiements sont le résultat direct des politiques appliquées en ce qui concerne le transfert à plus long terme de ressources aux pays en développement, et l'ampleur et l'importance du service de la dette doivent être vues dans le contexte du système de coopération internationale conçu pour opérer ce transfert.

33. Le transfert net de ressources[15] aux 67 pays en développement non exportateurs de pétrole, fournies sous forme de dons et de prêts, qui engendrent une dette publique et une dette garantie par l'Etat, a augmenté de 1965 à 1973 au taux de croissance annuel moyen de 12 p. 100, passant de 3,5 milliards à 8,5 milliards de dollars. Toutefois, compte tenu des hausses des prix des biens et des services fournis aux pays en développement, l'accroissement annuel de la valeur réelle de ce transfert a été de l'ordre de 5 p. 100.

34. L'accroissement des décaissements et des paiements au titre du service de la dette a suivi une évolution très différente selon les groupes de pays, au cours de la période 1965-1973. Pour les pays dont le PNB par habitant était égal ou inférieur à 300 dollars en 1973, les décaissements totaux bruts de dons et de prêts sont passés de 2,6 milliards de dollars en 1965 à 4,9 milliards de dollars en 1973, soit un taux de croissance annuel de 8 p. 100 au cours des années 1965-1973. Mais les paiements au titre du service de la dette ont augmenté à un taux deux fois supérieur, de sorte que le taux d'accroissement annuel moyen du transfert net de ressources à ces pays n'a été que de 6 p. 100 durant cette période, c'est-à-dire un peu moindre que le taux d'augmentation des prix des biens et services financés par ces transactions. Pour ces pays, la valeur réelle du transfert net effectué en 1973 a donc été un peu inférieure au chiffre atteint en 1965. Pour l'avenir, on prévoit une baisse de la valeur réelle du transfert net étant donné que les paiements au titre du service de la dette continueront d'augmenter, alors que le courant de l'aide publique à ces pays – qui constitue la majeure partie des décaissements – n'augmentera peut-être pas sensiblement en valeur réelle.

35. Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole dont le PNB était supérieur à 300 dollars en 1973, le taux de croissance annuel moyen des décaissements bruts du service de la dette et du transfert net a été de 17 p. 100 pour les trois éléments, durant la période 1965-1973. Il est à noter toutefois que beaucoup de ces pays ont obtenu pendant cette période des prêts à des taux d'intérêts assez élevés et à relativement court terme et que, par conséquent, une bonne part de ces prêts arriveront à échéance d'ici à la fin de la décennie. En outre, les besoins en capitaux extérieurs de ces pays, pour le reste de la décennie, ont augmenté dans des proportions spectaculaires. Il s'agit de savoir si l'augmentation des décaissements bruts pourra s'accélérer de telle sorte qu'il y ait accroissement du transfert net de ressources.

36. On craint de plus en plus que, si la "stagflation" se poursuit dans les pays développés à économie de marché, si les courants d'aide publique au développement n'augmentent pas au taux voulu pour atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 et si les marchés de capitaux à long terme ne fonctionnent pas sans heurts, beaucoup de pays en développement aient des difficultés à assurer le service de la dette. En fait, c'est cette inquiétude qui a incité les pays à rechercher activement, dans des organes internationaux, les mesures internationales qu'il serait possible de prendre dans ce domaine, pour éviter une nouvelle perturbation du processus de développement et un effondrement du système de coopération financière.

37. La question qui se pose est celle de savoir si les pratiques et les politiques adoptées dans le passé en la matière permettent de faire face efficacement au problème actuel. Dans le passé, la politique des pays créanciers à l'égard des difficultés du service de la dette a souvent méconnu l'élément développement du problème de la dette, c'est-à-dire, d'une part, l'insuffisance de l'aide publique au développement et, d'autre part, les problèmes que pose le recours aux marchés internationaux des capitaux pour le financement du développement. Au contraire, la dette a été considérée le plus souvent dans un contexte strictement commercial et l'on n'a vu dans le réaménagement de la dette qu'un remède à appliquer en dernier ressort, lorsque le pays était incapable de remplir ses engagements. Qui plus est, ce réaménagement, lorsqu'on y a eu recours, a généralement visé surtout à rétablir la position financière du pays débiteur sur les marchés de capitaux plutôt qu'à favoriser son développement; il s'est donc accompagné, pour l'essentiel, de conditions rigoureuses contraignant le débiteur à une politique de déflation, et non d'un effort d'ensemble pour assurer au pays des ressources financières dont le volume et la structure lui permettent d'exploiter son potentiel de croissance. Certes, en rendant la renégociation de la dette difficile et coûteuse, on oblige les pays débiteurs à se plier à une "discipline" et on les dissuade d'emprunter en vue de dépenses improductives. Mais si ce point de vue peut se justifier lorsque l'aide publique au développement est suffisante et que les marchés de capitaux privés fonctionnent parfaitement, il devient contestable lorsque, en raison de déficits ayant des causes extérieures, on doit mettre en œuvre tous les instruments de politique dont on dispose pour atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement.

38. Des progrès notables ont toutefois été accomplis dans la voie d'une meilleure intelligence, à l'échelon international, du contexte dans lequel il convient d'envisager les difficultés qui résultent, pour les pays en développement, du service de la dette. Ces progrès trouvent leur

[15] C'est-à-dire la différence entre les versements bruts sous forme de dons et de prêts et les paiements effectués au titre du service de la dette.

expression dans le rapport du Groupe spécial d'experts gouvernementaux sur sa troisième session[16] qui dégage notamment, aux fins d'examen de futures négociations de réaménagement, une série d'éléments communs qui pourraient indiquer la ligne de conduite à suivre et contribuer à l'application d'un régime à peu près comparable à des pays débiteurs se trouvant dans des situations analogues. Le Groupe a proposé aussi qu'un pays débiteur, agissant par l'intermédiaire et avec le concours de la CNUCED ou de toute autre institution internationale appropriée, convoque une réunion spéciale, à laquelle il inviterait les principaux pays créanciers intéressés et un certain nombre de pays en développement, afin d'examiner au niveau international la situation du pays débiteur, dans le cadre plus vaste du développement, avant la renégociation de la dette selon les procédures habituelles. Le Conseil du commerce et du développement, dans sa résolution 132 (XV), a fait siennes les recommandations formulées dans le rapport du Groupe et a autorisé le Secrétaire général de la CNUCED à apporter aux pays débiteurs l'assistance voulue pour l'organisation des réunions spéciales.

39. Les difficultés du service de la dette pour les pays en développement ont récemment suscité un fort regain d'intérêt et l'Assemblée générale dans sa résolution 3362 (S-VII) sur le développement et la coopération économique internationale dispose, au paragraphe 8 de la section II, que :

> L'endettement des pays en développement s'accroît au point de grever désormais lourdement leur potentiel d'importation ainsi que leurs réserves. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra envisager à sa quatrième session la nécessité et la possibilité de convoquer aussitôt que faire se pourra une conférence des principaux pays donateurs, créanciers et débiteurs pour étudier les moyens d'alléger cette charge, compte tenu des besoins de développement des pays en développement, en accordant une attention spéciale à la situation difficile des pays le plus gravement touchés, tels qu'ils sont définis dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3232 (S-VI) de l'Assemblée générale.

40. Dans quelle mesure les conclusions du Groupe spécial d'experts gouvernementaux pourraient-elles déterminer utilement les politiques internationales concernant la dette dans la situation actuelle est une question qui mérite examen. On a fait valoir, par exemple, que le Groupe avait examiné la question des critères généraux applicables aux problèmes de la dette des pays en développement au vu de l'expérience[17], alors que l'économie mondiale fonctionnait plus ou moins sans heurts. A cet égard, on est assez fondé à dire qu'il n'est pas possible de fixer, pour les allégements de dette, des critères généraux applicables à tous les pays et que les problèmes de la dette devraient être considérés cas par cas puisqu'ils traduisent des conditions extérieures ou intérieures propres à chaque pays en développement. Mais les difficultés actuelles du service de la dette pour les pays en développement ne résultent pas de circonstances extérieures spécifiques particulières à certains pays, ni d'une mauvaise gestion de la part de ces derniers. De toute évidence, ce problème a une dimension plus générale car il résulte d'un déséquilibre de l'économie mondiale et échappe au contrôle des pays en développement. Il semble donc possible d'élargir le cadre des "éléments communs" dégagés par le Groupe de manière à y inclure des principes généraux dont on s'inspirerait lors des négociations multilatérales de réaménagement de la dette qui pourraient être organisées pour examiner les problèmes actuels du service de la dette des pays en développement.

B. – Propositions en vue d'une action internationale

41. Lorsqu'on envisage l'ensemble de principes généraux pouvant indiquer le ligne de conduite à suivre pour les allégements de dette dans l'avenir immédiat, il convient de prendre en considération les causes profondes des difficultés des pays en développement dans ce domaine. Pour les pays le plus gravement touchés, la difficulté essentielle provient de ce qu'ils ne reçoivent pas suffisamment d'aide publique au développement et de crédits pour soutenir leur balance des paiements, à des conditions appropriées. Si des mesures décisives ne sont pas prises sur ces deux plans, la seconde moitié de la décennie verra un recul du revenu par habitant d'un grand nombre de ces pays. Il convient de noter à cet égard qu'une part appréciable des recettes d'exportation des pays en question sert au remboursement de la dette. Des mesures d'allégement de la dette de ces pays pourraient donc contribuer grandement à résoudre la crise que traverse actuellement leur développement. Cela étant, il est proposé :

a) Que les pays le plus gravement touchés soient exemptés du service de la dette pour les prêts consentis au titre de l'aide publique, pendant le reste de la décennie. A ce propos, on envisagera la possibilité de convertir en dons les prêts accordés aux pays les moins développés au titre de l'aide publique au développement;

b) Que les institutions multilatérales de prêt prévoient, en faveur des pays le plus gravement touchés, un programme d'assistance d'un montant au moins équivalent aux versements que ces pays doivent faire aux institutions multilatérales au titre du service de la dette.

42. On a souvent soutenu que des mesures de ce genre pourraient ne pas accroître le courant net de ressources vers les pays en développement étant donné que beaucoup de programmes d'assistance au développement des pays donneurs sont établis sur la base d'un transfert net. Il convient toutefois de faire observer que, même si l'allégement de la dette ne devait pas augmenter les transferts nets aux pays bénéficiaires, il améliorerait certainement la qualité de l'assistance : l'allégement de la dette libérerait une part appréciable des recettes en devises pour le financement des importations nécessaires, alors qu'une nouvelle aide au développement est généralement liée, non seulement à des sources d'approvisionnement, mais aussi à des programmes ou à des projets déterminés qui n'ont peut-être pas un caractère hautement prioritaire pour les pays bénéficiaires.

---

[16] Voir *Problèmes de la dette des pays en voie de développement : rapport du Groupe spécial d'experts gouvernementaux sur sa troisième session* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.14).

[17] *Ibid.*, par. 32.

43. On a fait valoir aussi que l'allégement de la dette de ces pays sur la base de critères arrêtés à l'échelon international pourrait modifier la répartition actuelle de l'aide aux pays en développement. Il faut toutefois noter que la répartition par pays est à peu près la même pour le montant brut des décaissements au titre de l'aide publique aux pays en développement et les versements effectués en rapport avec le service de la dette découlant des prêts publics et que les pays donneurs continueraient à contrôler complètement la répartition géographique de toute l'aide publique autre que l'allégement de la dette; par conséquent, l'allégement de la dette découlant des prêts publics ne devrait pas modifier sensiblement la structure des décaissements au profit des pays en développement.

44. En ce qui concerne les autres pays en développement dont la dette concerne surtout des prêts privés, garantis ou non, le problème tient au fait que la dette est à court terme. Beaucoup de ces pays ne semblent pas avoir besoin d'un allégement de leur dette à proprement parler et ne souhaitent pas non plus engager des négociations multilatérales qui auraient pour effet de leur restreindre l'accès aux marchés financiers. Mais des arrangements permettant d'étaler davantage les versements à effectuer au titre de la dette privée iraient naturellement dans le sens de leurs intérêts.

45. Si le refinancement de cette dette à des taux d'intérêt en rapport avec ceux du marché mais avec des échéances relativement plus longues ne peut s'opérer sur les marchés de capitaux privés eux-mêmes, il faut envisager de négocier à cette fin des arrangements multilatéraux spéciaux.

46. Pour faciliter le financement de ces dettes, il conviendrait d'envisager la création d'un fonds international spécial destiné à refinancer, à des taux d'intérêt commerciaux mais à des échéances de 15 ans par exemple, les dettes commerciales des pays en développement qui demandent un tel refinancement. Les pays développés pourraient soit verser directement des contributions à ce fonds, soit fournir des garanties pour les obligations émises par le fonds; ou encore, les banques centrales des pays développés pourraient s'engager à acheter ces obligations. La participation de chaque pays développé au fonds pourrait être déterminée en fonction de la dette commerciale des pays en développement envers lui. En outre, les autres pays en mesure de le faire pourraient souscrire au capital du fonds sur une base volontaire.

47. On dira peut-être que la création d'un fonds de ce genre risque d'être interprétée comme un signal d'alarme et qu'en conséquence les pays en développement pourraient rencontrer des difficultés d'accès aux marchés financiers. En fait, la création d'un tel fonds aura sûrement l'effet inverse : il est probable que les détenteurs de capitaux privés adopteront une attitude plus positive à l'égard des prêts aux pays en développement lorsqu'ils sauront que les gouvernements, agissant collectivement, sont disposés à refinancer, à des conditions "normales", les dettes commerciales des pays qui ont des difficultés en raison du groupement des versements à effectuer au titre du service de la dette. En outre, un mécanisme de refinancement améliorera le portefeuille des institutions de prêt privées.

CHAPITRE IV

Le courant de ressources financières

A. – Résultats enregistrés

48. La coopération financière internationale a joué un rôle important au cours des années 60 et au début des années 70 en procurant des fonds aux pays en développement et en aidant ainsi ces derniers à rapprocher leurs taux de croissance du niveau prévu par la Stratégie internationale du développement. Mais cette coopération était loin d'avoir eu l'ampleur nécessaire pour étayer réellement les objectifs de la Stratégie, et, dans certains cas, l'évolution a été à l'opposé de ce qui était envisagé dans la Stratégie. Les pays membres du CAD, par exemple, ont consacré 0,53 p. 100 de leur PNB global à l'aide publique au développement en 1961-1962, mais 0,30 p. 100 seulement en 1973 et 0,33 p. 100 en 1974. Certes, plusieurs petits pays donneurs ont sensiblement progressé vers l'objectif fixé pour l'aide publique au développement pendant cette période. Cependant, le résultat d'ensemble a été, pour une large part, imputable au relâchement de l'effort des principaux pays donneurs, qui s'explique par un sentiment de déception et de "lassitude" à l'égard du processus d'assistance résultant, notamment, du fait que les gouvernements ont surestimé les possibilités qu'offrait cette assistance d'atteindre de multiples objectifs – y compris des objectifs non économiques – et qu'on a eu tendance à exagérer le coût de l'aide auprès du grand public. En raison de cette "lassitude" il est devenu de plus en plus difficile à certains pays donneurs de faire approuver par leurs organes législatifs les crédits destinés à l'aide au développement.

49. En revanche, les courants de ressources fournies à des conditions commerciales ont augmenté rapidement. Les prêts des institutions multilatérales et les courants bilatéraux privés se sont accrus en moyenne de 13 p. 100 par an entre 1961 et 1974, et les autres apports du secteur public de 18 p. 100. Toutefois, l'augmentation a été irrégulière pour les diverses catégories de courants de ressources fournies à des conditions nouvelles. En outre, elle n'a pu remplacer qu'en partie une augmentation de l'aide publique au développement, surtout parce que l'essentiel de ces apports est allé à un petit nombre de pays; cela est vrai, non seulement des prêts en eurodevises, mais aussi des prêts octroyés par des institutions multilatérales et d'autres catégories d'apports de ressources aux conditions du marché.

50. Les pays en développement qui ont un PNB par habitant inférieur ou égal à 250 dollars par an ont ainsi enregistré une diminution de 9 p. 100 des apports d'aide publique au développement pendant la période 1969-1973, et une diminution simultanée, d'environ 23 p. 100, des autres courants de ressources[18] bien que ces deux types

[18] Ces pourcentages représentent les variations du volume des courants, en prix et taux de change constants.

d'apports aient augmenté en 1974, année pendant laquelle ces pays ont enregistré un déficit des paiements sensiblement plus élevé, l'insuffisance des courants de financement par rapport aux besoins explique en partie pourquoi le taux de croissance annuel moyen des pays les plus pauvres n'a atteint que 3 p. 100 de 1970 à 1974 – c'est-à-dire la moitié seulement du chiffre fixé par la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, pour l'ensemble des pays en développement.

51. Pendant la période 1969-1974, les pays ayant un revenu par habitant supérieur à 250 dollars par an ont réussi, dans l'ensemble, à dépasser de 0,5 p. 100 l'objectif de 6 p. 100 par an fixé pour l'accroissement du revenu. Pour beaucoup d'entre eux, les difficultés de financement étaient surtout une question de conditions et de continuité, plutôt que de volume global. Les pays qui ont contracté de gros emprunts commerciaux ont été contraints de continuer à emprunter de plus en plus pour pouvoir simplement maintenir l'apport net de ressources réelles. L'emprunt permet à un pays d'accélérer son développement et, par conséquent, la croissance de ses exportations; d'un autre côté, une croissance vigoureuse des exportations est souvent décisive pour acquérir et conserver une réputation de solvabilité et, par conséquent, pour pouvoir emprunter. Ces influences réciproques et se renforçant mutuellement entre les courants de capitaux et la croissance des exportations peuvent donc permettre à un pays d'accélérer son développement, lorsque les circonstances extérieures sont favorables, et il est probable que l'expansion rapide des emprunts commerciaux contractés par plusieurs pays en développement au cours des années 60 et au début des années 70 traduisait dans une large mesure le dynamisme général du secteur des exportations de ces pays. Mais l'effet cumulatif d'une période de croissance et d'endettement conjugués est de rendre le pays considéré infiniment plus sensible aux changements qui interviennent dans ses termes de l'échange et ses marchés d'exportation, ainsi que dans la situation des marchés financiers internationaux. Une croissance étayée par d'importants emprunts dans le secteur privé peut donc se révéler précaire.

B. – Considérations en vue de l'adoption de mesures internationales

52. L'élaboration de mesures permettant de remédier aux insuffisances de la situation actuelle en matière de financement du développement pose des problèmes particulièrement ardus. Il est évident qu'une action décisive en vue d'adapter le système de la coopération financière internationale aux besoins des pays en développement impliquera un renouvellement des engagements politiques pris vis-à-vis des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de la notion de coopération financière sur laquelle reposent ces objectifs et, en particulier, de la réalisation de l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide publique au développement.

53. Certes, à l'heure actuelle, quelques pays donneurs ont montré qu'ils avaient pris l'engagement ferme et avaient la volonté politique d'atteindre ces objectifs. L'assistance au développement fournie par ces pays augmente rapidement et des plans ont été arrêtés en vue d'atteindre ou de dépasser l'objectif fixé pour l'aide publique au développement. En outre, les programmes d'aide au développement de ces pays se caractérisent par des dons et des prêts à des conditions très libérales. Mais, comme l'ampleur des programmes d'aide au développement de ces pays est encore relativement limitée en valeur absolue, elle n'a pu compenser la régression relative des programmes des donneurs traditionnels.

54. A la différence des petits pays de ce groupe, les grands pays qui fournissent traditionnellement une aide au développement ont des programmes d'assistance très dispersés du point de vue géographique et d'un montant très élevé en valeur absolu. C'est surtout la politique de ces pays qui a des répercussions étendues sur l'ensemble des pays en développement. A eux seuls, les Etats-Unis d'Amérique fournissent à peu près le tiers du total de l'aide publique au développement émanant des pays membres du CAD, et la politique de ce pays concernant l'ampleur et la répartition de l'assistance revêt donc une importance considérable. Or, c'est précisément chez ces principaux donneurs traditionnels que l'engagement politique envers le développement et les objectifs de la deuxième Décennie du développement est le plus faible et, par conséquent, que l'accroissement de l'aide au développement a été modeste ou nul[19]. Les efforts entrepris dans le passé pour obtenir de ces gouvernements qu'ils confirment leur engagement politique de prendre les mesures nécessaires pour "ranimer" leurs programmes d'assistance n'ont pas donné de résultat et les diverses propositions visant à atténuer les difficultés politiques rencontrées pour l'ouverture de crédits dans les conditions actuelles n'ont suscité aucun intérêt.

55. Au lieu de se concentrer sur les moyens d'accroître les apports de capitaux, l'attention s'est portée sur la répartition des courants d'assistance existants. Il est indéniable que cette répartition appelle des améliorations. Il est vrai aussi que les besoins d'assistance de certains pays ou groupes de pays sont particulièrement pressants. Mais il ne s'ensuit nullement que, abstraction faite de certains pays exportateurs de pétrole, les besoins des autres pays en développement ont diminué. Pour assurer une nouvelle répartition des courants d'assistance dans les conditions actuelles, il faudrait obtenir de certains pays en développement non exportateurs de pétrole qu'ils aident financièrement d'autres pays en développement non exportateurs de pétrole, résultat que rien ne permet d'espérer.

56. La tendance à réorienter les courants d'assistance existants vers certains pays en développement "pauvres", conjuguée avec la concentration croissante des capitaux privés au profit des pays riches en ressources, risque fort d'avoir de graves conséquences. Premièrement, un grand nombre de pays en développement seraient exclus par cette sélection. Deuxièmement, le montant de l'assistance supplé-

[19] En valeur réelle, les dépenses des Etats-Unis d'Amérique pour l'aide publique au développement ont diminué de 35 p. 100 entre 1970 et 1974.

mentaire qui pourrait être fournie aux pays en développement "pauvres" selon cette nouvelle répartition d'un total donné suffirait à peine à maintenir le niveau actuel du revenu par habitant; ces pays seraient donc condamnés à la pauvreté perpétuelle. Troisièmement, les pays qui pourraient être contraints de recourir presque exclusivement à des capitaux privés risqueraient de connaître une croissance "pernicieuse", caractérisée par un déséquilibre des structures de la production et de la répartition des revenus, par une forte dépendance vis-à-vis de l'étranger et par une instabilité sociale.

57. Pour enrayer ces tendances, il faut que tous les pays développés, et en particulier les principaux donneurs, prennent l'engagement politique ferme de réaliser les objectifs de coopération financière de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. A cet égard, il convient d'insister tout particulièrement sur la nécessité : *a)* d'atteindre sans tarder l'objectif de 0,7 p. 100 pour l'aide publique au développement; et *b)* de répartir cette assistance entre les pays en développement selon des critères objectifs, parmi lesquels les différences dans le degré de développement, la capacité d'absorber utilement les capitaux privés et d'assurer le service de la dette correspondante, ainsi que la nécessité d'assurer une répartition équitable du revenu.

58. En ce qui concerne la réalisation de l'objectif d'aide publique au développement, il a été suggéré de prélever sur les revenus, dans les pays développés, un impôt spécial pour le développement, dont le produit serait réservé à l'aide au développement. Cet impôt, qui permettrait d'ajouter aux fonds affectés à l'aide au développement par les moyens habituels, aurait en outre l'avantage de produire, pour l'aide au développement, des fonds qui augmenteraient au même rythme que les revenus dans les pays développés.

59. Quant aux conditions de l'aide publique au développement, il faut relever la proposition tendant à ce que cette aide soit fournie sous forme de prêts non liés, du type de ceux que consent l'IDA, ou mieux encore sous forme de dons. Cette proposition a l'avantage d'assimiler l'aide publique au développement à l'assistance en général, ce qui permettrait de comparer la charge assumée par les divers donneurs plus clairement qu'il n'est possible de le faire actuellement.

60. Indépendamment des courants de ressources relevant de l'aide publique au développement, on pourrait envisager d'autres sources possibles de financement à des conditions de faveur. Les propositions faites à cet égard concernent notamment le "lien" entre la création de DTS et un supplément de ressources pour le développement, l'utilisation des ressources des fonds marins et celle des bénéfices tirés des ventes d'or du FMI.

61. Des apports suffisants d'aide publique au développement amélioreront aussi, pour beaucoup de pays en développement, la capacité d'absorber utilement les crédits obtenus à des conditions commerciales. Plusieurs suggestions ont été faites en vue de faciliter l'accès des pays en développement aux marchés financiers internationaux. Il est notamment envisagé d'assouplir les réglementations et autres conditions qui limitent cet accès, et aussi proposé que les pays développés garantissent la dette des pays en développement sur les marchés de capitaux privés. Les questions qui se posent dans ce domaine sont actuellement examinées par un groupe de travail du Comité ministériel conjoint des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement.

62. On pourrait également avoir davantage recours aux institutions de prêt multilatérales pour acheminer vers les pays en développement les fonds provenant des marchés de capitaux privés. Afin d'utiliser pleinement le potentiel de ces institutions, il sera nécessaire d'augmenter notablement les souscriptions de capital. L'intervention des institutions multilatérales serait plus profitable aux pays en développement si une plus grande part des prêts ordinaires de ces institutions allait aux pays en développement qui n'ont pas régulièrement accès aux fonds émanant de sources privées et était accordée sous forme d'aide aux programmes par opposition aux projets.

63. En outre, il faut veiller à ce que le supplément de ressources soit réparti entre les pays en développement d'une manière compatible avec leurs besoins et à ce que les conditions auxquelles ces ressources sont fournies correspondent à la capacité des pays bénéficiaires d'assurer le service de la dette. A cet égard, la question de la répartition de l'aide publique au développement est d'importance capitale. Plusieurs pays en développement devront financer la majeure partie de leurs dettes au moyen de dons ou, au mieux, de prêts du type de ceux que l'IAD accorde. Certains autres seront en mesure de combiner aide et prêts commerciaux. Le dosage exact variera d'un pays à l'autre mais il est à noter que tous les pays en développement non exportateurs de pétrole devront bénéficier d'un minimum de libéralité pour la totalité des capitaux qui leur seront fournis.

64. Si l'aide publique au développement prend la forme de dons ou de contributions assimilables à des dons et si l'objectif de 0,7 p. 100 pour le volume de cette aide est atteint, il sera tout à fait possible d'envisager une variation appropriée des conditions des apports totaux aux pays en développement en combinant les ouvertures de crédits au titre de l'aide et les fonds obtenus sur les marchés de capitaux privés. Une proposition qui a le mérite d'accroître le montant des prêts à des conditions de faveur sans augmenter les dépenses budgétaires consiste à utiliser une partie des fonds d'aide publique en développement pour accorder des bonifications d'intérêts sur les prêts aux pays en développement. Cette méthode est déjà mise en pratique dans le "troisième guichet" ouvert par la Banque et dans le mécanisme pétrolier créé par le Fonds. Il s'agit de savoir toutefois si son emploi doit être élargi dans le cadre de la Banque, si elle pourrait être utilement adoptée par d'autres institutions multilatérales de prêt et si elle a un rôle à jouer dans les programmes de prêts des pays donneurs.

65. Un prolongement intéressant de cette méthode, qui mériterait peut-être d'être pris en considération, consisterait à utiliser le produit d'un impôt spécial pour le développement, prélevé sur les revenus des pays développés, pour

financer des programmes bilatéraux et/ou multilatéraux de bonification d'intérêts. On fait valoir qu'en assurant de cette manière une source de financement sûre à ces programmes, on en faciliterait le fonctionnement, et que leur ampleur pourrait s'accroître automatiquement à mesure de l'augmentation des revenus des pays développés. En outre, à partir de ce mécanisme, il serait possible de porter le volume des prêts consentis à des conditions libérales à un multiple du produit de l'impôt pour le développement.

66. Dans le passé, on a peut-être accordé trop peu d'attention à la question de la répartition de l'aide publique au développement entre tous les pays en développement et aux mécanismes permettant de combiner un certain volume d'aide avec des prêts non assortis de conditions de faveur de manière à obtenir un degré optimal de libéralité pour l'ensemble des courants de ressources à destination des pays bénéficiaires. Il semble toutefois nécessaire de fixer des critères convenus à l'échelon international, dont on puisse s'inspirer pour élargir le cadre de la coopération économique et qui tiendraient compte notamment des besoins de capitaux extérieurs et des perspectives commerciales des pays en développement. Evidemment, ces critères devraient être revus périodiquement et peut-être modifiés en fonction de l'évolution de l'économie mondiale et de la situation des pays bénéficiaires.

67. L'apparition d'importants excédents de la balance des paiements d'un certain nombre de pays exportateurs de pétrole a entraîné un changement marqué dans la structure des ressources financières à l'échelle mondiale. Ces pays ont déjà fourni à d'autres pays en développement des sommes considérables à des conditions de faveur, et il existe de vastes possibilités d'accroître le courant des investissements à long terme des pays exportateurs de pétrole dans d'autres pays en développement. Toutefois, l'assistance fournie par ces pays à des conditions libérales ne peut être placée sur le même plan que les engagements qu'ont pris les pays développés de transférer des ressources aux pays en développement compte tenu de l'objectif fixé pour l'aide publique au développement; c'est dans le contexte de la coopération financière entre pays en développement qu'il est le plus indiqué de l'étudier[20].

68. Les propositions exposées plus haut font partie intégrante de la réforme de l'ensemble du système de coopération économique et, en particulier, des systèmes commercial et monétaire. Elles supposent au départ l'élimination des principales insuffisances qui existent dans les domaines étroitement liés du commerce et de la monnaie et le minimum de volonté politique nécessaire à une reprise du progrès vers l'objectif de 0,7 p. 100 pour l'aide publique au développement. S'il s'avérait impossible d'aller de l'avant sur un large front, il faudrait résoudre une autre série de problèmes. Le désengagement financier d'un ou de plusieurs des principaux donneurs saperait le système de coopération économique et pourrait déclencher une crise générale dans les pays en développement. Les conséquences d'une évolution défavorable de ce genre sont très difficiles à évaluer mais elles pourraient provoquer des transformations sociales d'une ampleur imprévisible et de brusques changements dans les relations économiques internationales, qui augmenteraient les coûts réels pour tous les pays.

[20] Pour une analyse plus approfondie des possibilités d'accroître la coopération financière entre pays en développement, voir dans le présent volume le document TD/192.

DOCUMENT TD/188/Supp.1*

Coopération financière internationale pour le développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*13 février 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	*Pages*
Introduction	1-7	88
Chapitres		
I. Ressources financières pour le développement	8-27	89
A. Besoins et disponibilités en capitaux : cohérence entre les objectifs relatifs aux courants financiers et les objectifs de croissance pendant la seconde moitié de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement	8-13	89
B. Coopération financière : les leçons du passé	14-27	91
1. L'aide au développement jusqu'en 1974 : ses caractéristiques principales	15-16	92
2. Courants non assortis de conditions de faveur	17-20	93
3. La question de la répartition	21-27	94
II. Position des paiements extérieurs des pays en développement en 1974-1976 : moyens d'évaluer son importance	28-46	96
III. La dette et le service de la dette	47-73	102
A. Historique	47-57	102
B. Propositions en vue d'apporter une solution globale aux problèmes de la dette dans la situation actuelle	58-73	105
1. Propositions relatives à la dette privée	58-63	105
2. Propositions relatives à la dette publique	64-73	106

ANNEXES

I. Courants financiers à destination des pays en développement et en provenance de ces pays, y compris les courants entre pays en développement : évolution récente	109
A. Total des courants financiers à destination des pays membres du CAD en 1974 : vue d'ensemble	109
B. Aide publique au développement : volume et conditions de l'aide fournie par les pays membres du CAD en 1974	112
C. "Autres courants financiers en provenance du secteur public" et flux de capitaux du secteur privé	114
D. Courants financiers émanant des pays socialistes	115
E. Opérations des organismes multilatéraux	117
F. Courants financiers en provenance des pays en développement et à destination des pays développés	117
G. Courants financiers en provenance des pays en développement exportateurs de pétrole à destination d'autres pays en développement	119
II. Sorties et entrées de fonds dans les pays en développement au titre de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat	124
A. Transactions pendant la période 1965-1972	125
B. Transactions en 1973	125

TABLEAUX DU RAPPORT

1. Pays en développement non exportateurs de pétrole : balance des paiements en 1973-1975 et prévisions pour 1980	90

* Incorporant les documents TD/188/Supp.1/Corr.1 et TD/188/Supp.1/Add.1.

Pages

2. Pays en développement non exportateurs de pétrole : évolution des besoins nets en capitaux en fonction d'hypothèses données 91

3. Apports financiers nets des pays membres du CAD aux pays en développement et aux institutions multilatérales, 1961-1974 92

4. Courants financiers assortis de conditions normales des pays membres du CAD aux pays et territoires en développement : 1961-1974 94

5. Répartition entre groupes de pays et territoires en développement de l'aide publique au développement bilatérale des pays membres du CAD 95

6. Eléments du déficit du compte courant des pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole 97

7. Financement des déficits du compte courant de 113 pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole, 1971-1974 98

8. Sources des fonds alimentant le système de coopération financière internationale : décaissements nets, 1971-1974 99

9. Financement du déficit extérieur des pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole : 1974 et estimations pour 1975 et 1976 100

10. Déficits d'exportation estimés des pays en développement non exportateurs de pétrole : 1968-1977 ... 101

11. Décaissements bruts, service de la dette et transfert net, par catégorie de transaction, pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole, en 1965 et 1973 103

12. Décaissements bruts, service de la dette et transfert net de ressources concernant 67 pays en développement non exportateurs de pétrole classés par catégorie de revenu, en 1965 et 1973 103

13. Solde des comptes courants et paiements au titre du service de la dette pour 55 pays en développement non exportateurs de pétrole en 1973, et chiffres estimatifs pour 1974 104

14. Projections relatives aux paiements au titre du service de la dette concernant la dette en cours à la fin de 1973, pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole 105

15. Paiements annuels de 67 pays en développement non exportateurs de pétrole au titre du service de la dette, 1974-1980, dans l'hypothèse d'un refinancement des paiements au titre de l'amortissement de la dette commerciale, en pourcentage des paiements annuels qui seraient versés en l'absence de refinancement 106

16. Moyenne des décaissements annuels bruts de prêts publics bilatéraux émanant de pays membres du CAD en 1971-1973, et moyenne annuelle des paiements au titre du service de la dette afférents à ces prêts pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole 107

17. Prévisions des paiements annuels au titre du service de la dette (1974-1979) pour les pays le plus gravement touchés, concernant la dette publique bilatérale en cours à la fin de 1973 108

18. Aide publique bilatérale en 1973 : dette en cours (fin 1973), moyenne annuelle des paiements au titre du service de la dette (1974-1979) et décaissements bruts (1973) des pays donneurs 109

TABLEAUX DES ANNEXES

Annexe I

I.1. Résultats atteints par les pays membres du CAD par rapport à l'objectif de 1 p. 100, 1962-1974 110

I.2. Aide publique au développement émanant des pays membres du CAD : décaissements nets, 1970-1974 111

I.3. Résultats atteints par les pays membres du CAD par rapport à l'objectif de 0,7 p. 100, en pourcentage du PNB aux prix du marché, 1969-1974 112

I.4. Conditions de l'aide publique au développement, 1971-1974, et application de la résolution 60 (III) de la Conférence par les pays membres du CAD 113

I.5. Elément de libéralité de l'aide publique au développement : application en 1974 par les pays membres du CAD de la recommandation de 1972 sur les conditions financières et modalités de l'aide 114

Pages

I.6. Investissements privés dans les pays et territoires en développement émanant des pays membres du CAD, 1962-1974 115

I.7. Emissions d'obligations étrangères et internationales par les pays en développement, 1965-1975 115

I.8. Eurocrédits ouverts aux pays et territoires en développement et annoncés dans la presse, 1972-1975 .. 116

I.9. Créances et engagements autres qu'en livres sterling des banques britanniques à l'égard des pays en développement, fin 1973 et fin 1974 117

I.10. Engagements pris par les pays socialistes d'Europe orientale au titre de l'assistance économique bilatérale à l'égard des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, 1960-1974 ... 118

I.11. Transferts (décaissements) nets de ressources des organismes multilatéraux vers des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, 1969-1974 119

I.12. Courants de ressources extérieures et versements au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat dans 79 pays en développement, 1967-1973 120

I.13. Sorties de bénéfices de 55 pays en développement, 1969-1973 121

I.14. Transfert total de ressources (décaissements) des pays membres de l'OPEP vers les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et vers les institutions multilatérales, 1973-1975 . 122

I.15. Ressources financières (décaissements) transférées à des conditions de faveur par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, et aux institutions multilatérales, 1973-1975 123

I.16. Total des apports bilatéraux des pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, 1973-1975 124

Annexe II

II.1. Apports de ressources extérieures, dette publique extérieure et paiements au titre du service de la dette des pays en développement, 1965-1973 126

II.2. Apports de ressources extérieures et paiements au titre du service de la dette publique extérieure des pays en développement, 1965 et 1971-1973 128

II.3. Dette en cours des pays en développement (y compris les prêts non décaissés) par catégorie de transactions, 1965 et 1971-1973 132

II.4. Paiements effectués par les pays en développement au titre du service de la dette, par catégorie de transactions, 1965 et 1971-1973 132

II.5. Rapport entre les paiements effectués au titre du service de la dette et les exportations de biens et de services dans 83 pays en développement, 1965 et 1970-1973 134

II.6. Paiements à effectuer en 1974-1976 et en 1974-1978 par 67 pays en développement non exportateurs de pétrole au titre de l'amortissement des crédits fournisseurs et de la dette envers des banques privées, en pourcentage du total des paiements effectués au titre de l'amortissement et de la dette en cours à la fin de 1973 136

Introduction

1. Les pays en développement reçoivent des ressources financières de sources nationales et multinationales très diverses et sous des formes très variées. Pour que ces apports, essentiellement compartimentés, contribuent efficacement à promouvoir l'expansion des pays en développement, il faudrait qu'ils se complètent et s'étayent les uns les autres de manière cohérente. Une telle rationalisation de l'action est un des premiers objectifs de la coopération financière internationale et ce n'est qu'alors que l'on pourra parler d'un "système" de coopération financière internationale.

2. Un système de coopération financière internationale devrait ordonner l'action de divers organismes nationaux et internationaux dans trois directions :

a) Il devrait assurer une cohérence raisonnable entre le volume global de courants financiers destinés aux pays en développement et le montant total nécessaire pour que les pays en développement puissent atteindre les taux de croissance minimaux prévus;

b) Il devrait assurer une cohérence raisonnable entre la répartition des courants financiers selon les bénéficiaires et les besoins relatifs de chacun;

c) Il devrait assurer une cohérence raisonnable entre les proportions dans lesquelles les différents types de courants

et de moyens financiers sont mis à la disposition des pays en développement et les besoins correspondants de chacun.

3. On peut considérer que, dans la situation actuelle, les éléments de base d'un tel système n'existent que dans le premier cas évoqué, où les objectifs fixés pour les courants financiers sont destinés à assurer un financement extérieur conforme aux objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[1]. Il s'agit en l'occurrence non pas d'harmoniser davantage les mesures de politique générale en définissant des principes directeurs internationaux, mais de faire en sorte que l'action soit plus conforme aux principes déjà existants.

4. Dans les deux autres cas, certains éléments systématiques existent déjà mais on ne peut encore parler d'un "système" de coopération financière internationale. Il importe donc de rechercher, par des échanges de vues au niveau international, une approche adéquate et cohérente des grands problèmes relatifs à la forme sous laquelle des fonds sont octroyés aux pays en développement et à la répartition de ces fonds entre les bénéficiaires.

5. En ce qui concerne la forme sous laquelle les fonds sont octroyés, il est particulièrement urgent, vu la conjoncture économique actuelle, de mieux comprendre les changements qui sont récemment intervenus dans les besoins relatifs des pays en développement en matière de financement de la balance des paiements. En raison, pour une part, du fait que le financement des paiements s'effectue par des voies tout à fait différentes de celles qu'emprunte le financement du développement, l'interdépendance étroite de ces deux éléments n'a pas toujours été pleinement reconnue. Le financement du développement a pour objectif le transfert systématique de ressources aux pays en développement et la redistribution, à long terme, de l'épargne et des investissements à l'intérieur du système, afin de porter le taux de croissance des pays en développement à un niveau supérieur à celui qu'il atteindrait normalement. Le financement de la balance des paiements est destiné à compenser les déficits de la balance des paiements que connaissent les pays en développement, et en particulier ceux qui sont provoqués par la situation de l'économie mondiale dans son ensemble ou qui échappent, pour d'autres raisons, au contrôle des pays en développement. Ce financement sert donc à protéger les programmes de développement des pays en développement d'une conjoncture économique mondiale défavorable et, partant, il sert un objectif fondamental qui est l'accélération de leur taux de croissance.

6. La réalisation des objectifs de la coopération financière internationale exige donc toute une série de politiques internationales se renforçant les unes les autres; certaines sont destinées à assurer, à long terme, le transfert des ressources, d'autres visent essentiellement à remédier aux difficultés plus immédiates de la balance des paiements. Les politiques internationales relatives à la dette sont particulièrement importantes car elles recouvrent dans une très large mesure les deux fonctions que l'on vient d'énoncer; l'ampleur et l'échelonnement des paiements relatifs au service de la dette sont des déléments déterminants du transfert net de ressources aux pays en développement; parallèlement, les paiements relatifs au service de la dette représentent un élément rigide du budget en devises du pays en développement et des politiques visant à l'assouplir auraient un rôle important à jouer dans la gestion de la balance des paiements.

7. Dans le présent rapport, on examine quelques-unes des principales questions qui se posent lorsqu'il s'agit de déterminer comment diverses mesures de politique générale dans le domaine du financement international pourraient être davantage intégrées à un système de coopération financière internationale. Dans le chapitre premier, on aborde un certain nombre de problèmes intéressant le financement du développement; on étudie si les objectifs fixés pour les courants conviennent bien pour déterminer le montant total des apports financiers nécessaires dans les années à venir; on examine les conséquences de la non-réalisation de l'objectif fixé pour l'aide publique au développement sur la répartition des courants, selon qu'ils comportent ou non des conditions de faveur, et les conséquences d'un tel échec et d'autres décisions de politique générale sur la répartition des courants entre les bénéficiaires. Dans le chapitre II, on passe en revue l'évolution récente de la balance des paiements des pays en développement et on examine en conséquence si le financement de la balance des paiements est adapté à la situation actuelle. Dans le chapitre III, on envisage dans quelle mesure des politiques nouvelles concernant l'endettement des pays en développement permettraient à ces pays de surmonter leurs difficultés actuelles en matière de financement extérieur et de garantir plus solidement, du point de vue du financement international, leur développement futur.

CHAPITRE PREMIER

Ressources financières pour le développement

A. — Besoins et disponibilités en capitaux : cohérence entre les objectifs relatifs aux courants financiers et les objectifs de croissance pendant la seconde moitié de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

8. Des études faites au début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ont montré qu'il y aurait une grande cohérence technique entre le volume des apports financiers que supposait la réalisation des objectifs fixés en la matière et le financement extérieur qu'exigeaient les objectifs de croissance définis dans la Stratégie internationale pour le développement[2]. C'est ce qui s'est produit en gros, pendant la première moitié de la Décennie. On sait toutefois que les besoins en capitaux

[1] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

[2] Voir *Perpectives commerciales et besoins en capitaux des pays en développement pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.D.11).

qu'impliquent les taux de croissance énoncés dans la Stratégie seront plus grands pendant la deuxième moitié de la Décennie que pendant la première moitié. Il ressort en effet des projections pour 1980 que les besoins en capitaux des pays en développement non exportateurs de pétrole s'accroîtront rapidement pendant le reste de la décennie[3]. Comme il ressort du tableau 1, le niveau des entrées nettes de capitaux requis pour atteindre l'objectif de croissance du revenu fixé pour la deuxième Décennie devrait se chiffrer en 1980 à 119 milliards de dollars aux prix courants, soit 90 milliards de dollars aux prix de 1975. Ces besoins prévus en capitaux équivalent à 1,7 p. 100 du PNB projeté pour les pays de l'OCDE cette année-là et à 1,5 p. 100 du PNB projeté pour l'ensemble des pays de l'OCDE et des pays socialistes d'Europe orientale. On pense que l'élément aide publique au développement des besoins en capitaux en 1980 équivaudrait à 0,7 p. 100 du PNB projeté pour les pays de l'OCDE cette année-là.

9. Les besoins en capitaux des pays en développement non exportateurs de pétrole en 1980 ont été projetés à partir d'un certain nombre d'hypothèses concernant l'évolution de l'économie mondiale. Le tableau 2 indique comment les résultats varient en fonction de chaque hypothèse. On constate que si le taux annuel moyen de croissance des pays de l'OCDE devait être supérieur de 1 p. 100 au taux prévu de 4,8 p. 100, les besoins annuels en capitaux des pays en développement non exportateurs de pétrole diminueraient de moins de 10 milliards de dollars d'ici à 1980. Inversement, si la croissance des pays de l'OCDE devait être inférieure de 1 p. 100 par an au taux prévu, les besoins en capitaux augmenteraient d'un peu plus de 12 milliards de dollars d'ici à 1980. Cette asymétrie découle du fait que la dégradation prévue des termes de l'échange des pays en développement en cas de fléchissement du taux de croissance des pays de l'OCDE est proportionnellement plus forte que l'amélioration prévue des termes de l'échange en cas d'accélération du taux de croissance des pays de l'OCDE.

10. Il convient également de noter que, tout comme le taux de croissance des pays de l'OCDE a des incidences sur les besoins en capitaux des pays en développement, la mesure dans laquelle les pays de l'OCDE répondent à ces besoins a également une influence sur leur propre taux de croissance. Ainsi, on a estimé que si les courants de capitaux en provenance des pays de l'OCDE atteignaient le montant que supposent les objectifs de la Stratégie internationale pour le développement en matière de courants financiers et d'aide, le taux annuel de croissance du PNB de ces pays dépasserait de 0,7 p. 100 le niveau qu'il atteindrait si les résultats des pays de l'OCDE au regard des objectifs restaient les mêmes que par le passé[4]. Cette estimation met

[3] On trouvera une analyse détaillée des besoins en capitaux des pays en développement dans "Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en développement, 1976-1980 : rapport du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.3/134 et Add.1).

[4] Ce phénomène est examiné en détail par le secrétariat de la CNUCED dans "Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en développement..." (TD/B/C.3/134 et Add.1).

TABLEAU 1

Pays en développement non exportateurs de pétrole : balance des paiements en 1973–1975 et prévisions pour 1980

(En milliards de dollars)

	1973	*1974 (chiffre préliminaire)*	*1975 (estimation)*	*1980 (prévision)*
Exportations, f.o.b.[a]	65,3	90,1	88,3	157,3
Importations, c.a.f.	78,3	124,2	129,9	244,3
Balance commerciale	−13,0	−34,1	−41,6	−87,0
Services non facteurs, net	4,0	4,8	2,7	3,5
Rémunération des facteurs de production, net	−6,1	−7,5	−9,7	−33,9
Transferts du secteur privé	2,9	3,3	3,4	5,6
Balance des paiements courants[b]	−12,2	−33,5	−45,2	−111,8
Entrée nette de capitaux (aux prix courants)[c]	20,3	35,9	43,2	118,6
Entrée nette de capitaux (aux prix de 1974)[c]	–	–	43,2	89,7

Source : secrétariat de la CNUCED, à partir de données du Bureau de statistique de l'ONU et du FMI, et projections tirées de la simulation du système Link (pour une explication des méthodes suivies, voir "Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en développement, 1976-1980 : rapport du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.3/134/Add.1), sect.II.A.

[a] Dans l'hypothèse d'un taux de croissance annuel, pour la période 1975-1980, de 4,8 p. 100 pour les pays membres de l'OCDE et de 6 p. 100 pour les pays socialistes d'Europe orientale.

[b] Non compris les transferts du secteur public.

[c] Pour la période de projection, ces chiffres représentent les besoins nets en capitaux et équivalent à la balance des paiements courants plus un montant pour les augmentations de réserves requises afin de maintenir un rapport constant entre les réserves et les importations.

TABLEAU 2

Pays en développement non exportateurs de pétrole : évolution des besoins nets en capitaux en fonction d'hypothèses données

(En milliards de dollars)

Hypothèses	*Evolution des besoins en capitaux 1980*
I. *Objectifs possibles de croissance des pays en développement*	
a) L'objectif de croissance des pays en développement non exportateurs de pétrole est ramené de 6,6 p. 100 à 5,6 p. 100 par an	−18,3
b) L'objectif de croissance est ramené de 6,6 p. 100 à 4,8 p. 100 par an	−33,4
II. *Hypothèses possibles de croissance des pays membres de l'OCDE*	
a) Le taux de croissance des pays membres de l'OCDE pour le reste de la décennie passe de 4,8 p. 100 à 5,8 p. 100 par an	−8,7
b) Le taux de croissance des pays membres de l'OCDE pour le reste de la décennie tombe de 4,8 à 3,8 p. 100 par an	+12,3
III. *Hypothèses possibles concernant le commerce entre pays en développement*	
a) La part des pays en développement non exportateurs de pétrole sur les marchés des pays membres de l'OPEP se maintient au niveau de 1973	−6,6
b) Le taux de croissance du commerce entre pays en développement (compte non tenu des pays membres de l'OPEP) passe de 10 p. 100 à 15 p. 100 par an (aux prix courants)	−11,0
IV. *Hypothèses possibles concernant d'autres relations commerciales*	
a) Le taux de croissance des exportations d'articles manufacturés (aux prix courants) vers les pays industrialisés passe de 15 p. 100 à 20 p. 100 par an	−12,7
b) Le taux de croissance des exportations (aux prix courants) vers les pays socialistes passe de 16 p. 100 à 20 p. 100 par an	−3,2

Source : estimations du secrétariat de la CNUCED.

en relief l'importance de l'accélération du rythme de développement des pays en développement pour l'expansion des pays développés eux-mêmes. Dans ces conditions, un accroissement du transfert de ressources aux pays en développement contribue à accélérer la croissance à la fois des donneurs et des bénéficiaires.

11. Si les objectifs concernant les courants financiers n'étaient pas atteints, cet échec serait lourd de conséquences pour le développement des pays en développement. En fait, si l'on ne parvenait pas à progresser vers l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB, cela obligerait de très nombreux pays en développement à réduire sérieusement leurs importations et leurs dépenses de développement, ce qui entraînerait une baisse sensible des taux de croissance. Il ressort notamment des projections que, dans ces conditions, le revenu par habitant des pays le plus gravement touchés risque, en 1980, de ne pas être sensiblement supérieur aux niveaux atteints en 1973, voire de diminuer dans de nombreux cas.

12. La situation des autres pays en développement serait tout aussi sérieuse; même s'ils arrivaient à maintenir une légère progression du revenu par habitant, ils enregistreraient un recul du taux de croissance encore plus prononcée en termes relatifs, que les pays le plus gravement touchés.

13. L'insuffisance du financement du développement tient sans doute au manque de fonds pour des prêts à des conditions de faveur. Il se peut donc que, faute d'obtenir suffisamment de fonds à des conditions de faveur, plusieurs pays essayent de maintenir leur taux de croissance en finançant le déficit accru de leur balance des paiements à l'aide de prêts contractés sur les marchés privés de capitaux. On peut se demander toutefois si cela est une bonne solution. Ainsi, on estime que, pour combler par des prêts effectués sur les marchés privés le déficit des apports du secteur public, le montant brut des emprunts sur les marchés financiers privés devrait augmenter de 35 p. 100 par an, atteignant 110 milliards de dollars en 1980. Le remplacement, sur une telle échelle, de l'aide publique au développement par des capitaux privés entraînerait pour l'ensemble des pays en développement une augmentation du rapport entre, d'une part, le service de la dette et les rapatriements de bénéfices et, d'autre part, les exportations de marchandises, lequel passerait de 15 p. 100 en 1975 à environ 45 p. 100 en 1980.

B. – Coopération financière : les leçons du passé

14. Dans la section A ci-dessus on a indiqué que la non-réalisation des objectifs concernant les courants financiers aurait probablement des conséquences particulièrement graves pour les pays en développement pendant le reste de la décennie. Le fait que les pays développés n'aient pas réussi, pendant la première moitié de la décennie, à atteindre les objectifs de la Stratégie internationale pour le développement en matière de courants financiers a déjà eu des répercussions sur la croissance des pays en développement et a exercé une influence adverse sur leur situation financière extérieure, en particulier celle du service de la dette, qui les attend à l'avenir. Rétrospectivement, il semble évident que la principale carence de la coopération financière internationale a été que les pays développés non seulement n'ont pas atteint pour l'aide publique au développement l'objectif de 0,7 p. 100 de leur PNB mais qu'ils ne s'en sont même pas rapprochés. En conséquence, les apports, assortis ou non de conditions de faveur, n'ont pas été assurés dans les proportions envisagées par la Stratégie et les apports aux conditions du marché ont pris de l'importance en tant que source d'accroissement du financement extérieur. Mais leur nature et certaines des politiques adoptées à leur endroit ont fait qu'ils n'ont pu compenser, autant qu'il eût fallu, l'insuffisance de l'aide publique au développement.

1. *L'aide au développement jusqu'en 1974 : ses caractéristiques principales*[5]

15. Un des grands défauts de structure de la coopération internationale au service du développement a été le fait que l'aide publique au développement n'a pas atteint les niveaux fixés dans la Stratégie internationale du développement. En valeur nominale, le total des décaissements nets d'aide publique au développement des pays membres du CAD[6] a augmenté en moyenne d'environ 5 p. 100 par an de 1961 à 1974. Mais, en valeur réelle, l'aide publique au développement n'a pas progressé : son niveau de 1974 a même été inférieur à celui de 1963 (voir le tableau 3). Par contre, les revenus ont augmenté rapidement dans les pays développés à économie de marché : leur PNB global a augmenté de plus de trois quarts au cours des années 60. L'aide publique au développement a donc baissé considérablement en pourcentage du PNB : de 0,52 p. 100 en 1961-1962, elle est tombée à 0,34 p. 100 en 1969 et à 0,33 p. 100 en 1974. Et pourtant, l'aide publique au développement de certains pays développés s'est fortement accrue. Certains petits donneurs ont sensiblement augmenté leurs décaissements, relevant considérablement leur rapport aide publique/PNB. Les chiffres globaux décevants sont donc le fait de quelques grands pays donneurs.

16. Une des raisons qui font que l'effort d'aide des principaux donneurs fléchit, c'est que les programmes d'aide ne s'inspirent pas de l'engagement unique de soutenir le développement, mais sont motivés par toute une série d'objectifs. Certes, la promotion du développement est une préoccupation majeure, mais elle tend à s'accompagner d'autres considérations telles que le renforcement de l'influence politique, stratégique, commerciale et culturelle du pays donneur. Il en est résulté un certain nombre de problèmes. En tout état de cause, il n'était pas possible que l'aide pût remplir simultanément toutes les fonctions qui lui étaient assignées, en particulier par les donneurs les plus importants. De plus, l'expérience a montré que la capacité de l'aide de soutenir les intérêts politiques et militaires des donneurs avait été souvent bien limitée. Parallèlement, la contribution que l'aide peut apporter au développement a parfois été exagérée, de sorte que son incidence n'a pas toujours répondu à l'attente. Cela tenait en partie à l'idée erronée que l'aide aux pays en développement pouvait favoriser le développement aussi vite que l'aide apportée aux pays européens leur avait permis de se relever des dévastations de la seconde guerre mondiale, idée qui ne tenait pas compte du temps nécessaire pour surmonter les obstacles structurels à la croissance économique des régions

[5] On trouvera des renseignements plus détaillés sur les questions traitées dans cette section à l'annexe I ci-après.

[6] Les pays socialistes d'Europe orientale n'ont pas accepté de s'engager en ce qui concerne les objectifs relatifs aux courants financiers.

TABLEAU 3

Apports financiers nets des pays du CAD aux pays en développement et aux institutions multilatérales, 1961-1974[a]

(En millions de dollars)

Année	*Aide publique au développement*		*Apports non assortis de conditions de faveur (aux prix et taux de change courants)*			*Total*	
	Evaluée aux prix et taux de change courants	*Evaluée aux prix et taux de change de 1970*	*Apports bilatéraux du secteur public*	*Apports bilatéraux du secteur privé*	*Par l'intermédiaire d'institutions multilatérales*	*Evalué aux prix et taux de change courants*	*Evalué aux prix et taux de change de1970*
1961	5 150	6 190	719	3 016	320	9 205	11 131
1962	5 402	6 385	527	2 214	254	8 396	10 008
1963	5 728	6 676	240	2 590	–36	8 521	10 108
1964	5 902	6 685	–41	3 268	454	9 583	11 118
1965	5 873	6 659	300	3 865	252	10 289	11 800
1966	5 961	6 509	392	3 768	228	10 350	11 500
1967	6 511	7 024	477	3 881	487	11 356	12 493
1968	6 282	6 662	740	5 683	757	13 461	14 521
1969	6 550	6 809	577	6 148	404	13 680	14 415
1970	6 791	6 791	868	6 401	745	14 804	14 804
1971	7 661	7 187	986	7 195	1 037	16 878	15 923
1972	8 538	7 304	1 160	7 906	1 053	18 657	16 280
1973	9 378	6 526	2 073	11 192	647	23 290	17 316
1974	11 316	6 488	2 199	12 901	–85	26 331	16 334
1961-1974 (en pourcentage)[b]	5,2	0,3[c]	17,8	13,6	13,1[d]	9,3	4,8

Source : secrétariat de la CNUCED, tiré de OCDE, *Coopération pour le développement – Examen 1975*, Paris, 1975; OCDE, *Les apports de ressources aux pays en voie de développement*, Paris, 1973.

NOTE. – Voir la note générale du tableau 7.

[a] Y compris les apports aux pays et territoires bénéficiaires de l'Europe méridionale.

[b] Taux annuel moyen de croissance calculé par établissement d'une équation de régression linéaire logarithmique pour les séries chronologiques pertinentes.

[c] Le taux de croissance calculé n'est pas sensiblement différent de zéro au niveau de confiance 10 p. 100.

[d] 1961-1973.

en développement. C'est pourquoi, les milieux qui, dans les grands pays donneurs, avaient été vivement partisans de l'aide ont perdu de leur ardeur à la défendre. Ce "découragement de l'aide" dans les pays donneurs n'a pas été atténué par l'image déformée, présentée à l'opinion publique, des sacrifices découlant du programme d'aide; les résultats obtenus par rapport à l'objectif de 1 p. 100 ont été souvent considérés comme donnant la mesure de l'effort d'aide, même quand une forte proportion de ces apports ne représentait absolument aucune charge pour le pays créancier; l'aide liée ainsi que l'aide alimentaire ont été présentées comme des transferts exclusivement internationaux, comme si elles ne suscitaient aucun transfert interne entre différents secteurs de l'économie d'un pays. Ainsi, d'une part, on a trop attendu de l'aide – et on en a parfois attendu des résultats incompatibles – et d'autre part, en en surévaluant le coût, l'effort d'aide dans les pays qui étaient traditionnellement donneurs a été pratiquement paralysé.

2. *Courants non assortis de conditions de faveur*

17. Si les courants d'aide publique au développement sont restés stationnaires dans les années 60 et les premières années 70, d'autres sources de fonds ont manifesté un grand dynamisme. Comme le montre le tableau 3, les courants nets assortis de conditions normales allant des pays du CAD aux institutions multilatérales ont augmenté rapidement de 1961 à 1974. Cet apport des marchés de capitaux privés a permis aux institutions multilatérales d'étoffer leurs programmes ordinaires de prêts : l'apport net aux pays en développement de prêts d'institutions multilatérales à un taux d'intérêt rattaché à celui du marché est passé d'une moyenne de 170 millions de dollars en 1961-1962 à 613 millions en 1972-1973, soit une augmentation moyenne de 13 p. 100 par an[7]. Cette expansion s'est accompagnée d'une diversification des voies d'acheminement des fonds. La part des banques régionales dans le total des prêts commerciaux des institutions multilatérales est passée de 1 p. 100 en 1961 à 27 p. 100 en 1973, alors que celle du Groupe de la Banque mondiale tombait de 99 p. 100 à 72 p. 100 (la différence étant couverte par la Banque européenne d'investissement).

18. Les courants à des conditions normales acheminés vers les pays en développement par voie bilatérale ont accusé aussi une croissance rapide dans les années 60 et les premières années 70. Ainsi qu'il apparaît au tableau 3, les autres apports bilatéraux du secteur public ont augmenté en moyenne de près de 18 p. 100 par an de 1961 à 1974 (mais l'augmentation a été enregistrée surtout dans la seconde moitié de la période), alors que l'apport bilatéral privé augmentait en moyenne de 14 p. 100 par an. Le dynamisme des courants assortis de conditions normales a fait que le taux de croissance de l'apport total des pays du CAD (aux prix et taux de change courants) a été à peu près le double de celui de l'aide publique au développement. Les transactions bilatérales aux conditions du marché ont avancé par à-coups (voir tableau 4). Ainsi en 1965, elles ont progressé de près d'un tiers, surtout à cause de l'avance rapide de l'investissement privé direct. En 1968, les courants aux conditions normales ont fait un bond de près de la moitié, sous l'effet de la croissance rapide des décaissements nets au titre de crédits publics et privés à l'exportation, venant s'ajouter à une brusque poussée de l'investissement privé direct. Le bond le plus remarquable s'est produit en 1971-1973, quand le marché des eurodevises est devenu une source importante de fonds pour les pays en développement. Les investissements bilatéraux de portefeuille ont enregistré aussi un rapide progrès en 1972; en revanche, les crédits à l'exportation accusaient un ralentissement marqué, dû au fait, semble-t-il, que les pays en développement en mesure de le faire ont préféré emprunter sur le marché des eurodevises plutôt que prendre des crédits à l'exportation. Ceux qui avaient cette possibilité en ont tiré un grand avantage, car ils pouvaient ainsi choisir leurs fournisseurs en fonction de la qualité et du prix des produits et non des conditions de crédit offertes. Cela étant, les prêts en eurodevises ont généralement été assortis de taux d'intérêt plus élevés que les crédits à l'exportation.

19. L'expansion dynamique des courants aux conditions normales, en particulier des courants privés, a contribué à grossir régulièrement le courant total de ressources vers les pays en développement à un moment où l'aide publique au développement fléchissait. Mais ces deux catégories de courants ne sont pas entièrement interchangeables. Les caractéristiques des courants aux conditions normales et leur contribution au développement sont foncièrement différentes de celles de l'aide publique au développement; régis essentiellement par des critères de solvabilité, ces courants s'adressent à un nombre assez restreint de pays. De fait, la répartition des prêts de cette catégorie est extrêmement inégale. Ainsi, de 1970 à 1973, 7 pays représentant environ un cinquième du PNB du monde en développement ont reçu les deux tiers des sommes recueillies par émission d'emprunts[8], et 6 pays totalisant environ un quart du PNB total ont reçu les deux tiers des crédits en eurodevises rendus publics. De même, de 1969 à 1973, 9 pays, groupant 32 p. 100 du PNB global des pays en développement, ont reçu les deux tiers des investissements privés directs, et 10 pays, représentant 31 p. 100 du PNB global, ont reçu les deux tiers des décaissements au titre de crédits publics et privés à l'exportation.

20. Il est peut-être paradoxal que les institutions multilatérales de financement du développement aient aussi concentré leurs prêts ordinaires sur un assez petit nombre de pays. Neuf pays, groupant 36 p. 100 du PNB global des pays en développement, ont reçu plus des deux tiers des décaissements nets de la Banque mondiale à titre de prêts pendant la période 1969-1973; qui plus est, 7 de ces 9 pays figurent sur une ou plusieurs listes des principaux béné-

[7] On trouvera à l'annexe I, tableau I.11, des données annuelles pour la période 1969-1975. En 1974, les institutions multilatérales de prêt se sont largement tournées vers d'autres sources que les pays membres du CAD pour obtenir des prêts aux taux d'intérêt du marché. Il s'en est suivi un fléchissement brutal des apports de fonds privés des pays membres du CAD aux institutions multilatérales. Les activités de prêt des institutions multilatérales ont également fortement augmenté en 1974.

[8] A l'exception de l'emprunt israélien, qui est un cas spécial.

TABLEAU 4

Courants financiers assortis de conditions normales des pays membres du CAD aux pays et territoires en développement[a], 1961-1974

(En millions de dollars)

Année	Crédits à l'exportation[b]				Autres apports bilatéraux nets du secteur public[c]	Investissements bilatéraux nets de portefeuille et autres	Investissements privés directs nets	Total (net) (8) [=(2)+(4)+(5)+(6)+(7)]	Crédits en eurodevises[d]	Total (net) (10) [=(8)+(9)]
	Publics		Privés							
	Bruts (1)	Nets (2)	Bruts (3)	Nets (4)	(5)	(6)	(7)		(9)	
1961 . .	893	636	–	573	83	610	1 834	3 735		3 735
1962 . .	698	458	352	572	68	147	1 495	2 740		2 740
1963 . .	480	190	398	660	49	327	1 603	2 830		2 830
1964 . .	421	–123	584	859	82	837	1 572	3 227		3 227
1965 . .	666	198	464	751	102	655	2 459	4 165		4 165
1966 . .	777	259	627	1 124	133	470	2 174	4 160		4 160
1967 . .	927	392	921	1 007	85	770	2 103	4 358		4 358
1968 . .	1 267	646	1 033	1 597	93	940	3 146	6 422		6 422
1969 . .	1 234	502	4 553	2 047	75	180	2 921	6 725		6 725
1970 . .	1 497	578	5 217	2 142	290	716	3 543	7 269		7 269
1971 . .	1 763	573	6 508	2 831	412	733	3 632	8 181	1 000	9 181
1972 . .	2 066	724	6 063	1 448	436	1 984	4 474	9 066	3 917	12 983
1973 . .	2 486	1 117	6 938	1 196	956	3 286	6 711	13 265	9 271	22 536
1974 . .	2 587	691	8 697	2 482	1 508	3 795	6 626	15 101	9 608	24 709

Sources : OCDE, *Les apports de ressources aux pays en voie de développement (op. cit.)*; OCDE, *Coopération pour le développement. Examen 1975 (op. cit)*.

NOTE. – Voir la note générale du tableau 7.

[a] Y compris les courants vers des pays et territoires d'Europe méridionale.

[b] Crédits d'une durée initiale d'une année au moins.

[c] Autres que les crédits publics à l'exportation.

[d] Estimations du secrétariat de la CNUCED.

ficiaires mentionnés au paragraphe 19 ci-dessus. Ainsi, alors que les institutions multilatérales de crédit ont incontestablement réussi à mettre des capitaux à la disposition de pays qui n'étaient pas en mesure de puiser aux sources de capitaux privés, il semblerait néanmoins qu'elles aient servi surtout à améliorer les conditions d'emprunt des pays qui avaient déjà accès à ces sources.

3. *La question de la répartition*

21. La répartition des apports financiers entre pays en développement dépend à la fois des diverses mesures de politique générale prises par les différents organismes donneurs et des forces du marché. Actuellement, il n'existe que quelques normes internationales régissant les décisions des divers organismes donneurs[9], et encore sont-elles imparfaites et incomplètes.

22. Une formule adoptée ces dernières années pour assurer la coordination des activités des donneurs a consisté dans la mise en place de consortiums d'aide et de groupes consultatifs. Dans ces groupes, les donneurs examinent ensemble les besoins d'aide d'un pays bénéficiaire donné et envisagent dans quelle mesure ils peuvent, conjointement et individuellement, répondre à ces besoins. Ces mécanismes internationaux assurent une certaine cohérence dans le traitement d'un pays bénéficiaire donné mais ils ne permettent pas d'envisager globalement les besoins de ce bénéficiaire par rapport aux besoins des autres pays en développement.

23. Pour résoudre ce problème on a entrepris, à titre d'essai et sans grand résultat, de constituer à l'échelon international des groupes de pays en développement ayant certaines caractéristiques communes, comme les pays en développement les moins avancés et les pays en développement le plus gravement touchés. Il était sans doute utile d'évaluer à l'échelon international les besoins relatifs des différents pays pour les grouper de cette façon, mais cette formule n'est pas sans danger. Ce n'est pas tant l'existence des groupes en soi qui est contestable, mais la tendance qu'ont certains donneurs à considérer que du fait que les besoins de certains bénéficiaires en matière d'aide à des conditions de faveur sont particulièrement urgents, ceux d'autres bénéficiaires le sont moins. Cette attitude, tout en étant certainement involontaire, est peut-être le résultat inévitable de la technique consistant à répartir les pays en développement en groupes au lieu de définir, pour évaluer les besoins relatifs de chacun, des mesures et directives s'appliquant uniformément à tous les pays en développement.

24. En tout état de cause, l'absence de critères globaux dans ce domaine a abouti à toute une série de pratiques selon lesquelles l'aide à des conditions de faveur est parfois répartie en fonction de liens historiques, culturels ou commerciaux et non de la pauvreté ou des besoins relatifs.

[9] La plupart des organismes donneurs ont certainement leurs propres directives internes, mais il est difficile d'en connaître la nature exacte.

La diversité des résultats est illustrée par le fait qu'en 1974 85 p. 100 de l'aide publique au développement bilatérale de la Norvège ont été destinés à des bénéficiaires ayant un PNB par habitant inférieur à 200 dollars et 0,3 p. 100 seulement à des bénéficiaires ayant un PNB par habitant égal ou supérieur à 1 000 dollars. Par contre, au cours de la même année, 27 p. 100 de l'aide publique au développement bilatérale de la France ont été absorbés par des bénéficiaires ayant un PNB par habitant inférieur à 200 dollars et 35 p. 100 par des pays ayant un PNB par habitant égal ou supérieur à 1 000 dollars[10].

25. D'une manière générale, l'accroissement insuffisant de l'aide publique au développement pour répondre aux besoins en capitaux des pays en développement, ainsi que les besoins reconnus des pays les plus pauvres et les possibilités accrues de certains autres pays en développement d'obtenir des capitaux privés ont donc abouti à une situation dans laquelle cette aide est détournée de certains pays en développement au profit d'autres. Comme il ressort du tableau 5, l'aide publique au développement bilatérale octroyée aux pays et territoires en développement ayant un PNB par habitant inférieur à 300 dollars a augmenté en valeur nominale; la part de ces pays dans le montant total des courants bilatéraux d'aide publique au développement est passée de 64 p. 100 dans la période 1969-1970 à 69 p. 100 en 1974. Lorsque l'on tient compte des variations de prix, les courants bilatéraux d'aide publique au développement destinés à ce groupe de pays ont diminué de 20 p. 100 en 1974 par rapport à la période 1969-1970. Par ailleurs, pour les pays dont le PNB par habitant se situe entre 300 et 800 dollars, il y a eu, dans l'ensemble, en valeur absolue, un léger fléchissement des apports bilatéraux d'aide publique au développement et, si l'on tient compte de la hausse des prix pendant cette période, la valeur des courants d'aide publique à destination de ces pays a été en 1974 environ de moitié moindre qu'en 1969-1970.

26. Dans ces conditions, un certain nombre de pays en développement relativement plus avancés ont eu recours à des sources privées de capitaux, pour assurer essentiellement le financement de programmes de développement par des crédits à moyen terme. Cette situation a généralement incité ces pays à suivre une stratégie de croissance orientée vers l'exportation du fait qu'une progression rapide du pouvoir d'achat des recettes d'exportation – laquelle réduit au minimum le risque de conflit entre le service de la dette qu'il faut assurer et les besoins d'importations auxquels il faut répondre par suite de l'augmentation de la production et de l'amélioration des niveaux de vie – était considérée comme un indicateur essentiel de la solvabilité d'un pays. Ce mode de développement, et la viabilité

[10] Voir OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975*, Paris, 1975, annexe statistique, tableau 31.

TABLEAU 5

Répartition entre groupes de pays et territoires en développement de l'aide publique au développement bilatérale des pays membres du CAD

Pays ou territoires ayant un PNB par habitant en 1972 de :	*1969-1970*		*1972-1973*		*1974*	
	Millions de dollars	*Pourcentage du total*	*Millions de dollars*	*Pourcentage du total*	*Millions de dollars*	*Pourcentage du total*
149 dollars et moins[a]	2 055	42,8	2 245	39,9	2 687	41,7
150 à 299 dollars[b]	1 041	21,7	1 421	25,2	1 733	26,9
300 à 449 dollars[c]	885	18,4	939	16,7	848	13,2
450 à 599 dollars[d]	242	5,0	171	3,0	247	3,8
600 à 799 dollars[e]	68	1,4	62	1,1	71	1,1
800 à 999 dollars[f]	183	3,8	198	3,5	212	3,3
1 000 dollars et plus[g]	332	6,9	595	10,6	641	10,0
Total	4 806	100,0	5 631	100,0	6 439	100,0

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.)* et données fournies par le secrétariat de l'OCDE.

[a] Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Burundi, Ethiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Laos, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Timor, Yémen et Yémen démocratique.

[b] Bolivie, Cap-Vert, Comores, Egypte, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jordanie, Kenya, Libéria, Macao, Maroc, Mauritanie, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République centrafricaine, République du Sud-Vietnam, République-Unie du Cameroun, Samoa Occidental, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande et Togo.

[c] Algérie, Angola, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Equateur, El Salvador, Ghana, Guatemala, Guyane, Honduras, Irak, Malaisie, Maurice, Mozambique, Paraguay, République arabe syrienne, République de Corée, Sao Tomé et Principe, Seychelles, Tonga, Tunisie et Zambie.

[d] Arabie Saoudite, Brésil, Fidji, Iran, Nicaragua, Nouvelles-Hébrides, Oman, Pérou, République Dominicaine.

[e] Bahreïn, Belize, Costa Rica, Liban, Mexique, Territoires des Afars et des Issas et Uruguay.

[f] Barbades, Chili, Gabon, Guadeloupe, Hong Kong, Jamaïque, Panama, Surinam et Trinité-et-Tobago.

[g] Antilles néerlandaises, Argentine, Bahamas, Bermudes, Brunéi, Emirats arabes unies, Guyane française, Israël, Koweït, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Qatar, République arabe libyenne, Réunion, Singapour et Venezuela.

financière extérieure d'un pays en développement qui en découle, dépend donc d'une expansion rapide et soutenue du pouvoir d'achat des exportations et de la disponibilité constante de courants de capitaux privés.

27. Depuis le début de 1974, toutefois, l'économie mondiale ne présente plus toutes les conditions nécessaires au succès de cette stratégie. La nature et les conséquences des changements intervenus sont examinées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

Position des paiements extérieurs des pays en développement en 1974-1976 : moyens d'évaluer son importance

28. En 1974, la position financière extérieure des pays en développement s'est dégradée de façon spectaculaire. Comme il ressort du tableau 6, le déficit global du compte courant des pays non exportateurs de pétrole a presque triplé, passant de 12,2 milliards de dollars en 1973 à 33,5 milliards en 1974. D'après les dernières estimations, le déficit s'est encore creusé de 12 milliards en 1975, pour atteindre environ 45 milliards; on prévoit toutefois une réduction de ce déficit en 1976, qui ne serait plus que de 38 milliards de dollars.

29. Les éléments de l'aggravation du déficit du compte courant des pays en développement non exportateurs de pétrole en 1974 et 1975 sont indiqués au tableau 6. On y voit que des modifications de la valeur des importations imputables à une hausse des prix ont contribué sensiblement à creuser le déficit en 1974; en réalité, l'effet négatif des prix à l'importation a été plus fort à lui seul que la variation du déficit, mais cet effet a été compensé par une évolution favorable dans d'autres domaines, essentiellement par la progression des exportations. Le tableau montre aussi que le coût plus élevé des importations de pétrole a joué un rôle majeur dans la dégradation du compte courant en 1974. La hausse des prix des articles manufacturés des pays de l'OCDE a aussi sensiblement contribué à majorer le montant des importations. Pour les années 1974 et 1975 prises ensemble, le renchérissement des articles manufacturés importés des pays de l'OCDE a contribué tout autant que celui du pétrole à déséquilibrer encore les comptes extérieurs des pays en développement non exportateurs de pétrole (voir le tableau 6).

30. En 1975, la structure des variations des prix à l'importation a été assez différente de l'année précédente : le renchérissement du pétrole a joué un rôle moindre alors que les produits manufacturés importés des pays de l'OCDE étaient à l'origine de presque toute la majoration du montant des importations due à la hausse des prix. Cet effet des prix plus modéré, allié à une diminution du volume des importations, a maintenu la facture des importations des pays non exportateurs de pétrole en 1975 à un niveau à peine supérieur à celui de 1974. Mais cette évolution favorable a été annulée par une mauvaise tenue des prix à l'exportation, qui ont baissé en 1975, provoquant une aggravation du déficit du compte courant.

31. En 1974, le déficit accru avait été comblé avec une relative facilité. La période 1971-1973 a été marquée par une évolution nettement favorable du rapport du déficit global du compte courant des pays non exportateurs de pétrole aux moyens disponibles pour combler ce déficit. Ainsi qu'il ressort du tableau 7, le déficit du compte courant en 1972 et 1973 s'est stabilisé à un niveau inférieur à celui de 1971, tandis que les rentrées nettes du compte des capitaux à long terme progressaient rapidement, surtout en 1973. L'excédent des recettes du compte capital sur le déficit du compte courant a permis d'accumuler des avoirs publics de réserve considérables en 1972 et 1973[11]. En outre, alors qu'en 1971 et en 1972 les capitaux à court terme, les courants non enregistrés et les erreurs et omissions faisaient apparaître des entrées nettes, on a constaté en 1973 une accumulation d'actifs (ou une réduction du passif) pour le reste du monde.

32. L'augmentation du financement à long terme en 1972 et 1973 s'explique surtout par celui des prêts privés : sur un accroissement de 8 milliards de dollars des courants à long terme, un peu plus de 6 milliards étaient de source privée. Les prêts publics aux conditions normales ont augmenté fortement aussi. Il est probable que les prêts privés et publics à des conditions commerciales ont été stimulés par la croissance rapide des exportations des pays en développement, qui a renforcé leur solvabilité, et par l'amélioration de la liquidité dans les pays développés à économie de marché en période d'expansion.

33. Du fait que les emprunts à long terme ont dépassé sensiblement le déficit du compte courant au cours de l'année précédente, les pays en développement ont pu faire face à leur situation financière extérieure en 1974 en réduisant leur taux d'accumulation des réserves : 27 p. 100 environ de l'accroissement du déficit ont été financés de la sorte. La baisse du taux d'accumulation des réserves, accompagnée d'un changement des courants de capitaux à court terme, des courants non enregistrés et des erreurs et omissions, a compensé environ 64 p. 100 de l'accroissement du déficit[12]. Néanmoins, le fait que l'ensemble des pays en développement non exportateurs de pétrole ont pu combler leur énorme déficit tout en continuant à accumuler des réserves en valeur nominale, bien que lentement, ne pourrait pas s'expliquer sans une forte augmentation en 1974 de l'aide publique au développement, des autres apports bilatéraux du secteur public et des prêts des institutions multilatérales.

34. Il vaut la peine de noter que les événements de 1974 ont influé sensiblement sur la structure des courants de capitaux alimentant la coopération financière internationale. Ainsi qu'il ressort à l'évidence du tableau 8, en 1974, les pays en développement exportateurs de pétrole ont été la principale source d'expansion des courants de

[11] Le gonflement des réserves en 1972 résulte en partie d'allocations de DTS.

[12] On a dit que l'augmentation des emprunts à court terme des pays en développement non exportateurs de pétrole était en relation directe avec les difficultés que ces pays avaient à trouver des crédits privés à moyen terme et à long terme. Voir Société financière internationale, *Rapport annuel 1975*, p. 3.

TABLEAU 6

Eléments du déficit du compte courant des pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole

	1974	*1975*	*1974-1975 (pourcentage)*
	En milliards de dollars		
Déficit du compte courant[a]	33,5[b]	45,2	
Accroissement du déficit	21,3	11,7	100,0
Imputable à :			
1. *Changement de prix*[c]	14,3	17,5	96,4
a) Hausse des prix à l'importation	36,0	12,9	148,2
i) Pétrole	18,5[d]	1,9	61,8
ii) Produits alimentaires	3,1	−0,5	7,9
Importés des pays membres de l'OCDE	(1,7)	(−0,3)	(4,2)
Importés de pays non membres de l'OCDE	(1,4)	(−0,2)	(3,6)
iii) Autres produits primaires	1,8	−0,3	4,5
Importés des pays membres de l'OCDE	(0,9)	(−0,2)	(2,1)
Importés de pays non membres de l'OCDE	(0,9)	(−0,1)	(2,4)
iv) Articles manufacturés	12,6	11,8	73,9
Importés des pays membres de l'OCDE	(10,1)	(9,5)	(59,4)
Importés de pays non membres de l'OCDE	(2,5)	(2,3)	14,5
b) Baisse des prix à l'exportation[e]	−21,7	4,6	−51,8
i) Exportations vers les pays membres de l'OCDE	−15,6	3,3	−37,3
ii) Exportations vers des pays non membres de l'OCDE	−6,1	1,3	−14,5
2. *Changements de volume*	7,5	−9,8	−7,0
a) Importations[f]	10,2	−8,4	5,5
i) En provenance des pays membres de l'OCDE	12,2	−6,1	18,5
ii) En provenance de pays non membres de l'OCDE	−2,0	−2,3	−13,0
Dont : pétrole	−3,0	−1,0	−12,1
b) Exportations[g]	−2,7	−1,4	−12,4
i) Vers les pays membres de l'OCDE	−1,9	−1,0	−8,8
ii) Vers des pays non membres de l'OCDE	−0,8	−0,4	−3,6
3. *Autres éléments, effet net*[h]	−0,5	−4,0	10,6
a) Accroissement des paiements de services non facteurs et des transferts de capitaux privés	−1,9	1,6	−0,9
b) Accroissement des paiements au titre du revenu net des investissements	1,4	2,4	11,5

Source : estimations du secrétariat de la CNUCED.

[a] D'après des données pour 113 pays et territoires en développement.

[b] Le chiffre correspondant pour 1973 est 12,2 milliards de dollars.

[c] Chiffres calculés en appliquant les changements de prix au volume du commerce de l'année précédente.

[d] Tous les produits pétroliers importés en 1974 ont été évalués en prix de 1974. Par conséquent, dans la mesure où du pétrole a été livré en 1974 à des prix fixés par contrats en 1973, l'importance de l'effet prix s'en trouve surestimée.

[e] Le signe moins (−) indique une augmentation.

[f] le signe moins (−) indique une diminution.

[g] Le signe moins (−) indique une augmentation.

[h] Imputables surtout au commerce avec les pays membres de l'OCDE.

TABLEAU 7

Financement des déficits du compte courant de 113 pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole, 1971-1974

(En millions de dollars)

	1971	*1972*	*1973*	*1974*
I. *Déficit du compte courant* (biens, services et transferts de capitaux privés)	−13 157	−11 400	−12 200	−33 500
II. *Financement net à long terme*	10 904	13 885	22 179	28 581
Dont :				
Apports bilatéraux du secteur public aux conditions de l'aide publique au développement.	3 971	4 100	4 780	7 606
Pays membres du CAD	3 464	3 609	3 712	4 590
Pays en développement	507	491	1 068	3 106
Autres apports bilatéraux du secteur public	588	668	1 523	2 332
Pays membres du CAD	574	637	1 412	2 000
Pays en développement	14	31	111	332
Courants privés en provenance des pays membres du CAD	4 370	6 785	13 003	15 000
Investissements privés directs à l'étranger	1 726	2 029	4 285	5 005
Eurodevises	1 000	2 100	5 600	6 500
Crédits à l'exportation	1 512	1 100	500	1 495
Divers	132	1 556	2 618	2 000
Institutions multilatérales	1 712	1 518	1 807	3 090
Aux conditions de l'aide publique au développement	1 030	853	1 078	1 862
Divers	682	665	729	1 228
Dont : facilité du FMI relative aux importations de pétrole	..	..	..	921
Pays socialistes d'Europe orientale[a]	263	814	1 066	553
III. *Financement des paiements*				
Recours au crédit du FMI	67	326	174	1 363
Dont : facilité se rapportant aux importations de pétrole	..	..	..	921
Variations des réserves publiques (−indique une augmentation)	−1 835	−5 496	−8 103	−2 333
IV. *Capitaux à court terme, courants non enregistrés, erreurs ou omissions*	4 021	2 685	−2 050	5 889

Sources : estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur OCDE, *Coopération pour le développement*, Paris, diverses années; FMI, *International Financial Statistics*, divers numéros; renseignements communiqués par la Banque mondiale et le secrétariat du CAD.

NOTE GÉNÉRALE. – Les tableaux 3, 4, 7 et 8 contiennent des rubriques correspondant à des sources de financement qui sont identiques dans un certain nombre de cas. Mais la définition des courants dans chacune de ces rubriques est déterminée par les besoins de chaque tableau, de sorte que le volume des courants enregistrés dans une même rubrique peut varier d'un tableau à l'autre. Ainsi, les tableaux 3 et 4, qui donnent des séries chronologiques assez étendues, comprennent des courants financiers à destination de pays d'Europe méridionale, car on n'a pas de ventilation géographique pour les premières années 60. En revanche, les tableaux 7 et 8 ne comprennent pas les courants vers les pays d'Europe méridionale; le tableau 7 ne comprend pas non plus les courants vers des pays membres de l'OPEP. Comme, dans le tableau 7, les courants sont présentés de manière à montrer comment on a financé le déficit du compte courant, les dons d'assistance technique n'ont pas été compris dans les chiffres de l'APD bilatérale, car les importations de services financées par ces opérations sont rarement inscrites au compte courant. Au tableau 7, l'apport des institutions multilatérales aux pays en développement est indiqué net des souscriptions d'emprunts, contributions, participations au capital et remboursements des pays en développement non exportateurs de pétrole. Au tableau 8, les sommes versées par les pays du CAD et les pays en développement aux institutions multilatérales sont nettes de remboursements.

[a] Y compris les fonds destinés aux pays en développement exportateurs de pétrole. Les chiffres sont des estimations du secrétariat de la CNUCED calculées d'après les engagements bruts et les conditions antérieures estimés par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

TABLEAU 8

Sources des fonds alimentant le système de coopération financière internationale : décaissements nets, 1971-1974

(En millions de dollars)

	1971	*1972*	*1973*	*1974*[a]
Total	17 954	21 972	32 617	38 275
Dont :				
Pays membres du CAD[b]	17 057	20 463	30 068	31 593
Aide publique au développement	6 136	6 358	6 905	8 160
Autres apports du secteur public	801	982	1 873	1 900
Courants privés	7 746	10 153	18 375	18 559
Investissement privé direct à l'étranger	3 677	3 905	5 818	6 721
Eurodevises	1 000	3 098	8 014	7 116
Crédits à l'exportation	2 361	1 374	1 045	2 242
Divers	708	1 776	3 498	2 480
Par l'intermédiaire des institutions multilatérales	2 374	2 970	2 915	2 974
Conditions analogues à celle de l'aide publique au développement	1 338	1 917	2 268	3 060
Autres apports du secteur public	266	386	390	−16
Courants privés	770	667	257	−70
Pays socialistes[c]	263	814	1 066	553
Pays en développement	634	695	1 483	6 129
Apports bilatéraux du secteur public analogues à l'aide publique au développement	507	491	1 068	3 016
Autres apports du secteur public	14	31	111	332
Par l'intermédiaire des institutions multilatérales	113	173	304	2 781
Conditions analogues à celles de l'aide publique au développement	20	25	9	416
Divers	93	148	295	2 365
Dont : facilité du FMI se rapportant aux importations de pétrole	..	..	..	921

Sources : estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur OCDE, *Coopération pour le développement*, Paris, diverses années; renseignements communiqués par la Banque mondiale et le secrétariat du CAD.

NOTE. – Voir la note générale du tableau 7.

[a] Estimations.

[b] Y compris les fonds destinés à des pays et territoires d'Europe méridionale.

[c] Les chiffres pour les pays socialistes sont des estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur des estimations du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Secrétariat de l'ONU concernant les engagements bruts et les conditions antérieures.

capitaux. Les courants bilatéraux à des conditions de faveur en provenance de ces pays sont passés d'une moyenne de quelque 680 millions de dollars en 1972-1973 à environ 3 milliards en 1974. Toutefois, la quasi-totalité de cet accroissement est allée à quelques pays du Proche-Orient ou voisins. En outre, en 1974, les exportateurs de pétrole ont évincé complètement les pays développés à économie de marché comme source de fonds pour les prêts ordinaires des institutions multilatérales et ils ont financé la plus grande partie de la facilité du FMI relative aux importations de pétrole[13]. Ainsi, de l'accroissement de 5,7 milliards de dollars du courant de ressources en 1974, plus de 80 p. 100 provenaient des pays en développement exportateurs de pétrole (à l'exclusion de l'argent recyclé sur le marché des eurodollars); l'apport de ces pays aux pays en développement et aux institutions multilatérales est passé de 3 p. 100 en 1971-1973 à 16 p. 100 en 1974, tandis que celui des pays membres du CAD tombait de 93 p. 100 à 83 p. 100.

35. Les fonds supplémentaires fournis en 1974 n'ont pas été produits de manière absolument automatique par le fonctionnement du système monétaire et financier international, mais résultaient de politiques nationales et internationales adoptées délibérément pour faire face à une situation à court terme critique (et jugée temporaire)[14]. Mais le complément de ressources apporté par ces politiques

[13] Cette facilité a été créée en 1974 comme moyen temporaire de financer les déficits provoqués par l'enchérissement des importations de pétrole des membres du FMI, à des conditions comportant des taux d'intérêt commerciaux et des échéances à moyen terme. Pour plus de détails, voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Coopération financière internationale au service du développement : résultats enregistrés et besoins futurs" (TD/B/C.3/126/Add.1 et Corr.1).

[14] Environ 1,3 milliard de dollars a été acheminé à titre de secours aux pays le plus gravement touchés dans le cadre de l'Opération d'urgence des Nations Unies, et le FMI a prêté 0,9 milliard de dollars aux pays en développement au titre de sa facilité de financement des importations de pétrole.

n'a compensé qu'une part assez faible de l'accroissement du déficit.

36. Par conséquent, 1974 apparaît comme une année de déficits spectaculaires dus aux perturbations de l'économie internationale, qui ont été compensés essentiellement par les excédents des comptes extérieurs des pays en développement non exportateurs de pétrole et, dans une moindre mesure, par une coopération internationale délibérée dans laquelle les pays en développement eux-mêmes ont joué un rôle majeur comme source de capitaux d'appoint. L'année a été marquée par une grande incertitude et par beaucoup d'innovations touchant les circuits internationaux de capitaux, mais les moyens de financement requis pour compenser les déficits des pays en développement non exportateurs de pétrole n'ont pas manqué, en particulier de sources privées. Les pays en développement ont fait appel aux marchés privés pour un montant net d'environ 19 milliards de dollars (voir le tableau 9) et il faut supposer que leur dette contractée aux conditions normales a augmenté d'un montant à peu près équivalent. Ces emprunts ont été suffisants pour entretenir une certaine progression du volume des importations, et la croissance du PNB des pays en développement non exportateurs de pétrole est estimée à quelque 5 p. 100.

37. En 1975, le financement du déficit a posé un problème beaucoup plus épineux qu'en 1974. D'abord, ainsi qu'on l'a vu plus haut, le déficit a été contenu dans certaines limites par une réduction du volume des importations, mais non sans dommage prévisible pour la croissance dans ces pays. Les estimations préliminaires montrent que la proportion du déficit financée par des fonds accordés à des conditions de faveur est beaucoup plus petite en 1975 qu'en 1974 (voir le tableau 9). De plus, si, en 1974, le financement du déficit est allé de pair avec un certain accroissement des réserves internationales, en 1975, les réserves semblent avoir diminué d'environ 2 milliards. Le recours aux crédits privés par les pays en développement non exportateurs de pétrole paraît avoir atteint environ 25 milliards, chiffre d'une ampleur sans précédent. Or à la fin de 1975, il était devenu de plus en plus évident que la relative facilité d'accès des pays en développement aux marchés des capitaux privés allait cesser. Et de fait, on a relevé de plus en plus souvent dans la presse que certains pays en développement avaient atteint leur plafond de crédits auprès de telle ou telle institution de prêt du secteur privé.

TABLEAU 9

Financement du déficit extérieur des pays et territoires en développement non exportateurs de pétrole; 1974 et estimations pour 1975 et 1976

(En milliards de dollars)

	1974	*1975*[a]	*1976*[b]
Déficit du compte courant	33,5	45,2	38,3
Financé par :			
I. Financement à long terme à des conditions de faveur (de sources bilatérale et multilatérale)	9,5	10,0	11,0
II. Prêts multilatéraux ordinaires	1,2	1,5	2,0
III. Investissement privé étranger	5,0	4,8	4,8
IV. Recours au crédit du FMI	1,3	1,8	1,2
Dont : facilité relative aux importations de pétrole	0,9	1,5	
V. Mouvements des réserves publiques (–indique une augtation)	–2,3	2,0	3,0
VI. Autres crédits[c]	18,8	25,0	16,3

Source : estimations du secrétariat de la CNUCED pour 113 pays et territoires.

[a] Chiffres préliminaires.

[b] Projections.

[c] Y compris crédits à court terme, plus erreurs et omissions.

38. Les perspectives actuelles pour 1976 vont dans le sens d'une nouvelle réduction du volume des importations. D'après les prévisions, le recours total des pays en développement aux capitaux privés sera bien inférieur aux niveaux estimés pour 1975. Pourtant, les emprunts sur les marchés privés seraient encore de l'ordre de 16 milliards de dollars, chiffre à peu près comparable à celui de 1974. La question se pose de savoir si, après l'épuisement éventuel en 1975 des crédits ouverts et devant la demande accrue de crédits dans les pays développés qui accompagnera probablement la reprise de l'activité économique dans ces pays, des moyens de financement privé de cette ampleur seront encore disponibles. Si ce n'est pas le cas, il pourrait en résulter une forte baisse du volume des importations et de la croissance dans les pays en développement non exportateurs de pétrole.

39. L'insuffisance de moyens financiers pour redresser la balance des paiements constitue donc un grave danger pour la croissance économique des pays en développement et pour les objectifs de la deuxième Décennie du développement. Et ce danger n'est pas passé inaperçu. Ainsi, les administrateurs du FMI qui se sont réunis dans les derniers mois de 1975 sont convenus de libéraliser le système de financement compensatoire du Fonds[15].

40. Un bon système de financement compensatoire doit remplir trois conditions essentielles. Premièrement, il doit être doté de ressources suffisantes pour fournir une compensation en cas de déficits généralisés dus au cycle du commerce international. En outre, les critères d'attribution de ces ressources doivent correspondre concrètement à la gravité du déficit des exportations d'un pays, au lieu d'être fondés sur des plafonds de quotes-parts qui n'ont rien à voir avec le déficit. Deuxièmement, la formule qui sert à mesurer les déficits et les excédents doit être compatible avec l'objectif général consistant à stabiliser la capacité d'importation dans la mesure où elle est liée aux recettes d'exportations. Ainsi, cette formule doit fixer avec une certaine exactitude le taux de croissance à moyen terme des recettes, tout en tenant compte du comportement des prix à l'importation. Troisièmement, les conditions de rembour-

[15] On trouvera une description complète du système révisé dans le document TD/189 (reproduit dans le présent volume).

sement doivent être assez souples pour tenir compte des déficits et excédents d'exportation de chaque pays participant. Faute de cette souplesse, la relation étroite à maintenir entre les déficits et les tirages nets pourrait s'en trouver beaucoup affaiblie, limitant gravement l'aptitude du système de financement compensatoire à stabiliser la capacité d'importation selon le but qui lui a été fixé.

41. Lorsqu'on juge de l'efficacité d'un système donné tel que celui du FMI, la méthode utilisée pour mesurer le déficit des recettes d'exportation revêt une importance capitale. On ne peut déterminer le caractère suffisant ou non des ressources financières que par rapport à l'ampleur probable des besoins des pays. Ainsi, la méthode révisée utilisée actuellement par le FMI vise apparemment à stabiliser les recettes d'exportation autour d'une tendance à moyen terme fondée sur la croissance réelle des exportations d'un pays. Toutefois, cette méthode reste susceptible de distorsions à cause de la variation des taux d'inflation. En outre, elle ne tient pas compte du mouvement des prix à l'importation, qui est un élément déterminant de la capacité d'importer et par conséquent de la situation de la balance globale des paiements.

42. Pour donner une échelle de comparaison, le secrétariat de la CNUCED présente au tableau 10 des estimations des déficits, fondées sur une formule différente qui vise à mesurer directement la capacité d'importation. Le déficit est calculé comme étant la différence entre les recettes d'exportation prévues, ajustées en fonction des changements des prix à l'importation, et les recettes d'exportation réelles. On entend par recettes d'exportation prévues les gains moyens dans les deux années qui ont précédé le déficit, réévalués en fonction des prix courants à l'importation, en supposant que le volume des exportations augmente au même rythme que la tendance générale de croissance du volume des exportations mondiales dans les six années les plus récentes. On utilise le taux de croissance des exportations mondiales plutôt que celui des exportations des pays pour éviter de favoriser indûment les pays qui bénéficient d'une croissance exceptionnelle des exportations et de pénaliser ceux dont les recettes stagnent. Ainsi, la formule fait apparaître les déficits justifiant une compensation chaque fois qu'intervient dans la capacité d'importation un changement dû à des fluctuations de volume et de prix à l'exportation ou à l'importation.

TABLEAU 10

Déficits d'exportation estimés des pays en développement non exportateurs de pétrole, 1968-1977[a]

(En milliards de dollars)

Année	*Estimations fondées sur :* *Méthode révisée du FMI*[b] (1)	*Formule de la CNUCED*[c] (2)	*Différence* (3) [= (2) − (1)]
1968	0,5	2,5	−2,0
1969	−1,9	0,4	−2,3
1970	−2,0	1,1	−3,1
1971	2,3	6,5	−4,2
1972	−1,2	1,9	−3,1
1973	−11,2	−8,2	−3,0
1974	−8,9	4,6	−13,5
1975	21,2	22,1	−0,9
1976	20,0	7,5	12,5
1977	2,2	−6,3	8,5

NOTE. – Le signe moins (−) indique un excédent des exportations.

[a] Les chiffres du commerce ayant servi à l'établissement des estimations sont fondés sur des projections du secrétariat de la CNUCED.

[b] Applicable à partir de janvier 1976. Le déficit est calculé selon la formule suivante :

$$SF = 1/5\{VX_{t-2} + VX_{t-1} + VX_t + [(VX_{t-2} + VX_{t-1}) (VX_{t-2} + VX_{t-1} + VX_t)/VX_{t-5} + VX_{t-4} + VX_{t-3}]\} - VX_t$$

où SF = déficit; VX = valeur des exportations; t = année du déficit.

[c] Voir par. 42 ci-dessus. La formule est la suivante :

$$SF = 1/2\,[VX_{t-2}/PM_{t-2} + VX_{t-1}/PM_{t-1}] \bullet [(1+g)^{3/2} \bullet PM_t] - VX_t$$

où g = taux de croissance tendanciel du volume des exportations mondiales dans la période $t-5$ à t; PM = indice de la valeur unitaire des importations; SF = déficit; VX = valeur des exportations; t = année du déficit.

43. L'examen de ces estimations montre que la méthode révisée du FMI donne des résultats sensiblement différents de ceux de la formule de la CNUCED. Comme cette méthode est fondée uniquement sur la tendance des recettes nominales d'exportation, elle tend à surestimer les déficits dans les périodes où l'inflation se ralentit et à les sous-estimer dans les périodes où elle s'accélère. Par exemple pour l'année 1974, où la hausse des prix a été sensiblement plus rapide que l'année précédente, l'application de la méthode du FMI donne un écart de 13,5 milliards de dollars par rapport à celle de la formule de la CNUCED. Dans la projection pour 1976, elle donne un écart de 12,5 milliards, mais dans le sens opposé, essentiellement parce qu'on prévoit pour 1976 une hausse de prix sensiblement moins forte que dans l'une et l'autre des deux années précédentes.

44. Quoi qu'il en soit, d'après les deux méthodes le déficit pour la seule année 1975 dépassera 20 milliards de dollars. Le déficit total pour la période 1974-1976 est estimé à 34,2 milliards d'après la formule de la CNUCED, et à 41,2 milliards d'après la méthode du FMI. Or, le système de financement compensatoire du FMI, d'après les plafonds révisés, ne dispose que de 5,6 milliards au maximum, soit seulement 16 p. 100 du déficit estimé pour 1974-1976 d'après la formule de la CNUCED. Si les plafonds révisés avaient été en vigueur en 1974, le tirage maximal autorisé, de 3,7 milliards de dollars, aurait compensé environ 80 p. 100 du déficit de l'année tel qu'il a été estimé par la formule de la CNUCED. Il serait resté environ 1,9 milliard en 1975 pour compenser un déficit de 22,1 milliards, et rien en 1976 pour compenser un déficit prévu de 7,5 milliards. Il est donc évident que le système du FMI n'a pas les moyens de contribuer dans une grande mesure à alléger les difficultés actuelles de paiements des pays en développement. La conclusion ne serait guère différente si l'on mesurait les déficits par la méthode du FMI.

45. Etant donné l'ampleur des déficits actuels et prévus d'exportation, il est évident qu'une révision approfondie de la nature d'un système de financement compensatoire s'impose. Dans des circonstances normales, peut-être un

système élargi du FMI serait-il suffisant. Mais quand les vicissitudes cycliques du commerce international causent un déficit à la plupart des pays commerçants simultanément, il faut trouver de nouveaux moyens d'assurer à ce système des fonds suffisants.

46. En outre, l'expérience récente l'a montré, la dynamique de l'économie internationale est telle que le pouvoir d'achat des exportations des pays en développement dans leur ensemble peut diminuer par rapport au volume du commerce mondial. Ces diminutions à moyen terme et à long terme peuvent même être aggravées par une conjoncture commerciale particulièrement défavorable. Il faut donc améliorer sensiblement le système de financement compensatoire, en prévoyant au minimum un financement à assez long terme et un remboursement lié aux résultats d'exportation.

CHAPITRE III

La dette et le service de la dette

A. – Historique

47. La dette et le service de la dette ont d'importantes répercussions sur le transfert net de ressources aux pays en développement et, par conséquent, sur l'efficacité des programmes d'aide en matière de coopération financière internationale. Les paiements au titre du service de la dette ont des incidences variables sur les transferts nets, selon la catégorie des transactions dont il s'agit. Comme les pays en développement ont diversement recours à différentes catégories de transactions, la dette a aussi des incidences variables sur les transferts nets, selon la catégorie de pays.

48. Dans les tableaux et paragraphes ci-après, on a utilisé les renseignements sur la dette rassemblés par la Banque mondiale. Il s'agit de données sur la dette publique extérieure des pays en développement, définie comme "la dette remboursable à des créanciers étrangers en devises ou en biens et services, dont l'échéance est supérieure à un an – qu'elle ait été ainsi fixée à l'origine ou qu'elle ait été prolongée – et qui est une obligation directe d'un organisme public du pays emprunteur ou dont le remboursement est garanti par un tel organisme"[16]. Les renseignements recueillis par la Banque mondiale n'englobent donc ni les transactions relevant du secteur privé qui sont effectuées sans la garantie de l'Etat débiteur, ni les opérations donnant lieu à une dette à court terme.

49. Les décaissements bruts destinés à 86 pays en développement ont augmenté au taux annuel moyen de 13 p. 100 pendant la période 1965-1973 et s'élevaient à 24 milliards de dollars en 1973[17]. Or, durant la même période, les paiements au titre du service de la dette ont augmenté au taux annuel de 16 p. 100 et ont atteint 11 milliards de dollars. La différence entre ces taux de croissance fait que le transfert net de ressources n'a progressé que de 10 p. 100 par an pendant cette période, pour atteindre 13 milliards de dollars en 1973, soit un peu plus de la moitié des nouveaux décaissements. Compte tenu du renchérissement des biens et services fournis aux pays en développement, le taux annuel de croissance du transfert se ramène à 3 p. 100 environ. Pendant le même temps, la dette en cours, y compris la dette non décaissée, a augmenté à un taux annuel moyen de 15 p. 100, et se chiffrait à 119 milliards de dollars à la fin de 1973.

50. On possède des données détaillées sur le service de la dette et les décaissements pour un petit échantillon de pays. Comme il ressort du tableau 11, pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole les décaissements et le service de la dette ont augmenté dans des proportions très différentes selon les catégories de transactions. Les décaissements de prêts et dons publics ont progressé au taux annuel moyen de 8 p. 100 entre 1965 et 1973, et les paiements au titre du service de la dette correspondant à des prêts publics, au taux annuel moyen de 15 p. 100. Le transfert net a donc augmenté au taux modeste de 5,5 p. 100, passant de 2,9 milliards de dollars en 1965 à 4,5 milliards de dollars en 1973. Les décaissements de prêts privés ont augmenté beaucoup plus rapidement que les autres catégories de transactions pendant cette période. Ceux des banques privées ont accusé une augmentation particulièrement rapide et enregistré un taux de croissance supérieur à celui du service de la dette rattaché à cette catégorie de prêts. Le transfert net correspondant à ce genre de transactions a donc augmenté fortement, pour atteindre 2,8 milliards de dollars en 1973. Mais il est à noter que l'augmentation rapide des prêts bancaires aux pays en développement est assez récente; son taux annuel moyen a été de 53 p. 100 de 1970 à 1973. Etant donné l'échéance de ces crédits, l'augmentation des décaissements correspondants au cours de la période considérée a entraîné un accroissement plus ou moins équivalent du transfert net. Dans la suite, à mesure que les remboursements viendront à échéance, le taux de progression du transfert net diminuera sans doute, même si celui des décaissements bruts se maintient au niveau de ces dernières années.

51. Les pays en développement n'ont pas tous également accès aux diverses catégories de financement mentionnées plus haut, et même à possibilités égales d'accès à certains fonds, ils ne reçoivent pas tous nécessairement les mêmes sommes. L'augmentation des décaissements, du service de la dette et du transfert net varie donc considérablement d'un groupe de pays à l'autre. Le tableau 12 montre que, pour les pays dont le PNB par habitant est de 201 à 300 dollars, les paiements au titre du service de la dette ont augmenté de façon particulièrement rapide entre 1965 et 1973, ce qui a entraîné une quasi-stagnation des transferts nets. Il en a été de même pour les pays dont le PNB par habitant se situe entre 301 et 400 dollars, et pour lesquels le taux de croissance du transfert net est resté faible. Les pays ayant un PNB par habitant de 401 dollars et plus, qui ont été les principaux bénéficiaires de l'augmentation des prêts privés, ont enregistré des augmen-

[16] Pour plus de détails sur les définitions et la portée du système, voir l'annexe II, par. 4, ci-après.

[17] Pour de plus amples détails sur l'endettement des pays en développement, voir l'annexe II ci-après.

TABLEAU 11

Décaissements bruts, service de la dette et transfert net, par catégorie de transaction, pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole, en 1965 et 1973

(En millions de dollars)

Catégorie de transaction	Décaissements		Service de la dette		Transfert net	
	1965	1973	1965	1973	1965	1973
Total	5 726	16 281	2 227	7 751	3 499	8 530
Dont :						
Prêts publics bilatéraux	3 620	6 786	719	2 301	2 901	4 485
Dont : CAD	3 451	6 311	626	2 004	2 825	4 307
Institutions multilatérales	728	2 057	331	977	397	1 080
Secteur privé :						
Crédits fournisseurs	571	1 312	587	1 417	−16	−105
Banques privées	546	4 849	417	2 081	129	2 768
Divers	255	1 201	173	813	82	388

Source : tableau II.2 de l'annexe II ci-après.

tations rapides du service de la dette qui ont entraîné une augmentation sensible des transferts nets. C'est ainsi qu'ils ont absorbé plus de la moitié du transfert net de 1973.

52. Les paiements au titre du service de la dette n'ont pas seulement des effets sur le transfert net, mais influent aussi sur la position à court terme de la balance des paiements des pays débiteurs. Ils représentent une part importante des paiements extérieurs des pays en développement. De plus, ils sont fixés d'après un calendrier préétabli, qui ne tient pas compte des modifications de la situation de la balance des paiements. Par conséquent, étant donné les politiques qui régissent actuellement la dette et le service de la dette, les paiements au titre du service de la dette ne sauraient jouer un rôle dans la régularisation du déficit de la balance des paiements d'un pays.

53. Ce phénomène revêt une importance toute particulière dans les circonstances actuelles. Comme il est indiqué au paragraphe 28, les pays en développement accusaient en 1974 un déficit total des comptes courants de 33,5 milliards de dollars environ, et depuis lors ils se sont efforcés de trouver les moyens de financer à l'avenir un déficit d'une telle ampleur. Etant donné la rigueur du calendrier des paiements au titre du service de la dette, cette catégorie de transactions n'a pu être prise en considération lorsqu'on a étudié les moyens de financer l'augmentation des déficits[18].

54. Le tableau 13 donne une idée de la part des paiements au titre du service de la dette dans l'augmen-

[18] Pour un petit nombre de pays, le réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette a modifié l'ampleur des paiements au titre du service de la dette en 1974. Mais les accords correspondants ayant été conclus avant cette date, le réaménagement du calendrier ne répondait pas directement à la situation exceptionnelle de cette année-là.

TABLEAU 12

Décaissements bruts, service de la dette et transfert net de ressources concernant 67 pays en développement non exportateurs de pétrole classés par catégorie de revenu, en 1965 et 1973

(En millions de dollars)

	Décaissements		Service de la dette		Transfert net	
	1965	1973	1965	1973	1965	1973
Total (67 pays)	5 726	16 281	2 227	7 751	3 499	8 530
Pays dont le PNB par habitant en 1972 était de :						
100 dollars ou moins	287	1 422	8	156	279	1 266
101 à 200 dollars	1 672	2 437	422	1 034	1 250	1 403
201 à 300 dollars	618	1 019	119	503	499	516
301 à 400 dollars	591	1 480	186	687	406	793
401 à 800 dollars	1 209	4 235	360	1 948	849	2 287
801 dollars et plus	1 350	5 689	1 134	3 424	216	2 265

Source : tableau II.1 de l'annexe II ci-après.

TABLEAU 13

Solde des comptes courants et paiements au titre du service de la dette pour 55 pays en développement non exportateurs de pétrole en 1973, et chiffres estimatifs pour 1974

(En millions de dollars)

	Exportations	*Importations*	*Balance commerciale*	*Balance des comptes courants*[a]	*Paiement au titre du service de la dette*[b]	*Rapport entre les paiements au titre du service de la dette en 1974 et l'augmentation du déficit des comptes courants (pourcentage)*
Afrique[c]						
1973	6 650	7 185	−535	−876	572	
1974	9 407	11 273	−1 866	−1 755	796	91
Asie de l'Est[d]						
1973	13 231	15 714	−2 483	−374	725	
1974	19 642	25 959	−6 317	−3 696	867	26
Asie du Sud[e]						
1973	4 265	4 611	−346	−740	871	
1974	5 559	7 466	−1 907	−2 717	1 167	59
Moyen-Orient[f]						
1973	1 949	5 458	−3 509	−1 231	482	
1974	2 500	7 222	−4 722	−2578	612	45
Europe méridionale[g]						
1973	10 994	19 079	−8 085	739	1 122	
1974	14 603	29 372	−14 769	−5 924	1 248	19
Amérique latine[h]						
1973	19 162	20 937	−1 775	−2 837	3 752	
1974	25 943	35 754	−9 811	−11 048	4 592	56
Total (55 pays)						
1973	56 424	73 435	−17 011	−5 397	7 532	
1974	77 812	117 453	−39 641	−27 808	9 289	41

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale et le FMI.

[a] Non compris les versements d'intérêts au titre de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat.

[b] Paiements au titre de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat, selon les données de la Banque mondiale.

[c] Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Tunisie, et Zaïre.

[d] Malaisie, Philippines, République de Corée, Singapour et Thaïlande.

[e] Inde, Pakistan et Sri Lanka.

[f] Israël et Liban.

[g] Chypre, Grèce, Espagne, Malte, Turquie et Yougoslavie.

[h] Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Uruguay.

tation des déficits des comptes courants des pays en développement non exportateurs de pétrole et montre que, pour un échantillon de 55 de ces pays, elle atteignait, globalement, 41 p. 100 en 1974. Certes, ce chiffre représente l'augmentation maximale du déficit des comptes courants qui aurait pu être financée si le calendrier des paiements au titre du service de la dette avait été assoupli. Encore aurait-il fallu que tous les paiements au titre du service de la dette venant à l'échéance en 1974 soient différés, et que ce sursis n'influe pas sur les entrées de nouveaux capitaux. Quoi qu'il en soit, les chiffres figurant au tableau 13 donnent une idée de ce qui aurait pu être fait pour financer l'augmentation du déficit des comptes courants des pays en développement en 1974, en assouplissant le calendrier des paiements au titre du service de la dette.

55. En fait, le système n'a pas été assoupli. Comme on l'a vu au tableau 7, 28 p. 100 seulement du déficit des comptes extérieurs des pays en développement non exportateurs de pétrole ont pu être couverts en 1974 par des courants bilatéraux d'aide publique au développement et des prêts d'institutions multilatérales à des conditions de faveur. C'est ce qui explique que le déficit de 33,5 milliards de dollars ait été financé en grande partie au moyen

d'investissements directs ou de crédits assortis de taux d'intérêts normaux; comme on l'a déjà signalé, le déficit de 1975 a été financé pour une plus grande part encore par des sources privées.

56. Ce qui s'est passé en 1974 et 1975 compromet sérieusement la solvabilité extérieure des pays en développement non exportateurs de pétrole en 1976 et en 1977. Les projections actuelles montrent que le déficit de leurs comptes courants pourrait diminuer légèrement en 1976. Mais il sera probablement de l'ordre de 35 à 40 milliards (voir aussi le tableau 9), chiffre qui était encore sans précédent il n'y a pas si longtemps. Les projections pour 1977 donnent un déficit du même ordre. En outre, l'accélération des emprunts à court et à moyen terme enregistrée au début des années 1970 entraînera une accélération encore plus forte des paiements au titre du service de la dette. Il semble donc que, pour l'ensemble des pays en développement non exportateurs de pétrole, le rapport entre le service de la dette – dette publique et dette garantie par l'Etat – et l'exportation de biens qui était de 11 p. 100 en 1974, atteindra 18 p. 100 en 1976 et 21 p. 100 en 1977. En outre, si l'on tient compte approximativement des chiffres estimatifs du service de la dette concernant des crédits qui ne sont pas englobés dans le système d'enregistrement de la Banque mondiale, ce rapport sera respectivement de 26 p. 100 et de 29 p. 100.

57. Les événements de 1974 et de 1975 et les perspectives pour 1976 et 1977 (voir chap. II, ci-dessus) affectent les différents pays en développement à des degrés divers. Mais il est certain que la position financière extérieure d'un grand nombre d'entre eux a empiré depuis lors et que les difficultés à assurer le service de la dette extérieure se sont aggravées et s'aggraveront encore à l'avenir. Il faut donc se demander si des mesures internationales doivent être prises sur une large échelle pour remédier à un problème général qui touche un grand nombre de pays en développement.

B. – Propositions en vue d'apporter une solution globale aux problèmes de la dette dans la situation actuelle

1. *Propositions relatives à la dette privée*

58. On a proposé de créer un fonds international qui permettrait de refinancer pendant un certain temps, les paiements au titre du service de la dette commerciale des pays en développement dont le délai de remboursement était, à l'origine, de un à dix ans. Le refinancement se ferait à des taux d'intérêt normaux, les prêts à des conditions de faveur étant exclus.

59. Ce système de refinancement des paiements au titre du service de la dette commerciale aurait un double effet sur la situation des finances extérieures des pays en développement. D'abord, il allégerait dans l'immédiat la situation de leur balance des paiements, en réduisant le montant des paiements au titre du service de la dette tant qu'il serait en vigueur. Ensuite, il prolongerait l'échéance de la dette commerciale en cours, et remédierait donc d'une manière générale à l'endettement extérieur des pays en développement.

60. Les crédits-fournisseurs accordés par les institutions financières des pays développés et les prêts des banques privées sont les deux grandes sources de crédits privés à moyen terme. Le tableau 14 montre quels seraient les effets d'un système de refinancement des paiements au titre du service de la dette correspondant à ces deux catégories de prêts. Comme on le voit, si ce refinancement était échelonné sur trois ans (1974 à 1976), les paiements consolidés s'élèveraient à 14,4 milliards de dollars. Ce chiffre représente 47 p. 100 du total des paiements prévus au titre du service de la dette pour cette période de trois ans et, sur une base annuelle, un cinquième environ de l'augmentation du déficit des comptes courants des pays en développement en 1974. Les paiements au titre de l'amortissement pour ces deux catégories de dettes atteindraient 9,5 milliards de

TABLEAU 14

Projections relatives aux paiements au titre du service de la dette concernant la dette en cours à la fin de 1973, pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole

(En milliards de dollars)

	Période	
	1974-1976 (3 ans)	*1974-1978 (5 ans)*
Crédits fournisseurs : paiements au titre du service de la dette	5,2	7,7
Dont : paiements au titre de l'amortissement	4,1	6,0
Banques privées : paiements au titre du service de la dette	9,2	15,3
Dont : paiements au titre de l'amortissement	5,4	9,3
Crédits fournisseurs + banques privées : paiements au titre du service de la dette	14,4	23,0
Dont : pays dont le PNB par habitant en 1972 était de :		
376 dollars ou plus	11,1	17,9
375 dollars ou moins	3,3	5,1
Dont :		
PNB de moins de 200 dollars	1,2	1,8
Pays le plus gravement touchés	1,1	1,8
Pays les moins avancés	0,1	0,4
Crédits fournisseurs + banques privées : paiements au titre de l'amortissement	9,5	15,3
Dont : pays dont le PNB par habitant en 1972 était de :		
376 dollars ou plus	7,0	11,4
375 dollars ou moins	2,5	3,9
Dont :		
PNB de moins de 200 dollars	0,9	1,5
Pays le plus gravement touchés	0,9	1,4
Pays les moins avancés	0,2	0,2

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

dollars, soit approximativement 11 p. 100 de la dette totale en cours des pays en développement en 1973. Mais 40 p. 100 de la dette en cours correspondant aux crédits-fournisseurs et aux prêts de banques privées auraient été convertis en prêts bénéficiant d'échéances nettement plus longues. Comme le montre le tableau 14, un projet de refinancement étalé sur cinq ans aurait des effets encore plus sensibles sur la situation de la balance extérieure des pays en développement.

61. Le tableau 14 montre aussi que ce sont les pays dont le PNB par habitant est de 376 dollars et davantage qui seraient le plus avantagés par le système de refinancement du service de la dette découlant de ces deux catégores de transactions. Ils absorberaient 11,1 milliards de dollars, soit 77 p. 100 du montant total mis à la disposition des pays en développement au titre du refinancement.

62. Les chiffres figurant au tableau 14 donnent en outre une estimation des besoins financiers de ce système. Pour l'étude de ces besoins, il faut noter que les modalités de refinancement des paiements au titre du service de la dette peuvent être très souples. Ainsi, on pourrait concevoir un système dans lequel une partie seulement des paiements au titre du service de la dette correspondant à certaines catégories d'endettement serait refinancée. Si l'on décidait par exemple de refinancer la moitié des paiements au titre de l'amortissement ou du service de la dette afférents aux crédits-fournisseurs et aux prêts des banques privées, le coût du projet serait réduit de moitié par rapport aux chiffres indiqués sur le tableau.

63. Le système de refinancement n'est pas destiné à accroître à longue échéance le courant total de ressources en faveur des pays en développement, mais plutôt à en réaménager la structure annuelle. Il aura donc pour effet de réduire les paiements au titre du service de la dette tant qu'il sera en vigueur, mais de les faire augmenter par la suite. On trouvera au tableau 15 une indication des paiements annuels pour le service de la dette qui seraient effectués pendant la période 1974-1980 dans l'hypothèse d'un refinancement, en pourcentage des paiements annuels qui seraient effectués en l'absence de refinancement. On a admis que les paiements au titre de l'amortissement concernant les crédits-fournisseurs et les prêts des banques privées seraient refinancés pendant la période 1974-1976, au moyen de prêts nouveaux assortis d'un taux d'intérêt de 9 p. 100, d'un délai de grâce de trois ans et d'un délai de remboursement de 15 ans. Comme le montre le tableau, grâce à ce système, les paiements annuels globaux au titre du service de la dette concernant la dette en cours au moment du lancement du projet diminueraient d'environ 25 p. 100 pendant la durée du projet et augmenteraient de quelque 15 p. 100 dans les années qui suivraient.

2. *Propositions relatives à la dette publique*

64. On a proposé d'annuler, pour le reste de la décennie, les paiements au titre du service de la dette correspondant aux prêts publics accordés aux pays le plus gravement touchés, et d'envisager la possibilité de convertir en dons la dette contractée par les pays les moins avancés au titre de l'aide publique au développement.

65. On a aussi suggéré que les paiements au titre du service de la dette correspondant aux prêts publics soient annulés pour tous les pays en développement.

66. Pour un échantillon de 67 pays en développement, les paiements au titre du service de la dette correspondant aux courants d'aide publique bilatérale provenant des pays membres du CAD devraient se chiffrer en moyenne à 2,6 milliards de dollars au moins par an pendant la période 1974-1979 (voir le tableau 16). Ce chiffre représente environ 20 p. 100 des paiements au titre du service de la dette que ces 67 pays devraient verser en 1976.

TABLEAU 15

Paiements annuels de 67 pays en développement non exportateurs de pétrole au titre du service de la dette, 1974-1980, dans l'hypothèse d'un refinancement des paiements au titre de l'amortissement de la dette commerciale[a], en pourcentage des paiements annuels qui seraient versés en l'absence de refinancement

(En pourcentage)

	1974	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*
Total (67 pays)	71,6	74,4	77,4	110,9	113,7	116,6	117,5
Dont : pays dont le PNB par habitant en 1972 était de :							
376 dollars ou plus	69,7	72,2	75,0	111,9	114,7	118,1	119,4
375 dollars ou moins	75,5	79,2	82,5	108,9	111,2	113,5	113,8
Dont :							
PNB de moins de 200 dollars	84,4	85,7	87,2	106,0	107,7	109,7	109,9
Pays le plus gravement touchés	84,8	87,4	89,4	105,5	107,0	108,6	108,6
Pays les moins avancés	87,5	87,9	88,4	104,4	105,6	107,1	107,1

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

[a] On a pris pour hypothèse que les paiements au titre de l'amortissement des crédits-fournisseurs et des prêts des banques privées non effectués à la fin de 1973 seraient refinancés dans les trois années suivantes au moyen de nouveaux prêts assortis d'un taux d'intérêt de 9 p. 100, d'un délai de grâce de trois ans et d'un délai de remboursement de 15 ans.

TABLEAU 16

Moyenne des décaissements annuels bruts de prêts publics bilatéraux émanant de pays membres du CAD en 1971-1973, et moyenne annuelle des paiements au titre du service de la dette afférents à ces prêts pour 67 pays en développement non exportateurs de pétrole

(En millions de dollars)

	1971-1973		*1974-1979*[a]
	Décaissements	*Service de la dette*	*Service de la dette*
Total (67 pays) . . .	5 524	1 507	2 557
Dont : pays dont le PNB par habitant en 1972 était de : 376 dollars ou plus	1 758	704	1 313
375 dollars ou moins	3 776	803	1 245
Dont : PNB de moins de 200 dollars.	2 454	488	776
Pays le plus gravement touchés .	2 471	503	809
Pays les moins avancés .	746	44	88

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

[a] Projections établies d'après l'encours de la dette à la fin de 1973.

67. Pendant la période 1971-1973, un tiers environ des paiements effectués au titre du service de la dette aux pays membres du CAD concernant des courants d'aide publique bilatérale ont été versés par les pays le plus gravement touchés. Ils correspondaient pour 43 p. 100 environ à des prêts publics bilatéraux. On estime qu'en 1974 ils ont atteint 715 millions de dollars environ et que, si un moratoire était intervenu pour ces paiements en 1974, ces pays auraient disposé d'un financement supplémentaire correspondant à 15,5 p. 100 de l'augmentation du déficit de leurs comptes courants. On estime en outre qu'un moratoire pour les paiements au titre du service de la dette publique bilatérale contractée envers les pays membres du CAD réduirait la part globale du service de la dette des pays le plus gravement touchés de 13 p. 100 à environ 7 p. 100 en 1976.

68. Les chiffres que l'on possède sur la répartition des paiements au titre du service de la dette publique bilatérale entre les pays le plus gravement touchés sont indiqués au tableau 17, ainsi que le montant total pour 26 de ces pays, qui est de 281 millions de dollars et représente 29 p. 100 des paiements prévus au titre du service de la dette concernant les prêts publics pour la période 1974-1979. Cette somme représente 15 p. 100 du transfert net global de ressources aux pays de cette catégorie en 1973 et 20 p. 100 du transfert net découlant de dons et prêts publics bilatéraux, la même année. Soixante et onze pour cent des paiements prévus au titre du service de la dette afférente aux prêts publics reviennent à l'Inde et au Pakistan. Ils représentent 77 p. 100 du transfert net de ressources à ces deux pays en 1973 et 98 p. 100 du transfert net découlant de dons et prêts publics à ces pays cette même année.

69. Il reste à déterminer comment serait réparti entre les pays donneurs l'allégement de la dette des pays le plus gravement touchés. Comme on le verra au tableau 18, pour les transactions publiques bilatérales, les principaux créanciers de ces pays sont la République fédérale d'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique, qui totalisaient 73 p. 100 de l'encours de la dette publique bilatérale des pays le plus gravement touchés à la fin de 1973, et représenteraient 68 p. 100 des paiements au titre du service de la dette, selon les prévisions pour la période 1974-1979[19]. Ces pays sont en outre d'importantes sources de nouveaux prêts publics bilatéraux aux pays le plus gravement touchés. Comme le montre encore le tableau 18, 15 p. 100 (160 millions de dollars) des paiements au titre du service de la dette pour les années 1974-1979 reviendraient aux pays socialistes d'Europe orientale.

70. Pour les pays en développement les moins avancés, les paiements annuels au titre du service de la dette concernant l'ensemble des apports publics bilatéraux n'ont pas dépassé 43 millions de dollars en moyenne pendant la période 1971-1973. La proposition visant à transformer en dons les prêts d'aide publique au développement à ces pays n'entraînerait donc que de faibles coûts pour les pays donneurs, d'autant que ces apports publics n'entrent pas tous dans l'aide publique au développement.

71. Il reste à savoir si un moratoire pour le service de la dette publique se traduirait par un apport net supplémentaire de ressources aux pays le plus gravement touchés et si cet allégement modifierait l'actuelle répartition des courants à des conditions de faveur. Il faut noter en premier lieu que les deux phénomènes ne sauraient se produire simultanément. L'allégement de la dette ne modifierait la répartition des apports financiers à des conditions de faveur que s'il conduisait à un apport de fonds supplémentaires à un ou plusieurs pays débiteurs.

72. En principe, l'allégement de la dette devrait se faire grâce à un financement supplémentaire par les pays donneurs, afin d'augmenter l'apport de fonds à l'ensemble des pays en développement. Même si ces courants supplémentaires ne parvenaient pas aux pays le plus gravement touchés, l'allégement de la dette aurait en tout cas l'avantage d'améliorer la qualité de l'aide en libérant une part importante des recettes en devises qui pourrait servir à financer les importations nécessaires.

73. En dernière analyse, il est toutefois très peu probable que le fait d'ajouter l'allégement de la dette aux

[19] Ces chiffres concernant les paiements au titre du service de la dette ne comprennent pas l'allégement de la dette accordé récemment à l'Inde et au Pakistan, car on ne dispose pas encore de renseignements sur la répartition de cet allégement entre les pays donneurs.

TABLEAU 17

Prévisions des paiements annuels moyens au titre du service de la dette (1974-1979) pour les pays le plus gravement touchés, concernant la dette publique bilatérale en cours à la fin de 1973

Pays	*Dû aux pays membres du CAD*		*Dû aux pays socialistes d'Europe orientale*		*Total*	
	Milliers de dollars	*Pourcentage du total*	*Milliers de dollars*	*Pourcentage du total*	*Milliers de dollars*	*Pourcentage du total*
Afghanistan	11 608	1,43	30 373	18,95	41 981	4,33
Bangladesh	14 330	1,77	13 697	8,54	28 027	2,89
Burundi	224	0,03	..	..	224	0,02
Côte d'Ivoire	24 619	3,04	..	..	24 619	2,54
El Salvador	2 431	0,30	..	..	2 431	0,25
Ethiopie	8 831	1,09	3 024	1,89	11 855	1,22
Ghana	9 988	1,23	..	..	9 988	1,03
Guyane	7 703	0,95	..	..	7 703	0,79
Haïti	3 567	0,44	..	..	3 567	0,37
Haute-Volta	2 610	0,32	..	..	2 610	0,27
Honduras	1 847	0,23	..	..	1 847	0,19
Kenya	18 947	2,34	76	0,05	19 023	1,96
Lesotho	158	0,02	..	..	158	0,02
Madagascar	7 810	0,97	..	..	7 810	0,81
Mali	3 884	0,48	8 468	5,28	12 352	1,27
Niger	4 829	0,60	..	..	4 829	0,50
Ouganda	5 885	0,73	5 072	3,16	10 957	1,13
Rwanda	106	0,01	..	..	106	0,01
Sénégal	9 036	1,12	687	0,43	9 723	1,00
Sierra Leone	3 257	0,40	..	..	3 257	0,34
Somalie	1 591	0,20	6 032	3,76	7 623	0,79
Soudan	8 452	1,04	3 606	2,25	12 058	1,24
Sri Lanka	24 565	3,04	4 689	2,93	29 254	3,02
République centrafricaine	1 580	0,20	325	0,20	1 905	0,20
République-Unie du Cameroun	12 530	1,55	586	0,37	13 116	1,35
République-Unie de Tanzanie	10 387	1,28	3 966	2,47	14 353	1,48
Total partiel (26 pays)	200 775	24,81	80 601	50,28	281 376	29,02
Inde	463 999	57,33	64 819	40,44	528 618	54,54
Pakistan[a]	144 526	17,86	14 874	9,28	159 400	16,44
Total général	809 300	100,00	160 294	100,00	969 594	100,00

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

[a] Etant entendu que tout l'allégement de la dette concerne la dette publique bilatérale.

autres moyens de financement permette de réduire l'influence exercée actuellement par les pays donneurs sur la répartition géographique des programmes d'aide. L'allégement de la dette n'aurait d'incidences sur la répartition géographique des courants à des conditions de faveur que si les pays donneurs décidaient qu'il engendrerait des courants supplémentaires en faveur d'un pays bénéficiaire particulier ou si les paiements au titre du service de la dette effectués par tel pays des plus gravement touchés à tel pays donneur dépassaient les nouveaux montants d'aide au développement envisagés par le pays donneur au profit du bénéficiaire. Dans le premier cas, la répartition géographique de l'aide resterait sous le contrôle absolu des pays donneurs. Dans le second, il est clair que ceux-ci ne contrôleraient pas aussi étroitement la répartition des fonds accordés à des conditions de faveur. Mais il est à noter que cela ne se produirait que parce que les décaissements de faveur prévus par les pays donneurs au profit du bénéficiaire auraient entraîné un transfert net négatif à ce pays. Etant donné l'engagement international d'aider les pays le plus gravement touchés, une nouvelle répartition s'imposerait alors.

TABLEAU 18

Aide publique bilatérale en 1973 : dette en cours (fin 1973), moyenne annuelle des paiements au titre du service de la dette (1974-1979) et décaissements bruts (1973) des pays donneurs

Créanciers	*Dette en cours, y compris la dette non décaissée (fin 1973)*		*Paiements au titre du service de la dette (moyenne annuelle pour 1974-1979)*		*Décaissements bruts (1973)*			
	Millions de dollars	*Pourcentage du total*	*Millions de dollars*	*Pourcentage du total*	*Prêts*	*Dons*	*Total*	*Pourcentage du total*
					Millions de dollars			
Allemagne, République fédérale d'	2 452,3	14,9	210,7	19,5	230,3	127,4	357,7	15,4
Australie	–	–	12,3	1,1	..	12,5	12,5	0,5
Autriche	27,5	0,2	3,0	0,3	2,7	0,5	3,2	0,1
Belgique	47,6	0,3	2,2	0,2	5,1	37,1	42,2	1,8
Canada	957,8	5,8	33,5	3,1	144,0	105,4	249,4	10,7
Danemark	93,9	0,6	2,9	0,3	11,5	17,3	28,8	1,2
Etats-Unis d'Amérique	6 293,9	38,3	283,8	26,3	328,7	247,0	575,7	24,7
Finlande	5,6	–	0,2	–	0,8	..	0,8	0,0
France	812,8	5,0	79,8	7,4	128,1	170,7	298,8	12,8
Italie	227,0	1,4	25,4	2,4	15,4	14,3	29,7	1,3
Japon	1 225,4	7,5	131,0	12,1	137,5	26,0	163,5	7,0
Norvège	–	..	..	..	..	28,1	28,1	1,2
Nouvelle-Zélande	–	..	..	..	..	0,1	0,1	..
Pays-Bas	257,1	1,6	11,3	1,1	38,4	24,7	63,1	2,7
Royaume-Uni	1 972,0	12,0	113,9	10,6	208,3	48,0	256,3	11,0
Suède	226,1	1,4	4,9	0,5	29,9	53,3	83,2	3,6
Suisse	49,0	0,3	4,9	0,5	12,9	12,4	25,3	1,1
Total pour les pays du CAD	14 648,0	89,2	919,5[a]	85,2	1 293,6	924,8	2 218,4	95,3
Pays socialistes d'Europe orientale	1 777,3	10,8	160,3	14,9	109,8	..	109,8	4,7
Total	16 425,3	100,0	1 079,8	100,0	1 403,4	924,8	2 328,2	100,0

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

[a] Comprend l'allégement de la dette accordée au Pakistan, pour lequel on ne possède pas encore de chiffres sur la répartition par pays donneur.

ANNEXES

ANNEXE I

Courants financiers à destination des pays en développement et en provenance de ces pays, y compris les courants entre pays en développement : évolution récente

A. – Total des courants financiers en provenance des pays membres du CAD en 1974 : vue d'ensemble

1. Le montant total net des apports financiers des pays membres du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux est passé de 22,1 milliards de dollars en 1973 à 24,7 milliards de dollars en 1974, soit une augmentation de 12 p. 100 environ (voir le tableau I.1). Toutefois, si l'on tient compte des hausses de prix survenues dans les pays membres du CAD et des variations du taux de change du dollar, il apparaît que ces apports, en valeur réelle, auraient accusé en fait une diminution de 7 p. 100 environ en 1974.

2. Le tableau I.1 indique aussi que, dans leur ensemble, les pays membres du CAD se sont légèrement rapprochés de l'objectif de 1 p. 100 en 1974 par rapport à 1973. L'amélioration est due pour une très large part aux résultats obtenus par trois donneurs (République fédérale d'Allemagne, Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni), dont l'apport global a augmenté de 37 p. 100 depuis 1973. La part de ces trois pays pris ensemble, dans le montant total net des apports financiers des pays membres du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux en 1974, s'établit à plus de 54 p. 100.

3. Parmi les pays donneurs, on relève des tendances sensiblement divergentes en 1974. L'apport global de l'Autriche, du Danemark, de l'Italie et de la Suisse a diminué de 3,6 p. 100 et le montant total de l'apport du Japon est tombé à un niveau à peine supérieur à la moitié de celui de 1973. Par contre, pour l'ensemble des autres pays, les courants ont augmenté au total de 36 p. 100, ce qui, pour un certain nombre de pays du CAD, a marqué un progrès par rapport à l'objectif de 1 p. 100. En effet, alors que deux pays seulement, la France et le Japon, avaient atteint cet objectif en 1973, six pays, à savoir la Belgique, le Canada, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, l'ont atteint ou dépassé en 1974.

TABLEAU 1.1

Résultats atteints par les pays membres du CAD par rapport à l'objectif de 1 p. 100, 1962-1974

(En pourcentage du PNB)

Pays	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*Courant total (millions de dollars) 1973*	*1974*
Allemagne, République fédérale d'	0,65	0,60	0,65	0,60	0,61	0,89	1,17	1,00	0,61	0,67	0,48	0,40	0,68	1 382,6	2 601,5
Australie	0,43	0,51	0,57	0,64	0,63	0,74	0,73	0,74	1,10	1,33	0,94	0,51	0,65	332,2	506,2
Autriche	0,36	0,07	0,19	0,49	0,35	0,38	0,62	0,49	0,42	0,46	0,18	0,56	0,45	152,8	147,2
Belgique	0,92	1,25	1,05	1,28	0,97	0,83	1,15	0,99	1,09	1,02	1,15	0,98	1,00	448,7	532,0
Canada	0,27	0,31	0,30	0,33	0,47	0,44	0,45	0,49	0,68	0,91	0,89	0,82	1,10	978,0	1 567,3
Danemark	0,20	0,13	0,36	0,15	0,19	0,20	0,67	0,82	0,51	0,82	0,54	0,61	0,55	168,6	167,7
Etats-Unis d'Amérique	0,69	0,70	0,78	0,73	0,61	0,69	0,67	0,49	0,54	0,58	0,57	0,54	0,62	7 044,0	8 645,0
Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	0,24	0,27	0,36	0,15	0,30	25,5	61,4
France	1,88	1,49	1,46	1,30	1,21	1,14	1,32	1,17	1,11	0,90	0,95	1,08	1,09	2 750,6	2 991,5
Italie	0,82	0,56	0,40	0,42	0,95	0,37	0,71	0,95	0,71	0,74	0,53	0,34	0,30	467,0	447,7
Japon	0,49	0,39	0,36	0,55	0,61	0,66	0,71	0,72	0,88	0,92	0,92	1,40	0,65	5 682,6	2 920,2
Norvège	0,13	0,37	0,36	0,54	0,22	0,36	0,64	0,45	0,57	0,49	0,34	0,45	0,77	89,5	176,9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	0,21	0,21	0,26	0,32	0,36	0,33	0,33	0,28	0,36	31,0	44,3
Pays-Bas	0,86	0,92	0,69	1,23	1,20	0,98	0,70	1,29	1,31	1,15	1,55	0,90	1,24	534,4	858,0
Royaume-Uni	0,89	0,80	0,96	0,99	0,82	0,70	0,78	0,95	0,92	0,85	0,84	0,79	1,17	1 395,0	2 234,3
Suède	0,24	0,32	0,35	0,35	0,48	0,50	0,50	0,73	0,59	0,58	0,57	0,64	1,06	319,0	587,1
Suisse	1,51	1,74	0,86	1,38	0,71	0,85	1,38	0,55	0,55	0,89	0,49	0,62	0,53	256,6	245,2
Moyenne pour les pays du CAD	0,75	0,72	0,76	0,75	0,68	0,71	0,77	0,68	0,69	0,71	0,68	0,71	0,72	22 058,1	24 733,5

Sources : OCDE, *Aide au développement*, Paris, diverses années; OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975*, Paris 1975, et données fournies par le secrétariat de l'OCDE.

[a] Flux nets de ressources financières à destination des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, ainsi que des organismes multilatéraux, exprimés en pourcentage du PNB aux prix du marché.

TABLEAU I.2

Aide publique au développement émanant des pays membres du CAD : décaissements nets, 1970-1974

Pays	*Courants bilatéraux*[a]					*Contributions à des organismes multilatéraux*[b]					*Total*				
	1970	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Allemagne, République fédérale d'	421,7	507,7	562,1	654,0	899,9	132,9	204,7	206,8	310,6	415,4	554,6	712,4	768,9	964,6	1 315,8
Australie	190,0	190,9	253,5	262,8	389,9	12,4	11,2	13,4	23,0	40,3	202,4	202,1	266,9	285,8	430,2
Autriche	3,9	6,7	3,6	7,9	19,8	6,4	5,7	13,5	32,5	39,6	10,3	12,4	17,1	40,4	59,4
Belgique	90,7	109,1	129,1	177,2	204,6	27,4	35,9	62,9	55,9	63,4	118,1	145,0	192,0	233,1	268,0
Canada	264,4	289,3	337,8	344,1	492,3	78,6	96,5	153,7	165,5	217,0	343,0	385,8	491,5	509,6	709,3
Danemark	37,1	36,0	46,1	71,8	93,1	21,7	38,0	49,6	59,9	74,9	58,8	74,0	95,7	131,7	168,0
Etats-Unis d'Amérique	2 610,0	2 810,0	2 563,0	2 362,0	2 601,0	393,0	431,0	625,0	631,0	882,0	3 003,0	3 241,0	3 188,0	2 993,0	3 483,0
Finlande[c]	1,3	3,1	7,6	13,8	14,6	5,5	10,2	12,8	14,2	23,1	6,8	13,3	20,4	28,0	37,7
France	840,9	925,0	1 100,9	1 293,2	1 389,0	102,9	128,7	191,5	194,1	227,1	943,8	1 053,7	1 292,4	1 487,3	1 616,1
Italie	68,3	109,5	46,9	79,2	20,7	84,5	45,6	50,8	73,8	218,1	152,8	155,1	97,7	153,0	238,8
Japon	372,3	432,8	475,1	742,5	857,4	86,5	78,7	133,3	245,8	245,8	458,8	511,5	608,4	988,3	1 103,2
Norvège	14,2	18,2	30,0	40,6	72,8	22,1	24,2	32,8	46,2	58,4	36,3	42,4	62,8	86,8	181,2
Nouvelle-Zélande[c]	10,8	(13,1)	16,2	20,1	29,5	(2,9)	(3,6)	4,4	8,9	9,7	(13,7)	(16,7)	20,6	29,0	39,2
Pays-Bas	153,3	150,8	191,3	220,0	301,2	41,8	63,8	113,8	92,1	132,7	195,1	214,6	305,1	312,1	433,9
Royaume-Uni	368,5	464,5	458,5	427,3	499,2	47,9	74,0	127,8	160,8	221,7	416,4	538,5	586,3	588,1	720,9
Suède	62,0	65,4	106,7	153,1	232,7	53,9	91,2	91,0	122,2	167,9	115,9	156,6	197,7	275,3	400,6
Suisse	18,5	20,1	29,8	33,3	42,3	11,8	9,0	34,2	31,7	23,0	30,3	29,1	64,0	65,0	65,3
Total	5 527,9	6 152,2	6 358,2	6 902,9	8 160,0	1 132,2	1 352,0	1 917,3	2 268,2	3 060,1	6 660,1	7 504,2	8 275.5	9 171,1	11 220,1

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.);* et données fournies par le secrétariat de l'OCDE.

NOTE. – Les chiffres entre parenthèses sont des estimations du secrétariat de l'OCDE.

[a] Prêts et dons aux pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

[b] Dons, souscriptions au capital et prêts à des conditions de faveur octroyés par les gouvernements.

[c] La Finlande et la Nouvelle-Zélande sont devenues membres du CAD en 1974 et en 1972 respectivement.

B. – Aide publique au développement[a] : volume et conditions de l'aide fournie par les pays membres du CAD en 1974

4. Le montant total net de l'aide publique au développement fournie par les pays membres du CAD à des organismes multilatéraux et à des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine est passé de 9,2 milliards de dollars en 1973 à 11,2 milliards en 1974, soit une augmentation de 22 p. 100 (voir le tableau I.2). En valeur réelle toutefois, l'aide publique au développement est restée à peu près au même niveau qu'en 1973.

5. L'augmentation de la valeur des transferts au titre de l'aide publique au développement en 1974 (aux prix courants et au taux de change en vigueur) est essentiellement attribuable aux Etats-Unis d'Amérique (24 p. 100) ainsi qu'au Canada et à la République fédérale d'Allemagne (27 p. 100 pour les deux pays). La part de ces trois pays pris ensemble, dans l'augmentation totale des transferts au titre de l'aide publique au développement en 1974, s'établit à 51 p. 100. Les résultats atteints par les pays membres du CAD dans leur ensemble se sont nettement améliorés par rapport à l'objectif de 0,7 p. 100 puisque les transferts de ces pays au titre de l'aide publique au développement ont représenté 0,33 p. 100 de leur PNB en 1974, contre 0,30 p. 100 en 1973 (voir le tableau I-3). Les 17 pays membres du CAD ont contribué d'une façon assez égale à cette amélioration puisque le pourcentage de 13 d'entre eux a augmenté en 1974. Il convient de noter qu'en 1974, la Suède est devenue le premier pays membre du CAD à atteindre l'objectif de 0,7 p. 100.

6. Pour l'ensemble des pays membres du CAD, la part des décaissements effectués au titre de l'aide publique au développement par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux a sensiblement augmenté, passant de 24,7 p. 100 à 27,3 p. 100 en 1974.

7. On a assisté en 1974 à un léger durcissement des conditions générales dont est assortie l'aide publique au développement. La part des dons dans les nouveaux engagements est tombée de 66 p. 100 en 1973 à 65 p. 100 en 1974 (voir le tableau I.4). En outre, l'élément dons dans l'aide publique au développement, qui s'établissait à 63 p. 100 en 1973, n'était plus que de 60,1 p. 100 en 1974[b].

8. Le tableau I.4 renseigne aussi sur la suite donnée par les pays membres du CAD à la résolution 60 (III) de la Conférence. Alors qu'en 1973, deux pays seulement, le Danemark et la Suède, s'étaient conformés aux trois dispositions de la résolution, en 1974, trois autres pays, à savoir le Canada, la Finlande et la Norvège, ont aussi satisfait à ses exigences.

9. La recommandation sur les conditions financières et modalités de l'aide, adoptée par le CAD en 1972, dispose que les pays membres du CAD "devront faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'élément de libéralité moyen de leurs engagements au titre de l'aide publique au développement soit porté et maintenu à 84 p. 100 au moins"[c], comme le montre le tableau I.5, 11 pays membres du CAD ont satisfait à cette norme en 1974. L'élément de libéralité de l'aide publique au développement a toutefois diminué pour l'ensemble des pays membres du CAD (87,5 p. 100 en 1973 et 86 p. 100 en 1974).

[a] Pour une étude détaillée des tendances de l'aide publique au développement avant 1973, voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé : "Courants financiers à destination des pays en développement et en provenance de ces pays" [TD/B(XV)/Misc.3 – TD/B/C.3(VII)/Misc.1], par. 16 à 26.

[b] Voir OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975*, Paris, 1975, annexe statistique, tableau 18.

[c] Un don comporte un élément de libéralité de 100 p. 100. L'élément de libéralité d'un prêt est calculé en déduisant de la valeur nominale du prêt le montant actualisé de l'amortissement et des intérêts prévus, cette différence étant exprimée en pourcentage de la valeur nominale. Le CAD actualise les versements futurs en appliquant un taux de 10 p. 100. Pour un examen plus détaillé de cette notion, voir *Les concepts qui sont à la base des objectifs actuellement fixés pour l'aide et les courants de ressources : rapport du Secrétaire général de la CNUCED*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.8), par. 16 à 27.

TABLEAU I.3

Résultats atteints par les pays membres du CAD par rapport à l'objectif de 0,7 p. 100, en pourcentage du PNB aux prix du marché, 1969-1974

Pays[a]	*Moyenne*[b] *1961-1962*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*Moyenne 1969-1974*
France	1,31	0,65	0,64	0,65	0,66	0,58	0,59	0,62
Pays-Bas	0,47	0,49	0,61	0,58	0,67	0,52	0,63	0,59
Australie	0,43	0,56	0,59	0,53	0,59	0,44	0,37	0,53
Suède	0,09	0,43	0,37	0,43	0,48	0,56	0,72	0,52
Belgique	0,64	0,49	0,46	0,50	0,55	0,51	0,50	0,50
Danemark	0,11	0,38	0,37	0,42	0,45	0,48	0,55	0,46
Canada	0,12	0,33	0,42	0,42	0,47	0,43	0,50	0,44
Norvège	0,14	0,30	0,32	0,33	0,43	0,44	0,57	0,42
Royaume-Uni	0,56	0,37	0,34	0,39	0,37	0,33	0,38	0,36
Allemagne, République fédérale d'	0,45	0,33	0,30	0,33	0,30	0,28	0,34	0,31
Etats-Unis d'Amérique	0,56	0,32	0,30	0,31	0,28	0,23	0,25	0,28
Nouvelle-Zélande	...	0,22	0,22	0,23	0,25	0,27	0,31	0,26
Japon	0,17	0,26	0,23	0,23	0,21	0,24	0,24	0,24
Suisse	0,06	0,16	0,15	0,12	0,21	0,16	0,14	0,16
Finlande	...	...	0,07	0,12	0,15	0,16	0,18	0,15
Italie	0,17	0,09	0,16	0,15	0,08	0,11	0,16	0,13
Autriche	0,04	0,10	0,07	0,08	0,08	0,15	0,18	0,12
Moyenne pour les pays du CAD	0,52	0,34	0,33	0,34	0,32	0,30	0,33	0,32

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit)*; et données fournies par le secrétariat de l'OCDE.

[a] Par ordre décroissant des résultats moyens 1969-1974.

[b] Y compris les apports aux pays et territoires bénéficiaires d'Europe méridionale, à savoir Chypre, Espagne, Gilbraltar, Grèce, Malte, Turquie et Yougoslavie.

TABLEAU I.4

Conditions de l'aide publique au développement[a], 1971-1974 et application de la résolution 60 (III) de la Conférence[b] par les pays membres du CAD[c]

Pays	*Dons en pourcentage du montant total des engagements*				*Délai de remboursement (années)*				*Taux d'intérêt (pourcentage)*				*Délai de grâce (années)*			
	1971	*1972*	*1973*	*1974*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Pays satisfaisant aux dispositions de la résolution 60 (III) de la Conférence en 1974																
Canada	64	68	47	77	43,1	49,9	49,2	48,5	1,0	–	0,1	0,2	8,9	9,9	9,9	9,8
Danemark	70	76	79	69	25,0	25,0	31,8	(31,1)	–	–	0,1	(0,1)	7,0	7,0	9,0	(9,0)
Finlande	..	92	64	63	..	27,3	25,0	25,0	..	2,0	2,0	0,8	..	5,0	7,0	(7,5)
Norvège	99	99	99	100	25,0	23,0	28,0	–	2,0	2,2	2,5	–	5,0	8,0	10,0	–
Suède	76	76	93	98	48,6	46,0	47,1	(41,7)	0,8	0,9	0,9	(1,7)	10,0	10,0	10,0	(8,7)
Pays ne satisfaisant pas aux dispositions de la résolution 60 (III) de la Conférence en 1974																
Allemagne, République fédérale d'	54	53	54	48	29,6	28,9	29,3	(32,9)	2,0	2,6	2,1	(1,8)	6,6	8,3	9,2	(9,9)
Australie	100	100	99	99	–	–	8,9	8,0	–	–	3,0	3,0	–	–	2,4	4,0
Autriche	53	70	33	26	10,8	17,5	15,5	13,4	3,6	3,9	3,9	4,0	2,5	6,5	4,8	3,5
Belgique	91	90	89	89	30,0	30,0	28,0	29,3	2,2	2,2	2,5	2,1	9,5	9,3	8,6	9,8
Etats-Unis d'Amérique	59	63	68	72	35,7	37,1	40,1	37,0	2,9	2,6	2,6	2,6	8,7	9,7	10,7	9,0
France	76	79	84	78	17,7	15,3	21,6	..	4,0	4,1	3,4	..	2,5	3,2	4,6	..
Italie	25	49	54	96	15,8	11,1	14,8	(19,8)	4,4	5,7	4,3	(4,0)	3,1	4,7	4,1	(4,3)
Japon	33	33	40	27	22,1	21,2	23,1	(23,5)	3,5	4,0	3,1	(3,5)	6,7	6,6	7,0	(7,2)
Nouvelle-Zélande	..	91	97	97	..	15,1	(25,0)	–	..	1,0	(2,6)	..	..	3,1	(6.2)	..
Pays-Bas	70	60	71	67	29,8	30,7	30,9	(31,0)	3,0	2,5	2,5	(2,4)	6,8	9,4	8,4	(8,1)
Royaume-Uni	47	60	62	56	24,1	22,5	24,9	24,5	(1,6)	1,4	1,1	2,0	(6,2)	5,9	6,1	6,7
Suisse	82	59	86	91	18,1	49,1	21,1	37,6	4,1	0,1	3,0	2,1	5,9	9,1	6,9	8,4
Moyenne pour les pays du CAD	59	64	66	65	29,1	(29,5)	32,0	..	2,8	(2,8)	(2,4)	..	7,1	(7,8)	(8,4)	..

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.)*, annexe statistique, tableau 18.

NOTE. – Les chiffres entre parenthèses sont, en totalité ou en partie, des estimations du secrétariat de l'OCDE.

[a] Y compris les apports aux pays et territoires bénéficiaires d'Europe méridionale.

[b] La résolution 60 (III) de la Conférence "invite les pays développés à prendre en considération l'opinion exprimée par les pays en voie de développement et par quelques pays développés, selon laquelle : *a)* les taux d'intérêt des prêts publics au développement ne devraient pas dépasser, en moyenne, 2 p. 100 par an; *b)* la durée de ces prêts devrait être au moins de 25 à 40 ans et les délais de grâce ne devraient pas être de moins de 7 à 10 ans; *c)* la part des dons dans le total de l'aide de chaque pays développé devrait être progressivement accrue; les pays dont la part de dons dans leur aide totale est inférieure à la moyenne de 63 p. 100 enregistrée en 1970 par le Comité d'aide au développement devraient atteindre cette moyenne d'ici à 1975 au plus tard;".

[c] Dans ce tableau le classement des pays selon le degré d'application de la résolution 60 (III) de la Conférence est provisoire, faute à ce jour de renseignements précis pour 1974 en ce qui concerne un certain nombre de pays membres du CAD.

TABLEAU I.5

Elément de libéralité de l'aide publique au développement : application en 1974 par les pays membres du CAD de la recommandation sur les conditions financières et modalités de l'aide[a]

(En pourcentage)

Pays	Elément de libéralité de l'aide publique au développement		
	1972	1973	1974
Pays ayant satisfait à la norme en 1974			
Allemagne, République fédérale d'	80,9	83,1[b]	(83,8)
Australie	100,0	99,4	99,4
Belgique	96,4	95,6	96,3
Canada	96,8	94,1	97,2
Danemark	94,1	96,1	94,4
France	85,8	91,2	(87,7)
Norvège	99,6	99,8	100,0
Nouvelle-Zélande	95,0	98,5	98,6
Pays-Bas	85,2	88,4	87,4
Royaume-Uni	85,7	87,1	85,6
Suède	95,2	98,6	99,3
Pays n'ayant pas satisfait à la norme en 1974			
Autriche	81,1	57,4	49,3
Etats-Unis d'Amérique[c]	87,2	89,9	90,2
Finlande[c]	96,6	85,6	89,4
Italie[d]	58,8	69,3	(97,8)
Japon	61,1	68,6	61,4
Suisse[c]	95,5	93,00	96,9
Moyenne pour les pays du CAD	84,8	87,5	86,0

Source : OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.).*

NOTE. – Les chiffres entre parenthèses sont, en totalité ou en partie, des estimations du secrétariat de l'OCDE.

[a] La recommandation du CAD dispose que "les pays membres devront faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'élément de libéralité moyen de leur engagement au titre de l'aide publique au développement soit porté et maintenu à 84 p. 100 au moins" (OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1972*, Paris, 1972, annexe III, par. 2.

[b] En 1973, l'élément de libéralité des nouveaux engagements au titre de prêts et de dons a atteint 85,6 p. 100; la République fédérale d'Allemagne s'est donc conformée en 1973 à la recommandation adoptée en 1972. Du fait que l'on a tenu compte du réaménagement de la dette, l'élément de libéralité global est toutefois tombé à 83,1 p. 100.

[c] Les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande et la Suisse avaient un volume insuffisant d'apports au titre de l'aide publique au développement. Ces pays se seraient toutefois conformés à la norme si le volume de leurs engagements d'aide publique au développement avait été plus élevé. Voir, OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.)*, p. 149

[d] L'Italie n'a pas souscrit à la recommandation.

10. La recommandation de 1972 a fixé un objectif distinct pour l'aide publique au développement en faveur des pays en développement les moins avancés, stipulant que cette aide "devrait de préférence revêtir la forme de dons et l'élément de libéralité moyen contenu dans l'ensemble des engagements d'un donneur déterminé devrait être, soit d'au moins 86 p. 100 sur une période de trois ans pour chacun des pays les moins avancés, soit d'au moins 90 p. 100 par an pour l'ensemble de ces pays"[d].

[d] OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1974*, Paris, 1974.

11. On ne peut pas encore évaluer tous les résultats obtenus par les pays membres du CAD par rapport à cet objectif, car il ne s'est pas écoulé trois ans depuis que la recommandation a été adoptée. On peut toutefois constater qu'en 1974 11 pays membres du CAD[e] ont satisfait à la deuxième condition prévue à cet égard.

C. – "Autres courants financiers en provenance du secteur public" et flux de capitaux du secteur privé

12. Le volume des "autres courants financiers en provenance du secteur public" des pays membres du CAD qui se composent essentiellement de crédits publics à l'exportation et d'achats, par le secteur public, de titres d'emprunts et d'obligations émis par les organismes multilatéraux, a diminué de 11 p. 100 pour s'établir à 2,2 milliards en 1974.

13. Le montant net des flux de capitaux du secteur privé[f], qui consistent pour une bonne part en crédits à l'exportation et en investissements directs, a augmenté de 12 p. 100, passant de 11,4 milliards de dollars en 1973 à 12,8 milliards en 1974. Il convient de noter que ces apports du secteur privé ont été caractérisés en 1974 par une forte augmentation des décaissements nets au titre du crédit à l'exportation, qui sont passés de 1,2 milliard en 1973 à 2,5 milliards. L'année 1974 a en outre été marquée par le fait que le volume net des investissements de portefeuille multilatéraux privés des pays du CAD dans leur ensemble, au titre des institutions multilatérales de prêt, est devenu négatif, ce qui traduit le maintien de la tendance constante à la baisse enregistrée depuis 1971, année pour laquelle ces investissements se sont chiffrés à 770 millions de dollars.

14. Après avoir augmenté de 24 p. 100 par an en moyenne entre 1970 et 1973, le volume net des investissements privés directs est tombé de 6,7 milliards de dollars en 1973 à 6,6 milliards en 1974 (voir le tableau I.6). Les investissements de portefeuille bilatéraux et "autres" investissements privés (prêts bancaires essentiellement) ont légèrement augmenté durant l'année 1974, si bien que le total des investissements de portefeuille bilatéraux et des investissements directs a augmenté de 4 p. 100.

15. En ce qui concerne les investissements de portefeuille proprement dits, les nouvelles émissions d'obligations par les pays en développement sont tombées de 1,2 milliard, en 1973, à 0,8 milliard en 1974. Ce déclin est presque entièrement dû à la brusque chute des emprunts sur le marché des euro-obligations (voir le tableau I.7). Au cours des trois premiers trimestres de 1975, les émissions d'obligations étrangères et internationales par les pays en développement ont été moindres qu'au cours de la même période de l'année précédente, ce qui donne à penser que ces flux financiers auraient pu accuser un nouveau fléchissement pour toute l'année 1975.

16. Ainsi qu'il ressort du tableau I.8, les crédits octroyés à des pays en développement non exportateurs de pétrole sur le marché des eurodevises ont augmenté de 36 p. 100 pour atteindre 6,7 milliards de dollars en 1974. Cette progression s'est accompagnée d'une nette diminution des emprunts des pays en développement exportateurs de pétrole. Les données dont on dispose pour les trois premiers trimestres de 1975 indiquent que les octrois de crédits aux pays en développement non exportateurs de pétrole se sont ralentis par rapport à la période correspondante de l'année précédente. En revanche, le montant des crédits dont les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié au cours des trois premiers trimestres de 1975 est sensiblement supérieur à celui de leurs emprunts au cours de toute l'année 1974.

17. L'un des traits les plus frappants des emprunts en eurodevises est qu'ils sont contractés par un petit nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine. C'est ainsi qu'en 1974, six pays en développement non exportateurs de pétrole (Argentine, Brésil, République de Corée, Mexique, Pérou et Philippines) ont absorbé 70 p. 100

[e] Allemagne (République fédérale d'), Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède et Suisse.

[f] Voir OCDE, *Coopération pour le développement. – Examen 1975 (op. cit.)*, annexe statistique, tableaux 9 et 10.

TABLEAU I.6

Investissements privés dans les pays et territoires en développement[a] émanant des pays membres du CAD, 1962-1974 (montant net)

Année	*Investissements directs et investissements de portefeuille bilatéraux (millions de dollars)*	*Investissements directs uniquement (millions de dollars)*	*Variation des investissements directs par rapport aux années antérieures (pourcentage)*	*Part des investissements directs dans le courant total (pourcentage)*	*Courant total net de ressources financières à destination des pays en développement[b] (millions de dollars)*
1962	1 642	1 495	..	17,8	8 396
1963	1 930	1 603	7,2	18,8	8 521
1964	2 409	1 572	– 1,9	16,4	9 583
1965	3 114	2 459	56,4	23,9	10 289
1966	2 654	2 174	–11,6	21,0	10 362
1967	2 873	2 103	– 3,3	18,5	11 372
1968	4 086	3 146	49,6	23,5	13 373
1969	4 101	2 921	– 7,2	21,3	13 703
1970	4 260	3 544	21,3	23,9	14 851
1971	4 365	3 632	2,5	21,4	16 933
1972	6 456	4 472	23,1	24,0	18 657
1973	9 996	6 711	50,1	28,8	23 291
1974	10 420	6 625	– 1,3	25,2	26 331

Sources : OCDE, *Volume de l'aide aux pays en voie de développement*, Paris, 1973, et *Coopération pour le développement, Examen 1975 (op. cit.).*

[a] Y compris les apports aux pays et territoires bénéficiaires d'Europe méridionale.

[b] Selon définition en rapport avec l'objectif de 1 p. 100.

TABLEAU I.7

Emissions d'obligations étrangères et internationales par les pays en développement[a], 1965-1975

(En millions de dollars)

Année	*Amérique du Nord*	*Europe[b]*	*Marché des obligations*	*Total*
1965	222,2	39,9	..	262,1
1966	203,7	74,3	..	278,0
1967	273,6	172,6	..	446,2
1968	225,0	307,4	..	532,4
1969	235,1	51,2	102,6	388,9
1970	201,3	15,2	128,8	345,3
1971	283,0	17,4	71,0	371,4
1972	338,8	..	491,6	830,4
1973	712,6	37,6	438,5	1 188,8
1974	704,3	16,7	92,2	813,2
1974 (janvier à septembre)	579,6[c]	..	67,2	646,8
1975 (janvier à septembre)	321,9[c]	..	271,1	593,0

Sources : secrétariat de la CNUCED d'après : Banque mondiale – IDA, *Rapport annuel*, Washington (D.C.), diverses années, et renseignements fournis par la Banque mondiale.

[a] Pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, y compris à la fois les placements publics et les placements privés.

[b] Y compris les émissions d'euro-obligations de 1965 à 1968.

[c] Y compris les émissions d'obligations en Europe.

environ des eurocrédits. Cette source de financement est particulièrement importante pour les pays en question, mais elle peut aussi assurer à d'autres pays recourant à ce marché un complément indispensable de ressources extérieures.

18. En analysant les données, tirées essentiellement des avis d'émissions d'obligations publiés dans la presse, il faut tenir compte d'un certain nombre de réserves. Tout d'abord, bien que les procédures de notification se soient améliorées au cours des dernières années, ces chiffres ne représentent qu'un pourcentage inconnu du total des emprunts, puisqu'on sait que, pour des raisons diverses, tous les emprunts ne sont pas publiquement annoncés. Ensuite, les montants indiqués correspondent à des engagements bruts et il est donc impossible d'évaluer le montant net des transferts qui ont pu être effectués. En outre, il se peut que certains de ces prêts, consentis sous forme de crédit "stand by" ou ligne de crédit, ne soient pas utilisés. Enfin, les renseignements dont on dispose n'indiquent pas dans quelle mesure les crédits ont été utilisés pour rembourser d'autres obligations ou reversés à nouveau. En ce qui concerne ce dernier point, les données dont on dispose au sujet des transactions entre les banques britanniques et les pays en développement indiquent qu'à la fin de 1974 les engagements nets en eurodevises des pays en développement non exportateurs de pétrole à l'égard des banques britanniques étaient presque identiques à ceux de la fin de 1973 (voir le tableau I.9).

D. – Courants financiers émanant des pays socialistes[g]

Pays socialistes d'Europe orientale

19. Ainsi qu'il ressort du tableau I.10, les renseignements préliminaires dont on dispose indiquent que les engagements contractés par les pays socialistes d'Europe orientale au titre de l'assistance se sont élevés à 1,6 milliard de dollars en 1974 contre 2 milliards en 1973.

[g] Pour une analyse des programmes de prêts de ces pays avant 1974, voir "Courants financiers à destination et en provenance des pays en voie de développement : rapport du secrétariat de la CNUCED" [TD/B/(XV)/Misc.3–TD/B/C.3(VII)/Mis.1], chap. IV, sect. B et C.

TABLEAU 1.8

Eurocrédits ouverts aux pays et territoires en développement et annoncés dans la presse, 1972-1975

(En millions de dollars)

Pays	*1972*	*1973*	*1974*	*1974 (janv.-sept.)*	*1975 (janv.-sept.)*
Algérie	257,0	1 352,5	–	–	100,0
Arabie Saoudite	–	4,9	–		
Argentine	236,0	87,3	558,6	412,7	34,4
Bahamas	–	30,0	–	–	–
Bahreïn	–	15,0	–	–	–
Bolivie	–	6,0	52,0	52,0	64,5
Brésil	577,4	718,1	1 667,5	925,7	1 425,3
Colombie	90,0	170,0	8,0	8,0	100,0
Costa Rica	–	11,0	10,0	–	46,0
Côte d'Ivoire	–	95,0	63,0	63,0	50,0
Cuba	23,3	30,2	118,6	118,6	97,0
Emirats arabes unis	18,3	330,0	151,0	146,0	6,3
Equateur	–	8,0	–	–	55,0
Egypte	–	–	230,0	230,0	–
El Salvador	–	–	50,0	15,0	30,0
Gabon	25,0	64,0	67,0	67,0	30,0
Guinée	40,0	–	–		
Guyane	–	12,5	15,0	–	24,0
Haïti	–	10,0	–		
Hong Kong	20,0	124,1	81,1	81,1	64,4
Inde	–	10,0	–		
Indonésie	97,6	478,0	348,5	187,5	991,5
Iraq	–	–	–	–	500,0
Iran	385,4	712,1	114,5	92,0	225,0
Israël	10,0	–	–		–
Jamaïque	–	35,6	95,0	95,0	53,0
Kenya	15,0	4,5	–		
Liban	–	20,0	93,1	93,1	–
Maroc	–	–	–	–	200,0
Malaisie	76,1	–	140,0	–	225,0
Malawi	–	5,3	–		
Mexique	490,4	1 572,5	1 478,4	1 021,0	1 198,6
Nicaragua	15,0	92,0	51,4	15,0	30,0
Nigéria	–	–	20,0	–	–
Oman	–	35,0	14,0	–	64,1
Pakistan	–	–	–	–	7,5
Panama	40,0	251,0	101,0	101,0	110,0
Pérou	210,0	733,6	366,0	302,0	163,3
Philippines	61,3	178,5	883,0	785,5	85,1
République de Corée	30,0	142,0	264,0	171,8	301,2
République Dominicaine	4,0	15,0	20,0	20,0	–
République-Unie du Cameroun	–	–	10,0	10,0	–
Sénégal	–	65,0	–		
Soudan	–	–	22,0	220,0	36,8
Swaziland	3,2	–	–		
Thaïlande	–	–	9,7	9,7	5,0
Trinité-et-Tobago	–	30,0	22,5	12,0	5,1
Uruguay	–	–	–	–	130,0
Venezuela	258,5	63,1	57,5	57,5	200,0
Zaïre	90,0	286,9	71,3	71,3	27,0
Zambie	25,0	150,0	–	–	160,0
Total	3 098,5	7 948,7	7 451,7	5 381,6	6 845,1
Dont :					
Pays exportateurs de pétrole	1 041,8	3 042,7	772,5	550,0	2 171,9
Pays non exportateurs de pétrole	2 056,7	4 906,0	6 679,2	4 831,6	4 673,2

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

TABLEAU I.9

Créances et engagements autres qu'en livres sterling des banques britanniques à l'égard des pays en développement, fin 1973 et fin 1974

(En millions de dollars)

	Engagements		*Créances*	
	1973	*1974*	*1973*	*1974*
Pays en développement non exportateurs de pétrole :				
Afrique	914	1 157	1 457	2 040
Amérique latine	8 942	9 622	15 002	15 182
Asie	5 728	8 196	4 752	7 368
Total	15 584	18 975	21 211	24 590
Pays exportateurs de pétrole	4 584	18 825	1 680	1 951
Ensemble des pays en développement	20 168	37 800	22 891	26 541

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après Bank of England, *Quarterly Bulletin*, vol. 15, No 1, mars 1975, tableau 23.

Chine

20. D'après les renseignements disponibles, les engagements d'assistance souscrits par la Chine en 1974 se sont chiffrés à 411 millions de dollars contre 360 millions en 1973.

E. – Opérations des organimes multilatéraux[h]

21. Le tableau I.11 contient des données sur les courants financiers entre organimes multilatéraux et pays en développement au cours de la période 1969-1974. En raison de l'ampleur considérable prise récemment par les apports de fonds à ces organimes en provenance des pays en développement exportateurs de pétrole, les années 1973 et 1974 comportent chacune deux colonnes de chiffres. La colonne I indique les courants financiers entre les organismes multilatéraux et l'ensemble des pays en développement; les chiffres qu'elle contient s'entendent donc nets des prêts des pays en développement exportateurs de pétrole à des institutions. La colonne II indique les courants financiers entre organismes multilatéraux et pays en développement non exportateurs de pétrole.

22. Comme le montre le tableau I.11, le montant net des décaissements des organismes multilatéraux en faveur des pays en développement non exportateurs de pétrole est passé de 1 milliard 807 millions de dollars en 1973 à 3 milliards 90 millions en 1974, soit une augmentation de 71 p. 100.

23. Les décaissements nets au titre de dons et de prêts à des conditions de faveur aux pays en développement non exportateurs de pétrole ont accusé en 1974 une augmentation de 73 p. 100 pour atteindre 1 milliard 862 millions de dollars, tandis que les décaissements au titre des programmes ordinaires de prêts augmentaient de plus de 68 p. 100 et passaient à 1 milliard 228 millions de dollars. La part, dans les décaissements de l'année, des prêts à des conditions de faveur et des dons aux pays en développement non exportateurs de pétrole est demeurée au niveau atteint en 1973, soit 60 p. 100.

24. Ainsi qu'on peut le voir en comparant les colonnes I et II du tableau, les transactions avec les pays en développement exportateurs de pétrole ont eu un effet minime sur l'ampleur des décaissements au titre des prêts à des conditions de faveur et des dons en 1974. En ce qui concerne les programmes de prêts ordinaires (à des conditions commerciales), les transactions avec ces pays ont, en revanche, de très nettes conséquences : les organismes multilatéraux ont emprunté, auprès des pays en développement exportateurs de pétrole, un total supérieur de 33 millions de dollars à la somme de leurs prêts à tous les pays en développement. C'est dire qu'en 1974, les programmes ordinaires de prêts des organismes multilatéraux ont simplement servi à acheminer les fonds de certains pays en développement vers d'autres.

F. – Courants financiers en provenance des pays en développement et à destination des pays développés

25. On trouvera aux tableaux I.12 et I.13 les renseignements relatifs aux ressources financières des pays en développement ayant fait retour aux pays développés, au titre du service de la dette et des transferts de bénéfices.

26. Au tableau I.12, les données relatives au service de la dette publique extérieure ou de la dette garantie par l'Etat, sont présentées sur une base régionale. On y voit que le montant total des versements au titre du service de la dette, pour un échantillon de 79 pays en développement, est passé de 3,5 milliards de dollars en 1967 à 9,8 milliards de dollars en 1973, soit un taux annuel moyen de 18,7 p. 100. Les décaissements bruts au titre des prêts qui sont à l'origine de ces paiements ont augmenté un peu moins rapidement, si bien que le montant net des transferts liés à ces opérations a progressé à un taux annuel moyen de 11,3 p. 100. L'effet conjugué du faible accroissement des décaissements bruts et de la forte augmentation des paiements au titre du service de la dette est particulièrement net dans le cas des pays d'Asie où le montant total net des transferts n'a subi qu'une hausse marginale, passant d'une moyenne de 3,1 milliards de dollars en 1967-1969 à 3,2 milliards de dollars en 1971-1973.

27. Pendant toute la période considérée, ce sont les pays d'Amérique latine qui ont fait les versements les plus élevés au titre du service de la dette, la part de cette région dans le total des paiements effectués à ce titre par les pays en développement s'établissant à 42 p. 100 en 1973.

28. Par ailleurs, les transferts de bénéfices, qui constituent l'autre grande source de courants financiers en provenance des pays en développement, sont passés de 5,7 milliards de dollars en 1969 à 11,8 milliards en 1973, soit un taux annuel moyen d'accroissement de 20 p. 100 environ (voir le tableau I.13). Mais cela est dû essentiellement à l'augmentation des sorties de bénéfices des pays en développement exportateurs de pétrole; les transferts des autres pays en développement ont progressé à un taux annuel moyen de 4,4 p. 100; la majeure partie étant imputable aux pays d'Amérique latine qui, en

[h] Pour un examen détaillé de la politique de prêts et des programmes des divers organismes multilatéraux, *ibid.*, par. 91 à 114.

TABLEAU I.10

Engagements pris par les pays socialistes d'Europe orientale au titre de l'assistance économique bilatérale à l'égard de pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, 1960-1974[a]

(En millions de dollars)

Pays	*1960*	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974[b]*
Bulgarie	–	12	–	6	5	17	15	47	35	20	82	55	40	43	76
Hongrie	34	111	–	14	10	42	52	45	40	21	79	42	45	148	85
Pologne	65	128	88	9	54	22	–	63	20	30	25	65	100	243	107
République démocratique allemande	27	46	–	–	71	132	–	231	8	134	125	25	23	..	46
Roumanie[c]	–	100	–	–	70	–	–	14	45	132	10	141	385	36	330
Tchécoslovaquie	115	146	1	20	118	43	192	88	200	37	55	14	100	303	100
URSS	582	302	214	205	608	330	1 033	333	368	402	197	677	921	1 236	904
Total	823	845	303	254	936	586	1 292	821	716	776	573	1 019	1 614	2 009	1 648

Source : Centre de la planification des projections et des politiques relatives au développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

[a] Non compris les engagements pris à l'égard de Cuba et de la République démocratique du Viet-Nam. Les monnaies nationales ont été converties en dollars au taux de change officiel.

[b] Données provisoires.

[c] Tout en accordant des facilités de crédit aux pays en développement, la Roumanie se considère elle-même comme un pays en développement. Voir à cet égard la déclaration du représentant de la Roumanie à la première partie de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement *(Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatorzième session)*, 393e séance, par. 98.

1973, entraient à concurrence de 69 p. 100 dans le total des sorties de ressources financières provenant des pays en développement non exportateurs de pétrole.

G. – Courants financiers en provenance des pays en développement exportateurs de pétrole à destination d'autres pays en développement

29. Par suite des hausses des prix du pétrole qui ont eu lieu depuis 1973, on estime que les recettes totales d'exportation des principaux pays exportateurs de pétrole[i] sont passées de 44,9 milliards de dollars en 1973 à 136,7 milliards environ en 1974 et 118,1 milliards en 1975. Cet accroissement des recettes d'exportation se traduit par une augmentation sensible de l'excédent au titre de leurs

[i] On entend ici par principaux pays exportateurs de pétrole, les membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Nigéria, Qatar, République arabe libyenne et Venezuela), ainsi que le Bahreïn, Brunéi, Oman et Trinité-et-Tobago.

TABLEAU I.11

Transferts (décaissements) nets de ressources des organismes multilatéraux[a] vers des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, 1969-1974

(En millions de dollars)

	1969	1970	1971	1972	1973 I[b]	1973 II[c]	1974 I[b]	1974 II[c]
Prêts à des conditions favorables et dons								
Banque asiatique de développement[d]	–	1	4	8	27	11	–26	–15
Fonds européen de développement	110	141	119	159	190	170	207	202
Association internationale de développement	231	146	252	248	607	545	877	802
Banque interaméricaine de développement[e]	89	213	204	–50	–221	–165	256	234
Institutions des Nations Unies	300	360	451	487	576	518	675	639
Total	729	860	1 030	853	1 179	1 078	1 989	1 862
Prêts à des conditions commerciales								
Banque africaine de développement[f]	–6	–2	–3	7	–1	14	0,5	6
Banque asiatique de développement[d]	–50	–15	38	36	44	49	76	78
Banque européenne d'investissement	10	12	7	14	7	7	14	12
Banque mondiale	221	367	521	675	436	601	–468	833
Société financière internationale	47	49	37	23	74	47	115	77
Banque interaméricaine de développement[e]	77	83	81	–90	0	12	230	221
Total	300	495	682	665	560	729	–33	1 228
Prêts à des conditions favorables, dons et prêts à des conditions commerciales								
Banque africaine de développement[f]	–6	–2	–3	7	–1	14	0,5	6
Banque asiatique de développement[d]	–50	–14	44	44	71	60	50	63
Fonds européen de développement	110	141	119	159	190	170	207	202
Banque européenne d'investissement	10	12	7	14	7	7	14	12
Banque mondiale	221	367	521	675	436	601	–468	833
Association internationale de développement	231	146	252	248	607	545	877	802
Société financière internationale	47	49	37	23	74	47	115	77
Banque interaméricaine de développement[e]	166	296	285	–140	–221	–153	486	455
Institutions des Nations Unies	300	360	451	487	576	518	675	639
Total	1 029	1 355	1 712	1 518	1 739	1 807	1 956	3 090
Prêts à des conditions favorables et dons, en pourcentage des décaissements totaux	*71*	*63*	*60*	*56*	*68*	*60*	*102*	*60*

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les rapports des organismes multilatéraux.

[a] Dons et prêts, moins les souscriptions et contributions (qu'ils aient été consentis ou non dans la monnaie du pays bénéficiaire) et, le cas échéant, participations et remboursements. Les données tiennent compte aussi des variations des avoirs des pays en développement en fonds consolidés de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Les chiffres négatifs indiquent que les souscriptions, contributions et participations ont dépassé les décaissements, déduction faite des remboursements.

[b] Les chiffres de cette colonne comprennent les transactions entre les organismes multilatéraux et les pays exportateurs de pétrole ci-après : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Brunéi, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, République arabe libyenne, Trinité-et-Tobago et Venezuela. Ainsi, le chiffre –468 en regard de la Banque mondiale en 1974 indique que les versements faits au titre de prêts, contributions et souscriptions par les pays en développement (y compris les pays exportateurs de pétrole) à la Banque mondiale en 1974 ont dépassé de 468 millions de dollars le montant net des décaissements de la Banque en faveur des pays en développement.

[c] Les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les transactions des organismes multilatéraux avec les pays exportateurs de pétrole énumérés dans la note[b].

[d] Les opérations ont commencé en 1966.

[e] Non compris les versements du Social Progress Trust Fund.

[f] Les opérations ont commencé en 1964.

TABLEAU 1.12

Courants de ressources extérieures et versements au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat dans 79 pays en développement, 1967-1973

(En millions de dollars)

Région	*1967*	*1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*
Afrique[a]							
Courant brut	1 885	1 904	2 119	2 707	2 982	3 664	5 903
Service de la dette	568	649	779	901	998	1 287	2 002
Transfert net	1 317	1 254	1 341	1 806	1 984	2 377	3 901
Asie[b]							
Courant brut	4 169	4 050	4 113	3 903	4 512	5 101	5 440
Service de la dette[c]	872	929	1 147	1 397	1 523	1 773	2 076
Transfert net	3 297	3 121	2 966	2 506	2 989	3 328	3 364
Moyen-Orient[d]							
Courant brut	746	1 152	960	1 583	1 995	2 488	3 176
Service de la dette	259	372	489	631	805	1 318	1 592
Transfert net	487	781	470	952	1 190	1 170	1 585
Hémisphère occidental[e]							
Courant brut	3 089	3 259	3 599	4 248	4 119	5 970	7 478
Service de la dette	1 797	2 132	2 227	2 491	2 701	3 051	4 116
Transfert net	1 292	1 127	1 372	1 757	1 418	2 919	3 361
Total pour 79 pays en développement							
Courant brut	9 888	10 364	10 790	12 440	13 607	17 223	21 997
Service de la dette	3 495	4 081	4 641	5 420	6 027	7 429	9 786
Transfert net	6 393	6 283	6 149	7 020	7 580	9 794	12 211

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par la Banque mondiale.

[a] Algérie, Botswana, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Communauté de l'Afrique orientale.

[b] Afghanistan, Bangladesh, Birmanie, Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, République de Corée, République du Sud Viet-Nam, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande.

[c] Non compris la dette garantie par l'Etat pour les Philippines.

[d] Irak, Iran, Israël, Jordanie et République arabe syrienne.

[e] Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

paiements courants, qui est passé, selon les estimations, de 5,6 milliards de dollars en 1973 à 67,6 milliards en 1974 et 42,7 milliards en 1975. Certains de ces pays éprouvant des difficultés à absorber localement des recettes d'exportation d'une telle ampleur, l'attention s'est portée sur les débouchés extérieurs ouverts aux principaux pays exportateurs de pétrole ayant une balance des paiements excédentaire et sur la mesure dans laquelle ces excédents pourraient servir, directement ou indirectement, à financer l'essor des pays en développement importateurs de pétrole. Il est certain que plus la capacité d'absorption de ces pays excédentaires augmente et plus les possibilités qu'ils ont d'effectuer des transferts de capitaux à l'avenir ont tendance à diminuer. Cependant, on peut compter que ces excédents aideront beaucoup à couvrir le déficit actuel du compte des transactions courantes des pays en développement importateurs de pétrole qui, au cours de la seule année 1974, s'est accru de 21,3 milliards de dollars environ, passant de 12,2 milliards de dollars en 1973 à 33,5 milliards en 1974[j]. On a estimé qu'en 1975 leur déficit s'accroîtrait encore de 11,7 milliards de dollars environ, pour atteindre un total de 45,2 milliards.

30. Il n'y a pas de collecte régulière de données complètes concernant les flux de ressources financières des pays exportateurs de pétrole. Les données figurant ci-dessous se fondent principalement sur les renseignements communiqués par les gouvernements donneurs eux-mêmes et par les institutions et fonds multilatéraux qu'ils ont créés, et qui sont – pour la plupart – de date récente[k]. Evidemment, les techniques et les voies utilisées pour acheminer les fonds des pays membres de l'OPEP vers d'autres pays en développement connaissent une phase d'expansion que caractérisent d'importantes mutations. Par conséquent, il est difficile d'estimer en toute certitude l'évolution de leur politique de crédit ou l'ampleur des apports futurs. En revanche, l'examen des prêts consentis par les pays membres de l'OPEP au cours des deux

[j] En 1974, ce déficit était imputable, à concurrence de 15 milliards de dollars environ, au renchérissement du pétrole dans ces pays.

[k] Voir *Solidarité financière et développement. – Activités et institutions des pays membres de l'OPEP : rapport du secrétariat de la CNUCED* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.D.4).

TABLEAU I.13

Sorties de bénéfices[a] de 55 pays en développement, 1969-1973

(En millions de dollars)

Région	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*
Pays non exportateurs de pétrole	1 825	1 765	1 648	1 760	2 171
Dont :					
Afrique[b]	135	136	177	188	245
Asie[c]	239	217	237	232	378
Moyen-Orient[d]	55	56	41	41	42
Hémisphère occidental[e]	1 396	1 356	1 194	1 299	1 507
Pays exportateurs de pétrole[f]	3 857	4 118	5 478	6 437	9 644
Total pour les 55 pays en développement	5 682	5 883	7 126	8 196	11 815

Source : FMI, *Balance of Payments Yearbook*, diverses années.

[a] Montants bruts des transferts de revenus d'investissements directs (poste 6.2 du passif dans la présentation type de la balance des paiements du FMI) des pays en développement qui les ont communiqués au FMI.

[b] Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Ghana, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Sénégal, Soudan, Tchad, Tunisie et Zaïre.

[c] Malaisie, Philippines, République du Sud Viet-Nam, Sri Lanka et Thaïlande.

[d] Israël, Jordanie et Yémen démocratique.

[e] Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Surinam et Trinité-et-Tobago.

[f] Algérie, Arabie Saoudite, Equateur, Indonésie, Irak, Iran, Nigéria, République arabe libyenne et Venezuela.

dernières années, montre que, si l'on compare les décaissements effectués par rapport aux engagements pris, des progrès considérables ont été réalisés. En outre, si l'on considère la part des sommes fournies à des conditions de faveur dans le montant total des décaissements, et par rapport au PNB, la comparaison entre ces pays et les pays du CAD, dans leur ensemble, est favorable aux premiers.

31. En 1974, les engagements au titre de l'aide totale consentie par 10 pays membres de l'OPEP aux pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et aux institutions multilatérales ont fortement augmenté pour atteindre un montant estimé à 11,6 milliards de dollars, contre 2,8 milliards en 1973[1], dont 7,2 milliards (62 p. 100) ont été acheminés par voie bilatérale. En outre, 64 p. 100 environ du total des engagements contractés en 1974, l'ont été à des conditions de faveur. Au cours de cette même année, alors que 82 p. 100 du total des engagements au titre de l'aide bilatérale étaient contractés à des conditions de faveur, 34 p. 100 seulement des engagements contractés au profit d'institutions multilatérales l'ont été à de telles conditions. Le volume des engagements pris par les pays exportateurs de pétrole a augmenté considérablement depuis 1973, mais il convient de noter que les engagements contractés à l'heure où un programme d'aide au développement va être lancé, ne donnent que de faibles indications quant aux niveaux futurs des décaissements.

32. En 1974, les pays exportateurs de pétrole ont versé 5,1 milliards de dollars aux pays en développement et aux institutions multilatérales, contre 1,5 milliard en 1973 (voir le tableau I.14). Au cours de cette même année, le courant total, exprimé en pourcentage de leur PNB, a atteint 2,8 p. 100, soit une augmentation de 1,2 p. 100 par rapport au niveau atteint en 1973. Les renseignements dont on dispose sur les décaissements effectués au cours du premier semestre de 1975 indiquent qu'ils ont atteint un montant de 3,2 milliards de dollars. En 1973, 80 p. 100 des courants financiers ont été acheminés par voie bilatérale. En 1974, cette proportion était tombée à 64 p. 100. Au cours de la même année, la part de l'Arabie Saoudite et du Koweït pris ensemble, dans le total des courants financiers en provenance des pays membres de l'OPEP, s'était établie à 46 p. 100.

33. En 1974, une part égale à 3,4 milliards de dollars du volume total des décaissements a été consentie à des conditions de faveur (voir le tableau I.15). Au cours de cette même année, les programmes d'aide de sept des dix pays de l'OPEP considérés auraient satisfait à l'objectif d'aide publique au développement, soit 0,7 p. 100 du PNB. Pendant le premier semestre de 1975, le niveau de l'aide fournie par les pays membres de l'OPEP à des conditions de faveur (1,6 milliard de dollars) semble s'être maintenu au niveau élevé atteint en 1974.

34. Il convient de noter que la politique de crédit pratiquée par les pays membres de l'OPEP a pour caractéristique une nette concentration de leurs apports au profit de certains groupes bénéficiaires (voir le tableau I.16). En 1973, les pays arabes, dans leur ensemble, ont reçu 94 p. 100 environ du total des apports bilatéraux destinés aux pays et territoires en développement. En 1974, toutefois, leur part était tombée à 77 p. 100 environ. Il est particulièrement intéressant de noter que ces flux ont surtout été dirigés vers l'Egypte, la Jordanie et la République arabe syrienne, qui ont reçu ensemble 52,5 p. 100 du total des transferts bilatéraux en provenance des pays membres de l'OPEP en 1974. Les pays non arabes d'Afrique ont bénéficié de 3,4 p. 100 de l'aide totale en 1973 et de 5 p. 100 en 1974. Sur l'ensemble des décaissements bilatéraux estimés à 2,2 milliards de dollars, ce groupe de pays a reçu, durant le premier semestre de 1975, 18 millions de dollars environ, soit 0,8 p. 100 du total des décaissements bilatéraux effectués au cours de cette période par les pays membres de l'OPEP en faveur des pays et territoires en développement. Les pays non arabes d'Asie, qui ont reçu 15,7 p. 100 du total de ces décaissements en 1974, ainsi que

[1] Non compris les engagements pris au titre de la facilité du FMI relative aux importations de pétrole.

TABLEAU I.14

Transfert total de ressources (décaissements)[a] des pays membres de l'OPEP vers les pays en développement[b] d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et vers les institutions multilatérales, 1973-1975

(En millions de dollars)

Pays	Bilatéral			Multilatéral[c]			Total			Apport total calculé en pourcentage du PNB	
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974
Algérie	21,6	5,2	–	0,6	20,4	–	22,2	25,6	–	0,27	0,22
Iran	0,8	358,1	126,0	4,6	311,2	13,8	5,4	669,3	139,8	0,02	1,55
Irak[d]	3,0	389,3	6,0	0,7	78,6	7,5	3,7	467,9	13,5	0,06	3,63
Koweït	363,0	750,8	1 334,3	167,7	76,5	30,0	530,7	827,3	1 364,3	7,37	4,30
République arabe libyenne	317,5	154,5	132,5	107,4	47,9	53,5	424,9	202,4	186,0	7,15	1,70
Nigéria	4,3	0,9	–	2,3	128,6	147,5	6,6	129,5	147,5	0,05	0,58
Qatar	93,7	218,9[e]	161,2	0,3	15,7	5,0	94,0	234,6[e]	166,2	15,70	11,74
Arabie Saoudite[d]	290,4	889,7	121,5	15,7	626,7	491,4	306,1	1 516,4	612,9	2,94	4,31
Emirats arabes unis	82,5	457,2	242,1	3,0	119,5	13,6	85,5	576,7	255,7	3,56	7,69
Venezuela	–	15,0	(85,9)	1,0	435,6	222,6	1,0	450,6	308,5	0,01	2,47
Total des décaissements	1 176,8	3 239,6	2 209,5	303,3	1 860,7	984,9	1 480,1	5 100,3	3 194,4	1,55	2,77

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par les pays donneurs, le secrétariat de l'OCDE et la Banque mondiale.

NOTE.– En raison de l'absence d'un système de collecte de données, aussi bien à l'intérieur de chaque pays donneur qu'entre ces derniers et tout organisme international, il est impossible de garantir que les données présentées ci-dessus soient complètes et exactes.

[a] Les décaissements sont calculés en convertissant les opérations non dollars en dollars au taux moyen du marché en vigueur au cours de l'année en question, tel qu'il est publié dans le *International Financial Statistics* du FMI et dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU.

[b] Ces données peuvent inclure les courants d'aide militaire à destination de certains pays.

[c] Non comprise la facilité du FMI relative aux importations de pétrole.

[d] Chiffres provisoires.

[e] Y compris les sommes fournies à des conditions commerciales en 1973, pour lesquelles on ne dispose pas de données séparées.

TABLEAU I.15

Ressources financières (décaissements)[a] transférées à des conditions de faveur par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement[b] d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et aux institutions multilatérales, 1973-1975

(En millions de dollars)

Pays	Ressources bilatérales			Ressources multilatérales			Total			Apport total calculé en pourcentage du PNB	
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974
Algérie	21,6	5,2	–	0,6	20,4	–	22,2	25,6	–	0,27	0,22
Iran	0,8	358,1	126,0	1,6	22,4	–	2,4	380,5	126,0	0,01	0,88
Irak[c]	3,0	389,3	6,0	0,7	78,6	7,5	3,7	467,9	13,5	0,06	3,63
Koweït	337,6	582,1	637,9	0,9	66,3	29,0	338,5	648,4	666,9	4,70	3,37
République arabe libyenne	234,2	120,0	79,5	1,1	43,9	44,3	235,3	163,9	123,8	3,96	1,38
Nigéria	4,3	0,9	–	1,2	9,1	–	5,5	10,0	–	0,04	0,04
Qatar	93,7	208,4	161,2	0,3	15,7	5,0	94,0	224.1	166,2	15,67	11,21
Arabie Saoudite[c]	290,4	874,7	121,5	0,7	88,4	98,0	291,1	963,1	219,5	2,80	2,75
Emirats arabes unis	82,5	457,2	242,1	0,5	40,5	3,0	83,0	497,7	245,1	3,46	6,64
Venezuela	–	15,0	–	1,0	31,0	23,4	1,0	46,0	23,4	0,01	0,25
Total des décaissements	1 068,1	3 010,9	1 374,2	8,6	416,3	210,2	1 076,7	3 427,2	1 584,4	1,13	1,86

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par les pays donneurs, le secrétariat de l'OCDE et la Banque mondiale.

NOTE.– En raison de l'absence d'un système de collecte de données, aussi bien à l'intérieur de chaque pays donneurs qu'entre ces derniers et tout organisme international, il est impossible de garantir que les données présentées ci-dessus soient exhaustives et exactes.

[a] Les décaissements sont calculés en convertissant les opérations non dollars en dollars au taux moyen du marché en vigueur au cours de l'année en question, tel qu'il est publié dans le *International Financial Statistics* du FMI et dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU.

[b] Ces données peuvent inclure les courants d'aide militaire à destination de certains pays.

[c] Chiffres provisoires.

TABLEAU I.16

Total des apports bilatéraux des pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, 1973-1975

Région	*Décaissements (en milliards de dollars)*			*Pourcentage du total*		
	1973	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*
Pays arabes[a]	*1 102,4*	*2 505,7*	*1 746,1*	*93,7*	*77,4*	*79,1*
Dont :						
Egypte	580,1	934,8	1 154,8	49,3	28,9	52,3
Jordanie	94,4	190,2	75,1	8,0	5,9	3,4
République arabe syrienne	182,5	575,0	198,3	15,5	17,7	9,0
Autres pays d'Asie[b]	*34,3*	*509,1*	*274,7*	*2,9*	*13,7*	*12,4*
Dont :						
Inde	–	243,0	–	–	7,5	–
Pakistan	33,8	200,8	237,1	2,8	6,2	10,7
Autres pays d'Afrique[c]	*39,9*	*161,8*	*18,1*	*3,4*	*5,0*	*0,8*
Hémisphère occidental[d]	*0,1*	*55,0*	*170,4*	–	*1,7*	*7,7*
Dont :						
Argentine	–	–	50,0	–	–	2,3
Brésil	–	25,0	23,0	–	0,8	1,0
Guyane	–	30,0	–	–	0,9	–
Ressources non affectées	*0,1*	*8,0*	*0,2*	–	*0,2*	–
Total	*1 176,8*	*3 239,6*	*2 209,4*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Dont :						
Crédits à des conditions de faveur	1 068,1	3 010,9	1 374,1	90,8	92,9	62,2
Crédits à des conditions commerciales	108,7	228,7	835,3	9,2	7,1	37,8

Source : estimations du secrétariat de la CNUCED.

[a] Algérie, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Oman, Somalie, Soudan, Tunisie, République arabe libyenne, République arabe syrienne, Yémen et Yémen démocratique.

[b] Afghanistan, Bangladesh, Hong Kong, Inde, Indonésie, Pakistan, République de Corée et Sri Lanka.

[c] Bénin, Burundi, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre et Zambie.

[d] Argentine, Bermudes, Brésil, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyane, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama.

l'Inde et le Pakistan, ont absorbé ensemble 13,7 p. 100 de ce total, soit 87 p. 100 environ de l'aide destinée à l'ensemble des pays en développement d'Asie. Le fait que les courants en provenance des pays membres de l'OPEP soient concentrés sur les pays arabes reflète les liens historiques et culturels étroits qui existent entre les pays arabes membres de l'OPEP et les pays arabes bénéficiaires. Il n'est donc pas étonnant qu'au stade du lancement de leurs programmes d'assistance il ne leur paraisse pas essentiel d'envisager la question d'une répartition plus équilibrée de l'aide. D'autre part, à mesure que leurs relations économiques avec d'autres pays en développement se renforceront, et que les pays de l'OPEP mettront au point des mécanismes pour l'acheminement et la distribution de l'assistance et des crédits, une répartition plus équilibrée et plus équitable devrait se faire jour.

ANNEXE II

Sorties et entrées de fonds dans les pays en développement au titre de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat

1. La présente annexe fournit des renseignements détaillés sur l'endettement des pays en développement. La dernière année considérée est 1973, année la plus récente pour laquelle on dispose de données complètes pour un large échantillon de pays en développement.

2. Il existe actuellement trois sources d'information sur les courants de capitaux et les paiements correspondants. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE publie des données sur le montant total des décaissements bruts effectués par les pays membres du CAD au titre des transactions publiques et de certaines

opérations privées. Il publie également des statistiques sur le flux net de ressources financières (décaissements bruts moins l'amortissement et le désinvestissement) vers les institutions multilatérales et les pays en développement pris ensemble, et fournit des informations sur la répartition entre 141 pays et territoires en développement des courants financiers nets provenant des pays membres et des institutions multilatérales. Le même organisme publie enfin des renseignements sur le montant total des intérêts versés aux pays membres pour les seules opérations publiques. Des données détaillées sur l'endettement et le service de la dette de 141 pays et territoires en développement sont d'autre part recueillies par l'OCDE dans le cadre d'un système de notification – le Système de déclaration élargi – auquel participe la Banque mondiale. Une publication récente renseigne sur la dette extérieure et le service de la dette de 141 pays et territoires pour l'année 1972[a]. On y trouve des données sur la dette à court terme en suspens et sur le montant des investissements directs du secteur privé réalisés par l'étranger dans les pays en développement.

3. Les statistiques de la balance des paiements qui sont établies par le FMI et publiées dans le *Balance of Payments Yearbook* donnent pour chaque année des informations détaillées sur l'ampleur des courants financiers résultant des transactions en capital à long et à court terme des pays étudiés. Ces données couvrent à la fois les transactions publiques et privées, mais elles ne font pas une distinction bien nette entre les catégories de transactions (emprunts aux banques et crédits à l'exportation) et n'indiquent pas le montant de l'endettement. Par ailleurs, les pays en développement pour lesquels des chiffres sont fournis, et présentés d'une manière suffisamment détaillée, sont beaucoup moins nombreux que dans les statistiques du CAD.

4. Les données sur la dette rassemblées par la Banque mondiale renseignent dans le détail sur les paiements et l'endettement correspondant. Toutefois, elles ne couvrent que la dette publique extérieure, définie comme étant "la dette remboursable à des créanciers étrangers en devises ou en biens et services, dont l'échéance est supérieure à un an – qu'elle ait été ainsi fixée à l'origine ou qu'elle ait été prolongée – et qui est une obligation directe d'un organisme public du pays emprunteur ou dont le remboursement est garanti par un tel organisme[b]". C'est ainsi que les transactions purement privées, les opérations donnant lieu à une dette à court terme et les prises de participation ne sont pas incluses dans les statistiques de la Banque mondiale.

5. On peut conclure de ce qui précède qu'il n'existe aucun ensemble d'informations qui pourrait servir de base à une évaluation complète et détaillée de l'endettement et de l'état du service de la dette dans les pays en développement; les systèmes de déclaration actuellement en usage comportent chacun des lacunes en ce qui concerne le champ d'application et ces lacunes limitent plus ou moins leur utilité.

6. L'exposé qui suit repose sur les renseignements concernant la dette rassemblés par la Banque mondiale; ces renseignements sont la seule source d'information dont ait pu disposer le secrétariat de la CNUCED et qui fournit suffisamment de détails en ce qui concerne la situation de la dette et du service de la dette des pays en développement.

A. – Transactions pendant la période 1965-1972

7. Le tableau II.1 indique la dette en cours, les décaissements en rapport avec la dette publique extérieure et les paiements au titre du service de cette dernière, selon les données fournies par la Banque mondiale. Il en ressort que les décaissements bruts en faveur de 86 pays en développement ont augmenté à un taux annuel moyen de 11 p. 100 pendant la période 1965-1972. Les paiements correspondant au service de la dette ont toutefois augmenté plus rapidement encore de sorte que le transfert net de ressources a progressé à un taux annuel moyen d'environ 9 p. 100. Pendant la même période, la dette en cours a augmenté de 15 p. 100 par an et s'élevait à 100 milliards de dollars à la fin de 1972.

8. La situation a été à peu près la même pour l'ensemble d'un échantillon de 67 pays non exportateurs de pétrole[c]. Cependant, à l'intérieur de cet échantillon, les mouvements ont été sensiblement différents selon les groupes de revenus. Ainsi, les pays les plus pauvres (dont le PNB par habitant est de 200 dollars ou moins[d]) qui rassemblent près de la moitié de la population totale des pays considérés, ont enregistré un accroissement annuel moyen des décaissements de 9 p. 100 entre 1965 et 1972, mais comme leurs paiements au titre du service de la dette se sont accrus à un rythme presque deux fois plus élevé, le transfert net de ressources à ces pays n'a augmenté que de 6 p. 100 par an, en moyenne. Par contre, les décaissements et le transfert net de ressources aux autres groupes de pays ont progressé plus rapidement pendant la même période, notamment en ce qui concerne les pays dont le PNB par habitant est supérieur à 400 dollars. Dans certains cas toutefois, cette progression a été enregistrée surtout pendant la seconde moitié de la période. C'est ainsi que, dans les pays appartenant à deux groupes de PNB par habitant (de 201 à 300 dollars et de 401 à 800 dollars), le transfert net de ressources est resté pratiquement stationnaire entre 1965 et 1971 puis a progressé rapidement en 1972.

9. Les diverses catégories de transactions ont évolué de façon très différente au cours de la période 1965-1972 (voir le tableau II.2). Pour les 67 pays en développement considérés, les décaissements publics bilatéraux ont augmenté à un taux annuel moyen de 9 p. 100 tandis que les apports des institutions multilatérales à ces pays progressaient à un taux annuel moyen de 12 p. 100 et les décaissements privés à un taux annuel d'environ 20 p. 100. Les versements aux organismes publics bilatéraux et multilatéraux au titre du service de la dette ont augmenté plus rapidement que les décaissements de ces organismes, alors que les paiements au titre du service de la dette privée se sont accrus moins vite que les apports de ce secteur. En conséquence, le transfert net de capitaux publics bilatéraux et multilatéraux a progressé de 7 p. 100 et 10 p. 100 par an, respectivement, tandis que le transfert net de capitaux privés a augmenté à un taux annuel moyen dépassant 30 p. 100.

10. Les différences de taux d'accroissement des décaissements et des paiements au titre du service de la dette ont modifié la part des diverses catégories de transactions dans le transfert total net de ressources aux pays en développement. Ainsi, les transactions privées, qui représentaient environ 5 p. 100 du transfert total net de ressources à 67 pays en développement en 1965, ont compté pour près de 25 p. 100 de ce transfert en 1972.

11. Certes, les apports du secteur privé sont allés surtout aux moins pauvres des 67 pays : plus des trois quarts des décaissements de crédits privés en 1972 ont été effectués en faveur de pays dont le PNB par habitant dépassait 400 dollars. Cela, joint à l'expansion rapide de ces crédits, explique en partie que le transfert net de ressources aux pays ayant un PNB par habitant supérieur à 400 dollars ait plus que doublé entre 1965 et 1972, alors que le transfert net aux pays ayant un PNB par habitant de 400 dollars ou moins s'est accru à un taux inférieur à 50 p. 100 pendant la même période.

B. – Transactions en 1973

12. Le tableau II.1 donne aussi des renseignements sur les principales variables de la dette pour l'année 1973. Il indique que, pour un échantillon de 86 pays, les décaissements totaux, les

[a] OCDE, *Engagements totaux des pays en développement vis-à-vis de l'étranger*, Paris, 1974. Les paragraphes 1 à 4 de cette étude traitent de la comparabilité des données de l'OCDE et de la Banque mondiale.

[b] La Banque mondiale indique en outre que "la plupart des dettes militaires n'ont pas été incluses dans les tableaux, bien que quelques pays les aient fait entrer dans les données qu'ils ont fournies". Voir Banque mondiale, *Rapport annuel, 1972*, Washington (D.C.), 1972, p. 95.

[c] Le nombre des pays non exportateurs de pétrole pour lesquels on dispose de renseignements détaillés sur la dette et le service de la dette est de 67 au maximum.

[d] Pour la répartition des pays selon les différents groupes de revenus, voir les notes *g* et *i* à *m* du tableau II.1.

TABLEAU II.1

Apports de ressources extérieures, dette publique extérieure et paiements au titre du service de la dette[a] des pays en développement, 1965-1973

	Total des décaissements[b]		*Paiements au titre du service de la dette*		*Transfert net*[c]		*Dette en cours (à la fin de l'année)*	
	Millions de dollars	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*
I. *Echantillon de 86 pays*[d] :								
1965	9 005		3 230		5 775		38 067	
1971	14 897		6 938		7 959		86 132	
1972	18 805		8 389		10 416		9 994	
1973	23 740		11 002		12 738		118 893	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		11,1		14,6		8,8		14,8
1972-1973		26,2		31,2		22,3		18,9
II. *Echantillon de 73 pays :*								
1965	6 066		2 375		3 691		22 294	
1971	12 526		6 148		6 378		62 991	
1972	16 798		7 383		9 416		76 494	
1973	19 211		9 300		9 911		89 391	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		15,7		17,6		14,3		19,3
1972-1973		14,4		26,0		5,3		16,9
Dont :								
a) *Pays exportateurs de pétrole*[e] (6 pays) :								
1965	340		148		192		1 303	
1971	1 885		777		1 107		9 190	
1972	2 939		1 250		1 689		11 885	
1973	2 930		1 549		1 382		14 150	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		36,1		35,7		36,4		37,1
1972-1973		–0,3		23,9		–18,2		19,1
b) *Pays non exportateurs de pétrole* (67 pays) :								
1965	5 726		2 227		3 499		20 991	
1971	10 641		5 370		5 271		53 801	
1972	13 860		6 133		7 727		64 610	
1973	16 281		7 751		8 530		75 241	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		13,5		15,6		12,0		17,4
1972-1973		17,5		26,4		10,4		16,5
Dont :								
Pays ayant un PNB par habitant[f] *de 100 dollars ou moins*[g] *:*								
1965[h]	287		8		279		127	
1971	589		92		498		2 173	
1972	1 066		131		935		2 463	
1973	1 422		156		1 266		3 277	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		20,6		49,6		18,9		52,8
1972-1973		33,4		19,4		35,4		33,1
Pays ayant un PNB par habitant de 101 à 200 dollars[i] *:*								
1965[h]	1 672		422		1 250		7 858	
1971	2 272		842		1 431		16 635	
1972	2 438		1 042		1 396		17 995	
1973	2 437		1 034		1 403		19 419	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		5,5		13,8		1,6		12,6
1972-1973		–		–0,7		0,5		7,9
Pays ayant un PNB par habitant[f] *de : 201 à 300 dollars*[j] *:*								
1965[h]	618		119		500		1 151	
1971	809		301		508		3 749	
1972	1 103		356		747		4 319	
1973	1 019		503		516		5 053	

TABLEAU II.1 *(suite)*

Apports de ressources extérieures, dette publique extérieure et paiements au titre du service de la dette[a] des pays en développement, 1965-1973

	Total des décaissements[b]		*Paiements au titre du service de la dette*		*Transfert net*[c]		*Dette en cours (à la fin de l'année)*	
	Millions de dollars	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*	*Millions de dollars*	*Pourcentage*
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		8,6		17,0		5,9		20,8
1972-1973		−7,6		41,3		−30,9		17,0
Pays ayant un PNB par habitant[f] *de 301 à 400 dollars*[k] *:*								
1965[h]	591		186		406		1 625	
1971	1 396		571		825		6 268	
1972	1 509		623		886		7 366	
1973	1 480		687		793		8 562	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		14,3		18,9		11,8		24,1
1972-1973		−1,9		10,1		−10,5		16,2
Pays ayant un PNB par habitant[f] *de 401 à 800 dollars*[l] *:*								
1965[h]	1 209		360		849		3 678	
1971	2 287		1 353		934		13 129	
1972	3 708		1 477		2 232		15 277	
1973	4 235		1 948		2 287		18 896	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		17,4		22,4		14,8		22,6
1972-1973		14,2		31,9		2,5		23,7
Pays ayant un PNB par habitant[f] *de 801 dollars ou plus*[m] *:*								
1965[h]	1 350		1 134		216		6 554	
1971	3 287		2 212		1 057		11 847	
1972	4 037		2 505		1 532		17 190	
1973	5 689		3 424		2 265		20 034	
Taux d'accroissement annuel moyen :								
1965-1972		16,9		12,0		32,3		14,8
1972-1973		40,9		36,7		47,8		16,6

Source : secrétariat de la CNUCED d'après les données fournies par la Banque mondiale.

NOTE.– Le total ne correspond pas toujours à la somme des éléments du fait que les chiffres ont été arrondis, que certains apports n'ont pas été attribués et que des ajustements ont été opérés pour tenir compte des engagements pris à l'occasion de nationalisations.

[a] Selon la définition de la Banque mondiale, la dette publique extérieure est "la dette remboursable à des créanciers étrangers en devises ou en biens et services, dont l'échéance est supérieure à un an – qu'elle ait été ainsi fixée à l'origine ou qu'elle ait été prolongée – et qui est une obligation directe d'un organisme public du pays emprunteur ou dont le remboursement est garanti par un tel organisme. La plupart des dettes militaires n'ont pas été incluses dans les tableaux, bien que quelques pays les aient fait entrer dans les données qu'ils ont fournies". Voir Banque mondiale/IDA, *Rapport annuel 1972* (Washington, D.C., 1972), page 95.

[b] Prêts et dons bruts reçus. Par dons, on entend les dons et contributions assimilables à des dons versés par les pays membres du CAD, les dons d'institutions multilatérales recensés par l'OCDE et les versements de la Banque interaméricaine de développement au titre de prêts remboursables dans les monnaies des pays bénéficiaires.

[c] Prêts et dons bruts, diminués des paiements au titre du service de la dette.

[d] Moins de 86 pays en 1965; pour plus de détails, voir Banque mondiale/IDA, *Rapport annuel*, "Annexe statistique", divers numéros.

[e] Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran et Venezuela.

[f] PNB par habitant pour 1972 en dollars courants.

[g] Afghanistan, Bangladesh, Burundi, Ehthiopie, Haute-Volta, Mali, Népal, Niger, Rwanda, Somalie et Zaïre.

[h] Les pays suivants ne sont pas inclus dans les données pour 1965 : Brésil, Fidji, Israël, Liban, Madagascar, Népal, Rwanda et Togo.

[i] Haïti, Inde, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ouganda, Pakistan (y compris le Bangladesh pour les années antérieures à 1972), République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka et Togo.

[j] Bolivie, Botswana, Ghana, Maroc, Philippines, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Souaziland et Thaïlande.

[k] Côte d'Ivoire, El Salvador, Guyane, Honduras, Maurice, Paraguay, République de Corée et Turquie.

[l] Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Fidji, Guatemala, Malaisie, Nicaragua, Pérou, République Dominicaine, Tunisie et Uruguay.

[m] Argentine, Chypre, Espagne, Grèce, Israël, Jamaïque, Liban, Malte, Mexique, Panama, Singapour, Trinité-et-Tobago et Yougoslavie.

TABLEAU II.2. – Apports de ressources extérieures et paiements au titre du service de la dette

	Décaissements[b]				*Amortissement*			
	1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
I. *Echantillon de 67 pays en développement non exportateurs de pétrole*	5 726,1	10 641,1	13 859,7	16 280,8	1 647,0	3 641,6	4 152,0	5 202,3
Secteur public	3 619,5	5 626,7	6 499,3	6 785,9	481,1	1 135,3	1 234,2	1 520,9
Dont :								
CAD	3 450,5	5 271,7	5 977,6	6 311,3	405,2	939,0	990,9	1 278,2
Divers	169,5	355,0	521,7	474,6	75,9	196,3	243,3	242,7
Institutions multilatérales	727,7	1 356,3	1 618,1	2 057,3	205,6	398,6	440,8	434,0
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	570,8	1 016,3	1 405,6	1 311,6	488,0	981,1	1 108,2	1 081,6
Banques privées	546,2	1 842,5	3 097,4	4 849,0	366,7	706,2	857,7	1 496,8
Divers	254,7	704,1	1 133,7	1 200,9	104,9	331,4	402,9	544,3
Pays ayant un PNB par habitant de 100 dollars ou moins	286,8	589,3	1 065,7	1 421,8	5,7	62,0	95,3	101,7
Secteur public	267,3	420,8	724,7	991,3	1,8	26,8	41,2	37,7
Dont :								
CAD	262,9	375,8	663,0	859,1	0,5	12,1	14,2	20,0
Divers	4,4	45,0	61,7	132,2	1,3	14,7	27,0	17,7
Institutions multilatérales	9,0	32,1	50,6	127,8	1,5	4,6	4,7	4,2
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	5,7	43,7	179,7	104,3	2,4	24,4	32,8	36,4
Banques privées	4,9	92,7	110,7	191,6	0,0	5,5	16,0	22,8
Divers	0,0	0,0	0,0	2,7	0,0	0,6	0,6	0,6
Pays ayant un PNB par habitant de 101 à 200 dollars	1 671,5	2 272,4	2 437,5	2 437,2	243,8	516,7	644,5	642,4
Secteur public	1 239,1	1 842,5	1 913,4	1 746,0	120,5	275,4	387,0	388,4
Dont :								
CAD	1 136,2	1 746,9	1 749,2	1 624,3	103,9	178,8	248,4	268,7
Divers	102,8	95,6	164,2	121,7	16,6	96,6	138,6	119,7
Institutions multilatérales	318,8	263,6	396,1	532,5	58,7	90,0	94,0	91,9
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	91,3	114,9	69,3	68,6	53,4	93,4	108,6	102,1
Banques privées	21,3	41,5	47,2	89,9	7,0	44,6	41,9	47,5
Divers	1,0	3,3	3,1	0,2	4,3	8,3	6,6	7,9
Pays ayant un PNB par habitant de 201 à 300 dollars	618,0	809,0	1 102,5	1 018,6	88,6	183,9	241,7	362,6
Secteur public	435,9	564,2	793,7	752,6	17,4	74,8	107,9	146,8
Dont :								
CAD	417,4	531,1	755,9	739,6	16,7	65,2	99,7	136,5
Divers	18,4	33,1	37,8	13,0	0,7	9,6	8,2	10,3
Institutions multilatérales	39,4	130,1	151,8	156,4	8,8	29,9	28,1	39,4
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	40,0	49,8	28,4	21,1	23,3	45,9	44,8	76,7
Banques privées	87,8	50,4	112,7	80,6	36,1	28,1	49,8	85,0
Divers	15,0	14,5	15,9	7,2	3,3	4,5	6,7	4,7
Pays ayant un PNB par habitant de 301 à 400 dollars	591,4	1 396,3	1 508,9	1 479,6	152,5	398,7	430,3	432,5
Secteur public	448,4	808,0	878,3	782,0	17,1	106,2	126,6	137,7
Dont :								
CAD	448,4	746,2	765,1	780,0	12,8	96,9	121,6	133,0
Divers	0,0	61,8	113,2	2,0	4,3	9,3	5,0	4,7
Institutions multilatérales	78,4	201,4	188,1	240,6	79,0	53,6	73,2	26,8
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	60,1	242,8	282,3	195,7	53,5	192,8	181,7	190,3
Banques privées	4,6	124,9	84,2	228,8	1,8	32,2	37,1	65,4
Divers	0,0	19,4	76,0	32,5	1,1	13,9	10,7	11,4
Pays ayant un PNB par habitant de 401 à 800 dollars	1 208,7	2 287,3	3 708,2	4 235,1	262,3	936,3	1 021,5	1 333,1
Secteur public	707,8	949,3	1 048,5	1 102,4	72,4	301,1	180,2	318,8
Dont :								
CAD	677,8	895,4	964,3	933,3	67,0	266,4	133,9	270,5
Divers	30,0	53,9	84,2	169,1	5,5	34,7	46,3	48,3

publique extérieure[a] des pays en développement, 1965 et 1971-1973 *(En millions de dollars)*

Courant net				*Intérêts*				*Transfert net*			
1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
4 079,1	6 999,5	9 707,7	11 078,5	580,0	1 729,2	1 980,9	2 549,0	3 499,1	5 270,3	7 726,8	8 529,5
3 138,4	4 491,4	5 265,1	5 265,0	237,5	559,6	636,4	780,3	2 900,9	3 931,8	4 628,7	4 484,7
3 045,3	4 332,7	4 986,7	5 033,1	220,5	512,3	585,8	725,6	2 824,8	3 820,4	4 400,9	4 307,5
93,6	158,7	278,4	231,9	17,1	47,3	50,6	54,7	76,5	111,4	227,8	177,2
522,2	957,7	1 177,3	1 623,3	125,3	352,2	418,0	542,9	396,9	605,5	759,3	1 080,4
82,9	35,2	297,4	230,0	99,0	312,5	340,3	334,9	−16,2	−277,3	−42,9	−104,9
179,6	1 136,3	2 239,7	3 352,2	49,9	278,0	347,0	584,4	129,7	858,3	1 892,7	2 767,8
149,8	372,7	730,8	656,6	68,1	185,7	193,8	268,8	81,7	187,0	537,0	387,8
281,1	527,3	970,4	1 320,1	2,1	29,7	35,4	54,5	279,0	497,7	935,0	1 265,6
265,5	394,0	683,5	953,6	0,3	15,4	14,9	20,5	265,2	378,6	668,6	933,1
262,3	363,7	648,8	839,1	0,0	8,4	9,8	13,9	262,3	355,3	639,0	825,2
3,1	30,3	34,7	114,5	0,3	7,0	5,1	6,6	2,9	23,3	29,6	107,9
7,4	27,5	45,9	123,6	1,2	3,9	5,0	6,8	6,2	23,6	40,9	116,8
3,3	19,3	146,9	67,9	0,6	4,9	7,0	8,1	2,7	14,4	139,9	59,8
4,9	87,2	94,7	168,8	0,0	5,2	8,3	18,7	4,9	82,0	86,4	150,1
0,0	−0,6	−0,6	2,1	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	−0,9	−0,9	1,8
1 427,7	1 755,7	1 793,0	1 794,8	177,9	325,1	397,2	391,6	1 249,8	1 430,7	1 395,8	1 403,2
1 118,6	1 567,1	1 526,4	1 357,6	110,0	204,1	262,2	247,3	1 008,6	1 363,0	1 264,2	1 110,3
1 032,3	1 568,1	1 500,8	1 355,6	99,2	181,0	238,3	228,0	933,2	1 387,1	1 262,5	1 127,6
86,3	−1,0	25,6	2,0	10,8	23,1	23,9	19,3	75,4	−24,1	1,7	−17,3
260,2	173,6	302,1	440,6	42,8	69,8	82,3	93,1	217,3	103,8	219,8	347,5
37,9	21,5	−39,3	−33,5	14,5	30,3	31,4	27,1	23,4	−8,8	−70,7	−60,6
14,3	−3,1	5,3	42,4	2,2	11,7	12,5	16,3	12,1	−14,7	−7,2	26,1
−3,3	−5,0	−3,5	−7,7	8,3	8,1	7,4	6,6	−11,6	−13,1	−10,9	−14,3
529,2	625,2	860,8	656,0	29,7	117,2	114,1	140,3	499,5	507,9	746,7	515,7
418,5	489,4	685,8	605,8	11,6	36,7	49,0	57,3	406,9	452,7	636,8	548,5
400,7	465,9	656,2	603,1	11,4	34,1	44,6	52,9	389,3	431,8	611,6	550,2
17,8	23,5	29,6	2,7	0,1	2,6	4,4	4,4	17,7	20,9	25,2	−1,7
30,6	100,2	123,7	117,0	8,3	29,6	29,4	46,7	22,3	70,6	94,3	70,3
16,7	3,9	−16,4	−55,6	2,7	23,2	12,2	12,2	14,0	−19,3	−28,6	−67,8
51,7	22,3	62,9	−4,4	3,1	21,2	17,0	15,1	48,6	1,1	45,9	−19,5
11,7	10,0	9,2	2,5	4,1	5,6	5,6	7,1	7,6	4,4	3,6	−4,6
438,9	997,6	1 078,6	1 047,1	33,4	172,4	193,1	254,1	405,5	825,3	885,5	793,0
431,3	701,8	751,7	644,3	14,2	58,6	70,9	89,0	417,1	643,2	680,8	555,3
435,6	649,3	643,5	647,0	13,7	57,1	69,3	87,8	421,8	592,2	574,2	559,2
−4,3	52,5	108,2	−2,7	0,5	1,5	1,6	1,2	−4,8	51,0	106,6	−3,9
−0,7	147,8	114,9	213,8	7,6	25,0	32,5	44,5	−8,3	122,8	82,4	169,3
6,7	50,0	100,6	5,4	8,9	66,5	63,6	78,7	−2,2	−16,5	37,0	−73,3
2,7	92,7	47,1	163,4	1,0	13,1	14,0	27,6	1,9	79,6	33,1	135,8
−1,1	5,5	65,3	21,1	1,9	9,3	9,9	12,4	−3,0	−3,8	55,4	8,7
946,4	1 351,0	2 686,7	2 902,0	97,2	417,3	455,3	614,8	849,2	933,8	2 231,4	2 287,2
635,4	648,2	868,3	783,6	30,4	119,1	83,1	142,1	604,9	529,1	785,2	641,5
610,8	629,0	830,4	662,8	27,7	109,7	70,1	127,5	583,2	519,3	760,3	535,3
24,5	19,2	37,9	120,8	2,8	9,4	13,0	14,6	21,7	9,8	24,9	106,2

TABLEAU

	Décaissements[b]				*Amortissement*			
	1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
Institutions multilatérales	124,0	361,5	448,0	482,7	27,1	103,1	123,6	138,4
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	104,1	294,8	539,9	379,2	54,0	258,2	362,8	264,8
Banques privées	226,6	548,1	1 337,3	1 963,2	83,6	164,9	248,1	467,1
Divers	39,2	44,8	237,3	236,3	24,3	47,0	31,1	50,1
Pays ayant un PNB par habitant de 801 dollars et plus	1 349,7	3 286,8	4 036,8	5 688,5	893,9	1 544,0	1 718,8	2 329,9
Secteur public	521,2	1 041,9	1 140,8	1 411,7	251,9	351,0	391,3	491,6
Dont :								
CAD	507,4	976,3	1 080,1	1 375,1	204,4	319,6	373,0	449,7
Divers	13,8	65,6	60,7	36,6	47,5	31,4	18,3	41,9
Institutions multilatérales	158,3	367,6	383,4	517,4	30,5	117,4	117,2	133,2
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	269,6	270,3	306,0	542,7	301,4	366,4	377,6	411,3
Banques privées	201,2	984,9	1 405,3	2 294,9	238,2	430,9	464,9	809,1
Divers	199,5	622,1	801,4	922,0	71,9	257,1	347,1	469,7
II. *Pays exportateurs de pétrole*	340,0	1 884,6	2 938,6	2 930,1	113,9	552,5	958,2	1 116,0
Secteur public	164,2	909,3	1 252,1	1 739,7	38,8	257,3	320,6	418,9
Dont :								
CAD	163,3	702,4	950,6	1 413,5	38,7	153,4	187,6	217,4
Divers	0,9	206,9	301,5	326,2	0,1	103,9	133,0	201,5
Institutions multilatérales	59,3	112,8	145,2	226,4	9,4	36,9	73,2	50,3
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	27,4	480,9	460,3	280,4	29,0	126,8	193,1	278,4
Banques privées	74,0	373,6	853,1	605,3	28,5	120,9	358,7	322,9
Divers	15,0	8,1	227,9	78,3	8,2	6,7	10,2	36,2
III. *Echantillon de 73 pays en développement* (I+II)	6 066,1	12 525,7	16 798,2	19 210,9	1 761,0	4 194,1	5 110,2	6 318,3
Secteur public	3 783,7	6 536,0	7 751,4	8 525,6	519,8	1 392,6	1 554,8	1 939,9
Dont :								
CAD	3 613,4	5 974,1	6 928,2	7 724,8	443,9	1 092,4	1 178,5	1 495,7
Divers	170,4	561,9	823,2	800,8	76,0	300,2	376,3	444,2
Institutions multilatérales	787,0	1 469,1	1 763,3	2 283,7	215,0	435,5	514,0	484,3
Secteur privé :								
Crédits fournisseurs	598,2	1 497,2	1 865,9	1 591,9	517,0	1 107,9	1 301,3	1 360,0
Banques privées	620,3	2 216,1	3 950,5	5 454,3	395,2	827,1	1 216,4	1 819,7
Divers	269,7	712,2	1 361,6	1 279,2	113,1	338,1	413,0	580,6

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

[a] Voir la note *a* du tableau II.1.

[b] Voir la note *b* du tableau II.1.

NOTE. – Le total ne correspond pas toujours à la somme des éléments du fait que les chiffres ont été arrondis, que certains apports n'ont pas été attribués et que des ajustements ont été opérés pour tenir compte des engagements pris à l'occasion de nationalisations. Pour la liste et la classification des pays, voir les notes *e*, *g*, et *i* à *m* du tableau II.1.

paiements au titre du service de la dette et le transfert net de ressources ont fortement progressé en 1973, dépassant de plus de 20 p. 100 ceux de 1972. Dans le même temps, la dette en cours augmentait de près de 20 p. 100 pour atteindre 119 milliards de dollars à la fin de 1973.

13. En ce qui concerne les divers groupes de revenu, l'année 1973 a été marquée par une forte expansion des décaissements en faveur des pays ayant un PNB par habitant de 200 dollars ou moins, bien que cet accroissement ait été inférieur à celui enregistré en 1971-1972. Cette expansion conjuguée avec un ralentissement de l'augmentation des paiements au titre du service de la dette, a entraîné un accroissement de 14,5 p. 100 du transfert net à ce groupe de pays en 1973, ce qui représente une chute par rapport à l'augmentation de 21 p. 100 observée entre 1971 et 1972, mais une montée sensible par rapport à l'accroissement annuel moyen de 6 p. 100 pendant la période 1965-1972.

14. Les décaissements en faveur des pays ayant un PNB par habitant de 201 à 300 dollars ont baissé en 1973. Cette baisse, jointe à une forte augmentation des paiements au titre du service de la dette, a engendré une bruque diminution du transfert net de ressources à ces pays; en fait, le transfert net en 1973 était retombé à peu près au niveau de 1965.

15. En 1973, dans les pays dont le PNB par habitant se situait entre 301 et 400 dollars, les apports ont diminué et, bien que la progression des paiements correspondant au service de la dette ait baissé, le transfert net de ressources a fléchi. Comme pendant la période 1965-1972, les pays appartenant aux groupes de revenus relativement élevés ont enregistré une progression rapide des décaissements et du transfert net. Les chiffres relatifs aux pays ayant un PNB par habitant de 801 dollars ou plus sont tout à fait remarquables à cet égard : en 1973, tant les décaissements que le transfert net de ressources ont augmenté de 40 p. 100 par rapport à l'année précédente.

16. Les décaissements des pays membres du CAD en faveur des 67 pays ont augmenté de 6 p. 100 de 1972 à 1973 et les paiements au titre du service de la dette correspondante se sont accrus de 22

II.2 *(suite)*

Courant net				*Intérêts*				*Transfert net*			
1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
96,9	258,4	324,4	344,3	28,8	104,9	127,2	166,5	68,1	153,5	197,2	177,8
50,1	36,6	177,1	144,4	13,2	73,3	107,7	74,5	36,9	–36,7	69,4	39,9
143,0	383,2	1 089,2	1 496,1	12,7	66,6	86,4	168,0	130,3	316,6	1 002,8	1 328,1
14,9	–2,2	206,2	186,2	11,9	19,4	14,1	32,1	3,0	–21,6	192,1	154,1
455,8	1 742,8	2 318,0	3 358,6	239,9	667,6	785,6	1 093,7	216,1	1 075,2	1 532,2	2 264,0
269,3	690,9	749,5	920,1	71,0	125,7	156,3	224,1	198,3	565,2	593,2	696,0
303,0	656,7	707,1	925,4	68,5	122,0	153,6	215,4	234,6	534,7	553,5	710,0
–33,7	34,2	42,4	–5,3	2,6	3,7	2,7	8,7	–36,3	30,5	39,7	–14,0
127,8	250,2	266,2	384,2	36,6	119,0	141,6	185,4	91,2	131,2	124,6	198,8
–31,8	–96,1	–71,6	131,4	59,2	144,3	118,5	132,3	–91,1	–210,4	–190,1	–0,9
–37,0	554,0	940,4	1 485,8	31,2	160,2	208,8	338,7	–68,2	393,8	731,6	1 147,1
127,6	365,0	454,3	452,3	41,8	143,0	156,5	210,2	85,8	222,0	297,8	242,1
226,1	1 332,1	1 980,4	1 814,1	33,7	224,9	291,4	432,5	192,3	1 107,2	1 689,0	1 381,6
125,4	652,0	931,5	1 320,8	11,5	87,6	111,7	155,3	114,0	564,4	819,8	1 165,5
124,6	549,0	763,0	1 196,1	11,5	67,8	97,6	125,6	113,3	481,2	665,4	1 070,5
0,8	103,0	168,5	124,7	0,0	19,8	14,1	29,7	0,7	83,2	154,4	95,0
49,9	75,9	72,0	176,1	13,1	30,0	39,0	47,4	36,8	45,9	33,0	128,7
–1,6	354,1	267,2	2,0	3,0	37,5	58,6	81,3	–4,6	316,6	208,6	–79,3
45,5	252,7	494,4	282,4	3,8	61,7	72,5	124,3	41,8	191,0	421,9	158,1
6,8	1,4	217,7	42,1	2,3	7,6	9,1	23,8	4,4	–6,2	208,6	18,3
4 305,1	8 331,6	11 688,0	12 892,6	613,7	1 954,1	2 272,3	2 981,5	3 691,4	6 377,5	9 415,7	9 911,1
3 263,9	5 143,4	6 196,6	6 585,7	249,1	647,2	748,0	935,6	3 014,8	4 496,2	5 448,6	5 650,1
3 169,5	4 881,7	5 749,7	6 229,1	231,9	580,1	683,4	851,2	2 937,6	4 301,6	5 066,3	5 377,9
94,4	261,7	446,9	356,6	17,2	67,1	64,6	84,4	77,3	194,6	382,3	272,2
572,0	1 033,6	1 249,3	1 799,4	138,4	419,3	457,0	590,3	433,7	614,3	792,3	1 209,1
81,3	389,3	564,6	231,9	102,1	350,0	398,9	416,2	–20,8	39,3	165,7	–184,3
225,1	1 389,0	2 734,1	3 734,6	53,6	339,7	419,5	708,7	171,5	1 049,3	2 314,6	2 925,9
156,6	374,1	948,6	698,6	70,4	193,3	202,8	292,6	86,2	180,8	745,8	406,0

p. 100 (voir le tableau II.2), de sorte que le transfert net de ressources a diminué. Les décaissements publics des pays membres du CAD au titre des dons et prêts ont fléchi pour les pays des catégories "201 à 300 dollars" et "401 à 800 dollars" mais sont demeurés inchangés pour les pays de la catégorie "200 dollars ou moins". Ils ont augmenté pour les pays des autres groupes de revenus, notamment ceux qui ont un PNB par habitant de 801 dollars ou plus.

17. Les apports des institutions multilatérales ont augmenté d'environ 27 p. 100 en 1973, la progression étant particulièrement rapide pour les pays dont le PNB par habitant est de 200 dollars ou moins. Par suite de l'augmentation des décaissements, le transfert net de ressources résultant des transactions des 67 pays avec les institutions multilatérales s'est accru de plus de 40 p. 100 en 1973.

18. Les apports privés aux 67 pays ont continué à augmenter rapidement en 1973, progressant de 30 p. 100. Plus de la moitié de ces apports sont allés à des pays ayant un revenu par habitant de 801 dollars ou plus, de sorte que cette expansion rapide a beaucoup contribué à l'accroissement des recettes pour ce groupe de pays. En 1973, les transactions privées ont représenté 36 p. 100 du transfert net de ressources aux 67 pays.

19. En 1973, le rapport entre les paiements au titre du service de la dette et les exportations de biens et de services est resté le même qu'en 1972 pour un grand nombre de pays (voir le tableau II.5). En fait, près de 40 des 83 pays pour lesquels ce rapport a été calculé n'ont enregistré qu'une faible variation. Comme les années précédentes, il s'agit surtout des pays pour lesquels le rapport en question est faible. Dans la plupart des pays où le rapport a sensiblement changé en 1973, ce rapport a enregistré un recul. Dans quatre cas (Afghanistan, Guatemala, Iran et Pakistan), la baisse a été forte. Par contre, 18 pays ont enregistré un accroissement non négligeable et pour le Nicaragua, le Pérou et la Zambie, l'augmentation a été très sensible.

20. Le pourcentage de la dette qui doit être amorti à court terme fournit une indication sur la structure du remboursement de la dette, qui détermine le montant qu'il sera nécessaire de reporter

TABLEAU II.3. – Dette[a] en cours des pays en développement (y compris les prêts non

	Secteur public											
	CAD				Divers				Institutions multilatérales			
	1965	1971	1972	1973	1965	1971	1972	1973	1965	1971	1972	1973
I. *Echantillon de 67 pays* .	9 335	22 901	26 485	30 506	1 212	4 120	4 302	4 839	4 645	11 456	13 737	16 677
Dont : pays ayant un PNB par habitant :												
De 100 dollars ou moins .	20	531	654	719	28	842	968	1 287	59	231	302	536
De 101 à 200 dollars . . .	4 692	10 037	11 087	12 119	815	1 812	1 708	1 543	1 810	3 497	3 948	4 571
De 201 à 300 dollars . . .	540	1 436	1 751	2 088	9	268	278	293	307	924	1 115	1 422
De 301 à 400 dollars . . .	807	2 942	3 561	4 250	13	343	332	409	339	1 073	1 374	1 685
De 401 à 800 dollars . . .	1 363	5 204	4 942	6 269	153	370	596	870	946	2 864	3 470	4 374
De 801 dollars ou plus . .	1 914	2 751	4 491	5 060	195	485	421	438	1 184	2 867	3 527	4 090
II. *Pays exportateurs de pétrole* (6 pays)	522	3 135	4 125	4 862	41	2 448	2 839	3 432	477	1 079	1 398	1 602
III. *Echantillon de 73 pays* (I+II)	9 856	26 036	30 610	35 367	1 254	6 568	7 140	8 271	5 121	12 535	15 135	18 279

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

[a] Voir la note *a* du tableau II.1.

NOTE. – Le total ne correspond pas toujours à la somme des éléments du fait que les chiffres ont été arrondis, que certains apports n'ont pas été attribués et que des ajustements ont été opérés pour tenir compte des engagements pris à l'occasion de nationalisations. Pour la liste et la classification des pays, voir les notes *e*, *g* et *i* à *m* du tableau II.1.

TABLEAU II.4. – Paiements effectués par les pays en développement au titre du service

	Secteur public											
	CAD				Divers				Institutions multilatérales			
	1965	1971	1972	1973	1965	1971	1972	1973	1965	1971	1972	1973
I. *Echantillon de 67 pays* .	625,7	1 451,0	1 576,7	2 003,8	92,9	243,8	293,9	297,4	330,8	750,7	858,7	976,9
Dont : pays ayant un PNB par habitant :												
De 100 dollars ou moins .	0,5	20,5	24,0	33,8	1,6	21,7	32,1	24,3	2,7	8,5	9,7	11,0
De 101 à 200 dollars . . .	203,1	359,7	486,7	496,7	27,4	119,7	162,5	139,0	101,5	159,8	176,3	185,0
De 201 à 300 dollars . . .	28,1	99,2	144,4	189,4	0,8	12,2	12,5	14,7	17,1	59,5	57,6	86,1
De 301 à 400 dollars . . .	26,5	153,9	190,9	220,8	4,8	10,9	6,5	5,9	86,6	78,5	105,6	71,3
De 401 à 800 dollars . . .	94,6	376,1	204,1	398,0	8,3	44,1	59,3	62,9	55,9	208,0	250,8	304,9
De 801 dollars ou plus . .	272,8	441,6	526,6	665,1	50,1	35,2	20,9	50,6	67,1	236,4	258,8	318,6
II. *Pays exportateurs de pétrole* (6 pays)	50,1	221,1	285,2	343,1	0,2	123,7	147,1	231,2	22,5	66,9	112,2	97,7
III. *Echantillon de 73 pays* (I+II)	675,8	1 672,1	1 861,9	2 346,9	93,1	367,5	441,0	528,6	353,4	817,6	971,0	1 074,6

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

NOTE. – Le total ne correspond pas toujours à la somme des éléments du fait que les chiffres ont été arrondis, que certains apports n'ont pas été attribués et que des ajustements ont été opérés pour tenir compte des engagements pris à l'occasion de nationalisations. Pour la liste et la classification des pays, voir les notes *c*, *g* et *i* à *m* du tableau II.1.

décaissés) par catégorie de transactions, 1965 et 1971-1973 *(En millions de dollars)*

Secteur privé															
Crédits fournisseurs				*Banques privées*				*Divers*				*Total*			
1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
2 967	7 681	8 795	8 451	1 269	4 070	6 290	8 994	1 556	2 631	4 124	4 758	20 991	53 801	64 609	75 241
20	323	366	485	–	113	166	244	–	7	7	7	127	2 173	2 463	3 277
314	903	894	826	63	225	203	215	164	129	122	111	7 858	16 635	17 995	19 419
136	573	576	578	99	323	355	400	61	133	142	173	1 151	3 749	4 320	5 053
401	1 421	1 518	1 523	21	283	303	419	35	205	224	224	1 625	6 268	7 366	8 562
493	2 496	3 333	2 882	338	1 180	1 875	3 083	377	421	453	641	3 678	13 129	15 277	18 896
1 594	1 965	2 109	2 158	747	1 947	3 389	4 633	920	1 735	3 176	3 601	6 554	11 847	17 190	20 034
94	1 359	1 848	1 891	137	895	1 315	1 840	33	99	170	336	1 303	9 190	11 885	14 150
3 061	9 041	10 643	10 342	1 405	4 966	7 605	10 834	1 589	2 730	4 294	5 093	22 294	62 991	76 494	89 390

de la dette, par catégorie de transactions, 1965 et 1971-1973 *(En millions de dollars)*

Secteur privé															
Crédits fournisseurs				*Banques privées*				*Divers*				*Total*			
1965	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*	*1965*	*1971*	*1972*	*1973*
587,0	1 293,8	1 448,5	1 416,5	416,6	984,2	1 204,7	2 081,2	172,9	517,1	596,6	813,1	2 227,0	5 370,4	6 132,9	7 751,3
3,0	29,3	39,7	44,5	0,0	10,8	24,3	41,6	0,0	0,9	0,9	0,9	7,8	91,6	130,8	156,2
67,9	123,7	140,0	129,2	9,2	56,3	54,4	63,7	12,6	16,4	14,0	14,5	421,7	841,7	1 041,6	1 034,1
25,9	69,1	57,0	88,9	39,2	49,3	66,8	100,1	7,4	10,1	12,3	11,8	118,5	301,1	355,8	502,9
62,3	259,3	245,2	269,1	2,6	45,3	51,1	93,0	3,0	23,2	20,6	23,8	185,9	571,1	623,4	686,6
67,2	331,6	470,5	341,3	96,2	231,5	334,5	635,1	36,2	66,4	45,2	82,2	359,5	1 353,4	1 476,7	1 947,9
360,7	480,8	496,1	543,6	269,4	591,0	673,7	1 147,8	113,7	440,1	503,6	679,9	1 133,6	2 211,5	2 504,6	3 423,6
32,1	164,3	251,7	359,6	32,3	182,5	431,2	447,2	10,5	14,3	19,2	60,1	147,7	777,4	1 249,6	1 548,5
619,0	1 458,1	1 700,2	1 776,2	448,8	1 166,7	1 635,9	2 528,4	183,5	531,4	615,9	873,1	2 374,7	6 147,8	7 382,4	9 299,8

TABLEAU II.5

Rapport entre les paiements effectués au titre du service de la dette[a] et les exportations de biens et de services[b] dans 83 pays en développement, 1965 et 1970-1973

(En pourcentage)

Pays[c]	*1965*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*Moyenne 1970-1973*
*Egypte	15,3	26,2	19,4	31,5	34,6	27,9
Uruguay	6,9	18,4	22,2	34,0	30,1	26,2
*Inde	15,0	28,0	25,9	24,5	20,1	24,6
Mexique	24,8	25,2	24,1	23,5	25,2	24,5
Pérou	6,8	13,7	20,0	19,3	32,5	21,4
*Afghanistan	7,4	20,0	19,2	26,0	19,9	21,3
*Pakistan	11,0	24,3	19,4	23,4	16,1	20,8
Argentine	20,2	21,0	19,5	20,3	18,3	19,8
République de Corée	2,8	23,4	21,7	18,8	13,9	19,5
Turquie	28,5	22,5	19,0	18,8	10,4	17,7
Israël	22,5	18,6	13,4	17,7	20,8	17,6
Tunisie	7,7	19,5	16,9	16,3	13,8	16,6
*Birmanie	4,6	16,1	14,2	17,5	18,6	16,6
Chili	12,4	18,3	21,0	11,6	11,0	15,5
Brésil	12,4	15,3	15,8	14,3	13,9	14,8
Bolivie	4,8	10,9	12,2	17,9	14,8	14,0
Zambie	2,7	5,1	10,0	10,7	28,0	13,5
Colombie	14,4	11,9	14,8	12,6	13,0	13,1
Nicaragua	4,3	10,6	13,4	10,3	17,8	13,0
Iran	5,4	11,5	11,5	17,1	10,6	12,7
*Sri Lanka	2,0	9,7	10,8	14,2	12,6	11,8
Paraguay	4,2	11,0	13,1	13,2	9,5	11,7
*Soudan	5,5	9,2	12,1	12,3	11,1	11,2
Panama	2,8	7,8	9,3	10,8	16,4	11,1
Maroc	4,8	8,3	11,6	10,7	9,7	10,1
Costa Rica	10,3	9,7	10,1	10,0	10,2	10,0
Equateur	6,5	9,1	12,2	10,6	7,5	9,9
Algérie	..	7,4	9,7	10,9	11,3	9,8
Grèce	4,0	8,4	10,2	9,1	9,7	9,4
*Ethiopie	5,0	11,6	10,6	8,7	6,4	9,3
Malawi	6,4	8,7	8,8	8,9	9,0	8,9
Congo	6,5	7,8	8,0	8,3	10,7	8,7
*Sierra Leone	5,7	9,0	8,5	8,6	8,4	8,6
*République-Unie de Tanzanie	7,5	7,2	8,4	11,6	6,7	11,5
République arabe syrienne	5,5	9,2	8,9	8,1	7,3	8,4
Philippines	5,4	7,5	7,0	9,9	6,3	7,7
Guatemala	5,2	7,7	8,2	10,6	3,8	7,6
Swaziland	4,5	4,7	5,3	9,5	10,5	7,5
Yougoslavie	14,4	9,6	6,5	6,4	6,9	7,4
Indonésie	10,3	6,6	7,6	6,7	7,1	7,0
Libéria	8,4	8,0	7,1	6,7	6,3	7,0
Gabon	..	5,2	7,1	7,0	7,3	6,7
*Côte d'Ivoire	4,5	6,0	6,8	7,2	6,3	6,6
*Haute-Volta	2,1	5,9	5,9	5,1	8,3	6,3
*Lesotho	2,5	8,5	7,1	5,1	3,2	6,0
Zaïre	..	4,0	4,6	7,5	7,0	5,8
*République-Unie du Cameroun	..	4,6	4,9	7,7	5,4	5,7
*Ouganda	..	4,6	6,2	6,0	5,6	5,6
*Kenya	5,9	5,3	5,8	5,7	5,2	5,5
République Dominicaine	19,2	5,1	6,7	4,1	4,5	5,1
*Sénégal	..	2,3	5,1	3,7	8,1	4,8
*El Salvador	3,6	3,7	5,8	3,1	5,3	4,5
*Ghana	19,0	5,0	7,1	3,0	2,3	4,4
*Tchad	..	3,2	8,1	1,7	..	4,3
*Guyane	4,1	4,0	2,8	4,9	5,4	4,3
Jamaïque	1,9	3,2	3,9	5,2	5,0	4,3
*Madagascar	..	3,6	4,4	3,9	5,0	4,2
Espagne	2,1	4,0	5,2	3,5	3,6	4,1

TABLEAU II.5 *(suite)*

Rapport entre les paiements effectués au titre du service de la dette[a] et les exportations de biens et de services[b] dans 83 pays en développement, 1965 et 1970-1973

(En pourcentage)

Pays[c]	*1965*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*Moyenne 1970-1973*
Malte	0,7	2,0	12,5	0,7	0,6	4,0
Jordanie	1,2	3,6	3,8	4,7	3,7	4,0
Togo	2,2	3,2	2,9	4,9	4,7	3,9
Venezuela	1,8	2,6	3,3	4,4	4,2	3,6
Trinité-et-Tobago	3,7	3,7	3,3	3,0	4,1	3,5
*Bénin	3,0	2,9	4,4	3,1	..	3,5
*Burundi	..	1,9	2,2	7,0	3,0	3,5
*Mauritanie	–	3,1	3,0	5,5	2,1	3,4
*Niger	1,3	3,9	3,1	2,9	..	3,3
*Honduras	2,4	2,8	3,2	3,4	3,9	3,3
Maurice	2,3	3,7	5,1	2,1	1,7	3,2
Thaïlande	3,7	3,6	3,4	2,9	2,6	3,1
Nigéria	3,2	4,0	2,8	2,4	2,1	2,8
*Somalie	1,3	2,1	2,5	3,0	3,6	2,8
*République centrafricaine	..	3,2	2,1	1,5	4,0	2,7
Malaisie	1,3	3,0	2,7	2,7	2,3	2,7
Chypre	1,5	2,5	2,9	2,2	2,0	2,4
Irak	1,2	2,1	1,9	2,7	3,0	2,4
Botswana	3,7	2,1	1,4	2,0	2,5	2,0
*Rwanda	..	1,2	1,8	2,4	1,3	1,7
République du Viet-Nam du Sud	2,9	0,8	0,9	2,2	2,7	1,7
*Mali	8,4	1,8	0,7	1,2	1,6	1,3
Fidji	0,8	0,9	0,7	0,9	0,8	0,8
Singapour	0,1	0,4	0,4	0,9	0,4	0,5
Gambie[d]	–	–	–	–	–	–

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

NOTE.– Les pays indiqués par un astérique sont les pays le plus gravement touchés.

[a] Dette publique et dette garantie par l'Etat. Voir la définition dans la note de bas de page *a* au tableau II.1 de l'annexe.

[b] Dans le cas de certains pays pour lesquels on ne disposait pas de données sur les exportations de biens et de services, on a utilisé des chiffres portant seulement sur les exportations de biens.

[c] Les pays sont classés dans l'ordre décroissant selon le pourcentage moyen pour la période 1970-1973.

[d] Rapport du service de la dette inférieur à 0,1 p. 100.

afin de maintenir simplement un apport net égal à zéro. Le tableau II.6 indique, par région et par groupe de revenu, les pourcentages de la dette en cours à la fin de 1973 pour lesquels les paiements au titre de l'amortissement sont échus dans la période de trois ans 1974-1976 et dans la période de cinq ans 1974-1978. Ces pourcentages sont indiqués pour le total de la dette et pour les divers éléments de la dette privée; ce tableau donne également le pourcentage des paiements correspondant à ces divers éléments calculé sur le total de la dette et sur le total des paiements effectués au titre de l'amortissement. D'une façon générale, le schéma qui se dégage correspond aux prévisions. Les pourcentages de la dette totale et des éléments de la dette privée qui doivent être amortis ont tendance à s'élever avec le PNB par habitant, ce qui reflète le fait que les pays en développement les plus riches font davantage appel au secteur privé et que les crédits sont à court terme. Il convient de noter que, pour le groupe le plus pauvre de pays en développement, dont le PNB par habitant est de 100 dollars au moins, la structure du remboursement de la dette est plus stricte que pour les pays de la tranche supérieure. Toutefois, ce groupe reçoit une plus grande proportion des décaissements publics bilatéraux bruts sous forme de dons; par conséquent, prendre uniquement en considération l'échéance de la dette c'est sous-estimer le degré de faveur dont bénéficie l'apport total de ressources à ce groupe. Il ressort clairement que, pour presque tous les groupes de pays, la dette privée est à court terme : la proportion de la dette sous forme de crédits fournisseurs qui doit être amortie en trois ans avoisine 50 p. 100 et, en cinq ans, 70 p. 100. Ces pourcentages sont un peu plus faibles pour la dette contractée envers des banques privées, sauf toutefois pour les pays dont le PNB par habitant varie entre 201 et 300 dollars, qui constituent une exception importante. En ce qui concerne les sommes dues à d'autres créanciers privés, la structure du remboursement est nettement plus souple que pour les deux autres catégories de dette privée et les amortissements effectués par les pays en développement les plus pauvres sont négligeables.

21. Le fait que les divers groupes de pays aient recours à des degrés différents à l'une ou l'autre de ces trois catégories d'apports privés se reflète dans les différences, pour chacun de ces apports, entre les pourcentages que représente l'amortissement dans le total de la dette. Les crédits fournisseurs sont allés en majorité aux deux groupes de pays dont le PNB par habitant varie de 201 à 300 dollars et de 401 à 800 dollars, alors que les apports provenant des banques et autres créanciers privés sont essentiellement dirigés vers les pays de la tranche "801 dollars et plus". Ainsi, pour le total de la dette privée, il apparaît clairement que, pour un pays donné, plus le PNB par habitant est élevé, plus ce pays a recours aux courants privés, à l'exception du groupe de pays les plus pauvres, pour lesquels toutefois 50 p. 100 de l'apport total de ressources consiste en dons.

TABLEAU II.6. – **Paiements à effectuer en 1974-1976 et en 1974-1978 par 67 pays en développement non exportateurs en pourcentage du total des paiements effectués au titre**

Pays	*Total, dette : amortissement en pourcentage de la dette en cours*		*Amortissement des crédits fournisseurs, en pourcentage*						*Banques privées : amortis en pourcentage*			
			Des crédits fournisseurs en cours		*Du total de la dette en cours*		*Du total des paiements au titre de l'amortissement*		*De la dette en cours envers des banques privées*		*Du total de la dette en cours*	
	1974-1976	*1974 1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974 1978*	*1974 1976*	*1974-1978*
Pays situés en[b] :												
Afrique	16,4	28,2	42,6	61,9	4,1	6,0	25,2	21,3	31,9	59,4	3,9	7,2
Asie de l'Est	22,4	36,2	49,3	74,9	8,2	12,5	36,8	34,6	49,4	78,1	5,3	8,5
Moyen-Orient	24,0	38,4	59,5	84,7	2,4	3,4	10,0	8,9	47,5	79,6	5,3	8,9
Asie du Sud	13,8	22,4	40,7	60,6	1,8	2,7	13,2	12,1	47,8	72,5	0,4	0,6
Europe méridionale	24,8	42,8	49,8	75,1	3,3	5,0	13,4	11,7	43,4	78,8	8,6	15,6
Amérique latine	28,8	47,5	49,9	72,7	6,3	9,2	21,9	19,4	38,7	65,4	9,9	16,7
Total	22,5	37,3	48,1	79,0	4,6	6,8	20,5	18,2	39,9	68,4	6,1	10,5
Pays ont le PNB par habitant en 1972 était :												
De 100 dollars ou moins	15,9	28,2	34,6	55,3	3,9	6,3	24,6	22,1	28,0	55,7	4,0	8,1
De 101 à 200 dollars	13,9	22,7	49,6	70,4	1,8	2,6	13,2	11,5	41,5	68,7	0,6	1,0
De 201 à 300 dollars	19,9	31,4	43,9	60,1	3,6	4,9	18,0	15,7	68,0	96,1	5,3	7,5
De 301 à 400 dollars	18,2	31,0	46,8	71,9	7,7	11,7	41,9	37,9	40,8	75,6	2,9	5,3
De 401 à 800 dollars	25,4	42,1	44,9	68,1	5,9	9,0	23,3	21,3	36,2	59,7	7,9	13,0
De 801 dollars ou plus	31,1	51,4	57,5	80,6	5,0	7,0	16,0	13,6	41,8	73,4	11,4	20,0
Pays le plus gravement touchés	14,2	18,9	38,7	57,4	2,1	3,2	15,0	13,4	41,8	72,8	1,0	1,8
Pays les moins avancés	13,0	17,7	25,5	44,7	1,3	2,3	10,1	10,3	37,0	64,1	1,2	2,1

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après les données fournies par la Banque mondiale.

[a] Voir la note *a* du tableau II.1.

[b] Pour la répartition des pays dans les différentes régions, voir le tableau 13 du rapport, notes *c* à *h*.

de pétrole au titre de l'amortissement des crédits fournisseurs et de la dette envers des banques privées, de l'amortissement et de la dette en cours[a] à la fin de 1973

sement,		*Crédits fournisseurs + banques privés : amortissement, en pourcentage*						*Autres créanciers privés : amortissement, en pourcentage*					
Du total des paiements au titre de l'amortissement		*De cette dette en cours*		*Du total de la dette en cours*		*Du total de l'amortissement*		*Du reste de la dette privée en cours*		*Du total de la dette en cours*		*Du total de l'amortissement*	
1974-1976	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*	*1974-1976*	*1974-1978*
23,6	25,5	36,6	60,5	8,0	13,2	48,8	46,8	30,9	55,3	0,6	1,1	3,8	3,9
23,9	23,4	49,3	76,1	13,5	21,0	60,7	58,0	34,3	50,9	1,4	2,0	6,0	5,5
22,2	23,2	50,7	80,9	7,7	12,3	32,2	32,1	14,6	23,3	5,4	8,6	22,4	22,3
2,9	2,7	41,9	62,5	2,2	3,3	16,1	14,8	54,2	57,0	–	–	0,2	0,1
34,5	36,4	45,0	77,9	11,9	20,6	47,9	48,1	6,2	15,6	0,3	0,7	1,1	1,6
34,4	35,2	42,4	67,8	16,2	25,9	56,3	54,6	36,8	58,3	3,0	4,8	10,5	10,1
27,3	28,2	43,1	69,3	10,7	17,3	47,8	46,4	26,6	42,7	1,7	2,7	7,5	7,3
25.5	28,5	30,9	55,5	7,9	14,4	50,1	50,6	21,2	39,7	–	–	0,3	0,3
4,4	4,5	47,3	69,9	2,4	3,6	17,6	16,0	38,7	65,6	0,2	0,3	1,2	1,2
26,8	24,0	55,7	77,7	8,9	12,4	44,8	39,7	27,4	44,4	0,8	1,4	4,2	4,3
15,7	17,2	45,0	73,0	10,6	17,0	57,6	55,1	38,2	54,0	0,9	1,2	4,7	3,9
31,0	20,1	39,5	62,9	13,8	22,0	54,3	41,4	28,2	49,1	1,1	1,8	4,1	4,3
36,7	38,9	45,6	75,1	16,4	27,0	52,7	52,5	25,3	40,3	4,5	7,1	14,4	13,8
7,3	7,7	39,6	62,2	3,1	5,0	22,3	21,1	34,2	58,3	0,2	0,4	1,6	1,7
9,3	9,3	30,0	52,2	2,5	4,4	19,4	19,6	47,4	63,6	0,4	0,6	3,3	2,6

DOCUMENT TD/189

Problèmes monétaires internationaux : problèmes posés par la réforme

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*11 mars 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres		*Paragraphes*	*Pages*
I.	Introduction	1-5	138
II.	Le Comité des Vingt et le Plan de réforme	6-35	139
	A. Ajustement	13-23	140
	B. Le régime des taux de change	24-29	142
	C. Mode de règlement, convertibilité et avoirs de réserve primaires	30-35	143
III.	Les Accords de Kingston et les conditions à remplir pour l'avenir	36-63	144

ANNEXES

I.	Comité intérimaire : communiqué du 8 janvier 1976	148
II.	Texte d'un projet d'article IV des statuts du FMI approuvé le 8 janvier 1976 par le Comité intérimaire	149

CHAPITRE PREMIER

Introduction

1. La troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est tenue à un moment où le système monétaire international était profondément perturbé et à la suite de l'effondrement des structures mises en place à la Conférence de Bretton Woods. La nécessité d'une réforme générale du système monétaire international n'a guère été contestée à l'époque, mais deux problèmes de principe restaient à régler : d'abord, comment la négociation de la réforme devait-elle se dérouler, où, entre quels pays ? Ensuite, quelle devrait être la portée exacte de la réforme – devait-elle ou non englober les questions touchant au financement et au commerce ? Parallèlement (et simultanément), il fallait se demander quel rôle le système monétaire international devrait jouer pour promouvoir le commerce et le développement des pays en développement.

2. La Conférence a traité de ces questions, ainsi que d'autres aspects de la réforme monétaire internationale, dans la résolution 84 (III). Au sujet de la négociation, elle a demandé, dans cette résolution, le renforcement du FMI dans son rôle de centre de discussion et d'institution appelée à prendre des décisions effectives sur toutes les questions ayant trait au système monétaire, et elle a recommandé une participation effective des pays en développement à l'adoption des décisions concernant le système monétaire international et à sa réforme; elle a en outre invité le FMI à examiner avec compréhension les propositions tendant à instituer au Conseil des gouverneurs un "comité des Vingt" pour s'occuper de la réforme du système monétaire international, et a demandé que la représentation des pays en développement à ce comité ne soit pas inférieure à ce qu'elle était au Conseil d'administration du FMI. En outre, elle a mis à l'ordre du jour de la réforme monétaire internationale la proposition d'un lien entre les DTS et le financement du développement.

3. Dans la même résolution, la Conférence demandait que les problèmes relevant des domaines monétaire, commercial et financier soient résolus de manière coordonnée, compte tenu de leur interdépendance et elle demandait au Secrétaire général de la CNUCED de consulter le Directeur général du FMI et le Directeur général du GATT[1]. Malgré cela, la mise au point d'un mode d'approche coordonné n'a guère progressé.

[1] On trouvera un aperçu de ce qui a été fait depuis dans les rapports du Conseil du commerce et du développement sur sa treizième session [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 15* (A/9015/Rev.1), 3e partie, par. 69 à 107], sur la première partie de sa quatorzième session [*ibid., vingt-neuvième session, Supplément No 15* (A/9615/Rev.1), par. 200 à 223], et sur la première partie de sa quinzième session [*ibid. trentième session, Supplément No 15* (A/10015/Rev.1), 3e partie, par. 92 à 114].

4. Il existe en réalité deux systèmes monétaires internationaux distincts et en grande partie indépendants, le premier est axé sur le FMI, le second sur le CAEM[2]. En demandant que la réforme monétaire internationale soit négociée au FMI, la résolution 84 (III) ne s'adressait donc qu'à un seul des deux organismes, ce qui s'expliquait en partie par le fait que la crise monétaire était celle du système axé sur le FMI, en partie par d'autres raisons, qui tenaient à l'état des relations économiques et politiques internationales en général.

5. Dans le présent rapport, le secrétariat de la CNUCED traite de la réforme monétaire internationale dans le système axé sur le FMI, en analysant de plus près certains problèmes qui ont un intérêt particulier pour les pays en développement. Dans le chapitre II, il donne d'abord un aperçu du rapport du Comité des Vingt[3], puis étudie les faits qui ont suivi concernant l'ajustement des balances de paiements, la liquidité et l'élaboration des décisions. Dans le dernier chapitre, il esquisse à grands traits les principales décisions prises par le Comité intérimaire du FMI[4] à sa réunion de janvier 1976 et les conditions essentielles qui doivent être remplies pour qu'il soit possible d'élaborer des arrangements monétaires internationaux qui tiennent vraiment compte des intérêts des pays en développement.

CHAPITRE II

Le Comité des Vingt et le Plan de réforme

6. Après la troisième session de la Conférence, le FMI a dûment constitué le Comité des Vingt. Les pays en développement disposaient de neuf sièges au Comité, c'est-à-dire autant qu'au Conseil d'administration. Le mandat du Comité était assez large : il devait accorder "la plus grande attention à l'interdépendance" entre la réforme monétaire et les "dispositions qui ont été ou qui pourraient être prises entre les pays, notamment celles qui ont trait au commerce international, aux mouvements de capitaux, aux investissements ou à l'aide au développement, qui pourraient affecter la réalisation des objectifs du Fonds énoncés dans les statuts actuels ou modifiés[5]."

7. Le Comité des Vingt s'est trouvé devant plusieurs problèmes. En premier lieu, alors que l'Accord de Bretton Woods – seule tentative qu'il y ait eu jusque-là pour construire un système monétaire international par voie d'accord international – avait été essentiellement négocié par deux pays, dont l'un était objectivement à même de déterminer l'issue des négociations, il s'agissait maintenant de concevoir un système monétaire nouveau avec la participation active de toute une série de pays. Ces conditions nouvelles, bien que réalistes au vu des changements intervenus depuis Bretton Woods dans les rapports de forces et l'importance relative des pays, signifiaient que le consensus serait plus difficile à atteindre[6].

8. En second lieu, le Comité des Vingt avait à définir la portée de ses travaux. Il pouvait circonscrire la discussion en laissant de côté le commerce et le financement, et il facilitait l'accord, mais il apportait alors une contribution de moindre envergure à la solution de la crise monétaire, puisque celle-ci dépassait le système monétaire. En l'occurrence, le Comité a décidé très rapidement de limiter l'examen des problèmes "non monétaires" aux questions de politique commerciale ou financière qui touchaient directement à l'ajustement des balances de paiements. Les possibilités de modeler la réforme monétaire de façon à promouvoir le développement en étaient réduites d'autant (et cela, dès le début des négociations), puisque les problèmes du commerce des produits de base et des obstacles aux exportations des pays en développement, qui influencent profondément leurs paiements extérieurs, pouvaient dès lors ne pas être pris en considération[7].

9. L'idée s'est imposée qu'au fond la réforme monétaire consistait essentiellement à concevoir des arrangements qui assurent un équilibre mutuel des paiements entre pays développés à économie de marché et qu'elle ne supposait pas à proprement parler une réorganisation des relations entre pays développés et pays en développement. L'attention s'est donc portée principalement sur l'ajustement des paiements et sur l'asymétrie entre pays à excédent et pays à déficit, et entre les centres de réserve et les autres pays, ce qui était sans doute compréhensible dans la mesure où le flottement du dollar décidé en août 1971 avait été essentiellement causé par un déséquilibre à l'intérieur des pays industrialisés. Mais, de ce fait, les questions du financement des paiements et de l'asymétrie entre pays développés et pays en développement sont largement passées au second plan. Le diagnostic généralement admis du problème monétaire international ne tenait donc aucun compte des carences et des défauts importants du système monétaire international qui existaient indépendamment du déficit des Etats-Unis.

---

[2] Il convient de noter que la Roumanie est maintenant membre à la fois du FMI et du CAEM.

[3] Comité spécial du Conseil des gouverneurs du FMI sur la réforme du système monétaire international et les questions connexes.

[4] Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs sur le système monétaire international, institué le 3 octobre 1974 en remplacement du Comité des Vingt.

[5] Pour le texte de la résolution du Conseil des gouverneurs du FMI portant création du Comité des Vingt, voir FMI, *Rapport annuel, 1972*, Washington (D.C.), 1972, appendice III.

[6] Par contre, le fait que la majorité des pays socialistes d'Europe orientale (qui avaient participé à la Conférence de Bretton Woods) ne prenaient pas part aux négociations diminuait le champ des divergences éventuelles de vues, mais, on l'a vu, signifiait également que la réforme opérée serait limitée au système monétaire des membres du FMI et n'engloberait donc pas le système monétaire international tout entier.

[7] L'importance des politiques commerciales dans l'ajustement des balances de paiements a été analysée dans "Le processus d'ajustement : considérations relatives au commerce et au développement dans le monde" (UNCTAD/FIN/1), rapport établi par le secrétariat de la CNUCED pour la première réunion consacrée à un examen de fond par les Suppléants du Comité des Vingt (novembre 1972) et reproduit dans *Monnaie, financement et développement : études sur la réforme monétaire internationale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.15). Voir aussi le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Interdépendance entre les problèmes du commerce, le financement du développement et le système monétaire international" (TD/B/459) [*ibid.*].

10. Quelles qu'aient été ses intentions initiales, le Comité des Vingt n'est pas arrivé à établir le schéma détaillé d'un nouveau système monétaire[8].

11. Le Comité s'en est expliqué dans les termes suivants : "... en raison des incertitudes actuelles liées à l'inflation, à la situation de l'énergie et à d'autres conditions instables, il n'est pas approprié d'essayer maintenant de déterminer, dans tous les détails, tous les aspects du système, dont bon nombre pourront être décidés plus sciemment au vu des événements à venir[9]." Il est certes aventureux de spéculer sur ce qui aurait pu être si les conditions avaient été différentes, mais, selon toute vraisemblance, il eût été très difficile au Comité des Vingt, même en l'absence de problèmes d'inflation, d'énergie, etc., de s'entendre sur un schéma détaillé, étant donné les divergences de vues qui existaient au départ entre les participants et le fait qu'aucun pays (ou groupe de pays partageant un point de vue commun) n'occupait de position prédominante, contrairement à ce qui s'était passé à Bretton Woods.

12. Les principales conclusions auxquelles le Comité des Vingt a abouti quant à l'ajustement des balances de paiements, à la liquidité internationale et à l'élaboration des décisions sont analysées ci-après sous l'angle des événements ultérieurs.

A. – Ajustement

13. Le but du Comité était, selon ses propres termes, "un meilleur fonctionnement du processus d'ajustement, lequel comportera un dispositif adéquat pour assurer, en temps utile, un ajustement effectif des balances des paiements tant des pays excédentaires que des pays déficitaires, et s'accompagnera d'une meilleure procédure de consultations internationales au Fonds[10]". A cette fin, le Comité est arrivé à une certaine communauté de vues sur des procédures propres à permettre un ajustement rapide et à atténuer l'asymétrie entre le principal centre de réserve (c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique) et les autres pays développés, qui différencie le centre de réserve des autres pays, d'une part, parce qu'il a la possibilité de financer automatiquement ses déficits, d'autre part, parce que le contrôle qu'il peut exercer sur le taux de change de sa monnaie est limité. Les méthodes envisagées pour traiter ces problèmes comprennent l'emploi d'un jeu d'indicateurs objectifs (réserves, en particulier) et l'évaluation, menant à l'exercice de pressions graduées sur les pays dont le déséquilibre est persistant.

14. L'importance que le Comité attachait à un ajustement plus rapide des déséquilibres et la préoccupation que lui causait l'ensemble des problèmes provoqués par les déficits du centre de réserve l'ont conduit à négliger le déséquilibre existant entre pays développés et pays en développement du point de vue des possibilités de financer les déficits, qui tient en grande partie au fait que les pays en développement sont producteurs de produits de base pour un marché mondial caractérisé par l'instabilité[11]. Il n'a donc pas vu la nécessité d'un soutien accru de la balance des paiements des pays en développement et n'a pas proposé de mesures concrètes à cet effet.

15. En revanche, le Comité a bien reconnu que les déséquilibres des pays exportateurs de pétrole ne se prêtaient pas à un ajustement du même ordre que les excédents résultant, par exemple, d'un taux de change sous-évalué ou d'une déflation intérieure. Il a décidé, en conséquence, (avant la hausse des prix de l'énergie) de traiter ces déséquilibres comme autant d'exceptions à la règle générale, en supposant implicitement qu'ils ne prendraient pas des proportions telles que la règle générale en perde sa valeur; c'est peut-être pour cette raison que le Plan de réforme ne donne aucune précision quant à la manière dont l'existence de ces déséquilibres se répercuterait sur le fonctionnement du nouveau système à l'égard des autres pays.

16. La hausse des prix de l'énergie à la fin de 1973 a eu, sur les travaux du Comité, une incidence triple et décisive. En premier lieu venait l'incidence quantitative : les déséquilibres des paiements internationaux ont pris des proportions sans précédent, dépassant de loin ceux qui résultaient du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis au moment où il était le plus accentué, et dominant l'ensemble du problème des balances de paiements. En deuxième lieu, l'incidence était qualitative : les principaux déséquilibres désormais constatés dans le système étaient foncièrement différents de ceux qui avaient généralement été enregistrés jusque-là et en fonction desquels le Plan de réforme était conçu. En troisième lieu, la hausse des prix de l'énergie mettait en évidence les besoins exceptionnels des pays en développement en matière d'aide publique à la balance des paiements et l'insuffisance de leurs possibilités d'accès à d'autres sources de crédit. Elle s'est donc conjuguée avec d'autres tendances qui agissaient déjà dans la même direction : brusque relèvement des prix des denrées alimentaires et des engrais et variations marquées des cours des autres marchandises importées par les pays en développement.

---

[8] Voir le Plan de réforme du Comité, dans FMI, *Réforme monétaire internationale : documents du Comité des Vingt*, Washington (D.C.), 1974, et dans le *Bulletin du FMI*, supplément au vol. 3, No 12, 24 juin 1974. Le Comité indique que la partie I du Plan, concernant le système réformé, "rend compte du résultat du débat du Comité sur la réforme monétaire internationale et indique l'orientation générale que, de l'avis du Comité, le système pourrait prendre à l'avenir." De nombreux domaines ont été traités dans des annexes, rédigées par le Président et les Vice-Présidents des Suppléants, et non par le Comité lui-même. La partie II, intitulée "Mesures immédiates", avait pour but d'amorcer une réforme progressive et de répondre aux problèmes qui se posaient à la fois aux pays développés et aux pays en développement. Les points concrets qui y étaient énoncés se rapportaient surtout à ce dernier objectif.

[9] Plan de réforme, préface *(ibid.)*.

[10] Plan de réforme, par. 4 *(ibid.)*.

[11] Voir "Le processus d'ajustement dans les pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED" (UNCTAD/FIN/10) reproduit dans *Monnaie, financement et développement... (op. cit.)*. Ce rapport avait été établi en prévision d'un débat que le Comité des Vingt devait consacrer à la question, mais qui n'a finalement pas eu lieu.

17. Le centre d'intérêt devait alors forcément se déplacer de l'"ajustement" vers le "financement" et il fallait accorder plus d'attention aux asymétries entre pays développés et pays en développement. Il était d'autre part à prévoir qu'il n'y avait plus qu'à classer le Plan de réforme, établi en substance à partir d'une conception entièrement différente, et que la coopération internationale devait porter toujours davantage sur les problèmes spécifiques et concrets du jour.

18. Pendant la réunion tenue en janvier 1974 à Rome, le Comité des Vingt a décidé d'achever ses travaux "dans les mois à venir" et est arrivé à un consensus sur la stratégie à adopter face aux nouveaux déséquilibres. Il s'agissait principalement des mesures que chaque pays devrait pour son compte s'abstenir de prendre (c'est-à-dire celles qui aggraveraient les difficultés d'autres pays, telles que la surenchère à la dévaluation de la monnaie, les restrictions au commerce et la déflation), mais le Comité a reconnu par ailleurs que les nouveaux déficits appelaient un financement et a amorcé le processus qui devait aboutir à la création de la facilité destinée à faire face à l'enchérissement des importations de pétrole.

19. Certes, cette facilité se justifiait par la nature des déséquilibres que l'enchérissement du pétrole provoquait, mais le besoin urgent auquel elle répondait mettait en évidence que la facilité de financement compensatoire du FMI, conçue pour protéger les pays en développement contre les aléas du marché international, était tout à fait insuffisante parce qu'elle ne tenait pas compte de l'évolution des prix à l'importation. Il convient en outre de noter que, s'il était admis que les pays en développement importateurs de pétrole étaient moins en mesure que les pays développés de financer les déficits dus à leurs importations de pétrole en s'adressant aux marchés de capitaux internationaux, l'accès préférentiel aux ressources limitées de la facilité leur était pourtant refusé.

20. Avant et après la hausse des prix du pétrole, une autre pression s'est aussi exercée sur la balance commerciale des pays en développement non exportateurs de pétrole, celle de la récession dans les pays développés à économie de marché, qui s'est révélée la plus marquée et la plus prolongée de l'après-guerre. Les milieux officiels, surtout dans les pays développés à économie de marché, considéraient en général que la baisse des recettes d'exportation des pays en développement qui en résultait posait uniquement la question de l'ampleur du soutien qu'il fallait apporter à leur balance des paiements et que, du point de vue qualitatif, elle ne se distinguait pas des baisses dues aux fluctuations qui se produisent en temps normal — c'est-à-dire celles qui proviennent des cycles de reconstitution des stocks, des conditions atmosphériques, etc. Or, en réalité, les déficits provoqués par la récession (qui comprennent à la fois la dégradation des termes de l'échange et une diminution du volume des exportations) avaient, avec le déficit dû à l'enchérissement du pétrole, une importante caractéristique commune, qui avait déjà été admise comme justifiant une exception aux principes acceptés : les pays à déficit n'étaient pas à même d'ajuster leur compte courant sans léser à la fois leurs intérêts et ceux de leurs partenaires commerciaux, tandis que les pays à excédent (c'est-à-dire ceux dont la balance commerciale vis-à-vis des pays en développement s'améliorait sous l'effet de la récession, en d'autres termes les pays développés à économie de marché) n'avaient pas de raisons impérieuses, financières ou autres, de procéder à un ajustement. En fait, le déficit accru des pays en développement non producteurs de pétrole vis-à-vis des pays développés à économie de marché a été mis à profit par ces derniers pour couvrir leur propre déficit vis-à-vis des pays exportateurs de pétrole. Les deux déficits différaient cependant par leur nature, car, à la différence des excédents des pays exportateurs de pétrole, l'amélioration du compte courant des pays développés à économie de marché due à la récession n'avait pas de contre-partie financière à "recycler" automatiquement par le biais des marchés de capitaux internationaux : si un "recyclage" s'imposait, il devait se présenter comme un geste délibéré de coopération internationale. Chose non moins importante, la perte de recettes d'exportation (en valeur réelle) des pays en développement provoquée par la récession s'est accompagnée d'une sous-utilisation du capital et de la main-d'œuvre dans les pays développés à économie de marché; le soutien apporté en matière de paiements par ces derniers n'allait donc rien coûter en ressources réelles. En fait, à moins d'être compensée par des sorties de capitaux, l'amélioration de leur compte courant ne manquerait pas de réduire la demande et d'encourager encore les tendances à la récession. Ces considérations n'ont cependant pas incité à envisager autrement les déficits de la balance des paiements des pays en développement.

21. Au fond des questions relatives au financement de la balance des paiements, il y a le problème important des responsabilités respectives des pays à excédent et des pays à déficit. Il est d'un intérêt tout particulier pour les pays en développement, dont la balance des paiements est extrêmement sensible aux facteurs externes. A Bretton Woods comme au Comité des Vingt, des efforts ont été faits pour doter le système monétaire international de mécanismes destinés à niveler l'asymétrie entre pays à déficit et pays à excédent, qui tient à ce que les forces génératrices d'ajustement agissent plus puissamment sur les premiers que sur les seconds. Il n'ont eu qu'un succès extrêmement limité et peut-être ne pouvait-il en être autrement puisqu'ils exigent la coopération étroite des pays mêmes dont ils avaient pour but de restreindre les options en matière de politiques. Une autre manière de rétablir la symétrie (encore qu'elle se heurte à des difficultés identiques) consiste à accorder aux pays à déficit de larges facilités de crédit à certaines conditions définies objectivement et sans obligation quant aux politiques à suivre. Tout ce qui a été accompli dans ce sens jusqu'à présent l'a été seulement au titre de la facilité de financement compensatoire du FMI qui, on l'a vu, s'est révélée insuffisante à plusieurs égards. Il faut donc adapter davantage les politiques de prêt du FMI, y compris celles qui régissent la facilité de financement compensatoire, de façon à protéger entièrement les pays en développement contre les déficits de leur balance des paiements provoqués par des facteurs autres que l'inflation ou la mauvaise gestion intérieures, y compris les tendances à

la récession émanant des pays développés à économie de marché[12].

22. Il importe aussi de veiller à ce que d'autres modes de soutien du FMI, y compris celui qu'il accorde au titre des tranches et de la facilité élargie, n'imposent pas aux pays en développement l'obligation de s'abstenir de recourir à des restrictions en matière de commerce et de paiements quand elles contribuent à éviter une perte injustifiée de production.

23. En fait, pour que l'ajustement soit plus efficace, il faudrait au contraire souligner la nécessité d'atténuer les restrictions opposées au commerce dans les pays développés, car elles empêchent les pays en développement d'accroître leurs exportations, avec les difficultés de paiement qui en résultent pour eux; il faudrait surtout supprimer les limitations quantitatives aux importations en provenance des pays en développement. Le Comité des Vingt est convenu que, "autant que possible, les pays en développement seront exemptés de mesures de contrôle imposées par les autres pays[13]". Certes, cette déclaration se situe dans le cadre de la position prise par le Comité concernant les mesures de contrôle appliquées pour des raisons de balance des paiements; mais l'exemption se justifie de manière plus générale : elle vaut aussi bien pour les mesures de contrôle destinées à protéger les industries nationales que pour celles qui visent à préserver une position extérieure. Cette conception s'est heurtée à une résistance, en partie parce qu'elle sous-entend une interdépendance des problèmes commerciaux et monétaires beaucoup plus profonde que cela n'a été admis jusqu'à présent, ce qui montre la nécessité de principes nouveaux axés sur le développement pour l'analyse et la solution des problèmes monétaires internationaux.

B. — Le régime des taux de change

24. Les dispositions du Plan de réforme relatives aux taux de change, qui envisageaient un régime de parités stables, mais ajustables, partaient de l'idée que le régime des parités, bien que foncièrement rationnel, avait besoin d'être modifié comme suit :

a) Les pays à déficit devraient modifier rapidement le pair de leur monnaie; on pensait que cela assouplirait les parités du dollar et des monnaies des pays à exédent;

b) Le système de marges de change et d'intervention devrait être plus symétrique; il s'agissait d'assurer aux Etats-Unis d'Amérique autant d'influence sur leur taux de change effectif qu'aux autres pays sur les leurs;

c) Le flottement "dans des situations particulières", sous réserve de l'autorisation, de la surveillance et d'un examen périodique du FMI, devrait être autorisé.

25. L'espoir d'un ajustement plus rapide des parités ne s'accompagnait d'aucune proposition relative à un mécanisme précis pour sa réalisation; de même, les détails pratiques concernant la mise en œuvre des autres aménagements étaient présentés en annexe et avec des possibilités d'option.

26. Mais un retour immédiat ou même rapide à des parités "stables, mais ajustables", voire plus souples, a été rendu impossible par l'évolution de l'économie mondiale dans son ensemble. Le déséquilibre de structure provoqué dans les paiements par l'enchérissement du pétrole ne pouvait pas, on l'a signalé, être corrigé par des manipulations des taux de change, mais son existence faisait qu'il était difficile pour chaque pays de distinguer ce que serait la valeur "réaliste" de sa monnaie; les incertitudes concernant l'évolution des déficits causés par la hausse des cours du pétrole et les tendances inflationnistes agissaient dans le même sens. Le régime des taux de change s'est donc éloigné, au lieu de s'en rapprocher, de ce qui était envisagé dans le Plan de réforme. Il en est résulté ce que l'on a qualifié de "non-système", quelques pays adoptant un flottement indépendant (avec des degrés d'intervention divers), d'autres un flottement concerté, certaines monnaies étant rattachées à une monnaie forte, d'autres à un panier de monnaies (souvent fluctuantes) et d'autres aux DTS[14].

27. Il se peut que cette situation, qui occasionne de sérieuses difficultés et des dépenses aux pays en développement, aurait pu être évitée si la coopération internationale avait été suffisante. Mais il aurait fallu une coopération d'une ampleur et d'une portée très étendues — englobant la gestion des courants de capitaux, la coordination des politiques fiscales et monétaires nationales, etc. — pour qu'un système stable de taux de change apparaisse; en fait, elle aurait été trop ambitieuse pour être réalisable. Les conditions d'une coopération aussi vaste n'étant pas réunies, des efforts pour mettre en place un système particulier et précis de taux de change auraient, selon toute vraisemblance, provoqué des mouvements perturbateurs de capitaux au niveau international.

28. Le flottement n'a cependant pas réglé les problèmes que le Plan avait pour but de résoudre. L'absence de parités n'est pas faite pour donner au centre de réserve plus de liberté d'agir sur son taux de change ni pour atténuer les autres asymétries entre pays à excédent et pays à déficit; elle aboutit d'ailleurs à accroître, au lieu de les restreindre, les possibilités offertes aux pays qui appliquent des politiques d'intervention dépourvues de caractère systématique. En pratique, les fluctuations des taux de change se sont révélées plus amples que des considérations dites "fondamentales" ne le justifieraient. Il convient aussi de noter que ce surcroît de souplesse a été plus utile pour modérer les courants de capitaux que pour faciliter l'ajustement des comptes courants.

29. Au cours des derniers mois, les inconvénients des arrangements internationaux relatifs aux taux de change et du flottement sont devenus de plus en plus manifestes. L'accord de compromis sur les taux de change conclu entre

[12] Voir aussi dans le présent volume le document TD/188, par. 20 à 28 et le chapitre III ci-dessous.

[13] Plan de réforme, par. 16 *(loc. cit.)*.

[14] Voir aussi "Les fluctuations des taux de change et les pays en développement : note du Secrétaire général de la CNUCED" (TD/B/555) et "Les taux de change flottants et les pays en développement : étude rédigée par le professeur Fred Hirsch" (TD/B/555/Add.1).

la France et les Etats-Unis d'Amérique à la suite de la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement d'un certain nombre de pays développés à économie de marché, tenue à Rambouillet (France) en novembre 1975, semble avoir levé le principal obstacle à un progrès vers des accords plus satisfaisants. Les Accords de Kingston relatifs aux taux de change, qui suivaient de près, dans ses grandes lignes, l'entente conclue entre la France et les Etats-Unis, sont analysés dans le chapitre III ci-dessous.

C. – Mode de règlement, convertibilité et avoirs primaires de réserves

30. Le Comité des Vingt avait pour tâche de concevoir un système de convertibilité qui soit compatible avec un ajustement rapide des déséquilibres de paiements, mais sans être restrictif à l'excès. Pour qu'un consensus soit possible dans ce sens, il fallait assurer l'équilibre entre plusieurs objectifs, notamment les suivants :

a) Le désir des Etats-Unis d'Amérique de commander eux-mêmes leur position extérieure;

b) Le désir des Etats-Unis de conserver à leur monnaie un rôle de réserve;

c) Le désir des centres potentiels de réserve d'empêcher que leurs monnaies ne soient détenues en tant que réserves;

d) Le désir d'un certain nombre de pays (dont beaucoup de pays développés) de mettre définitivement un terme au rôle du dollar en tant que réserve ou, tout au moins, d'empêcher que l'accumulation de dollars ne continue;

e) Le désir de nombreux pays, surtout d'un certain nombre de pays en développement, de disposer d'un maximum de liberté dans la composition de leurs réserves.

31. Ces considérations diverses et généralement contradictoires ont abouti à des divergences de vues sur des questions aussi fondamentales que la mesure dans laquelle les réserves monétaires existantes devraient être échangées contre des DTS; le point auquel cette consolidation devrait être obligatoire et ses modalités; la mesure dans laquelle les déséquilibres futurs devraient être réglés en avoirs primaires; si ce règlement devrait être bilatéral ou multilatéral; la proportion dans laquelle les pays pourraient librement modifier leurs portefeuilles de réserves.

32. Les divergences sur ces questions correspondaient aussi, pour une bonne part, aux diverses conceptions de l'ajustement et, plus précisément, de la mesure dans laquelle les pays à excédent devraient faire l'objet d'une pression internationale eu égard aux indicateurs de réserves et dans laquelle un centre de réserve devrait avoir la faculté de fixer le taux de change de sa monnaie; bref, il s'agissait de savoir jusqu'à quel point les obligations de convertibilité devraient l'emporter sur l'ajustement ? Le vif intérêt manifesté par les pays en développement pour la liberté de composition de leurs réserves était aussi un point litigieux. Il s'explique surtout par l'importance que les "soldes compensatoires" auprès des banques privées ont pour les pays en développement soucieux d'avoir accès à des capitaux étrangers, importance due elle-même au fait que les pays en développement comptent beaucoup sur le crédit bancaire à moyen terme puisqu'ils ne peuvent pas se procurer suffisamment de capitaux à long terme[15]. Ainsi, le Plan de réforme, tout en reconnaissant largement la nécessité de placer les réserves monétaires sous contrôle international et de régler les balances publiques présentées pour conversion aux pays qui maintiennent une parité, n'a pas réussi à faire l'accord sur la manière dont il fallait contrôler ces réserves, ni sur leur consolidation et sur leur gestion en coopération.

33. Au sujet des avoirs primaires de réserve, le Plan de réforme envisageait que le DTS deviendrait l'avoir principal du système, tandis que l'or et les monnaies de réserve perdraient de leur importance. Le rôle de ces monnaies devrait être réduit par les dispositions pertinentes concernant l'ajustement et les règlements, tandis que celui du DTS serait renforcé par un certain nombre d'innovations concernant son emploi, la détermination de sa valeur et son taux d'intérêt. Par contre, aucune proposition précise n'a été présentée en vue de diminuer le rôle de l'or; il était même précisé dans le Plan qu'il "est aussi généralement reconnu que les réserves en or constituent un élément important de la liquidité globale qu'il faudrait pouvoir utiliser pour financer des déficits de balance des paiements[16]", remarque qui sous-entendait que le rôle de l'or demandait à être accru et non pas restreint. C'est dire que le Plan renfermait une contradiction fondamentale d'une importance capitale pour la réforme tout entière. Le fait s'expliquait par l'importance plus ou moins grande des pays en tant que détenteurs ou producteurs d'or, mais aussi par la confiance plus ou moins marquée qu'ils avaient dans les émissions monétaires créées par voie d'accord international.

34. Dans le Plan de réforme, il était reconnu que les avoirs monétaires des pays exportateurs de pétrole étaient à juste titre réputés constituer des investissements et non des réserves et que les obligations de remboursement des pays émetteurs de devises détenues par les exportateurs de pétrole devraient être assouplies en conséquence. Il a aussi été largement admis, sans toutefois qu'il y ait consensus, que le total des avoirs mondiaux de réserve calculé pour déterminer le besoin de liquidité additionnelle globale devrait s'entendre net des avoirs monétaires des pays exportateurs de pétrole.

35. Etant donné que les dispositions du Plan de réforme relatives aux règlements, aux avoirs de réserve, etc., suivaient de près celles qui avaient trait à l'ajustement, il en est résulté qu'au moment où il est apparu que les règles nouvelles concernant l'ajustement ne pouvaient être appliquées, celles qui avaient trait aux modes de règlement, etc., ont dû aussi rester en suspens. De plus, avec la hausse des prix du pétrole, l'accumulation de devises par les pays exportateurs de pétrole ne pouvait plus être considérée comme un élément relativement mineur d'un ensemble : dans ces conditions nouvelles, l'excédent de dollars (auquel le Plan avait pour but de remédier) avait été largement

[15] A un certain moment, on a suggéré d'atténuer cette difficulté en faisant en sorte que la consolidation produise un courant de prêts à long terme aux pays en développement, mais la suggestion n'a pas été examinée à fond.

[16] Plan de réforme, par. 28 *(loc. cit.)*.

résorbé, remplacé par un nouvel excédent potentiel (contre lequel le Plan ne prévoyait pas de remède catégorique).

CHAPITRE III

Les Accords de Kingston et les conditions à remplir pour l'avenir

36. Les travaux du Comité des Vingt ont abouti, à la réunion du Comité intérimaire qui s'est tenue à Kingston (Jamaïque) en janvier 1976, à un accord sur certains amendements au Statuts du FMI[17] portant principalement sur les taux de change et l'or. Conformément aux lignes générales de l'évolution déjà amorcée dans les négociations monétaires, cet accord a été suivi d'autres accords destinés à faire face au déséquilibre actuel des paiements internationaux.

37. L'accord du Comité intérimaire sur les taux de change, présenté sous forme d'un projet d'article IV aux Statuts du FMI, régularise toute une série de pratiques en matière de change, y compris le flottement, les membres du FMI s'engageant à promouvoir la stabilité des taux de change par leurs politiques générales économiques et financières et leurs politiques de change. Le rétablissement éventuel des parités est autorisé si le FMI décide que les conditions économiques internationales le permettent. Cette décision sera prise eu égard notamment "aux dispositions en vertu desquelles tant les membres dont la balance des paiements est excédentaire que les membres dont la balance des paiements est déficitaire doivent prendre des mesures rapides, efficaces et symétriques afin de parvenir à l'ajustement, et aussi eu égard aux dispositions relatives aux interventions et au traitement des soldes[18]". Elle sera prise à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées – elle dépend en somme des progrès substantiels qui seront réalisés en matière d'ajustement ainsi que de l'assentiment des Etats-Unis d'Amérique qui disposent au FMI de plus de 15 p. 100 du total des voix.

38. L'accord sur les changes – qui, d'après le communiqué du Comité intérimaire, instaure "un nouveau système" – précise en outre que le Fonds exercera une "ferme surveillance" sur les politiques de change de ses membres et adoptera des principes spécifiques pour guider tous ses membres en ce qui concerne ces politiques. Il exige cependant que le Fonds, en établissant ces principes et en exerçant cette surveillance, respecte la politique interne, économique et sociale de ses membres et prenne dûment en considération la situation particulière de chacun.

39. L'accord global de Kingston prévoit également une augmentation des quotes-parts du FMI de 32,5 p. 100 en tout, laquelle ne prendra vraisemblablement effet que dans le courant de 1976. Cette augmentation est bien inférieure à celle du commerce mondial enregistrée depuis la dernière révision des quotes-parts en 1972 : le commerce mondial s'est accru d'environ 180 p. 100 au cours des cinq années allant du premier semestre de 1970 au premier semestre de 1975. Avec ces nouvelles quotes-parts, la part relative des pays en développement grands exportateurs de pétrole sera doublée, la part des autres pays en développement se maintenant *grosso modo* à un peu plus d'un cinquième du total.

40. En ce qui concerne les avoirs de réserve, le Comité intérimaire a décidé que tous les membres du FMI seraient tenus de collaborer avec le Fonds et avec les autres membres pour faire en sorte que leurs politiques concernant ces avoirs soient compatibles avec les objectifs "consistant à assurer une meilleure surveillance internationale des liquidités internationales et à faire des droits de tirage spéciaux le principal instrument de réserve du système monétaire international[19]". Il est cependant douteux que ce dernier objectif puisse être réalisé en pratique. Il n'est pas question, dans la clause de collaboration, d'une réduction du rôle de l'or et des monnaies de réserve, sans laquelle la position des DTS ne peut enregistrer d'amélioration sensible, et il est peu probable qu'une disposition autorisant la création d'un compte de substitution, soit pour les monnaies soit pour l'or, figure au nombre des amendements aux Statuts du Fonds.

41. La clause de collaboration doit de toute façon être interprétée dans la perspective plus large des différentes décisions prises par le Comité intérimaire au sujet de l'or : suppression de sa cotation officielle par un amendement aux Statuts du Fonds, restitution d'un sixième de l'or du Fonds aux membres et vente d'un autre sixième, tout profit réalisé allant aux pays en développement. Une fois la cotation officielle supprimée, la banques centrales seront libres d'acheter de l'or les unes aux autres ou d'en acheter sur le marché à des prix rattachés à ceux du marché. Les principales décisions concernant l'or et, partant, la détermination du volume de la liquidité internationale, dépendront alors largement des pays principaux détenteurs d'or – le Groupe des Dix[20] – et ne seront plus du ressort du FMI. En conséquence, il est probable que ces pays coopéreront de manière à fixer un cours pour les transactions sur l'or qu'ils effectuent entre eux et à commander la valeur de leurs réserves d'or. Comme leurs stocks d'or dépassent de beaucoup le volume annuel des transactions sur les marchés privés de l'or, ils arriveront sans doute à dominer et à diriger eux-mêmes les marchés privés, au moyen de transactions directes ou indirectes, et à fixer, de fait, sinon de droit, un nouveau cours de l'or susceptible d'être relevé de temps à

[17] On trouvera à l'annexe I le communiqué de presse publié par le Comité intérimaire à la fin de la réunion et, à l'annexe II, le projet d'article IV concernant les dispositions envisagées en matière de change. Le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs pour la réforme du système monétaire international a été créé lors de la dissolution du Comité des Vingt en attendant la création, envisagée par ce dernier, d'un conseil permanent et représentatif [voir le Plan de réforme *(loc. cit.)* par. 31]. Pour la composition et le mandat du Comité intérimaire, voir la résolution d'ensemble (deuxième résolution) adoptée par le Conseil des gouverneurs à sa vingt-neuvième assemblée annuelle, en octobre 1974 (*Bulletin du FMI*, vol. 3, No 20, 21 octobre 1974).

[18] Section 4 du projet d'article IV (voir l'annexe II ci-dessous).

[19] Communiqué du 8 janvier 1976, par. 7 *a* (voir l'annexe I ci-dessous).

[20] Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

autre[21]. Il se peut théoriquement que ces efforts soient réduits à néant par les Etats-Unis d'Amérique, qui sont le plus grand détenteurs d'or et qui ont toujours été partisans de la démonétisation de ce métal, au cas où ils décideraient de se désolidariser des autres membres du Groupe des Dix. Mais, d'après ce que l'on sait actuellement, cette éventualité ne semble pas des plus vraisemblables.

42. A moyen terme, les perspectives de l'or dépendent beaucoup de ce que son prix sur le marché ne soit pas trop déprimé par les ventes du FMI et, par conséquent, de la possibilité pour les banques centrales d'intervenir en vue de le soutenir. Les Statuts actuels du Fonds empêchent les banques centrales d'acheter sur le marché. Mais ils n'empêchent pas la Banque des règlements internationaux de le faire, soit pour son propre compte, soit indirectement en tant qu'agent des banques centrales qui en sont membres. A la réunion de Kingston, le Comité intérimaire a fait consigner le fait que, d'après son interprétation, la Banque des règlements internationaux pourrait faire des offres pour l'or mis en vente par le Fonds.

43. Les décisions prises par le Comité intérimaire au sujet de l'or renforceront donc vraisemblablement le rôle de l'or et aboutiront à une réévaluation massive des réserves d'or, même si, pour commencer, il en résulte un léger affaiblissement de son cours sur le marché. Il est donc peu probable que le besoin d'un montant additionnel substantiel de DTS se fasse sentir, ce qui porte un coup considérable aux DTS en tant qu'avoir de réserve.

44. Les Accords de Kingston se signalent aussi par le fait qu'ils ne renferment même pas de disposition autorisant l'établissement d'un lien entre les allocations de DTS et le financement du développement. En revanche, il y aura un fonds fiduciaire qui peut être considéré comme un lien entre la réévaluation de l'or et l'aide au développement. Ce fonds fiduciaire sera en partie financé par les profits résultant de la vente d'un sixième de l'or du Fonds sur une période de quatre ans, qui, de l'avis général, devrait rapporter environ 400 à 500 millions de dollars par an. Les Statuts amendés contiendront aussi une disposition autorisant d'autres ventes dans l'avenir, selon une décision prise à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées.

45. Les décisions relatives à l'or, prises dans leur ensemble, constituent en fait un "lien inverse", puisqu'elles signifient un transfert, dans la distribution des réserves mondiales, des pays développés aux pays en développement; le Fonds fiduciaire ne fait que limiter l'ampleur du transfert. Cette conclusion est confirmée par les calculs suivants. Si la réévaluation des stocks d'or nationaux en triple la valeur, les réserves des membres du FMI augmenteraient de 84,2 milliards de dollars. De ce montant, 61,6 milliards de dollars, soit 73 p. 100 reviendraient au Groupe des Dix et 4,1 milliards, soit 5 p. 100, aux pays en développement non exportateurs de pétrole, de sorte que le montant total des réserves de ces derniers par rapport à celles des premiers tomberaient de 27,3 p. 100 à 19,7 p. 100, soit une diminution de 7,6 en points de pourcentage.

46. Si l'on tient compte de la restitution de l'or du FMI et du fonds fiduciaire, l'accroissement des réserves des membres du FMI s'élève à 89,5 milliards de dollars. De ce montant, 63,5 milliards de dollars, soit 71 p. 100, reviendraient au Groupe des Dix et 6,9 milliards, soit 7,7 p. 100, aux pays en développement non exportateurs de pétrole. Dans ce cas, les réserves des derniers par rapport à celles des premiers tomberaient de 27,3 à 21,1 p. 100 au lieu de 19,7 p. 100.

47. La redistribution des réserves qui résultera d'une réévaluation de l'or aurait pu être évitée si l'accroissement de 89,5 milliards de dollars des réserves des membres du FMI avait été obtenu par des allocations de DTS réparties d'après les quotes-parts. En pareil cas, 53,9 milliards de dollars auraient été alloués au Groupe des Dix et 18,4 milliards aux pays non exportateurs de pétrole, les réserves de ces derniers représentant alors 29,6 p. 100 et non plus 27,3 p. 100 des réserves des premiers.

48. Devant ces ordres de grandeur, le montant envisagé des profits résultant des ventes d'or du FMI qui seront versés au Fonds fiduciaire, soit 2 milliards de dollars au maximum sur une période de quatre ans, prend tout son sens[22].

49. La portée pratique des accords en matière de change et de liquidité est difficile à déterminer. Un retour généralisé aux parités est, on l'a vu, renvoyé à plus tard. En outre, il n'est pas créé de mécanisme spécifique qui permettrait au FMI d'exercer une "ferme surveillance" sur les principales monnaies; les termes de l'accord ne précisent pas non plus les obligations incombant à chaque pays. Il semble donc probable que le FMI ne sera pas en mesure d'exercer une influence sur les taux de change, sauf sur ceux des pays qui ont besoin de procéder à des tirages. Pour ces pays et particulièrement pour les pays en développement, le résultat dépendra en grande partie de la façon dont le Fonds interprétera la disposition selon laquelle il doit respecter les politiques nationales et la situation particulière de chaque membre. Dans l'immédiat, l'accord en matière de change peut être considéré comme un progrès vers une stabilité plus grande des taux de change puisqu'il indique que les principaux pays commerçants reconnaissent qu'une intervention concertée en vue de maintenir la stabilité est souhaitable; mais on aurait naturellement pu arriver au même résultat sans rendre le flottement licite.

[21] Il est vrai que le Groupe des Dix a décidé notamment que rien ne serait fait pour fixer le prix de l'or et que le stock d'or détenu par les autorités monétaires du Groupe des Dix et par le FMI ne serait pas accru; mais ces engagements ne sont valables que deux ans; il est possible "qu'ils soient ensuite reconduits, modifiés ou qu'il y soit mis fin". (Voir le communiqué du Comité intérimaire sur sa quatrième réunion, le 31 août 1975, par. 5, *Bulletin du FMI*, vol. 4, No 17, 15 septembre 1975.)

[22] Le gain exceptionnel de 63,5 milliards de dollars pour les pays développés contraste avec le déficit de la balance des paiements des pays en développement non exportateurs de pétrole, estimé à 38 milliards de dollars pour 1976, et avec les 11,3 milliards de dollars que les pays membres du CAD ont affectés à l'aide publique au développement en 1974 (voir dans le présent volume le document TD/188/Supp.1, tableaux 9 et 3 respectivement).

50. Les Accords de Kingston ne sauraient donc être considérés à juste titre comme complétant la réforme du système monétaire, ni comme apportant des améliorations tangibles et substantielles au système monétaire international. Il est plus exact de dire qu'ils alignent le droit sur l'état de fait, qui découle en grande partie des décisions prises au niveau national, et qu'ils posent les "règles de base" de décisions futures.

51. Il convient en outre de se demander si les mesures prises jusqu'ici pour permettre au FMI de fournir, aux fins de financement des paiements, des ressources plus importantes, sont suffisantes. Il y a lieu de noter que, si le FMI dispose de ressources substantielles et peut en principe financer les déficits de la balance des paiements des pays jusqu'à leur troisième et même quatrième tranches de crédit, les tirages dans les tranches élevées sont cependant relativement rares. Le peu d'empressement dont les pays témoignent à utiliser les possibilités de financement représentées par les tranches de crédit élevées s'explique surtout par les conditions de politiques assez strictes dont ces tirages sont assortis. C'est en fait pour cette raison que le besoin d'un financement de la balance des paiements par le Fonds que la hausse des prix du pétrole a provoqué un peu partout a été satisfaite non en demandant aux membres d'effectuer des tirages dans les tranches de crédit élevées, mais en établissant une facilité distincte exempte des conditions dont ces tranches sont assorties. De même, dans les difficultés auxquelles les pays en développement se heurtent actuellement, ce qui importe, ce sont les moyens financiers additionnels provenant du Fonds fiduciaire, de la facilité de financement compensatoire et de l'élargissement de la première tranche de crédit.

52. On ne sait pas exactement quelles ressources financières additionnelles les décisions prises à Kingston rendront disponibles. Le Fonds fiduciaire, on l'a vu, procurera sans doute un maximum de 500 millions de dollars par an au cours des quatre prochaines années, mais le montant exact dépend du cours précis auquel le FMI pourra vendre l'or. De même, la facilité de financement compensatoire élargie pourrait en principe fournir environ 3 milliards de dollars en 1976, la moitié provenant du relèvement de la limite annuelle des emprunts, qui est passée de 25 p. 100 à 50 p. 100 de la quote-part. Le Directeur général du FMI a toutefois déclaré que les tirages effectifs au titre de la facilité atteindraient sans doute environ un milliard de dollars en 1976[23]. Le montant maximal disponible au titre de la première tranche de crédit est approximativement de 2 milliards de dollars, dont moins de 500 millions proviennent de l'élargissement temporaire des tranches. Des fonds additionnels seront aussi disponibles au titre de la facilité destinée à faire face à l'enchérissement des importations de pétrole pour 1975, qui continuera vraisemblablement de fonctionner jusqu'à la fin du premier semestre de 1976 : un montant total d'environ un milliard de dollars est mis à la disposition des membres du FMI dans leur ensemble, mais on ne sait pas exactement qu'elle proportion ira aux pays en développement. Quoi qu'il en soit, attendu que près de 1,5 milliard de dollars ont été mis à la disposition des pays en développement au titre de cette facilité en 1975 (et qu'il ne sera pas institué de facilité nouvelle à cette fin pour 1976), l'accroissement net du financement par le FMI en 1976 (par rapport à 1975) est inférieur à 2,5 milliards de dollars.

53. On fait parfois valoir qu'un accroissement même modeste des possibilités d'accès aux ressources du Fonds peut être très profitable, puisqu'un emprunt auprès du Fond élargit l'accès d'un pays aux marchés internationaux de capitaux. Mais ce n'est vrai que dans la mesure où les tirages sur le Fonds entraînent l'imposition au pays d'une "discipline financière"; or, dans les conditions actuelles de l'économie mondiale, cette discipline serait préjudiciable autant aux pays en développement qu'à l'économie internationale dans son ensemble. Il est évident que cette façon de combler le déficit de la balance des paiements des pays en développement ne réussirait pas à résoudre leurs problèmes financiers actuels d'une manière compatible avec leurs objectifs de développement et ceux de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. De toute façon, tant que le FMI n'est pas en mesure de couvrir, en cas de besoin, le déficit d'un pays dans sa totalité, il n'est pas le "prêteur de la dernière chance" et ne sera pas considéré comme tel par les prêteurs privés.

54. Ce ne sont pas seulement les conditions dont sont assorties les ressources mises à la disposition des pays en développement qui posent des problèmes. Le délai de remboursement des prêts du Fonds n'est pas assez long, car les déficits d'exportation des pays en développement ne seront vraisemblablement pas comblés à bref délai.

55. Si l'aide à la balance des paiements des pays en développement n'est pas sensiblement accrue, la possibilité qu'ils ont de surmonter la crise actuelle de l'économie mondiale dépend essentiellement de deux facteurs aléatoires : le rythme de la reprise économique dans les pays industrialisés et la "confiance" des marchés de capitaux privés. C'est pourquoi, malgré les décisions de Kingston, la situation dans laquelle les pays en développement se trouvent demeure à peu près la même.

56. L'analyse qui précède avait pour objet de démontrer que, depuis la série de brusques transformations structurelles et conjoncturelles qui se sont produites dans l'économie internationale à partir de 1973, les efforts pour résoudre les problèmes immédiats se sont alliés à la tentative de réforme monétaire internationale et, dans une certaine mesure, l'ont fait passer à l'arrière-plan et que, dans les deux domaines, les progrès ont été minces. Il convient d'observer que le progrès limité de la réforme n'est pas dû à une préoccupation excessive pour les problèmes immédiats aux dépens des problèmes à long terme ni, au premier chef, à ce que les objectifs étaient trop ambitieux. C'est plutôt le résultat d'un diagnostic étroit et d'une conception limitée du problème d'ensemble qui fait que l'on a tendance à considérer les questions relatives au développement comme subordonnées au problème global (alors qu'elles y occupent une position centrale) et qui néglige le fait que le problème monétaire international n'est pas seulement un problème monétaire, mais qu'il vient du mauvais fonctionnement du

[23] *Bulletin du FMI*, vol. 5, No 2, 26 janvier 1976, p. 22.

système financier et commercial international et du mécanisme économique international en général.

57. Il suit de là que, dans la réforme du système monétaire, le plus difficile n'est pas d'abandonner la méthode des variations brusques des valeurs pour une méthode progressive; toute réorganisation systématique des relations monétaires internationales doit suivre un ordre continu. Le principal écueil vient du refus des gouvernements de renoncer aux théories classiques et aux politiques orthodoxes, si ce n'est en dernier ressort. C'est ainsi notamment qu'ils se sont trop souciés de favoriser l'usage de l'or en supprimant son cours officiel et qu'ils se sont engagés dans une polémique interminable sur le fondement juridique du régime des changes. Ces attitudes, à leur tour, les ont amenés à prendre des décisions contraires aux besoins de l'économie mondiale et à négliger les questions tellement plus importantes et urgentes qui découlent des asymétries relevées dans l'ajustement international des balances de paiements.

58. Il faut que les négociations changent radicalement d'orientation si l'on veut que la coopération monétaire internationale donne des résultats soit face aux problèmes immédiats, soit en vue de la mise en place d'un système satisfaisant à long terme.

59. Il faut commencer par revoir les arrangements qui ont trait au soutien des balances des paiements, afin de faire en sorte que la charge de l'ajustement soit équitablement partagée. Le FMI devra prendre notamment les mesures suivantes[24] :

a) Libéraliser davantage la facilité de financement compensatoire, de façon à en élargir l'accès et à assouplir le calendrier des remboursements;

b) Accorder un soutien à plus long terme pour combler les déficits des pays en développement qui sont dus à la récession et à l'inflation;

c) Augmenter les montants disponibles au titre des premières tranches de crédit.

60. S'il modifiait ainsi sa politique, le FMI servirait mieux les intérêts de la grande majorité de ses membres en tant qu'institution monétaire internationale. On s'est demandé s'il était indiqué qu'il prenne davantage en considération les besoins des pays membres en développement. D'aucuns ont estimé que non, puisque le Fonds est une institution s'occupant de questions monétaires et non du développement. On voit mal la logique du raisonnement. Il serait certes difficilement justifiable que le Fonds accorde une aide en faveur du développement s'il négligeait les aspects monétaires; mais là n'est pas la question. Il s'agit en fait de savoir si la coopération monétaire internationale doit rester en deça du point où elle traiterait efficacement les problèmes de paiements des pays en développement qui résultent du fonctionnement du système monétaire international et aussi de la structure économique de ces pays. De toute évidence, le FMI ne peut remplir convenablement son rôle d'institution monétaire internationale s'il méconnaît ou néglige le fait que les pays en développement ont particulièrement besoin d'un soutien en matière de paiements. Il faut donc reconnaître que répondre à ces besoins ne devrait pas l'amener à renoncer à son rôle d'institution monétaire, mais l'aiderait plutôt à mieux remplir ce rôle. Il convient d'ailleurs de souligner que le fait que le FMI sert de tampon en empêchant l'inflation et la récession qui sévissent dans les pays développés de se propager aux pays en développement ne signifie nullement qu'il empiéterait sur les prérogatives des institutions qui s'occupent du financement du développement. Au contraire, il deviendrait ainsi le mécanisme qui est si nécessaire pour compenser l'asymétrie entre pays développés et pays en développement du point de vue de l'ajustement des balances de paiements et pour mettre les seconds à l'abri d'un agencement économique défectueux des premiers. S'il s'attaque à ce problème en accordant des prêts à plus long terme que de coutume, le Fonds contribuerait à la coopération monétaire internationale au même titre que par ses opérations actuelles[25].

61. Une deuxième condition tout aussi importante à retenir pour l'avenir, c'est que la création de réserves internationales devrait être soumise à un contrôle international, afin que la création de réserves globales soit conforme aux besoins et que les réserves soient réparties selon des critères convenus à l'échelon international. Il faut donc en l'occurrence neutraliser complètement les inconvénients de la répartition internationale des réserves qui découlent des décisions prises au sujet de l'or en amenant les pays développés à renoncer à une part substantielle des profits exceptionnels qu'ils en ont retirés. A plus long terme, il faudra s'entendre pour limiter les avoirs-or et les avoirs en monnaies de réserve et pour constituer des réserves en créant des DTS, la majeure partie des avoirs provenant de cette opération étant liée au financement du développement[26]. Le problème, l'expérience l'a montré, n'est pas facile à régler, mais il demeure. Il importe donc de redoubler d'efforts pour trouver une solution.

62. Il est évident que tous ces changements resteront à l'état de projets tant qu'il n'y aura pas de mode d'élaboration des décisions qui permette aux pays en développement de participer à part entière à toutes les phases de la négociation, et que ces pays ne se feront pas effectivement entendre dans les organes de décision où ils sont représentés.

---

[24] Voir dans le présent volume les documents TD/188 et TD/188/Supp.1.

[25] L'argument selon lequel les problèmes monétaires ne pourraient être négociés au FMI si celui-ci devait s'occuper davantage du développement pourrait être interprété comme signifiant que les pays développés refuseraient la participation des pays en développement aux décisions touchant les questions monétaires qui intéressent la communauté internationale, si ces derniers devaient chercher à faire passer des décisions équilibrées qui tiennent compte de leurs intérêts autant que de ceux des pays développés. Cet argument est foncièrement politique et son acceptation marquerait un recul considérable par rapport aux accords réalisés à la CNUCED comme au FMI sur la participation des pays en développement à l'élaboration des décisions et sur l'interdépendance des questions monétaires, commerciales et du développement.

[26] Voir à ce sujet le rapport intitulé "La création de droits de tirage spéciaux et l'assistance au développement" (UNCTAD/FIN/6) reproduit dans *Monnaie, financement et développement... (op. cit.)*.

63. Enfin, il importe à l'avenir de s'occuper davantage des moyens qui permettraient d'élargir et d'améliorer les relations monétaires et les systèmes de paiements entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale. Il est probable que la question prendra bientôt une importance accrue vu les changements axés sur le progrès qui s'opère dans les relations entre les pays socialistes d'Europe orientale et les autres pays, ainsi que dans les pays en développement[27]. Elle mérite donc d'être plus amplement étudiée et débattue à la CNUCED.

[27] Un certain nombre de questions relatives à l'expansion du commerce et des relations économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents sont examinées dans le document TD/193 (reproduit dans le présent volume).

ANNEXES

ANNEXE 1

Comité intérimaire : communiqué du 8 janvier 1976[a]

1. Le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international a tenu sa cinquième réunion à Kingston (Jamaïque) les 7 et 8 janvier 1976 sous la présidence de M. Willy De Clercq, ministre des finances de la Belgique, choisi par le Comité pour succéder à l'ancien président, M. John Turner (Canada). M. H. Johannes Witteveen, directeur général du Fonds monétaire international, participait à la réunion. Les observateurs dont les noms suivent ont assisté aux discussions du Comité : M. Henri Konan Bédié, président du Comite du développement Banque-Fonds; M. G. D. Arsenis, représentant le Secrétaire général de la CNUCED; M. Wilhelm Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes; M. Mahjoob A. Hassanain, chef du Développement des questions économiques de l'OPEP, M. René Larre, directeur général de la Banque des règlements internationaux; M. Emile van Lennep, secrétaire général de l'OCDE; M. F. Leutwiler, président de la Banque nationale suisse; M. Olivier Long, directeur général du GATT; et M. Robert S. McNamara, président de la BIRD.

2. Le Comité a entériné les recommandations contenues dans le rapport des administrateurs sur la sixième révision générale des quotes-parts ainsi que le projet de résolution sur les augmentations des quotes-parts des différents membres qui doit être soumis au Conseil des gouverneurs pour approbation. A cet égard, le Comité a réaffirmé l'opinion selon laquelle les avoirs du Fonds en chaque monnaie devraient pouvoir être utilisés dans les opérations et les transactions du Fonds, conformément aux politiques de celui-ci. Des dispositions appropriées seront incluses à cette fin dans les projets d'amendements aux statuts du Fonds. Pour donner effet à l'avis exprimé par le Comité pendant la période précédant l'entrée en vigueur des amendements, il a été convenu que dans les six mois suivant la date d'adoption de cette résolution, chaque membre prendra des dispositions satisfaisantes pour le Fonds en vue de l'utilisation de sa monnaie dans les opérations et les transactions du Fonds, conformément aux politiques de celui-ci, étant entendu que les administrateurs pourront prolonger le délai dans lequel lesdites dispositions seront prises.

3. Le Comité a examiné la question de la mise en œuvre de l'accord intervenu lors de sa quatrième réunion en ce qui concerne la cession d'une partie des avoirs du Fonds en or. Il a été convenu que des mesures devraient être adoptées pour que soit entreprise sans délai la mise en œuvre simultanée des arrangements visés au paragraphe 6 du communiqué de presse publié par le Comité le 31 août 1975. Des ventes d'or par le Fonds se feraient aux enchères publiques, selon un calendrier approprié échelonné sur une période de quatre ans. Il est entendu que la Banque des règlements internationaux pourrait participer à ces enchères.

4. Lors de l'examen de la situation et des perspectives de l'économie mondiale, le Comité a noté qu'après la grave récession mondiale de 1974-1975, une reprise s'était amorcée dans un grand nombre de pays industrialisés. Les taux de chômage et d'inflation se maintiennent néanmoins à des niveaux trop élevés pour être acceptables. Le Comité a invité les pays industrialisés, en particulier ceux dont la position de balance des paiements est relativement forte, à mener leur politique de façon à assurer pendant la période à venir un taux d'expansion économique satisfaisant et soutenu, tout en poursuivant la lutte contre l'inflation.

La détérioration de la position des paiements extérieurs des pays de production primaire, surtout ceux d'entre eux qui appartiennent au monde en développement, constitue pour le Comité un sujet de préoccupation particulière. En 1975, la situation générale des pays en développement s'est caractérisée une fois de plus par d'importants déficits du compte courant de la balance des paiements, déficits qui ont été financés au moyen d'emprunts massifs à l'extérieur et par l'utilisation de réserves déjà érodées ces dernières années par l'inflation. D'importants déficits en compte courant s'annonçant encore pour cette année, le Comité a estimé que l'aptitude d'un grand nombre de pays en développement à maintenir leurs importations à un niveau suffisant en 1976 et à suivre des politiques d'ajustement appropriées dépendrait aussi de la possibilité, pour eux, d'obtenir du Fonds un crédit adéquat.

5. Le Comité a noté avec satisfaction la décision prise récemment par les administrateurs de libéraliser le mécanisme de financement compensatoire. Aux termes de la nouvelle décision, le Fonds est disposé à autoriser des tirages à concurrence de 75 p. 100 de la quote-part d'un membre, au lieu de 50 p. 100 en vertu de la décision de 1966. L'encours maximum des tirages pour n'importe quelle année est porté de 25 p. 100 à 50 p. 100 de la quote-part. En outre, cette décision habilite le Fonds à fournir une aide dans le cadre du mécanisme à un stade plus précoce de l'apparition d'une moins-value.

6. Le Comité a noté le rapport des administrateurs sur l'examen, auquel ils ont procédé, des politiques du Fonds concernant l'utilisation de ses ressources ainsi que de la question du Fonds fiduciaire en faveur des membres à faible revenu. Après étude de ces questions, le Comité est arrivé aux conclusions suivantes :

a) Il a été convenu que les dispositions nécessaires devaient être prises pour créer sans délai le Fonds fiduciaire. Les ressources du Fonds fiduciaire proviendraient des profits résultant des ventes d'or du Fonds, auxquels viendraient s'ajouter les contributions volontaires des pays. Il a été convenu que la quantité d'or disponible pour la vente conformément à l'accord auquel était parvenu le Comité à sa quatrième réunion devrait être cédée sur une période de quatre années. Les ressources du Fonds fiduciaire devraient être utilisée pour fournir une aide de balance des paiements, à des conditions de faveur, aux membres à faible revenu par habitant. Dans un premier temps, les membres admissibles au bénéfice du mécanisme seraient ceux dont le revenu par habitant en 1973 ne dépassait pas 300 DTS.

b) Il a en outre été convenu que, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'amendement des Statuts, le volume de chaque tranche de crédit devrait être augmenté de 45 p. 100, ce qui signifierait que le montant total des tirages pouvant être effectués dans le cadre des tranches de crédit serait porté de 100 p. 100 à 145 p. 100 de la quote-part, avec la possibilité de l'octroi d'une aide supplémentaire dans des circonstances exceptionnelles. Les différents types de conditionnalité dont sont actuellement assorties les tranches resteraient inchangés. Le Fonds examinera en temps opportun la

[a] Extrait du *Bulletin du FMI*, vol. 5, No 2, 26 janvier 1976, p. 18.

question de l'accès aux ressources du Fonds s'il devient évident que les besoins des membres rendent souhaitable le réexamen de cette question.

7. Prenant note du rapport des administrateurs sur l'amendement des Statuts, le Comité a enregistré avec satisfaction les progrès réalisés dans la voie du règlement des questions en suspens, et a félicité les administrateurs pour le travail considérable et fructueux qu'ils avaient réalisé en vue de parvenir à une révision importante des Statuts. En particulier, il a accueilli avec satisfaction l'accord qui s'est réalisé sur les dispositions concernant l'important problème des taux de change. A cet égard, il a entériné le texte d'un nouvel article IV des Statuts qui met en place un système de dispositions en matière de change. Ce nouveau système retient un objectif de stabilité qu'il relie à l'instauration d'une plus grande stabilité sous-jacente des facteurs économiques et financiers. Le Comité a examiné les questions pendantes sur lesquelles les administrateurs avaient sollicité ses directives et est convenu de ce qui suit :

a) Les Statuts amendés devraient comporter une disposition en vertu de laquelle les membres du Fonds s'engageraient à collaborer avec le Fonds et avec les autres membres pour faire en sorte que leurs politiques en matière d'avoirs de réserve soient compatibles avec les objectifs consistant à assurer une meilleure surveillance internationale des liquidités internationales et à faire des droits de tirage spéciaux le principal instrument de réserve du système monétaire international.

b) Les Statuts amendés comporteraient une disposition d'habilitation en vertu de laquelle le Fonds pourrait vendre une part quelconque de l'or qui restera après la distribution de 50 millions d'onces conformément aux arrangements visés au paragraphe 3 ci-dessus et utiliser les profits réalisés : i) pour augmenter les ressources générales du Fonds aux fins d'emploi immédiat dans ses opérations et transactions ordinaires; ou ii) pour accorder aux pays membres en développement se trouvant dans une situation difficile une aide de balance des paiements à des conditions spéciales. A l'occasion de ces ventes, le Fonds aurait le pouvoir de distribuer aux pays membres en développement, sur la base de leur quote-part, une partie des profits réalisés, ou de procéder à une distribution analogue en leur vendant directement de l'or au prix officiel actuel. Toute décision relative à une telle distribution serait prise à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées. Ces pouvoirs viendraient s'ajouter à celui que détiendrait le Fonds, en vertu d'une autre disposition d'habilitation, de restituer à tous les membres, sur la base des quotes-parts actuelles et au prix officiel actuel, une partie quelconque de l'or qui restera après la cession des 50 millions d'onces visés ci-dessus.

c) Les décisions du Fonds relatives à l'emploi, dans les opérations et transactions ordinaires du Fonds, des profits résultant de ses ventes d'or devraient être prises à la majorité de 70 p. 100 du nombre total des voix attribuées et les décisions relatives à l'emploi des profits dans d'autres opérations et transactions devraient être prises à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées.

d) Les administrateurs sont invités à revoir, durant la phase finale de leurs travaux sur les projets d'amendements, les majorités requises pour les décisions opérationnelles qui ne reflètent pas des compromis d'ordre politique, afin d'envisager la réduction, si possible, du nombre et de l'importance des majorités spéciales qui seraient requises dans les Statuts amendés pour de telles décisions opérationnelles. Ce réexamen devrait être achevé dans les semaines qui viennent et ne devrait pas retarder la mise au point définitive du projet d'amendement d'ensemble.

e) La majorité requise dans les Statuts amendés pour les décisions relatives à la méthode d'évaluation du droit de tirage spécial devrait être 70 p. 100 du nombre total des voix attribuées, excepté en ce qui concerne les décisions entraînant un changement dans le principe d'évaluation ou un changement fondamental dans l'application du principe en vigueur, lesquelles devraient être prises à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées.

f) Les administrateurs devraient poursuivre l'examen de la question du Compte de substitution sans que cela retarde la mise au point définitive du projet d'amendement d'ensemble.

g) En ce qui concerne l'obligation, pour les participants au Compte de tirage spécial, de reconstituer leurs avoirs en droits de tirage spéciaux, il a été convenu que les Statuts amendés devraient autoriser le Fonds à revoir les règles de reconstitution à n'importe quel moment et à adopter, modifier ou abroger de telles règles à la majorité de 70 p. 100 du nombre total des voix attribuées.

8. Le Comité a invité les administrateurs à mener à terme leurs travaux sur l'amendement des Statuts à la lumière des directives données par le Comité et espère que les administrateurs seront en mesure de soumettre à l'approbation du Conseil des gouverneurs, dans les semaines qui viennent, un projet d'amendement d'ensemble, accompagné d'un rapport.

ANNEXE II

Texte d'un projet d'article IV des Statuts du FMI approuvé le 8 janvier 1976 par le Comité intérimaire[a]

ARTICLE IV

Obligations concernant les dispositions en matière de change

Section 1. – Obligations générales des membres

Reconnaissant que le but essentiel du système monétaire international est de fournir un cadre qui facilite les échanges de biens, de services et de capitaux entre nations et qui favorise une croissance économique saine, et qu'un objectif principal est d'assurer de façon continue les conditions de base ordonnées nécessaires à la stabilité économique et financière, chaque membre s'engage à collaborer avec le Fonds et avec les autres pays membres pour assurer le maintien de dispositions de change ordonnées et promouvoir un système stable de taux de change. En particulier, chaque membre :

a) S'efforcera d'orienter sa politique économique et financière en vue d'encourager une croissance économique ordonnée dans une stabilité raisonnable des prix, sa situation particulière étant dûment prise en considération;

b) Cherchera à promouvoir la stabilité en favorisant des conditions de base ordonnées économiques et financières et un système monétaire qui ne soit pas source de discontinuités erratiques;

c) Evitera de manipuler les taux de change ou le système monétaire international afin d'empêcher l'ajustement effectif des balances des paiements ou de gagner des avantages compétitifs indus vis-à-vis d'autres membres; et

d) Poursuivra des politiques de change qui sont compatibles avec les engagements prévus à la présente section.

Section 2. – Dispositions générales en matière de change

a) Chaque membre notifiera au Fonds dans les trente jours suivant la date du deuxième amendement aux présents Statuts les dispositions de change qu'il entend appliquer pour remplir ses obligations au titre de la section 1 et notifiera sans délai au Fonds toute modification de ses dispositions de change.

b) Dans le cadre d'un système monétaire de la nature de celui qui existe au 1er janvier 1976,, les dispositions de change peuvent être les suivantes : i) le maintien par un membre d'une valeur pour sa monnaie en termes de droit de tirage spécial ou d'un autre dénominateur, autre que l'or, choisi par le membre; ou ii) des mécanismes de coopération en vertu desquels des membres maintiennent la valeur de leurs monnaies par rapport à la valeur de la monnaie ou des monnaies d'autres membres; ou iii) d'autres dispositions de change que choisirait un membre.

---

[a] Extrait du *Bulletin du FMI*, vol. 5, No 2, 26 janvier 1976, p 20.

c) Afin de tenir compte de l'évolution du système monétaire international, le Fonds, à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées, pourra définir des dispositions générales de change sans limiter le droit des membres d'avoir des dispositions de change de leur choix qui soient conformes aux buts du Fonds et aux obligations découlant de la section 1 du présent article.

Section 3. – Surveillance des dispositions en matière de change

a) Le Fonds contrôlera le système monétaire international afin d'en assurer le fonctionnement effectif et contrôlera la manière dont chaque membre remplit les obligations découlant de la section 1 du présent article.

b) En vue de l'accomplissement des fonctions visées au paragraphe *a* ci-dessus, le Fonds exercera une ferme surveillance sur les politiques de change des membres et adoptera des principes spécifiques pour guider les membres en ce qui concerne ces politiques. Chaque membre fournira au Fonds les informations nécessaires à cette surveillance et, à la demande du Fonds, aura des consultations avec ce dernier sur ces politiques. Les principes adoptés par le Fonds seront compatibles avec les mécanismes de coopération en vertu desquels des membres maintiennent la valeur de leurs monnaies par rapport à la valeur de la monnaie ou des monnaies d'autres membres, ainsi qu'avec les autres dispositions de change choisies par un membre et qui sont conformes aux buts du Fonds et aux dispositions de la section 1 du présent article. Ces principes respecteront la politique interne, sociale et générale des membres, et le Fonds prendra dûment en considération, pour leur application, la situation particulière de chaque membre.

Section 4. – Parités

Le Fonds pourra décider, à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées, que les conditions économiques internationales permettent la mise en place d'un système généralisé de dispositions de change reposant sur des parités stables mais ajustables. Le Fonds prendra une telle décision sur la base de la stabilité sous-jacente de l'économie mondiale et, à cette fin, il tiendra compte de l'évolution des prix et des taux de croissance économique des pays membres. La décision sera également prise à la lumière de l'évolution du système monétaire international, eu égard en particulier aux sources de liquidités et, afin d'assurer le fonctionnement effectif d'un système de parités, aux dispositions en vertu desquelles tant les membres dont la balance des paiements est excédentaire que les membres ayant une balance des paiements déficitaire doivent prendre des mesures rapides, efficaces et symétriques afin de parvenir à l'ajustement, et aussi eu égard aux dispositions relatives aux interventions et au traitement des soldes. Lorsqu'il prendra une telle décision, le Fonds notifiera aux membres que les dispositions de l'annexe K deviennent applicables.

Section 5. – Pluralité de monnaies sur les territoires d'un membre

a) Les décisions concernant la monnaie d'un membre prises par le membre conformément aux dispositions du présent article seront réputées s'appliquer aux diverses monnaies ayant cours sur les territoires pour lesquelles le membre aura accepté le présent Accord, conformément à la section 2, paragraphe *g*, de l'article XXXI, à moins que le membre ne déclare que la décision se rapporte soit exclusivement à la monnaie métropolitaine, soit à une ou plusieurs monnaies distinctes qu'il spécifiera, soit concurremment à la monnaie métropolitaine et à une ou plusieurs monnaies distinctes spécifiées.

b) Les décisions prises par le Fonds conformément aux dispositions du présent article seront réputées s'appliquer à toutes les monnaies d'un membre visées au paragraphe *a* ci-dessus, sauf déclaration contraire du Fonds.

ANNEXE K

Parités

1. Le Fonds notifiera aux membres que des parités peuvent être établies aux fins des présents Statuts, conformément aux dispositions des sections 1, 3, 4 et 5 de l'article IV, et de la présente annexe, en termes de droit de tirage spécial ou de tout autre dénominateur commun prescrit par le Fonds. Le dénominateur commun ne sera ni l'or ni une monnaie.

2. Un membre qui entend établir une parité pour sa monnaie proposera une parité au Fonds dans un délai raisonnable après la notification donnée conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Tout membre qui n'entend pas établir une parité pour sa monnaie conformément au paragraphe 1 ci-dessus entrera en consultation avec le Fonds et garantira que les dispositions qu'il applique en matière de change sont conformes aux buts du Fonds et permettent à ce membre de remplir ses obligations au titre de la section 1 de l'article IV.

4. Le Fonds exprimera son accord ou ses objections à une parité proposée dans un délai raisonnable après réception de la proposition. Une parité proposée ne prendra pas effet aux fins des présents Statuts si le Fonds y fait objection et le membre devra se conformer aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus. Le Fonds ne pourra pas soulever d'objections en raison de la politique interne, sociale ou générale du membre qui propose la parité.

5. Tout membre qui a une parité pour sa monnaie s'engage, par des mesures appropriées conformes aux présents Statuts, à veiller à ce que les taux minimaux et maximaux auxquels sa monnaie s'échange sur ses territoires, dans les transactions de change au comptant, contre les monnaies d'autres membres qui maintiennent des parités ne diffèrent pas de la parité de plus de 4,5 p. 100 ou de telle autre marge ou telles autres marges que le Fonds pourra adopter à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées.

6. Un membre ne proposera pas une modification de la parité de sa monnaie si ce n'est pour corriger un déséquilibre fondamental ou en prévenir l'apparition. Une modification ne pourra être faite que sur la proposition du membre intéressé et après consultation avec le Fonds.

7. Lorsqu'une modification aura été proposée, le Fonds donnera son assentiment ou fera objection à la parité proposée dans un délai raisonnable après réception de la proposition. Le Fonds donnera son assentiment s'il est assuré que la modification est nécessaire pour corriger un déséquilibre fondamental ou en prévenir l'apparition. Le Fonds ne soulèvera pas d'objection en raison de la politique interne, sociale ou générale du membre qui propose la modification. Une parité proposée ne prendra pas effet aux fins des présents Statuts si le Fonds y fait objection. Si un membre modifie la parité de sa monnaie en dépit de l'objection du Fonds, le membre sera soumis aux dispositions de la section 2 de l'article XV. Le maintien par un membre d'une parité irréaliste devra être découragé par le Fonds.

8. La parité de la monnaie d'un membre établie conformément aux dispositions des présents Statuts cessera d'exister aux fins d'application des présents Statuts si le membre informe le Fonds de son intention de mettre fin à la parité. Le Fonds pourra faire objection à la suppression d'une parité par une décision prise à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées. Si un membre met fin à la parité de sa monnaie en dépit de l'objection du Fonds, ce membre sera soumis aux dispositions de la section 2 de l'article XV. La parité de la monnaie d'un membre établie conformément aux dispositions des présents Statuts cessera d'exister aux fins des présents Statuts si le membre y met fin en dépit de l'objection du Fonds ou si le Fonds constate que ce membre ne maintient pas les taux pour un volume substantiel de transactions de change conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-dessus, étant entendu que le Fonds ne fera une telle constatation qu'après avoir consulté le membre et lui avoir notifié, avec un préavis de 60 jours, son intention d'examiner s'il doit faire une telle constatation.

9. Si la parité de la monnaie d'un membre a cessé d'exister en vertu des dispositions du paragraphe 8 ci-dessus, le membre entrera en consultation avec le Fonds et garantira que les dispositions qu'il applique en matière de change sont compatibles avec les buts du Fonds et permettent à ce membre de remplir ses obligations au titre de la section 1 de l'article IV.

10. Lorsque la parité de la monnaie d'un membre aura cessé d'exister conformément au paragraphe 8 ci-dessus, ce membre pourra à tout moment proposer une nouvelle parité pour sa monnaie.

11. Nonobstant les dispositions du paragraphe 6 ci-dessus, le Fonds, à la majorité de 85 p. 100 du nombre total des voix attribuées, pourra modifier dans des proportions uniformes toutes les parités. Toutefois, la parité de la monnaie d'un membre ne sera pas modifiée en application de la présente disposition si dans les sept jours qui suivent la décision du Fonds le membre notifie au Fonds qu'il ne veut pas que la parité de sa monnaie soit modifiée par cette décision.

DOCUMENT TD/190*

La dépendance technologique : sa nature, ses conséquences et ses incidences en matière de politique générale

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*31 décembre 1975*]

TABLES DES MATIÈRES

		Pages
Introduction		153
Chapitres	*Paragraphes*	
I. Nature de la dépendance technologique	1-12	154
A. Faiblesses des structures de la production et des échanges	5-7	155
1. Asymétrie de la structure des produits	5	155
2. Asymétrie des moyens de production	6	155
3. Asymétrie de la servitude des échanges	7	155
B. Dépendance technologique et financière	8-10	155
1. Asymétrie des connaissances techniques	8	155
2. Asymétrie des compétences	9	156
3. Asymétrie des ressources financières	10	156
C. Pouvoirs de décision et marge d'initiative	11-12	156
1. Asymétrie des pouvoirs de décision	11	156
2. Asymétrie en matière d'initiative	12	156
II. La dépendance technologique et ses incidences récentes sur le développement	13-39	157
A. Historique	15-18	157
B. Les entreprises transnationales, la dépendance et les conditions de l'échange	19-25	157
C. Coût en devises : quelques éléments déterminants	26-27	160
D. Opportunité des techniques de production	28-30	161
E. Opportunité des "techniques de consommation"	31-32	162
F. Caractère de perpétuation de la dépendance	33-39	163
III. Questions intéressant la Conférence	40-77	164
A. Restructuration du cadre juridique	41-55	164
1. Révision du régime de la propriété industrielle	44-50	165
2. Code international de conduite	51-53	166
3. Prochaine étape des décisions intergouvernementales	54-55	166
B. Vers l'indépendance technologique des pays en développement	56-77	166
1. Action des pays en développement à l'échelon national	60-63	167
2. Coopération entre pays en développement	64-68	168
3. Action des pays développés	69-70	168
4. Dernier examen en date des questions	71-77	169
IV. Récapitulation des questions appelant des décisions à l'échelon intergouvernemental	78-87	170
A. Action visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement	81-82	170
B. Décisions à prendre au sujet d'un code de conduite pour le transfert de technologie et, eu égard à ces décisions, décision quant à ses modalités d'établissement	83-84	170
C. Mesures à prendre par la CNUCED en ce qui concerne les aspects économiques et commerciaux du système international des brevets et ses aspects relatifs au développement, dans le cadre de la révision en cours de ce système	85-87	170

* Incorporant le document TD/190/Corr.1.

Tableau *Page*

Dépendance technologique : quelques indicateurs socio-économiques 159

Introduction

i) Les nombreux pays qui composent le tiers monde ont accédé à l'indépendance politique à des époques différentes. Or, quel que soit le temps écoulé depuis que les pays en question jouissent de cette souveraineté politique, il n'en est aucun qui soit parvenu à un stade où ses structures économiques ainsi que les systèmes politiques et sociaux dont ces dernières sont indissociables peuvent être considérés comme affranchis de l'influence déterminante exercée par les forces qui émanent des pays déjà développés. Il est aujourd'hui admis que cette influence a un grand pouvoir de pénétration. Aussi les pays en développement entrent-ils dans une nouvelle phase, caractérisée par un changement complet de leur optique et par la recherche de nouvelles règles de conduite. Les doctrines périphériques du passé, qui impliquaient peu de modification des formes existantes de rapports entre les nations, sont remplacées par la recherche de structures novatrices s'appuyant sur les ressources économiques, sociales et culturelles propres aux pays du tiers monde. Ainsi, le renforcement de la capacité technologique nationale est au centre des plans et des politiques de développement. Des efforts sont donc faits par les pays en développement pour relâcher progressivement ceux des liens avec les pays développés qui gênent la réalisation de cet objectif et pour s'orienter vers une coopération plus étroite entre eux.

Origine de l'ordre du jour de la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

ii) Le projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième session de la Conférence, adopté par le Conseil du commerce et du développement à la deuxième partie de sa quinzième session, reflète ces préoccupations. Le point 12, intitulé "Transfert de technologie", porte sur trois questions précises :

Action visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement;

Décisions à prendre au sujet d'un code de conduite pour le transfert de technologie et, eu égard à ces décisions, décision quant à ses modalités d'établissement;

Mesures à prendre par la CNUCED en ce qui concerne les aspects économiques et commerciaux du système international des brevets et ses aspects relatifs au développement, dans le cadre de la révision en cours de ce système.

iii) Chacune de ces trois questions appelle des décisions qui devraient marquer l'aboutissement des grandes initiatives prises par la CNUCED dans ce domaine d'importance capitale. La résolution 39 (III), adoptée en 1972 par la Conférence à sa troisième session, en a été le point de départ. Depuis lors, un certain nombre d'études effectuées par le secrétariat en application de cette résolution ont servi de base à d'importantes décisions intergouvernementales dans le cadre de la CNUCED. A cela sont venues s'ajouter les décisions prises récemment par l'Assemblée générale. En effet, à sa sixième session extraordinaire, celle-ci a adopté une Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, dont l'un des principes fondamentaux est

> Participation des pays en voie de développement aux avantages de la science et de la technique modernes et promotion du transfert des techniques et de la création d'une structure technologique autochtone ...[1].

En outre, la section IV du Programme d'action adopté à cette même session[2] expose les grandes lignes d'une restructuration des arrangements en vigueur en matière de transfert de technologie.

iv) Les décisions adoptées à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale ont renforcé ces principes. Le paragraphe 1 de la section III de la résolution 3362 (S-VII) stipule que

> Les pays développés et les pays en développement devraient coopérer à la mise en place, au renforcement et au développement de l'infrastructure scientifique et technique des pays en développement.

Le renforcement de la capacité technologique des pays en développement sera d'ailleurs l'un des buts essentiels de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui doit se tenir en 1978 ou en 1979 [voir la résolution 3362 (S-VII), section III, paragraphe 7].

v) L'Assemblée générale ayant approuvé la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels[3], qui préconisent une nouvelle répartition de la production industrielle entre les pays développés et les pays en développement, le moment est maintenant venu de traduire en mesures concrètes des notions générales de croissance industrielle. Un seul exemple suffira à donner une idée de l'effort requis pour atteindre cet objectif. Il faudrait, en effet, que la production industrielle des pays en développement augmente

[1] Résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974, paragraphe 4 *p*.

[2] Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

[3] Adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (Lima, 12-26 mars 1975). Pour le texte, voir la publication de l'ONUDI, PI/38).

de 10 à 12 p. 100 par an pendant un quart de siècle, ce qui signifie une expansion multipliée de 11 à 15 fois, avec un taux de croissance au moins deux fois plus élevé que dans les pays développés. Si le coût des intrants technologiques devait augmenter de deux à deux fois et demie plus vite que la production industrielle, il atteindrait entre 20 et 35 fois le montant actuel. Il est évidemment impossible de financer des intrants de cette importance. D'où la nécessité de développer le potentiel technologique et de réduire ainsi la dépendance technique.

Principaux éléments d'un programme d'action

vi) Considérées dans cette perspective, les trois questions précises énoncées au point 12 de l'ordre du jour provisoire de la quatrième session de la Conférence forment un tout, qui repose essentiellement sur deux principes :

a) Restructuration du cadre juridique (code de conduite et régime de la propriété industrielle); et

b) Renforcement de la capacité technologique des pays en développement afin de réduire leur dépendance technique.

vii) Le premier de ces principes a été largement étudié par le secrétariat et les organes intergouvernementaux de la CNUCED. En revanche, les problèmes que soulève le second commencent à peine à recevoir toute l'attention qu'ils méritent. C'est pourquoi, afin de contribuer à l'examen du point de l'ordre du jour en question, le secrétariat s'est surtout attaché, dans le présent rapport, à étudier ce second principe.

viii) Le chapitre premier analyse tout d'abord le caractère asymétrique, ou la nature unilatérale, de la dépendance technique qui a marqué l'inégalité des rapports entre pays en développement et pays développés. Cette inégalité se traduit par la prédominance de la production des produits primaires, par la faiblesse de la production industrielle, et par leur répercussion sur la structure des échanges; elle reflète aussi l'insuffisance des compétences, la fragilité de l'infrastructure technique et le manque de ressources financières. Tous ces facteurs ont contribué à amoindrir l'aptitude des pays en développement à prendre eux-mêmes les décisions relatives aux questions d'importance capitale pour leur progrès et à définir les mesures à mettre en œuvre pour atteindre leurs objectifs de développement. L'examen, au chapitre II, des moyens employés par les pays en développement pour essayer de rattraper leur retard industriel montre qu'ils ont peu progressé dans cette voie depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La plupart des pays en développement ont eu pour réaction de chercher à recréer, dans leur propre économie, les processus de consommation et de production des pays développés, imitation qui n'a pas sensiblement amélioré les conditions de vie de la majorité des populations et qui a perpétué la dépendance technique.

ix) Il y a donc un besoin évident d'initiatives hardies pour modifier cette situation. Or, il n'existe nulle part un ensemble détaillé de principes généraux qui unisse les règles relatives aux importations de techniques à la création d'une capacité technologique nationale. Au chapitre III, on s'efforce de combler cette lacune en décrivant les principaux éléments d'un nouveau programme d'action à l'échelon national, régional et international. Le dernier chapitre résume brièvement les questions qui devraient faire l'objet de décisions au cours des prochaines délibérations intergouvernementales.

CHAPITRE PREMIER

Nature de la dépendance technologique

1. La notion de dépendance prête à plusieurs interprétations, allant de la confiance, qui peut être réciproque, à la subordination, qui est à coup sûr asymétrique. Il importe donc de faire une distinction entre ces différentes significations quand on analyse la dépendance technologique. Quand celle-ci prend la forme d'une confiance réciproque entre deux pays, il n'y a pas lieu de s'en inquiéter; en fait, elle peut même favoriser la prospérité par la division du travail. Ainsi, le Royaume-Uni pourra compter sur l'habileté des Français à produire du vin, tandis que la France fera confiance aux Britanniques pour fabriquer du whisky. Il en est tout autrement quand le rapport est unilatéral et quand la notion de dépendance technologique recouvre une forme de dépendance asymétrique. Un pays en développement est en général tributaire, pour la technologie, des pays développés, mais d'une manière complètement asymétrique qui implique un rapport de subordination; c'est précisément à cause de cette asymétrie que la dépendance technologique est un problème d'importance capitale pour le développement économique.

2. L'apparition des caractères asymétriques de la dépendance technologique est surtout liée à la révolution industrielle, et notamment à la forme prise par le capitalisme moderne. Les rapports de domination de la période coloniale ont contribué à encourager et à perpétuer cette asymétrie. La croissance de ce déséquilibre et ses multiples conséquences ont été longuement étudiées, ces dernières années, par des économistes appartenant à diverses écoles. Les caractères de la dépendance, telle qu'elle se présente aujourd'hui, ne peuvent pas être dissociés du processus historique qui est à l'origine de l'asymétrie. L'expérience acquise par les pays en développement dans différentes régions du monde n'est certes pas la même, mais il y a suffisamment de caractéristiques communes pour qu'il soit utile d'envisager la dépendance technologique comme un problème mondial, sans toutefois perdre de vue les variations à l'intérieur du schéma général.

3. On a essayé dans le présent chapitre de cerner les divers aspects de la dépendance technologique. La technologie ne représente pas seulement l'application systématique de connaissances ordonnées, scientifiques ou autres, à des tâches pratiques, mais aussi le climat économique et social dans lequel se fait cette application[4]. De plus, la techno-

[4] Voir Ch. Cooper, "Science, technology and production in the underdeveloped countries : an introduction", *The Journal of Development Studies*, Londres, vol. 9, No 1, octobre 1972. Voir aussi O. Sunkel, *External Economic Relations and the Process of Development: Suggestions for an Alternative Analytical Framework*, Discussion Paper No 51, Brighton, Université du Sussex, Institute of Development Studies, juin 1974.

logie concerne non seulement les façons de produire des biens, mais aussi la manière de répondre à des besoins et d'en tirer une satisfaction. La technique de la consommation a de profondes répercussions sur la structure de l'économie, car elle influence la production de biens et de services[5]. Même les attitudes et les valeurs personnelles font partie, dans un sens, de la technologie, puisqu'elles rejaillissent sur le capacité d'un pays[6]. Définie de façon large, la "dépendance technologique" recouvre toutes ces questions, et c'est dans ce sens que cette expression sera utilisée dans le présent rapport.

4. La dépendance technologique des pays en développement revêt plusieurs aspects distincts, qui sont néanmoins étroitement liés. Compte tenu de la part de l'asymétrie dans la notion de dépendance technologique, les aspects suivants – dont certains sont évidemment plus importants que d'autres – semblent devoir être étudiés soigneusement.

A. – Faiblesses des structures de la production et des échanges

1. *Asymétrie de la structure des produits*

5. Un aspect important, bien qu'assez difficile à saisir, de la dépendance technologique, c'est l'asymétrie de la structure des produits. L'influence des mœurs des pays industrialisés se retrouve dans la nature des biens de consommation utilisés dans les pays en développement, surtout au niveau des classes aisées[7]. La dépendance technologique des pays en développement à l'égard des pays riches s'étend donc aussi à la formation des goûts, ce qui limite fortement les options économiques offertes aux pays en développement (en l'absence de changements politiques radicaux qui transformeraient la structure socio-économique sur laquelle repose ce mode de consommation).

2. *Asymétrie des moyens de production*

6. L'asymétrie des moyens de production traduit la différence très nette entre l'aptitude des pays en développement et celle des pays développés à fabriquer les machines et autres biens d'équipement nécessaires à la production. C'est là certainement une des raisons du contraste observé entre les capacités technologiques des uns et des autres[8]. Il ne fait guère de doute que la technicité nécessaire pour fabriquer des biens d'équipement contribue pour beaucoup à leur utilisation et à leur adaptation, surtout quand il s'agit de modèles récents.

3. *Asymétrie de la servitude des échanges*

7. Une conséquence de la dépendance des pays en développement à l'égard des pays industrialisés pour la fourniture de savoir-faire, de brevets, de méthodes de gestion et de moyens financiers, c'est le pouvoir dont disposent les seconds pour influencer la politique commerciale des premiers. Cela peut prendre, par exemple, la forme d'un engagement par un pays en développement de ne pas exporter des articles qui ont été fabriqués à l'aide de connaissances techniques déterminées ou d'une obligation d'acheter des machines ou d'autres biens à telle ou telle entreprise. Cette asymétrie de la servitude des échanges peut être un lourd handicap pour un pays en développement sur le plan de l'utilisation de la technique moderne et de l'exploitation des meilleures possibilités commerciales disponibles[9].

B. – Dépendance technologique et financière

1. *Asymétrie des connaissances techniques*

8. L'asymétrie des connaissances techniques tient pour beaucoup au fait que les techniques modernes de production ont été en général élaborées dans les pays développés et aux obstacles – à la fois naturels et artificiels – qui s'opposent à leur transfert. Ce phénomène a deux conséquences assez différentes : d'une part, l'absence, dans les pays en développement, de connaissances techniques qui sont largement diffusées dans les pays développés et, d'autre part, la pénurie, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, de connaissances touchant les procédés techniques qui intéresseraient plus particulièrement les seconds[10]. L'asymétrie des connaissances

---

[5] La technique de la consommation s'entend des propriétés physiques et autres des biens par rapport aux besoins qu'ils satisfont. Voir F. Stewart, "Technology and employment in LDCs [less-developed countries]", *World Development*, Oxford, vol. 2, No 3, mars 1974. Voir aussi chap. II, sect. E, ci-dessous.

[6] Voir A. Sen, "The concept of efficiency", dans M. Parkin et A. R. Nobay, éd., *Contemporary Issues in Economics (Proceedings of the Annual Conference of the Association of University Teachers of Economics, Warwick, 1973)*, Manchester, Manchester University Press, 1975, p. 196 à 210.

[7] Voir P. Streeten et M. Lipton, éd., *The Crisis of Indian Planning: Economic Planning in the 1960s*, Londres, Oxford University Press, 1968; et F. Stewart, *loc. cit.* L'importance accordée à ces biens étrangers laisse aussi moins de place pour les réalisations techniques et scientifiques autochtones.

[8] Voir M. Merhav, *Technological Dependence, Monopoly, and Growth*, Oxford, Pergamon Press, 1969. Voir aussi A. Fishlow, "Empty economic stages?", *The Economic Journal*, Londres, vol. 75, No 297, mars 1965, p. 112 à 125.

[9] Cela s'ajoute aux inconvénients que supportent déjà les pays en développement en raison de la physionomie générale des rapports commerciaux en question, qui entraîne une certaine forme d'"échange inégal". Voir A. Emmanuel, *L'échange inégal. – Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, F. Maspéro, 1969; S. Amin, *Le développement inégal. – Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Editions de Minuit, 1974; A. Mitra, "Equivalence in exchange: A sceptical note", dans A. Mitra, éd., *Economic Theory and Planning*, Calcutta, Oxford University Press, 1974, p. 141 à 150.

[10] Voir la distinction que fait Streeten entre le manque de communications ("communications gap") et le manque de techniques appropriées ("suitability gap"), dans P. Steeten, "Technology gaps between rich and poor countries", *Scottish Journal of Political Economy*, Edimbourg, vol. 19, No 3, novembre 1972.

techniques s'applique donc aussi bien à la répartition inégale des connaissances existantes qu'à la pénurie mondiale d'innovations axées sur les besoins des économies des pays en développement, par exemple d'innovations qui permettraient de mieux utiliser l'excédent de main-d'œuvre ou des ressources locales spécifiques, y compris celles de l'environnement, pour produire des biens destinés à la consommation intérieure[11].

2. *Asymétrie des compétences*

9. L'exploitation des possibilités de production ne dépend pas seulement de la connaissance des procédés techniques, mais aussi de leur maîtrise. La pénurie de personnel qualifié dans les pays en développement est par conséquent un autre aspect de la dépendance technologique. Ce genre de pénurie varie d'un pays à l'autre. Si certains pays en développement disposent d'un grand nombre d'ingénieurs diplômés, de médecins et de chercheurs, le manque de compétences acquises surtout par la pratique et l'apprentissage est encore cruellement ressenti par beaucoup d'entre eux. C'est en général à la base que cette asymétrie des compétences est la plus marquée.

3. *Asymétrie des ressources financières*

10. L'asymétrie des ressources financières se manifeste aussi bien au niveau des investissements directs privés qu'à celui des prêts et de l'aide accordés par les pays développés aux pays en développement. La dépendance financière des pays en développement a fait l'objet de nombreuses études. Comme le financement joue un rôle important dans la maîtrise des décisions d'affaires, l'asymétrie financière implique aussi une asymétrie dans la prise de décision. Cela se voit surtout dans le cas des investissements directs privés, par exemple ceux qui sont faits par les sociétés transnationales[12], mais l'influence du financement sur les décisions est plus diffuse, car elle touche aussi les organismes publics. En matière financière, la "carotte" et le "bâton" sont souvent des arguments très efficaces, et ils sont aussi utilisés par les pouvoirs publics des pays développés.

C. Pouvoirs de décision et marge d'initiative

1. *Asymétrie des pouvoirs de décision*

11. Les deux dernières asymétries mentionnées ont un caractère un peu plus général, et se rattachent à certaines des asymétries particulières déjà évoquées. L'asymétrie des pouvoirs de décision vient de ce que ce sont en fait les pays développés qui décident d'un grand nombre des choix offerts aux pays en développement, ce qui entraîne une dichotomie entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui en supportent les conséquences. Cela s'applique surtout aux décisions d'affaires impliquant le choix de techniques et de produits pour les pays en développement, notamment quand elles sont prises par les sociétés transnationales. Ce phénomène est étroitement lié à l'asymétrie financière analysée ci-dessus, mais il a un caractère plus général, car le pouvoir de décision reflète la profonde influence politique, économique et culturelle que les pays développés exercent sur la vie du tiers monde. Il faut en outre souligner qu'il y a aussi des asymétries en matière de réglementation qui renforcent cette asymétrie des pouvoirs de décision. Les imperfections des marchés des techniques et des capitaux permettent souvent à des entreprises des pays industrialisés d'obtenir un traitement spécial dans les pays en développement sur le plan de la réglementation officielle. Bien que cela fasse essentiellement partie du prix exigé pour la fourniture de technologie ou de capitaux, les conséquences de ces concessions ne sont pas toujours faciles à comprendre[13].

2. *Asymétrie en matière d'initiative*

12. Enfin, il existe entre le pays développé type et son homologue en développement une différence fondamentale dans la capacité de prendre des initiatives dans le domaine technologique, voire dans l'assurance que cela implique, même quand les moyens techniques sont disponibles. Dans une situation caractérisée par l'imitation, la hardiesse requise pour contester l'utilité de la technologie reçue fait généralement défaut. Il est peut-être difficile de mesurer cette asymétrie sur le plan de l'initiative, mais c'est certainement l'une des caractéristiques fondamentales du sous-développement.

---

[11] L'exploitation dans les pays en développement de ressources locales intéressant particulièrement les pays capitalistes *développés*, par exemple l'extraction du cuivre en Rhodésie, est évidemment une caractéristique de l'impérialisme économique.

[12] Voir J. Dunning, ed., *The Multinational Enterprise*, Londres, Allen & Unwin, 1971, et *Economic Analysis and the Multinational Enterprise* Londres, Allen & Unwin, 1974; R. Vernon, *Sovereignty at Bay: The Multinational Spread of U.S. Enterprises*, Londres, Longman, 1971; P. Streeten, "The multinational corporation and the nation State", dans *The Frontiers of Development Studies*, Londres, Macmillan, 1972, p. 223 à 238; P. Streeten, "The theory of development policy", dans J. Dunning, *Economic Analysis... (op. cit.)*.

[13] Même si l'entreprise en question sait clairement ce qu'elle veut faire de ses privilèges, il se peut que le gouvernement du pays en développement ne soit pas en mesure d'évaluer d'avance ce que cela lui coûtera réellement. Il y a aussi des incertitudes liées à la complexité des opérations commerciales au sein des sociétés et des prix de transfert pratiqués par les entreprises multinationales, qui déroute les administrations peu expérimentées des pays en développement. Voir D. Sears, "Big companies and small countries: a practical proposal", *Kyklos*, Bâle, vol. 16, No 4, 1963.

CHAPITRE II

La dépendance technologique et ses incidences récentes sur le développement

13. Bien que l'utilisation pendant ces vingt-cinq dernières années de sciences et techniques importées ait contribué à l'accélération du rythme de croissance de la production, à l'amélioration des conditions matérielles de vie et au progrès de la modernisation, les pays à faible revenu sont encore incapables de satisfaire les besoins essentiels de la majorité de leur population. L'objet du présent chapitre est d'examiner brièvement dans quelle mesure la conception actuelle de l'industrialisation, fondée sur le transfert de technologies provenant des entreprises de pays développés, est susceptible de contribuer à atténuer ces difficultés.

14. Dans les quinze ans qui ont suivi la seconde guerre mondiale, plus de 60 pays sont devenus officiellement indépendants, et depuis lors ce nombre a atteint près de 80. Ces pays ont accédé à l'indépendance politique avec le handicap que représentaient une pauvreté écrasante, un analphabétisme massif et peu de capitaux ou d'expérience en matière d'industrialisation. L'affranchissement de la domination étrangère s'est accompagné de l'éveil d'une conscience politique, qui s'exprimait en exigences de modernisation. Il semblait que la meilleure façon d'accélérer l'industrialisation était d'exploiter les nombreuses techniques de production déjà mises au point dans les pays plus avancés. Les techniques n'étaient pas gratuites, mais, comme les biens qu'elles permettaient de produire, elles étaient échangées et pouvaient être achetées ou louées – essentiellement auprès des sociétés transnationales situées dans les pays industrialisés, qui en étaient propriétaires.

A. – Historique

15. Traditionnellement, le transfert de technologie vers les pays en développement, effectué dans une large mesure sous forme d'investissements étrangers directs, a surtout intéressé le secteur des activités extractives (pétrole, mines et agriculture d'exportation). On peut en juger par le volume total des investissements étrangers, dans lequel la part de ce secteur était très importante dans le passé et représentait presque la moitié jusqu'en 1967, contre 30 p. 100 environ pour les industries manufacturières[14]. Toutefois, plus récemment, les industries manufacturières ont représenté une proportion très importante de l'augmentation des investissements étrangers (au moins en ce qui concerne les entreprises des Etats-Unis d'Amérique)[15], conséquence en partie d'une politique voulue par les pays en développement.

16. Pour les pays métropolitains, les investissements étrangers dans le secteur des activités extractives ont été et sont toujours motivés par le souci de s'assurer des importations vitales de matières premières et, bien que les exportations correspondantes aient contribué ces dernières années à dégager des ressources en devises nécessaires au financement du développement, les effets directs sur la modernisation, la diffusion des compétences techniques et la création d'emplois ont été très limités.

17. Pour presque tous les pays en développement, la caractéristique dominante de l'industrialisation après la seconde guerre mondiale, c'est le fait que ces pays, suivant en cela l'exemple donné par l'Europe continentale et les Etats-Unis d'Amérique dans la dernière partie du dix-neuvième siècle, ont essayé de créer des marchés intérieurs pour leurs produits manufacturés en instituant un système de droits de douane élevés et en limitant par d'autres moyens les importations. Les industries naissantes ainsi créées devaient fournir des produits nationaux qui remplaceraient les produits importés jusqu'alors. Le désir d'acquérir une indépendance économique plus grande était un prolongement naturel de l'indépendance politique. Il s'agissait pour ces pays de prendre en main leurs propres moyens de production et de ne plus dépendre de "centres de décisions" situés à l'étranger[16]. A défaut d'un esprit d'entreprise assez développé chez les futurs industriels, une protection était jugée nécessaire pour stimuler les initiatives locales, mobiliser l'épargne, et encourager la création de petites entreprises qui ne pouvaient s'installer solidement qu'à l'abri de droits de douane.

18. Ainsi, la stratégie de l'industrialisation reposait sur deux piliers : l'importation de technologie en provenance des pays industrialisés, et la substitution de productions nationales aux importations.

B. – Les entreprises transnationales, la dépendance et les conditions de l'échange

19. Pour examiner les résultats de cette stratégie, il est indispensable de tenir compte de l'influence considérable du marché mondial des technologies et de la situation respective des entreprises transnationales et des pays en développement sur ce marché. Celui-ci présente les caractéristiques suivantes : il est très imparfait, avec d'importants avantages monopolistiques pour le vendeur en raison du secret et/ou de la protection des brevets et des marques de fabrique. Les techniques de production (que ce soit sous

[14] D'après OCDE, Direction de l'aide au développement, *Stock of Private Direct Investments by DAC Countries in Developing Countries, end 1967*, Paris, 1972, tableau 1.

[15] D'après les statistiques rassemblées par S. Pizer et F. Cutler dans : Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, *U.S. Business Investments in Foreign Countries – A Supplement to the "Survey of Current Business"*, Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office, 1960. Voir aussi Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, *Survey of Current Business*, Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office, vol. 41, No 8, août 1961, et vol. 54, No 8, IIe partie, août 1974.

[16] Une stratégie de développement du secteur manufacturier fondée sur les exportations semblait moins intéressante à cause de la dépendance qu'elle impliquait à l'égard des marchés du "centre", des obstacles commerciaux auxquels se heurteraient les articles traditionnels les mieux appropriés à l'exportation vers ces marchés, et de la difficulté de satisfaire aux exigences de qualité des consommateurs pour les produits à haute technicité. Pour une étude des origines des politiques de remplacement des importations, voir I. Little, T. Scitovsky, M. Scott, *Industry and Trade in Some Developing Countries: A Comparative Study*, Londres, Oxford University Press, 1970, chap. 2.

forme de connaissances pures ou sous la forme concrète d'investissements étrangers ou de machines) sont transférées à des conditions qui sont l'aboutissement de négociations entre acheteurs et vendeurs dans des situations proches du monopole ou de l'oligopole. Les résultats finals et leur distribution dépendent du pouvoir relatif des négociateurs[17].

20. La probabilité d'une issue défavorable est plus forte pour les pays en développement à cause de l'inégalité des connaissances techniques, analysée au chapitre précédent. On en trouve une preuve éclatante dans la participation négligeable des pays en développement à la propriété des brevets, signalée dans une étude du secrétariat de la CNUCED, qui montre qu'en 1972 6 p. 100 seulement des brevets existants – 200 000 sur un nombre total estimé à 3,5 millions – étaient délivrés par des pays en développement, et que les ressortissants de ces pays détenaient moins d'un sixième du total[18].

21. Il est vrai que plusieurs pays développés sont aussi de grands importateurs nets de technologie et n'ont parfois à leur actif que peu d'inventions brevetées. Mais la gravité de la dépendance technologique des pays pauvres tient dans le fait que le manque d'expérience en matière de technique moderne, dû chez eux à des facteurs historiques, se traduit par un manque de compétences. Celui-ci peut être de deux ordres : *a)* un manque de compétences théoriques de haut niveau, du type de celles qui permettent de choisir entre plusieurs techniques – dans les entreprises comme dans l'administration –, d'évaluer la technologie et d'effectuer des recherches en vue de mettre au point de nouvelles techniques; *b)* un manque de connaissances pratiques comme celles dont on a besoin pour utiliser les outils et faire marcher les machines. Le tableau ci-après montre que les pays en développement sont nettement défavorisés par rapport aux pays développés sur le plan des compétences du type *a*. Ainsi, en 1970, il n'y avait en moyenne qu'environ 6 ingénieurs et chercheurs pour 10 000 habitants dans les 8 pays africains pour lesquels des données étaient disponibles, contre 22 en Asie et 69 en Amérique latine. En revanche, on en dénombrait 112 pour 10 000 habitants dans les pays développés à économie de marché. Le retard des pays en développement apparaît dans tous les indicateurs socio-économiques au sujet desquels on a pu obtenir des renseignements. Parmi les régions en développement, la situation de l'Afrique est toujours la plus mauvaise, celle de l'Amérique latine généralement la meilleure, tandis que l'Asie se trouve dans une situation intermédiaire.

22. Il ne faut pas déduire de ce tableau que la solution au problème technologique consiste simplement à corriger les insuffisances, par exemple en formant une main-d'œuvre hautement qualifiée plus nombreuse. L'exode actuelle de personnel scientifique à partir des pays en développement indique déjà où risquerait de conduire une telle politique si elle était menée en l'absence d'un accroissement parallèle de la demande intérieure concernant ces compétences[19]. En outre, les insuffisances quantitatives dans le domaine scientifique et technique indiquées dans le tableau sont peut-être moins importantes que le fait qu'une grande partie des activités scientifiques et techniques des pays en développement ne répond pas à des besoins essentiels[20]. On ne peut pas mesurer quantitativement le manque relatif de qualifications et de capacités plus terre à terre de la deuxième catégorie, celle qui est directement en rapport avec le processus de production. Comme nous l'avons vu au chapitre premier, de telles capacités ne résultent pas tant d'une formation technique générale que d'une expérience professionnelle, plus difficile à acquérir. Aussi leur rareté est-elle cruellement ressentie dans les pays en développement.

23. L'avantage le plus souvent mentionné que représentent les sociétés transnationales pour les pays en développement, c'est qu'elles leur offrent tout à la fois les technologies et un ensemble d'autres facteurs d'importance capitale tels que moyens financiers, capacité d'organisation, machines et biens intermédiaires, et circuits de distribution pour les exportations. Cependant, on oublie souvent que les sociétés transnationales essaient aussi d'en tirer parti en renforçant leur mainmise sur la capacité de produire tous ces facteurs. Ce faisant, elles privent les pays en développement de la possibilité de prendre leurs propres décisions en matière technologique et économique. Quelques statistiques peuvent illustrer la domination exercée sur un de ces facteurs de production : la technologie. Aux Etats-Unis d'Amérique, où sont effectuées 70 p. 100 de toutes les dépenses de recherche-développement (publiques et privées) des pays non socialistes, les sociétés transnationales ont contribué en moyenne pour 52 p. 100 à toutes les dépenses privées de recherche-développement faites en 1966, dont 6 p. 100 seulement ont été effectués à l'étranger – surtout au Canada, au Royaume-Uni et en Europe[21]. Sur les 2 760 millions de dollars de recettes extérieures sous forme de redevances et de droits perçus par les entreprises des Etats-Unis pour le transfert de technologie en 1972, on estime qu'entre 85 et 90 p. 100 sont allés à des sociétés transnationales, et que les trois-quarts de cette somme provenaient de leurs filiales[22].

---

[17] Pour une analyse approfondie de ces problèmes, voir C. V. Vaitsos, "Transfer of resources and preservation of monopoly rents", *Economic Development Report*, Cambridge (Mass.), Harvard University, Center for International Affairs, No 168, 1970.

[18] *Le rôle du système des brevets dans le transfert des techniques aux pays en voie de développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.6), tableaux 7 et 12.

[19] Pour un exposé des incidences économiques de l'exode des compétences, voir "Le transfert inverse des techniques : son ampleur, ses conséquences économiques et ses incidences en matière de politique générale : étude du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.6/7).

[20] Voir A. Herrera, "Social determinants of science policy in Latin America. Explicit science policy and implicit science policy", *The Journal of Development Studies (op. cit.)*. Voir aussi sect. F ci-dessous.

[21] Etats-Unis d'Amérique, Senate, Committee on Finance, *Implications of Multinational Firms for World Trade and Investment and for U.S. Trade and Labor*, Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office, 1973, p. 583.

[22] *Ibid.*, p. 600, et Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, *Survey of Current Business*, vol. 53, No 12, décembre 1973, p. 14.

Dépendance technologique : quelques indicateurs socio-économiques

(Moyennes exprimées en chiffres médians pour 1970 ou pour la dernière année disponible)

	Pays développés à économie de marché[a]	*Pays et territoires en développement*		
		Afrique[b]	*Asie*[c]	*Amérique latine*[d]
I. *Science et technologie*				
i) Proportion de l'effectif total de scientifiques et d'ingénieurs pour 10 000 habitants	112	5,8	22,0	69
ii) Proportion de techniciens pour 10 000 habitants . .	142,3	8,3	23,4	72,2
iii) Scientifiques et ingénieurs employés à des travaux de recherche-développement pour 10 000 habitants	10,4	0,35	1,6	1,15
iv) Techniciens employés à des travaux de recherche-développement pour 10 000 habitants	8,2	0,4	0,6	1,4
v) Dépenses consacrées à la recherche-développement en pourcentage du PNB .	1,2	0,6	0,3	0,2
II. *Personnel de haut niveau*				
vi) Nombre de personnes exerçant une profession libérale et de techniciens en pourcentage de la population active	11,1	. .	2,7	5,7
vii) Pourcentage de la population active employé dans le secteur des industries manufacturières . . .	25,4	3,5	10,5	14,1
viii) Taux d'alphabètes (en pourcentage)	96[e]	20[f]-15[f]	32	77
ix) Nombre d'élèves inscrits dans les établissements primaires et secondaires en pourcentage de la population d'âge scolaire . . .	92[e]	32	56	78

Sources : i à v : UNESCO, *Annuaire statistique, 1973*, tableau 8.3; Nations Unies, *Annuaire statistique, 1974*, tableau 199; vi et vii : BIT, *Annuaire des statistiques du travail, 1974*, tableau 2A et 2B; viii et ix : *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, Supplément 1973*, tableau 6.8.

NOTE.— La classification utilisée dans le présent tableau est établie à des fins statistiques et n'implique pas nécessairement de jugement quant au degré de développement de tel ou tel pays.

[a] La dimension de l'échantillon dans cette colonne varie selon l'indicateur, allant de 4 pays à la ligne ii à 25 pays à la ligne ix.

[b] La dimension de l'échantillon dans cette colonne varie selon l'indicateur, allant de 8 pays aux lignes i et ii à 46 pays aux lignes viii et ix.

[c] Non compris la Chine. La dimension de l'échantillon dans cette colonne varie selon l'indicateur, allant de 7 pays à la ligne vi à 36 pays aux lignes viii et ix.

[d] La dimension de l'échantillon dans cette colonne varie selon l'indicateur, allant de 7 pays aux lignes i et ii à 43 pays à la ligne viii.

[e] Y compris la Grèce et la Turquie.

[f] 20 : estimation haute; 15 : estimation basse. En prenant la limite supérieure des estimations quand aucun chiffre précis n'a été fourni; par exemple, pour un chiffre compris entre 10 et 15 p. 100, 15 p. 100 serait l'estimation haute et 10 p. 100 l'estimation basse.

24. Les répercussions du transfert de technologie dépendent dans une large mesure des multiples ramifications (établissements ou succursales) des sociétés transnationales et de leur conception d'une gestion unifiée visant à maximiser les profits globaux plutôt que nationaux. Même si cela est peut-être parfaitement logique du point de vue du bon fonctionnement des sociétés, le fait que les centres de décision se trouvent hors des frontières des pays en développement où agissent ces sociétés tend à encourager une division internationale du travail qui accentue les rapports de domination et de dépendance décrits au chapitre premier.

25. L'exposé ci-après des conséquences des aspects technologiques des stratégies récentes d'industrialisation des pays en développement portera sur trois problèmes principaux : *a)* le coût en devises du transfert de technologie; *b)* l'adéquation de la technologie; *c)* la possibilité de développement technologique.

C. — Coût en devises : quelques éléments déterminants

26. Comme l'ont montré les études précédentes publiées par le secrétariat de la CNUCED, le coût en devises du transfert de technologie représente une lourde charge pour la balance des paiements des pays en développement[23], et l'incidence globale des divers projets d'investissement sur la balance des paiements a souvent été négative[24]. Ces observations sont indirectement appuyées par d'autres études qui indiquent que, pour certaines industries des pays en développement, la valeur ajoutée, calculée aux prix mondiaux, est négative[25], et que l'incidence globale des activités des sociétés transnationales sur la balance des paiements des pays hôtes est elle aussi négative[26]. Il y a au moins trois catégories de pratiques utilisées par les sociétés transnationales qui font perdre des avantages aux pays en développement sur le plan de la balance des paiements. On peut citer notamment la tendance à faire appel à des sources de financement dans le pays hôte (bien que l'on reconnaisse parfois que cela mobilise l'épargne intérieure), l'application de restrictions officielles ou masquées aux exportations et aux sources d'approvisionnement des filiales et des concessionnaires indépendants, et la surfacturation des importations ou la sousfacturation des exportations de ces entreprises.

27. Si ces pratiques traduisent pour une bonne part le jeu inévitable des forces du marché, la facilité avec laquelle les entreprises fournisseurs ont pu tirer des bénéfices excessifs du transfert de leurs technologies en utilisant de telles pratiques ou d'autres méthodes s'explique en partie par la nature des politiques de remplacement des importations appliquées par les gouvernements des pays en développement. Grâce à des droits de douane élevés et à des restrictions fermant les frontières aux importations concurrentes de biens de consommation, doublés de droits peu élevés sur les biens d'équipement, les industries protégées ont pu fixer pour leurs produits des prix bien supérieurs à ceux du marché mondial[27]. Pour les "industries naissantes" nationales, la protection, par le fait qu'elle créait un marché monopolistique, était peut-être nécessaire comme mesure temporaire pour leur permettre d'atteindre un niveau de production suffisant. Mais elle ne se justifiait pas indéfiniment pour prolonger l'existence de capacités de production excédentaires ou d'unités trop petites pour fonctionner d'une façon efficace même sur des marchés intérieurs de taille restreinte[28]. Quand, ce qui est souvent le cas, la protection est appliquée aux filiales étrangères de sociétés transnationales occupant une position dominante et solidement assises, c'est tout simplement un cadeau qui s'ajoute aux profits en puissance du monopole, lesquels sont ensuite rapatriés par les voies habituelles de la tarification de cession interne, des redevances pour l'exploitation de savoir-faire et de marques de fabrique, etc., tous ces éléments étant inscrits au passif des comptes d'exploitation des filiales[29]. Toute une série d'autres mesures d'encouragement à l'investissement — exonérations fiscales généreuses, crédits à faible taux d'intérêt et tarification avantageuse de l'usage des services publics — ont également contribué à faire augmenter exagérément le prix des techniques importées. On peut dire que la concurrence à laquelle se livrent les pays en développement pour attirer les technologies aux conditions les plus avantageuses est elle-même une conséquence de la dépendance technologique.

---

[23] *Grands problèmes découlant du transfert des techniques aux pays en voie de développement : rapport du secrétariat de la CNUCED* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.2).

[24] Voir "Principales conclusions d'une étude de l'investissement privé étranger dans quelques pays en voie de développement" (TD/B/C.3/111 et Corr.1) par P. Streeten et S. Lall, rapport qui résume les résultats d'une analyse des activités de 159 sociétés dans six pays en développement.

[25] Voir CEAEO, *Intraregional Trade Projections, Effective Protection and Income Distribution*, vol. II, *Effective Protection* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.73.II.F.12) [en anglais seulement], p. 18; S. Lewis Jr., *Pakistan Industrialization and Trade Policies*, Londres, Oxford University Press, 1970, p. 84 et 85; et B. Balassa *et al.*, *The Structure of Protection in Developing Countries*, Baltimore (M.), Johns Hopkins University Press, 1971.

[26] De 1966 à 1970, tandis que la balance générale des paiements des Etats-Unis (compte courant plus capitaux à long terme) se dégradait dans son ensemble, celle des sociétés transnationales a enregistré un gain de 2,8 milliards de dollars, ce qui conduit à la conclusion (énoncée dans Etats-Unis d'Amérique, Senate, Committee on Finance, *op. cit.*, p. 29) que les sociétés transnationales, "dans leurs transactions avec les Etats-Unis, exercent une influence uniformément forte et négative sur le compte courant de la balance des paiements des pays hôtes (inversement, bien sûr, elles ont une incidence favorable sur les postes correspondants de la balance des paiements américaine)".

[27] Il faut noter que, en dehors de la Russie tsariste et des Etats-Unis d'Amérique, les pays développés semblent avoir appliqué des tarifs douaniers nettement plus bas que les pays en développement à des niveaux de développement comparables. Voir Little, Scitovsky, Scott, *op. cit.*, p. 162 et 163.

[28] Le calcul des valeurs ajoutées dans huit pays d'Asie a montré que, pour un nombre appréciable d'industries manufacturières, les techniques ne seraient plus rentables si on supprimait la protection. Voir CEAEO, *op. cit.*, p. 18.

[29] Cf. C.V. Vaitsos, *Intercountry Income Distribution and Transnational Entreprises*, Oxford, Clarendon Press, 1974, p. 123.

D. – Opportunité des techniques de production

28. L'une des principales raisons de la déception suscitée par l'évolution de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, c'est la persistance du chômage et du sous-emploi et le retard accusé par la croissance de l'emploi sur l'accroissement de la population dans une grande partie du tiers monde. Il ne fait plus de doute que l'expansion rapide de la production industrielle n'est pas suffisante en soi pour résoudre ce problème. Dans les nombreux ouvrages écrits sur ce sujet, on recommande le plus souvent comme mesure corrective de faire plus largement appel à des techniques efficaces exigeant une proportion importante de main-d'œuvre par rapport au capital. De solides arguments plaident sans doute pour le choix de techniques permettant d'employer davantage de main-d'œuvre, même quand leur productivité est un peu inférieure aux autres, dès lors qu'elles ont la préférence des travailleurs et qu'elles sont mieux adaptées aux institutions et aux traditions locales[30]. Dans les industries des pays en développement, on a eu tendance en général à employer des techniques qui n'ont pas conduit à une utilisation judicieuse des ressources intérieures, y compris des ressources de l'environnement. En outre, l'intensité du capital a nettement tendance à augmenter avec le temps – en partie à cause de l'évolution des structures industrielles –, ce qui revient à dire qu'il faut investir de plus en plus de capital pour créer un emploi[31]. Les techniques commercialisées par les sociétés transnationales dans les industries de substitution de productions locales aux importations ont été, comme dans leur propre pays, des techniques qui permettent d'économiser la main-d'œuvre. Au contraire, ces dernières années, les mêmes sociétés ont été une source importante de méthodes de fabrication à forte composante de main-d'œuvre là où elles ont établi des filiales contrôlées à 100 p. 100 pour l'exportation de produits manufacturés, en général vers leur propre pays[32]. Toutefois, ces opérations, de montage essentiellement, continuent de ne représenter qu'une faible proportion des investissements du secteur manufacturier dans la grande majorité des pays à faible revenu, où c'est l'exploitation des marchés intérieurs qui est restée au premier plan. On peut donc conclure que la puissante panoplie de technologies, de moyens financiers et de capacités d'organisation dont disposent les entreprises des pays développés n'a pas contribué de façon optimale à la solution du problème de l'emploi – et l'a peut-être même aggravé lorsqu'elle s'est substituée aux structures traditionnelles de la production[33].

29. La somme des données empiriques recueillies çà et là sur l'existence de techniques exigeant une main-d'œuvre importante – certaines actuellement en usage et d'autres depuis longtemps abandonnées par les entreprises des pays développés – ne permet pas d'invoquer l'absence de ces techniques pour expliquer de façon satisfaisante la prédominance des procédés de production capitalistiques dans le transfert de technologie aux pays en développement[34]. Parmi les autres explications, la plus importante est que les prix du marché pour le capital et la main-d'œuvre dans les pays en développement ne traduisent pas correctement le degré de rareté de ces facteurs, ou, d'une façon plus générale, sont de mauvaises incitations pour les entreprises qui choisissent les techniques de production. Les techniques conçues pour les pays où la main-d'œuvre est rare sont transposées sans adaptation dans les pays pauvres où la main-d'œuvre abonde parce qu'elles existent déjà et parce que les marchés fortement protégés, monopolistiques ou oligopolistiques, de ces pays dissimulent la nécessité d'en concevoir d'autres. Même dans une situation de concurrence, les taux de salaires sur le marché et les taux d'intérêt sur le capital emprunté ne sont pas des indications suffisantes pour le choix des techniques les plus souhaitables du point de vue social. De plus, des politiques gouvernementales telles que l'octroi d'avantages fiscaux aux investissements, l'application de droits de douane peu élevés sur les machines importées et les aides financières ont pour effet d'abaisser artificiellement le prix des capitaux par rapport au coût de la main-d'œuvre dans les pays en développement.

30. L'incidence de telle ou telle technique de production ne dépend pas seulement de la quantité de main-d'œuvre qu'elle exige, mais aussi de l'environnement général social, économique et naturel dans lequel elle s'inscrit. Cela s'applique tout particulièrement à l'agriculture, secteur qui commence seulement à attirer l'attention qu'il mérite dans les pays où le déficit alimentaire augmente et où le chômage s'étend. Les techniques agricoles des pays développés, conçues pour une exploitation à grande échelle, très mécanisée, dans des zones tempérées, ne conviennent pas au climat tropical, aux faibles superficies disponibles par travailleur et au manque de main-d'œuvre

[30] Voir A. Sen, *loc. cit.*

[31] En étudiant l'industrie de haute technicité en Colombie, par exemple, un économiste a constaté que s'il fallait compter 45 000 pesos pour employer un travailleur en 1957, en 1966 il en fallait 100 000 à valeur constante de 1957. Voir BIT, *Towards Full employment: A Programme for Columbia prepared by an Inter-Agency Team organized by the International Labour Office*, Genève, 1970, p. 113.

[32] Voir G. K. Helleiner, "Manufactured exports from less developed countries and multinational firms", *The Economic Journal*, Londres, vol. 83, No 329, mars 1973, p. 21 et suiv.

[33] Pour une démonstration théorique convaincante de la manière dont le transfert de techniques à fort coefficient de capital peut entraîner une diminution à la fois de l'emploi et de la production nette, voir "Grands problèmes découlant du transfert des techniques aux pays en développement : quelques incidences du transfert des techniques sur le commerce, la croissance et la répartition du revenu dans les pays en développement", étude rédigée par P. K. Bardhan, professeur à la Delhi School of Economics (TD/B/C.6/5).

[34] Voir D. Morawetz, "Employment implications of industrialization in developing countries: a survey", *The Economic Journal*, Londres, vol. 84, No 335, septembre 1974, p. 491, où l'on trouvera un résumé de quelques-unes de ces données. Voir aussi les excellentes études préparées dans le cadre du Programme mondial de l'emploi du BIT, en particulier A. S. Bhalla, éd., *Technology and Employment in Industry: A Case Study Approach* [en anglais seulement], Genève, 1975.

qualifiée qui caractérisent les pays en développement. Les ouvrages sur le développement abondent en exemples de machines agricoles importées qui cessent d'être utilisées dès le départ des experts[35]. De plus, les conséquences socio-économiques des techniques importées dépendent beaucoup des régimes fonciers, des structures sociales et de la distribution des revenus. Ainsi, bien que l'utilisation de semences à haut rendement dans le cadre de la "révolution verte" ait permis d'augmenter de façon spectaculaire des rendements à l'hectare dans certains cas, cela a surtout profité aux riches propriétaires terriens qui pouvaient se procurer les crédits nécessaires et dont les exploitations se trouvaient dans des régions où l'irrigation et les engrais étaient disponibles[36]. On pourrait améliorer considérablement l'adaptation aux conditions locales et le développement de techniques simples conçues pour une agriculture à petite échelle et propres à favoriser la création d'industries rurales[37]. Cependant, dans beaucoup de pays d'Amérique latine et dans certains pays d'Asie, la réforme agraire serait une condition préalable nécessaire.

E. — Opportunité des "techniques de consommation"

31. Si les sociétés transnationales ont été la source principale du transfert des techniques de production, on ne s'est pas aperçu jusqu'à ces derniers temps qu'elles sont aussi la principale voie d'acheminement des "techniques de consommation"[38]. Un grand nombre des produits manufacturés modernes consommés à l'heure actuelle dans les pays en développement sont importés ou étaient auparavant importés des pays développés. Grâce à leur maîtrise des techniques de publicité et de différenciation des produits et à l'application de stratégies globales de distribution et de commercialisation, les compagnies transnationales ont contribué à façonner les profils de consommation de ces pays. Par ailleurs, les marchés de biens de consommation de ces pays sont dominés par les classes urbaines moyennes et supérieures, qui ont été le groupe le plus favorisé par l'inégalité dans la répartition des revenus qu'a entraînée la politique d'industrialisation tendant à substituer des productions locales aux importations. Ce sont ces îlots de prospérité qui ont été la cible principale des sociétés transnationales[39].

32. Ce que l'on reproche surtout à cette politique de remplacement des importations, c'est d'avoir fait la part trop belle à des produits indésirables. Si un grand nombre des produits de pays riches introduits et lancés sur les marchés intérieurs des pays pauvres ne conviennent pas à ces derniers, c'est parce que les caractéristiques techniques qu'ils comportent sont inutiles ou inopportunes, ou encore trop coûteuses, pour satisfaire les besoins fondamentaux en matière de nutrition, de santé, d'habillement et de logement[40]. Les méthodes de production à forte intensité de main-d'œuvre sont parfois éliminées lorsqu'il s'agit de fabriquer ces produits modernes de haute qualité. Pour au moins trois raisons, les sociétés transnationales et les entreprises qui sont leurs clients dans les pays en développement n'ont probablement ni le désir ni la capacité de fabriquer des produits qui répondent aux besoins évoqués ci-dessus[41]. Premièrement, bien que le bénéfice social à en attendre soit considérable, la rentabilité du point de vue de l'entreprise privée serait faible étant donné le pouvoir d'achat limité des classes de revenu qui consommeraient ces produits. Deuxièmement, la production spécifique de biens adaptés aux conditions propres à chacun des pays en développement serait incompatible avec le principe d'efficacité fondé sur la standardisation et sur l'uniformisation des spécifications et de la quantité. Il est plus difficile de modifier les caractéristiques des produits quand il s'agit d'articles très différenciés auxquels s'appliquent des marques de fabrique ou des noms commerciaux que les consommateurs identifient, à tort ou à raison, avec certaines normes de qualité[42]. Enfin, une telle politique ne serait pas en accord avec l'idéal des entreprises, qui est de réaliser une "structure globale parfaite" fondée sur le modèle occidental[43]. Bref, les efforts nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de la grande majorité

---

[35] Même pour un pays comme l'Inde, comparativement plus avancé sur le plan technique, un examen récent de toutes les études empiriques existantes sur la vaste campagne de mécanisation (tracteurs) menée dans ce pays n'a pu établir avec certitude l'existence d'un net avantage global par rapport aux techniques anciennes fondées sur la traction animale. Voir A. Sen, "A study of tractorization in India", *Employment, Technology and Development*, Oxford, Clarendon Press, 1975, appendice D.

[36] Voir K. Griffin, *The Green Revolution: An Economic Analysis*, Genève, UNRISD, 1972.

[37] Pour un exemple d'une telle expérience en République-Unie de Tanzanie, voir G. MacPherson et D. Jackson, "Les techniques de village au service du développement rural. Une innovation dans l'agriculture tanzanienne", *Revue internationale du travail*, Genève, vol. 3, No 2, février 1975, p. 105.

[38] Voir F. Stewart, "Choice of technique in developing countries", *The Journal of Development Studies (op. cit.)*, ainsi que "Technology and employment in LDCs" *(loc. cit.)*.

[39] Ainsi Peter Drucker, conseiller en affaires auprès d'entreprises transnationales, a fait remarquer que dans "l'immense somme de pauvreté qu'est l'Inde" il existe "une économie moderne d'une certaine importance, qui comprend 10 p. 100 ou plus de la population indienne, soit 50 millions de personnes". Voir son ouvrage *The Age of Discontinuity*, New York, Harper & Row, 1969, p. 107, cité par R. Barnet et R. Müller dans *Global Reach: The Power of the Multinational Corporations*, New York, Simon and Schuster, 1974, p. 174.

[40] Ainsi, il n'est pas besoin d'ajouter des produits d'avivage aux détersifs pour nettoyer les vêtements; les automobiles consomment plus d'énergie par passager-kilomètre que toute autre forme de transport; les chemises en dacron ne sont pas confortables dans les climats chauds.

[41] Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de légères modifications des emballages et d'autres caractéristiques sur certains marchés. Des efforts réels ont été faits par Ford, Philips et National Cash Register pour créer des produits satisfaisants à l'aide de techniques de production exigeant une main-d'œuvre relativement abondante, mais il semble qu'il s'agisse là de cas isolés. Voir Stewart, "Technology and employment in LDCs" *(loc. cit)*, p. 39 et 40.

[42] Voir "Systèmes, y compris les régimes de propriété industrielle, visant à améliorer l'infrastructure scientifique et technique nationale des pays en voie de développement : rapport du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.6/AC.2/4), par. 39.

[43] Telle que la décrivent Barnet et Müller, *op. cit.*, chap. 2.

de la population du tiers monde ne sont pas du domaine qui intéresse les sociétés transnationales.

F. – Caractère de perpétuation de la dépendance

33. La conclusion de ce qui précède, c'est que le modèle dominant d'industrialisation qui consiste à adopter et à appliquer les techniques des pays riches pour reproduire les structures de consommation de ces pays est à la fois trop coûteux et mal adapté à la satisfaction des besoins matériels fondamentaux des pays en développement. Or, les techniques et les biens qu'elles permettent de produire sont inséparables les uns des autres. L'acquisition de savoir-faire provenant d'entreprises des pays développés, essentiellement des sociétés transnationales, implique l'utilisation de techniques de production qui tendent à réduire la main-d'œuvre et à favoriser la fabrication de produits destinés principalement à une infime minorité privilégiée de la population du tiers monde. Réciproquement, pour fabriquer ces mêmes produits, il faut utiliser des techniques que l'on peut obtenir seulement aux conditions et modalités fixées par les entreprises. La dépendance est inhérente à ce processus d'industrialisation.

34. De plus, la dépendance technologique des pays en développement peut se perpétuer d'elle-même. En effet, si le transfert de technologie peut contribuer à l'expansion de la production industrielle dans ces pays, il ne donne pas nécessairement les moyens d'obtenir cette production ou, plus précisément, la capacité d'adapter et de modifier les techniques existantes et d'élaborer des techniques nouvelles. Il y a à cela plusieurs raisons.

35. Premièrement, le transfert de technologie se fait en grande partie dans le cadre d'investissements étrangers directs qui aboutissent souvent à la création de filiales à participation majoritaire. Tant qu'une industrie ou un groupe de produits est sous contrôle étranger, la possibilité d'introduire des innovations technologiques nationales dans cette industrie demeure toute théorique. Or, par suite de l'étroitesse et du cloisonnement du marché intérieur des produits manufacturés dans beaucoup de pays en développement, un apport de capital relativement faible du point de vue d'une société transnationale suffit parfois à lui assurer le contrôle, ou presque, d'une industrie tout entière. Dans de telles industries, l'adoption d'une politique technologique nationale ne peut être envisagée que dans la perspective d'une nationalisation, et à condition qu'il y ait coordination entre les deux.

36. Deuxièmement, les deux autres sources principales de techniques utilisées dans les secteurs industriels des pays en développement sont : *a)* les accords de licence conclus avec des entreprises nationales et portant sur des brevets et/ou des marques de fabrique (techniques non incorporées); *b)* les importations de machines ou de biens intermédiaires (techniques incorporées) par des entreprises nationales sans accords de licence. Dans le cas des marques de fabrique, la durée de validité est illimitée. De ce fait, tant que la marque de fabrique est utilisée, il faut employer la technologie qui l'accompagne. Une fois que le produit sous marque est largement admis par le public, le concessionnaire n'a pas grand intérêt à l'abandonner et à supporter les frais et les risques que comporterait le lancement de sa propre marque de fabrique. Etant donné leur durée limitée, les accords portant sur l'exploitation de brevets offrent davantage la possibilité de mettre au point des connaissances techniques autochtones, et cela est encore plus vrai quand il s'agit d'utiliser des machines importées sans licence. Toutefois, dans les deux cas, la société a plus à attendre à longue échéance de l'utilisation d'une technologie autochtone que l'entrepreneur privé. Faute d'incitations particulières à agir autrement, ce dernier optera vraisemblablement pour la technologie étrangère ayant déjà fait ses preuves[44].

37. Troisièmement, dans le secteur des biens de consommation, la supériorité des entreprises transnationales repose sur l'innovation constante en matière de produits, doublée de techniques très perfectionnées de publicité et de commercialisation[45]. Aussi l'élite des consommateurs des pays en développement se voit-elle offrir une série de produits nouveaux ou "améliorés" dont chacun fait du précédent un produit dépassé. En suivant les types de politique décrits ci-dessus, les pays en développement se sont en fait obligés à produire eux-mêmes par la suite chaque produit nouveau et, par conséquent, à importer la technologie correspondante. Les techniques sont obtenues à la fois directement, comme savoir-faire, et sous une forme déjà incorporée dans les produits intermédiaires et les machines importées. L'évolution constante et le degré d'élaboration de quelques-unes des techniques requises empêchent leur reproduction au niveau national. Le remplacement des importations est donc très partiel et la dépendance se prolonge. Cette situation offre un contraste saisissant avec celle qu'ont connue les pays en développement du dix-neuvième siècle, époque où le transfert des techniques et le progrès technologique portaient essentiellement sur la fabrication de machines et de biens intermédiaires plutôt que sur la production de nouvelles catégories de bien de consommation[46]. La consommation de luxe des classes aisées à cette époque était composée surtout d'articles fabriqués par les artisans plutôt que d'articles importés, et la fabrication de biens d'équipement, qui occupait à l'origine beaucoup de main-d'œuvre, se développait en liaison organique avec la production intérieure de biens de consommation pour les masses.

38. Quatrièmement, comme les technologies étrangères se sont en général substituées à celles qui auraient pu être mises au point par des chercheurs et des ingénieurs du pays,

---

[44] Un grand nombre de données d'expérience montrent que cela est arrivé souvent en Inde. Voir K.K. Subrahmanian, *Import of Capital and Technology: A Study of Foreign Collaboration in Indian Industry*, New Delhi, People's Publishing House, 1972.

[45] Aux Etats-Unis d'Amérique, l'objectif principal du programme de recherche de 90 p. 100 des sociétés manufacturières consisterait à créer de nouveaux produits et à améliorer les anciens. Voir W. E. Gustafson, "Research and development, new products and productivity change", *The American Economic Review*, Menasha (Wis.), vol. 52, No 2, mai 1962, p. 177.

[46] Voir D. Felix, "Technological dualism in late industrializers: on theory, history and policy", *The Journal of Economic History*, New York, vol. 34, No 1, mars 1974, p. 194 et suiv.

et comme le secteur précapitaliste (économie de subsistance, agriculture et industries d'artisanat rural) tel qu'il est organisé actuellement crée très peu de demandes pour ces apports autochtones, les institutions scientifiques et technologiques des pays en développement se sont dissociées des activités productives[47]. Alors que, dans les pays développés, la contribution des chercheurs et des ingénieurs est un facteur d'investissement, dans les pays en développement elle représente surtout un facteur de consommation. Dans ces conditions, la science et la technologie ne peuvent pas aider au développement de capacités techniques nationales.

39. L'analyse ci-dessus n'a pas pour but de laisser entendre que l'importation de technologie en provenance de pays développés est en soi indésirable ou que la solution réside dans une forme d'autarcie individuelle ou collective. Dans la mesure où telle ou telle technique est vraiment nécessaire, dans bien des cas il n'y a peut-être pas d'autre choix, en effet, que de l'importer d'un pays développé. Cependant, il est clair que les avantages apportés par l'industrialisation comme celle qui s'est faite, qui est marquée par la dépendance technologique, n'ont pas été partagés de façon équitable, que ce soit entre les bénéficiaires et les fournisseurs des techniques ou entre les différents groupes de revenus. Les pays devront décider individuellement des objectifs particuliers de leur politique technologique et de développement en fonction de leurs priorités propres. Pour la majorité des pays en développement, l'élimination de la pauvreté des masses et du chômage sera en tête des objectifs à atteindre. Le chapitre premier et le présent chapitre ont montré combien il sera difficile à ces pays de progresser dans cette voie s'ils n'élaborent pas une nouvelle grande stratégie qui mette l'accent non seulement sur la maîtrise du transfert de technologie, mais aussi sur la création d'une véritable capacité technique nationale.

CHAPITRE III

Questions intéressant la Conférence

40. Dans le présent chapitre sont étudiés les principaux éléments que pourrait comprendre une nouvelle stratégie dans le domaine de la technologie. Pour adopter une nouvelle optique, il faudrait élaborer des politiques à deux niveaux interdépendants. Dans le premier cas, il s'agirait d'instaurer un nouvel ensemble de règles internationales visant à assurer un partage plus équitable des avantages tirés du transfert de technologie entre pays en développement et pays développés. C'est là l'objet de la section A, qui traite du code international de conduite pour le transfert de technologie et de la révision du régime de la propriété industrielle. L'autre politique chercherait à renforcer la capacité des pays en développement d'acquérir, d'utiliser, d'adapter et de créer des techniques répondant à leurs besoins. Dans la section B, on esquisse les grandes lignes d'une stratégie globale qui pourrait servir de cadre aux mesures prises aux niveaux national, régional et international en vue d'atteindre cet objectif.

[47] Voir Cooper, *loc. cit.*

A. – Restructuration du cadre juridique

41. Dès la première session de la Conférence, en 1964, la CNUCED s'était préoccupée de modifier le cadre juridique international concernant le transfert de technologie pour servir les intérêts des pays en développement. Dans sa recommandation A.IV.26, la Conférence demandait que soient explorées les possibilités d'adapter la législation en vigueur et de conclure des accords appropriés pour la cession de procédés techniques "protégés ou non par un brevet". En décembre 1965, par sa résolution 2091 (XX), l'Assemblée générale a faite sienne cette recommandation. Pourtant, les mesures concrètes nécessaires à sa mise en œuvre ne sont intervenues qu'à la troisième session de la Conférence en 1972, avec l'adoption de la résolution 39 (III).

42. Dans cette résolution, la Conférence demande d'étudier "les bases possibles d'une nouvelle réglementation internationale devant régir le transfert des techniques brevetées et non brevetées" (par. 9), et plus particulièrement le "rôle du système international des brevets dans ce transfert, afin de mieux le faire comprendre dans le cadre d'une future révision du système" (par. 10).

43. Depuis l'adoption de cette résolution, le secrétariat de la CNUCED a effectué des études importantes sur ces deux questions connexes[48]. Ces études ont été examinées par le Groupe intergouvernemental du transfert de technologie et par le Conseil du commerce et du développement puis, étant donné les progrès accomplis, elles ont été soumises pour un examen approfondi au Groupe intergouvernemental d'experts chargé de préparer l'élaboration d'un code de conduite pour le transfert de technologie (5-16 mai 1975) et au Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier le rôle du système des brevets dans le transfert de technologie (1er-12 septembre 1975). Les rapports de ces groupes d'experts[49], ainsi que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts chargés de préparer l'élaboration d'un code de conduite sur la reprise de sa session (24 novembre–3 décembre 1975)[50] ont été examinés par la Commission du transfert de technologie, à sa première session[51]. On analysera brièvement, dans

[48] *Le rôle du système des brevets dans le transfert des techniques aux pays en voie de développement (op. cit.)*; "Possibilité et faisabilité d'un code international de conduite en matière de transfert des techniques" (TD/B/AC.11/22 et Corr.1); *Un code international de conduite pour le transfert des techniques : rapport du secrétariat de la CNUCED* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.15), *idem*. – Additif (TD/B/C.6/AC.1/2 Supp.1/Add.1); "Promotion des moyens scientifiques et techniques nationaux et révision du système des brevets" (TDB/C.6/AC.2/2); "Le système international des brevets, instrument de la politique de développement national" (TD/B/C.6/AC.2/3); "Systèmes, y compris les régimes de propriété industrielle, visant à améliorer l'infrastructure scientifique et technique nationale des pays en développement" (TD/B/C.6/AC.2/4).

[49] TD/B/C.6/1 et TD/B/C.6/8.

[50] TD/B/C.6/14.

[51] Voir le rapport de la Commission du transfert de technologie sur sa première session [*Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, septième session extraordinaire, Supplément No. 4* (TD/B/593)].

les paragraphes qui suivent, la nature des progrès réalisés afin d'orienter les discussions préliminaires avant la quatrième session de la Conférence.

1. *Révision du régime de la propriété industrielle*

44. A sa première session, la Commission du transfert de technologie a fait siennes les conclusions et recommandations concertées figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier le rôle du système des brevets dans le transfert de technologie[52]. Dans sa résolution 3 (I) sur le rôle du régime de la propriété industrielle dans le transfert de technologie aux pays en développement, adoptée à l'unanimité, la Commission a recommandé que la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, ainsi que de la Loi type pour les pays en développement concernant les inventions, soit guidée notamment par les considérations ci-après :

a) Il est nécessaire d'améliorer les conditions d'une adaptation de la technologie et du développement d'une technologie autochtone dans les pays en développement, notamment par la formation de personnel et l'accès à la documentation pertinente;

b) Il faut favoriser un transfert effectif de technologie à ces pays selon des conditions et modalités équitables et raisonnables;

c) L'importation du produit breveté n'est pas, en règle générale, un substitut de l'exploitation du brevet dans le pays en développement qui l'a délivré;

d) Des dispositions plus adéquates sont nécessaires pour éviter l'usage abusif des droits qui s'attachent au brevet et pour accroître la probabilité que les brevets seront exploités dans le pays en développement qui les a délivrés;

e) Il convient d'examiner l'institution de modes de protection des inventions autres que les brevets classiques (par exemple certificats d'inventeur, brevets de développement industriel, et brevets de transfert de technologie);

f) Il faut reconnaître la nécessité d'une assistance technique aux pays en développement dans le domaine de la propriété industrielle, et en particulier d'un accès élargi à la documentation relative aux brevets et à l'utilisation de cette documentation par les pays en développement, pour faciliter le transfert, l'assimilation, l'adaptation et la création de technologies appropriées;

g) Il faut procéder à un examen en profondeur des dispositions relatives aux marques de fabrique;

h) Il faut des études nouvelles et originales sur les possibilités d'accorder un traitement préférentiel à tous les pays en développement;

i) Un but ultime de la révision en cours doit être d'établir des conditions raisonnables pour l'affiliation universelle à l'Union de Paris.

45. Dans sa résolution 3 (I), la Commission a recommandé également que le Secrétaire général de la CNUCED continue à développer les activités que la CNUCED mène dans ce domaine, notamment en fournissant l'assistance technique nécessaire, et l'a prié d'étudier ou de continuer à étudier, en consultation avec les autres institutions compétentes,

a) Les questions relatives à l'amélioration de l'infrastructure scientifique et technologique nationale des pays en développement pour ce qui est de la propriété industrielle;

b) La question de la création de centres nationaux et sous-régionaux;

c) Les incidences sur le processus de développement des pays en développement des marques de fabrique, indications de provenance, appellations d'origine et autres aspects de la protection de la propriété industrielle;

d) Les incidences que des politiques et une législation nouvelles en matière de propriété industrielle et de questions connexes ont sur le développement des pays en développement.

46. Dans sa résolution 3 (I), la Commission du transfert de technologie a également prié le Secrétaire général de convoquer au début de 1977 une réunion d'experts gouvernementaux chargés de poursuivre, à la lumière des conclusions de la quatrième session de la Conférence, l'examen des aspects économiques et commerciaux et des problèmes de développement liés au régime de la propriété industrielle dans le transfert de technologie aux pays en développement, et de faire des recommandations à ce sujet.

47. Ces conclusions marquent un certain progrès vers la révision du régime de la propriété industrielle. En outre, la Commission était également saisie des conclusions d'experts de pays en développement présentant leur point de vue sur les grands problèmes posés par la révision du régime de la propriété industrielle[53]. A côté de remarques liminaires, il y était question de la révision des normes internationales (Convention de Paris), de la législation nationale sur les brevets et de son application, et de l'administration des brevets et des directives pratiques en la matière.

48. Si l'on compare la résolution de la Commission avec les conclusions des experts des pays en développement, on voit clairement le chemin qui reste à faire à la quatrième session de la Conférence pour mettre en route le programme d'action que la CNUCED doit encore entreprendre dans le cadre de la révision du régime de la propriété industrielle.

49. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les directives données par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire. Aux termes de la résolution 3362 (S-VII), section III, paragraphe 3, l'Assemblée déclare que :

Il conviendrait d'examiner et de réviser les conventions internationales relatives aux brevets et aux marques de fabrique pour répondre notamment aux besoins particuliers des pays en développement, afin que ces conventions puissent servir plus utilement à aider les pays en développement dans le transfert et l'élaboration des techniques. Il conviendrait d'aligner sans tarder les systèmes nationaux de brevets sur le système international révisé.

50. Cette décision contient deux points qui intéressent particulièrement la suite des travaux : la priorité accordée à la révision des conventions internationales et, en corollaire, la nécessité d'aligner les systèmes nationaux de brevets sur le système international révisé. La démarcation s'explique par la simple raison que les législations et pratiques nationales s'inspirent de la Convention de Paris. Si cette convention pouvait être révisée de façon à répondre véritablement aux besoins particuliers des pays en développement, il deviendrait possible de refondre les régimes de propriété industrielle ou de créer un nouveau système, de façon à améliorer les capacités scientifiques et technologiques des pays en développement.

[52] TD/B/C.6/8, annex I.

[53] TD/B/C.6/12, reproduit dans l'annexe III du rapport de la Commission du transfert de technologie sur sa première session.

2. *Code international de conduite*

51. Depuis la troisième session de la Conférence, les études du secrétariat de la CNUCED ont fait l'objet d'un examen à l'échelon intergouvernemental, qui a débouché sur la convocation par le Secrétaire général, en mai 1975, du Groupe intergouvernemental d'experts chargé de préparer l'élaboration d'un code de conduite pour le transfert de technologie. La Commission a été saisie, pour examen, du rapport du Groupe intergouvernemental ainsi que de son rapport sur la reprise de sa session[54].

52. Malgré la complexité et la nouveauté de la question et, naturellement, la diversité des points de vue, les experts de deux groupes (le Groupe des Soixante-Dix-Sept et le Groupe B) sont convenus de schémas préliminaires distincts, et les experts du Groupe des Soixante-Dix-Sept et des Groupes B et D sont parvenus à un accord sur les principales rubriques d'un code de conduite. Ces rubriques sont les suivantes :

Préambule } Objectifs[55]
Principes }
Définitions
Champ d'application
Pratiques commerciales restrictives[56]
Réglementation nationale des opérations de transfert de technologie
[Garanties][57] [Responsabilités des entreprises sources et des entreprises bénéficiaires][58]
Collaboration internationale et traitement spécial en faveur des pays en développement
Législation applicable et règlement des différends
Dispositions diverses.

53. Ayant examiné les rapports du Groupe intergouvernemental d'experts chargé de préparer l'élaboration d'un code de conduite, la Commission, dans sa décision 1 (I), a décidé de les transmettre au Conseil pour examen à sa septième session extraordinaire, et a considéré que les rapports

avec leurs annexes, mettraient les gouvernements mieux à même, "à la quatrième session de la Conférence, de prendre des décisions à ce sujet, y compris une décision quant au caractère juridique de ce code", conformément au paragraphe 3 de la section III de la résolution 3362 (S-VII), adoptée le 16 septembre 1975 par l'Assemblée générale.

D'où l'intérêt particulier que revêt la directive énoncée au paragraphe 3 de la section III de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, où il est dit :

Tous les Etats devraient coopérer à l'élaboration d'un code de conduite international pour le transfert des techniques correspondant notamment aux besoins particuliers des pays en développement. Les travaux portant sur ce code devraient donc se poursuivre à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et être terminés à temps pour permettre à la quatrième session de la Conférence de prendre des décisions à ce sujet, y compris une décision quant au caractère juridique de ce code, afin qu'un code de conduite puisse être adopté avant la fin de 1977.

3. *Prochaine étape des décisions intergouvernementales*

54. Tout est prêt aujourd'hui pour que les décisions nécessaires concernant l'élaboration d'un code international de conduite et la révision du régime de la propriété industrielle soient prises à la quatrième session de la Conférence.

55. Il y a lieu de signaler ici que le Groupe *ad hoc* d'experts gouvernementaux pour la révision de la Convention de Paris, créé par l'OMPI, a tenu ses première et deuxième sessions du 11 au 17 février 1975 et du 15 au 19 décembre 1975, respectivement, et tiendra sa troisième session du 26 avril au 1er mai 1976. Les travaux orienteront nécessairement la révision de la Convention de Paris, et détermineront en particulier la portée que devrait avoir le nouvel instrument pour jouer un rôle efficace en matière de politique nationale de développement des pays en développement. Ils permettront en outre de discerner, mieux qu'on ne peut le faire actuellement, les relations entre la révision de la Convention de Paris et l'établissement d'un code international de conduite pour le transfert de technologie aux pays en développement.

B. – Vers l'indépendance technologique des pays en développement

56. La restructuration du cadre juridique pourrait contribuer à créer les conditions favorables à un renforcement de la capacité technologique des pays en développement et, par là même, réduire leur dépendance technologique. Pour être pleinement efficace, cette restructuration doit toutefois être complétée par une action d'ensemble, aux niveaux régional, national et international[59]. On peut rappeler à cet égard que toute une série de mesures ont été recommandées par la Conférence dans sa résolution 39 (III) [section II, paragraphes 3, 7, 8 et 12, et section III : "Amélioration de l'infrastructure scientifique et technique", paragraphes 13 à 21]. Les décisions prises par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires ont renforcé les directives énoncées dans la résolution 39 (III) et les initiatives prises par la suite au sein de la CNUCED.

57. Pour la plupart des pays en développement, le simple remplacement des importations de produits de base par une production nationale est une politique qui a fait son temps. La part des importations dans le total des ventes intérieures n'a pas diminué et les difficultés de balance des

[54] TD/B/C.6/1 et TD/B/C.6/14.

[55] Les "objectifs" seront énoncés soit dans le préambule soit dans un chapitre de portée plus large intitulé "Objectifs et principes", selon qu'il conviendra.

[56] Les experts de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et de l'URSS ont proposé le titre suivant : "Elimination des pratiques restrictives et discriminatoires d'ordre commercial et politique dans le transfert de technologie".

[57] Titre proposé par les experts du Groupe des Soixante Dix-Sept.

[58] Titre proposé par les experts du Groupe B.

[59] Pour un examen plus détaillé de la question, voir dans le présent volume le document TD/190/Supp.1.

paiements se sont accrues. Il s'est produit en fait un changement dans la structure des paiements extérieurs, les importations de biens de consommation cédant le pas aux importations de techniques, soit directement (acquisition d'un savoir-faire), soit indirectement (achat de produits semi-finis et de biens d'équipement). Il est clair que, sans une politique technologique cohérente étayée par des mesures sélectives qui tirent profit de ce que l'économie internationale peut avoir de positif, les pays en développement ne sauraient soutenir une très forte expansion de la production industrielle.

58. Il convient cependant de se rappeler que, pour s'écarter du modèle fortement déformé de développement actuel, où au mieux un cinquième de la population d'un pays en développement peut vivre dans des conditions tolérables, il faut non seulement modifier la technologie utilisée, mais aussi procéder à une vaste redistribution des sources de richesse. Il serait étonnant de ne pas constater l'existence, dans les sociétés en développement, d'une minorité qui tire des avantages substantiels du maintien de l'état actuel des choses. Etant donné que cette même minorité détient précisément la plupart des pouvoirs de décisions, le type de politique globale proposé dans la présente section ne pourrait être envisagé et appliqué que dans le cadre plus vaste de changements profonds des structures sociales, politiques et économiques des pays en développement.

59. Par rapport aux mesures exposées dans la section précédente, peu de progrès ont été réalisés dans le sens d'un programme d'action global visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement. Certains des éléments les plus importants d'un tel programme sont brièvement indiqués ci-après. La Commission du transfert de technologie, à sa première session, et, par la suite, la réunion du Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement de la technologie ont enregistré des progrès à certains égards[60].

1. *Action des pays en développement à l'échelon national*

a) *Elaboration d'un plan relatif à la technologie*

60. La planification est utilisée comme un instrument de politique générale dans la plupart des pays en développement. La majorité des plans de développement sont conçus en termes financiers. Certains d'entre eux contiennent également une évaluation quantitative des besoins de main-d'œuvre, de personnel qualifié, de matières premières et de matériel, etc. Si l'un ou l'autre de ces éléments débouche sur des projets concrets, il ne fait pas de doute que chacun de ces projets comportera des aspects technologiques. Toutefois, jamais jusqu'ici un plan, même élémentaire, concernant la technologie n'a été conçu comme partie intégrante de la planification nationale du développement. Dès lors, il est évidemment difficile de décider si les techniques nécessaires doivent être importées ou s'il faut avoir recours aux sources nationales. On ne peut pas davantage s'assurer que les techniques seront appropriées du point de vue de l'utilisation des ressources, des besoins fondamentaux de la consommation et des effets sur l'environnement. De manière générale, il ne peut y avoir de progrès systématique vers le remplacement de techniques importées par des techniques nationales appropriées et vers la création d'une capacité nationale s'il n'existe pas, dès le départ, un cadre de planification, portant sur une période relativement longue, dans lequel les différents projets puissent s'inscrire. Il est donc de la plus haute importance d'entreprendre la préparation d'un plan relatif à la technologie qui serait intégré à un plan de développement.

b) *Politique relative au transfert et au développement de la technologie*

61. Le plan global restera lettre morte s'il ne prévoit pas une politique cohérente qui embrasse toute une série de questions connexes (transferts de devises; importations et exportations; investissements étrangers; coentreprises; accords de licence; lois et pratiques concernant la propriété industrielle; transfert, adaptation et développement de la technologie; harmonie entre technologie et politique de l'environnement; besoins en matière d'ingénierie et de recherche-développement; exode des compétences[61]; éducation; etc.). L'action a été jusqu'à présent menée de manière empirique et sans coordination. Il est donc urgent d'élaborer une politique cohérente concernant le transfert et le développement de la technologie et de la coordonner avec les autres grandes orientations. Le plan technologique envisagé au paragraphe 60 pourrait en être le cadre essentiel.

c) *Appareil institutionnel (centres)*

62. Dans la résolution 39 (III), la Conférence invitait les pays en développement à établir, s'ils ne l'avaient pas déjà fait, des institutions ayant pour objet spécifique de s'occuper de la totalité des questions complexes liées au transfert de technologie. Elle définissait leurs fonctions, qui ont été ensuite précisées dans la résolution 1 (II) du Groupe intergouvernemental du transfert de technologie[62]. Il est évident que, quelles que soient la qualité des plans ou la précision du cadre politique, un appareil institutionnel est nécessaire pour appliquer les mesures qui ont été décidées. Or, c'est précisément ce qui a fait défaut le plus souvent dans un certain nombre de pays en développement.

63. Le secrétariat de la CNUCED a déjà formulé des propositions concrètes dans un rapport[63]. Des travaux complémentaires sont en cours pour déterminer les structures à mettre en place et les conditions à réunir en vue de créer des centres dans des pays en développement qui

[60] Le rapport du Groupe d'experts officieux a été distribué sous la cote TD/B/595.

[61] Pour plus de détails, voir "Le transfert inverse des techniques, son ampleur, ses conséquences économiques..." (TD/B/C.6/7).

[62] Voir le rapport du Groupe intergouvernemental du transfert de technologie sur sa deuxième session (*Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Annexes*, point 6 de l'ordre du jour, document TD/B/424), annexe I.

[63] "Création de centres de transfert et de développement des techniques" (TD/B/C.6/9/Add.3).

offrent des particularités différentes, et d'établir les liaisons supplémentaires indispensables aux niveaux sous-régional et interrégional, compte tenu des divers secteurs qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement. Le rapport du Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement de la technologie contient les recommandations du Groupe à cet égard[64].

2. *Coopération entre pays en développement*

Principes d'action

64. A ses sixième et septième sessions extraordinaires, l'Assemblée générale a souligné l'importance de la coopération entre pays en développement. A cet égard, il faut rappeler que la Conférence, dès 1972, lors de sa troisième session, avait énoncé les mesures concrètes qui devaient être prises par ces mêmes pays aux fins d'une coopération dans le domaine technologique. Aux termes du paragraphe 15 de la résolution 39 (III), elle invitait les pays en développement

[...] à envisager, aux niveaux régional et interrégional, des mesures en vue :

a) De faciliter le transfert des techniques à leur profit en échangeant des renseignements sur leur expérience en matière d'acquisition, d'adaptation, de développement et d'application des techniques importées et, à cet égard, d'établir des centres régionaux ou sous-régionaux d'information;

b) De prendre les dispositions institutionnelles appropriées en vue de la formation et de l'échange de personnel technique;

c) D'établir des centres communs de recherche technique pour les projets d'intérêt régional et pour l'échange, entre pays en voie de développement de la région ou de différentes régions, de techniques importées, adaptées ou récemment mises au point;

d) De promouvoir l'étude de projets scientifiques et techniques entre les pays en voie de développement qui ont les mêmes besoins techniques du fait des ressemblances que présente la structure sectorielle de leur production;

e) D'établir les mécanismes propres à faciliter la diffusion et l'échange des techniques nationales mises au point dans les pays en voie de développement, de manière à profiter pleinement des avantages de la spécialisation dans chaque secteur d'activité;

f) De s'efforcer de coordonner leurs politiques en ce qui concerne les techniques importées, y compris leur adaptation aux conditions nationales.

65. Peu de mesures concrètes ont été prises depuis lors dans le sens de ces directives. Pourtant, le climat général est beaucoup plus favorable en 1976 qu'il ne l'était en 1972 à des mesures décisives des pays en développement en faveur de l'autonomie collective. Le manque de devises, de main-d'œuvre qualifiée et de capacités techniques a fait place, dans certains cas, à des excédents croissants, qui s'échappent aujourd'hui vers les pays développés. En outre, un certain nombre de pays en développement sont désormais dotés de moyens plus ou moins importants dans l'un ou l'autre des secteurs qui ont une importance cruciale pour le progrès économique et social. L'accroissement même de la complémentarité dans bien des domaines est propice à l'adoption de mesures décisives pour promouvoir l'autonomie collective de ces pays.

66. Pour parvenir à une autonomie collective, il est essentiel que les pays en développement s'accordent les uns aux autres un traitement préférentiel pour le transfert et le développement des technologies, comme le prévoient le paragraphe 4 de la résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale et le schéma préliminaire révisé de code de conduite établi par les experts du Groupe des Soixante-dix-Sept[65]. En outre, des arrangements préférentiels en matière de coopération (sur les achats du secteur public, l'apport de capitaux, de main-d'œuvre qualifiée et de technologie, etc.) seraient sans doute plus efficaces s'ils étaient intégrés aux traités, accords et autres instruments, en vigueur ou prévus, aux fins d'une coopération et d'une intégration régionales.

67. Les centres de transfert et de développement de technologie pourraient, dans certaines circonstances, être appelés à jouer un autre rôle important comme rouage de l'appareil institutionnel nécessaire à la mise en œuvre d'un code international de conduite pour le transfert de technologie. Ils peuvent servir de mécanisme permanent pour l'élaboration et l'exécution de programmes concrets de coopération.

68. En outre, les pays en développement n'ont guère exploré les possibilités de coopération dans des domaines déterminés – industrie pharmaceutique[66], génie agricole, industrie alimentaire, engrais, pesticides, etc. – où certains d'entre eux ont manifestement acquis une compétence technologique et des connaissances spécialisées qui pourraient être mises à profit par les autres, compte tenu de leurs besoins et de leur situation. Par ailleurs, il leur faudrait envisager un partage collectif de la main-d'œuvre qualifiée qu'ils possèdent.

3. *Action des pays développés*

69. Les mesures que les pays développés devraient mettre en œuvre pour aider les pays en développement à améliorer leur infrastructure scientifique et technologique sont exposées aux paragraphes 13, 16, 17 et 18 de la résolution 39 (III) de la Conférence[67]. Ce programme d'action a été complété par les décisions adoptées aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale ainsi que lors de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

70. Cependant, peu de choses ont été faites depuis 1972 dans la voie qui a été tracée. Le champ d'action reste largement ouvert.

---

[64] Voir TD/B/595.

[65] Voir TD/B/C.6/14, annexe II.

[66] Pour plus de détails, voir "Monographie sur l'industrie pharmaceutique" (TD/B/C.6/4).

[67] Pour un examen plus approfondi de la question, voir dans le présent volume le document TD/190/Supp.1.

4. *Dernier examen en date des questions*

71. C'est à la première session de la Commission du transfert de technologie (24 novembre–5 décembre 1975) et à une réunion du Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement de technologie que la question du renforcement de la capacité technologique des pays en développement a été examinée en dernier lieu. Ces deux réunions ont permis de progresser dans la voie des décisions à prendre à l'échelon intergouvernemental et de faire avancer l'étude des problèmes pertinents. Elles ont manifestement un rapport avec l'adoption de l'ensemble des décisions sur lesquelles la communauté internationale portera son attention lors des travaux préparatoires pour la quatrième session de la Conférence. Les travaux de ces deux réunions sont donc résumés brièvement ci-dessous.

a) *Commission du transfert de technologie (première session)*

72. A sa première session, la Commission a adopté la résolution 2 (I) sur la "Promotion du potentiel technologique des pays en développement". Dans cette résolution, la Commission a énoncé de nouvelles directives pour les différentes études visant à renforcer le potentiel technologique des pays en développement, a demandé que d'importantes initiatives soient prises dans certains secteurs, comme l'industrie pharmaceutique, la pétrochimie, l'industrie des engrais, les industries métallurgiques et les communications; a défini les grandes orientations des travaux à entreprendre sur le transfert inverse de technologie (exode des compétences), en décidant notamment la convocation d'un groupe d'experts gouvernementaux pour examiner les études faites à ce sujet et présenter, si possible, des recommandations à la Commission du transfert de technologie lors de sa deuxième session; et a prié le Secrétaire général de présenter à la Conférence, à sa quatrième session, un rapport sur la manière dont la CNUCED pourrait participer activement à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui doit se tenir en 1978 ou 1979.

73. La décision prise par la Commission en matière d'assistance technique, dont le texte figure dans la deuxième partie de la résolution, revêt un grand intérêt, car elle permet de faire progresser les travaux dans ce domaine important. Aux termes de cette décision, la Commission

3. *Demande* au Secrétaire général de la CNUCED de continuer, en application de la résolution 39 (III) de la Conférence, à donner des avis, en faisant appel aux services mêmes de la CNUCED, aux pays en développement pour les aider

a) A mettre au point des politiques et plans nationaux en matière de technologie et à les appliquer en coordination avec les autres politiques et plans économiques pertinents;

b) A créer des institutions nationales de transfert et de développement de la technologie;

c) A créer, aux échelons sous-régional et régional, avec raccordement approprié entre eux, des centres de transfert et de développement de technologie, compte tenu des divers secteurs qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement;

d) A s'occuper des arrangements de transfert de technologie, de l'adaptation des technologies importées et de la mise au point de technologies locales;

e) A évaluer les aspects économiques de l'information technologique et ceux qui concernent le développement, y compris les brevets et autres formes de propriété industrielle;

f) A organiser des programmes coordonnés de formation aux échelons national, sous-régional, régional et interrégional, des séminaires et des échanges de personnel dans le domaine du transfert de technologie.

...

5. *Demande en outre* au Secrétaire général de la CNUCED de faire, au vu des décisions prises par l'Assemblée générale à sa trentième session, des propositions concrètes pour examen par le Conseil du commerce et du développement à sa septième session extraordinaire, en vue de l'adoption de dispositions institutionnelles appropriées à l'intérieur de la CNUCED, y compris la possibilité de créer un service consultatif.

74. Ainsi, les tâches confiées à la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique et opérationnelle ont été clairement définies et leur portée élargie. Cependant, la Commission n'a pas pu prendre, à sa première session, les décisions voulues pour mettre en place les structures institutionnelles qui permettraient à la CNUCED de les remplir.

b) *Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement de technologie*

75. Un Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement de la technologie, qui a pu être convoqué grâce au concours financier de l'Agence canadienne de développement international, a examiné les questions liées aux structures institutionnelles qui devront être mises en place pour intégrer les politiques de transfert et de développement de technologie. Quarante-deux experts, tant de pays développés que de pays en développement, ou appartenant aux secrétariats d'organisations internationales, ont assisté à cette réunion à titre individuel. Dans leur rapport[68], les experts mettent l'accent sur la diversité des situations nationales et soulignent la nécessité de trouver des solutions institutionnelles répondant aux conditions particulières de chaque pays. Ils sont également parvenus à un accord sur :

i) La nécessité de formuler une politique commune pour le transfert et le développement de technologie et de créer des centres nationaux ou tout autre mécanisme institutionnel approprié pour mettre en œuvre cette politique (par. 5 à 7);

ii) Le rôle et les fonctions des centres, y compris les principales liaisons qu'il conviendra d'établir avec d'autres organes de l'administration nationale (par. 9 à 14);

iii) La création de liens entre les centres nationaux aux niveaux sous-régional, régional et interrégional (par. 15);

iv) La nécessité d'étudier, entre autres, les relations, politiques et technologies sectorielles, en particulier pour l'industrie pharmaceutique, l'industrie des engrais, l'industrie des pesticides, les facteurs de

[68] TD/B/595.

production agricoles, les communications et les industries métallurgiques (par. 16).

76. Le Groupe d'experts officieux a procédé à un premier examen des dispositions administratives et financières à envisager pour la création des centres nationaux et l'établissement de liens aux niveaux sous-régional, régional et interrégional (par. 19 à 23). Il a également examiné brièvement les moyens d'obtenir des pays en développement eux-mêmes, des pays développés et des organisations internationales l'assistance dont ces centres auront besoin (par. 24 et 25).

77. La Commission du transfert de technologie a déjà défini les nombreuses tâches confiées à la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique et opérationnelle, et le Groupe d'experts officieux a approfondi ces questions, en particulier en ce qui concerne la création de centres pour le transfert et le développement de technologie. Cependant, les décisions dont dépend la mise en place des moyens institutionnels, dotés des ressources nécessaires, qui permettraient à la CNUCED de commencer à s'acquitter de ces responsabilités n'ont toujours pas été arrêtées.

CHAPITRE IV

Récapitulation des questions appelant des décisions à l'échelon intergouvernemental

78. Dans le présent rapport, on a souligné le caractère asymétrique des relations existant entre pays en développement et pays développés. On a également passé en revue l'évolution de la situation au cours des vingt-cinq dernières années, en constatant que ces relations de base n'avaient guère subi de modifications.

79. Par ailleurs, de très lourdes tâches seront confiées au cours des vingt-cinq prochaines années à différents éléments de la communauté internationale. De toute évidence, il sera difficile d'y faire face si l'on ne modifie pas profondément les politiques actuelles à tous les niveaux et si l'on ne crée pas de nouvelles structures institutionnelles conçues tout spécialement pour mettre en œuvre ces nouvelles politiques.

80. Les questions qui intéressent la quatrième session de la Conférence, et dont l'exposé figure au chapitre III, doivent dont être considérées dans cette perspective; elles sont résumées brièvement ci-dessous.

A. – Action visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement

81. Jusqu'à présent, un certain nombre de points ont fait l'objet d'un accord à l'échelon intergouvernemental – par exemple : élaboration de plans et mise au point de politiques propres à assurer le transfert et le développement intégrés de technologie, et rattachement de ces plans et politiques à d'autres projets de l'administration nationale; formulation d'idées concrètes en ce qui concerne le type de structures institutionnelles nécessaires, leur rôle et leurs fonctions et les liaisons qu'il faudrait établir à l'échelon sous-régional, régional et interrégional; reconnaissance de l'importance que revêt l'adoption de nouvelles initiatives dans certains secteurs de l'économie, notamment dans l'industrie pharmaceutique et en matière de transfert inverse de technologie (exode des compétences).

82. Il est clair que les idées exprimées sur ce qui doit être fait ont permis de définir des domaines d'action concrets. Cependant, aucun accord n'est intervenu sur les moyens de remplir correctement ces tâches urgentes. C'est cette lacune qu'il conviendra de combler lors des discussions intergouvernementales à venir.

B. – Décisions à prendre au sujet d'un code de conduite pour le transfert de technologie et, eu égard à ces décisions, décision quant à ses modalités d'établissement

83. Les experts du Groupe des Soixante-Dix-Sept et du Groupe B ont déjà présenté des schémas préliminaires de code de conduite. Le Groupe D a fait connaître son point de vue sur l'établissement du code.

84. Les principaux chapitres à l'intérieur desquels viendront s'articuler les schémas préliminaires existants ont fait l'objet d'un large accord intergouvernemental. De plus, tous les groupes régionaux sont convenus que ces mesures aideront les gouvernements à prendre les décisions voulues à la quatrième session de la Conférence, "y compris une décision quant au caractère juridique de ce code", comme le prévoit le paragraphe 3 de la section III de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale. Une fois que la Conférence se sera prononcée sur le caractère juridique du code, elle devra aussi, par voie de conséquence, décider des modalités de son établissement.

C. – Mesures à prendre par la CNUCED en ce qui concerne les aspects économiques et commerciaux du système international des brevets et ses aspects relatifs au développement, dans le cadre de la révision en cours de ce système

85. Comme il est indiqué au chapitre III, bien des faits nouveaux se sont produits dans le domaine du régime de la propriété industrielle depuis que la Conférence, à sa troisième session (1972), a commencé à examiner cette question. Des études importantes ont été réalisées pour analyser les conséquences défavorables du régime actuel de la propriété industrielle pour les pays en développement. Ces études ont été examinées à l'échelon intergouvernemental. Cette entreprise a été menée en plusieurs étapes, allant de l'examen du régime à sa critique, puis à sa révision. En fait, la révision du régime a déjà commencé, et la Conférence pourrait prendre note de la contribution qu'elle y a apportée.

86. A sa première session, la Commission du transfert de technologie a fait siennes les conclusions et recommandations concertées du Groupe d'experts intergouvernementaux, lesquelles marquent un certain progrès puisqu'elles définissent l'orientation générale du processus de révision. Par ailleurs, les conclusions des experts des pays

en développement sur les grandes lignes de la révision du régime de la propriété industrielle[69] montrent clairement le chemin qui reste à faire dans ce domaine.

87. La Conférence pourrait apporter une contribution positive à cette entreprise en essayant de combler l'écart entre les mesures déjà convenues par la communauté internationale et celles que souhaite le Groupe des Soixante-Dix-Sept. Elle pourrait également prévoir en même temps les grandes étapes et les modalités d'une révision satisfaisante du régime de la propriété industrielle.

[69] TD/B/C.6/12, reproduit dans l'annexe III du rapport de la Commission du transfert de technologie sur sa première session.

DOCUMENT TD/190/Supp.1

Action visant à renforcer la capacité technologique des pays en développement : politiques et institutions

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*3 février 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Préface		172
Résumé et conclusions		173
Chapitres	*Paragraphes*	
I. Faiblesses du cadre politique et institutionnel dans les pays en développement	1-32	175
A. Objectifs d'une politique dans le domaine technologique	1-4	175
B. Cadre politique et institutionnel existant	5-32	175
II. Vers de nouveaux arrangements institutionnels concernant le transfert et le développement de technologie	33-91	180
A. Différents types possibles de centres nationaux : leur rôle, leur fonction et leur coordination interne	33-70	180
B. Dispositions administratives pour les centres nationaux	71-72	185
C. Coordination sous-régionale, régionale et interrégionale	73-78	186
D. Coordination sectorielle	79-91	187
III. Besoins en matière d'information et nécessité d'une action internationale	92-122	189
A. Liens entre l'information et la prise de décisions	92-99	189
B. Réaction de la communauté internationale	100-112	190
C. Suggestions pour améliorer l'information technologique	113-122	191
IV. Programme de coopération internationale pour renforcer le potentiel technologique des pays en développement	123-140	192
A. Esquisse du programme	123-124	192
B. Contributions au programme	125-140	193

Préface

Le programme de la CNUCED dans le domaine du transfert et du développement de la technologie fait suite à la résolution 39 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, où il était notamment demandé au secrétariat "d'étudier la possibilité de créer des institutions multilatérales telles que centres de transfert des techniques, banques de brevets et centres d'information technique" (paragraphe 8 *b*). Ultérieurement, la nécessité de renforcer la capacité et l'infrastructure technologiques des pays en développement a été à nouveau soulignée par l'Assemblée générale dans le cadre de ses propositions concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international[1]. Les impératifs techniques à satisfaire, si l'on veut que les pays en développement parviennent à porter à 25 p. 100 leur part de la production industrielle mondiale d'ici à l'an 2000, sont l'un des points expressément mentionnés dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima[2], qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans

[1] Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974, voir en particulier la section IV.

[2] Voir *Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels*, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI tenue à Lima (Pérou) du 12 au 26 mars 1975 (publication de l'ONUDI : PI/38), par. 28.

sa résolution 3362 (S-VII), du 16 septembre 1975 (section IV, paragraphe 1). A sa première session, la Commission du transfert de technologie de la CNUCED a fixé de manière très détaillée le programme à mettre en œuvre dans ce domaine[3].

Dans le cadre de ce programme, le secrétariat de la CNUCED a établi deux rapports d'activité[4] devant servir de base au Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement des techniques qui s'est réuni à Genève du 8 au 12 décembre 1975[5]. En outre, une mission d'exploration CNUCED/PNUD s'est rendue dans 23 pays au dernier trimestre de 1975[6]. Le présent rapport constitue une synthèse des deux rapports d'activité complétée et révisée à la lumière des résultats de la mission d'exploration et de la réunion du Groupe d'experts officieux. Il complète le rapport du secrétariat de la CNUCED sur la dépendance technologique[7]. Le dernier chapitre doit être lu conjointement avec une note du Secrétaire général de la CNUCED traitant des activités de cet organisme dans le domaine du transfert de technologie[8].

Pour passer de l'état de dépendance technologique à un niveau de capacité plus élevé, qui requiert à son tour des politiques d'ensemble cohérentes et des institutions appropriées, un pays doit résoudre un dilemme; c'est ce que l'on a appelé le conflit entre pragmatistes et réalistes. Si l'on veut améliorer le niveau de vie, il faut agir dans l'immédiat, et les pragmatistes seront donc tentés de dire que l'on doit continuer à importer des technologies, quelles que soient les conditions consenties. La déglobalisation est une opération complexe qui demande du temps et du doigté, et qui comporte des risques. Cela est encore plus vrai des efforts visant à développer une technologie indigène. Le véritable réaliste sait cependant que tant qu'il n'y aura pas un début de prise en main du transfert de technologie, ce qui va de pair avec un effort sérieux pour développer des technologies indigènes, la dépendance persistera indéfiniment. Mais, il n'existe pas de formule magique ou de solution miracle, et le coût est inversement proportionnel au temps. Il faut donc faire une série de choix soigneusement pesés, en introduisant l'élément technologique dans la stratégie générale de développement, et en mettant en place graduellement les institutions nécessaires.

A sa troisième session, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait défini les bases d'une restructuration du cadre juridique concernant le transfert de technologie. Depuis lors, de grands progrès ont été accomplis, et le moment est venu d'adopter un code international de conduite pour le transfert de technologie et d'opérer une révision approfondie du régime de la propriété industrielle. Une des tâches principales de la Conférence à sa quatrième session sera d'ouvrir une nouvelle étape, celle du renforcement de la capacité des pays en développement d'acquérir, d'utiliser, d'adapter et de produire des technologies répondant à leurs propres besoins, d'abord et avant tout au niveau national, mais ensuite aux niveaux sous-régional, régional et interrégional. Le but du présent document est de contribuer à l'étude des politiques et institutions qui seront nécessaires pour renforcer la capacité technologique des pays en développement.

Résumé et conclusions

Faiblesses du cadre politique et institutionnel dans les pays en développement

i) La politique des pays en matière de technologie devrait viser à développer le potentiel technologique qui permettra de satisfaire les objectifs nationaux en matière économique et sociale et, à cette fin, de promouvoir la capacité de prendre des décisions en toute indépendance dans le domaine de la technologie. Les pays devraient donc, en particulier, obtenir la maîtrise des importations de technologie, augmenter leur capacité d'appliquer la technologie, réorienter progressivement la demande de technologie vers les sources nationales, et promouvoir le développement d'une technologie locale.

ii) Il y a six grands domaines solidaires où politiques et arrangements institutionnels ont des effets directs ou indirects sur le transfert et le développement de la technologie : stratégie du développement; attitude envers les investissements étrangers; arrangements contractuels et institutionnels liés directement au transfert et au développement de la technologie : recherche-développement; établissement de projets industriels; enseignement et formation. Dans la plupart des pays, tel ou tel de ces domaines laisse apparaître des faiblesses, et parmi les pays les moins avancés presque tous.

iii) Plusieurs des pays en développement les plus avancés ont fait des efforts importants pour améliorer leur position dans les négociations ayant trait à l'importation de technologie. Ces pays sont aussi ceux qui disposent de diverses institutions de recherche-développement. Cependant, le lien entre l'importation de technologie et la promotion de la capacité technologique nationale fait habituellement défaut, ou est incomplet. Ainsi, dans l'aspect clé du processus de transfert et de développement des technologies que sont les arrangements contractuels et institutionnels, certains pays ont fait déjà un grand pas en avant en définissant des politiques et en créant des institutions, mais ils ne se sont attaqués qu'à une partie de l'ensemble de ce problème complexe.

[3] Voir la résolution 2 (I) de la Commission [*Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, septième session extraordinaire, Supplément No 4* (TD/B/593), annexe I].

[4] "Création de centres de transfert et de développement des techniques" (TD/B/C.6/9), et *idem* (Working Paper No. 3) [en anglais seulement].

[5] Le rapport du Groupe d'experts officieux a été distribué sous la cote TD/B/595.

[6] Le rapport de la mission d'exploration a été distribué sous la cote UNCTAD/TT/3.

[7] Document TD/190, reproduit dans le présent volume.

[8] "Propositions en vue de l'adoption de dispositions institutionnelles appropriées à l'intérieur de la CNUCED, y compris la possibilité de créer un service consultatif en matière de transfert des techniques" (TD/B/597), note établie en application de la résolution 2 (I), sect. II, par. 5, de la Commission du transfert de technologie.

Vers l'établissement de nouvelles institutions pour le transfert et le développement de la technologie

iv) Ainsi, il serait nécessaire dans presque tous les pays en développement d'adopter de nouveaux arrangements institutionnels ou de renforcer ceux qui existent. Dans de nombreux cas, cela équivaudra à créer un centre national pour le transfert et le développement de la technologie, d'une forme ou d'une autre. Les fonctions normales d'un tel centre sont (dans l'ordre) :

a) Aider les pays, compte tenu des impératifs économiques, sociaux et politiques de chacun d'entre eux, à déterminer leurs besoins technologiques dans un certain nombre de branches d'activité économique;

b) Aider à obtenir et à analyser, en fonction de ces besoins, des renseignements concernant toutes les sources de technologie possibles, aussi bien nationales qu'étrangères, et les diffuser auprès des utilisateurs;

c) Aider à évaluer et à sélectionner les technologies à appliquer pour les différentes opérations à envisager, en ayant en vue plus spécialement la prise des décisions, qui est la phase déterminante dans l'ensemble du processus;

d) Aider à déglobaliser la technologie importée, notamment à déterminer si elle répond aux besoins, à évaluer ses coûts directs et indirects et les conditions dont elle est assortie;

e) Aider à négocier les meilleures conditions possibles pour la technologie à importer, et notamment prendre des dispositions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'approbation des accords de transfert;

f) Promouvoir et faciliter l'assimilation et l'adaptation des technologies étrangères ainsi que la mise au point de technologies indigènes, envisagées spécifiquement du point de vue de la conception/ingénierie et de la recherche-développement;

g) Promouvoir auprès des utilisateurs la diffusion de la technologie déjà assimilée, qu'elle soit indigène ou étrangère.

v) La création ou le renforcement d'institutions peuvent être envisagés de différentes manières : un centre peut être créé de toutes pièces, par étapes, ou encore établi par fusion des arrangements existants en en corrigeant les lacunes éventuelles (les options étant fonction principalement du niveau de développement, du type de stratégie adopté et de l'importance relative des différents secteurs industriels et du secteur rural). Dans certains pays, la solution pourra consister à combler certaines lacunes en vue de parvenir à une meilleure coordination des politiques et des institutions. Dans tous les cas, des liens existeront entre le centre ou point focal et les autres institutions.

vi) La création de liens sous-régionaux, régionaux et interrégionaux dans le cadre de l'autonomie collective entre pays en développement pourra être très utile.

vii) Il existe aussi des possibilités de développer la coopération entre pays en développement au niveau de tel ou tel secteur : par exemple, dans l'industrie pharmaceutique, des arrangements interrégionaux pourraient permettre de modifier considérablement la politique d'importation et de développer progressivement la production nationale.

Besoins en matière d'information et nécessité d'une action internationale

viii) De graves insuffisances existent dans le domaine de l'information, en ce qui concerne tant le type de renseignements disponibles que les canaux de diffusion. Il faudrait disposer du type d'information dont les utilisateurs directs ont besoin et renforcer le lien entre cette information et la prise des décisions, en d'autres termes entre les systèmes d'information et les arrangements institutionnels pour le transfert et le développement de la technologie. La communauté internationale s'efforce de plus en plus de remédier à ces insuffisances.

ix) La mise en commun, par les pays en développement, de leur information et de leurs données d'expérience touchant les technologies et les fournisseurs de ces technologies et l'établissement d'unités d'évaluation en matière technologique, visant à fournir une information précise, objective et tenue à jour, pourraient renforcer sensiblement les moyens d'information à la disposition des responsables de la prise de décisions.

Adoption d'un programme de coopération internationale pour le renforcement de la capacité technologique des pays en développement

x) Une coopération et une assistance de la communauté internationale sont nécessaires pour renforcer les politiques et les institutions dans le domaine du transfert et du développement de la technologie, notamment au niveau des services consultatifs et de la formation. Les ressources financières consacrées à ce but constitueront véritablement un investissement profitable à deux égards : 1) les pays en développement pourront réaliser des économies croissantes, puisque les coûts de transfert des technologies seront réduits; 2) le processus d'adaptation progressive des technologies importées et de mise au point de technologies indigènes, renforcé par la coopération entre pays en développement, engendrera un accroissement de la production et du revenu dans les pays en développement, pour le plus grand bien de ces pays et celui de l'expansion de l'économie mondiale.

xi) Les possibilités d'assistance mutuelle entre pays en développement sont de plus en plus nombreuses et comprennent, outre la coopération directe, la coopération financière aux fins du renforcement de la capacité technologique.

xii) Certains pays développés versent des contributions volontaires à des fonds de dépôt; ces contributions devraient être sensiblement accrues.

xiii) Les organisations internationales devraient unir leurs efforts, chacune dans son domaine particulier, pour aider les pays en développement dans le transfert et le développement de la technologie. Les résultats de la mission d'exploration CNUCED/PNUD donnent un certain nombre d'illustrations concrètes de la manière dont cette coopération peut se dérouler.

xiv) Du fait de sa compétence particulière dans le domaine du transfert de technologie, la CNUCED a manifestement un rôle spécial à jouer dans l'aide aux pays en développement pour un vaste éventail d'activités comprenant la formulation de politiques et la planification en matière technologique, l'adoption d'arrangements institutionnels appropriés pour le transfert et le développement de la technologie, et la formation de personnel spécialisé.

CHAPITRE PREMIER

Faiblesses du cadre politique et institutionnel dans les pays en développement

A. — Objectifs d'une politique dans le domaine technologique

1. La plupart des pays en développement se sont efforcés de réorienter et d'étendre leur système d'éducation pour tenir compte de la nécessité d'appliquer une politique scientifique et de former des chercheurs. Jusqu'à une date récente, pourtant, ils se sont montrés moins préoccupés d'élaborer une politique technologique et de former des techniciens malgré les liens évidents qui unissent la science et la technique. L'importance de l'élément technologique n'était pas clairement perçue, ni suffisamment soulignée. Les choses commencent à changer ainsi qu'en témoigne la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale qui met principalement l'accent sur la technologie dans la perspective de la future Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

2. L'objectif général de toute politique technologique devrait être de mettre le plus possible la technologie au service de la réalisation des objectifs nationaux de développement économique et social[9]. Dans cette optique, chaque pays devrait acquérir la capacité de prendre des décisions autonomes dans le domaine du transfert de technologie.

3. Les objectifs particuliers peuvent être brièvement définis comme suit :

a) Avoir pleine autorité sur les importations de technologies, ce qui veut dire améliorer le pouvoir de négociation, être capable d'obtenir les meilleures conditions, et lier l'importation de technologies à l'élaboration de technologies locales;

b) Accroître la capacité d'application de la technique importée et indigène;

c) Accroître la demande de technologies indigènes, c'est-à-dire détourner progressivement les consommateurs nationaux des technologies étrangères au profit des technologies nationales;

d) Former un personnel capable d'élaborer des technologies répondant directement aux exigences du développement dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de l'infrastructure, et aussi à des objectifs sociaux et économiques tels que l'emploi, la redistribution des revenus, l'amélioration de la nutrition et l'atténuation de la pauvreté des masses, dont on s'est moins préoccupé jusqu'ici.

4. Il est permis de dire qu'aucun pays en développement n'a encore élaboré une politique technologique qui embrasse tous ces objectifs.

B. — Cadre politique et institutionnel existant

5. Il existe de nombreux domaines dans lesquels la politique gouvernementale et les institutions chargées de l'appliquer exercent une influence directe ou indirecte sur le transfert et le développement de la technologie. Les principaux seront brièvement examinés ci-dessous. D'autres, comme le rôle et la politique des banques de développement et la politique d'achat de l'Etat, pourraient naturellement aussi être mentionnés.

1. *Stratégie du développement*

6. Tout d'abord, il est indispensable d'élaborer une stratégie du développement qui tienne compte du rôle de la technologie. Cette stratégie peut évidemment revêtir plusieurs formes : ainsi, priorité pourrait être donnée, en matière de politique industrielle, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires dans le but de transformer rapidement les structures de l'économie à partir des produits pétro-chimiques (dans le cas de producteurs de pétrole), d'autres produits chimiques, des métaux et des constructions mécaniques. On peut aussi envisager de mettre l'accent sur un développement rural intégré portant à la fois sur l'agriculture et les petites et moyennes industries et ce, non seulement pour améliorer le niveau de vie des couches les plus pauvres de la population, mais aussi pour encourager les exportations. La promotion des exportations pourrait également se fonder essentiellement sur la production d'articles manufacturés. Ou encore on peut chercher à poursuivre la politique traditionnelle de remplacement des biens de consommation importés par des produits locaux. Chacune de ces optiques, ou toute combinaison, suppose une stratégie différente de développement technologique et soulève des difficultés plus ou moins grandes en ce qui concerne l'acquisition, la transformation ou l'élaboration locale des technologies requises.

2. *Attitude à l'égard des investissements étrangers*

7. Une ligne de conduite, de préférence stable, doit être adoptée à l'égard des investissements étrangers. Presque tous les pays en développement les autorisent, encore que de plus ou moins grand cœur et suivant des méthodes différentes selon les formes que revêt le transfert de technologie, qui vont de l'investissement direct de l'étranger procurant la technologie en bloc à l'acquisition d'éléments séparés auprès de différentes sources par des entreprises du secteur public désireuses d'obtenir les conditions les plus avantageuses, avec, entre ces deux extrêmes, des variantes

[9] Voir le rapport du Groupe d'experts officieux pour la création de centres de transfert et de développement des techniques (TD/B/595).

de la coentreprise[10]. Pour attirer les capitaux étrangers, la plupart des pays ont adopté une législation et une réglementation qui prévoient, au premier rang, des avantages fiscaux tels que des exonérations d'impôt temporaires et, en second lieu, des concessions tarifaires allant de l'exemption de droits sur les biens d'équipement et les matières premières à une protection parfois extrême, voire à une interdiction pure et simple des importations, qui revient, en fait, à consentir un monopole. En outre, il arrive parfois que des terrains soient fournis gratuitement et des tarifs de faveur appliqués pour les services publics, par exemple dans le cadre de zones d'aménagement industriel, et que des capitaux puissent être obtenus sur le marché local à des conditions favorables. La législation et la réglementation garantissent aussi généralement l'investisseur étranger contre le risque de nationalisation, une juste compensation étant prévue en pareil cas, et comprennent souvent des dispositions autorisant le rapatriement des bénéfices et d'une fraction des rémunérations du personnel étranger.

3. *Arrangements contractuels et institutionnels*

8. L'élaboration du cadre dans lequel s'inscriront le transfert et le développement de la technologie comporte toute une série de mesures, qu'on peut présenter comme suit :

a) Déterminer les besoins technologiques en fonction des objectifs du développement.

b) Rassembler des renseignements sur les différentes sources possibles de technologie requise (sources locales comprises) en vue des décisions à prendre.

c) Evaluer et sélectionner la technologie appropriée.

d) Déglobaliser la technologie : la technologie requise constituant normalement un bloc, grand ou petit, il importe de désagréger ce bloc et de déterminer, parmi les éléments qui le composent, ceux qui doivent être importés et ceux qui doivent être fournis ou mis au point localement; pour cela, il convient d'évaluer les coûts, directs et indirects, d'étudier les conditions relatives aux importations et d'estimer le délai requis. L'étude des transferts contractuels peut être divisée en trois grands chapitres : principales caractéristiques du transfert (notamment importation de capitaux et/ou de technologie), la question étant surtout de savoir si la technologie en cause est appropriée[11]; restrictions commerciales associées au transfert (par exemple interdiction d'exporter ou autres restrictions commerciales, absence de dispositions concernant la recherche et la formation, place excessive faite au personnel étranger); coûts du transfert. En ce qui concerne ces derniers, il faut distinguer d'une part les coûts directs, qui correspondent aux frais d'exploitation des brevets, des marques de fabrique, des licences et du savoir-faire, ainsi qu'à l'assistance technique fournie aux stades successifs du préinvestissement, de l'investissement et de la production, et d'autre part les coûts indirects que représentent le "surprix" des biens intermédiaires et des biens d'équipement, à quoi s'ajoutent les charges occasionnées par les bénéfices réalisés sur la capitalisation des connaissances techniques, par le rapatriement des bénéfices et par l'importation de biens d'équipement — qui, au total, reviennent souvent à faire payer deux ou trois fois le même service.

e) Pour la technologie qui doit être importée, négocier les meilleures conditions possibles.

f) Adapter et assimiler la technologie importée et stimuler le développement d'une technologie locale.

g) Diffuser la technologie nouvellement acquise parmi les utilisateurs.

4. *Recherche-développement*

9. Le transfert de technologie à des conditions plus avantageuses doit aller de pair avec le développement de technologies indigènes. C'est pourquoi il est indispensable de créer des instituts industriels de recherche-développement ou d'améliorer ceux qui existent déjà, en faisant en sorte qu'ils fournissent aussi des services d'ingénierie; il est aussi nécessaire que ces instituts travaillent en relation étroite avec les centres de transfert de technologie. En fait, le succès de la recherche-développement dépend au premier chef de l'ingénieur ou du concepteur[12]. Si heureuse que soit une réforme du processus de transfert, la dépendance technologique des pays en développement ne prendra fin que lorsqu'ils seront capables de satisfaire par eux-mêmes une part importante de leurs besoins technologiques[13].

5. *Elaboration de projets industriels*

10. Les projets industriels exigent en tout ou en partie les éléments technologiques suivants :

---

[10] Voir *Directives pour l'étude du transfert des techniques aux pays en voie de développement : étude du secrétariat de la CNUCED* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.D.19), par. 38. Il convient de rappeler que la technologie peut être importée sous une forme tangible (par exemple, équipement) ou intangible (par exemple, brevets, savoir-faire non breveté mais jalousement gardé secret, ou information publiée); elle peut aussi être transmise par contacts personnels directs avec les spécialistes; enfin, elle peut être importée en bloc par le biais des investissements étrangers.

[11] Au sujet des brevets et des marques de fabrique, voir *Le rôle du système des brevets dans le transfert des techniques aux pays en développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.6); et les rapports du secrétariat de la CNUCED suivants : "Promotion des moyens scientifiques et techniques nationaux et révision du système des brevets" (TD/B/C.6/AC.2/2); "Le système international des brevets, instrument de la politique de développement national" (TD/B/C.6/AC.2/3); "Systèmes, y compris les régimes de propriété industrielle, visant à améliorer l'infrastructure scientifique et technique nationale des pays en développement" (TD/B/C.6/AC.2/4).

[12] V. V. Bhatt, lorsqu'il étudie ce qu'il appelle "services de conseils techniques", parle de la "primauté de l'ingénieur-concepteur" (voir "On technological policy and its institutional frame", *World Development*, Oxford, vol. 3, No 9, septembre 1975, p. 651 et suiv.).

[13] Paul Streeten distingue deux failles technologiques, l'une au niveau des communications (problème du transfert), l'autre au niveau de la convenance (absence de technologies appropriées); selon lui, le risque est qu'en comblant la première on ne contribue à creuser la seconde ("Technology gaps between rich and poor countries", *Scottish Journal of Political Economy*, Edimbourg, vol. 19, No 3, novembre 1972, p. 213).

Etudes de préinvestissement (faisabilité technique et économique);
Choix de la technologie;
Procédés industriels;
Ingénierie;
Construction et installation des usines;
Formation de techniciens et de personnel de gestion;
Gestion et exploitation des moyens de production;
Renseignements sur la commercialisation;
Amélioration des procédés et de la conception des produits[14].

6. *Enseignement et formation*

11. La capacité de faire face à la complexité du transfert et du développement de la technologie dépend essentiellement du système d'enseignement et de formation, et en particulier des effectifs de chercheurs scientifiques, de techniciens et de personnel intermédiaire, étant donné que les institutions exigent un personnel qualifié assez nombreux. En outre, l'application de la technologie dans l'ensemble de l'économie – en fait, le développement lui-même – exige un système d'éducation qui puisse former une main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant à tous les niveaux.

12. Tels sont donc les six principaux types d'activité à entreprendre pour améliorer le transfert et le développement de la technologie. Il va sans dire que les moyens varieront d'un pays à l'autre et que plusieurs ministères ou institutions seront sans doute appelés à intervenir.

13. On a brièvement passé en revue ce qui était fait – ou n'était pas fait – dans un échantillonnage de pays représentatif tant du point de vue géographique que par le degré de développement, cela à partir des documents disponibles et des conclusions de la mission CNUCED/PNUD[15]. Dans la suite du présent rapport, on trouvera une analyse préliminaire de la situation dans les différents pays sous les six aspects décrits ci-dessus; bien entendu, cette analyse ne saurait avoir qu'une valeur purement indicative.

i) *Stratégie du développement*

14. Dans la perspective du transfert et du développement de la technologie, quatre aspects de la stratégie du développement doivent être envisagés : la politique industrielle, notamment l'importance accordée aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement en vue d'une transformation des structures de l'économie; le dynamisme de la politique de modernisation du secteur rural du double point de vue de l'agriculture et l'industrie; le rôle attribué à la promotion des exportations par rapport au remplacement des importations; l'efficacité de l'appareil de planification.

15. C'est surtout dans les grands pays d'Asie et d'Amérique latine et dans certaines parties de l'Afrique du Nord qu'on a mis l'accent sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement, lesquels exigent le transfert et le développement d'une importante technologie avancée.

16. Une politique dynamique à l'égard du secteur rural demande un transfert de technologies plus traditionnelles, et surtout leur adaptation et le développement de technologies locales. Une telle politique semble se dessiner principalement dans quelques pays d'Asie et d'Afrique. Certains pays – surtout en Asie et en Amérique latine – se sont nettement engagés (ou commencent à le faire) dans la voie d'une stratégie axée sur les exportations plutôt que sur le remplacement des biens de consommation importés par des produits locaux. Ce choix exige, plus que l'autre, des partenaires étrangers aussi bien pour acquérir la technologie que pour commercialiser les produits.

17. La plupart des pays en développement ont instauré une planification et créé à cette fin un ministère, mais il en est relativement peu qui, jusqu'à présent, aient été en mesure d'établir un appareil efficace pour l'exécution de leurs plans de développement.

ii) *Attitude à l'égard des investissements étrangers*

18. La plupart des pays en développement, si l'on excepte ceux qui ont choisi un système entièrement socialiste, accueillent volontiers les investissements étrangers, encore que certains d'entre eux fassent de plus en plus de réserves. Cependant, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'orientent soit vers des coentreprises, où le capital étranger se dégage progressivement, soit vers la création d'entreprises du secteur public, qui importent la technologie de plusieurs sources. Dans la première catégorie, on trouve divers pays d'Amérique latine, et dans la seconde l'Algérie et l'Inde. Il y a bien entendu des éléments communs à l'une et à l'autre dans chaque groupe de pays. Néanmoins, la majorité des pays en développement, qu'ils fassent ou non une grande place à la planification, même en théorie, et qu'ils aient ou non une organisation socialiste sous une forme ou une autre, n'ont pas de politique nettement définie en matière d'investissements étrangers, qu'il s'agisse de déterminer les moyens d'en retirer le maximum d'avantages pour le pays dans l'immédiat ou de décider du rôle qu'il conviendrait de leur attribuer à l'avenir[16].

19. Il s'ensuit que la réglementation et les incitations relatives aux investissements étrangers sont souvent indifférenciées, libérales à l'excès, et rarement conçues en fonction des objectifs du développement. En fait, il n'est pas rare qu'elles tombent dans l'arbitraire pour n'être fondées que sur l'avis d'un ministre aux yeux duquel les investissements ne peuvent que contribuer à la croissance économique du pays. C'est en Afrique, semble-t-il, que la situation est la plus grave, avec la surenchère à laquelle se livrent les gouvernements pour offrir aux investisseurs les conditions les plus

[14] *Directives pour l'étude du transfert des techniques... (op. cit.)*, par. 20.

[15] Le rapport de la mission d'exploration CNUCED/PNUD en matière de transfert de technologie aux pays en développement (UNCTAD/TT/3) contient des renseignements détaillés sur la situation actuelle dans les différents pays.

[16] Voir CEA, "The appraisal of proposals for foreign participation in manufacturing industry in Africa", par D. J. C. Forsyth (CMI.2/INR/TP/16, du 28 septembre 1973).

favorables[17]. Il y a cependant une exception : la Convention commune sur les investissements dans les Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale[18] qui prévoit notamment l'harmonisation des réglementations relatives aux investissements. Par ailleurs, le Traité instituant la Communauté de l'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie) envisage aussi une harmonisation dans une certaine mesure. En Amérique latine, la plupart des pays offrent des stimulants généreux aux investissements étrangers, mais il y a une certaine unité entre les pays d'Amérique centrale. Les pays du Pacte andin[19] ont commencé à uniformiser leurs critères en matière d'investissements étrangers (règles concernant le transfert de technologie avancée, diversification des exportations, souci d'investir dans les régions pauvres, etc.); en outre, ils sont favorables aux coentreprises et au principe du dégagement progressif. En Asie, un certain nombre de pays offrent aussi des encouragements généreux aux investisseurs étrangers. Quelques-uns ont cependant fait des efforts sérieux pour rationaliser et limiter les stimulants accordés.

iii) *Arrangements contractuels et institutionnels*

20. Certains des pays en développement les plus industrialisés ont commencé à creuser la vaste question des arrangements contractuels et institutionnels. En Amérique latine, en particulier, quelques pays du Pacte andin ainsi que l'Argentine, le Brésil et le Mexique ont pris des mesures touchant l'importation des technologies. D'autres pays, notamment l'Inde, ont pris des mesures du même ordre.

21. Ces mesures ont été axées sur tout le bloc constitué par les investissements étrangers, la technologie, les capitaux et la répartition. En vue de dissocier les divers éléments de ce bloc et pour mieux les approfondir, la politique a mis en lumière les aspects suivants : modification de la réglementation relative aux investissements étrangers; réforme de la législation sur la propriété industrielle; création d'institutions chargées de l'examen préalable et/ou de l'évaluation; méthodes d'analyse des dommages les plus graves dus à l'importation des technologies détenues par des sociétés transnationales (la tarification de cession interne est un sujet de grande préoccupation à cet égard).

22. Un aperçu des décisions prises dans chaque cas peut contribuer à éclairer la situation générale. En 1970, le Brésil a créé l'Institut national de la propriété industrielle chargé d'étudier les nombreux problèmes découlant de l'importation de technologie[20]. Cette mesure institutionnelle, sans introduire une réglementation particulière ni créer d'organisme pour le transfert de technologie en tant que tel, établissait néanmoins un cadre général pour l'examen des questions y relatives.

23. La Commission de l'Accord de Carthagène, par sa décision No 24 de 1970, a créé un régime commun applicable aux capitaux étrangers ainsi qu'aux marques commerciales, brevets d'invention, licences et redevances. Cette décision a établi les normes à suivre par chaque pays membre mais n'a pas déterminé le cadre institutionnel que les pays membres devaient adopter. Dans la pratique, les pays membres semblent surtout recourir aux comités des redevances, qui se sont efforcés de réduire les droits les plus excessifs perçus au titre de l'acquisition de technologies[21]. Deux pays membres, la Colombie et le Pérou, ont modifié leur réglementation concernant la propriété industrielle et apporté quelques modifications juridiques et administratives à l'évaluation des investissements étrangers.

24. Lorsque, au début de 1973, le Registre mexicain du transfert de technologie[22] a commencé ses opérations, une structure institutionnelle légèrement différente a été choisie, mais qui comportait néanmoins les deux rouages de l'examen préalable et de l'évaluation en matière d'importation. Ici, l'accent a été mis sur l'enregistrement de tous les contrats, la suppression de toute une série de clauses restrictives de ces contrats, et l'élaboration de directives administratives afin que la technologie importée joue un rôle positif dans l'économie nationale. La création d'un registre pour le transfert de technologie est dans le même esprit que la voie choisie par l'Argentine[23] et l'Espagne[24].

25. L'Inde applique une procédure administrative du même ordre depuis plusieurs années, bien qu'elle n'ait pas expressément créé de registre pour le transfert de technologie ou d'autres institutions analogues. Les dispositions juridiques et administratives ont une large portée – mais la coordination n'est peut-être pas suffisante – et limitent strictement la façon dont les contrats associant investissements étrangers et transfert de technologie peuvent être utilisés dans le pays. Trois éléments particuliers du système indien méritent d'être soulignés[25]. Tout d'abord, la loi de 1970 sur les brevets, qui délimite plus nettement les conditions d'enregistrement et d'utilisation des brevets; cette loi est particulièrement importante puisqu'elle émane d'un grand pays en développement qui n'est pas membre de

[17] Voir CEA, "Problems of the harmonization of African investment laws" (CML.2/INR/TP/13/Rev.1, du 18 septembre 1973), p. 2.

[18] Signée à Yaoundé (Cameroun), le 14 décembre 1965 par le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, la République-Unie du Cameroun et le Tchad.

[19] Accord de Carthagène dit Pacte andin. Accord d'intégration sous régionale signé le 26 mai 1969 par la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, et ultérieurement par le Venezuela.

[20] Loi No 5648 du 11 décembre 1970 portant création de l'Institut national de la propriété industrielle.

[21] Pour un exposé plus détaillé, voir "Politiques relatives au transfert des techniques dans les pays du Pacte andin : leurs fondements. – Etude du Conseil de l'Accord de Carthagène" (TD/107), dans *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. III, *Financement et invisibles* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.6), p. 131.

[22] Créé par la loi du 28 décembre 1972 relative au Registre du transfert des techniques, ainsi qu'à l'utilisation et à l'exploitation des brevets et marques.

[23] Voir loi No 19231 de 1971 et loi No 20794 du 28 octobre 1974 sur le transfert de technologie.

[24] Décret 2343 du 21 septembre 1973 réglementant le transfert de technologie.

[25] Les sections pertinentes des trois textes cités dans ce paragraphe sont reproduites dans "Un code international de conduite pour le transfert des techniques : rapport du secrétariat de la CNUCED. – Additif" (TD/B/C.6/AC.1/2/Supp.1/Add.1).

la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Deuxièmement, les directives de 1969 relatives aux principes et méthodes applicables en matière d'accords de collaboration étrangère, qui témoignent d'une "approche sélective" à l'égard de l'importation des technologies (le rôle joué ici par le Ministère indien de la science et de la technologie est crucial); elles clarifient la situation en ce qui concerne le pourcentage de participation étrangère autorisé dans une société, le taux maximal de redevances autorisé dans les accords de collaboration, les clauses qui seront prohibées (en particulier celles qui visent à restreindre les exportations), et le rythme auquel les décisions administratives devront être prises en la matière. Troisièmement, les directives de 1973 relatives à l'application de l'article 29 de la *Foreign Exchange Regulation Act*, qui spécifient beaucoup plus dans le détail ce que peuvent et ne peuvent pas faire en Inde les sociétés où la participation étrangère dépasse 40 p. 100. Elles visaient surtout à montrer que, si la participation étrangère était supérieure à 40 p. 100, la proportion devait être ramenée à ce chiffre dans un délai déterminé, et que les avoirs étrangers devaient contribuer à la recherche-développement. Nouveauté importante, les directives de 1973 font mention de consultants, qui doivent être au premier chef les bureaux nationaux d'études et d'ingénieurs-conseils agréés ou enregistrés, le gouvernement n'envisageant d'autoriser les services de consultants étrangers que si le pays ne peut assurer les mêmes services. Le Gouvernement indien s'est donc préoccupé d'un des points critiques touchant la mise en place d'une capacité technologique, à savoir la maîtrise de la fonction d'ingénieur-concepteur, qui est à la base de tant de projets industriels et agricoles. Cependant, cette préoccupation ne semble pas avoir trouvé d'écho jusqu'ici dans la législation d'autres pays en développement.

26. Ainsi, on verra que plusieurs des pays en développement les plus avancés ont fait des efforts importants pour améliorer leur pouvoir de négociation dans l'importation de technologie. Ces pays sont aussi ceux qui disposent de diverses institutions de recherche-développement. Cependant, le lien entre les importations de technologie et la promotion de la capacité technologique nationale fait habituellement défaut ou est inefficace. Les arrangements contractuels et accords de licence prévoient normalement que les renseignements fournis concernant la technologie et la conception sont à l'usage exclusif des deux parties au contrat, ce qui exclut la coopération avec les institutions de recherche-développement. Il s'ensuit que, dans l'aspect clé du processus de transfert et développement de technologie — arrangements contractuels et institutionnels —, certains pays ont déjà pris un bon départ, mais ne se sont attaqués qu'à une partie de l'ensemble de ce problème complexe.

iv) *Recherche-développement*

27. L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique (WAITRO) compte des instituts membres dans les pays et territoires en développement suivants (le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'instituts): Algérie, Argentine (2), Bolivie, Brésil (4), Chili (2), Colombie, Equateur (2), Egypte, Ghana (3), Guatemala, Haïti, Hong Kong, Inde (3), Indonésie, Iran (2), Irak, Jamaïque, Kenya-Ouganda-Tanzanie, Koweït, Liban, Libéria, République arabe libyenne, Malaisie, Mexique (2), Nigéria, Pakistan, Philippines (2), République de Corée, République du Sud Viet Nam, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela (3), Yougoslavie et Zaïre[26]. Certains de ces instituts sont des conseils nationaux ou des instituts de recherche qui ont une large gamme d'activités; certains ont un domaine spécialisé, par exemple construction, produits forestiers, industrie électrique, industrie mécanique, industrie textile. Les activités de recherche-développement des pays en développement sont encore des plus modestes. Elles ne représentent que 2 p. 100 du total mondial et, pour une grande part, semblent mal orientées — ce qu'un auteur appelle "l'exode intérieur des compétences"[27]. En outre, sur ces 2 p. 100 une large fraction revient forcément aux pays en développement les plus avancés.

28. La plupart des instituts de recherche-développement considérés ici ne s'occupent pas directement des études techniques. A cet égard, il convient de mentionner une analyse d'une vingtaine de projets effectuée par quatre instituts latino-américains pour étudier l'usage fait des résultats obtenus selon que les projets étaient stimulés par le marché ou répondaient à un besoin nettement ressenti, ou au contraire étaient lancés *a priori* ou encouragés par l'"offre". On a constaté que les premiers réussissaient beaucoup mieux. La même étude a montré que les publications et les centres d'information n'étaient pas d'un grand secours pour le transfert et l'adaptation de la technologie. En général, les personnes les plus compétentes dans les instituts étaient celles qui avaient été à l'étranger suffisamment longtemps pour acquérir des connaissances directes et qui, à leur retour, avaient pu les adapter à leurs propres besoins[28]. Outre qu'il faudrait accroître beaucoup les ressources consacrées aux études techniques et à la recherche-développement dans les pays en développement, les instituts homologues des pays développés pourraient contribuer bien davantage à des travaux de recherche utiles aux pays en développement.

29. Un certain nombre de pays font des efforts considérables pour promouvoir la normalisation et le contrôle de la qualité. Il faut citer particulièrement l'Institut de métrologie du Brésil, qui, outre ses autres fonctions, s'occupera de normalisation par l'intermédiaire d'un réseau de bureaux régionaux. Des organismes analogues existent dans d'autres pays d'Amérique latine, et aussi en Algérie. Certains se transformeront peut-être en instituts de recherche-développement. Des mesures nationales de normalisation efficaces peuvent favoriser l'importation de

[26] WAITRO, *Directory*, 3e éd., Vancouver (B.C.), 1974, publication No 8. La WAITRO s'emploie à établir des liens entre les centres des pays avancés et ceux des pays en développement; les premiers exécutent des projets de recherches pour les seconds.

[27] P. Streeten, *loc. cit.*, p. 224.

[28] J. M. Utterback, "The role of applied research institutes in the transfer of technology in Latin America", *World Development*, Oxford, vol. 3, No 9, septembre 1975, p. 665 et suiv.

technologies véritablement adaptées au pays et promouvoir la mise au point de technologies indigènes répondant aux spécifications nationales.

v) *Elaboration de projets industriels*

30. La sélection et l'évaluation des projets sont étroitement liées au choix de la technologie, à son transfert et à son développement. Il n'y a pas forcément lieu, du point de vue institutionnel, d'agir de front dans ces deux domaines. Mais, indépendamment même de l'aspect technologique, il est évident que la plupart des pays en développement n'ont pas la capacité qu'il faudrait pour préparer et évaluer les projets. On trouve peu d'exemples d'institutions efficaces à cet égard. Mentionnons l'Institut national algérien de la productivité et du développement industriel, plusieurs instituts égyptiens de recherche-développement, le Centre d'études et de développement industriels de la République-Unie de Tanzanie, le personnel d'encadrement rattaché à la présidence des Philippines, et les arrangements multinationaux de certains pays latino-américains cités au point iii ci-dessus.

vi) *Enseignement et formation*

31. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, beaucoup de pays en développement ont fait des efforts remarquables sur le plan de l'éducation, mais la tendance générale a été de donner la priorité à l'enseignement primaire universel et de maintenir, à de légers changements près, le système hérité de l'ancien temps, où, à chaque degré, le souci principal était de préparer au degré suivant. Dans l'enseignement supérieur, les lettres et le droit étaient généralement favorisés au détriment des sciences et de la technologie. De ce fait, les dépenses ont augmenté plus vite que le PIB, sans qu'une main-d'œuvre qualifiée suffisamment nombreuse soit formée pour les tâches de développement. En outre, l'immense majorité de ceux qui n'étaient pas destinés à aller plus loin que le premier degré (et souvent ils n'allaient même pas jusqu'au bout) recevaient un enseignement qui avait peu d'utilité pour leur activité future, inévitablement dans le secteur rural. Au cours des dernières années, des idées radicalement nouvelles se sont fait jour et commencent à être mises en pratique. En Amérique latine, dans la plus grande partie de l'Afrique du Nord et en Inde, le système d'éducation est plus avancé que dans le reste du monde en développement, encore que, dans la plupart des cas, il reste beaucoup à faire pour que les sciences et les techniques l'emportent sur les lettres. Ailleurs, bien que de grands progrès aient été réalisés du point de vue quantitatif au cours des deux dernières décennies, il reste à résoudre le grand problème d'une réforme radicale du contenu de l'éducation : il faut réorienter l'enseignement primaire dans le secteur rural, faire une plus grande place à certaines disciplines dans l'enseignement secondaire, élargir l'enseignement supérieur en l'axant sur les besoins du développement, et mettre au point des programmes de formation correspondant à chaque degré des études. Ces dernières années, tant les gouvernements que les organisations internationales ont de plus en plus conscience de ce problème. On ne saurait trop souligner la nécessité vitale d'un tel changement d'orientation dans l'enseignement et la formation en ce qui concerne le transfert et le développement de la technologie.

32. Ainsi que l'ont compris certains pays, ce qu'il faut, c'est établir un lien délibéré, au niveau de la planification des programmes d'étude, entre les institutions s'occupant de technologie et le secteur de l'enseignement et de la formation. Ces programmes devraient comprendre des périodes de stages pratiques dans l'industrie.

CHAPITRE II

Vers de nouveaux arrangements institutionnels concernant le transfert et le développement de technologie

A. – Différents types possibles de centres nationaux : leur rôle, leur fonction et leur coordination interne

33. La brève analyse faite dans le présent rapport, qui est fondée sur des données empiriques provenant de sources variées, démontre clairement qu'il est nécessaire, dans presque tous les pays en développement, de créer des dispositifs institutionnels concernant le transfert et le développement de technologie, ou de renforcer ceux qui existent déjà. Les gouvernements de nombreux pays en développement ont reconnu cette nécessité, ce qui a conduit à une généralisation de la demande d'installation de centres, qui s'est exprimée non seulement dans des résolutions, mais aussi, par exemple, dans les prises de position de nombreux gouvernements à la mission d'exploration CNUCED/PNUD. Toutefois, le terme "centre" doit être considéré comme une abréviation commode de toute disposition institutionnelle qu'un pays considère comme nécessaire pour jouer son rôle central dans le transfert et le développement de la technologie. Cela n'implique pas nécessairement une centralisation matérielle du personnel responsable de la série d'activités requises pour le transfert et le développement effectifs de la technologie. De plus, bien que les politiques de base soient les mêmes, il y a des variantes institutionnelles pour les concevoir et les appliquer. Sept situations possibles hypothétiques, correspondant à sept types de pays, sont envisagées brièvement ci-après.

34. Le *premier* est un grand pays à économie essentiellement ouverte, très bien placé dans l'échelle du développement, et où existent déjà beaucoup de dispositions et d'institutions concernant directement ou indirectement le transfert et le développement de la technologie. Le *second* est un pays moyen, assez bien placé dans l'échelle du développement, dans lequel on accorde une importance considérable à la planification et au secteur public ainsi qu'à l'application de mesures efficaces dans le secteur agricole, où existent déjà un bon nombre de dispositions et d'institutions concernant le transfert de technologie. Le *troisième* est un pays moyen qui progresse dans l'échelle du développement et possède une planification et un important secteur public visant à la restructuration rapide de son économie par l'industrie lourde, et où existent la plupart

des dispositions et des planifications affectant indirectement le transfert et le développement de la technologie, mais où le processus de transfert présente de sérieuses lacunes. Le *quatrième* est un pays moyen, situé au milieu de l'échelle du développement, et dont l'économie ouverte a reposé jusqu'alors sur la substitution des importations de biens de consommation et qui essaie d'évoluer vers une industrialisation davantage orientée vers l'exportation, en mettant l'accent en particulier sur l'emploi et le secteur agricole. Il possède certaines des institutions requises, mais pas encore beaucoup de dispositions, en particulier dans le domaine central du transfert et du développement de la technologie. Le *cinquième* est un pays dont l'économie est fondée sur les industries extractives, dont le PIB est assez élevé, mais qui, par ailleurs, est dans une mauvaise position dans l'échelle du développement. La plupart des dispositions et des institutions lui manquent, en particulier dans le domaine du transfert et du développement de technologie. Le *sixième* est un pays pauvre, mais possédant une planification, qui suit une politique dynamique et dont la stratégie est concentrée sur le secteur agricole et la redistribution des revenus. On y trouve certaines dispositions et certaines institutions, mais pratiquement rien dans le domaine du transfert et du développement de la technologie. Le *septième* fait partie des pays les moins avancés; il est essentiellement agricole, pratiquement dépourvu de dispositions et d'institutions et de tout le personnel requis. On suggère un cadre institutionnel possible pour le transfert et le développement de la technologie concernant chacun de ces pays, et les communications essentielles que l'institution adoptée, quelle qu'elle soit, devrait établir avec les autres institutions concernées directement ou indirectement par le transfert et le développement de la technologie. Bien que ces sept cas représentent des hypothèses, ils sont fondés sur les caractéristiques générales de situations réelles.

35. Etant donné que l'on considère que les fonctions essentielles assurées par un centre de transfert de technologie ou une institution équivalente sont partout identiques, elles ne sont pas répétées dans chaque cas. Les diverses fonctions[29] aux différents niveaux sont les suivantes :

a) Aider les pays, compte tenu des impératifs économiques, sociaux et politiques de chacun d'eux, à déterminer leurs besoins technologiques dans un certain nombre de branches d'activité économique;

b) Aider à obtenir et à analyser, en fonction de ces besoins, des renseignements concernant toutes les sources de technologie possibles, aussi bien nationales qu'étrangères, et les diffuser auprès des utilisateurs;

c) Aider à évaluer et à sélectionner les technologies à appliquer pour les différentes opérations envisagées, en ayant en vue plus spécialement la prise de décision, qui est la phase déterminante dans l'ensemble du processus;

d) Aider à déglobaliser la technologie importée, notamment à déterminer si elle répond aux besoins, et à évaluer son coût direct et indirect et les conditions dont elle est assortie;

e) Aider à négocier les meilleures conditions possibles pour la technologie à importer, notamment prendre des dispositions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'approbation des accords de transfert;

f) Promouvoir et faciliter l'assimilation et l'adaptation de la technologie étrangère ainsi que la mise au point de technologies indigènes, envisagées spécifiquement du point de vue de la conception/ingénierie et de la recherche-développement;

g) Promouvoir auprès des utilisateurs la diffusion de la technologie déjà assimilée, qu'elle soit autochtone ou étrangère.

Les centres devraient avoir un rôle double : au niveau macro-économique, en élaborant ou en conseillant des mesures technologiques et en aidant à la préparation d'un plan technologique; au niveau micro-économique, en exerçant une influence sur le système de production et sur l'entreprise elle-même, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé. L'entrepreneur doit lui-même assurer l'ensemble des fonctions énumérées dans la liste ci-dessus. Les centres doivent jouer un rôle important dans la création et l'application des nouvelles "règles du jeu" qui commencent à intervenir dans le processus de transfert, ainsi qu'il ressort du schéma préliminaire présenté par le Groupe des Soixante-Dix-Sept concernant un code international de conduite pour le transfert de technologie[30].

36. Il est à peine nécessaire de souligner que la construction de centres doit inévitablement être un processus graduel, sélectif et fondé sur des priorités bien définies, dans tous les pays, à l'exception des quelques-uns qui sont déjà bien initiés aux problèmes de transfert de technologie et qui possèdent déjà des rudiments de dispositions et d'institutions.

37. Dans les pays les moins avancés, la première étape pourrait consister dans la création de dispositifs d'enregistrement des contrats en matière de transfert de technologie et dans un programme de formation pour familiariser les personnes concernées avec les éléments du processus. L'étape suivante consisterait à apprendre à analyser et à déglobaliser les contrats et à acquérir les techniques de négociation. Les technologies à sélectionner devraient être strictement liées aux priorités immédiates du développement du pays. La même méthode progressive serait applicable au processus d'évaluation; il serait manifestement impossible et tout à fait inutile de maintenir toutes sortes de spécialistes dans le personnel permanent d'un centre, et il faudrait faire appel aux services de consultants à court terme, où qu'on puisse les trouver dans le pays. A un stade ultérieur, le centre pourrait décider de décentraliser ses activités dans différentes parties du pays, et commencer également à promouvoir des dispositions en vue de la spécialisation dans certains secteurs économiques.

38. *Cas No 1.* – Le pays est assez grand, très bien placé dans l'échelle du développement. Sa stratégie de développement a essentiellement été celle d'un pays dont l'économie est relativement ouverte, mais marque une tendance nette à devenir plus mixte. Il cherche à réduire sa

[29] Voir TD/B/595, par. 10.

[30] Voir TD/B/C.6/1, annexe III.

dépendance économique à l'égard de l'étranger et à exercer un contrôle national croissant sur ses activités économiques. Bien que le pays soit déjà semi-industrialisé, 40 p. 100 de la population est encore agricole et vit de l'agriculture. Le gouvernement continue ses efforts pour transformer la structure de l'économie, à la fois par une industrialisation plus poussée et en mettant l'accent sur le secteur agricole.

39. Les investissements étrangers sont encore bien accueillis, mais avec de plus en plus de réserves. On considère maintenant qu'ils ne sont qu'un complément des investissements nationaux. Les participations et le contrôle de gestion étrangers doivent être inférieurs à 50 p. 100, et une proportion considérable de l'activité économique est fermée aux entreprises étrangères. Les investissements étrangers sont soigneusement surveillés et réglementés par un comité ministériel.

40. Le transfert de technologie est régi par une législation détaillée, l'enregistrement est obligatoire, et presque tous les aspects de la technologie sont soumis à un examen minutieux. D'autre part, il ne semble pas qu'il existe en pratique des mesures qui influencent réellement la prise de décision dans le processus de transfert ou le développement futur de technologies autochtones. Il y a de nombreux dispositifs dans le domaine de la recherche-développement, mais ils ne sont pas encore liés de façon efficace à l'assimilation et à l'adaptation des technologies étrangères.

41. Il existe des dispositions pour l'évaluation des projets industriels. Le système d'éducation du pays est relativement avancé, bien qu'il ne soit pas suffisamment orienté vers la formation de techniciens.

42. On reconnaît l'importance de la technologie et de son application dans le programme accéléré d'industrialisation en cours; la plupart des mécanismes nécessaires au processus de transfert et de développement de la technologie existent. Il faut surtout des mesures pour combler les lacunes et pour assurer une coordination plus efficace des dispositions et des institutions déjà existantes. Il semblerait utile de créer un service central à partir duquel on pourrait avoir une vue générale sur le transfert et le développement de la technologie, en se fondant sur les dispositifs actuels et en le situant en un point stratégique des mécanismes gouvernementaux.

43. *Cas No 2.* – Il s'agit d'un pays de taille moyenne, relativement bien placé dans l'échelle du développement et partiellement industrialisé. Sa stratégie de développement récente correspond à une économie mixte, avec une intervention croissante de l'Etat dans la restructuration de l'économie et dans le fonctionnement, le développement et le financement de l'industrie; on accorde une importance particulière à l'agriculture ainsi qu'à l'exploitation des mines et des produits de la pêche, qui sont d'importantes ressources du pays.

44. En ce qui concerne les investissements étrangers, la politique gouvernementale distingue une catégorie d'industries "stratégiques" pour lesquelles l'Etat est obligatoirement propriétaire d'au moins 30 p. 100 du capital social; cette politique encourage également les coentreprises avec 51 p. 100 de participation nationale.

45. La création récente d'un institut chargé à la fois des sciences et des technologies, qui a clairement reconnu la différence entre la politique scientifique et la politique technologique et a pu étudier cette dernière assez en détail, est caractéristique des arrangements du pays en matière de transfert et de développement de la technologie. L'institut s'est vu confier des responsabilités dans le domaine de la propriété industrielle et de la négociation des accords de licence. Ses attributions ont aussi été élargies en matière d'information et de services de vulgarisation.

46. Les dispositifs d'application d'une politique de recherche-développement sont plus avancés que dans la majorité des pays en développement. L'institut en question peut effectuer des recherches, donner des projets en sous-traitance à d'autres organismes, ou subventionner des recherches menées par des entreprises. Les ressources sont rassemblées en obligeant chaque entreprise industrielle à mettre en réserve 2 p. 100 de son revenu net avant impôt pour la recherche technologique. Ces fonds peuvent être utilisés par l'entreprise si le projet est approuvé par l'institut, ou l'entreprise peut elle-même donner le travail en sous-traitance à un autre organisme, ou bien encore les fonds peuvent être utilisés directement par l'institut. Ce dernier dispose de personnel pour concevoir et réaliser les projets, et il s'occupe également de formation. Il est responsable de la normalisation et du contrôle de la qualité. Il fournit une assistance technique aux entreprises petites et moyennes. Actuellement, il décentralise ses activités dans le pays tout entier. Il se consacre surtout à l'adaptation et à la diffusion de technologies étrangères et au développement de technologies autochtones. Des dispositions ont été prises pour la préparation et l'évaluation de projets industriels.

47. Le système d'éducation et de formation du pays est en bonne place sur la liste de priorités du gouvernement. Cependant, la réforme du système et la formation des techniciens qui sont nécessaires à l'expansion économique du pays sont lentes.

48. Par conséquent, ce pays a déjà les bases nécessaires pour entreprendre une action dans le domaine du transfert et du développement des technologies. Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur la recherche. Jusqu'à une période récente, l'importation de technologie ne contribuait avec efficacité ni au développement des compétences technologiques des autochtones ni à la formation d'une capacité autonome de prise de décisions. Maintenant, l'institut intervient activement dans le processus d'importation des technologies et l'associe à la production de celles-ci. Ainsi, les organismes décentralisés pourront progressivement évaluer les technologies, déglobaliser les transferts et décider quelles sortes de technologies doivent être importées.

49. L'institut ne semble pas avoir encore dans la hiérarchie gouvernementale la position stratégique qui serait nécessaire ni disposer des communications avec les autres organismes intéressés aux fins d'une meilleure coordination. Les dispositifs actuels de consolidation favorisent encore les grandes entreprises urbaines et, de ce fait, ne sont pas aussi efficaces qu'il faudrait pour déglobaliser les technologies importées ni pour le développement de technologies autochtones appropriées.

50. L'institut joue déjà un rôle essentiel en tant qu'organe de formation des chercheurs, et en viendra certainement à former le personnel qui sera responsable du processus de transfert, tels que des négociateurs.

51. *Cas No 3.* — Il s'agit d'un pays où l'objectif essentiel de la stratégie du développement est la transformation rapide de la structure de l'économie en accordant une priorité à l'industrialisation fondée sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement — métaux, industrie lourde et produits chimiques. La plupart des industries appartiennent au secteur public, mais les investissements étrangers, dans une large mesure sous forme de coentreprises, sont encouragés, essentiellement parce qu'ils fournissent la technologie avancée qui est nécessaire; dès le départ, on insiste sur la formation locale du personnel. Il y a un bureau responsable des brevets, des marques de fabrique et de la normalisation industrielle, qui examine minutieusement les contrats étrangers pour l'importation de technologie, essentiellement du point de vue des coûts et de l'économie en devises étrangères. Jusqu'à présent, aucune des autres activités relatives au transfert et au développement de technologie n'est entreprise. Il existe un institut qui fournit des services de conseil aux industries et qui encourage la recherche industrielle. Cependant, les activités de recherche-développement sont entreprises de façon sporadique et doivent être systématisées et renforcées. Les projets industriels sont préparés par la même institution qui forme également des ingénieurs-conseils à évaluer les projets, dont la majorité est actuellement présentée par l'étranger. Des ressources substantielles sont consacrées à l'éducation et à la formation. L'ensemble du système éducatif est en cours de restructuration, et l'on met nettement l'accent sur l'enseignement technique.

52. C'est pourquoi il semble que le pays ait besoin d'un centre pour le transfert et le développement de la technologie, et l'une des solutions possibles, manifestement, serait d'élargir les fonctions du bureau chargé d'étudier les importations de technologies. Il faudrait que la localisation du centre lui permette de communiquer avec le ministère de la planification et qu'il reçoive des fonctions de coordination pour le domaine tout entier. Le centre devrait établir des liens plus étroits avec les dispositifs de recherche-développement et devrait être la première agence responsable de l'adaptation des technologies acquises et du développement de technologies autochtones. Le centre devrait également établir des liens étroits avec l'organisation responsable de la préparation des projets industriels.

53. Etant donné le niveau d'éducation du pays, il devrait être possible de trouver assez rapidement le personnel requis pour toutes les fonctions à accomplir. Pour améliorer les compétences dans ce domaine, il faudrait assurer une formation, qui pourrait être entreprise très rapidement.

54. *Cas No 4.* — Il s'agit d'un grand pays, doté d'importantes ressources naturelles, dont la stratégie de développement a jusqu'ici mis l'accent sur la substitution des importations de biens de consommation, dont certains de la catégorie luxe. Une nouvelle orientation politique est en cours, qui a pour objet de développer l'emploi, la production alimentaire pour le marché intérieur et l'industrialisation à plus forte intensité de main-d'œuvre destinée en particulier à l'exportation dans le cadre d'une économie ouverte à planification indicative. On continuera à encourager fermement les investissements étrangers, mais avec des incitations plus sélectives. Il existe un conseil des investissements, qui approuve toutes les demandes de création d'entreprises avec 30 p. 100 au moins de capitaux étrangers; les coentreprises sont favorisées. Tant qu'il s'agit de dispositifs contractuels pour le transfert de technologie, les nouveaux contrats exigent une licence et ne peuvent avoir une durée supérieure à cinq ans. Les redevances en matière de transfert de technologie et de marques de fabrique sont limitées, et les restrictions à l'exportation sont interdites. Il n'y a pas d'autre dispositif dans le domaine du transfert et du développement de la technologie.

55. Il existe de nombreux centres de recherche dans le domaine agricole et industriel, mais ils se consacrent essentiellement aux normes, aux tests sur les résultats, à la diffusion des résultats de la recherche, à l'application dans l'industrie de ces résultats et à la formation. Un personnel central qui possède les qualifications techniques requises est responsable de la préparation, de l'évaluation et de l'implantation des projets. Le système d'éducation a permis d'assurer un haut degré d'instruction et a accru le nombre des techniciens qui ont reçu une formation universitaire. Il y a une pénurie générale de personnel de niveau moyen.

56. Bien qu'un certain nombre de dispositifs de transfert et de développement de la technologie fassent défaut, certains autres commencent à être mis en place. La solution la plus intéressante pour renforcer les arrangements existants serait de compléter le personnel déjà responsable de la préparation des projets, qui fait partie de l'équipe de planification et est étroitement lié aux autorités responsables de l'approbation des investissements. Il manque un lien avec le réseau de recherche-développement et avec le système éducatif.

57. En prenant comme base le personnel en place mentionné ci-dessus, il serait possible, assez rapidement, de sélectionner un personnel complémentaire possédant des qualifications techniques et d'assurer sa formation.

58. *Cas No 5.* — Il s'agit d'un petit pays dont l'économie est fondée sur l'industrie minière et qui est donc, par le montant de son PIB, assez bien placé dans l'échelle du développement. Cependant, l'industrie minière représente deux cinquièmes du PIB et 95 p. 100 des exportations, si bien que le PIB, les disponibilités en devises étrangères et les recettes de l'Etat se trouvent tous affectés par les fluctuations marquées des cours des produits. La moitié de la population vit dans des régions directement ou indirectement orientées vers l'industrie minière ou un secteur moderne d'importance limitée, et le reste se consacre à une agriculture de faible productivité ou à des activités connexes. L'économie est mixte et le secteur public en expansion. L'objet de la stratégie de développement, en dehors de l'augmentation rapide de la production dans le secteur minier, est de combler l'écart entre le secteur agricole et le secteur moderne en diversifiant

l'agriculture et l'industrie, et en particulier en augmentant l'efficacité de la première.

59. Bien que l'essentiel de l'expansion industrielle soit prévu dans le secteur privé, il n'y a pas de code d'investissement, et les investissements étrangers ont été limités récemment. Par contre, l'industrie minière est organisée selon un contrat de gestion avec des incitations libérales et une grande liberté dans le processus de prise de décisions au niveau du personnel d'encadrement.

60. Il n'y a aucune disposition pour le transfert et le développement de la technologie, et très peu pour la recherche-développement.

61. La préparation des projets industriels n'est pas satisfaisante. L'office de planification qui a préparé le plan de développement national, à caractère indicatif, avec une aide extérieure importante, a trouvé qu'il y avait une pénurie de projets viables et bien mûris, en partie à cause de son propre manque d'expérience et en partie en raison de la faiblesse des ministères de certains secteurs.

62. En dépit des efforts importants déployés depuis l'indépendance, l'éducation et la formation sont encore insuffisantes. Actuellement, on met l'accent sur l'éducation spécialisée, professionnelle et technique et sur la formation; on insiste davantage sur la préparation aux métiers agricoles.

63. Il y a donc des raisons valables de créer un centre pour le transfert et le développement de technologie. Mais dans deux autres secteurs – recherche-développement et préparation des projets industriels –, il est urgent de relever le niveau, et des liens étroits devraient être établis entre ces domaines et le centre. Il faudrait que le centre se trouve dans les locaux de l'office de planification ou qu'il ait un lien direct avec ce dernier. Au stade initial, il semble improbable que le centre puisse avoir beaucoup d'influence sur le secteur minier. Il serait d'ailleurs préférable que le centre s'oriente surtout vers le secteur industriel et le secteur agricole, afin d'améliorer les conditions dans lesquelles la technologie est transférée et de développer les technologies autochtones, y compris les industries liées à l'agriculture. La première étape devrait être un programme important de formation.

64. *Cas No 6.* – Il s'agit d'un pays où la stratégie de développement met l'accent sur le secteur agricole, à la fois sur l'agriculture et l'industrie dérivée de l'agriculture, non seulement pour relever le niveau de vie de la population, mais aussi pour accroître les exportations, par la diversification des produits agricoles et la transformation accrue des matières premières. Le pays parvient actuellement à une beaucoup plus grande égalité des revenus. Bien qu'il y ait un secteur public important, les petites entreprises privées prédominent encore et les investissements étrangers sont encouragés par des incitations libérales. Il n'y a aucune disposition en matière de transfert et de développement de technologie. La plupart des industries d'une certaine importance sont installées clefs en main, les équipements importés mis en place sous la supervision de consultants étrangers, et du personnel étranger employé dans des fonctions clefs. En ce qui concerne les ressources du pays, il y a un programme considérable de recherche, particulièrement pour l'agriculture et la construction, y compris les services de vulgarisation. Il existe un centre pour la préparation des projets industriels qui effectue des études de faisabilité pour une gamme assez large d'industries fondées sur des ressources locales. On espère parvenir à une éducation primaire généralisée dans un proche avenir et le système est restructuré dans le sens d'une éducation rurale fonctionnelle. Depuis peu, on met l'accent sur l'éducation scientifique et technique, y compris la formation de techniciens.

65. Beaucoup d'arguments militent en faveur de la création d'un centre responsable du transfert et du développement de la technologie qui établirait des liens avec les dispositifs de recherche-développement qui pourraient eux-mêmes être améliorés. Une politique plus efficace en matière d'investissements étrangers est également nécessaire, et des contacts étroits devraient être établis entre le centre et les autorités responsables de la politique d'investissement. Il faudrait que le centre soit situé à proximité du ministère de la planification, rende compte directement au ministre, et il pourrait convenir de le mettre en place en transformant l'organisation responsable de la préparation des projets industriels, qui est efficace.

66. L'accélération de la formation de technologues et de techniciens dans les secteurs industriel et agricole devrait permettre de rassembler pour le centre assez rapidement un personnel qualifié ou virtuellement qualifié, mais il faudrait donner au personnel une formation dans le domaine particulier du transfert de technologie, en particulier en matière de processus d'évaluation, de déglobalisation et de négociation, de même qu'en ce qui concerne l'innovation et la conception des projets de recherche-développement.

67. *Cas No 7.* – Il s'agit d'un grand pays, parmi les moins avancés, à faible densité de population, qui ne possède pas encore de stratégie de développement, qui est essentiellement agricole, mais tente de réaliser une substitution des importations dans l'industrie et une diversification des exportations. Le pays dépend largement des investissements étrangers et de l'aide extérieure. Bien qu'il ait adopté une politique libérale en matière d'investissements étrangers, il n'est pas encore parvenu à attirer les investisseurs avec beaucoup d'efficacité. Les quatre cinquièmes du secteur industriel appartiennent à des personnes privées, qui s'occupent essentiellement de la transformation sur une petite échelle des matières premières locales. Il n'y a pratiquement pas de dispositif pour le transfert et le développement de la technologie, et ceux qui existent, au moins potentiellement, sont dispersés entre plusieurs services, notamment les ministères de la planification et de l'industrie, une banque pour le développement industriel et un comité d'investissements interdépartemental. Il n'y a pratiquement aucune disposition en matière de recherche-développement ni pour la préparation et l'évaluation des projets. La majorité de la population (85 p. 100) est analphabète, et le système éducatif ne forme pratiquement pas de techniciens.

68. En dépit de la nécessité évidente de créer un centre pour le transfert et le développement de la technologie, ni

le personnel disponible ni le système de gouvernement, sans expérience et sans coordination, ne sont favorables, et il est clair qu'il n'existe aucune solution toute faite. Il semble que la première étape devrait consister à créer un mécanisme qui permettrait au moins d'enregistrer, d'examiner et d'évaluer les arrangements de transfert de technologie et d'entreprendre la recherche et le développement dans le secteur agricole, à la fois pour les industries dérivées de l'agriculture et les petites industries. Il serait nécessaire au préalable de mettre au point un programme de formation complet.

69. Les sept situations hypothétiques décrites ci-dessus peuvent être classées schématiquement en différentes catégories : ou le centre est créé de toutes pièces, ou il est créé en combinant les dispositifs existants et en en comblant les lacunes (les variantes dépendant essentiellement des niveaux de développement, des types de stratégie et de l'importance relative des différentes catégories d'industrie et du secteur agricole), ou bien encore, dans certains pays, il peut falloir combler des lacunes pour mieux coordonner les politiques et les institutions[31]. Ces différentes possibilités sont appliquées aux cas décrits ci-dessus :

Cas No 1. – La plupart des mécanismes politiques et institutionnels existent : il y a quelques lacunes à combler, et une meilleure coordination est nécessaire.

Cas No 2. – Les politiques et les institutions existent et la décentralisation des mécanismes de transfert, de recherche et de développement de la technologie est en cours, bien que les activités dans le domaine du transfert en soient encore aux premiers stades. L'institution de prêt, si elle doit jouer le rôle central dans le transfert et le développement de la technologie, ne semble pas tout à fait avoir la place qui lui appartient dans la structure de l'Etat. On constate aussi un manque de coordination des activités publiques pertinentes.

Cas No 3. – Un centre est nécessaire, qui pourrait probablement être créé rapidement à partir des institutions existantes. Il faudrait que le centre soit compétent en matière de technologie avancée.

Cas No 4. – La situation est semblable à celle du No 3, mais la stratégie du développement est différente, et le besoin essentiel consiste dans le transfert et le développement de la technologie pour les industries petites et moyennes et le secteur agricole.

Cas No 5. – Un centre est nécessaire, qui doit être créé pratiquement de toutes pièces et devrait se concentrer initialement sur les industries dérivées de l'agriculture et les petites industries. De plus, il y a des lacunes considérables en ce qui concerne les politiques et les institutions qui ne concernent pas directement le transfert et le développement de la technologie.

Cas No. 6. – Un centre est nécessaire, qui pourrait être créé à partir d'une institution existante connexe. La politique met déjà l'accent sur le secteur agricole, et, de ce fait, les technologies importées, et que l'on doit développer tout d'abord, sont surtout celles qui sont applicables à l'agriculture et aux industries agricoles.

Cas No 7. – Il faut partir de rien, car non seulement il n'existe aucun dispositif pour le transfert et le développement de la technologie, mais il y a des carences à tous les niveaux des politiques et des institutions pertinentes. Un centre est nécessaire, et il faudra le créer progressivement; la première étape doit être la formation d'un personnel de base.

70. En fait, dans pratiquement tous les cas, il faut assurer une formation de base ou un perfectionnement. Dans les deux premiers cas, les pays concernés sont tout à fait capables d'assurer eux-mêmes la formation, et c'est d'ailleurs ce qu'ils font. En ce qui concerne les autres pays, la formation nécessaire doit se faire sur une très grande ou une grande échelle, en mettant l'accent sur différents secteurs selon les cas; une assistance extérieure importante est nécessaire.

B. – Dispositions administratives pour les centres nationaux

71. D'une façon générale, la construction d'un centre de transfert et de développement de la technologie prend beaucoup de temps. En attendant, il faut prendre certaines mesures initiales. Un centre vraiment efficace et complet peut nécessiter finalement un personnel important. Bien entendu, l'effectif de ce personnel est en partie fonction des dimensions et du niveau de développement du pays, en particulier en ce qui concerne le domaine industriel, qui aura besoin de façon inévitable et pour longtemps encore de technologies importées. Il est également fonction, au stade initial, du nombre de personnes qualifiées ou potentiellement qualifiées. Le personnel recruté comprendrait des ingénieurs et des économistes, capables de déterminer, de rechercher et d'évaluer les technologies dans le domaine des activités économiques entreprises par l'Etat; des personnes ayant reçu une formation juridique, en particulier en matière de droit relatif à la propriété industrielle, ou dans les domaines du commerce, de la comptabilité, de l'économie ou de la statistique, et de ce fait capables de déglobaliser la technologie importée, d'étudier les contrats et de les négocier ou de les renégocier le cas échéant; des ingénieurs pour concevoir des projets, ayant une expérience de la recherche-développement et donc capables de faciliter l'adaptation des technologies acquises et d'encourager le développement de technologies autochtones; enfin, des spécialistes capables de rassembler les renseignements nécessaires ou demandés par les usagers, de même que d'aider ces derniers dans la première étape du processus en leur indiquant comment se procurer d'autres sources de technologies. Il serait souhaitable que le personnel possède une formation pluridisciplinaire, de même qu'une expérience pratique de l'appareil de production. Il serait également intéressant de procéder à des échanges entre le centre et l'appareil de production. L'évaluation du personnel requis et le plan échelonné pour la mise en place des dispositifs devraient être étudiés au niveau national.

[31] Voir TD/B/595, par. 12.

72. Les besoins de financement doivent également être calculés cas par cas. L'élément essentiel est constitué par la rémunération du personnel, y compris le personnel auxiliaire; ensuite viennent la location des locaux et l'équipement de bureaux, y compris les machines à calculer et les installations nécessaires au stockage et à la restitution de l'information. Il est également essentiel de pouvoir accéder aux sources d'information, y compris l'équipement de traitement automatique de l'information, aux bureaux de statistiques centrales, aux bibliothèques et aux autres services d'information du pays ou d'ailleurs. Il faudrait, dans la mesure du possible, que le financement soit régulier et continu et ne dépende pas de subventions annuelles de l'Etat. On pourrait employer une méthode semblable à celle qui a été utilisée au Pérou et selon laquelle un pourcentage donné des bénéfices de toutes les entreprises est utilisé pour financer les activités de recherche-développement du pays.

C. – Coordination sous-régionale, régionale et interrégionale

73. Les dispositions sous-régionales, régionales et interrégionales pour le transfert et le développement de technologie seront inopérantes ou sans grande efficacité s'il n'existe pas au moins un noyau d'institutions nationales. On suppose ici que des institutions nationales seront créées et qu'une coordination sera établie entre elles, sous une forme ou sous une autre.

Principales fonctions des centres de coordination

74. Par analogie avec la série de fonctions attribuées aux centres nationaux – aide pour la détermination des besoins technologiques, obtention de renseignements sur d'autres sources de technologies, notamment dans la région ou la sous-région, évaluation et sélection des technologies appropriées, amélioration des conditions et modalités selon lesquelles la technologie est importée, adaptation et assimilation des technologies importées, développement de technologies autochtones, et diffusion des technologies nouvelles –, il est suggéré que les principales fonctions des centres régionaux et sous-régionaux soient les suivantes :

a) En premier lieu, une coordination étroite devrait être établie avec les centres nationaux afin de procéder à des échanges d'informations sur chaque activité. Les centres pourraient ainsi promouvoir et appuyer les activités nationales de chaque pays et contribuer en fait au renforcement des centres nationaux.

b) Le renforcement des activités nationales, en particulier la recherche des technologies, l'étude de leurs caractéristiques, la recherche de sources nouvelles de technologies, la détermination des coûts et des conditions. C'est pourquoi les centres devraient établir une coordination permanente avec les sources d'informations technologiques au niveau international et également au niveau des pays de la région. Ces activités pourraient également conduire à l'application du régime de la "nation la plus favorisée" pour les échanges de technologies entre les pays concernés. Il importe que les pays en développement les plus avancés du groupe mettent à la disposition des pays moins bien placés non seulement leur expérience mais aussi les technologies qu'ils ont acquises.

c) Les centres devraient aider à renforcer et à harmoniser les législations nationales, les politiques d'investissement et les mesures d'incitation à l'investissement, les réglementations qui déterminent, examinent et améliorent les dispositifs pour l'importation des technologies, etc., afin d'améliorer le pouvoir de négociation global des pays du groupe.

d) De ce fait, les centres régionaux et sous-régionaux pourraient devenir les facteurs essentiels de l'application du code de conduite international sur le transfert de technologie quand il aura été adopté.

e) Les centres régionaux et sous-régionaux ne devraient pas eux-mêmes entreprendre des activités de recherche-développement mais ils devraient établir une coordination avec les organismes d'ingénieurs-conseils qui élaborent les projets industriels et se livrent à la recherche-développement, en particulier ceux qui fonctionnent sur une base régionale ou sous-régionale. Ainsi, les centres joueraient un rôle décisif d'entrepreneurs dans l'adaptation et le développement de technologies autochtones, et cela de plus en plus sur une base collective dans le groupe régional en question.

f) Les centres devraient fournir des services d'ingénieurs-conseils aux pays du groupe.

g) Les centres devraient avoir un rôle important dans tous les aspects de la formation en matière de transfert et de développement de la technologie.

75. En matière de création de centres régionaux ou sous-régionaux, il existe un certain nombre d'initiatives ou de possibilités. Actuellement, un centre asiatique est créé sur l'initiative de la CESAP, en coopération avec la CNUCED. Il sera probablement situé en Inde et, en plus des fonctions décrites ci-dessus, on peut penser qu'il favorisera la mise en place de groupements asiatiques sous-régionaux. D'autre part, il est probable qu'il permettra de faire partager à d'autres pays la vaste expérience acquise par l'Inde en matière de transfert et de développement de technologie.

76. Les pays des Caraïbes et d'Amérique centrale étudient actuellement des formules de coopération technologique dans leur zone respective, pour lesquelles ils utiliseront les institutions sous-régionales déjà existantes; le projet sera encore étudié au cours de prochains séminaires avec l'aide de la CNUCED. On peut envisager des formules similaires dans les groupements sous-régionaux africains, tels que la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale et la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que pour les pays arabes du Moyen-Orient.

77. Le groupement sous-régional le plus avancé pour la coopération en matière de transfert et de développement de technologie est celui qui a été établi dans le cadre du Pacte andin. Dans ce cas, on n'a pas créé un centre sous-régional, mais on a mis au point des dispositions communes et des projets particuliers.

78. On peut envisager également des communications interrégionales parmi les pays qui n'ont pas de frontière commune mais qui ont des intérêts communs, par exemple des niveaux de développement, des ressources et des structures de production comparables. On peut citer, par exemple, les accords bilatéraux entre les pays du Pacte andin et l'Argentine et le Mexique, les accords bilatéraux entre les pays du Pacte andin et l'Inde, et la coopération entre pays arabes et pays africains en matière de financement et de planification des importations de technologie. D'autres possibilités de liens interrégionaux ont été signalées par la mission d'exploration CNUCED/PNUD, et le chapitre IV du présent rapport en fait mention.

D. – Coordination sectorielle

79. En envisageant la coordination sectorielle, c'est-à-dire la coopération technologique sur une base sectorielle, il serait utile de commencer par une classification des technologies pour déterminer, en premier lieu, de meilleurs critères pour les politiques d'importation[32]. Cette classification serait aussi utile à l'établissement d'un ordre de priorité pour l'élaboration de technologies industrielles autochtones, avec l'appui éventuel du PNUD sous la forme de projets d'ensemble conçus dans l'optique de ses "dimensions nouvelles[33]". On peut citer comme premier exemple la fabrication d'engrais, secteur qui utilise une technologie de pointe pour une production à grande échelle, mais où les coûts ont récemment augmenté étant donné qu'il consomme surtout des hydrocarbures. En Inde, une autre technique de production de gaz domestique et d'engrais azotés améliorés a été élaborée pour de petites usines de village qui produisent du gaz biologique : cette technique devrait permettre non seulement de réduire les dépenses d'investissement et de réaliser des économies en devises et en énergie, mais aussi de créer de nombreux emplois dans les campagnes et de diminuer les frais de transport[34]. Il ne fait pas de doute que des recherches intensives montreraient d'autres possibilités. On peut citer aussi divers articles manufacturés, dérivés pour la plupart de matières premières agricoles – surtout des biens de consommation, dont beaucoup ont un potentiel d'exportation insuffisamment exploité –, pour lesquels les techniques de fabrication sont relativement simples[35]; on pourrait ici mettre à la disposition de nombreux pays en développement, et notamment des moins avancés, des données normalisées sur les modalités et les coûts du transfert et sur les moyens d'élaborer les technologies localement ou de les adapter aux conditions nationales. Il s'agit des produits suivants : café et thé, huiles comestibles, tabacs, cuirs et peaux, chaussures et articles en cuir, conserves de viande et de poisson, préparations et conserves de fruits et de légumes, jus de fruits, sucre, textiles et vêtements. Il existe encore un autre secteur, comprenant surtout des biens intermédiaires, mais aussi certains biens d'équipement, qui ne requiert pas nécessairement une production à grande échelle et n'exige pas non plus une technologie particulièrement complexe[36] : produits en bois et en caoutchouc, articles en plastique et en métal, outils agricoles, nombre d'articles des industries mécaniques et électriques, certains produits chimiques, produits de teinture et de tannage, divers matériaux et éléments de construction, etc. Dans les secteurs où la technologie de base reste "traditionnelle", il semble indispensable que les pays en développement soient en mesure d'obtenir rapidement les données dont ils ont besoin sur les technologies disponibles, leurs sources et leurs coûts. On pourrait peut-être envisager de créer des centres multinationaux (mondiaux ou régionaux), par secteur industriel, par exemple pour les textiles, les huiles comestibles, les chaussures et les articles en cuir, les produits forestiers, les produits en caoutchouc, les types classiques de machines et d'articles électriques, les matériaux de construction, etc. Un certain nombre de pays dont la production est identique – par exemple textiles, sucre, ciment – ont signalé à la mission d'exploration CNUCED/PNUD la nécessité de tels arrangements.

80. Un certain nombre d'industries fabriquent des biens intermédiaires et des biens d'équipement à grande échelle en employant une technologie complexe. Elles n'intéressent évidemment qu'un nombre beaucoup plus restreint de pays. C'est le cas pour les produits métalliques, les machines industrielles perfectionnées (y compris articles électroniques et électriques), le matériel de transport commercial et les produits de la pétrochimie.

81. Il reste certains biens de consommation de luxe, notamment des biens durables tels que les voitures, les réfrigérateurs, les climatiseurs, etc., dont certains sont fabriqués ou montés à grands frais par des entreprises à majorité étrangère ou avec une technologie entièrement importée. L'expérience de maints pays en développement prouve qu'il n'y a aucun avantage à produire ces biens localement, et qu'en outre cette production perturbe la consommation et provoque l'inégalité des revenus. En fait, il serait moins coûteux de les importer purement et simplement. De toute façon, ces produits n'ont pas à entrer pour le moment, semble-t-il, dans le cadre du transfert de technologie et du développement de technologies autochtones.

82. Dans l'approche sectorielle, il faut considérer plus en détail l'exemple précis des produits pharmaceutiques[37].

---

[32] *Ibid.*, par. 16.

[33] Voir le rapport de l'Administrateur du PNUD intitulé "Dimensions nouvelles de la coopération technique" (TD/114) et la suite qui lui a été donnée par le Conseil d'administration du PNUD à sa vingtième session, en juin 1975 [*Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément No 2A* (E/5703/Rev.1)], chap. II. Voir aussi la résolution 3405 (XXX) de l'Assemblée générale et son annexe.

[34] A. K. N. Reddy, "Alternative technology : A viewpoint from India", *Social Studies of Science*, Edimbourg, vol. 5, No 3, août 1975, p. 331. Voir aussi, CESAP, "Journées d'étude sur les techniques et l'utilisation des bio-gaz" (E/CN.11/IHT/L.18).

[35] *Grands problèmes découlant du transfert des techniques aux pays en voie de développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.2), par. 20 et 21.

[36] *Ibid.*

[37] Voir "Monographie sur l'industrie pharmaceutique" (TD/B/C.6/4).

Deux systèmes différents ont été adoptés pour rationaliser l'utilisation des produits pharmaceutiques dans les pays en développement. Le premier est le système "médical", orienté vers la rationalisation scientifique et l'économie financière, qui part de l'hypothèse que certains médicaments produits essentiellement par des entreprises transnationales doivent être importés et que leurs prix sont fixés. Le second système est "économique" et s'attaque à la structure de l'industrie pharmaceutique internationale et à ses méthodes, et à l'action qui peut être entreprise pour opérer des changements radicaux; mais on tend à concéder que bon nombre de produits existants sont nécessaires.

83. Pour étudier les problèmes d'importation, de distribution et de production des médicaments dans les pays en développement, il faut prendre en considération tout d'abord les politiques de la santé et reconnaître que ces problèmes ne sont qu'un élément de ces politiques. Plus un pays consacre de fonds à des médicaments superflus ou trop coûteux, moins il lui en reste pour d'autres aspects de la prévention médicale et des soins médicaux – sans parler des ressources nécessaires à l'encouragement du développement social et économique, qui pourrait atténuer ou supprimer la pauvreté elle-même, qui est le facteur primordial de la mauvaise santé.

84. En matière de politique pharmaceutique, quatre problèmes essentiels sont en cause : les besoins thérapeutiques et une politique pharmaceutique agissant sur les coûts; l'importation; la production locale; la distribution. Il y a également quatre critères à appliquer pour décider à quels produits pharmaceutiques on devrait accorder la priorité en matière d'importation ou de production éventuelle : le fait que les maladies qui exigent l'utilisation du médicament sont plus ou moins répandues; la gravité des maladies; l'efficacité du médicament, en valeur absolue et par rapport aux autres; son coût. Sur la base de ces critères les besoins d'un pays en produits pharmaceutiques pourraient être divisés, par exemple, en quatre catégories. Dans la première figurent ceux dont les prix sont relativement bas, que l'on peut appeler médicaments de première nécessité, et qui sont utilisés pour le traitement de 80 à 90 p. 100 de tous les problèmes de santé. La liste de ces médicaments est probablement assez courte, mais il en faut une quantité importante. Les médicaments de deuxième nécessité sont moins souvent utilisés, mais ils sont plus chers, et la quantité nécessaire est beaucoup moins considérable. Dans la ligne du même raisonnement, les produits pharmaceutiques de troisième nécessité forment une liste importante et sont d'un prix élevé, mais les quantités requises sont très limitées. La quatrième catégorie consiste dans les médicaments qui ne sont pas réellement nécessaires, mais sont importés à grands frais pour des troubles relativement légers, ou qui peuvent être remplacés par d'autres, d'efficacité tout à fait ou pratiquement équivalente. Si l'on aborde le problème de cette façon et si l'on met ces principes en pratique, le problème devient beaucoup plus facile à résoudre, en matière d'importation comme de production éventuelle.

85. Les matières premières nécessaires à la fabrication des médicaments sont fournies essentiellement par l'industrie pétrochimique, dont ne peuvent disposer que certains pays en développement et qui doit être organisée en grand. La production des éléments actifs des produits pharmaceutiques est rentable à une assez petite échelle; de plus, les matières premières peuvent être transportées à peu de frais. Ces facteurs donnent la possibilité d'organiser la coopération de la production selon une division du travail planifiée au niveau d'un groupe de pays en développement.

86. A l'heure actuelle, peu de pays en développement sont capables, avant le stade final de la préparation et du conditionnement des médicaments, de s'engager dans la production chimique de base, technologiquement complexe, qui doit se faire à grande échelle pour être rentable et qui est essentiellement fondée sur trois matières premières dont ils ne disposent pas toujours – surtout le pétrole. Seuls l'Inde, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et l'Egypte commencent à fabriquer des produits chimiques de base. Il a été proposé[38] de créer des centres coopératifs de production et de technologie des produits pharmaceutiques, dont les principaux objectifs seraient : recherches sur les besoins fondamentaux en matière de médicaments; amélioration des conditions d'achat des médicaments importés; travaux de recherche-développement sur l'adaptation et la mise au point des technologies; enfin, après un certain nombre d'années, production des produits chimiques eux-mêmes, d'abord dans les pays en développement les plus avancés cités plus haut, puis progressivement dans les autres pays, selon une division internationale du travail soigneusement conçue (la proximité géographique ne serait pas indispensable vu le faible coût du transport). Les pays en développement producteurs de pétrole pourraient jouer un rôle important, puisque le pétrole constitue la principale matière première et qu'ils disposent des ressources financières requises.

87. Il est également possible de fabriquer des produits pharmaceutiques à partir de sources végétales et animales. Ces possibilités font l'objet de recherches dans certains pays en développement (Ghana). La possibilité de trouver des ressources naturelles importantes dans un pays comme la Tanzanie a été signalée[39]. Il est évident qu'un contrôle de la qualité serait nécessaire, quelle que soit la méthode adoptée pour la production, mais il est possible d'exercer ce contrôle sur la base des critères de l'OMS[40].

88. Dans la mesure où ils importent des produits et dans le cadre sélectif qui a été indiqué, il semblerait souhaitable que les gouvernements des pays en développement fassent des achats massifs. Il est évident qu'il faudra mettre au point une distribution efficace, particulièrement dans les régions agricoles. Des achats massifs élargissent la diver-

---

[38] *Ibid.*

[39] Pour une étude de ce problème et des facteurs techniques et économiques y afférents, voir C. Barker, "Pharmaceutical production in a less developed country", dans M. Segall et C. Barker, "Two papers on pharmaceuticals in developing countries", Institute of Development Studies of the University of Sussex, Communication 119, Brighton, 1975.

[40] *Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 226, Vingt-huitième Assemblée mondiale de la santé, partie I, Résolutions et décisions,* annexe 12.

sification des sources (en dehors des entreprises multinationales bien connues) aux petites entreprises, aux pays dépourvus de lois sur les brevets, tels que l'Italie et la Finlande, et aux pays socialistes.

89. Dans le contexte de l'importation et d'une production future éventuelle, les centres nationaux proposés pour le transfert et le développement de technologie auraient un rôle important à jouer, en particulier dans les domaines suivants :

a) Formulation d'une politique pharmaceutique agissant sur les coûts, en liaison avec les besoins et les ressources dans le domaine de la santé et le plan national de développement;

b) Questions juridiques, administratives et connexes concernant l'importation, la production, la promotion, la commercialisation, la distribution et les ventes des médicaments;

c) Initiation à une production autochtone de produits pharmaceutiques;

d) Méthodes d'application d'une politique pharmaceutique efficace en matière de prix;

e) Amélioration des méthodes de distribution des produits pharmaceutiques, y compris leur stockage et leur transport.

90. Les centres nationaux pourraient être renforcés par des dispositions régionales ou même globales par l'intermédiaire des centres coopératifs de technologie et de production pharmaceutique déjà mentionnés (voir par. 86 ci-dessus).

91. Ces dispositions pourraient être appuyées dans leurs domaines respectifs, mais de façon coordonnée, par l'aide de la CNUCED, de l'OMS et de l'ONUDI, éventuellement dans le cadre d'un projet du PNUD.

CHAPITRE III

Besoins en matière d'information et nécessité d'une action internationale

A. – Liens entre l'information et la prise de décisions

92. L'un des éléments essentiels du type d'arrangements institutionnels pour le transfert et le développement de technologie décrits au chapitre II est un mécanisme permettant de fournir des renseignements appropriés aux responsables des décisions à prendre en matière de technologie. La communauté mondiale accorde une importance croissante à la diffusion efficace de renseignements scientifiques et technologiques. Il est maintenant tout à fait admis, comme on le verra plus loin dans le présent chapitre, qu'une nouvelle conception s'impose d'urgence dans ce domaine. Le présent chapitre analyse l'état d'avancement de la question du point de vue de ceux qui s'occupent du transfert et du développement de la technologie. Il convient de souligner qu'on n'a pas tenté d'examiner l'ensemble du vaste domaine que sont les systèmes d'information scientifique et technologique. Il s'agit actuellement d'améliorer la diffusion des renseignements technologiques non pas comme une fin en soi mais plutôt en vue d'atteindre les objectifs des arrangements institutionnels en matière de transfert et de développement de technologie.

93. L'information est un élément indispensable de la chaîne des activités interdépendantes allant de la formulation de politiques judicieuses et cohérentes dans le domaine de la technologie et des investissements étrangers à l'évaluation, au choix, à l'acquisition, à l'adaptation, à l'utilisation et au développement efficaces de technologies au stade de l'exécution des projets. La valeur et l'efficacité des décisions prises à l'un quelconque de ces stades dépendent directement de la qualité des renseignements dont disposent les responsables.

94. La prise de décisions technologiques est un processus complexe qui doit tenir compte de nombreux éléments différents (politiques, économiques, sociaux, juridiques, commerciaux, scientifiques, techniques, etc.). Par conséquent, l'information technologique doit être conçue dans une perspective particulièrement large. Si l'on exclut du processus de la prise de décisions un type de renseignements, on peut fausser entièrement ou partiellement tout ce processus. Une information générale et multidisciplinaire s'impose donc dans le domaine de la technologie.

95. Pour que l'information puisse être utilisée efficacement, il est indispensable d'assurer une corrélation entre l'information et la prise de décisions, d'une part, et entre cette dernière et les activités à entreprendre, d'autre part. La première étape de l'analyse des besoins en matière d'information comporte donc l'identification des activités pertinentes à entreprendre et des mécanismes institutionnels et de prise de décisions pour ce faire. La deuxième étape consiste alors à fournir à ces mécanismes les renseignements dont ils ont besoin.

96. Il importe de faire la distinction entre trois types d'activités distinctes, bien qu'interdépendantes, dans le domaine de la technologie en ce qui concerne les besoins en matière d'information. Tout d'abord, au niveau de la formulation des politiques, il faut élaborer des politiques nationales relatives aux investissements étrangers, aux arrangements contractuels pour le transfert de technologie, à la recherche-développement locale, aux achats d'Etat et au lancement de grands projets dans le secteur public, etc. Les politiques adoptées doivent être constamment surveillées du point de vue de leur pertinence en vue de réévaluations et modifications périodiques. Il faut donc un courant continu d'information sur l'évolution des domaines liés à la technologie dans le pays et à l'étranger.

97. Le second type d'activité porte sur l'évaluation et le choix des projets au niveau micro-économique ou à celui de l'entreprise. Ce qu'il faut actuellement, ce sont des renseignements sur les différentes technologies et sources d'approvisionnement, notamment sur les coûts minimaux, les conditions et modalités, les spécifications techniques, les garanties, les calendriers de livraison et d'exécution, les besoins en ressources et en main-d'œuvre, etc. Ces renseignements devraient permettre au bénéficiaire de déglo-

baliser les technologies, d'opérer le choix optimal et de négocier effectivement avec les fournisseurs.

98. Le troisième type d'activité se rapporte à la conception, l'ingénierie et la recherche-développement locales. La bonne adaptation de la technologie étrangère aux conditions locales et la mise au point de technologies locales dépendent directement des compétences nationales dans ces domaines. Les renseignements nécessaires à ces activités sont surtout de caractère technique ou scientifique.

99. Les renseignements présentant de l'intérêt pour les décisions à prendre en matière de technologie proviennent de nombreuses sources : entreprises, laboratoires et établissements de recherche-développement locaux, ministères et organismes d'Etat, fournisseurs étrangers, communauté scientifique internationale, etc. Du point de vue d'un pays en développement, ces sources peuvent se diviser en sources locales et sources étrangères. Il est particulièrement difficile d'obtenir des renseignements auprès des sources étrangères, car une grande partie d'entre eux ne sont pas divulgués au public. C'est dans ce domaine que de solides arguments militent en faveur d'une aide extérieure aux pays en développement; plus les renseignements sont difficilement accessibles et sont nécessaires aux décisions à prendre en matière de technologie, plus une action internationale s'impose.

B. – Réaction de la communauté internationale

100. L'importance du rôle de l'information dans le processus de développement des pays en développement est de plus en plus reconnue par les organismes intergouvernementaux. La résolution 39 (III) de la Conférence recommandait un certain nombre de mesures à prendre dans ce domaine.

101. Le problème de l'information technologique à fournir a été reconnu aussi par le Conseil économique et social à sa cinquante-septième session. Dans la résolution 1902 (LVII), au quatrième considérant, le Conseil note que :

...

b) Les pays en voie de développement doivent avoir connaissance des différentes techniques disponibles ainsi que des analyses relatives aux coûts et avantages économiques et des données pertinentes quant aux capitaux, à la main-d'œuvre, aux matières premières et autres facteurs de production nécessaires,

c) Le transfert d'informations techniques, y compris le rassemblement, la restitution et l'analyse des données, est un élément de base en ce qui concerne les perspectives d'évaluation des techniques et des effets écologiques, économiques et sociaux,

...

e) Les pays en voie de développement, s'ils pouvaient obtenir de sources internationales des informations techniques, seraient mieux à même de tirer pleinement parti des connaissances existantes, ce qui leur donnerait de nouvelles possibilités ou méthodes pour résoudre leurs problèmes techniques et les aiderait à rationaliser et systématiser leur effort de recherche-développement.

102. Dans le paragraphe 1 de cette résolution, le Conseil économique et social priait le Secrétaire général, "en vue d'assurer que les pays en voie de développement puissent facilement obtenir les renseignements utiles à la planification, à l'évaluation et au développement de leur infrastructure technique, d'entreprendre [...] une étude sur la possibilité de mettre en place progressivement un système international d'échange d'informations sur le transfert et l'évaluation des techniques".

103. La Déclaration et le Plan d'action de Lima stipulent au paragraphe 61, al. *k*, que :

Des mesures appropriées, comportant l'étude de la possibilité de créer une banque d'informations industrielles et technologiques, doivent être prises en vue de mettre à la disposition des pays en développement un volume accru d'informations leur permettant de choisir les technologies avancées qui leur conviennent[41].

104. L'Assemblée générale a adopté le 15 décembre 1975 la résolution 3507 (XXX), dans laquelle elle a réaffirmé "l'importance d'une diffusion plus étendue de l'information scientifique et technique, [...] de même que la nécessité de permettre aux pays en développement de choisir les techniques qui répondent à leurs besoins". Outre qu'elle a demandé au Secrétaire général "de constituer [...] une équipe spéciale interorganisations [...] en vue d'élaborer un plan pour la mise en place d'un réseau d'échange de renseignements techniques", l'Assemblée générale a reconnu le lien évident existant entre l'information technologique et les arrangements institutionnels appropriés dans le domaine de la technologie en recommandant aussi de poursuivre les efforts "pour aider à instituer, dans les pays en développement, des centres de transfert et de développement des techniques". La résolution 3507 (XXX) prévoit par conséquent le cadre d'un effort intégré de la communauté internationale dans ces deux domaines étroitement interdépendants. En résumé, il est clairement admis aujourd'hui que ce qu'il faut, ce sont, d'une part, des mécanismes pour assurer l'accès des pays en développement à l'information leur permettant de formuler des politiques technologiques convenables et de choisir les technologies appropriées parmi les diverses catégories existantes et, d'autre part, des dispositions institutionnelles leur permettant non seulement de rassembler et d'analyser les renseignements, mais aussi de prendre les décisions nécessaires.

105. Diverses organisations ont pris des initiatives visant à fournir des renseignements aux pays en développement dans le domaine de la technologie. La plupart d'entre elles sont récentes, et les systèmes qui ont été mis en place n'ont pas tous commencé à fonctionner; parmi ceux qui fonctionnent, plusieurs sont en pleine expansion. Il n'est donc pas facile d'évaluer avec précision le grand nombre d'activités en cours dans ce domaine. La présente section ne peut donner qu'une description préliminaire et incomplète des activités internationales en cours dans le domaine des systèmes d'information technologique.

106. Plusieurs organisations internationales s'occupent actuellement de créer ou de faire fonctionner des systèmes d'information technologique dans leur domaine de compétence, notamment l'UNESCO, l'ONUDI, la FAO, l'OMPI, l'OMS, l'AIEA, l'OMM et l'OIT.

107. Bien que les sytèmes d'information existants et prévus diffèrent sur plusieurs points, on peut faire quelques

[41] Voir la note 2 ci-dessus.

observations générales. Ces systèmes sont généralement complexes du point de vue technique et font largement appel à une technologie informatique avancée et à des techniques de gestion des données. La plupart visent à porter à la connaissance des responsables et des spécialistes des pays en développement la somme d'ouvrages courants et spécialisés (thèses, rapports de recherche, études de faisabilité, documents relatifs aux brevets, etc.) sur des aspects présentant de l'intérêt pour les pays en développement. L'utilisation de ces systèmes devrait aider les intéressés à trouver une bibliographie sur un sujet donné, à repérer, et dans certains cas à obtenir, la plupart des documents pertinents. Autrement dit, ces systèmes d'information bibliographique tendent à faciliter l'accès des pays en développement aux sources d'informations existantes et mises à la disposition du public. Quelques-uns des programmes de cette catégorie comportent ou envisagent des dispositions pour fournir aux usagers les documents eux-mêmes, tandis que d'autres ne fournissent que les références y relatives.

108. Quelques programmes d'information fournissent des données concernant non seulement des publications, mais aussi des projets de recherche en cours ou achevés. Ces renseignements présentent particulièrement de l'intérêt pour la planification des activités de recherche-développement dans les pays en développement. Le Système automatique d'information sur la recherche agricole (CARIS) et le Système d'information sur les sciences aquatiques et les pêches (ASFIS) de la FAO méritent une attention particulière à cet égard[42].

109. Un type de programme d'information qui diffère sensiblement des systèmes décrits ci-dessus est le Service de renseignements industriels (SRI) de l'ONUDI. Ce service répond aux demandes de renseignements des pays en développement concernant l'équipement, les technologies, les statistiques, la commercialisation, la programmation et la gestion dans le domaine de l'industrie. L'ONUDI est aussi en train d'établir un répertoire des fabricants d'équipement industriel des pays développés[43].

110. Il convient de mentionner aussi le Système mondial d'information scientifique et technologique (UNISIST). L'UNISIST n'est pas un système d'information à proprement parler, mais un programme établi dans le cadre de l'UNESCO dont l'objectif est de coordonner et de promouvoir la coopération nationale et internationale dans le domaine de l'information[44].

111. Le Secrétaire général de l'ONU a présenté au Comité de la science et de la technique au service du développement un rapport[45] faisant partie de l'étude de faisabilité demandée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1902 (LVII), dont il est question plus haut (voir par. 101 et 102 ci-dessus). Le rapport contient un certain nombre de conclusions présentant de l'intérêt pour les travaux futurs des organisations internationales dans le domaine de l'information technologique. On y fait observer que :

> L'information doit inclure les données nécessaires à la comparaison des techniques, de façon à permettre à l'utilisateur de prendre la décision appropriée. La connaissance des clauses et des conditions régissant l'importation d'une technique fait partie des renseignements nécessaires à son évaluation, et renforce en outre la position de négociation de l'utilisateur[46].

Le rapport note en outre que :

> Les consultations qui ont eu lieu au sein des organismes des Nations Unies ont révélé l'absence d'une information adéquate sur l'ensemble des besoins des pays en développement en matière d'information technique[47].

Il conclut aussi que :

> il ressort clairement des travaux effectués à l'occasion de la présente étude que, pour répondre aux besoins réels des utilisateurs d'informations techniques, il ne suffit pas d'établir des systèmes de références bibliographiques[48].

112. Les recommandations du rapport ont trait essentiellement à la nécessité d'effectuer des études sur les besoins en matière d'information technologique des pays en développement et sur la portée et la nature des activités en cours ou en projet aux niveaux national et international, afin de cerner avec précision les domaines dans lesquels ces activités présentent des lacunes ou se chevauchent.

C. — Suggestions pour améliorer l'information technologique

113. Avant même d'entreprendre les études susmentionnées, on peut facilement identifier quelques-unes des principales lacunes[49]. La première est le manque de connaissances techniques suffisantes de la part des responsables des décisions dans les pays en développement dans trois domaines interdépendants : formulation de la politique technologique, exécution de la politique au niveau macro-économique, évaluation des projets au niveau micro-économique. Il faut aussi mettre au point les mécanismes institutionnels appropriés pour mener les activités pertinentes dans ces domaines. Ce n'est que lorsque les fonctions et les dispositions institutionnelles auront été nettement définies qu'il sera possible de déterminer les besoins en matière de renseignements technologiques.

114. Les organisations internationales pourraient donc apporter leur appui en fournissant des conseils et une assistance technique pour la formulation de politiques technologiques, la création d'institutions appropriées et la

---

[42] Voir "Rôle d'un système international d'information technique en matière de transfert et d'évaluation des techniques et en vue du développement national des techniques appropriées dans les pays en développement : rapport du Secrétaire général" (E/C.8/32), annexe II, p. 5 et 6.

[43] *Ibid.*, annexe II, p. 3 et 4.

[44] *Ibid.*, p. 6 à 9.

[45] E/C.8/32.

[46] *Ibid.*, par. 59.

[47] *Ibid.*, par 60.

[48] *Ibid.*, par. 62.

[49] A cet égard, il convient d'établir une nette distinction entre la documentation technologique et les renseignements technologiques. Ces derniers sont essentiellement axés sur les marchés; ils changent rapidement et ne peuvent donc pas être rassemblés à l'avance. Voir TD/B/595, par. 23.

détermination des besoins d'information correspondants. En outre, il pourrait être nécessaire de faire des études analytiques et d'élaborer des directives pour fournir un appui complémentaire dans ce domaine.

115. Pour évaluer les avantages des différentes technologies et sources d'approvisionnement, ce qui pourrait être particulièrement utile – mais n'est généralement pas à la disposition des responsables des pays en développement –, c'est une évaluation objective par d'autres bénéficiaires qui ont déjà l'expérience de ces technologies et de ces sources d'approvisionnement. La fourniture de ces renseignements sous une forme appropriée peut exiger de nouveaux mécanismes internationaux conçus expressément à cette fin.

116. On pourrait envisager par exemple un arrangement fondé sur un questionnaire type portant notamment sur la gamme des questions visées par un code international de conduite pour le transfert de technologie; dans leur réponse, les bénéficiaires de technologie des pays en développement indiqueraient leur propre expérience concernant des technologies et des fournisseurs donnés. Ils seraient invités à fournir des renseignements présentant de l'intérêt pour l'évaluation des différentes possibilités par les bénéficiaires éventuels et à faire part des problèmes concrets rencontrés tout au long du processus du transfert et dus aux pratiques du fournisseur ou à certains aspects de la technologie elle-même.

117. Un service national tiendrait le registre de toutes les transactions en matière de technologies (étrangères et nationales) et demanderait à intervalles réguliers aux bénéficiaires de fournir un rapport type d'évaluation *a posteriori* sur chaque transaction technologique. Un service central rassemblerait tous ces rapports émanant des centres nationaux et mettrait au point des dossiers de synthèse donnant des renseignements détaillés sur les fournisseurs et les technologies. Ces dossiers, qui donneraient une évaluation générale à l'échelon mondial des différents fournisseurs et technologies, seraient communiqués à intervalles réguliers aux centres nationaux, qui les mettraient à la disposition des organisations ou entreprises nationales intéressées.

118. Le mécanisme décrit ci-dessus encouragerait les fournisseurs à respecter ou à dépasser les normes fixées par un code de conduite, puisque la cote qu'ils auraient dans le dossier pourrait influer profondément sur leurs possibilités de commercialiser leurs technologies dans les pays en développement. En outre, lors des négociations avec des fournisseurs éventuels, les bénéficiaires disposeraient d'un instrument efficace, car ils connaîtraient les problèmes typiques susceptibles de surgir lors des transactions avec un fournisseur de technologies donné, et seraient en mesure de comparer assez facilement un grand nombre de fournisseurs et d'insister ainsi pour obtenir les conditions les plus favorables offertes par un fournisseur dans un secteur donné.

119. Ce système devrait englober les fournisseurs et les technologies des pays en développement eux-mêmes. Il pourrait ainsi favoriser l'échange de technologies mises au point ou adaptées dans les pays en développement. Dans l'établissement progressif du réseau d'échange de renseignements technologiques, on pourrait donner la priorité aux technologies fournies par les pays en développement.

120. Une autre solution pourrait être de créer des services d'évaluation des technologies au niveau international. Ces services, qui pourraient fonctionner sur une base sectorielle, effectueraient des études techniques ou économiques régulières et analyseraient les qualités et les résultats obtenus par une gamme de technologies différentes dans les secteurs présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. On ferait une place spéciale aux technologies originaires des pays en développement. Les résultats des analyses seraient publiés et mis à la disposition de ces pays.

121. Les renseignements fournis par les services d'évaluation des technologies, qui seraient mis à jour à des intervalles appropriés, permettraient aux bénéficiaires d'évaluer les différentes technologies selon des critères uniformes et de choisir celles qui conviennent le mieux à leurs besoins. En outre, ces renseignements seraient plus objectifs que l'information donnée par les fournisseurs de technologies.

122. Les renseignements fournis par l'intermédiaire des mécanismes décrits ci-dessus ne formeraient pas une base suffisante pour des décisions appropriées concernant le transfert et le développement de technologie; ces décisions exigent des centres ou d'autres arrangements institutionnels du type de ceux qui sont analysés au chapitre II ci-dessus. Néanmoins, ils compléteraient dans un domaine d'une importance cruciale la base de renseignements à la disposition des responsables et les aideraient à combler certaines des lacunes.

CHAPITRE IV

Programme de coopération internationale pour renforcer le potentiel technologique des pays en développement

A. – Esquisse du programme

123. Le présent chapitre donne un aperçu d'un programme possible de coopération et d'assistance internationales aux pays en développement en vue de renforcer leur potentiel technologique national. Les principales formes de coopération et d'assistance internationales requises peuvent se résumer comme suit :

a) Assistance technique, à la demande des gouvernements des pays en développement, pour établir ou renforcer le mécanisme institutionnel pour le transfert et le développement de la technologie;

b) Assistance analogue pour établir des liens entre les mécanismes nationaux, sous-régionaux, interrégionaux et sectoriels;

c) Services consultatifs ou de formation, y compris missions consultatives à court terme auprès des gouvernements pour des problèmes concrets dans l'ensemble de ce domaine : formation en cours d'emploi, cours de formation

interrégionaux, régionaux et sous-régionaux et formation fournie en transférant un petit groupe de personnes d'un pays ou de plusieurs pays dans un autre pays en développement ayant acquis de l'expérience dans le domaine en cause;

d) Séminaires ou stages au cours desquels les politiques et institutions peuvent être examinées en profondeur;

e) Recherches économiques et institutionnelles poussées, en particulier dans les centres et les universités ou les instituts de développement; par exemple monographies sur le transfert et le développement de la technologie par un groupe de pays; études sur le transfert de technologie dans des secteurs déterminés (secteur rural, infrastructure et services, etc.), pour préciser les types de transfert qui ont été efficaces ou inefficaces;

f) Assistance pour développer et améliorer les activités des instituts de recherche-développement et, en particulier, leurs liens, d'une part avec les responsables de l'importation des technologies et de leur adaptation et, d'autre part, avec le système de production;

g) Assistance pour l'établissement de systèmes d'appui à l'information globaux, régionaux et nationaux.

124. Les avantages résultant d'un programme de caractère strictement pratique contenant ces éléments dépasseraient rapidement et de loin son coût. Au sens propre du terme, les fonds nécessaires ne seraient pas investis mais "semés". Le profit serait double, augmentant avec le temps. Tout d'abord, il en résulterait des économies immédiates pour les pays en développement puisque le coût du transfert de technologie serait réduit; des économies de ce genre ont déjà été réalisées dans une assez large mesure notamment par l'Argentine, la Colombie et le Mexique. Elles augmenteraient régulièrement et toucheraient un nombre croissant de pays. A moyen terme, l'adaptation des technologies importées, la création de technologies locales et la large diffusion de toutes les technologies récemment acquises pourraient accroître la production et les revenus dans les pays en développement, dans leur propre intérêt, certes, mais aussi dans celui de l'expansion de l'économie mondiale. Ce processus serait renforcé par une coopération croissante entre pays en développement. A long terme, il faudrait prendre des mesures importantes en vue de l'indépendance technologique des pays en développement, lesquelles seraient aussi bénéfiques pour l'économie mondiale.

B. – Contributions au programme

125. Ce programme devrait recevoir des contributions de trois sources : les pays en développement eux-mêmes, les pays développés, et les organisations internationales appropriées – les deux derniers sur demande.

1. *Pays en développement*

126. Le point de départ d'un programme international pour le transfert et le développement de technologie doit être la ferme volonté des pays en développement d'établir leurs propres politiques et institutions, leurs propres plans technologiques, en commençant par la création de centres nationaux (quel que soit le terme sous lequel ils sont désignés) comme première mesure essentielle; des liens seraient progressivement établis entre ces centres à l'échelon sous-régional, régional, interrégional et par secteur, et s'inscriraient tous dans la perspective d'une autonomie nationale et collective. Le processus a déjà été engagé et se renforce rapidement. Cependant, un programme d'assistance technique sous diverses formes s'impose.

127. Une grande partie du personnel d'assistance technique requis pourrait venir des pays en développement. Quant au financement, quelques pays seraient en mesure – et seraient peut-être désireux, vu les avantages à en attendre – de financer leurs besoins et d'autres de le faire en partie. La première catégorie comprend 11 pays exportateurs de pétrole et 29 autres pays ayant un PNB par habitant de 376 dollars ou plus. La seconde catégorie comprend 23 pays dont le PNB par habitant se situe entre 200 et 375 dollars. Les 35 autres pays, dont le PNB par habitant est inférieur à 200 dollars, auront certainement besoin d'un appui extérieur pour toutes les activités qu'ils devront entreprendre dans ce domaine[50].

128. Un certain nombre d'initiatives sont en cours en vue de favoriser l'autonomie collective ou la coopération entre pays en développement. Il semble que les efforts en vue de promouvoir la capacité technologique devraient occuper une place spéciale parmi ces initiatives.

2. *Pays développés*

129. Quelques pays développés pourraient souhaiter contribuer à un fonds d'affectation spéciale pour aider les pays en développement à renforcer leur potentiel technologique. Il convient de rappeler que deux pays développés, le Canada (Agence canadienne de développement international [ACDI]) et la Suède (Office central suédois pour l'aide au développement [SIDA]), ont déjà donné leur appui à des programmes de la CNUCED dans le domaine du transfert et du développement de technologie. La contribution de l'Office suédois a été consacrée jusqu'à présent à la formation, mais ce dernier pourrait peut-être envisager d'étendre son assistance à d'autres aspects du transfert et du développement de la technologie.

130. Les pays développés pourraient être invités à promouvoir le transfert et le développement de la technologie à d'autres égards :

a) Lorsque les centres ou autres mécanismes institutionnels sont établis avec l'appui du PNUD, des experts supplémentaires pourraient être mis à la disposition grâce à une aide bilatérale au projet du PNUD. Cette possibilité a été accueillie avec satisfaction par le Conseil d'administration du PNUD et gagne du terrain.

b) Les gouvernements pourraient prendre une part plus active dans l'orientation des politiques des sociétés trans-

[50] Les chiffres sont tirés de l'*Atlas de 1974 de la Banque mondiale,* Washington (D.C.). La Chine, Cuba, la Mongolie, la République démocratique du Viet Nam et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas compris dans le groupe de pays en développement considéré.

nationales en matière de transfert de technologie, possibilité implicite dans le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie.

c) Les entreprises du secteur public des pays développés pourraient être encouragées à aider les pays en développement dans le domaine du transfert et du développement de la technologie; elles pourraient aussi fixer des normes de bonne conduite.

d) Les pays développés disposent normalement d'organismes de promotion des exportations, destinés souvent à aider en particulier les petites et moyennes entreprises, qui jouent un grand rôle dans le processus de transfert et de développement de la technologie. Les gouvernements pourraient communiquer aux centres des détails sur ces entreprises.

e) L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique (WAITRO) facilite la coordination entre les instituts de recherche-développement des pays développés et des pays en développement. La plupart de ces instituts bénéficient de l'appui de l'Etat, et les gouvernements des pays développés pourraient encourager cette activité. A cet égard, il conviendrait de donner suite à la recommandation faite par l'Assemblée générale au paragraphe 63 de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[51], invitant les instituts de recherche-développement des pays développés à intensifier considérablement leurs recherches relatives aux problèmes spécifiques des pays en développement.

f) Les gouvernements pourraient encourager les sociétés transnationales à jouer un rôle actif pour ce qui est de fournir une assistance à la recherche dans les pays en développement sur les technologies les plus appropriées, notamment les techniques de production de biens de consommation à partir de ressources locales et se prêtant à une grande consommation. Les centres de transfert et de développement de la technologie seraient des organismes centralisateurs tout désignés pour planifier ces recherches.

g) Les gouvernements pourraient appuyer – et encourager des fondations à le faire – les recherches intensives à l'échelon global dans les domaines où de nouvelles technologies sont nécessaires dans les pays en développement (comme cela s'est fait pour le blé et le riz dans les pays tropicaux); cet appui renforcerait l'approche sectorielle analysée dans le chapitre II.

3. *Organisations internationales*

131. En demandant une assistance aux organisations internationales – comme, du reste, à toute autre source –, les pays en développement doivent d'abord définir clairement leurs propres politiques de développement et les aspects technologiques de ces politiques, leurs propres arrangements institutionnels appropriés – du moins sous forme de schéma –, et ce n'est qu'ensuite qu'ils peuvent définir leurs besoins d'aide extérieure et spécifier de quelle source ils souhaitent l'obtenir. Néanmoins, l'avis général est qu'il faut encore

> améliorer la coordination et l'intégration entre les organismes des Nations Unies et leurs programmes en matière de transferts des techniques. Il [devient] tous les jours plus nécessaire que ces organismes combinent leurs moyens de façon à réaliser des économies d'échelle, et cela grâce à l'adoption de dispositions pratiques régissant leurs conditions de fonctionnement[52].

132. Du fait de sa compétence spéciale dans le domaine du transfert de technologie, la CNUCED a un rôle central à jouer pour ce qui est de fournir une assistance aux pays en développement dans le vaste domaine recouvrant la formulation des politiques et des plans technologiques, l'établissement d'arrangements institutionnels appropriés pour le transfert et le développement de technologie et la formation de personnel spécialisé.

133. Le Secrétariat de la CNUCED fournit une assistance technique aux pays en développement dans le domaine du transfert de technologie depuis plusieurs années dans le cadre de ses fonctions telles qu'elles ont été définies par la Conférence dans sa résolution 39 (III). Plusieurs faits nouveaux récents, décrits en détail dans une note présentée par le Secrétaire général de la CNUCED à la septième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement[53], ont entraîné une expansion considérable du champ des activités de la CNUCED dans ce domaine. Les demandes d'assistance des pays en développement non seulement augmentent rapidement en volume mais sont aussi de nature beaucoup plus complexe que par le passé. La méthode *ad hoc* suivie actuellement par la CNUCED dans ce domaine est devenue tout à fait insuffisante, et une nouvelle méthode s'impose d'urgence. Le Secrétaire général de la CNUCED, dans sa note au Conseil, a donc fait part de son intention de créer dans le cadre de la CNUCED un service consultatif sur le transfert de technologie[54].

134. Des ressources d'un certain montant seront mises à la disposition de la CNUCED en 1976 pour ses opérations relatives au transfert de technologie, grâce à des contributions volontaires des autorités suédoises et canadiennes et grâce à une assistance du PNUD. Le Secrétaire général de la CNUCED a souligné néanmoins que "l'ampleur des tâches à accomplir n'en exigera pas moins un accroissement important du volume des ressources extra-budgétaires[55]".

135. Les autres organisations intéressées sont l'ONUDI, qui s'occupe de recherche-développement dans le domaine de l'industrie, de la préparation et de l'évaluation de projets industriels et de la création d'institutions dans ces domaines (centres consultatifs industriels, par exemple) dans un grand nombre de pays; la FAO, qui mène des activités analogues dans le domaine de l'agriculture; l'UNESCO, qui s'occupe de politique scientifique et du transfert horizontal de l'information scientifique ainsi que du transfert vertical, et dont les activités vont de la recherche scientifique fondamentale grâce à la recherche-développement appliquée

[51] Résoluton 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

[52] TD/B/595 par. 18.

[53] TD/B/597.

[54] *Ibid.*, par. 26.

[55] *Ibid.*, par 30.

jusqu'à sa mise en œuvre et à l'encouragement d'innovations; l'OMS, qui s'intéresse non seulement à la médecine, mais aussi à des domaines connexes, comme celui de la politique pharmaceutique; l'OIT, qui s'occupe des programmes de formation industrielle et des politiques d'emploi; et l'OMPI, qui joue un rôle dans le domaine de la propriété intellectuelle. Les commissions régionales ont une fonction importante à remplir en collaboration avec ces institutions dans leurs domaines respectifs.

136. Le PNUD est dans une catégorie à part, car il s'agit d'une organisation qui finance les activités d'assistance technique exécutées par l'institution ou les institutions intéressées. La plupart de ses ressources sont affectées à des programmes nationaux selon un cycle de cinq ans, avec un chiffre indicatif de planification (CIP) fixé pour chaque pays en développement par le Conseil d'administration. Il appartient au gouvernement de chaque pays de décider lui-même de la façon dont il répartit ces ressources entre les différentes priorités. Chaque gouvernement est donc libre de prévoir des projets pour la création ou le renforcement d'institutions chargées du transfert et du développement de la technologie. Il existe aussi des programmes régionaux et un programme interrégional, au titre desquels une assistance supplémentaire peut être obtenue par exemple pour créer des liens sous-régionaux, régionaux ou interrégionaux, pour fournir des services de formation ou des services consultatifs, et pour des séminaires et des stages régionaux ou interrégionaux.

137. En conclusion, il peut être utile de donner quelques exemples, tirés du rapport de la mission d'exploration CNUCED/PNUD, des formes d'assistance demandées par les gouvernements et de la façon dont cette assistance peut être fournie grâce à des efforts conjugués de la part des institutions internationales. Parmi les pays qui cherchent à élaborer des politiques nationales globales et à créer un centre, sous une forme ou sous une autre, chargé du transfert et du développement de la technologie, on compte l'Afghanistan, l'Algérie, l'Ethiopie, l'Irak, le Népal, les Philippines, la République Dominicaine, la République-Unie de Tanzanie et le Venezuela. Dans chaque cas, une mission préparatoire est requise pour aider tant à l'évaluation préliminaire de la situation qu'à l'élaboration d'un projet détaillé pourvant faire l'objet d'une assistance ultérieure à plus long terme. Dans chaque cas aussi une formation est nécessaire, laquelle doit être évaluée, puis dispensée sous diverses formes. En tant qu'organisation ayant une responsabilité centrale pour le transfert et le développement de technologie au niveau global des politiques et des institutions, la CNUCED serait appelée à organiser et diriger la mission préparatoire, à laquelle participeraient les autres institutions, selon que de besoin. Une mission de ce genre pourrait être financée par le gouvernement requérant, par le PNUD, ou au moyen de fonds d'affectation spéciale mis à la disposition de la CNUCED par les pays développés. Par la suite, les ressources financières pourraient être fournies par l'une des mêmes sources ou par plusieurs d'entre elles. L'appui fonctionnel serait normalement fourni par la CNUCED, mais les experts seraient recrutés par l'Institution appropriée ou par son entreprise, selon les besoins du pays. Par exemple, la CNUCED fournirait des avis sur les politiques générales, servirait d'organe central d'assistance dans la mise en place de la structure institutionnelle et fournirait des avis sur les arrangements contractuels (juridiques et commerciaux) relatifs au transfert de technologie, l'ONUDI s'occuperait de l'industrie, la FAO de l'agriculture, l'OMPI des aspects techniques de la propriété intellectuelle, etc.

138. Une demande d'assistance de ce genre pour la création de mécanismes sous-régionaux a été faite par El Salvador dans le cadre d'une évaluation détaillée des possibilités d'améliorer le transfert et le développement de la technologie, aboutissant à des conclusions de politique générale qui devraient servir aussi de projet pilote pour l'Amérique centrale. De même, l'Irak a fait une demande d'assistance pour un séminaire pour les pays arabes du Moyen-Orient, qui pourrait préparer la voie à une coopération permanente en matière de technologie. Il faudrait donner suite à ces demandes selon une méthode analogue à celle qui a été suggérée au niveau des pays.

139. Parmi les possibilités interrégionales, on a identifié des demandes émanant de l'Ethiopie et du Soudan pour une coopération sectorielle en ce qui concerne le transfert et le développement de la technologie, en particulier celles qui sont applicables dans l'industrie des textiles et dans celle du sucre, et une demande d'études sectorielles de l'expérience acquise en Inde. Dans ces cas, l'ONUDI et/ou la FAO pourraient jouer un rôle important. Comme indiqué plus haut, pour donner suite aux travaux déjà effectués concernant les produits pharmaceutiques, il faudrait une collaboration entre la CNUCED, l'OMS et l'ONUDI. Parmi d'autres demandes concernant des projets interrégionaux dans lesquels la CNUCED jouerait le rôle principal, mais pour lesquels la coopération d'autres institutions serait souhaitable, il convient de citer une demande émanant de la Tanzanie pour l'organisation d'un stage visant à favoriser l'autonomie collective dans le transfert et le développement de technologie par l'analyse de l'expérience des pays participants – pays ayant des politiques économiques et sociales similaires, mais des degrés de développement différents – dans le domaine des sources et des spécifications des technologies, des mécanismes, conditions et modalités régissant le transfert, de l'adaptation des technologies importées et de la mise au point de technologies locales, et une demande émanant du Mexique, appuyée par le Venezuela, pour l'organisation d'un stage portant sur l'analyse de l'expérience des pays en développement les plus avancés en matière de transfert de technologie, afin de préparer un manuel.

140. Il ne s'agit que d'exemples, mais ils servent à montrer non seulement les possibilités d'approche commune des organisations internationales, mais aussi que ce qui est nécessaire est moins la "coordination" qu'une méthode judicieuse d'envisager cas par cas la mise en commun des ressources et des compétences spécifiques. La CNUCED est prête à jouer le rôle central pour donner suite aux demandes d'assistance concernant la formulation de politiques et la mise en place d'institutions pour le transfert et le développement de la technologie.

DOCUMENT TD/191*

Décision concernant des mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés, des pays en développement insulaires et des pays en développement sans littoral Problèmes de politique générale et recommandations

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*6 janvier 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

		Paragraphes	*Pages*
Préface		1-2	198
Chapitre			
I.	Mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés	3-66	199
A.	Nécessité de prendre des mesures	3-4	199
B.	Détérioration de la situation économique des pays les moins avancés	5-11	199
C.	Mesures relatives à l'assistance technique et financière	12-34	201
1.	Besoins d'ensemble	13-15	201
2.	Sources d'aide	16-20	201
3.	Nécessité de garantir un courant d'assistance minimal suffisant pour chacun des pays les moins avancés	21	202
4.	Procédures et critères relatifs à l'assistance financière et technique	22-23	202
5.	Conditions et modalités d'octroi de l'assistance financière et technique	24	203
6.	Quelques secteurs prioritaires de l'assistance technique et financière	25-34	204
D.	Mesures se rapportant à la politique commerciale et mesures connexes	35-42	205
1.	Programme intégré pour les produits de base	36-39	205
2.	Obstacles tarifaires et non tarifaires	40-42	205
E.	Coopération économique entre pays en développement	43-46	206
F.	Autres mesures spéciales	47-54	206
1.	Transports maritimes et ports	48	206
2.	Assurances	49	207
3.	Transfert de technologie	50	207
4.	Pratiques commerciales restrictives	51	207
5.	Mesures visant à faciliter le commerce	52	207
6.	Promotion des exportations	53	207
7.	Commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale	54	207
G.	Vaste programme intégré de développement du commerce extérieur	55-62	207
1.	Mesures visant à l'expansion des exportations	56-61	208
2.	Mesures visant à la réduction du coût des importations	62	209
H.	Arrangements en matière de coordination	63-66	209
II.	Mesures spéciales relatives aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral	67-96	210
A.	Planification nécessaire	73-77	211
1.	Traitement global des problèmes de transit particuliers	73-76	211
2.	Planification régionale des transports	77	211
B.	Secteurs spécifiquement prioritaires de l'assistance technique et financière	78-90	211
1.	Transports routiers	78	211
2.	Transports ferroviaires	79	212
3.	Installations portuaires	80-83	212

* Incorporant les documents TD/191/Supp.1 du 26 mars 1976, et TD/191/Supp.1/Add.1 du 19 mai 1976.

		Paragraphes	Pages
4.	Transports aériens	84-85	212
5.	Communications	86	212
6.	Assurance	87	213
7.	Documents et formalités	88	213
8.	Restructuration de l'économie	89	213
9.	Modalités et critères de l'aide financière	90	213
C.	Etudes et assistance technique destinées à appuyer les efforts de planification du transit	91-96	213
1.	Etudes pilotes sur les coûts	91	213
2.	Renseignements fondamentaux, analyses, principes directeurs et modèles destinés à aider les pays sans littoral et les pays de transit à parvenir à des accords sur l'amélioration du transit	92-94	214
3.	Etude de la planification et de l'exécution de projets qui entraînent des coûts dans un pays et des avantages pour un autre pays	95	214
4.	Aide technique	96	214
III.	Mesures spéciales en faveur des pays en développement insulaires qui sont géographiquement désavantagés	97-115	214
A.	Transports maritimes extérieurs	100-102	215
B.	Transports entre pays insulaires et services de desserte	103-104	215
C.	Transports aériens extérieurs	105-107	215
D.	Recettes tirées des exportations de produits de base	108-110	216
E.	Catastrophes naturelles	111-113	216
F.	Coopération régionale	114-115	216

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau

1. PNB par habitant, population et taux de croissance du produit réel dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1974, et projections du PNB par habitant en 1980 217

2. Le secteur agricole dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1974 218

3. Taux de croissance et niveau de la production manufacturière et de l'investissement intérieur brut dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1973 219

4. Evolution de la valeur et du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1974 220

5. Evolution de la valeur et du volume des importations des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1960-1974 221

6. Composition par produits des exportations des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans litoral, en 1972 222

7. Importance relative des principaux marchés d'exportation des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral en 1972 223

8. Principales exportations des pays en développement les moins avancés (classées selon leur valeur en 1972) 224

9. Principales exportations de certains pays en développement les moins avancés et de certains pays en développement sans littoral 225

10. Rentrées de devises par habitant dans les pays en développement les moins avancés (moyenne 1965-1968, 1973 et 1974) 227

11. Composition des courants financiers : décaissements nets par habitant 228

12. Apport de ressources financières aux pays en développement les moins avancés en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1970-1974 (résumé) : décaissements nets 229

13. Apport net de prêts et de dons aux pays en développement les moins avancés et aux pays en développement sans littoral en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1965-1974 230

Pages

14. Aide publique au développement en faveur des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1965-1974
A. Aide publique au développement totale et bilatérale 232
B. Aide publique au développement multilatérale 234

15. Total des apports d'aide publique au développement et part des dons dans les apports d'aide publique de chaque pays membre du CAD et de diverses institutions multilatérales aux pays en développement les moins avancés, 1965-1974 236

16. Part des pays en développement les moins avancés dans les apports d'aide publique au développement de chaque pays membre du CAD et de diverses institutions multilatérales, 1969-1974 238

17. Décaissements au titre de l'assistance technique en faveur des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral (somme des contributions bilatérales des pays membres du CAD et des contributions des institutions multilatérales), 1962-1974 240

18. Part de l'assistance technique dans le total des apports bilatéraux d'aide publique au développement de chacun des pays membres du CAD aux pays en développement les moins avancés. 1969-1974 241

19. Part de l'assistance technique multilatérale dans le total de l'assistance technique fournie à chacun des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1969-1974 242

20. Total des apports reçus par divers pays en développement les moins avancés en provenance des pays membres de l'OPEP et d'institutions multilatérales essentiellement financées par ceux-ci : décaissements bruts 243

21. Prêts des pays socialistes d'Europe orientale et de la Chine à certains pays en développement les moins avancés, 1970-1974 : décaissements nets 244

22. En-cours de la dette extérieure publique, paiements effectués au titre du service de la dette, et élément de libéralité des prêts et dons dans certains pays en développement les moins avancés, 1969-1974 245

23. Classification des pays et territoires en développement insulaires selon la population, le revenu et la distance au continent le plus proche 246

24. Quelques indicateurs de base des pays et territoires en développement insulaires 247

25. Estimations provisoires des termes de l'échange et indicateurs connexes pour certains pays et territoires en développement insulaires, 1975. 248

Préface

1. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait œuvre de pionnier dans la recherche de mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés et des pays en développement désavantagés à cause de leur situation géographique[1]. La Conférence s'est penchée sur la question des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral dès sa première session. Lors de sa troisième session, la Conférence a entrepris une étude sur les problèmes particuliers des pays en développement insulaires, travail qui a été approfondi depuis lors pour que l'accent soit mis sur les mesures en faveur des pays en développement insulaires les plus désavantagés en raison de leur situation géographique.

2. Dans les efforts accomplis dans ces différents domaines, il faut tenir nettement compte de deux éléments. Premièrement, toutes ces catégories de pays devraient pouvoir retirer des avantages considérables au moins d'un certain nombre des mesures de politique générale que la CNUCED a adoptées dans le passé en faveur de l'ensemble des pays en développement, et en particulier des mesures générales dont la Conférence envisagera l'adoption lors de sa quatrième session. En effet, le succès de ces mesures générales sera aussi d'une importance capitale pour le progrès des catégories spéciales de pays dont il est question ici. Deuxièmement, il convient de souligner que, si la Conférence arrive à la conclusion que, dans ces trois domaines, la situation est mûre pour la prise de décisions, la

[1] En 1975, quatre pays (le Bangladesh, la République centrafricaine, la République démocratique populaire du Yémen et la Gambie) ont été ajoutés à la liste initiale des 25 pays reconnus comme étant les pays les moins avancés. Cette liste a été établie sur la base de critères relatifs au revenu par habitant, aux taux d'alphabétisation et à la part relative des industries manufacturières dans le produit total. Les 25 pays constituant la liste initiale, qui ont été reconnus par l'ONU comme étant les moins avancés, sont les suivants : Afghanistan, Bhoutan, Botswana, Burundi, Dahomey, Ethiopie, Guinée, Haïti, Haute-Volta, Laos, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Népal, Niger, Ouganda, République arabe du Yémen, Rwanda, Samoa-Occidental, Sikkim, Somalie, Soudan, République-Unie de Tanzanie et Tchad. Le groupe des pays les moins avancés compte donc à présent une population de 239 millions d'habitants (estimation de 1973), soit 13 p. 100 de la population de l'ensemble des pays en développement (à l'exception de la Chine et des pays de l'Europe méridionale).

nature des problèmes et des difficultés qui se posent dans chacun de ces programmes de mesures spéciales est néanmoins totalement différente, et les mesures à prendre doivent être soigneusement adaptées aux besoins de chaque groupe. C'est pourquoi le présent rapport est divisé en trois chapitres, correspondant chacun à une série de mesures recommandées. Il est à signaler, pour commencer, que la catégorie des pays les moins avancés comprend par définition les pays les plus faibles d'après des indicateurs économiques et sociaux décisifs, alors que les deux autres catégories ont été établies sur la base de désavantages spécifiques dus à la situation géographique. Les nouvelles mesures spéciales qu'il convient de prendre en faveur des pays en développement sans littoral sont surtout destinées à résoudre leurs problèmes de transport en transit, mais il importe de ne pas perdre de vue que la grande majorité des pays sans littoral sont également parmi les pays les moins avancés.

CHAPITRE PREMIER

Mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés

A. – Nécessité de prendre des mesures

3. Malgré une prise de conscience internationale toujours plus grande des problèmes économiques qui se posent aux pays véritablement les moins avancés, la situation dans laquelle se trouvent ces derniers et les perspectives qui s'offrent à eux restent, à quelques exceptions près, extrêmement sombres. En effet, au moment où la Conférence va tenir sa quatrième session, la situation de la pluplart de ces pays semble s'être aggravée par rapport à l'époque de la troisième session. La communauté internationale avait adopté un certain nombre de mesures spéciales en faveur de ces pays, et la troisième session de la Conférence tenue à Santiago (Chili) a marqué une étape importante avec l'adoption d'une série très étendue de mesures, qui sont énoncées dans la résolution 62 (III). Depuis lors, la situation dans laquelle se trouvent ces pays a été examinée attentivement par le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés lors de sa première réunion, qui s'est tenue en juillet 1975. Le Groupe a été en mesure de faire quelques progrès, en particulier dans le domaine de l'assistance financière et technique, et il a formulé des propositions à examiner plus avant dans d'autres domaines, en particulier dans celui de la politique commerciale.

4. Il n'en reste pas moins que les mesures spéciales adoptées jusqu'ici n'ont donné, dans l'ensemble, que des résultats peu importants, quoique positifs, en ce qui concerne l'assistance financière et technique, et que, dans d'autres domaines, on ne peut guère parler de résultat concrets. Il est aussi vrai qu'un grand nombre des mesures adoptées jusqu'ici ont un caractère très général, et ont consisté à demander qu'une attention accrue ou un rang de priorité plus élevé soient accordés aux mesures de politique générale en faveur de l'ensemble des pays en développement. La nature des problèmes qui se posent aux pays véritablement les moins avancés est mieux connue, et quelques nouvelles initiatives importantes ont été prises qui pourront, par la suite, apporter des avantages considérables, mais il semble évident que l'on fait beaucoup trop peu pour ces pays et, ce qui est peut-être plus grave encore, que ce que l'on envisage de faire pour eux est beaucoup trop insuffisant. Il est urgent de multiplier les efforts et de prendre des mesures plus efficaces pour aider ces pays à améliorer leur bien-être économique et social. C'est pourquoi la Conférence doit examiner les mesures qu'elle peut prendre aujourd'hui en vue d'aider ces pays en développement les plus faibles à éloigner le spectre d'une misère permanente et toujours plus grande. Les propositions formulées ci-après visent à amener la communauté internationale à prendre des engagements allant plus loin que ceux qu'elle a pris précédemment, à réaffirmer et à rendre plus explicites les engagements antérieurs, et à renforcer la volonté politique de mettre en œuvre, à l'avenir, un programme d'action beaucoup plus efficace, en insistant sur la nécessité urgente de prendre cette initiative.

B. – Détérioration de la situation économique des pays les moins avancés[2]

5. Avant d'examiner des propositions concrètes visant à une action, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur les données décourageantes sur la situation économique des pays véritablement les moins avancés[3]. Dans ces pays, pris en groupe, le PNB réel par habitant n'a progressé qu'à un taux annuel de 0,7 p. 100 pendant les années 60, et n'a pour ainsi dire pas progressé pendant les quatre premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ce plafonnement signifie que l'espoir exprimé dans la Stratégie internationale du développement de voir les pays en développement les plus pauvres atteindre un taux de croissance du revenu par habitant supérieur à 3,5 p. 100 par an ne s'est pas jusqu'à présent réalisé, tant s'en faut. Seuls trois de ces pays (Botswana, Gambie et Malawi) ont connu un taux de croissance supérieur à ce minimum au cours de la période 1970-1974. En fait, quatorze des pays véritablement les moins avancés (comptant près de 80 p. 100 de la population totale du groupe) ont enregistré un taux de croissance du revenu par habitant inférieur à 1 p. 100 par an au début des années 70, et pour dix de ces pays (comptant plus de la moitié de la population) ce revenu a même régressé[4]. La production agricole et alimentaire, qui avait tout juste suivi l'accroissement démographique pendant les années 60, a baissé pour l'ensemble du groupe pendant la période 1970-1974. Dans le secteur manufacturier et celui des investissements, les indicateurs correspondants font aussi apparaître une dété-

[2] Voir aussi le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés : examen des progrès réalisés" (TD/B/AC.17/3 – Ire et IIe parties), en particulier Ire partie : "Situation économique et résultats obtenus par les pays les moins avancés", ainsi que l'annexe statistique du présent rapport.

[3] Voir la note 1 ci-dessus.

[4] Voir le tableau 1 de l'annexe statistique ci-dessous.

rioration des résultats obtenus par les pays véritablement les moins avancés au début des années 70. La sécheresse générale qui a touché récemment beaucoup des pays les moins avancés a empiré leur situation, mais la stagnation à long terme de la plupart d'entre eux traduit de profondes difficultés de structures[5]. Ces problèmes ont été considérablement aggravés en 1974 et 1975 en raison de la crise économique mondiale.

6. Dans les domaines qui présentent un intérêt particulier pour la CNUCED, les principales difficultés auxquelles se heurtent les pays les moins avancés résultent avant tout de leur incapacité presque totale de se procurer des devises, soit par l'accroissement de leurs recettes d'exportation, soit par le remplacement effectif de leurs importations (notamment grâce aux efforts qu'ils déploient pour suffire à leurs propres besoins alimentaires), soit encore par l'augmentation du volume de l'aide. Le volume des ressources en devises dont disposent les pays les moins avancés et son accroissement ont été bien inférieurs en moyenne à ceux des autres pays en développement, comme l'indiquent les données ci-après (exprimées en dollars constants de 1974) :

	Pays les moins avancés		*Ensemble des autres pays en développement*[a]	
	Moyenne 1965-1968	*1974*	*Moyenne 1965-1968*	*1974*
1. Pouvoir d'achat des exportations par habitant . .	20,2	12,8	49,4	62,2
2. Courant total de ressources financières[b] par habitant	8,2	11,4	18,3	20,8
Dont : Aide publique au développement[c] par habitant	(6,8)	(6,9)	(9,9)	(6,7)
Prêts et dons provenant des pays membres de l'OPEP[d]	–	(2,7)	–	(2,5)
3. Total des devises disponibles par habitant (= 1 + 2)	28,4	24,2	67,7	83,0
4. Volume des importations par habitant	26,2	22,1	61,9	80,7
5. PNB par habitant[e] . . .	101	102	248	316

[a] A l'exception des principaux pays exportateurs de pétrole.

[b] Y compris : 1) décaissements nets au titre de prêts et dons provenant des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 2) décaissements nets au titre de prêts provenant des pays socialistes de l'Europe orientale, 3) décaissements nets au titre de prêts provenant de Chine, 4) décaissements nets au titre de prêts et dons provenant des pays membres de l'OPEP, 5) flux nets d'investissements du secteur privé provenant des pays du CAD, 6) estimations pour 1974 des décaissements nets au titre des emprunts en eurodevises.

[c] Provenant des pays membres du CAD et des institutions multilatérales.

[d] Y compris les courants financés par l'OPEP par l'intermédiaire du mécanisme pétrolier du FMI.

[e] Exprimé en prix constants de 1973.

[5] Pour l'analyse des principaux obstacles au développement auxquels se heurtent ces pays et du rôle que l'assistance technique et financière étrangère pourrait jouer dans la solution de ces problèmes, voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Analyse des obstacles au développement et du rôle de l'aide extérieure dans les pays en voie de développement les moins avancés" (TD/B/AC.17/Misc.1).

7. Le bas niveau des recettes d'exportation des pays les moins avancés reflète le niveau également bas de leur revenu et la situation de leur agriculture qui reste essentiellement une agriculture de subsistance, mais plus décourageant encore que leur bas niveau est le fait que ces recettes n'ont absolument pas progressé. Il ressort du sombre tableau présenté au paragraphe 6 ci-dessus que le pouvoir d'achat des exportations par habitant dans les pays les moins avancés a baissé régulièrement au cours des années 70, et a connu encore une baisse importante en 1974, ce qui représente une baisse totale de 37 p. 100 depuis le milieu des années 60.

8. Il est vrai que le courant total de ressources financières, en valeur réelle, a augmenté de 3 dollars environ par habitant depuis le milieu des années 60 et que, pour les pays les moins avancés, l'aide publique au développement par habitant dépasse aujourd'hui légèrement la moyenne observée pour les autres pays en développement. Cependant, le volume total par habitant des importations des pays les moins avancés a considérablement baissé (en particulier depuis 1970), et ne représentait en 1974 qu'un quart de la capacité d'importation atteinte, en moyenne, par les autres pays en développement non exportateurs de pétrole.

9. Le courant total de ressources financières par habitant à destination des pays les moins avancés ne dépasse pas la moitié environ des ressources mises à la disposition des autres pays en développement non exportateurs de pétrole, mais ces ressources jouent un rôle beaucoup plus essentiel dans les pays véritablement les moins avancés comme moyen de faciliter leurs importations. Pour 11 de ces pays, ce courant a contribué pour plus de la moitié au financement des importations en 1973 et en 1974.

10. Remédier aux faiblesses de structure de ces pays est assurément une tâche beaucoup plus complexe qu'accroître simplement leurs recettes en devises, mais tous les efforts sérieux de développement de ces pays sont sérieusement entravés par leurs ressources intérieures très limitées. Il faut redoubler d'efforts pour mieux mobiliser les ressources intérieures des pays les moins avancés, aussi bien sur le plan matériel que sur le plan financier (utilisation plus complète de la main-d'œuvre, relèvement des taux d'épargne, amélioration des mécanismes fiscaux, renforcement des institutions propres à mobiliser l'épargne, etc.). Cependant, il faut aussi reconnaître que ces pays sont fortement tributaires d'une agriculture de subsistance et que leurs disponibilités en compétences sont très limitées, leurs administrations n'ayant que très peu de fonctionnaires hautement qualifiés. Pendant longtemps encore, on ne peut donc espérer obtenir que des résultats limités sur le plan de la mobilisation des ressources intérieures, et une assistance technique et financière sera nécessaire à la fois pour renforcer ces efforts et pour les compléter. Assurément, un complément d'assistance qui prendrait la forme d'un appui

budgétaire pourrait être particulièrement appréciable à cet égard.

11. Il est évident, du point de vue de la communauté internationale, que des efforts exceptionnels seront nécessaires, qu'il s'agisse de renforcer les mesures de politique commerciale ou d'accroître le courant d'aide technique et financière, pour que la capacité d'importation progresse dans la mesure qu'exige l'accélération de la croissance et l'amélioration du bien-être économique et social.

C. — Mesures relatives à l'assistance technique et financière[6]

12. La Conférence devrait faire en sorte que :

a) Les courants d'assistance technique et financière soient sensiblement accrus en faveur des pays les moins avancés et que les modalités soient nettement assouplies (voir par. 13 à 34 ci-dessous);

b) Cette aide soit accordée, lorsque ce sera possible, sous forme de dons, et que les prêts non remboursés qui ont été accordés au titre de l'aide publique bilatérale au développement soient convertis en dons (voir par. 24 ci-dessous);

c) Des mesures efficaces soient prises pour assurer au moins une aide minimale suffisante à chacun des pays les moins avancés (voir par. 21 ci-dessous);

d) Des mesures efficaces soient prises pour arriver à un accord entre les organismes donneurs et les pays les moins avancés sur un plan global, qui viserait à accélérer le rythme de la croissance économique et le développement du bien-être dans ces pays, et qui reposerait sur l'assurance donnée à plus long terme à ces pays d'accroître sensiblement les courants d'assistance (voir par. 65 ci-dessous).

1. *Besoins d'ensemble*

13. Il ressort de l'examen des possibilités de croissance des pays les moins avancés dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les ressources minérales[7] et de l'étude des principaux obstacles qui entravent le développement de ces pays[8], que nombre d'entre eux disposent de ressources considérables inutilisées qui peuvent contribuer à leur développement, du moins à longue échéance; en outre, tous ces pays, fortement tributaires de l'agriculture et souffrant d'un rendement agricole très faible, peuvent tirer un grand profit, même à court et à moyen terme, d'efforts concertés visant à moderniser leur agriculture. Si l'on veut exploiter ces possibilités, il faudra certes redoubler d'efforts pour mobiliser les compétences et les ressources nationales; en même temps, et cela est inévitable, il faudra recourir aux ressources de l'assistance technique et financière extérieure. En fait, l'étude des nombreux obstacles au développement qui touchent gravement les pays les moins avancés donne à penser qu'un sensible accroissement des courants d'assistance technique et financière et un net assouplissement des modalités sont nécessaires si l'on veut supprimer ces obstacles (ou les surmonter temporairement en attendant de trouver des solutions à long terme).

14. Le problème s'est encore aggravé par le besoin urgent et immédiat d'un surcroît d'aide afin de simplement maintenir les importations à leur niveau actuel, si insuffisant soit-il, en raison de l'effondrement du pouvoir d'achat des exportations de nombre de ces pays. De fait, vingt-deux des pays les moins avancés sont sur la liste des pays les plus gravement touchés qui a été établie aux fins de l'Opération d'urgence des Nations Unies entreprise en application de la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale.

15. Les prix que les pays en développement doivent payer pour leurs importations ayant doublé entre 1970 et 1975, et l'inflation se poursuivant rapidement, il est fort probable que l'on assistera à une nouvelle érosion du pouvoir d'achat des fonds mis à leur disposition. Il est donc urgent d'adapter régulièrement les programmes d'assistance afin de compenser entièrement cette perte.

2. *Sources d'aide*

16. Dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[9], les pays développés sont invités à fournir aux pays en développement une portion majeure des transferts de ressources financières aux pays en développement sous forme d'aide publique au développement et à s'efforcer d'atteindre un montant minimal en valeur nette de 0,7 p. 100 du PNB aux prix du marché. Si les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE avaient, en tant que groupe, atteint cet objectif en 1974, les courants d'aide publique au développement destinés aux pays les moins avancés (dans l'hypothèse où leur part de ces courants se serait maintenue à son niveau actuel) se seraient montés à environ 3,35 milliards de dollars. Or, la valeur actuelle nette de l'aide publique reçue des pays membres du CAD et des organismes multilatéraux a atteint 1,67 milliard de dollars, soit 50 p. 100 seulement du total hypothétique.

17. L'aide publique au développement en provenance des pays membres du CAD et des organisations multilatérales continue d'être la principale source de flux financiers à destination des pays les moins avancés (67 p. 100 en 1974). Etant donné qu'il importe d'octroyer cette aide à des conditions aussi libérales que possible, la Conférence devrait non seulement tout mettre en œuvre pour éviter que les montants de l'aide, exprimés en valeur réelle, ne plafonnent ou ne baissent (comme ils l'ont fait

---

[6] Voir aussi TD/B/AC.17/3-IIIe partie : "Mesures relatives à l'assistance technique et financière", et l'annexe statistique ci-dessous.

[7] Voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "L'agriculture, les ressources naturelles et l'industrie dans les pays les moins avancés : quelques indications sur le potentiel de développement" (TD/B/AC.17/4).

[8] Voir TD/B/AC.17/Misc.1.

[9] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

récemment), mais encore trouver les moyens d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB, dont la réalisation est si importante pour les pays les moins avancés, en particulier si le montant supplémentaire dont il est question au paragraphe ci-dessus pouvait être accordé immédiatement aux pays les moins avancés, à titre hautement prioritaire.

18. Compte tenu des besoins de développement à long terme et des besoins immédiats plus urgents, des mesures devraient être prises par l'ensemble des principaux donneurs actuels – pays membres du CAD, organismes multilatéraux, pays socialistes d'Europe orientale, République populaire de Chine et membres de l'OPEP – pour accroître le volume réel de l'assistance fournie aux pays les moins avancés. Alors que 22 p. 100 des engagements financiers de l'IDA pour l'année 1974 et 26 p. 100 des fonds du PNUD affectés aux programmes par pays pour le prochain cycle de programmation sont destinés au 25 pays les moins avancés constituant la liste initiale, les montants que les pays membres du CAD et les organismes multilatéraux consacrent à l'aide officielle au développement de ces pays représentaient 9 p. 100 du total en 1973. En 1974, plusieurs pays membres de l'OPEP ont pris d'importants engagements en matière d'aide, les versements effectués en faveur des 29 pays les moins avancés étant estimés à 657 millions de dollars au cours de cette même année (y compris les fonds accordés par l'intermédiaire du mécanisme pétrolier du FMI). La Convention de Lomé[10] prévoit que le Fonds européen de développement disposera de ressources supplémentaires qui, d'après les montants alloués par le passé, lui permettront d'augmenter l'aide destinée aux pays les moins avancés de 100 ou 150 millions de dollars par an pendant les cinq prochaines années.

19. Il est certain que la majeure partie de l'aide supplémentaire nécessaire devra provenir d'une augmentation générale des courants de dons et de prêts accordés à des conditions de faveur émanant des principales sources traditionnelles d'aide et des nouveaux programmes des pays membres de l'OPEP. Cependant, des mesures devraient également être prises pour augmenter les courants en provenance d'autres sources, comme les programmes de dons privés, les institutions bénévoles, les investissements privés étrangers adaptés aux besoins de développement des pays véritablement les moins avancés, et les programmes d'assistance des pays en développement les plus avancés. La Conférence souhaitera peut-être aussi se pencher sur la question de savoir quels mécanismes de transfert automatique pourraient être élaborés qui tiennent compte des besoins particuliers des pays les moins avancés. Les dispositions qui sont prises en vue de consacrer une partie des réserves en or du FMI à l'aide au développement, ce qui pourrait constituer une source de fonds supplémentaires en faveur des pays les moins avancés, présentent un intérêt immédiat.

20. Tout aussi important sera le rôle éventuel que les fonds spéciaux des Nations Unies déjà créés ou dont on a proposé l'institution peuvent jouer pour attirer des montants considérables de ressources financières et en acheminer une importante partie vers les pays les moins avancés – par exemple, le Fonds spécial créé par l'Assemblée générale par sa résolution 3202 (S-VI), le Fonds d'équipement des Nations Unies, le fonds spécial proposé à l'intention des pays les moins avancés, le Fonds international de développement agricole, et le Fonds spécial en faveur des pays en développement sans littoral. Pour que ces fonds jouent un rôle efficace en attirant et en utilisant les ressources, il importera de préciser la fonction particulière que chacun d'eux peut remplir.

3. *Nécessité de garantir un courant d'assistance minimal suffisant pour chacun des pays les moins avancés*

21. Il y a une question d'une grande importance pratique, c'est celle de savoir comment garantir que des courants d'assistance suffisants soient dirigés vers les nombreux pays comptant parmi les moins avancés qui ont été relativement négligés et dont les recettes d'exportation sont très faibles. Les pays les moins avancés ont des recettes en devises par habitant très inférieures en moyenne à celles des autres pays en développement; en outre, il y a entre ces pays une grande disparité, tant du point de vue des recettes d'exportation que des montants qu'ils reçoivent au titre de l'aide[11]. Le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés a approuvé le principe selon lequel chacun des pays les moins avancés devrait bénéficier d'un courant d'aide minimal égal ou supérieur à la moyenne de l'aide accordée à l'ensemble des pays en développement, calculée par habitant. La gravité du problème ressort du fait que 11 des pays les moins avancés (qui représentent plus des deux tiers de la population des pays les moins avancés) se sont vu accorder une aide d'un montant inférieur à cette moyenne en 1974. Au total, il manquait environ 700 millions de dollars pour atteindre cette moyenne[12]. Etant donné que les politiques d'attribution de l'aide des pays donneurs sont inspirées par des liens historiques et d'autres facteurs particuliers très divers qui ont souvent très peu de rapport avec les besoins relatifs ou la capacité d'absorption des bénéficiaires, la Conférence devrait prendre des mesures plus efficaces pour faire parvenir à chacun des pays les moins avancés ce montant minimal d'assistance.

4. *Procédures et critères relatifs à l'assistance financière et technique*

22. S'il est de plus en plus généralement admis que les critères traditionnels de l'assistance financière et technique sont souvent très insuffisants pour répondre aux besoins des pays les moins avancés et que des méthodes beaucoup plus souples sont nécessaires, et s'il y a eu des améliorations dans

[10] Convention entre la Communauté économique européenne et 46 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signée à Lomé (Togo) le 28 février 1975 (*Journal officiel des Communautés européennes*, Luxembourg, 19e année, No L 25, 30 janvier 1976).

[11] Voir l'annexe statistique ci-dessous, tableau 10. Voir aussi TD/B/AC.17/3, IIe partie, par. 9 et 10.

[12] A l'exclusion des investissements privés directs et des prêts en eurodevises accordés aux pays en développement.

certains de ces domaines[13], de nombreux organismes bilatéraux et multilatéraux donneurs continuent néanmoins à subordonner leur assistance à toute une série de formalités, de politiques, de pratiques et de modalités gênantes qui limitent sérieusement le montant et l'efficacité des courants d'assistance extérieurs.

23. Il faut prendre des mesures en s'inspirant des principes suivants :

a) Les critères financiers traditionnels relatifs au taux minimal de rendement des projets doivent être modifiés de façon à tenir dûment compte du taux de rendement social, qui ne joue qu'à longue échéance, et des effets secondaires connexes. Il sera peut-être nécessaire de prendre de plus grands risques et de reconnaître d'une part qu'il vaut beaucoup mieux essayer d'obtenir un taux de rendement positif à long terme que de ne rien faire, et d'autre part que la comparaison entre les taux de rendement atteints dans différents pays n'a aucun sens étant donné que ce qui importe essentiellement c'est de faire démarrer le processus de développement dans chacun des pays les moins avancés, même si cela peut représenter des investissements et des dépenses – et comporter des risques – qui pourraient ne pas être appropriés dans des pays en développement plus avancés. En outre, la nature des dépenses requises peut souvent être justifiée uniquement par des critères qui vont bien au-delà du simple calcul des coûts et des avantages, mais qui sont néanmoins essentiels pour la transformation des structures économiques et sociales de ces pays.

b) Il faudrait étudier à fond, le cas échéant, l'octroi d'une aide destinée non seulement aux investissements d'infrastructure rentables dans l'immédiat et rentables à plus long terme dans les domaines de l'éducation et de l'hygiène et dans le domaine social, mais aussi d'une aide à la consommation, afin de permettre à ces pays d'atteindre un niveau minimal de bien-être nécessaire à l'accélération de leur développement et à la transformation indispensable de leur structure économique.

c) Des ressources financières permettant de mettre sur pied et de développer des services publics, notamment un soutien budgétaire direct, peuvent revêtir une importance particulière pour les pays les moins avancés, puisque un niveau minimal suffisant de services publics est indispensable au développement et puisque la fiscalité dans ces pays est déjà à la limite (voir aussi par. 10 ci-dessus).

d) Les dépenses locales afférentes aux projets d'équipement devraient être financées dans une très large mesure, en vue de dégager des ressources en devises si nécessaires, surtout quand la pénurie de ressources financières locales freine les efforts de développement.

e) Il sera souvent utile de prévoir explicitement le financement des dépenses renouvelables associées aux projets en cours et aux projets une fois ceux-ci terminés, notamment les dépenses d'entretien, pendant une période de transition qui, dans le cas des pays les moins avancés, risque de devoir être considérablement prolongée. En effet, dans nombre de cas, un projet risque d'être irréalisable si l'on ne prend pas de telles dispositions.

f) Dans le cas des pays les moins avancés, les obligations concernant les dépenses locales afférentes à des projets d'assistance technique devraient être réduites au minimum.

g) Il conviendrait tout particulièrement d'accorder aux pays les moins avancés une aide sous la forme d'un appui aux programmes d'importation soit au niveau général soit au niveau sectoriel, étant donné la situation précaire de la balance des paiements de la plupart de ces pays et la nécessité de maintenir et d'augmenter les importations tant pour répondre aux besoins de développement que pour atteindre un niveau minimal de bien-être.

h) Les organismes donneurs d'aide devraient aider de façon plus positive les pays les moins avancés à définir, élaborer et préparer tant les projets d'assistance technique que les projets d'aide financière, à accélérer l'approbation et l'exécution des projets, à mener à bien les études de faisabilité et de préinvestissement et à faire une évaluation critique à la fin des projets. Il faudrait accorder une assistance technique et mettre en œuvre des programmes de formation pour permettre aux pays les moins avancés de négocier de façon plus efficace avec les donneurs bilatéraux et multilatéraux et avec les sources d'investissements privés étrangers, conformément à leurs objectifs et priorités en matière de développement.

i) Devant les difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays les moins avancés, il faudrait tout mettre en œuvre pour attirer du personnel chargé de l'assistance technique connaissant particulièrement la situation de ces pays, et pour accélérer les modalités de recrutement et la mise en œuvre des projets afin de satisfaire le plus rapidement possible leurs besoins d'assistance.

j) Il faut reconnaître qu'il importe d'assurer la formation du personnel local de contrepartie pour les projets d'assistance technique, là où ce personnel peut être trouvé, mais les conditions relatives aux prestations de contrepartie devraient être supprimées dans le cas des pays les moins avancés, en raison des difficultés particulières auxquelles se heurtent fréquemment ces pays lorsqu'il s'agit de fournir ce personnel, car ces conditions, lorsqu'elles sont exigées, ne font que retarder, voire empêcher, l'octroi d'une assistance technique dont ces pays ont un besoin urgent.

k) En raison de la pénurie de compétences théoriques et pratiques dans les entreprises des pays les moins avancés, les donneurs et les bénéficiaires jugeront souvent opportun de conclure des arrangements spéciaux en vue de mettre en œuvre des projets coordonnés d'assistance financière et technique qui combinent les moyens financiers, les connaissances techniques et la qualification des cadres.

5. *Conditions et modalités d'octroi de l'assistance financière et technique*

24. Etant donné, d'une part, que les pays les moins avancés auront certainement besoin – et ce pendant longtemps – d'une aide massive afin de réaliser les grandes transformations de structure qui sont nécessaires pour leur économie et, d'autre part, que nombre de ces pays ont déjà

[13] Voir TD/B/AC.17/3 – IIIe partie, et TD/B/AC.17/3 – IVe partie : "Autres activités de la CNUCED et des autres organisations internationales".

une dette très lourde à supporter, il semble indispensable de leur apporter une assistance à des conditions particulièrement favorables. La Conférence devrait donc chercher à atteindre les objectifs suivants :

a) Toute aide publique bilatérale au développement sera accordée, à l'avenir, aux pays les moins avancés sous forme de dons.

b) Quand les organismes financiers multilatéraux fournissent de l'aide aux pays les moins avancés, ils doivent le faire, autant que possible, sous forme de dons, ou sous forme de prêts à des conditions au moins aussi libérales que celles qui sont faites par l'IDA.

c) Les pays développés, dans le cadre des mesures d'urgence qu'ils prennent pour réduire les problèmes de la dette des pays en développement, doivent :

i) Transformer immédiatement en dons l'en-cours de tous les prêts au titre de l'aide publique bilatérale au développement octroyée aux pays les moins avancés;

ii) Etudier immédiatement et de façon bienveillante la possibilité d'assouplir au maximum les modalités qui régissent l'en-cours des autres dettes des pays les moins avancés.

d) Les institutions financières multilatérales doivent s'efforcer de diminuer la charge imposée par d'anciens prêts qui ont été faits à des conditions moins avantageuses au moyen de prêts de refinancement, ou d'autres méthodes semblables, à des conditions extrêment favorables.

e) Les pays développés, dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour supprimer toutes les dispositions d'aide liée en matière d'assistance aux pays en développement en général, doivent veiller à ce que ces obstables soient immédiatement supprimés pour ce qui est des pays les moins avancés (voir par. 60 ci-dessous).

f) Les organismes d'aide bilatérale et multilatérale doivent faire des efforts spéciaux pour garantir encore plus la continuité de leur assistance aux pays les moins avancés sur une période plus longue, afin de faciliter les tâches de planification de ces pays.

6. *Quelques secteurs prioritaires de l'assistance technique et financière*

25. Dans les paragraphes qui suivent sont décrits brièvement certains des domaines prioritaires les plus importants pour lesquels les pays les moins avancés nécessitent une attention urgente. On y voit nettement le besoin, mentionné à plusieurs reprises ci-dessus, de courants plus importants et plus souples d'aide destinée à ces pays.

26. De grandes initiatives nouvelles doivent être prises dans le domaine des programmes d'aménagement rural destinés à transformer l'agriculture traditionnelle de subsistance en une agriculture plus productive et plus mécanisée, avec des encouragements appropriés donnés aux agriculteurs, tels que réformes du régime foncier, facilités de crédit suffisantes, politiques de prix appropriées tant pour les produits agricoles que pour les facteurs de production agricole (par exemple pompes et engrais), meilleures routes de desserte, services de vulgarisation efficaces, accords de commercialisation améliorés, renforcement des organismes apportant l'appui nécessaire.

27. Une sélection minutieuse d'activités manufacturières nouvelles et en expansion, liée étroitement aux stratégies de développement agricole, peut jouer un rôle primordial dans la fourniture des facteurs de production agricole nécessaires, la transformation des produits agricoles et la satisfaction de la demande croissante des agriculteurs pour les biens de consommation.

28. Afin de réduire les inégalités qui existent dans tous les programmes et prestations destinés aux régions éloignées des pays les moins avancés par rapport à ceux qui s'appliquent aux régions plus peuplées, il faudra faire des efforts accrus pour accorder une priorité plus élevée à la mise en valeur équilibrée des régions dans les programmes d'aide nationaux et étrangers.

29. Des moyens de transport et de communication intérieurs et internationaux améliorés ont un rôle important à jouer en favorisant un aménagement régional plus équilibré et en reliant l'économie locale et nationale avec le monde extérieur.

30. De profondes modifications doivent être apportées dans nombre de pays les moins avancés pour créer un système d'enseignement efficace et fonctionnel, axé davantage sur les besoins du développement. Des efforts particuliers devront être faits pour renforcer les compétences au niveau intermédiaire dans les pouvoirs publics, l'agriculture et l'industrie (par exemple au niveau du contremaître d'usine).

31. Etant donné que dans les systèmes administratifs de la plupart des pays les moins avancés, on cherche à atteindre des objectifs de modernisation qui dépassent les compétences existantes, les gouvernements de ces pays voudront peut-être rechercher des conseils d'experts pour évaluer leurs capacités administratives dans des domaines prioritaires, afin de définir quels seront ceux qui devraient recevoir une attention particulière et de proposer des programmes éventuels de coopération technique.

32. Les pays les moins avancés ne pourront que tirer profit d'une plus grande coopération économique avec d'autres pays en développement dans le cadre de l'autonomie collective. Une politique d'expansion de leurs rapports avec d'autres pays en développement ne pourra que favoriser davantage leur croissance économique, et une aide extérieure fournie à cette fin serait utile (voir par. 43 à 46 ci-dessous).

33. Les principaux effets de nombre de ces mesures ne se feront sentir qu'à moyen ou à long terme. Pour obtenir des avantages immédiats, il faut accorder une attention prioritaire aux programmes suivants : *a)* appui aux petits projets de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre dans les campagnes; *b)* appui financier et en nature aux institutions bénévoles à l'œuvre dans les collectivités; *c)* accélération des études de faisabilité des projets dans des secteurs prioritaires du développement; *d)* accroissement de l'apport de facteurs de production physiques dans l'agriculture pour augmenter la production, notamment de produits alimentaires; *e)* encouragement des petites entre-

prises agro-industrielles simples utilisant les produits agricoles locaux; *f)* amélioration des normes alimentaires, médicales et sanitaires actuelles.

34. Les mesures qui seront prises dans tous les domaines prioritaires mentionnés ci-dessus ont pour but d'amener des transformations de structure, tant à court terme qu'à long terme; un besoin urgent de mesures se fera sentir dans les politiques du commerce extérieur pour appuyer et soutenir cette transformation (voir aussi la section G ci-dessous).

D. — Mesures se rapportant à la politique commerciale et mesures connexes

35. La stagnation et le déclin manifestes des recettes réelles d'exportation de la plupart des pays les moins avancés, le faible niveau absolu de ces exportations par habitant et le fait qu'elles ne portent que sur un petit nombre de produits posent la question de savoir ce qui pourrait être fait pour développer les recettes d'exportation de ces pays et, en particulier, quel rôle pourraient jouer dans ce domaine des mesures de politique commerciale. Les mesures actuelles de politique commerciale des pays développés acceptées par la communauté internationale sont appliquées d'une façon non discriminatoire aux pays en développement en général[14]. D'autres formes de traitement particulier en faveur des pays les moins avancés, dans le cadre des mesures de politique générale touchant tous les pays en développement, pourraient contribuer à promouvoir l'expansion des recettes en devises ou la diminution des coûts d'importation dont ces pays ont un besoin urgent.

1. *Programme intégré pour les produits de base*[15]

36. L'adoption du programme intégré de la CNUCED pour les produits de base et la stabilisation des prix à l'exportation à des niveaux rémunérateurs qui en découlera devraient apporter des avantages très importants aux pays les moins avancés, qui sont fortement tributaires des exportations de produits de base. La Conférence devrait s'efforcer de faire en sorte que ces pays profitent pleinement des avantages du programme tout en veillant à ce que leur contribution financière aux arrangements prévus soit aussi faible que possible et à la mesure de leurs possibilités, compte tenu de leur situation économique extrêmement précaire.

Accords sur les produits de base

37. Les besoins des pays en développement les moins avancés devraient être spécialement pris en considération, afin qu'ils puissent tirer plus d'avantages substantiels des mesures internationales prises dans ce domaine (par exemple en matière de fixation de contingents d'exportation ou de vente dans les accords internationaux sur les produits). Les nouveaux accords devraient prévoir d'exempter des restrictions contingentaires au moins les pays les moins avancés qui sont de petits producteurs. Il faudrait utiliser davantage des dispositifs tels que des contingents de base qui prévoiraient une marge d'expansion importante au lieu de ne tenir compte que des parts traditionnelles du marché. Ces mesures pourraient aussi comprendre l'exemption de la participation aux coûts financiers et aux risques du fonctionnement des stocks[16].

Octroi d'un traitement de faveur aux importations de produits de première nécessité

38. La Conférence voudra peut-être aussi considérer ce qui pourrait être fait pour aider les pays les moins avancés qui doivent importer des produits de première nécessité régis par des accords internationaux ou pour lesquels des accords sont à l'étude. On pourrait notamment prévoir en faveur de ces pays des ventes à des conditions avantageuses qui seraient faites soit directement par les exportateurs soit sur des stocks régulateurs internationaux[17].

Arrangements de financement compensatoire

39. Les arrangements multilatéraux tels que les accords FMI de financement compensatoire des déficits d'exportation devraient imposer des conditions moins exigeantes aux pays en développement économiquement faibles, notamment aux pays les moins avancés.

2. *Obstacles tarifaires et non tarifaires*

40. En raison de la composition actuelle de leurs exportations[18], les pays les moins avancés se heurtent en général à relativement peu d'obstacles au commerce; toutefois, un programme visant à développer leurs possibilités d'exportation par la diversification rencontrera rapidement plusieurs obstacles, tant tarifaires que non tarifaires. Cela aura surtout des incidences sur les efforts que ces pays font pour transformer leurs produits de base destinés à l'exportation, tels que les fibres et les produits alimentaires.

41. En ce qui concerne le SGP, on a mis l'accent sur diverses initiatives prises par le Comité spécial des préférences[19]. Il n'en demeure pas moins que les pays les moins avancés continuent à ne tirer que des avantages très limités des divers schémas[20]. Pour ce qui est des nouveaux arrangements préférentiels prévus dans la Convention de Lomé qui ont été accordés par les pays de la Communauté économique européenne à 46 pays d'Afrique, des Caraïbes

[14] Voir TD/B/AC.17/3 — Ire et IIe parties.

[15] Voir dans le présent volume le document TD/184.

[16] Voir le rapport du Secrétaire général de la CNUCED intitulé "Propositions spécifiques appelant une décision et une action des gouvernements" (TD/B/C.1/193), par. 10.

[17] *Ibid.*, par. 9.

[18] Voir TD/B/AC.17/3 — Ire et IIe parties, par. 20 à 26.

[19] *Ibid.*, par. 49 à 67.

[20] Voir aussi le document de la CNUCED intitulé "Effets du SGP sur les pays en développement les moins avancés" (TD/B/C.5/39).

et du Pacifique, on notera que 19 d'entre eux font partie des 29 pays les moins avancés[21].

42. Dans la déclaration de Tokyo, qui a inauguré les négociations commerciales multilatérales en cours, on lit notamment :

"Les Ministres reconnaissent que la situation et les problèmes particuliers des pays les moins avancés parmi les pays en voie de développement devront faire l'objet d'une attention spéciale, et soulignent la nécessité de faire en sorte que ces pays bénéficient d'un traitement spécial dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique prise en faveur des pays en voie de développement au cours des négociations[22]."

Aucune mesure spécifique n'a encore été prise pour donner suite à cette disposition de la Déclaration de Tokyo[23].

E. — Coopération économique entre pays en développement

43. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du secrétariat de la CNUCED consacré aux orientations de la coopération économique entre pays en développement[24], un système de préférences entre pays du tiers monde devrait tenir compte de la situation particulière des pays les moins avancés. Cela devrait être fait étant entendu que des concessions préférentielles spéciales en faveur des exportations des pays relativement peu avancés tiendront compte des circonstances particulières de chaque cas et s'accompagneront de mesures plus actives dans les domaines de la production et du financement.

44. Il a déjà été indiqué (voir par. 32 ci-dessus) que les pays les moins avancés pourraient tirer des avantages substantiels de l'accroissement de la coopération économique entre les pays en développement, et que cela devrait être un secteur prioritaire de l'assistance technique et financière accordée à ces pays. Il s'agirait d'élargir les arrangements de commerce et de coopération économique conclus avec d'autres pays en développement sur le plan interrégional et régional, ainsi que dans le cadre des systèmes d'intégration économique sous-régionale existants ou envisagés.

45. Dans le cadre des systèmes d'intégration régionale auxquels participent les pays les moins avancés, un certain nombre de mesures particulières pourraient être prises par les pays membres plus avancés pour promouvoir un développement plus rapide des pays membres les moins avancés. Ces mesures pourraient comprendre des arrangements pour le traitement préférentiel des exportations des pays membres les moins avancés, l'allocation plus généreuse de ressources financières à ces pays par les banques régionales de développement, et la promotion et la protection de projets industriels concrets dans les pays les moins avancés. La fourniture d'une aide bilatérale et multilatérale pour promouvoir ces mesures devrait être encouragée.

46. Les pays en développement qui ont l'infrastructure financière la plus solide fournissent déjà une aide financière substantielle aux pays les moins avancés, (voir par. 18 et 19 ci-dessus) et les efforts qui seront accomplis en vue d'accroître ces courants de ressources revêtiront une grande importance. Beaucoup des pays en développement les plus avancés (qui ont eux-mêmes de graves difficultés de balance des paiements) sont particulièrement en mesure de fournir des experts d'assistance technique ayant une grande expérience pratique des techniques spécialement adaptées à la situation des pays en développement les moins avancés ainsi que des biens et services très divers, et il conviendrait de soutenir les efforts accomplis pour accroître ces courants. Ces efforts devraient être encouragés au moyen d'arrangements spéciaux (par les institutions internationales, les pays développés, ou les pays en développement ayant l'infrastructure financière la plus solide) en vue de compenser la charge spplémentaire que représentent les dépenses en devises qu'entraînent ces transferts.

F. — Autres mesures spéciales

47. La Conférence devrait réaffirmer la nécessité d'accorder une attention spéciale aux problèmes des pays les moins avancés dans d'autres domaines spéciaux intéressant la CNUCED, tels que les transports maritimes et les ports, l'assurance, le transfert de technologie, les pratiques commerciales restrictives, les mesures visant à faciliter le commerce, la promotion des échanges et le commerce avec les pays socialistes. Etant donné la faiblesse particulière de l'équipement et de l'infrastructure administrative de ces pays dans tous ces domaines, cette attention spéciale devrait notamment consister :

a) A étudier les problèmes particulièrement difficiles qui se posent aux pays les moins avancés dans chacun de ces domaines;

b) A fournir d'urgence une aide technique et financière appropriée à la situation spécialement difficile de ces pays, y compris la création d'institutions appropriées;

c) A effectuer des ajustements de la politique générale pour tenir compte spécialement des difficultés de ces pays.

Beaucoup de ces mesures formeront des éléments essentiels d'une vue d'ensemble des problèmes de l'expansion du commerce dans ces pays (voir par. 55 et 59 ci-dessous).

1. *Transports maritimes et ports*

48. Dans le domaine des transports maritimes, les pays les moins avancés sont particulièrement vulnérables à la cherté des coûts et aux retards en raison de l'ampleur relativement faible de leur trafic. La possibilité d'obtenir des taux de fret promotionnels joue souvent un rôle

---

[21] Au sujet des arrangements préférentiels qui pourraient être envisagés par les pays en développement les plus avancés, voir par. 43 ci-dessous. Voir aussi TD/B/AC.17 – Ire et IIe parties, par. 55, où il est question de propositions formulées dans ce domaine par la Norvège et la Yougoslavie.

[22] Déclaration des Ministres, adoptée à Tokyo le 14 septembre 1974 (GATT, *Instruments de base et documents divers*, Supplément No 20, numéro de vente : GATT/1974-1), p. 23, par. 6.

[23] Voir dans le présent volume le document TD/187, chap. III sect. C.

[24] Voir dans le présent volume les documents TD/192 et TD/192/Supp.1; voir aussi TD/192/Supp.2.

déterminant dans les efforts qu'ils déploient pour développer leurs exportations actuelles ou pour élaborer de nouveaux produits d'exportation. L'encombrement des ports est un autre problème très grave, générateur de lourdes pertes financières du fait du paiement de surestaries et de l'impossibilité de respecter les dates de livraison tant pour les exportations que pour les importations. Ces problèmes sont souvent encore plus graves pour les pays les moins avancés sans littoral.

2. *Assurances*

49. La dépendance totale à l'égard des services d'assurance des pays étrangers, qui caractérise la situation des pays les moins avancés, se traduit par des sorties importantes de devises. Ces pays pourraient donc tirer des avantages substantiels de la création de marchés locaux d'assurances.

3. *Transfert de technologie*

50. Les pays les moins avancés se trouvent particulièrement désavantagés *a)* sur le plan de l'information technologique et des possibilités de faire un choix opportun de technologies appropriées à leur situation économique difficile, *b)* en ce qui concerne leur aptitude à négocier pour obtenir efficacement les conditions et modalités particulièrement favorables dont ils ont besoin[25].

4. *Pratiques commerciales restrictives*

51. Ces pratiques peuvent constituer un obstacle grave à tout effort visant à développer le commerce extérieur des pays les moins avancés. Ces pays tireraient donc profit d'études approfondies de l'incidence de ces pratiques sur leur commerce actuel et éventuel[26].

5. *Mesures visant à faciliter le commerce*

52. Les obstacles non tarifaires, représentés par la complexité des formalités, la lourdeur des procédures et la prolifération de la documentation, posent souvent des problèmes particulièrement graves pour les pays les moins avancés, notamment pour ceux qui sont sans littoral. Il importe, pour l'expansion du commerce et la réduction des coûts dans ces pays, de poursuivre des efforts visant à simplifier les formalités et procédures et à harmoniser la documentation.

6. *Promotion des exportations*

53. Dans le cadre de l'effort coordonné nécessaire pour développer et diversifier la production des pays les moins avancés et pour procurer à leurs produits des débouchés d'exportation nouveaux ou élargis, des services de promotion des exportations spécialement adaptés à la situation particulière de chacun de ces pays continueront à jouer un rôle très important. Les pays développés devraient accroître sensiblement leurs efforts visant à promouvoir l'expansion de leurs importations en provenance des pays les moins avancés, par exemple en organisant des foires commerciales, des campagnes de promotion des importations, des échanges de missions commerciales et en établissant des contacts commerciaux directs (voir par. 56 à 61 ci-dessous).

7. *Commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale*

54. Les pays socialistes d'Europe orientale ont déjà conclu un nombre non négligeable d'accords d'aide et de coopération économique avec beaucoup de pays les moins avancés. Toutefois, *a)* ces accords pourraient être encore sensiblement étendus et englober un grand nombre d'autres pays très peu avancés; *b)* les achats de matières premières aux pays véritablement les moins avancés pourraient être considérablement accrus, et les possibilités de développement d'autres importations à des conditions préférentielles paraissent non négligeables; *c)* les possibilités d'accroître encore la multilatéralisation des paiements et de multiplier les arrangements multilatéraux visant à favoriser le commerce pourraient aussi être considérablement développés; *d)* la nécessité est pressante d'accroître les flux d'aide financière et d'assistance technique aux conditions les plus favorables possibles et selon des critères et conditions plus souples (voir par. 22 à 24 ci-dessus).

G. — Vaste programme intégré de développement du commerce extérieur

55. Etant donné que les pays les moins avancés n'ont en général pas réussi à augmenter leurs recettes réelles d'exportation au cours des dernières années, ni à réduire leur dépendance à l'égard de l'importation de produits alimentaires ou d'autres produits de première nécessité par l'accroissement de la production intérieure, et qu'il importe d'avoir une plus grande maîtrise des ressources en devises si l'on veut que les objectifs de développement soient atteints, il semble essentiel d'accorder un rang de priorité plus élevé à tous les éléments d'un vaste programme intégré d'expansion des exportations, accompagné de mesures visant à opérer un remplacement effectif des importations (en premier lieu, en réalisant, autant que possible, l'autoapprovisionnement alimentaire) et d'efforts soutenus pour exécuter un programme de réduction du coût des importations (voir par. 62 ci-dessous). Ce programme intégré exigera des efforts, notamment pour accroître l'accès aux marchés et l'aide financière et technique destinée à améliorer la planification et les politiques du commerce extérieur, pour mettre sur pied des institutions d'appui plus appropriées, et pour accroître et diversifier la production en vue *a)* de répondre aux besoins croissants de la demande intérieure, *b)* de permettre de remplacer de façon rentable les importations par des productions locales, *c)* d'accroître

[25] Voir dans le présent volume le document TD/190.

[26] Voir dans le présent volume les documents TD/185 et TD/185/Supp.2.

les recettes d'exportation, *d)* de réduire l'incidence des fluctuations des recettes d'exportation par une diversification des produits exportés et des marchés, *e)* de réduire le coût réel des importations par toute une gamme de mesures de politique générale, y compris des accords améliorés de passation de marchés. Un programme élargi d'assistance technique et financière de cette nature est déjà en cours d'élaboration à la CNUCED[27] et dans d'autres institutions multilatérales et bilatérales, mais des efforts et un soutien accrus seront nécessaires.

1. *Mesures visant à l'expansion des exportations*

56. Ainsi qu'il a été dit plus haut à plusieurs reprises, des efforts beaucoup plus intenses sont nécessaires pour redresser la situation actuelle des pays les moins avancés, qui voient décliner leurs recettes d'exportation par habitant en chiffres constants. Il conviendrait donc de faire un examen approfondi de toutes les études sur les possibilités d'exportation, des politiques suivies en la matière, des questions de financement et des institutions existantes, en mettant au premier plan les solutions nouvelles qui pourraient aider à résoudre ce problème. Parmi les nouvelles initiatives possibles, il conviendrait d'explorer notamment les suivantes.

Garanties de ventes à long terme

57. Les gouvernements, les institutions internationales et même les entreprises commerciales privées (surtout les grandes entreprises) pourraient envisager d'acheter délibérément certaines de leurs fournitures dans les pays les moins avancés. De telles mesures pourraient faire partie d'une politique plus vaste visant à garantir à long terme aux pays les moins avancés un volume de ventes raisonnable. Cette garantie, fournie tant par les pays développés à économie de marché que par les pays socialistes, pourrait prendre la forme de contrats d'approvisionnement à long terme, assortis d'une assistance financière et technique destinée à aider les pays les moins avancés à en respecter les dispositions. La CNUCED devrait étudier les moyens de faciliter ces arrangements de garantie.

Sociétés de promotion et de financement des importations

58. Il conviendrait d'étudier la possibilité de créer dans les pays développés des sociétés de promotion et de financement des importations spécifiquement destinées à promouvoir la vente des produits des pays les moins avancés, notamment par la mise au point par les pays développés intéressés d'arrangements de garantie appropriés visant à compenser en partie le risque de ce commerce. Les institutions de ce type pourraient aussi avoir un caractère multilatéral, comme la SFI, et non seulement promouvoir les ventes des produits actuels et futurs des pays les moins avancés, mais aussi financer des investisseurs ou des sous-traitants privés de ces pays pour contribuer à assurer la qualité et la stabilité de la production destinée à l'exportation vers les pays développés.

Mesures visant à faciliter une solution verticale intégrée du problème de l'accroissement des exportations

59. Il conviendrait d'étudier les modalités d'une solution verticale intégrée du problème de l'accroissement des exportations des pays les moins avancés, impliquant des efforts coordonnés à tous les stades, depuis ceux de la planification et de la production dans les pays les moins avancés à celui de la garantie des ventes de leurs produits dans les pays développés. On pourrait envisager des projets "globaux" selon lesquels une institution donatrice unique tenterait de fournir une assistance financière ou technique devant permettre de surmonter l'ensemble des obstacles relatifs à un produit d'exportation donné, ou, au contraire, une coordination de l'action de plusieurs institutions donatrices pour obtenir le même résultat.

60. Dans le cadre de projets spécifiques visant à aider les pays les moins avancés à développer leur production ou à lancer de nouveaux produits d'exportation, il pourrait être d'une grande utilité pratique d'assurer l'accès aux marchés d'exportation. Il pourrait être en particulier utile – et faisable –, dans le cadre de projets "globaux", de négocier sur le plan bilatéral des accords tendant à élargir les contingents d'importation ou à supprimer contingents ou autres obstacles au commerce pour un produit ou des projets donnés présentant de l'intérêt pour tel ou tel pays peu avancé. Il conviendrait d'encourager l'adoption d'autres arrangements bilatéraux bien pensés tendant à promouvoir la production et à assurer l'accès aux marchés des produits d'exportation (et lorsque la fourniture d'une aide liée serait nécessaire à la réalisation de ces arrangements, une exception pourrait être faite à la recommandation énoncée plus haut (par. 24, al. *e*).

Réunions au niveau national sur les obstacles au commerce

61. Il conviendrait d'étudier la possibilité d'organiser des réunions sur les problèmes de politique commerciale de tel ou tel pays comptant parmi les moins avancés ou de petits groupes de ces pays ayant des liens étroits, avec la participation de fonctionnaires compétents des pays développés et des pays les moins avancés, de représentants des importateurs commerciaux ou des sociétés de commerce d'Etat des pays développés ainsi que des principaux exportateurs des pays les moins avancés intéressés. Ces réunions pourraient encourager la mise sur pied de projets de nature à promouvoir la production et les exportations des pays les moins avancés et indiquer en même temps par quel moyen les obstacles au commerce existants, publics ou privés, pourraient être surmontés.

[27] Les activités présentes et projetées de la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique aux pays les moins avancés sont examinées plus en détail dans le document TD/B/AC.17/3 (IVe partie). Divers documents soumis à la première session du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés présentent les résultats d'un certain nombre d'études analytiques et d'enquêtes récentes sur les problèmes des pays les moins avancés (voir TD/B/AC.17/3, TD/B/AC.17/4 et TD/B/AC.17/Misc.1). L'orientation des activités futures de la CNUCED dans ces domaines est indiqué dans le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Questions soumises à l'examen du Groupe intergouvernemental" (TD/B/AC.17/2).

2. *Mesures visant à la réduction du coût des importations*

62. Les possibilités de réaliser des économies très substantielles sur le coût des importations des pays les moins avancés par des politiques pertinentes, de meilleures techniques d'achat et de nouveaux arrangements institutionnels sont peut-être non négligeables, mais ces pays éprouvent des difficultés particulièrement grandes à réaliser ces économies. Il faudrait étudier attentivement les dimensions du problème et les solutions possibles, afin de déterminer quelles nouvelles mesures sont encore nécessaires dans ce domaine, encore largement inexploré. Il conviendrait notamment d'étudier dans quelle mesure les arrangements institutionnels existant au niveau national, régional et mondial permettent d'assurer efficacement et pour un coût minimal les importations des pays les moins avancés. Il faudrait s'efforcer d'établir des services consultatifs d'achat plus efficaces à l'intention des pays les moins avancés, pour leur permettre de réaliser des économies substantielles sur le coût de leurs importations et ainsi d'accroître leurs disponibilités réelles en devises.

H. – Arrangements en matière de coordination

63. L'amélioration de la coordination dans le domaine de l'assistance financière et technique, ainsi que dans des domaines plus larges appelant des mesures spéciales, pourrait être très bénéfique pour les pays les moins avancés. Le problème de la coordination se pose à plusieurs niveaux, et divers mécanismes seront utiles, en même temps que complémentaires.

64. Le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés constitue lui-même un organe centralisateur exclusivement consacré aux problèmes de cette catégorie particulière de pays. Le Groupe a été convoqué pour une deuxième session, provisoirement fixée au milieu de l'année 1977. A sa première session, en juillet 1975. il a adopté d'autres propositions dans le domaine de la coordination, y compris une proposition relative à des réunions spécifiquement consacrées à la coordination, organisées à l'échelon national ou régional, en coopération avec le PNUD (voir la résolution 2, par. 5[28]), et avec l'appui, lorsqu'il y a lieu, d'équipes multisectorielles. Le Groupe intergouvernemental a aussi demandé (résolution 2, par. 6) la création, par le Comité administratif de coordination des Nations Unies, de mécanismes appropriés pour examiner et coordonner, au niveau le plus élevé, les actions et les programmes des organismes de l'ONU en faveur des pays les moins avancés.

65. L'organisation d'une réunion générale des pays donneurs et des pays bénéficiaires dans l'intérêt des pays les moins avancés est une autre technique importante de coordination. Etant donné la difficulté particulière des problèmes et les besoins de ces pays ainsi que leur retard général sur le plan du progrès économique effectif, il serait utile de convoquer rapidement une réunion entre, d'une part, les représentants des organismes multilatéraux et bilatéraux d'assistance technique et financière et, d'autre part, les représentants de tous les pays les moins avancés eux-mêmes. (Au paragraphe 4 de sa résolution 2, le Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés a demandé au Secrétaire général de la CNUCED d'examiner la possibilité d'organiser des réunions de ce type, et des discussions se poursuivent à cet égard avec le PNUD, les autres organismes donneurs et les bénéficiaires[29].) Ces réunions pourraient notamment avoir pour objet la discussion des sujets suivants :

a) Etude et évaluation générales des besoins des pays les moins avancés et de l'aptitude des courants actuels et futurs de ressources d'aide financière et d'assistance technique à les satisfaire;

b) Evaluation, par les pays les moins avancés, de l'ordre de priorité en ce qui concerne un accroissement des flux d'assistance;

c) Etude des progrès accomplis et des problèmes qui se posent encore, tant du côté des pays donneurs que du côté des pays bénéficiaires, en ce qui concerne la coordination et l'exécution des programmes d'assistance aux pays les moins avancés;

d) Possibilité d'adopter, pour l'octroi de l'aide, des critères plus souples, correspondant mieux aux besoins des pays les moins avancés, et de faire un usage plus efficace des ressources fournies;

e) Examen de mesures concrètes qui pourraient être prises pour qu'un volume minimal d'aide soit accordé à chacun des pays les moins avancés, et qu'il soit mis fin à la négligence assez grande dont beaucoup de ces pays ont souffert dans le passé;

f) Dans une perspective plus large, étude du plan d'action globale qui est nécessaire pour assurer une accélération de la croissance et une amélioration du bien-être dans les pays les moins avancés;

g) A la lumière des résultats de la discussion des sujets susmentionnés, examen de propositions concernant d'autres réunions du même type, y compris la possibilité d'étudier des questions plus concrètes.

66. Il est en outre nécessaire de renforcer les arrangements existants pour assurer la coordination sur le terrain des opérations des organismes d'aide dans certains pays très peu avancés. De plus, une assistance technique devrait être fournie aux divers pays les moins avancés pour les aider à instituer des mécanismes de coordination plus efficaces pour la réalisation des programmes d'aide, et à prévoir dans l'appareil gouvernemental des arrangements pour faciliter l'examen des projets d'assistance, améliorer la compréhension pratique du fonctionnement de l'organisme d'aide,

[28] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes*, point 7 de l'ordre du jour, document TD/B/577, annexe I.

[29] Une réunion de ce type récemment organisée par l'UNESCO pour traiter spécialement des problèmes de l'éducation a été couronnée de succès (Réunion des hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation des 25 pays les moins développés, Paris, 8-16 septembre 1975). Le moment est venu d'organiser une réunion de portée plus large pour traiter du rôle de l'aide et de l'assistance technique sous tous les aspects du développement économique et social de ces pays.

et contribuer à l'établissement de programmes d'assistance à soumettre pour discussion aux pays donneurs.

CHAPITRE II

Mesures spéciales relatives aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral

67. Les pays en développement sans littoral comptent généralement parmi les plus pauvres des pays du tiers monde. L'absence d'accès territorial à la mer, que l'éloignement et l'isolement par rapport aux marchés mondiaux contribuent encore à aggraver, paraît être une des causes importantes de leur pauvreté et constitue un sérieux obstacle à leur développement. En effet, à l'exception de quatre d'entre eux, les 20 pays en développement sans littoral figurent sur la liste des pays définis par l'ONU comme les moins avancés[30].

68. De nombreux pays en développement sans littoral bénéficieront sans doute des mesures spéciales destinées aux pays les moins développés et des mesures générales prises en faveur de tous les pays en développement. Toutefois, ces pays nécessitent également de toute urgence des mesures spéciales destinées à compenser leur handicap géographique — notamment à réduire autant que possible leurs frais réels de transit. Les sérieux efforts entrepris dans ce sens offriront une gamme étendue de possibilités d'utilisation efficace de l'aide financière et technique fournie au profit des pays sans littoral, mais nécessiteront des investissements nouveaux importants dans les moyens de transport et les installations portuaires des pays transitaires, ainsi qu'une aide technique destinée à améliorer ce type d'opérations dans les pays en question. Les innovations requises comprennent non seulement une nouvelle infrastructure, mais aussi l'amélioration des procédures et des règlements, un meilleur entretien et une gestion plus efficace, afin que les frais réels de transit, les retards et les imprévus soient considérablement réduits. En effet, la réduction des coûts réels du transport en transit qui résulterait éventuellement d'un programme concerté d'améliorations adaptées à chaque situation de transit peut être très importante[31].

69. Les pays sans littoral ne peuvent, par leurs propres moyens, améliorer les installations et les modalités de transit nécessaires à leurs échanges; ils sont tributaires de l'action de leurs voisins transitaires. La question fondamentale qui est à la base de toutes les difficultés liées au transit est la nécessité d'améliorer le fonctionnement des services et des installations de transit actuels ainsi que de financer et de construire de nouvelles infrastructures dont les pays sans littoral ont un besoin si urgent, mais qui se trouvent physiquement hors de leur juridiction, dans un pays côtier ou dans un pays transitaire. Il est indispensable d'effectuer dans ce domaine des investissements et des améliorations qui *a)* ne constituent pas une charge pour le pays transitaire, *b)* offrent certains avantages à ce dernier, *c)* améliorent les services de transit et réduisent les frais y afférents pour les pays sans littoral. Aussi longtemps que d'importantes mesures d'investissement et d'assistance technique n'auront pas été prises, on ne pourra espérer que des améliorations marginales en ce qui concerne la réduction des coûts de transit. La communauté internationale n'a fait que commencer à s'attaquer à ce problème fondamental.

70. Les bases pour de nouveaux efforts en vue d'aider les pays en développement sans littoral ont été jetées lors de l'adoption, à la troisième session de la Conférence, d'un programme d'action en faveur de ces pays [résolution 63 (III)][32]. Les faits nouveaux importants survenus depuis lors comprennent le rapport du Groupe d'experts de l'infrastructure des transports pour les pays en voie de développement sans littoral[33], la résolution 109 (XIV) du Conseil du commerce et du développement, qui demande une action positive dans le cadre des recommandations du Groupe d'experts; un programme de plus en plus vaste d'aide technique destiné à atténuer les problèmes du trafic en transit des pays sans littoral[34]; des études du secrétariat sur les problèmes et les frais de transit des pays en développement sans littoral et sur l'opportunité et la faisabilité d'un fonds spécial en faveur de ces pays[35]; la décision prise par l'Assemblée générale à sa trentième session [résolution 3504 (XXX)] "de créer immédiatement un fonds spécial en faveur des pays en développement sans littoral afin de compenser leurs dépenses supplémentaires de transport et de transit". Ces études ont clairement défini la nature des handicaps auxquels se heurtent les pays en développement sans littoral, ainsi que les mesures spécifiques qui doivent être prises aux niveaux national et international pour contribuer à résoudre ces problèmes.

71. Bien que l'aide internationale soit indispensable pour améliorer la situation du transit, ces mesures nécessitent, comme condition préalable, une entente bilatérale entre chaque pays sans littoral et ses voisins transitaires. De plus, l'aide et l'appui à ces améliorations ne peuvent être fournis au niveau international que si les deux partenaires bilatéraux veulent bien rechercher des améliorations et affecter l'aide financière et technique de la communauté internationale à la réalisation de cet objectif.

72. Si cette coopération bilatérale indispensable est admise, toutes les conditions sont réunies pour l'application d'une vaste série de mesures destinées à atténuer les

---

[30] On trouvera des données sur les pays en développement sans littoral dans l'annexe statistique ci-dessous.

[31] Voir le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral (A/10203).

[32] Les travaux relatifs à l'application de la résolution 63 (III) sont exposés dans les documents suivants : A/10203, E/5501, TD/B/453, TD/B/501, TD/B/501/Add.1, TD/B/511, TD/B/511/Add.1, TD/B/522, TD/B/568, et *Stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral : rapport du Groupe d'experts de l'infrastructure des transports pour les pays en voie de développement sans littoral* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.5).

[33] *Stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral (op. cit.).*

[34] Pour plus de détails, voir TD/B/568.

[35] Voir A/10203 et E/5501.

problèmes de transit que connaissent les pays en développement sans littoral. Cela suppose :

a) Des efforts de planification plus fructueux, afin de contribuer à réduire les frais de transit par une coopération plus étroite entre les pays sans littoral et leurs voisins transitaires (notamment par la création de conseils bilatéraux mixtes de planification du transit), l'aide d'experts de la planification, des études spécialisées et un soutien sans réserve accordé par des institutions donatrices aux nouveaux projets d'investissement et d'aide technique qui voient le jour (voir par. 73 à 77 et 91 à 96 ci-dessous).

b) Des courants plus importants d'aide financière et technique, à des conditions très libérales, pour soutenir certains secteurs prioritaires, réduire les dépenses de transit et restructurer les économies des pays en développement sans littoral, afin de compenser leur handicap géographique (voir par. 78 à 90 ci-dessous).

A. — Planification nécessaire

1. *Traitement global des problèmes de transit particuliers*

73. Des mesures visant à améliorer les installations de transit devront être prises conjointement par les pays sans littoral et les pays transitaires, et la Conférence devrait rechercher les moyens d'encourager et d'appuyer les efforts communs de planification. Un traitement global de chaque problème de transit devrait avoir pour objectif d'étudier l'ensemble des possibilités d'améliorer un itinéraire de transit particulier et d'évaluer tous les itinéraires utilisables par tel ou tel pays sans littoral, en vue de déterminer les meilleures options offertes[36].

74. A cet effet, il est suggéré qu'un pays sans littoral pourrait s'arranger avec chacun des pays transitaires voisins pour créer, dans un cadre bilatéral, une commission ou un conseil commun de planification de transit. Cet organe superviserait les études de base nécessaires et les porterait à la connaissance des responsables de l'administration de chaque pays et des organismes internationaux de financement, en vue notamment d'établir les projets d'assistance financière et technique nécessaires et de réaliser les modifications de procédure et de gestion requises pour améliorer chaque situation. Avant toute chose, les organismes internationaux devraient fournir une assistance technique pour aider ces commissions ou conseils mixtes de transit en leur prêtant le concours des spécialistes de la planification dont ces organes ont besoin. L'idéal, pour que ces équipes de planificateurs soient vraiment efficientes, serait qu'elles comprennent également des fonctionnaires de haut niveau détachés de l'administration de chacun des pays intéressés.

75. Il est permis de penser que la participation active des organismes internationaux de financement à la réalisation de ces études de planification et à l'évaluation de leurs résultats serait l'une des façons les plus efficaces de s'assurer que la communauté internationale y donnerait la suite qui convient en finançant adéquatement les projets ainsi mis au point. On contribuerait ainsi pour une grande part à remédier à un obstacle majeur, à savoir l'incapacité où se trouve un pays sans littoral d'obtenir par ses propres moyens les renseignements, l'aide financière et l'assistance technique nécessaires pour améliorer les opérations de transit réalisées à son profit dans un autre pays; cela encouragerait aussi les pays de transit à étudier les besoins de leurs voisins privés de littoral en y attachant la priorité voulue, dans l'assurance que le coût de l'entreprise serait supporté par le pays bénéficiaire avec l'entier concours de la communauté internationale.

76. Cette planification devrait démarrer prochainement, avec un objectif initial limité : inventorier les formalités et les moyens de transit existants, afin d'évaluer les coûts entraînés et les problèmes posés et de suggérer des solutions possibles. Si les premiers résultats sont concluants, d'autres actions suivraient, et l'on établirait notamment des études de faisabilité et des projets. L'objectif à long terme devrait être de transformer ces conseils mixtes de transit, aidés de planificateurs qualifiés, en outil puissant capable d'améliorer en permanence les conditions du transit.

2. *Planification régionale des transports*

77. Dans un cadre plus vaste, c'est-à-dire à l'échelle régionale, les pays en développement sans littoral peuvent tirer des avantages substantiels, à long terme, des efforts déployés pour améliorer la planification régionale des transports. Des projets devraient à cet effet être établis, ou étoffés s'ils existent déjà, au moyen d'une assistance technique. Ils devraient consister à mettre au point des plans régionaux coordonnés englobant tous les modes de transport utilisés à l'intérieur des principales régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'objectif est de rassembler les spécialistes qualifiés nommés pour une durée suffisamment longue, les ressources et les moyens nécessaires pour entreprendre les études approfondies qu'exige la mise au point de plans régionaux de développement des transports qui soient à la fois équilibrés, techniquement coordonnés et politiquement acceptables.

B. — Secteurs spécifiquement prioritaires de l'assistance technique et financière[37]

1. *Transports routiers*

78. Pour résoudre le problème du transport en transit, des routes devront être construites et entretenues dans le pays sans littoral et chez son voisin transitaire et reliées entre elles. Il faudra acheter et entretenir des véhicules. En outre, la conclusion d'un accord entre les deux pays sera indispensable pour permettre entre Etats une plus grande liberté de mouvement des véhicules commerciaux de

[36] Voir A/10203, par. 90 à 93 et 105 à 109, et *Stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral (op. cit.).*

[37] D'après A/10203, par. 112 à 127, principalement.

transport routier. Ces accords devraient viser à assurer des itinéraires directs à partir du port de transit jusqu'aux centres commerciaux du pays sans littoral pour les véhicules lourds transportant des marchandises en transit, ce qui permettrait de réduire le coût du transport et éviterait des transbordements inutiles de chargements. Une assistance technique pratique est nécessaire pour améliorer et harmoniser l'exploitation, les normes techniques et la réglementation publique des transports routiers sur les voies de transit intéressant certains pays sans littoral.

2. *Transports ferroviaires*

79. Le réseau de chemins de fer des pays de transit devrait être étendu, lorsque cela est possible, jusqu'à la frontière, puis à l'intérieur du pays, afin de supprimer les transbordements en cours de route et de réduire ainsi les frais de transit. L'objectif à long terme devrait être la création d'un réseau ferroviaire fondé sur le plus petit nombre possible de kilomètres de trajet, avec au moins une ligne franchissant la frontière de chaque pays, réseau établi en coordination étroite avec les plans des réseaux de grandes routes, afin d'éviter tout double emploi. On pourrait commencer par établir un plan directeur de réseau ferroviaire pouvant servir de base à la planification et au développement ultérieurs des chemins de fer à l'échelon national et international. On devra se mettre d'accord sur l'harmonisation des normes techniques, les traités régionaux et bilatéraux de transit ferroviaire assurant l'uniformité des formalités et des documents, et les mécanismes de gestion. On devra également parvenir à un arrangement aux termes duquel les investissements initiaux ainsi que les subventions qu'exigeront peut-être les liaisons internationales pourraient être obtenus de sources financières internationales, à des conditions nécessairement libérales. En attendant, les lignes ferroviaires existantes qui répondent aux besoins des pays sans littoral en matière de transit nécessitent une assistance technique dans un certain nombre de domaines pour permettre de réduire les coûts, d'améliorer les services et de réexaminer les pratiques et politiques en matière de tarifs.

3. *Installations portuaires*

80. La plupart des ports utilisés par les pays sans littoral sont encombrés. Cette situation peut être améliorée par l'affectation aux pays sans littoral d'emplacements appropriés destinés à la construction d'entrepôts de transit permettant de rassembler et de regrouper les marchandises à exporter et de garder en dépôt les marchandises importées en attendant que toutes les formalités soient remplies et que soient disponibles les moyens de transport nécessaires pour les acheminer vers leur destination. Ces installations devraient être suffisamment éloignées de la zone active du port pour assurer un stockage à long terme sans entraver les activités portuaires. Il faudrait disposer d'un système de transport intégré permettant de transférer rapidement et à bas prix les marchandises sur les quais, auxquels on devrait pouvoir accéder facilement à partir des principales routes de transport intérieures. L'encombrement dans les ports peut être davantage réduit si les produits d'importation en transit sont transportés directement du port aux têtes de ligne, et si des mesures sont prises pour que les formalités douanières aient lieu aux têtes de ligne.

81. Il convient aussi, à ce propos, de parvenir à des arrangements permettant au pays sans littoral d'avoir une part des responsabilités financières et administratives concernant les installations portuaires dont il est le principal utilisateur.

82. La plupart des pays sans littoral ont besoin, dans les principaux ports qu'ils utilisent, d'installations d'entreposage plus étendues et plus modernes, et dans certains cas d'un coût moins élevé. Une assistance technique devrait encourager des études concrètes à entreprendre dans chacun des ports pour permettre de déterminer les besoins du pays sans littoral et d'établir des plans d'amélioration dont puissent bénéficier les activités portuaires dans leur ensemble.

83. Il importe également de prévoir une assistance technique pour les activités portuaires, en tenant compte en particulier des mesures qui peuvent être prises par les pays sans littoral pour réduire les coûts et accélérer les opérations de manutention. Elle pourrait comprendre une assistance en vue de mettre au point d'autres possibilités d'accord avec les pays côtiers concernant la participation aux investissements et à la gestion portuaires.

4. *Transports aériens*

84. Les problèmes de transit qui se posent aux pays sans littoral peuvent être partiellement résolus par les transports aériens. Ils peuvent être utilisés économiquement, notamment pour transporter des marchandises de grande valeur sous peu de volume. Chaque pays sans littoral devrait donc construire un aéroport international entièrement équipé.

85. Aucun pays en développement sans littoral n'a suffisamment de marchandises à transporter pour que l'acquisition d'avions cargos spécialisés se justifie et que leur exploitation permette de réduire les coûts. De ce fait, le recours aux transports aériens pour réduire les coûts afférents au transit et développer le commerce d'exportation exigera généralement que plusieurs pays conjuguent leur efforts. Les pays sans littoral intéressés pourraient collaborer avec d'autres pays à la réalisation d'un projet commun de développement des transports aériens : un organisme central serait chargé d'entreprendre les études de planification nécessaires, et pourrait bénéficier d'une assistance technique appropriée.

5. *Communications*

86. Il y a sans doute peu de domaines autres que celui des communications où une assistance immédiate pourrait apporter une amélioration aussi importante et aussi rapide des services et des coûts de transit. Les besoins les plus urgents concernent l'établissement de liaisons rapides et

sûres entre la zone portuaire et les centres commerciaux situés à l'intérieur du pays sans littoral, et entre le port et les principaux marchés d'outre-mer. Une première étape, où devrait intervenir une assistance technique appropriée, consisterait à établir un inventaire des installations et services nécessaires pour faire face aux exigences du transit, afin d'aider à trouver le moyen d'utiliser plus efficacement les installations existantes, à prévoir d'autres voies de communication et éventuellement d'autres services, et à identifier de nouveaux projets de communications pouvant bénéficier d'un soutien international.

6. *Assurance*

87. Les pays sans littoral et leurs opérations de transit tireraient avantage de l'accès aux sources locales ou régionales d'assurance pouvant couvrir les opérations de transit et fournir au besoin des cautionnements pour les marchandises en transit. Ils auraient intérêt à aider à créer des réseaux régionaux ou sous-régionaux de réassurance qui pourraient coopérer avec des compagnies d'assurance nationales afin de répondre à ces besoins. Il pourrait être utile de fournir une assistance technique en matière d'assurance afin d'identifier les modalités qu'appellent dans ce domaine les opérations de transit, et de mettre au point d'éventuelles méthodes d'amélioration. Il faudrait particulièrement étudier les possibilités de renforcer les ressources et moyens locaux et régionaux en matière d'assurance[38].

7. *Documents et formalités*

88. La complexité des formalités, des procédures et de la documentation est spécialement pernicieuse pour le commerce de transit. L'application de normes internationales de simplification et d'harmonisation aux formalités et procédures de transit permettrait de réduire les frais de transit. Les documents et formalités relèvent généralement de l'administration; pour y apporter des améliorations, il ne faut donc que la volonté d'agir, doublée d'une connaissence technique relativement simple et facile à acquérir. D'ailleurs, les pays sans littoral contrôlent eux-mêmes certaines des formalités en question. Ces pays devraient profiter des moyens d'assistance technique existants pour améliorer les conditions actuelles. Une assistance technique devrait aussi leur être fournie pour les aider à déterminer s'il y aurait intérêt pour eux à adhérer aux conventions en vigueur en matière de transport et de transit.

8. *Restructuration de l'économie*

89. Certains handicaps géographiques auxquels se heurtent les pays en développement sans littoral peuvent à la longue être partiellement surmontés si l'on procède à une restructuration de l'économie de ces pays, ce qui devrait constituer l'un des principaux objectifs de l'aide technique et financière. Il serait, par exemple, intéressant pour ces pays d'examiner la possibilité de créer des industries de remplacement des importations qui produiraient des biens de peu de valeur sous un gros volume. Ils seraient ainsi moins tributaires des opérations de transit et pourraient éviter d'engager des dépenses de transport trop élevées pour leurs importations en provenance d'autres pays. De plus, il faudrait accorder la priorité au développement des industries exportatrices produisant des biens de grande valeur sous peu de volume. Le rapport prix-fret de ces marchandises étant très élevé, ces pays pourraient engager des dépenses de transport importantes sans mettre en danger leur position concurrentielle sur le marché international. C'est pourquoi les pays en développement sans littoral devraient recevoir une aide technique et financière des organisations internationales et des organismes financiers.

9. *Modalités et critères de l'aide financière*

90. En raison de leur pauvreté relative et de leurs handicaps en matière de développement, il importe que les conditions et modalités de l'aide financière dans les domaines prioritaires mentionnés plus haut, visant à réduire les dépenses de transport en transit que les pays en développement sans littoral doivent engager, soient très favorables. Il conviendrait d'accorder aux pays transitaires une aide analogue, assortie elle aussi des conditions les plus libérales possibles, pour la création d'installations de transit. Les critères d'évaluation de ces projets d'aide devraient être plus souples, en vue de répondre à la situation particulièrement difficile de ces pays.

C. — Etudes et assistance technique destinées à appuyer les efforts de planification du transit

1. *Etudes pilotes sur les coûts*

91. De l'analyse des problèmes de transit des pays en développement sans littoral, il ressort que l'un des meilleurs instruments de planification permettant d'améliorer les différentes voies de transit consiste à obtenir des estimations bien plus précises et plus complètes de tous les éléments entrant dans la composition des frais de transit, directs et indirects. Les études de cette nature effectuées dans le passé n'ont pas permis : *a)* de satisfaire à la nécessité de répartir les coûts et les avantages entre le pays de transit et le pays sans littoral, *b)* d'évaluer le coût relatif des différents itinéraires qui s'offrent aux pays sans littoral, *c)* d'évaluer les coûts et avantages relatifs de l'amélioration des formalités et de l'organisation, d'une part, et de nouveaux investissements à effectuer en matière d'infrastructure, d'autre part. Toutes ces options devraient être étudiées si l'on veut parvenir à réduire aussi rationnellement que possible le coût réel des activités de transit. Non seulement des études de ce genre aideront à jeter un jour

[38] Le secrétariat de la CNUCED a été prié par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce d'établir une étude pour la huitième session de cette commission sur les problèmes d'assurance en matière de transport, notamment sur les problèmes que connaissent les pays sans littoral.

nouveau sur les problèmes communs à tel pays sans littoral et à tel pays de transit, mais elles joueront également un rôle d'une importance inestimable dans la détermination et la justification de certains projets d'assistance financière et technique. Néanmoins, l'analyse des coûts et des avantages des situations de transit présente des difficultés très particulières. Pour évaluer les problèmes techniques et théoriques posés par la réalisation de ces études et pour mettre au point une méthodologie appropriée, il serait utile d'entreprendre un certain nombre d'études pilotes sur les coûts de certains itinéraires. Ces études pilotes donneraient une idée plus précise de l'importance des problèmes de transit des pays en développement sans littoral, et ouvriraient la voie à l'utilisation plus courante des techniques mises au point dans le cadre de l'aide technique destinée à appuyer certains projets de planification des itinéraires.

2. *Renseignements fondamentaux, analyses, principes directeurs et modèles destinés à aider les pays sans littoral et les pays de transit à parvenir à des accords sur l'amélioration du transit*

92. Le secrétariat de la CNUCED poursuit ses études comparatives sur les procédures et installations portuaires et de transit des différents pays sans littoral, conformément au paragraphe 12 de la résolution 63 (III)[39]. Ces travaux comporteront également des renseignements sur les accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur en matière de transit et de transport, ainsi que des suggestions concernant des accords types régionaux et sous-régionaux que chaque pays pourra adapter à son propre usage, mais qui respecteront certaines normes fondamentales en matière de documents, de procédures et de techniques et pourront fournir des garanties financières internationales acceptables.

93. Sur la proposition du secrétariat de la CNUCED, le Comité technique permanent du CCD a décidé d'introduire dans son futur programme de travail la possibilité d'établir un accord type bilatéral de transit. La CNUCED participe à ces travaux en analysant les accords en vigueur et en présentant une première vue d'ensemble. On espère que cet accord type sera utile aux pays en développement sans littoral et à leurs voisins de transit pour leurs négociations tendant à la conclusion de nouveaux accords bilatéraux de transit.

94. Pour faciliter ce processus dans le domaine du transit, le Groupe d'experts de l'infrastructure des transports pour les pays en voie de développement sans littoral a recommandé dans son rapport que des experts élaborent des principes directeurs dans les domaines techniques suivants :

a) Amélioration des formalités relatives au transit et de la réglementation du transit grâce à une action commune;

b) Entreprises communes internationales dans le domaine des transports;

c) Tarification dans le secteur des transports[40].

3. *Etude de la planification et de l'exécution de projets qui entraînent des coûts dans un pays et des avantages pour un autre pays*

95. Le moyen de fournir des capitaux pour la construction et l'entretien des portions d'itinéraires routiers ou ferroviaires internationaux qui représentent de faibles bénéfices marginaux pour le pays de transit où ils doivent être construits et entretenus, et dont les principaux avantages seront destinés à un pays sans littoral, est un problème important. Faute de normes internationales bien établies en matière de préparation, d'évaluation, de financement et de gestion des principaux projets qui franchissent les frontières nationales, il faut effectuer une étude qui permette de mettre au point des principes directeurs appropriés en matière d'investissements et de projets, applicables notamment aux cas où les principaux investissements sont effectués dans un pays et les bénéfices réalisés dans un autre (comme c'est le cas lorsqu'on établit des liaisons pour le transport de transit au profit des pays sans littoral). Cette étude devrait comporter des recommandations relatives aux instruments appropriés à la planification et à la gestion des projets ainsi qu'à l'exploitation de l'entreprise achevée, y compris des coentreprises.

4. *Aide technique*

96. La CNUCED, en collaboration avec la CESAP, exploite déjà un projet destiné à aider les pays les moins avancés sans littoral, notamment en ce qui concerne leurs problèmes de transport et de commerce de transit. Des propositions ont été formulées pour des projets de même nature dans d'autres régions. De telles initiatives peuvent jouer un rôle fondamental pour faciliter la méthode de planification commune décrite plus haut.

CHAPITRE III

Mesures spéciales en faveur des pays en développement insulaires qui sont géographiquement désavantagés

97. Le problème des pays en développement insulaires a été posé pour la première fois dans la résolution 65 (III) de la Conférence en date du 19 mai 1972, qui demandait qu'un petit groupe d'experts se réunisse pour déterminer les problèmes propres à ces pays et pour faire des recommandations en vue de leur examen par le Conseil du commerce et du développement. Dans son rapport[41], le Groupe d'experts soulignait que les pays en développement insulaires faisaient face souvent aux même problèmes que l'ensemble des pays en développement. Toutefois, des problèmes particuliers se posaient aux pays insulaires en tant que tels. Tout d'abord, si la plus grande partie de la population des pays en développement insulaires est concentrée dans de grands pays tels que l'Indonésie, les Philippines et Sri Lanka, la plupart des pays et territoires

[39] Voir A/10203, E/5501 et TD/B/522.

[40] *Stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral (op. cit.)*, par. 34 et 44 à 63.

[41] *Pays insulaires en voie de développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.6).

insulaires sont de faible superficie, et certains d'entre eux sont vraiment de tout petits pays. Il fallait donc s'attendre que les inconvénients découlant de la faible superficie créent des difficultés particulières. Deuxièmement, les îles de faibles dimensions sont fortement tributaires des transports extérieurs, en particulier de la navigation maritime. Aussi fallait-il accorder une attention particulière à la nature et au coût des services de transports maritimes. Troisièmement, nombre de ces îles se trouvent sur le passage de cyclones tropicaux, et doivent prendre des mesures pour faire face aux effets des catastrophes naturelles. Quatrièmement, elles sont particulièrement intéressées par les questions relatives à la souveraineté sur les ressources de la mer. Enfin, étant donné que leur faible superficie limite les perspectives de développement économique, elles témoignent un intérêt particulier pour la coopération régionale.

98. Par sa décision 28 (LVII), du 2 août 1974, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de l'ONU, agissant en consultation avec le Secrétaire général de la CNUCED et avec les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organisations internationales :

a) D'établir un rapport exposant les problèmes économiques et les besoins de développement particuliers aux pays insulaires en voie de développement qui sont géographiquement désavantagés;

b) De faire des propositions concrètes au sujet de toute mesure requise pour surmonter ou réduire à un minimum les effets des problèmes particuliers des pays visés à l'alinéa *a* ci-dessus;

c) De présenter ce rapport au Comité de l'examen et de l'évaluation, dans le contexte de l'examen de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui doit avoir lieu au milieu de la Décennie.

Dans le rapport qui a suivi, le secrétariat de la CNUCED a examiné plus en détail les problèmes particuliers posés par l'éloignement, l'insuffisance des ressources et la faible dimension de ces pays, et a étudié les mesures pouvant contribuer à supprimer ces handicaps[42].

99. Afin d'atténuer les plus graves des handicaps propres aux pays en développement insulaires qui sont géographiquement désavantagés, il y a lieu de prendre des mesures dans les domaines suivants.

A. – Transports maritimes extérieurs

100. Les pays insulaires éloignés partagent souvent avec les pays sans littoral le problème de l'accès aux itinéraires du trafic international; pour faciliter cet accès, il faut souvent procéder à un transbordement dans un pays étranger. Les pays insulaires éloignés et les pays sans littoral sont donc également intéressés par les mesures qui visent à faciliter le transit et le transbordement. Ces mesures comprennent l'amélioration des points nodaux et des aires d'entreposage ainsi que l'aménagement fondamental des ports. L'exploitation du transport extérieur et celle du transport entre pays insulaires sont étroitement liées.

101. En raison de leur faible dimension, les pays insulaires géographiquement désavantagés se trouvent dans une position de négociation particulièrement faible face aux compagnies maritimes. Des renseignements plus complets sur le marché des transports maritimes et sur les techniques de manutention des marchandises, ainsi que la création de conseils de chargeurs, pourraient améliorer la qualité et réduire le coût des services de ce type de transport[43].

102. Les pays insulaires géographiquement désavantagés pourraient souvent tirer profit d'une action régionale concertée, ainsi que de la création de certains organes régionaux (conseils régionaux de chargeurs, par exemple), en vue de traiter des problèmes des transports non seulement maritimes mais aussi aériens.

B. – Transports entre pays insulaires et services de desserte

103. En plus des difficultés de communications extérieures qu'éprouvent les pays insulaires géographiquement désavantagés, les Etats-archipels se heurtent également au problème particulier de la création de formes de transport entre îles pouvant être rentables pour un trafic de faible densité. Cela implique la conception de types de navires appropriés et des installations correspondantes à terre, des méthodes de manutention des marchandises, ainsi que l'utilisation d'avions. Il est souhaitable d'accorder une aide technique et de procéder à un échange de renseignements dans ce domaine.

104. Etant donné l'évolution rapide de la structure des coûts et des caractéristiques techniques des transports, les pays insulaires éloignés doivent mettre au point de nouveaux moyens de relier chaque île aux principaux centres et aux points nodaux régionaux, c'est-à-dire de véritables services de desserte nationaux ou régionaux desservant les îles, par voie maritime ou aérienne. Cela suppose la création et le financement de navires, d'avions et de services appropriés, d'installations de manutention et la formation du personnel. L'ensemble de ces questions n'ayant pas encore été étudié à l'échelon mondial, et comme il existe des éléments intéressants d'expérience et d'information à recueillir, il faudrait entreprendre des travaux en vue de rassembler et d'analyser ces renseignements pour mieux les utiliser dans le cadre d'une aide financière et technique future.

C. – Transports aériens extérieurs

105. Du fait que la plupart des marchandises sont transportées par voie maritime, on s'est peu préoccupé jusqu'à présent des communications aériennes des pays en développement insulaires géographiquement désavantagés. Toutefois, la plupart des passagers internationaux utilisent les transports aériens, et le tourisme est un secteur important pour la plupart de ces pays. Les perspectives de

[42] "Problèmes économiques et besoins de développement particuliers aux pays insulaires en voie de développement qui sont géographiquement désavantagés : note du Secrétaire général" (E/5647).

[43] Voir "La protection des intérêts des chargeurs. – Programme d'action : rapport établi par le secrétariat de la CNUCED" (TD/B/C.4/127/Supp.1).

promotion de produits d'exportation qui peuvent être transportés par voie aérienne sont, en principe, favorables, de même que celles des importations, en raison des délais et des coûts de plus en plus importants des transports maritimes.

106. Le développement des services aériens a été entravé par une tarification trop routinière, des services inadaptés ou, simplement, un manque d'intérêt de la part des compagnies aériennes (qui appartiennent souvent à des étrangers).

107. Les gouvernements intéressés devraient encourager leurs compagnies aériennes à étudier plus attentivement les avantages à long terme que les pays insulaires éloignés et elles-mêmes pourraient tirer de services aériens plus appropriés et d'une tarification plus originale, applicable aux passagers et au fret. Il faudrait également encourager les institutions qui fournissent aux pays en développement insulaires géographiquement désavantagés des conseils concernant la promotion des exportations à prendre en considération toutes les possibilités du fret aérien.

D. – Recettes tirées des exportations de produits de base

108. Les pays en développement insulaires sont fortement tributaires des exportations de produits de base, et généralement d'une gamme très réduite. Cependant, ce phénomène provient davantage de leurs faibles dimensions que de leur caractère insulaire. Ainsi, les pays en développement insulaires peuvent bénéficier des mesures proposées en vue d'accroître et de stabiliser les recettes provenant des exportations de produits de base des pays en développement en général.

109. Les intérêts des pays en développement insulaires géographiquement désavantagés, qui sont particulièrement sensibles aux fluctuations des recettes d'exportation, doivent faire l'objet d'un examen particulier dans le cadre notamment du programme intégré pour les produits de base[44].

110. Il faudrait encourager les mesures visant à accroître la part des recettes d'exportation qui revient exclusivement aux producteurs ruraux.

E. – Catastrophes naturelles

111. De nombreux pays en développement insulaires géographiquement désavantagés se trouvent dans des régions exposées aux catastrophes naturelles – notamment aux cyclones tropicaux, mais aussi aux tremblements de terre ou aux éruptions volcaniques. Il peut être appréciable d'accorder une assistance technique à ces îles pour que le risque de catastrophes naturelles apparaisse dans les procédures de planification. La CNUCED fournit déjà une aide aux gouvernements des Antilles pour mettre au point un système d'assurance contre les catastrophes. Une aide de même nature serait utile à d'autres pays en développement insulaires géographiquement désavantagés – pris individuellement ou collectivement – pour qu'ils établissent des systèmes d'assurance.

112. Comme les catastrophes sont un obstacle majeur au développement de nombreux pays et comme il est beaucoup plus rentable d'utiliser des ressources pour essayer de prévenir une catastrophe que de fournir des secours, si essentiels soient-ils, après qu'elle s'est produite, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a proposé d'adopter une stratégie internationale de prévention. Les îles exposées à des catastrophes devraient tenir compte de cette situation dans maints aspects de leurs politiques. Par exemple, les politiques de planification physique et d'aménagement doivent être conçues en fonction des risques qu'impliquent dans différentes régions la construction de bâtiments et l'utilisation de certains matériaux ou techniques de construction.

113. Un appui international devrait être fourni pour développer et améliorer les services météorologiques des pays insulaires isolés, de façon à améliorer les données que nécessite la prévision des catastrophes.

F. – Coopération régionale

114. L'intégration régionale peut être efficace entre les pays insulaires qui ne sont pas trop dispersés. Même dans les cas où cette intégration ne constitue pas une mesure efficace pour construire une structure industrielle, la coopération régionale au niveau de certaines questions peut être fructueuse, notamment lorsqu'elle fournit des renseignements techniques et une main-d'œuvre spécialisée, par l'intermédiaire d'organismes monétaires régionaux ou d'organismes de prêt, ou lorsqu'elle contribue à la promotion des exportations, à la rationalisation des importations ou à l'amélioration des transports régionaux. Il faut encourager et appuyer les mesures visant à accroître la coopération et l'intégration régionales entre pays insulaires éloignés.

115. Les pays en développement insulaires géographiquement désavantagés peuvent, grâce à une coopération au niveau de l'achat des importations, réduire les coûts engendrés par leurs faibles dimensions et par leur éloignement.

[44] Voir dans le présent volume le document TD/184.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU 1

PNB par habitant, population et taux de croissance du produit réel dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1974, et projections du PNB par habitant en 1980

Pays	PNB par habitant 1974, aux prix de 1973 (dollars)	Projections du PNB par habitant en 1980[a] (dollars)			Taux moyen de croissance annuelle du produit réel par habitant			Population (en millions d'habitants) en 1974	Taux moyen de croissance annuelle de la population 1970-1973	Taux moyen de croissance annuelle du produit réel total		
		A	B	C	1960-1970[b]	1970-1974[b]	1973-1974			1960-1970[b]	1970-1974[b]	1973-1974
Pays les moins avancés												
Afghanistan*	81	81	89	100	0,1	1,6	0,6	18,80	2,3	2,5	4,0	3,0
Bangladesh	100	106	107	123	1,0	1,1	0,0	74,99	2,4	3,8	3,8	2,7
Bénin[c]	126	139	138	155	1,7	1,5	2,8	3,03	2,7	4,1	4,0	5,3
Bhoutan*	70	..	..	86	..	..	..	0,91	2,3	..	..	..
Botswana*	353	436	1 176	434	3,6	22,2	24,8	0,66	3,7	5,6	24,7	27,3
Burundi*	73	54	85	90	−5,0	2,5	−0,9	3,68	2,4	−2,7	5,0	1,5
Éthiopie	81	89	83	100	1,5	0,4	−2,3	27,24	1,9	4,3	3,2	0,4
Gambie	188	213	252	231	2,1	5,0	15,2	0,51	2,2	4,2	7,1	17,5
Guinée	147	138	161	181	−1,0	1,5	7,2	4,31	2,4	1,3	3,8	9,7
Haïti	142	129	157	175	−1,6	1,7	0,4	4,51	1,6	1,0	4,3	3,0
Haute-Volta*	81	96	85	100	2,9	0,8	2,9	5,90	2,1	4,9	2,8	5,0
Laos*	101	112	..	124	1,7	..	..	3,26	2,4	4,3	..	..
Lesotho*	102	108	109	125	1,0	1,1	3,8	1,02	2,2	3,0	3,1	5,9
Malawi*	113	128	162	139	2,1	6,2	1,2	4,92	2,6	4,8	9,0	3,8
Maldives	90	..	..	111	..	..	..	0,12	2,1	..	..	..
Mali*	76	67	57	93	−2,0	−4,6	4,4	5,56	2,1	0,3	−2,3	6,9
Népal*	93	93	94	114	0,0	0,1	3,9	12,32	2,4	2,3	2,4	6,3
Niger*	130	148	90	160	2,2	−6,0	4,6	4,48	2,3	5,3	−3,2	7,7
Ouganda*	134	154	102	165	2,4	−4,5	−16,7	11,17	3,3	5,3	−1,9	−14,4
Rép. centrafricaine*	175	165	174	215	−1,0	−0,1	−1,2	1,75	2,3	1,3	2,2	1,1
République-Unie de Tanzanie	123	165	130	151	5,0	0,9	−3,1	14,76	2,7	7,8	3,6	−0,5
Rwanda*	68	74	64	84	1,4	−0,9	−5,1	4,12	2,7	4,7	2,3	−2,0
Samoa-Occidental	280	..	..	344	..	..	..	0,16	2,1	..	..	..
Sikkim*	90	..	..	111	..	..	..	0,21	2,0	..	..	..
Somalie	81	79	98	100	−0,4	3,2	1,9	3,09	2,5	1,7	5,4	4,1
Soudan	123	116	120	151	−1,0	−0,4	−9,4	17,32	2,5	2,1	2,7	−6,6
Tchad*	94	81	75	116	−2,4	−3,8	6,4	3,95	2,0	0,0	−1,5	9,0
Yémen	73	78	..	90	1,2	..	..	6,48	2,9	4,2	..	..
Yémen démocratique	109	78	98	134	−5,5	−1,7	0,1	1,63	2,7	−2,8	1,2	3,0
Total	104	108	106	128	0,7	0,4	−2,0	240,86	2,4	3,4	3,0	0,6
Autres pays en développement sans littoral												
Bolivie	210	254	252	258	3,2	3,1	4,1	5,47	2,6	5,7	5,7	6,7
Paraguay	423	474	526	520	1,9	3,7	5,5	2,57	3,9	4,5	6,4	8,2
Swaziland	319	415	366	392	4,5	2,3	3,1	0,48	4,3	7,6	5,4	6,2
Zambie	513	695	541	631	5,2	0,9	1,9	4,75	3,5	8,3	3,8	4,9
Ensemble des pays en développement	321	374	402	395	2,6	3,8	4,6	1 860,11	2,5	5,2	6,4	7,3

Sources : chiffres calculés par le secrétariat de la CNUCED, d'après des données du Bureau de statistique de l'ONU et d'autres sources internationales et nationales.

* Pays sans littoral.

[a] Les chiffres de la colonne A reposent sur l'hypothèse du maintien du taux de croissance du produit réel par habitant observé pendant la période 1960-1970; ceux de la colonne B supposent le maintien du taux de croissance du produit réel par habitant observé pendant la période 1970-1974; ceux de la colonne C sont fondés sur l'objectif de 3,5 p. 100 fixé par la Stratégie internationale du développement en ce qui concerne le taux de croissance annuelle du produit brut par habitant dans l'ensemble des pays en développement.

[b] Taux tendanciel.

[c] Ancien Dahomey.

TABLEAU 2

Le secteur agricole dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1974

Pays	Main-d'œuvre agricole, en pourcentage de la population active totale, 1970	Part, en pourcentage, de l'agriculture dans le PIB total, 1973	Taux moyen de croissance annuelle de la production agricole						Taux moyen de croissance annuelle de la production vivrière					
			1961-1970[a]	1970-1974[a]	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973-1974	1961-1970[a]	1970-1974[a]	1970-1971	1971-1972	1972 1973	1973 1974
Pays les moins avancés														
Afghanistan* . .	82	51[b]	1,6	6,2	−4,9	14,3	6,3	5,9	1,5	6,2	−4,9	14,3	7,1	5,0
Bangladesh . . .	71	56[c]	2,9	1,4	−10,3	1,9	17,0	−8,1	3,0	1,7	−8,5	−0,9	19,8	−7,9
Bénin[d]	52	31[e]	3,8	2,8	0,8	−3,0	8,5	5,7	3,4	2,2	−0,8	−4,7	9,1	6,1
Bhoutan*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana* . . .	87	29[f]	5,7	5,0	13,9	−10,3	14,3	8,1	5,9	5,0	13,7	−10,8	14,9	8,0
Burundi*	86	76	4,6	11,8	10,7	25,9	1,4	9,4	4,6	11,9	10,7	26,5	1,0	9,9
Ethiopie	85	47	2,3	−0,5	0,0	1,7	0,0	−5,0	2,3	−0,8	−0,8	1,7	−0,8	−4,2
Gambie	84	50	4,3	5,8	6,0	−0,8	12,2	6,5	4,1	5,8	6,0	−0,8	12,2	6,5
Guinée	84	27	2,5	−0,9	0,8	−5,0	−1,8	5,4	2,5	−0,9	0,8	−4,2	−2,6	5,4
Haïti	77	47[c]	1,1	2,6	4,6	1,8	2,6	1,7	1,3	2,8	4,6	2,6	2,6	1,7
Haute-Volta* . .	89	43[g]	3,5	−10,4	−5,0	−5,3	−15,9	−14,4	3,3	−10,6	−6,0	−5,5	−16,3	−13,8
Laos*	78	..	7,2	1,8	−5,3	0,7	6,9	3,2	7,1	1,6	−5,3	0,7	6,2	3,2
Lesotho*	89	37[f]	0,5	2,6	0,0	−23,8	52,5	−9,0	0,3	4,3	1,9	−23,6	58,0	−8,6
Malawi*	88	47[f]	4,8	5,4	10,8	11,1	−1,9	3,2	5,0	5,5	10,1	10,6	−1,3	3,9
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali*	91	34	1,7	−6,8	8,3	−19,5	−21,1	28,0	1,4	−7,0	7,5	−20,2	−20,9	29,2
Népal*	92	69[e]	1,1	0,2	0,0	−6,3	10,6	−4,3	1,1	0,0	−0,9	−6,4	10,7	−4,4
Niger*	91	51[b]	3,1	−7,0	−9,4	−0,9	−27,6	26,3	3,0	−6,7	−8,6	−0,9	−26,7	24,7
Ouganda*	86	48[f]	3,4	−0,9	−3,9	1,6	−2,4	0,8	3,6	−0,6	−3,1	1,6	−2,4	1,6
République centrafricaine*	87	32[f]	1,3	1,7	3,6	2,6	0,0	0,8	0,8	2,1	3,7	1,8	2,6	0,0
République-Unie de Tanzanie .	86	36	4,2	−0,1	−5,7	2,3	1,5	0,0	4,5	0,1	−5,4	2,9	2,1	−1,4
Rwanda*	91	51	4,2	−1,8	2,1	−2,0	4,1	−13,2	4,2	−1,8	2,1	−2,0	4,1	−13,2
Samoa-Occidental	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	82	32	3,2	3,2	−0,8	10,5	0,7	0,7	3,2	3,2	−0,8	11,3	0,0	0,7
Soudan	80	32[f]	5,3	2,1	4,0	−0,6	−3,2	13,4	5,3	2,9	4,1	−0,7	0,0	11,8
Tchad*	91	44	0,5	−7,9	1,0	−20,4	−8,5	5,3	−0,1	−9,2	−1,0	−22,0	−9,0	4,2
Yémen	73	61	−1,3	7,5	31,7	10,2	0,0	−5,9	−1,3	7,0	30,5	9,3	0,0	−6,0
Yémen démocrat.	62	19[h]	1,8	3,4	7,3	−5,1	10,7	2,4	2,3	3,8	6,2	−3,3	10,3	3,1
Total	81	48	3,0	1,2	−3,4	1,9	5,4	−1,8	3,0	1,4	−2,9	1,0	6,7	−1,4
Autres pays en développement sans littoral														
Bolivie	58	15	3,8	5,2	5,4	4,4	6,3	4,6	3,8	4,1	4,7	3,0	4,3	4,8
Paraguay	53	35[e]	3,3	2,4	−0,8	−1,6	9,0	2,3	3,2	1,1	0,8	−3,9	4,1	4,7
Swaziland . . .	82	33[f]	6,1	3,8	4,5	11,0	−6,1	8,2	6,3	3,3	3,2	11,1	−6,7	7,7
Zambie	69	13[f]	3,2	4,1	2,5	4,1	2,4	8,5	3,5	3,9	1,6	4,0	2,3	8,3
Ensemble des pays en développement .	65	23	2,8	1,6	0,8	0,8	2,4	2,3	2,8	1,4	0,8	0,0	3,2	1,6

Sources : FAO, *Annuaire de la production* (diverses années); Nations Unies, *Yearbook of National Accounts Statistics, 1974* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.75.XVII.5, vol. 1, 2 et 3), et *Bulletin mensuel de statistique*, janvier 1976.

* Pays san littoral.
[a] Taux tendanciel.
[b] 1969.
[c] 1972.
[d] Ancien Dahomey.
[e] 1974.
[f] 1971.
[g] 1968.
[h] 1970.

TABLEAU 3

Taux de croissance et niveau de la production manufacturière et de l'investissement intérieur brut dans les pays en développement les moins avancés et les pays en développement sans littoral, 1960-1973

(En pourcentage)

Pays	Production manufacturière						Investissement intérieur brut					
	Part, dans le PIB, 1973	Taux moyen de croissance annuelle du PIB réel provenant de l'industrie manufacturière					Part, dans le PIB, 1973	Taux de croissance réelle (moyenne annuelle)				
		1960-1970	1970-1973	1970-1971	1971-1972	1972-1973		1960-1970	1970-1973	1970-1971	1971-1972	1972-1973
Pays les moins avancés												
Afghanistan*	11[a]	5,1[b]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	9[cd]	8,2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénin[e]	9[fd]	12,4	5,0	2,5	6,8	5,8	18[g]	4,7	6,4	−2,4	13,9	8,4
Bhoutan*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana*	8[h]	7,3	29,9	53,2	19,0	20,1	59[h]	16,0	77,4	369,0	6,7	11,8
Burundi*	3	−0,4	−0,4	−4,4	2,3	1,1	6[i]	0,4	2,8	6,4	6,0	−3,6
Ethiopie	10	8,1	6,0	9,1	4,2	4,8	10[f]	..	..	..	..	..
Gambie	3	7,2	11,9	10,0	27,3	0,0	20	8,0	11,9	22,5	9,2	4,7
Guinée	10	3,5	6,0	3,1	10,1	5,1	8	3,8	3,8	−3,9	6,3	9,4
Haïti	11[e]	0,6	8,5	7,5	7,1	10,8	10[c]	4,5	11,6	19,1	7,0	9,0
Haute-Volta*	10[j]	7,9	9,4	12,4	9,9	6,1	7[g]	10,4	10,1	18,0	4,3	8,5
Laos*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho*	1[h]	8,4	11,6	5,6	21,1	8,7	12[h]	22,8	25,0	25,7	33,0	17,1
Malawi*	12[h]	17,0	10,7	−2,8	17,3	19,2	21[f]	8,9	9,7	−2,3	15,8	16,6
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali*	15	7,3	4,1	6,1	3,8	2,5	17[a]	6,0	−3,0	−11,8	5,2	−1,6
Népal*	10[f]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Niger*	6[a]	8,1	2,4	−3,6	7,1	3,9	6[a]	6,0	−9,2	−23,5	5,2	−6,9
Ouganda*	8[h]	10,3	−2,2	−5,8	3,3	−4,6	15[h]	9,3	−16,6	21,2	−26,1	−35,3
Rép. centrafricaine	9[h]	9,8	4,2	−1,6	8,1	6,3	18[h]	3,2	2,7	4,3	−0,5	4,4
République-Unie de Tanzanie	10	18,2	10,3	8,8	11,1	11,2	24	13,9	−0,9	20,8	−7,9	−12,4
Rwanda*	15	31,3	8,9	14,6	4,4	8,0	11	6,7	17,5	38,9	11,2	5,0
Samoa-Occidental	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	9	9,2	15,8	26,0	11,9	10,1	20	3,3	20,8	10,6	30,9	21,7
Soudan	10[h]	5,5	5,7	6,5	4,7	6,1	10[a]	4,6	−1,2	−0,8	−5,6	2,9
Tchad*	10	3,6	6,3	5,8	8,2	5,1	12[k]	1,8	0,0	−2,9	5,4	−2,3
Yémen	2	..	..	..	..	..	12	..	..	..	..	..
Yémen démocratique	25[g]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total	9	7,9	6,2	5,8	6,8	6,1	14	7,4	4,7	20,6	−2,8	−2,1
Autres pays en développement sans littoral												
Bolivie	12	7,1[l]	4,4	2,8	5,3	5,0	13[f]	7,1[l]	7,5	−0,7	−1,9	27,6
Paraguay	18[f]	5,8	4,9	3,3	6,3	5,2	21[f]	6,5	18,2	4,8	15,4	36,8
Swaziland	15[h]	18,6	7,7	−1,3	19,7	5,7	22[c]	12,0	0,6	17,4	−17,5	5,2
Zambie	12[h]	11,3	16,6	18,4	17,8	13,6	35[h]	8,9	0,7	18,3	−0,8	−13,0
Ensemble des pays en développement	19	7,2	8,6	7,0	9,3	9,4	19	6,6	8,0	7,0	8,4	8,6

Sources : voir le tableau 1.

[a] 1969.
[b] 1961-1969.
[c] 1972.
[d] Production industrielle totale.
[e] Ancien Dahomey.
[f] 1974.
[g] 1970.
[h] 1971.
[i] 1965.
[j] 1968.
[k] 1963.
[l] 1963-1970.

TABLEAU 4

Evolution de la valeur et du pouvoir d'achat des exportations des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1960-1974

Pays	*Exportations en 1974*		*Taux moyen de croissance annuelle de la valeur des exportations*			*Taux moyen de croissance annuelle du pouvoir d'achat des exportations*			*Exportations par habitant (dollars) 1974*	*Variation du pouvoir d'achat des exportations par habitant en dollars constants (1974)*		
	Valeur (millions de dollars)	*En pourcentage du PNB aux prix de 1973*	*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]	*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]		*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]
Pays les moins avancés												
Afghanistan*	150	9,9	4,5	14,9	36,4	2,9	−1,4	1,1	8,1	0,7	−1,2	0,0
Bangladesh	347	4,4	5,3	−9,6	−2,8	3,2	−24,9	−33,5	4,4	0,7	−10,9	−2,4
Bénin[b]	55	15,0	7,3	13,6	−6,8	4,4	−2,6	−31,5	19,0	3,6	−3,7	−8,7
Bhoutan*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana*	80	34,2	7,9	45,2	14,3	6,4	23,1	−19,2	114,3	20,5	56,1	−27,1
Burundi*	30	10,4	9,6	5,7	0,0	10,9	−10,4	−29,3	7,7	7,6	−5,6	−4,1
Ethiopie	268	11,9	5,1	21,7	13,1	3,4	1,9	−24,7	9,6	1,5	−0,5	−3,9
Gambie	39	53,4	7,2	23,1	56,0	6,0	4,6	13,0	97,5	20,6	15,9	11,2
Guinée	120	19,0	0,9	21,0	71,4	−1,2	2,5	21,3	27,9	−11,6	0,1	4,3
Haïti	72	10,1	0,5	15,8	38,5	0,0	−1,8	−2,0	13,6	−3,6	−2,2	−0,6
Haute-Volta*	36	7,6	17,9	19,0	56,5	14,2	1,6	15,8	6,2	4,2	−0,1	0,8
Laos*	6	1,8	24,5	−3,8	20,0	19,2	−18,4	−15,1	1,8	3,5	−2,7	−0,4
Lesotho*	16	15,5	4,8	27,8	14,3	2,1	8,3	−19,2	16,0	−0,5	3,1	−3,8
Malawi*	119	21,4	9,9	18,7	24,0	7,1	1,4	−9,1	24,3	8,9	−1,3	−3,0
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali*	42	9,9	5,1	6,2	20,0	7,7	−10,3	−14,2	7,5	5,2	−5,2	−1,6
Népal*	50	4,4	22,8	3,2	42,9	7,9	−12,5	1,1	4,1	3,4	−3,6	−0,1
Niger*	52	9,2	8,1	12,9	−16,1	7,3	−3,5	−38,4	12,1	5,1	−2,5	−7,5
Ouganda*	327	22,3	7,1	3,8	0,3	5,2	−11,7	−28,7	30,0	6,7	−24,9	−12,5
Rép. centrafricaine*	48	15,7	10,5	11,6	29,7	6,1	−4,0	−3,2	26,7	9,4	−8,7	−2,5
République-Unie de Tanzanie	427	23,4	5,0	13,3	16,0	1,9	−3,6	−18,1	28,9	−2,8	−8,4	−7,4
Rwanda*	37	13,5	18,4	10,3	19,4	17,9	−6,0	−12,7	9,3	9,4	−3,6	−1,3
Samoa-Occidental	12	30,0	−4,1	−24,5	−20,0	−5,2	5,5	−43,4	60,0	−116,2	11,5	−46,0
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	60	24,4	2,4	17,9	42,9	1,2	−0,1	4,0	20,0	−5,2	−1,5	0,1
Soudan	350	16,3	3,4	4,5	−19,4	3,1	−12,7	−45,8	20,0	0,8	−18,3	−18,2
Tchad*	65	17,0	7,1	21,3	71,1	6,1	4,3	28,5	15,9	5,5	0,6	2,9
Yémen	14	3,0	−3,8	47,0	75,0	−9,9	24,6	23,8	2,2	−2,7	1,2	0,4
Yémen démocratique	203	112,8	−3,9	8,6	81,3	−3,5	−8,0	28,2	119,4	−132,5	−57,4	20,5
Total[c]	3 020	12,1	4,6	8,0	12,3	2,8	−8,5	−20,6	12,3	0,6	−7,1	−3,7
Autres pays en développement sans littoral												
Bolivie	548	50,6	15,1	30,7	95,7	11,9	10,9	45,7	105,4	42,9	31,6	31,6
Paraguay	170	16,0	7,2	27,7	33,9	6,9	6,1	−8,3	68,0	17,8	12,1	−6,2
Swaziland	125	83,9	11,3	15,2	14,7	..	..	..	250,0	..	..	..
Zambie	1 407	55,3	13,4	8,9	23,1	8,6	−6,2	−7,3	281,4	183,2	−151,4	−63,7
Ensemble des pays en développement	209 900	35,9	6,8	41,7	11,4	5,0	18,7	46,6	110,4	13,1	48,2	32,9

Sources : Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique;* sources nationales; estimations préliminaires du secrétariat de la CNUCED.

* Pays sans littoral.

[a] Estimations préliminaires.

[b] Ancien Dahomey.

[c] Pour le calcul du taux de croissance et de la variation du pouvoir d'achat des exportations, on a utilisé comme coefficient d'ajustement, pour tous les pays les moins avancés, la valeur unitaire des importations de 16 pays représentant approximativement 80 p. 100 du total des échanges.

TABLEAU 5

Evolution de la valeur et du volume des importations des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1960-1974

Pays	*Importations en 1974*		*Taux moyen de croissance annuelle de la valeur des importations*			*Taux moyen de croissance annuelle du volume des importations*			*Importations par habitant (dollars)*	*Variation du volume des importations par habitant, en valeur constante (dollars de 1974)*		
	Valeur (millions de dollars)	*En pourcentage du PNB, aux prix de 1973*	*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]	*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]	*1974*	*1960-1970*	*1970-1974*	*1973-1974*[a]
Pays les moins avancés												
Afghanistan*	240	15,9	2,4	21,0	20,0	0,0	3,8	−11,0	12,9	−2,9	0,8	−1,8
Bangladesh	1 096	13,8	8,0	9,7	25,0	7,0	−8,9	−14,5	13,8	7,4	−8,5	−2,8
Bénin[b]	135	36,8	8,8	20,5	35,0	5,6	3,3	−0,8	46,6	11,2	2,6	−0,4
Bhoutan*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana*	147	62,8	20,5	32,3	5,8	16,0	12,1	−25,2	210,0	112,7	55,0	−70,7
Burundi*	41	14,2	2,0	16,8	32,3	−1,5	−1,0	−6,4	10,5	−4,8	−1,7	−1,7
Ethiopie	275	12,2	7,6	12,4	29,1	5,5	−5,9	−14,1	9,9	4,3	−4,4	−2,3
Gambie	43	58,9	7,5	24,3	38,7	5,3	5,6	0,5	107,5	17,7	21,1	0,5
Guinée	80	12,7	1,1	3,4	14,3	1,4	−12,4	−19,2	18,6	−3,1	−16,2	−5,0
Haïti	99	13,8	0,9	15,8	33,8	2,3	−1,8	−5,4	18,7	0,6	−3,1	−1,4
Haute-Volta	114	24,1	9,3	24,8	58,3	13,6	6,6	17,1	19,7	10,7	3,3	2,6
Laos*	100	30,3	21,7	−3,2	75,4	22,8	−18,0	24,1	30,3	61,4	−43,3	5,1
Lesotho*	90	87,4	7,5	29,5	9,8	4,5	9,8	−22,4	90,0	11,8	21,1	−25,9
Malawi*	185	33,3	9,2	21,1	30,3	5,9	3,5	−4,5	37,8	9,9	1,0	−2,6
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali*	127	29,9	1,1	28,2	21,0	1,7	8,2	−13,5	22,7	−0,9	4,5	−4,5
Népal*	80	7,0	6,2	14,2	33,3	0,2	−3,2	−5,7	6,5	−1,4	−1,7	−0,7
Niger*	96	17,0	13,7	13,4	11,6	13,9	−3,0	−18,0	22,3	16,9	−4,1	−4,9
Ouganda*	213	14,5	7,7	5,5	30,7	4,5	−10,3	−7,1	19,5	1,9	−14,0	−1,7
Rép. centrafricaine*	46	15,1	6,1	7,8	−11,5	3,4	−7,2	−34,0	25,6	1,7	−13,2	−15,4
République-Unie de Tanzanie	811	44,4	7,4	26,4	66,2	6,0	7,5	17,3	54,8	12,7	9,1	6,8
Rwanda*	38	13,9	9,6	7,0	35,7	5,5	−8,8	−0,7	9,5	3,0	−5,4	−0,1
Samoa-Occidental	26	65,0	4,3	16,7	23,8	5,1	−1,1	−12,4	130,0	−29,0	−5,7	−18,4
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	110	44,7	3,9	25,0	19,6	2,3	5,9	−13,0	36,7	−3,6	5,4	−6,9
Soudan	642	29,9	2,1	19,9	47,2	3,7	0,1	−1,0	36,7	2,9	−4,0	−1,7
Tchad*	120	31,4	7,3	18,4	46,3	6,7	1,8	10,0	29,3	12,2	−1,8	1,3
Yémen	193	41,0	12,1	56,7	54,4	7,3	32,8	9,2	30,2	3,7	19,5	2,1
Yémen démocratique	187	103,9	−1,7	−1,8	10,0	−2,7	−16,8	−22,2	110,0	−149,1	−133,5	−40,2
Total[c]	5 330	21,3	5,7	15,6	32,7	4,5	−2,0	−6,1	21,7	4,7	−4,4	−2,1
Autres pays en développement sans littoral												
Bolivie	400	37,0	9,6	25,9	82,6	6,8	6,9	35,9	76,9	20,6	14,5	19,2
Paraguay	153	14,4	9,1	24,3	45,7	5,1	3,4	−0,2	61,2	10,8	5,3	−0,1
Swaziland	98	65,8	13,5	13,0	10,1	..	..	..	196,0	..	..	..
Zambie	783	30,8	11,5	13,2	47,2	6,5	−2,5	10,8	156,6	61,4	−49,6	−4,0
Ensemble des pays en développement	149 900	25,6	6,2	28,3	59,1	4,6	8,2	11,0	79,6	11,7	14,7	5,7

Sources : Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique;* sources nationales; estimations préliminaires du secrétariat de la CNUCED.

* Pays sans littoral.

[a] Estimations préliminaires.

[b] Ancien Dahomey.

[c] Pour le calcul de la variation du volume des importations, on a utilisé comme coefficient d'ajustement, pour tous les pays les moins avancés, la valeur unitaire des importations de 16 pays représentant approximativement 80 p. 100 du total des échanges.

TABLEAU 6

Composition par produits des exportations des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral en 1972

Pays	*Valeurs des exportations en 1972 (millions de dollars)*	*Part de chaque principale catégorie de produits dans le total des exportations (en pourcentage)*					
		Produits alimentaires et boissons (CTCI 0 + 1)	*Matières brutes (CTCI 2 + 4)*	*Combustibles (CTCI 3)*	*Métaux non ferreux, etc.*[a]	*Articles manufacturés*[b]	*Total des exportations (CTCI 0 à 9)*
Pays les moins avancés							
Afghanistan*	90	25,0	46,7	10,9	–	17,4[c]	100,0
Bangladesh	253	9,9	37,5	–	–	49,4[d]	100,0
Bénin[j]	47	36,8	57,9	–	–	2,6	100,0
Bhoutan*	..	..	..	..	..	..	..
Botswana*	46	40,9	26,9	–	32,0[e]	–	100,0
Burundi*	25	80,0	16,0	–	–	4,0	100,0
Ethiopie	167	68,5	29,1	0,6	–	1,5	100,0
Gambie	19	16,2	83,8	–	–	–	100,0
Guinée	68	18,6	12,9	–	67,1[f]	2,9	100,0
Haïti	42	44,2	9,3	–	–	41,9	100,0
Haute-Volta*	20	60,0	35,0	–	–	–	100,0
Laos*	3	–	100,0	–	–	–	100,0
Lesotho*	8	26,0	52,7	–	–	3,2[c]	100,0
Malawi*	81	72,8	16,0	2,5	–	6,2	100,0
Maldives	4	100,0	–	–	–	–	100,0
Mali*	34	38,9	55,6	–	–	5,6	100,0
Népal*	30	42,3	38,5	–	–	19,2[d]	100,0
Niger*	54	22,2	75,9	–	–	1,9	100,0
Ouganda*	283	66,3	22,9	0,6	6,1[g]	0,3	100,0
République centrafricaine* . .	39	31,0	34,9	0,2	32,1[e]	1,3	100,0
République-Unie de Tanzanie . . .	319	48,6	29,4	9,4	4,3[e]	2,4	100,0
Rwanda*	19	55,0	45,0	–	–	4,5	100,0
Samoa-Occidental .	12	60,0	40,0	–	–	–	100,0
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	42	92,5	7,5	–	–	0,7	100,0
Soudan	360	9,5	89,4	0,8	–	–	100,0
Tchad*	39	11,1	83,3	–	–	5,6	100,0
Yémen	4	25,0	75,0	–	–	–	100,0
Yémen démocratique	108	5,2	7,6	68,5	–	5,4	100,0
Total	2 220	37,1	40,9	5,5	4,7	9,1	100,0
Autres pays en développement sans littoral							
Bolivie	207	1,9	0,1	15,3	78,1[h]	–	100,0
Paraguay	86	41,6	36,9	0,2	–	8,5	100,0
Swaziland	86	48,7	34,4	–	–	11,4	100,0
Zambie	758	0,6	2,0	–	97,3	–	100,0
Ensemble des pays en développement .	75 040	21,0	15,6	39,9	3,6[i]	19,5	100,0

Sources : Nations Unies, *Yearbook of International Trade Statistics, 1972-1973* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.74.XVII.6); sources nationales et internationales; estimations tirées de renseignements fournis par le Bureau de statistique de l'ONU.

NOTE. – La somme des éléments n'est pas toujours égale à 100 p. 100 car les chiffres relatifs à certains produits ne sont pas connus pour tous les pays.

* Pays sans littoral.

[a] Rubrique comprenant les métaux non ferreux (CTCI 68), les diamants (CTCI 667) et l'oxyde et l'hydroxyde d'aluminium [CTCI 513.6(5)].

[b] Sections 5 à 8 de la CTCI, à l'exception des métaux non ferreux (CTCI 68), des diamants (CTCI 667), de l'oxyde et de l'hydroxyde d'aluminium [CTCI 513.6(5)].

[c] Principalement tapis, etc. (CTCI 657.5).

[d] Principalement tissus de jute (CTCI 653.4).

[e] Diamants (CTCI 667.2).

[f] Oxyde et hydroxyde d'aluminium [CTCI 513.6(5)].

[g] Cuivre (CTCI 682).

[h] Division 28 de la CTCI (minerais de métaux non ferreux et concentrés).

[i] Sections 5 à 8 de la CTCI, moins division 68.

[j] Ancien Dahomey.

TABLEAU 7

Importance relative des principaux marchés d'exportation des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral en 1972

(En pourcentage)

Pays	*Pays développés à économie de marché*	*Pays en développement*	*Pays socialistes*	*Total toutes destinations*
Pays les moins avancés				
Afghanistan*	52,2	18,2	29,3	100,0
Bangladesh	35,9	55,5	8,5	100,0
Bénin[a]	84,2	10,5	–	100,0
Bhoutan*	..	..	..	..
Botswana*	100,0	–	..	100,0
Burundi*	96,6	3,4	–	100,0
Ethiopie	75,2	19,4	5,5	100,0
Gambie	96,6	2,3	–	100,0
Guinée	74,3	2,8	22,9	100,0
Haïti	97,8	2,2	–	100,0
Haute-Volta*	40,0	60,0	–	100,0
Laos*	–	100,0	–	100,0
Lesotho*	100,0	–	–	100,0
Malawi*	76,5	23,5	–	100,0
Maldives	–	100,0	–	100,0
Mali*	77,8	22,2	–	100,0
Népal*	25,0	75,0	–	100,0
Niger*	75,9	20,1	–	100,0
Ouganda*	73,1	17,6	8,5	100,0
République centrafricaine*[b]	95,4	4,0	0,2	100,0
République-Unie de Tanzanie	43,9	47,6	7,2	100,0
Rwanda*	40,0	60,0	–	100,0
Samoa-Occidental	96,0	4,0	–	100,0
Sikkim*	..	..	..	..
Somalie	20,0	72,5	7,5	100,0
Soudan	48,0	33,2	18,4	100,0
Tchad*	58,3	41,7	–	100,0
Yémen	31,1	46,7	22,2	100,0
Yémen démocratique[c]	55,4	33,4	–	100,0
Total	57,6	27,5	14,3	100,0
Autres pays en développement sans littoral				
Bolivie[b]	86,6	11,6	–	100,0
Paraguay	64,7	24,8	–	100,0
Swaziland	54,6	..	..	100,0
Zambie	84,8	12,3	2,8	100,0
Ensemble des pays en développement	74,4	20,6	4,6	100,0

Sources : Nations Unies, *Yearbook of International Trade Statistics, 1974* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 75.XVII.14); sources nationales et internationales; estimations tirées de renseignements fournis par le Bureau de statistique de l'ONU.

NOTE. – La somme des éléments n'est pas toujours égale à 100 p. 100 car pour certains pays on ne connaît pas la destination de toutes les exportations.

[a] Ancien Dahomey.

[b] 1971.

[c] 1969.

TABLEAU 8

Principales exportations des pays en développement les moins avancés[a] (classés selon leur valeur en 1972)

Groupe de la CTCI	*Produits*	*Valeur des exportations en 1972 (en millions de dollars)*	*Part en pourcentage du total des exportations des pays les moins avancés*	*Part en pourcentage des exportations des produits indiqués effectuées par l'ensemble des pays en développement*
263	Coton	396	17,9	19,7
071	Café	353	16,0	11,2
221	Graines, noix et amandes oléagineuses	144	6,5	23,7
657	Tapis et tapisseries, etc.	141	6,4	61,5
332	Produits dérivés du pétrole	104	4,7	2,5
264	Jute	94	4,3	53,9
051	Fruits frais et noix, etc.	69	3,1	7,6
001	Animaux vivants	62	2,8	21,9
121	Tabacs bruts	58	2,6	11,5
211	Cuirs et peaux	57	2,4	21,2
074	Thé et maté	51	2,3	9,0
513	Alumine	45	2,0	41,5
667	Diamants	44	2,0	7,7
075	Epices	42	1,9	15,9
292	Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	39	1,8	12,4
011	Viande fraîche, réfrigérée ou congelée	32	1,4	2,8
081	Nourriture destinée aux animaux	30	1,4	5,2
054	Légumes frais, etc.	21	1,0	3,8
265	Fibres végétales, autres que le coton et le jute	21	1,0	22,9
682	Cuivre	19	0,9	1,0
042	Riz	19	0,9	4,4
341	Gaz naturel	18	0,8	5,7
052	Fruits séchés	18	0,8	16,4
212	Pelleteries, non apprêtées	16	0,7	76,2
283	Minerais de métaux communs non ferreux et concentrés	16	0,7	0,9
421	Huiles végétales fixes, fluides	14	0,6	4,2
013	Préparations ou conserves de viande	13	0,6	4,9
262	Laine et autres poils d'origine animale	11	0,5	7,1
422	Autres huiles végétales fixes	9	0,4	1,6
286	Concentrés d'uranium	9	0,4	..
072	Cacao	8	0,4	0,9
Total[b]	(26 pays)	2 210	100,0	8,4

Sources : Nations Unies, *Yearbook of International Trade Statistics, 1974 (op. cit.)*; Commission économique pour l'Afrique, résumés de données économiques; sources nationales et internationales.

[a] Les données se rapportent à 26 pays classés parmi les moins avancés dont les exportations représentent 99 p. 100 environ du total des exportations des 29 pays les moins avancés.

[b] Y compris des produits non mentionnés ci-dessus.

TABLEAU 9

Principales exportations de certains pays en développement les moins avancés et de certains pays en développement sans littoral

Pays, principaux produits exportés et groupe de la CTCI	*Valeur des exportations en millions de dollars moyenne annuelle pour 1970-1972*	*Pourcentage du total des exportations du pays considéré pour 1970-1972*	*Taux de croissance annuelle (en pourcentage)*		*Pourcentage en 1972*	
			1967-1971	*1971-1972*	*Des exportations de l'ensemble des pays en développement*	*Des exportations mondiales*[a]
A. – *Pays les moins avancés*						
*Afghanistan**						
Fruits frais (051)	19,7	19,1	–1,6	32,2	2,6	0,7
Gaz naturel (341)	15,3	14,9	40,2	17,6	5,6	1,3
Pelleteries, non apprêtées (212)	14,7	14,3	–1,1	–7,7	76,2	3,2
Fruits séchés (052)	12,4	12,0	–14,9	141,8	16,4	6,6
Total des exportations	103,0	100,0	4,0	24,6	0,2	0,0
Bangladesh						
Jute (264)	92,6[b]	27,4	..	..	..	..
Tissus autres que les tissus de coton (653)	71,2[b]	21,1	..	..	..	..
Total des exportations	338,0[b]	100,0	..	..	..	..
Bénin[g]						
Huiles végétales fixes (422)	9,0	24,3	24,5	–40,6	1,4	1,1
Cacao (072)	8,5	23,0	..	–0,1	0,7	0,6
Coton (263)	7,0	18,9	56,0	–0,6	0,6	0,4
Total des exportations	37,0	100,0	28,9	–13,1	0,1	0,0
Ethiopie						
Café (071)	74,0	54,6	5,9	13,3	2,5	2,3
Total des exportations	135,6	100,0	5,5	33,5	0,2	0,0
Gambie						
Graines, noix et amandes oléagineuses (221)	8,1	54,4	19,1	–23,0	1,2	0,3
Huiles végétales fixes, fluides (421)	4,8	32,3	–5,4	–24,0	1,2	0,4
Total des exportations	14,9	100,0	3,5	–19,9	0,0	0,0
*Haute-Volta**						
Animaux vivants (001)	6,3	34,8	–11,0	28,3	2,9	0,4
Graines oléagineuses (221)	3,7	20,4	10,7	–16,6	0,5	0,1
Total des exportations	18,7	100,0	–3,0	26,6	0,0	0,0
*Malawi**						
Tabacs bruts (121)	30,8	43,6	23,1	16,6	7,1	2,5
Thé (074)	14,2	20,1	3,9	3,8	2,6	2,4
Total des exportations	70,6	100,0	7,2	14,3	0,1	0,0
*Mali**						
Coton (263)	10,6	30,3	14,8	86,4	0,8	0,6
Animaux vivants (001)	10,3	29,4	24,3	–6,7	3,3	0,5
Total des exportations	35,0	100,0	21,5	–6,7	0,1	0,0
*Niger**						
Graines, noix et amandes oléagineuses (221)	15,7	38,1	–5,5	35,2	3,2	0,7
Animaux vivants (001)	7,3	17,7	20,5	38,2	3,6	0,5
Métaux non ferreux [uranium] (286)	5,3	12,9	239,2	19,8	0,5	19,2
Total des exportations	41,2	100,0	10,7	37,1	0,1	0,0
*Ouganda*c*						
Café (071)	145,8	59,1	9,2	14,9	5,0	4,7
Coton (263)	50,0	20,3	3,8	4,7	2,6	1,9
Total des exportations	246,5	100,0	6,6	10,7	0,4	0,1
*République centrafricaine**						
Diamants (667)	12,1	36,3	–4,1	7,4	2,1	0,4
Coton (263)	7,7	23,1	2,9	22,7	0,3	0,3
Café (071)	7,2	21,6	7,1	–7,3	0,3	0,3
Total des exportations	33,3	100,0	2,6	15,7	0,1	0,0

TABLEAU 9 *(suite)*

Principales exportations de certains pays en développement les moins avancés et de certains pays en développement sans littoral

Pays, principaux produits exportés et groupe de la CTCI	*Valeur des exportations en millions de dollars moyenne annuelle pour 1970-1972*	*Pourcentage du total des exportations du pays considéré pour 1970-1972*	*Taux de croissance annuelle (en pourcentage)*		*Pourcentage en 1972*	
			1967-1971	*1971-1972*	*Des exportations de l'ensemble des pays en développement*	*Des exportations mondiales*[a]
République-Unie de Tanzanie[c]						
Café (071)	43,1	16,9	−1,1	67,7	1,7	1,6
Coton (263)	38,7	15,2	−0,7	37,4	2,3	1,8
Total des exportations	254,4	100,0	2,9	16,8	0,5	0,1
*Rwanda**						
Café (071)	11,1	50,2	9,1	−23,8	0,3	0,2
Métaux non ferreux [étain] (283)	8,0	36,2	12,7	−18,0	0,6	0,3
Total des exportations	22,1	100,0	12,4	−12,7	0,0	0,0
Samoa-Occidental						
Graines, noix et amandes oléagineuses (221)	2,6	49,1	21,6	2,8	0,3	0,1
Cacao (072)	1,7	32,0	−2,8	−2,2	0,2	0,1
Total des exportations	5,3	100,0	10,4	−20,3	0,0	0,0
Somalie						
Animaux vivants (001)	19,1	52,6	12,7	34,2	8,3	1,2
Fruits frais [bananes] (051)	9,7	26,7	−1,6	25,8	1,2	0,3
Total des exportations	36,3	100,0	5,5	25,0	0,1	0,0
Soudan						
Coton (263)	199,9	61,3	14,1	7,1	10,6	8,1
Graines, noix et amandes oléagineuses (221)	52,2	16,0	7,6	−1,1	9,3	2,1
Total des exportations	326,0	100,0	11,5	8,1	0,5	0,1
*Tchad**						
Coton (263)	19,5	67,2	−6,2	39,1	1,2	0,9
Total des exportations	29,0	100,0	−0,5	35,8	0,1	0,0
Yémen démocratique						
Produits dérivés du pétrole (332)	97,8[d]	74,4[d]	−2,3	..	2,3	0,9
Total des exportations	131,4[d]	100,0[d]	−6,5	1,9	0,2	0,0
B. — *Autres pays en développement sans littoral*						
Bolivie						
Minerais de métaux communs non ferreux, et concentrés (283)	150,1[e]	75,8	7,8	2,9	12,6	..
Pétrole brut (331)	23,0[e]	11,6	1,1	32,6	0,2	0,0
Total des exportations	198,1	100,0	5,5	11,3	0,4	0,1
Paraguay						
Conserves ou préparations de viande (013)	10,6[f]	16,9	5,0	43,3	5,5	1,4
Bois (242)	7,2[f]	11,5	5,9	−8,8	0,9	0,5
Tabac (121)	5,5[f]	8,7	7,9	43,5	1,7	0,5
Viande fraîche, réfrigérée ou congelée (011)	5,3[f]	8,4	..	..	0,8	0,2
Total des exportations	62,9[f]	100,0	7,9	32,3	0,1	0,0
Swaziland						
Sucre (061)	18,7	23,8	5,0	66,8	..	..
Minerai de fer (281)	14,3	18,2	4,8	−23,0	1,2	0,5
Bois à pâte (242)	13,3	16,9	14,9	15,7	..	..
Total des exportations	78,7	100,0	9,0	8,9	0,1	0,0
Zambie						
Cuivre (682)	753,8	93,6	0,8	9,3	36,0	15,0
Total des exportations	805,7	100,0	0,8	11,7	1,1	0,2

Sources : FAO, *Annuaire du commerce* (diverses années); OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, Séries B et C* (livraisons diverses); Nations Unies, *Yearbook of International Trade Statistics;* CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1972* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.72.II.D.3).

* Pays sans littoral.

[a] Non compris les pays socialistes.

[b] Janvier à novembre 1971.

[c] Non compris les échanges avec d'autres membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

[d] 1969-1971.

[e] 1969.

[f] 1970.

[g] Ancien Dahomey.

TABLEAU 10

Rentrées de devises par habitant dans les pays en développement les moins avancés (moyenne 1965-1968, 1973 et 1974)[a]

(En dollars constants de 1974)

Pays	*Pouvoir d'achat des exportations par habitant*			*Aide extérieure, par habitant[b]*			*Total des entrées de devises, par habitant*		
	1965-1968	*1973*	*1974*	*1965-1968*	*1973*	*1974*	*1965-1968*	*1973*	*1974*
Pays les moins avancés									
Afghanistan	8,8	8,1	8,1	6,5	6,5	1,9	15,3	14,6	10,0
Bangladesh	17,0	6,7	4,4	4,8[c]	9,4	8,0	21,8	16,1	12,4
Bénin[d]	12,9	27,7	19,0	16,2	12,7	11,1	29,1	40,4	30,1
Bhoutan	..	..	..	0,3	0,8	0,3	..	..	..
Botswana	47,4	141,4	114,3	63,5	179,1	67,9	110,9	320,5	182,2
Burundi	8,3	11,8	7,7	6,3	11,8	9,6	14,6	23,6	17,3
Ethiopie	10,8	13,5	9,6	4,6	3,2	4,2	15,4	16,7	13,8
Gambie	96,0	86,3	97,5	16,3	18,4	18,0	112,3	104,7	115,5
Guinée	32,8	23,6	27,9	37,5	19,8	8,0	70,3	43,4	35,9
Haïti	17,5	14,1	13,6	2,6	2,0	3,5	20,1	16,1	17,1
Haute-Volta	7,0	5,5	6,2	8,4	14,7	16,9	15,4	20,2	23,1
Laos	2,5	2,2	1,8	54,5	32,0	18,7	57,0	34,2	20,5
Lesotho	15,4	19,8	16,0	32,1	19,8	20,8	47,5	39,6	36,8
Malawi	24,7	27,3	24,3	16,5	8,8	9,3	41,2	36,1	33,6
Maldives	..	..	..	6,4	9,2	5,8	..	..	..
Mali	5,9	9,1	7,5	18,5	19,4	25,0	24,4	28,5	32,5
Népal	5,7	4,2	4,1	2,3	4,0	2,6	8,0	8,2	6,7
Niger	17,2	19,6	12,1	13,4	25,1	30,3	30,6	44,7	42,4
Ouganda	58,8	42,5	30,0	6,8	1,9	3,4	65,6	44,4	33,4
République centrafricaine	42,0	29,2	26,7	28,8	23,0	22,8	70,8	52,2	49,5
République-Unie de Tanzanie	42,1	36,2	28,9	7,5	16,4	17,6	49,6	52,6	46,5
Rwanda	8,7	10,6	9,2	8,2	13,7	13,0	16,9	24,3	22,2
Samoa-Occidental	82,7	106,0	60,0	10,8	32,3	12,0	93,5	138,3	72,0
Sikkim	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	23,1	19,9	20,0	19,4	25,4	41,9	42,5	45,3	61,9
Soudan	33,6	38,2	20,0	3,9	8,3	15,4	37,5	46,5	35,4
Tchad	15,7	13,0	15,9	15,2	23,7	21,2	30,9	36,7	37,1
Yémen	1,4	1,8	2,2	1,5	6,6	18,7	2,9	8,4	20,9
Yémen démocratique	263,0	98,9	119,4	35,7	6,0	25,0	298,7	104,9	144,4
Total	20,0	16,0	12,3	8,2	10,2	10,3	28,2	26,2	22,6
Tous les autres pays en développement	56,3	77,6	110,4	11,9	11,6	10,5	68,2	89,2	120,9

Source : calculs du secrétariat de la CNUCED.

[a] Les recettes d'exportation et les rentrées au titre de l'aide extérieure pour 1965-1968 et 1973 sont exprimées en pouvoir d'achat à l'importation aux prix de 1974.

[b] Décaissements nets au titre de prêts et de dons des pays développés à économie de marché et des institutions multilatérales; décaissements nets au titre de prêts et de dons des pays socialistes; décaissements bruts au titre de prêts et de dons des pays membres de l'OPEP.

[c] Estimation.

[d] Ancien Dahomey.

TABLEAU 11

Composition des courants financiers : décaissements nets par habitant

(En dolars constants de 1974)

	29 pays les moins avancés			*Tous les autres pays en développement*		
	Moyenne 1965-1968	*1973*	*1974*	*Moyenne 1965-1968*	*1973*	*1974*
Total des courants financiers . . .	9,09	10,90	11,14	16,71	19,75	16,19
A. – *Aide publique au développement*	6,93[a]	8,32	7,24	10,04[a]	7,41	6,46
Dont :						
Assistance technique . . .	2,84	2,19	1,88	1,86	2,16	1,60
Autres courants	4,09	6,13	5,36	8,18	5,25	4,86
Dont :						
De source bilatérale . . .	5,81	5,71	4,79	8,82	5,56	4,26
De source multilatérale .	1,12	2,61	2,45	1,22	1,85	2,20
Dont :						
Dons	5,30	5,87	5,32	6,69	4,07	3,28
Prêts	1,63	2,51	1,96	3,35	3,82	3,27
B. – *Tous autres courants*	2,16	2,58	3,90	6,67	12,34	9,73
De source privée	(0,95)	(0,92)	(0,63)	6,46	9,05	6,87
Autres apports publics	. .	0,38	–0,01	. .	1,62	–0,08
Prêts des pays socialistes . . .	1,21	0,97	0,55	0,21	0,63	0,77
Apports financiers des pays membres de l'OPEP[b] . . .	–	0,30	2,73	–	1,04	2,17
Importations par habitant[c]	26,31	24,17	22,05	64,34	83,27	87,90
Total des courants financiers en pourcentage des importations . .	34,5	45,0	50,5	26,0	23,7	18,4
Courants d'aide publique en pourcentage des importations . .	26,3	34,4	32,8	15,6	8,9	7,3

Source : calculs du secrétariat de la CNUCED.

[a] Total des apports publics.

[b] Décaissements bruts.

[c] En dollars constants de 1974.

TABLEAU 12

Apport de ressources financières aux pays en développement les moins avancés en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1970-1974 (résumé) : décaissements nets

Nature des apports	*Total des apports à destination des pays les moins avancés (millions de dollars)*					*En pourcentage du total net de prêts et dons*					*En pourcentage des apports à destination de l'ensemble des pays en développement*				
	1970	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
1. Apports publics de source bilatérale[a]	432,36	519,88	710,86	943,90	1 152,87	68,2	66,2	65,8	63,1	65,0	7,8	8,3	11,0	13,6	14,1
Dons	321,79	375,92	667,38	696,94	856,90	50,8	47,9	61,8	46,6	48,3	9,8	10,5	15,5	15,7	15,7
Prêts	70,57	103,96	43,48	246,96	295,97	11,1	13,2	4,0	16,5	16,7	3,1	3,9	2,0	9,9	10,4
2. Autres apports publics	–2,81	4,23	55,27	65,30	–1,01	–0,4	0,6	5,1	4,4	–0,1	–0,4	0,5	5,4	3,5	–0,1
3. Apports publics et autres de source bilatérale	429,55	524,11	766,13	1 009,20	1 151,86	67,8	66,8	70,9	67,5	64,9	6,2	6,8	10,2	11,5	12,2
4. Crédits à l'exportation garantis, de source privée	31,50	33,20	47.89	56,92	34,47	5,0	4,2	4,4	3,8	1,9	1,6	1,4	3,5	5,4	1,8
5. Total net des prêts et dons bilatéraux	461,05	557,31	814,02	1 066,12	1 186,33	72,8	71,0	75,3	71,3	66,8	5,6	5,9	9,2	10,8	10,4
6. Courants de source multilatérale[b]	172,24	227,52	267,29	429,16	588,67	27,2	29,0	24,7	28,7	33,2	12,0	11,7	15,2	18,2	21,0
7. Total net des prêts et dons	633,29	784,93	1 081,31	1 495,28	1 775,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	6,5	6,9	10,2	12,2	12,5
8. Total des apports[a]	604,60	749,40	976,15	1 375,66	1 742,84	95,5	95,5	90,3	92,0	98,2	8,5	9,1	11,8	14,7	14,1
Dont :															
Assistance technique (total)	243,46	277,34	325,87	362,04	452,39	38,4	35,3	30,1	24,2	25,5	13,0	13,5	14,3	13,5	14,6
Bilatérale	187,22	213,42	233,99	270,71	308,17	29,5	27,2	21,6	18,1	17,4	12,6	12,9	13,0	12,0	12,5
Multilatérale	56,24	63,92	91,88	91,33	144,22	8,9	8,1	8,5	6,1	8,1	14,4	16,1	19,3	20,8	22,9

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

[a] Y compris une somme d'environ 40 millions de dollars versée par la France en 1970 et en 1971 aux cinq pays les moins avancés suivants : Bénin, Haute-Volta, Mali, Niger et Tchad. Les données disponibles n'indiquent pas la ventilation par pays de cette somme.

[b] Total des apports multilatéraux, y compris de petites sommes correspondant à des achats nets de titres de la BIRD et de la Banque interaméricaine de développement effectués par les pays les moins avancés.

TABLEAU 13

ort net de prêts et de dons aux pays en développement les moins avancés et aux pays en développement sans littoral en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1965-1974

Pays	Prêts et dons nets[a] — Total (en millions de dollars)							Prêts et dons nets[a] — Par habitant (en dollars)							Valeur en 1974 des prêts et dons nets en pourcentage :	
	Moyenne 1965-1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	Moyenne 1965-1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	Du PNB 1974[b]	Des importations 1974
les moins avancés																
fghanistan*	46,11	28,19	18,78	47,24	51,28	48,91	28,01	2,9	1,7	1,1	2,7	2,9	2,7	1,5	1,9	11,7
angladesh	..	..	..	15,36	205,33	434,19	496,94	..	..	..	0,2	2,9	5,9	6,6	6,3	45,3
énin[c]	18,08	15,47	14,95	29,22	18,61	25,99	33,77	7,3	5,9	5,6	10,6	6,5	8,9	11,1	9,2	25,0
houtan*	0,09	0,10	0,21	0,14	0,17	0,52	0,65	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,6	0,7	..	..
otswana*	15,58	13,41	14,25	17,72	87,75	81,99	43,48	28,9	23,5	24,6	30,6	139,3	126,1	65,9	18,6	29,6
urundi*	9,51	14,88	17,10	21,86	24,83	28,79	33,35	2,9	4,3	4,8	6,0	7,1	8,0	9,1	11,6	81,3
thiopie	43,51	50,06	47,37	56,12	50,78	59,10	114,09	1,9	2,1	1,9	2,2	2,0	2,2	4,2	5,1	41,5
ambie	3,19	3,64	1,29	3,80	4,90	6,35	8,83	7,4	8,1	2,9	7,9	10,0	13,0	17,3	12,1	20,5
uinée	14,35	15,29	32,93	29,74	51,98	58,76	1,17	3,9	4,0	8,4	7,4	12,6	14,0	0,3	0,2	1,5
aïti	4,78	5,19	7,26	6,58	1,55	6,22	13,00	1,2	1,2	1,7	1,5	0,4	1,4	2,9	1,8	13,1
aute-Volta*	19,14	24,03	22,13	29,29	34,97	59,00	94,65	3,8	4,6	4,1	5,3	6,2	10,2	16,0	20,0	111,4
aos*	67,65	67,24	69,29	72,95	66,94	71,61	62,48	24,8	23,3	23,4	24,1	21,5	22,5	19,2	18,9	62,5
esotho*	12,56	13,23	9,92	16,73	14,07	13,79	21,29	14,6	14,5	10,7	17,6	14,5	13,9	20,9	20,7	23,7
alawi*	30,56	27,22	39,97	32,01	45,93	29,62	39,18	7,5	6,3	9,0	7,0	9,8	6,2	8,0	7,1	21,2
aldives	0,29	0,17	0,24	0,85	0,61	0,78	1,11	2,9	1,5	2,2	7,7	5,5	6,5	9,3	..	..
ali*	20,42	20,82	20,50	36,82	40,55	69,62	108,33	4,3	4,2	4,1	7,2	7,7	12,9	19,5	25,5	85,3
épal*	11,01	7,81	24,33	23,41	29,95	34,09	34,38	1,1	0,7	2,2	2,0	2,5	2,8	2,8	3,0	43,0
iger*	22,38	36,01	41,35	49,48	41,40	73,11	137,93	6,1	9,2	10,3	12,0	9,8	17,0	30,8	24,4	143,7
uganda*	27,30	39,15	39,00	40,15	33,40	9,23	2,25	3,1	4,1	4,0	4,0	3,2	0,9	0,2	0,2	1,1
ép. centrafricaine*	19,49	18,57	13,39	15,12	27,41	37,66	35,02	13,1	11,8	8,3	9,2	16,3	16,2	20,0	11,5	76,1
épublique-Unie de Tanzanie	38,66	59,06	56,42	76,95	93,32	118,03	163,64	3,2	4,6	4,3	5,6	6,7	8,2	11,1	9,0	20,2
wanda*	12,34	17,81	22,57	25,11	29,87	38,61	46,05	3,7	5,0	6,1	6,6	7,7	9,6	11,2	16,8	121,2
moa-Occidental	0,64	0,56	1,52	2,04	2,22	3,41	4,51	4,9	4,0	10,9	13,6	14,8	22,7	28,2	..	17,3
kkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
omalie	21,05	34,77	30,15	33,22	28,44	33,80	37,64	8,1	12,7	10,8	11,6	9,7	11,2	12,2	15,3	34,2
oudan	24,21	20,75	12,75	15,58	44,80	89,69	90,53	1,7	1,4	0,8	1,0	2,7	5,3	5,2	4,2	14,1
chad*	23,47	21,99	21,44	29,28	29,85	45,08	64,60	6,9	6,2	5,9	7,8	7,9	11,6	16,4	16,9	53,8
émen	3,51	5,12	10,35	14,35	14,84	20,72	44,53	0,7	0,9	1,8	2,4	2,4	3,3	6,9	9,5	23,1
émen démocratique	21,11	1,94	3,83	3,81	5,56	6,61	13,59	16,2	1,4	2,7	2,6	3,7	4,2	8,3	7,5	7,3
otal	530,99	562,48	633,29[d]	784,93[d]	1 081,31	1 495,28	1 775,00	3,9	3,8	4,2	3,5	4,7	6,4	7,4	7,1	33,5
s pays en développement sans littoral																
olivie	42,67	50,48	36,01	67,35	58,54	41,76	66,75	9,5	10,5	7,3	13,3	11,3	7,8	12,2	6,2	16,7
araguay	20,45	22,48	20,54	26,55	19,08	18,23	32,07	9,6	9,7	8,6	10,7	7,4	6,8	12,5	3,0	21,0
waziland	11,09	10,78	10,85	1,75	9,40	9,46	19,21	29,2	26,3	25,8	4,0	20,9	20,6	40,0	12,9	19,6
ambie	55,52	38,67	13,76	18,42	74,11	121,98	186,79	14,4	9,5	3,3	4,3	16,8	26,3	39,3	7,3	23,9
mble des pays en éveloppement	7 566,98	8 743,80	9 690,04	11 395,89	10 631,90	12 215,62	14 207,83	4,9	5,3	5,7	6,5	6,1	6,8	7,5	2,4	2,3

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat OCDE/CAD.

* Pays sans littoral.

[a] Rentrées au titre de prêts et dons publics de sources bilatérale et multilatérale, plus crédits cportation garantis (les chiffres concernent les décaissements nets).

[b] Le PNB pour 1974 est exprimé en dollars aux prix de 1973.

[c] Ancien Dahomey.

[d] Y compris une somme d'environ 40 millions de dollars versée par la France en 1970 et en 1971 aux cinq pays les moins avancés suivants : Bénin, Haute-Volta, Mali, Niger et Tchad. Les données disponibles n'indiquent pas la ventilation par pays de cette somme.

TABLEAU 14. – **Aide publique au développement en faveur des pays en développement les moins avancés et des pays en développement**

A. – AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOP

Pays	*Aide totale*						
	1965-1968[a]	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Pays les moins avancés							
Afghanistan*	42,54	26,51	27,71	47,23	55,57	55,22	33,10
Bangladesh	..	..	..	15,36	205,18	423,25	486,89
Bénin[c]	17,37	13,28	14,95	29,24	20,34	26,27	33,66
Bhoutan*	0,09	0,10	0,21	0,14	0,17	0,52	0,65
Botswana*	15,58	13,41	14,19	17,62	43,29	49,42	42,42
Burundi*	9,51	14,60	17,23	21,30	25,10	26,38	33,51
Ethiopie	36,09	45,75	42,76	56,26	53,22	68,51	122,57
Gambie	3,17	3,67	1,32	3,55	4,95	6,41	8,84
Guinée	13,80	15,81	25,23	33,71	26,89	25,38	5,51
Haïti	4,85	4,11	7,65	5,52	2,73	5,72	15,08
Haute-Volta*	19,00	23,93	22,03	29,29	34,92	49,56	92,45
Laos*	67,69	66,77	69,25	72,35	66,72	75,46	60,66
Lesotho*	12,56	13,23	9,92	16,73	14,07	13,79	21,29
Malawi*	30,08	27,38	36,71	32,88	37,11	30,35	42,32
Maldives	0,29	0,17	0,24	0,85	0,61	0,58	0,81
Mali*	19,98	23,24	21,01	30,87	38,71	69,87	106,12
Népal*	11,63	10,70	23,33	23,91	29,95	34,87	34,17
Niger*	23,00	33,24	31,47	37,94	43,17	70,95	139,00
Ouganda*	21,66	26,37	32,47	31,24	28,85	16,68	11,86
République centrafricaine*	17,15	19,85	14,40	15,55	25,83	25,48	35,93
République-Unie de Tanzanie	36,62	40,34	52,45	68,45	74,21	105,28	162,94
Rwanda*	12,24	17,67	21,69	25,64	29,85	38,81	46,00
Samoa-Occidental	0,64	0,56	1,52	2,01	2,23	3,42	4,52
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	21,67	32,71	27,81	30,53	23,85	35,63	33,47
Soudan	23,25	16,53	11,95	9,94	37,13	37,84	51,49
Tchad*	19,66	23,78	22,30	30,47	31,11	42,20	65,97
Yémen	3,40	2,77	11,06	14,83	14,82	20,61	40,45
Yémen démocratique	21,08	1,81	3,74	4,39	5,57	7,20	11,21
Total	504,60	518,29	564,60	707,40[d]	976,15	1 375,66	1 742,84
Autres pays en développement sans littoral[d]							
Bolivie	35,84	35,34	32,41	61,14	58,41	27,56	60,99
Paraguay	15,73	22,78	19,98	23,97	22,66	23,96	38,50
Swaziland	11,07	10,75	6,14	1,90	8,67	9,96	16,93
Zambie	37,79	24,73	12,99	23,97	31,60	65,15	101,71
Total pour l'ensemble des pays en développement	6 584,39	6 575,32	7 135,97	8 201,47	8 258,34	9 352,01	12 381,70

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

* Pays sans littoral.

[a] Apports publics de source bilatérale.

[b] Donneurs fournissant un minimum de 10 p. 100 des encaissements globaux d'aide publique au développement, classés par ordre décroissant d'importance.

[c] Ancien Dahomey.

[d] Non compris une somme d'environ 40 millions de dollars versée pa la France en 1970 et en 1971 aux cinq pays les moins avancés suivants Bénin, Haute-Volta, Mali, Niger et Tchad. Les données disponible n'indiquent pas la ventilation par pays de cette somme.

sans littoral en provenance des pays membres du CAD et des institutions multilatérales, 1965-1974 *(en millions de dollars)*

PEMENT TOTALE ET BILATÉRALE

Principaux donneurs en 1974[b]	*Aide bilatérale*						
	1965-1968[a]	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Etats-Unis, PNUD	39,39	21,91	21,35	37,94	40,90	43,22	16,90
Etats-Unis, IDA, Rép. féd. d'Allemagne	..	..	..	9,37	198,66	305,44	344,15
France, FED, IDA	11,95	8,06	8,22	20,80	12,33	13,53	18,53
PNUD, Australie, Japon, FISE	0,09	0,10	0,21	0,14	0,17	0,51	0,30
Royaume-Uni, Suède, BIRD, Norvège	14,32	13,16	9,26	13,59	29,21	30,90	29,92
Belgique, FED, France	7,30	10,45	11,57	13,50	16,45	15,20	18,73
France, FED	12,49	13,79	9,21	8,53	14,53	15,05	18,55
France, FED	13,90	14,31	14,75	21,95	25,11	26,41	37,88
Etats-Unis, FED	26,34	30,21	32,66	37,46	37,29	49,11	79,81
Royaume-Uni, PAM, IDA, FED, Etats-Unis	3,10	3,41	1,01	2,35	3,24	3,33	3,74
Etats-Unis, Japon, PNUD, PAM, Canada	12,39	10,93	6,99	6,35	1,35	17,26	5,09
Etats-Unis, PNUD, France	4,23	3,34	5,24	4,29	4,96	5,03	9,36
Etats-Unis, Japon	66,93	66,08	68,46	70,98	65,45	72,50	57,28
Royaume-Uni, PAM, Etats-Unis, PNUD	11,12	11,35	6,17	11,97	9,64	8,22	12,61
Royaume-Uni, IDA, Danemark	29,21	21,71	25,91	22,92	26,67	22,02	30,53
PNUD, Assistance technique de l'ONU, Australie	0,22	0,05	0,11	0,73	0,43	0,35	0,20
FED, France, Etats-Unis, Rép. féd. d'Allemagne	10,15	14,50	9,79	16,62	23,05	34,95	60,15
Royaume-Uni, Etats-Unis, BAsD, PNUD	10,99	8,75	20,36	19,26	24,63	25,07	20,52
FED, France, Etats-Unis	16,62	26,22	21,16	24,69	26,44	42,07	82,61
Belgique, FED, France	10,05	14,07	16,73	19,82	23,08	26,23	31,58
	..	..	..	..	..	..	..
FED, IDA, Italie, PNUD	17,21	21,18	17,86	21,74	11,60	19,31	7,32
Rép. féd. d'Allemagne, PAM, PNUD	15,69	2,54	−0,15	−1,75	9,90	16,78	33,21
Suède, Canada, Danemark	32,78	27,71	37,90	48,85	50,81	86,76	140,21
Rép. féd. d'Allemagne, Pays-Bas, PNUD, IDA	20,41	17,82	24,38	20,28	21,27	9,06	6,83
France, FED	13,40	15,16	13,71	15,90	22,75	36,33	50,20
Nouvelle-Zélande, PNUD, Etats-Unis	0,34	0,15	0,31	0,34	0,38	2,09	4,29
Rép. féd. d'Allemagne, Etats-Unis, PNUD	2,79	1,77	7,92	9,16	9,02	14,42	27,42
Royaume-Uni, PNUD	20,84	1,46	1,27	2,10	1,74	2,75	4,95
	424,25	380,19	392,36	479,88	710,86	943,90	1 152,87
Etats-Unis, IDA, BID, Rép. féd. d'Allemagne	32,39	29,48	25,76	23,84	42,51	17,64	36,98
BID, Etats-Unis, Rép. féd. d'Allemagne, FED	6,49	11,64	9,43	12,87	11,42	12,45	15,30
Royaume-Uni, PNUD	10,50	9,21	5,08	0,66	6,49	8,31	11,94
BIRD, Royaume-Uni	40,31	17,89	9,99	17,44	16,47	39,80	52,14
	5 757,31	5 351,59	5 565,56	6 245,74	6 476,13	6 935,61	8 159,58

TABLEAU 14 *(suite)*. – **Aide publique au développement en faveur des pays en développement**

B. – AIDE PUBLIQUE AU DÉVE

Pays	*Accordée aux conditions du marché*						
	1965-1968	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Pays les moins avancés							
Afghanistan	–0,54	–0,48	–0,48	–	–0,20	–0,33	–0,30
Bangladesh	..	..	..	–	–11,50	3,34	–1,45
Bénin[b]	–0,02	–0,04	–	–	–	–0,21	–0,22
Bhoutan*	–	–	–	–	–	–	–
Botswana*	–	–	–	–	11,85	13,38	5,62
Burundi*	–0,21	–0,27	–0,53	–0,43	–0,32	–0,48	–0,35
Ethiopie	4,17	6,98	2,92	9,23	6,19	2,82	–2,36
Gambie	–0,03	–	–	–	–	–0,03	–0,04
Guinée	0,18	3,45	14,94	24,15	22,10	5,66	–2,03
Haïti	–0,34	–0,22	0,78	–0,56	–4,37	–2,09	0,53
Haute-Volta*	–0,21	–0,10	–	0,45	0,34	1,15	0,85
Laos*	–0,03	–0,04	–0,04	0,46	0,07	1,67	0,87
Lesotho*	–	–	–	–	–0,02	–0,13	–0,08
Malawi*	–0,16	–0,20	–0,23	1,27	0,88	0,75	0,17
Maldives	–	–	–	–	–	–	–
Mali*	–0,35	–	–0,28	0,54	0,04	0,03	–0,10
Népal*	–0,68	–0,22	–0,11	1,02	1,04	2,56	4,37
Niger*	–0,25	–0,12	–0,12	–	–	0,75	0,51
Ouganda*	–0,39	–0,88	–0,52	–0,49	–0,44	2,19	0,23
République centrafricaine*	–	–	–0,02	–	–	–0,11	–0,18
République-Unie de Tanzanie	–2,95	1,22	1,24	7,15	15,64	9,13	7,18
Rwanda*	–0,19	–	–0,09	–	–	–	–
Samoa-Occidental	–	–	0,56	0,89	0,74	0,43	–
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	–0,30	–	–	–0,16	0,14	0,32	0,43
Soudan	3,74	7,49	5,56	–0,21	0,45	–3,97	–4,13
Tchad*	–0,01	–	–0,07	–0,08	–	–	–0,13
Yémen	–	–	–	–	–	–	–
Yémen démocratique	–	–0,20	–0,15	–	–	–0,10	–
Total	1,43	16,37	23,36	43,23	42,63	36,73	9,39
Autres pays en développement sans littoral							
Bolivie	–1,34	2,04	2,86	29,10	10,58	3,51	6,54
Paraguay	4,24	8,29	6,82	7,77	7,74	9,32	15,94
Swaziland	0,32	1,25	0,19	–0,34	–0,30	–0,48	–0,58
Zambie	–2,69	4,51	0,09	2,30	9,84	21,02	44,97
Total pour l'ensemble des pays en développement	211,46	506,69	783,44	964,48	718,09	902,63	2 097,00

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

* Pays sans littoral.

[a] Apports de l'IDA, du FED et de l'ONU (élément de libéralité dépassant 25 p. 100).

[b] Ancien Dahomey.

les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1965-1974 *(en millions de dollars)*

LOPPEMENT MULTILATÉRALE

Accordée à des conditions de faveur[a]							*Total de l'aide multilatérale*						
1965-1968	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1965-1968*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
3,69	5,08	6,84	9,29	14,87	12,33	16,50	3,15	4,60	6,36	9,29	14,67	12,00	16,20
..	..	..	5,99	18,02	114,47	144,19	..	..	..	5,99	6,52	117,81	142,74
5,44	5,26	6,73	8,44	8,01	12,95	15,35	5,42	5,22	6,73	8,44	8,01	12,74	15,13
–	–	–	–	–	0,01	0,35	–	–	–	–	–	0,01	0,35
1,26	0,25	4,93	4,03	2,23	5,14	6,88	1,26	0,25	4,93	4,03	14,08	18,52	12,50
2,42	4,42	6,19	8,23	8,97	11,66	15,13	2,21	4,15	5,66	7,80	8,65	11,18	14,78
5,58	8,56	7,18	9,57	9,74	16,58	45,12	9,75	15,54	10,10	18,80	15,93	19,40	42,76
0,10	0,26	0,31	1,20	1,71	3,11	5,14	0,07	0,26	0,31	1,20	1,71	3,08	5,10
1,23	1,43	3,30	3,21	3,44	2,46	2,45	1,41	4,88	18,24	27,36	25,54	8,12	0,42
0,96	0,99	1,63	1,79	2,14	2,78	5,19	0,62	0,77	2,41	1,23	–2,23	0,69	5,72
5,81	8,87	8,32	12,94	11,83	22,08	41,40	5,60	8,77	8,32	13,39	12,17	23,23	42,25
0,79	0,73	0,83	0,91	1,20	1,29	2,51	0,76	0,69	0,79	1,37	1,27	2,96	3,38
1,44	1,88	3,75	4,76	4,45	5,70	8,76	1,44	1,88	3,75	4,76	4,43	5,57	8,68
1,03	5,87	11,03	8,69	9,56	7,58	11,62	0,87	5,67	10,80	9,96	10,44	8,33	11,79
0,07	0,12	0,13	0,12	0,18	0,23	0,61	0,07	0,12	0,13	0,12	0,18	0,23	0,61
10,18	8,74	11,50	13,71	15,62	34,89	46,07	9,83	8,74	11,22	14,25	15,66	34,92	45,97
1,32	2,17	3,08	3,63	4,28	7,24	9,28	0,64	1,95	2,97	4,65	5,32	9,80	13,65
6,63	7,14	10,43	13,25	16,73	28,13	55,88	6,38	7,02	10,31	13,25	16,73	28,88	56,39
1,64	9,43	8,61	11,45	8,02	5,43	4,80	1,25	8,55	8,09	10,96	7,58	7,62	5,03
4,66	6,06	5,21	7,02	11,50	10,54	17,56	4,66	6,06	5,19	7,02	11,50	10,43	17,38
6,79	11,41	13,31	12,45	7,76	9,39	15,55	3,84	12,63	14,55	19,60	23,40	18,52	22,73
2,38	3,60	5,05	5,42	6,77	12,58	14,42	2,19	3,60	4,96	5,42	6,77	12,58	14,42
0,30	0,41	0,65	0,78	1,11	0,90	0,23	0,30	0,41	1,21	1,67	1,85	1,33	0,23
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4,76	11,53	9,95	8,95	12,11	16,00	25,72	4,46	11,53	9,95	8,79	12,25	16,32	26,15
3,82	6,50	6,54	11,90	26,78	25,03	22,41	7,56	13,99	12,10	11,69	27,23	21,06	18,28
5,77	9,47	7,62	8,60	6,00	15,79	28,17	5,76	9,47	7,55	8,52	6,00	15,79	28,04
0,61	1,00	3,14	5,67	5,80	6,19	13,03	0,61	1,00	3,14	5,67	5,80	6,19	13,03
0,24	0,55	2,62	2,29	3,83	4,55	6,26	0,24	0,35	2,47	2,29	3,83	4,45	6,26
78,92	121,73	148,88	184,29	222,66	395,03	580,58	80,35	138,10	172,24	227,52	265,29	431,76	589,97
4,79	3,82	3,79	8,20	5,32	6,41	17,47	3,45	5,86	6,65	37,30	15,90	9,92	24,01
5,00	2,45	3,73	3,33	3,50	2,19	7,26	9,24	11,14	10,55	11,10	11,24	11,51	23,20
0,35	0,29	0,87	1,58	2,48	2,13	5,55	0,67	1,54	1,06	1,24	2,18	1,65	4,97
0,17	2,33	2,91	4,23	5,29	4,33	4,61	–2,52	6,84	3,00	6,53	15,13	25,35	49,58
615,62	717,04	786,97	991,25	1 064,12	1 513,79	2 125,18	827,08	1 223,73	1 570,41	1 955,73	1 782,21	2 416,42	4 222,18

TABLEAU 15

Total des apports d'aide publique au développement et part des dons dans les apports d'aide publique de chaque pays membre du CAD et de diverses institutions multilatérales aux pays en développement les moins avancés, 1965-1974

	Aide publique au développement (millions de dollars)							*Dons, en pourcentage de l'aide publique au développement*						
	1965-1968[a]	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1965-1968*[b]	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
A. – *Donneurs bilatéraux*														
Allemagne (République fédérale d')	39,13	34,07	44,84	53,73	67,71	138,94	154,97	48,8	77,9	76,7	68,4	84,1	51,1	57,4
Australie	1,70	2,65	2,93	4,51	13,00	7,84	38,21	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Autriche	0,56	0,16	1,14	1,20	0,12	0,61	0,28	21,4	100,0	8,8	15,0	100,0	100,0	100,0
Belgique	12,35	18,35	21,62	23,45	28,70	34,09	39,43	94,5	101,0	100,8	100,8	100,7	100,0	92,4
Canada	5,25	6,39	10,44	23,36	65,57	100,24	124,91	91,2	93,4	88,0	50,9	63,2	61,4	66,8
Danemark	1,59	5,41	6,97	7,16	12,78	23,06	38,01	59,1	47,0	36,4	62,9	66,0	56,9	44,5
États-Unis d'Amérique	162,22	132,00	138,00	163,00	225,00	311,00	286,00	90,5	81,1	84,1	74,2	88,9	79,1	72,7
Finlande	..	..	..	..	..	..	6,98	..	..	..	..	..	..	93,6
France[c]	67,09	79,30	63,40	74,50	103,02	118,99	175,01	96,9	93,2	104,3	96,8	147,2	89,8	88,6
Italie	19,52	15,13	24,15	23,96	6,92	18,19	13,59	53,0	53,3	38,4	66,2	160,0	73,8	71,7
Japon	2,92	6,54	8,15	8,05	29,20	41,57	45,00	97,3	81,8	91,4	94,4	65,0	65,6	46,5
Norvège	1,04	1,68	2,60	6,87	12,56	11,06	31,28	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	2,52	3,55	..	..	..	..	..	100,0	100,0
Pays-Bas	0,95	0,12	3,64	7,28	13,16	14,97	44,01	–	–	75,0	87,8	91,0	74,3	64,2
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	100,66	57,80	46,37	57,99	67,44	53,36	72,18	80,9	84,8	76,5	83,8	85,3	78,0	83,3
Suède	7,80	18,22	15,78	19,10	55,32	60,07	71,42	69,2	54,7	56,4	54,0	80,3	69,1	85,6
Suisse	1,47	2,37	2,33	5,72	10,36	7,39	8,04	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total des apports bilatéraux	424,25	380,19	392,36	479,88	710,86	943,90	1 152,87	83,1	82,5	82,0	78,33	93,9	73,8	74,3
B. – *Donneurs multilatéraux*														
1. *Aux conditions du marché*														
BAfD	–5,82	–1,12	–1,16	–0,13	3,50	4,48	2,66	–	–	–	–	–	–	–
BAsD	–0,55	–0,74	–0,07	2,37	1,75	7,37	3,70	–	–	–	–	–	–	–
BEI	–	–	–	0,45	–0,01	–0,02	–	–	–	–	–	–	–	–
BID	–0,17	0,01	–0,1	–0,24	–4,30	–2,09	0,53	–	–	–	–	–	–	–
BIRD	5,28	15,62	23,63	41,28	41,11	25,79	3,51	–	–	–	–	–	–	–
SFI	2,69	2,60	–0,05	–0,50	0,58	1,20	–1,01	–	–	–	–	–	–	–
Total	1,43	16,37	23,46	43,23	42,63	36,73	9,39	–	–	–	–	–	–	–
2. *A des conditions de faveur*														
FED	36,66	43,84	44,62	59,99	70,90	155,72	238,74	100,0	99,1	100,9	100,0	99,2	97,8	98,5
IDA	12,53	27,74	35,37	43,43	37,36	119,87	154,60	–	–	–	–	–	–	–
Assistance technique de l'ONU	29,73	0,33	6,48	–	1,08	10,70	11,84	100,0	100,0	100,0	–	100,0	100,0	100,0
FISE		4,45	4,24	5,04	12,38	10,74	19,47		100,2	103,3	105,0	101,8	100,5	102,5
HCR		3,75	3,91	3,33	16,72	14,06	8,75		87,2	100,3	100,0	100,1	100,1	100,3
PAM		5,31	15,84	20,58	27,03	32,70	48,75	100,0	100,0	100,0	100,1	100,0	100,1	100,2
PNUD		36,27	34,71	47,97	53,68	51,27	82,49		100,0	100,2	101,8	101,4	101,3	101,3
UNRWA		–	–	–	–0,01	–0,01	–0,01		–	–	–	–	–	–
Autres organismes des Nations Unies		0,04	3,71	3,95	3,52	–0,02	15,95		125,0	100,0	100,0	100,0	–	100,0
Total	78,92	121,73	148,88	184,29	222,66	395,03	580,58	84,1	76,5	77,1	77,0	83,4	69,0	73,0

Total des apports multilatéraux (B.1 + B.2)	80,35	138,10	172,24	227,52	265,29	431,76	589,97	82,6	67,4	66,6	62,4	70,0	63,1	71,9
Total général (A + B)	504,60	518,29	564,60	707,40	976,15	1 375,66	1 742,84	83,1	78,5	77,3	73,2	87,4	70,5	73,5
Dont : *Total à des conditions de faveur* (A + B.2)	503,17	501,92	541,24	664,17	933,52	1 338,93	1 733,45	83,3	81,0	80,7	78,0	91,4	72,4	73,9

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

[a] Total des apports de source publique.

[b] En pourcentage du total des apports de source publique.

[c] Non compris une somme d'environ 40 millions de dollars versée par la France en 1970 et en 1971 aux cinq pays les moins avancés suivants : Bénin, Haute-Volta, Mali, Niger et Tchad. Les données disponibles n'indiquent pas la ventilation par pays de cette somme.

TABLEAU 16

Part des pays en développement les moins avancés dans les apports d"aide publique au développement de chaque pays membre du CAD et de diverses institutions multilatérales, 1969-1974

(En pourcentage)

	Part des pays les moins avancés dans l'aide publique au développement par chaque pays membre du CAD et diverses institutions multilatérales à l'ensemble des pays en développement						*Part respective de chaque pays membre du CAD et de diverses institutions multilatérales dans les apports d'aide publique au développement aux pays les moins avancés*					
	1969	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
A. – *Donneurs bilatéraux :*												
Allemagne (République fédérale d')	8,9	10,6	10,6	12,0	21,2	17,2	6,6	7,9	7,6	6,9	10,1	8,9
Australie	1,7	1,5	2,4	5,0	3,0	9,8	0,5	0,5	0,6	1,3	0,6	2,2
Autriche	2,8	9,1	25,1	2,8	7,8	1,4	..	0,2	0,2	..	..	..
Belgique	22,2	23,9	21,5	22,2	19,2	19,3	3,5	3,8	3,3	2,9	2,5	2,3
Canada	4,0	3,9	8,1	19,4	29,1	25,4	1,2	1,9	3,3	6,7	7,3	7,2
Danemark	17,3	18,8	19,9	27,7	32,6	40,8	1,0	1,2	1,0	1,3	1,7	2,2
Etats-Unis d'Amérique	4,9	5,3	5,8	8,8	13,2	11,0	25,5	24,5	23,0	23,1	22,6	16,4
Finlande	..	..	..	..	..	47,7	..	..	..	..	..	0,4
France[a]	9,6	7,5	7,9	9,4	9,2	12,6	15,3	11,2	10,6	10,6	8,6	10,0
Italie	27,8	35,3	21,9	15,1	23,0	65,7	2,9	4,3	3,4	0,7	1,3	0,8
Japon	1,9	2,2	1,9	6,1	5,6	5,2	1,3	1,4	1,1	3,0	3,0	2,6
Norvège	13,1	18,4	37,8	41,7	27,2	42,9	0,3	0,5	1,0	1,3	0,8	1,8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	13,0	12,0	..	..	..	..	0,2	0,2
Pays-Bas	0,1	2,4	4,8	6,9	6,8	14,6	..	0,7	1,0	1,3	1,1	2,5
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	17,1	12,6	12,5	14,7	12,5	14,5	11,2	8,2	8,2	6,9	3,9	4,1
Suède	33,5	25,5	29,2	51,8	39,2	30,7	3,5	2,8	2,7	5,7	4,4	4,1
Suisse	13,9	12,6	28,5	34,7	22,2	19,0	0,5	0,4	0,8	1,1	0,5	0,5
Total des apports bilatéraux	7,1	7,1	7,7	11,0	13,6	14,1	73,3	69,5	67,8	72,8	68,6	66,2
B. – *Donneurs multilatéraux :*												
1. *Aux conditions du marché*												
BAfD	–	–	–	–	–	11,6	–0,2	–0,2	..	0,4	0,3	0,2
BAsD	–	–	5,1	4,5	9,0	2,2	0,1	..	0,3	0,2	0,5	0,2
BEI	–	–	6,8	–0,1	–0,3	–	–	–	0,1	..	..	–
BID	..	0,3	–0,1	–	–8,9	0,1	–	0,1	..	–0,4	–0,1	..
BIRD	4,9	5,5	7,1	6,1	3,6	0,3	3,0	4,2	5,8	4,2	1,9	0,2
SFI	5,6	–0,1	–1,1	2,5	1,6	–0,7	0,5	..	–0,1	..	0,1	–0,1
Total	3,2	3,0	4,5	5,9	4,1	4,5	3,2	4,1	6,1	4,4	2,7	0,5
2. *A des conditions de faveur*												
FED	33,3	24,9	26,5	31,2	46,5	42,3	8,5	7,9	8,5	7,2	11,3	13,7
IDA	11,8	23,4	15,6	13,5	19,7	17,4	5,4	6,3	6,1	3,8	8,7	8,9
Assistance technique de l'ONU	0,09	12,8	–	2,3	22,3		..	1,1	–	0,1	0,8	0,7
FISE	12,2	9,0	12,9	24,0	25,1		0,9	0,8	0,7	1,3	0,8	1,1
HCR	53,0	52,0	38,9	76,8	56,2		0,7	0,7	0,5	1,7	1,0	0,5
PAM	10,1	16,1	16,8	22,4	18,9	27,8	1,0	2,8	2,9	2,8	2,4	2,8
PNUD	24,7	19,6	20,3	22,5	22,2		7,0	6,1	6,8	5,5	3,7	4,7
UNRWA	–	–	–	..	..		–	–	–	..	..	..
Autres organismes des Nations Unies	0,1	12,1	9,7	9.3	–4,5		..	0,7	0,6	0,4	..	0,9
Total	17,0	18,9	18,6	20,9	26,1	27,3	23,5	26,4	26,1	22,8	28,7	33,3

Total des apports multilatéraux	11,3	11,0	11,6	14,9	17,9	14,0	26,7	30,5	32,2	27,2	31,4	33,8
Total général (A + B).	7,9	7,9	8,6	11,8	14,7	14,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dont :												
Total à des conditions de faveur (A + B.2)	8,3	8,5	9,2	12,4	15,8	16,9	96,8	95,9	93,9	95,6	97,3	99,5

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

[a] Voir la note *c* du tableau 15.

TABLEAU 17

Décaissements au titre de l'assistance technique en faveur des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral
(Somme des contributions bilatérales des pays membres du CAD et des contributions des institutions multilatérales), 1962-1974

Pays	Total (millions de dollars)							Par habitant (dollars)						
	Moyenne 1962-1966	1969	1970	1971	1972	1973	1974	Moyenne 1962-1966	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Pays les moins avancés														
Afghanistan*	15,7	19,7	20,9	24,3	24,2	22,9	23,9	1,1	1,2	1,2	1,4	1,4	1,3	1,3
Bangladesh	..	..	..	–	10,4	11,4	31,4	..	..	..	–	0,1	0,2	0,4
Bénin[a]	1,7	7,4	6,1	9,9	8,3	10,2	13,0	0,7	2,8	2,3	3,6	2,9	3,5	4,3
Bhoutan*	–	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,6	–	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,7
Botswana*	1,1[b]	3,5	2,7	4,9	4,5	7,4	9,6	1,9[b]	6,1	4,7	8,4	7,1	11,4	14,5
Burundi*	2,8	9,7	10,5	11,5	13,5	15,6	17,6	0,9	2,8	2,0	3,2	3,8	4,3	4,8
Ethiopie	10,1	22,5	19,6	21,0	21,8	27,7	39,5	0,5	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0	1,5
Gambie	0,6[b]	1,1	0,7	1,0	1,6	2,0	2,2	1,9[b]	2,4	1,6	2,1	3,3	4,1	4,3
Guinée	4,4	4,1	4,1	4,4	1,1	1,3	1,7	1,3	1,1	1,0	1,1	0,3	0,3	0,4
Haïti	1,9	3,3	3,6	3,5	4,8	6,6	7,7	0,4	0,8	0,8	0,8	1,1	1,5	1,7
Haute-Volta*	2,6	9,5	8,2	9,6	12,9	15,3	20,5	0,5	1,8	1,5	1,7	2,3	2,7	3,5
Laos*	18,2	38,8	39,6	41,7	35,9	42,0	30,3	7,1	13,4	13,4	13,8	11,5	13,2	9,3
Lesotho*	1,4[b]	1,7	2,5	2,8	3,3	4,7	7,0	1,6[b]	1,9	2,7	2,9	3,4	4,7	6,9
Malawi*	6,1[c]	9,1	9,1	9,9	11,1	11,4	15,0	1,6[c]	2,1	2,0	2,2	2,4	2,4	3,1
Maldives	–	0,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,7	–	1,8	1,8	1,8	3,6	3,3	5,8
Mali*	2,9	7,1	8,1	9,3	12,1	12,4	21,2	0,7	1,4	1,6	1,8	2,3	2,3	3,8
Népal*	5,3	7,4	8,0	10,9	10,1	12,5	15,0	0,5	0,7	0,7	0,9	0,9	1,0	1,2
Niger*	2,0	11,8	11,1	11,9	14,6	13,8	27,1	0,6	3,0	2,8	2,9	3,5	3,2	6,0
Ouganda*	9,3	15,1	14,3	17,7	16,0	11,8	8,4	1,1	1,6	1,5	1,7	1,5	1,1	0,8
République centrafricaine*	1,5	8,7	8,1	8,5	12,4	12,0	13,4	1,1	5,5	5,0	5,2	7,4	7,0	7,7
République-Unie de Tanzanie	14,4	19,8	21,4	24,0	32,7	38,0	48,3	1,3	1,5	1,6	1,8	2,3	2,6	3,3
Rwanda*	2,6	9,7	11,7	13,7	16,4	19,2	23,8	0,9	2,7	3,2	3,6	4,2	4,8	5,8
Samoa-Occidental	0,3[b]	0,5	0,9	1,0	1,4	1,6	3,9	2,3[b]	3,6	6,4	6,7	9,3	10,7	24,4
Sikkim*	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	9,0	11,8	10,6	10,3	9,8	11,7	13,9	3,7	4,3	3,8	3,6	3,3	3,9	4,5
Soudan	7,0	7,5	6,5	6,2	21,9	18,9	17,0	0,5	0,5	0,4	0,4	1,3	1,1	1,0
Tchad*	1,6	10,8	9,9	12,3	15,0	20,0	20,6	0,5	3,0	2,7	3,3	4,0	5,2	5,2
Yémen	2,0[b]	1,2	2,6	3,2	4,8	6,2	11,2	0,4[b]	0,2	0,5	0,5	0,8	1,0	1,7
Yémen démocratique	1,8	1,4	2,3	3,5	4,8	4,8	7,9	1,5	1,0	1,6	2,4	3,2	3,1	4,8
Total	126,3	243,5	243,4	277,3	325,9	326,0	452,4	1,0	1,7	1,6	1,2	1,4	1,5	1,9
Autres pays en développement sans littoral														
Bolivie	7,2	8,2	8,4	11,1	10,6	13,0	11,6	1,7	1,7	1,7	2,2	2,0	2,4	2,1
Paraguay	2,9	4,7	6,0	6,5	6.5	7,7	7,2	1,5	2,0	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8
Swaziland	1,1[b]	1,6	2,0	2,4	3,8	4,6	8,8	3,1	3,9	4,8	5,5	8,4	10,0	18,3
Zambie	3,5	15,0	13,3	19,1	21,8	24,9	28,8	1,0	3,7	3,2	4,4	4,9	5,4	6,1
Ensemble des pays en développement	1 080,7	1 836,2	1 879,1	2 051,2	2 276,7	2 689,0	3 091,00	0,7	1,1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

* Pays sans littoral.

[a] Ancien Dahomey.

[b] Moyenne pour 1965-1966.

[c] Moyenne pour 1964-1966.

TABLEAU 18

Part de l'assistance technique dans le total des apports bilatéraux d'aide publique au développement de chacun des pays membres du CAD aux pays en développement les moins avancés, 1969-1974

(En pourcentage)

Pays	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Allemagne (République fédérale d')	71,5	69,0	57,4	53,2	29,9	40,6
Australie	35,5	54,9	46,6	11,9	25,9	7,2
Autriche	100,0	8,8	15,0	100,0	100,0	100,0
Belgique	64,9	61,8	59,8	63,0	64,2	62,4
Canada	64,6	56,7	29,1	13,0	8,2	7,2
Danemark	38,5	28,0	55,3	39,7	27,7	16,7
Etats-Unis d'Amérique	53,8	40,6	41,7	22,2	19,0	15,4
Finlande	..	..	..	..	..	92,3
France	53,3	59,6	54,8	53,9	50,5	42,6
Italie	31,2	24,0	27,2	88,6	56,1	69,2
Japon	32,6	33,7	38,9	12,3	15,4	24,2
Norvège	58,9	43,5	26,2	22,3	18,2	13,7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	29,8	45,1
Pays-Bas	–	63,2	52,3	52,1	56,4	27,6
Portugal	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	35,1	45,2	37,8	41,3	54,0	43,8
Suède	48,8	38,0	46,3	19,5	21,7	8,7
Suisse	19,0	26,6	11,7	10,3	17,6	14,6
Total des apports bilatétaux	51,1	47,7	44,5	32,9	28,7	26,7

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

TABLEAU 19

Part de l'assistance technique multilatérale dans le total de l'assistance technique fournie à chacun des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral, 1969-1974

(En pourcentage)

Pays	*1969*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Pays les moins avancés						
Afghanistan*	24,2	25,7	24,2	28,2	31,7	41,3
Bangladesh	..	..	..	61,6	33,8	49,0
Bénin[a]	21,9	26,6	19,3	21,1	18,5	25,4
Bhoutan*	–	–	–	–	5,0	61,4
Botswana*	22,6	31,1	22,2	25,3	19,2	20,7
Burundi*	23,7	26,1	27,3	19,1	21,0	22,9
Ethiopie	16,4	22,3	28,0	27,9	24,0	43,8
Gambie	23,6	32,9	26,0	32,5	31,0	38,1
Guinée	44,9	69,5	63,2	98,2	90,8	94,7
Haïti	29,1	37,5	37,1	41,7	39,7	47,9
Haute-Volta*	13,1	24,4	19,6	19,8	17,3	22,0
Laos*	1,9	2,1	2,2	3,4	3,1	8,3
Lesotho*	31,8	60,4	61,1	50,6	40,6	43,1
Malawi*	11,2	14,7	11,0	15,4	20,7	23,1
Maldives	60,0	65,0	60,0	47,5	57,5	81,3
Mali*	30,1	31,5	38,8	35,1	29,2	35,4
Népal*	26,9	35,6	31,0	39,2	33,8	39,4
Niger*	18,6	20,9	23,5	22,8	22,2	27,7
Ouganda*	23,2	22,8	18,6	17,8	22,3	40,5
République centrafricaine*	20,6	21,2	26,4	20,9	19,4	22,7
République-Unie de Tanzanie	20,4	17,2	17,0	22,3	16,5	18,0
Rwanda*	20,3	22,1	18,5	18,5	19,8	17,7
Samoa-Occidental	66,0	70,0	75,0	79,3	56,3	32,0
Sikkim*	..	..	..	..	..	..
Somalie	36,9	32,5	31,2	36,6	37,2	41,2
Soudan	56,5	69,8	76,5	83,5	72,8	58,9
Tchad*	10,7	9,4	9,3	9,9	10,8	20,3
Yémen	65,8	58,5	65,9	77,5	62,1	52,8
Yémen démocratique	59,3	43,0	58,9	64,0	64,4	55,4
Total	20,1	23,1	23,1	28,2	25,2	31,9
Autres pays en développement sans littoral						
Bolivie	23,2	22,0	30,1	33,6	29,5	33,9
Paraguay	29,1	29,2	22,5	27,4	20,9	31,1
Swaziland	36,9	32,0	29,2	27,9	24,3	54,8
Zambie	15,7	23,5	20,9	21,9	16,5	15,3
Ensemble des pays en développement	18,1	20,7	19,4	20,9	16,4	20,4

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par le secrétariat de l'OCDE/CAD.

* Pays sans littoral.

[a] Ancien Dahomey.

TABLEAU 20

Total des apports reçus par divers pays en développement les moins avancés en provenance des pays membres de l'OPEP et d'institutions multilatérales essentiellement financées par ceux-ci[a] : décaissements bruts

(En millions de dollars)

Pays bénéficiaires	*A de conditions de faveur[b]*			*Aux conditions de marché*			*Total des décaissements*			*Pour mémoire[c] mécanisme pétrolier du FMI*		
	1973	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*
Afghanistan		8,30						8,30				
Bangladesh		60,04	48,76					60,04	48,76		42,18	11,59
Bénin[d]		1,30						1,30				
Botswana		2,70	2,70					2,70	2,70			
Burundi	1,00	3,00	1,00				1,00	3,00	1,00			1,25
Ethiopie		15,30						15,30				
Gambie		1,79						1,79				
Guinée		14,80			15,00			29,80			3,65	
Haïti			0,76						0,76		3,97	2,71
Haute-Volta	0,73	8,59					0,73	8,59				
Laos			0,33						0,33			
Lesotho		1,40	1,40					1,40	1,40			
Malawi		7,50						7,50				
Mali	0,66	12,12	4,90				0,66	12,12	4,90		4,18	1,04
Niger	2,83	6,32					2,83	6,32				
Ouganda		24,40	3,32	4,57			4,57	24,40	3,32		5,22	14,82
République centrafricaine		2,40	0,66					2,40	0,66		2,82	0,63
République-Unie de Tanzanie		16,73	3,32					16,73	3,32		29,65	3,24
Rwanda		1,00	4,66					1,00	4,66			
Somalie	5,46	43,79	32,12		20,46		5,46	64,25	32,12			
Soudan	3,60	131,17	30,01	0,72	7,47		4,32	138,64	30,01		29,96	
Tchad	5,42	13,02	4,90	14,13	6,21		19,55	19,23	4,90		2,30	
Yémen	8,71	79,67	19,68				8,71	79,67	19,68			
Yémen démocratique		18,86	22,13					18,86	22,13		9,71	7,41
Total	28,41	474,20	180,65	19,42	4914	–	47,83	523,34	180,65		129,99	42,69
Total pour l'ensemble des pays en développement	1 068,06	3 208,78	1 509,25	108,73	228,70	835,28	1 176,79	3 437,48	2 344,53		791,47	452,17

Source : secrétariat de la CNUCED.

[a] Les membres de l'OPEP et les institutions multilatérales considérées sont les suivants : Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Nigéria, République arabe libyenne, Qatar, Venezuela, Fonds arabe pour l'octroi de prêts aux pays africains, Fonds arabe de développement économique et social, Compte spécial de l'OPAEP pour l'allégement des charges financières des pays arabes importateurs de pétrole, Compte spécial des Nations Unies.

[b] L'expression "à des conditions de faveur" s'entend des prêts comprenant un élément de libéralité de 25 p. 100, sur la base d'un taux d'actualisation de 10 p. 100.

[c] Chiffres calculés au prorata de la contribution des membres de l'OPEP au financement du mécanisme pétrolier du FMI.

[d] Ancien Dahomey.

TABLEAU 21

Prêts des pays socialistes d'Europe orientale et de la Chine à certains pays en développement les moins avancés, 1970-1974 : décaissements nets

(En millions de dollars)

Pays bénéficiaires	*Pays socialistes d'Europe orientale*					*Chine*					*Total*				
	1970	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*	*1970*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
Afghanistan	26,8	32,2	28,0	32,8	–	2,7	5,3	1,0	2,1	2,3	29,5	37,5	29,0	35,0	2,3*
Bangladesh	..	..	..	56,0	22,6	..	..	..	–	–	..	..	..	56,0	22,6
Ethiopie	2,4	2,2	2,1	1,1	0,4	–	–	–	–	–	2,4	2,2	2,1	1,1	0,4
Mali	1,9	–	1,8	1,4	4,6	14,1	2,1	2,7	1,7	13,6*	16,0	2,1	4,5	3,1	18,2*
Ouganda	0,6	2,2	5,8	0,6	7,4	–	–	–	–	–	0,6	2,2	5,8	0,6	7,4
République centrafricaine	–	–	1,6	0,0	0,3*	–	–	–	–	–	–	–	1,6	–	0,3*
République-Unie de Tanzanie	1,2	0,3	3,3	0,5	0,5	9,7	6,0	58,4	47,4	52,7	10,9	6,3	61,7	47,9	53,1
Rwanda	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6,7*	–	–	–	–	6,7*
Somalie	0,9	3,0	3,2	3,9	3,2*	0,1	0,1	0,1	10,7	26,2*	1,0	3,1	3,2	14,6	29,4*
Soudan	4,8	4,4	2,9	4,9	5,7*	–	–	0,4	–	–	4,8	4,4	3,3	4,9	5,7*
Total	38,6	44,3	48,7	101,2	44,7	26,6	13,5	62,6	61,9	101,5	65,2	57,8	111,2	163,2	146,1

Source : secrétariat de la CNUCED, d'apres des renseignements fournis par la BIRD.

* Estimations.

TABLEAU 22

En-cours de la dette extérieure publique, paiements effectués au titre du service de la dette, et élément de libéralité des prêts et dons dans certains pays en développement les moins avancés, 1969-1974

Pays	Dette active						Paiements au titre du service de la dette						Elément de libéralité des prêts et dons[a]	
	En millions de dollars			Rapport dette/exportations			En millions de dollars			En pourcentage des exportations				
	1969	1973	1974	1969	1973	1974	1969	1973	1974	1969	1973	1974	1967-1970	1971-1973
Afghanistan	669,5	941,5	..	8,2	8,6	..	21,0	31,8	..	25,6	28,9	..	82	87
Bangladesh	..	655,0	1 113,6	..	1,8	3,2	..	17,2	64,3	..	4,8	18,5	..	81
Bénin[b]	41,4	127,1	..	1,5	2,2	..	1,5	5,7	..	5,4	9,7	..	92	83
Botswana	10,1	124,9	..	0,6	1,8	..	0,6	2,4	..	3,4	3,4	..	93	68
Burundi	6,8	8,1	8,8	0,6	0,3	0,3	0,6	1,0	0,9	4,8	3,3	3,0	96	99
Ethiopie	252,5	403,9	479,8	2,1	1,7	1,8	19,5	22,0	21,2	16,4	9,3	7,9	68	80
Guinée	361,9	..	..	6,3	..	..	6,5	..	..	11,4	..	..	..	..
Haïti	44,2	48,8	71,2	1,2	0,9	1,0	1,2	4,9	6,6	3,2	9,4	9,2	..	..
Haute-Volta	21,2	41,7	119,6	1,0	1,8	3,9	1,8	3,0	3,7	8,6	13,0	11,9	89	89
Lesotho	7,4	8,3	12,8	1,1	0,6	0,8	0,3	0,4	0,3	4,3	2,9	1,9	97	98
Malawi	116,6	230,8	265,1	2,2	2,4	2,2	4,0	11,0	14,2	7,5	11,5	11,9	79	77
Mali	264,8	325,8	..	15,6	9,3	..	4,6	1,4	..	27,0	4,0	..	87	94
Népal	7,2	35,2[c]	..	0,2	1,2[c]	..	1,4	0,3[c]	..	3,1	1,0[c]	..	..	..
Niger	53,9	102,0	..	2,2	1,6	..	2,3	3,3	..	9,6	5,3	..	79	93
Ouganda	166,8	213,8	235,2	0,7	0,7	0,7	18,5	12,4	11,5	8,0	3,8	3,5	81	75
République centrafricaine	20,1	61,6	..	0,6	1,7	..	2,2	3,2	..	6,1	8,6	..	90	72
République-Unie de Tanzanie	229,2	664,6	788,1	0,9	1,8	1,8	16,0	19,6	20,7	6,4	5,3	4,8	77	83
Rwanda	2,4	37,2	..	0,2	1,2	..	0,5	0,4	..	3,6	1,3	..	97	96
Somalie	102,5	239,4	..	3,2	5,7	..	0,7	2,6	..	2,2	6,2	..	87	86
Soudan	311,4	382,7	..	1,3	0,9	..	23,3	54,4	..	9,4	12,5	..	46	60
Tchad	45,8	37,5	..	1,4	1,0	..	3,4	1,0	..	10,6	2,6	..	88	92
Yémen	..	306,1	348,2	..	38,3	24,9	..	4,2	2,2	..	52,0	18,1	..	..
Ensemble des pays en développement (à titre d'indication)	57 050	107 718	..	1,2	1,1	..	4 641	9 786	..	9,7	9,9	..	49[d]	42[d]

Source : estimation du secrétariat de la CNUCED, d'après des renseignements fournis par la BIRD.

[a] Sur la base d'un taux d'actualisation de 10 p. 100.

[b] Ancien Dahomey.

[c] 1972.

[d] Y compris les pays d'Europe méridionale.

TABLEAU 23

Classification des pays et territoires en développement insulaires selon la population, le revenu la superficie et la distance au continent le plus proche

NOTE. — Les lettres entre parenthèses suivant le nom des pays indiquent la superficie relative :

TF = très faible (moins de 1 000 km²)
F = faible (de 1000 à 3 999 km²)
M = moyenne (de 4 000 à 39 999 km²)
G = grande (40 000 km² et plus)

Population (1973)	*PNB par habitant en 1973 (en dollars)*	*Distance au continent le plus proche*		
		Moins de 200 km	*De 200 à 1 000 km*	*plus de 1 000 km*
Nombreuse ou moyenne (plus d'un million d'habitants)	Moins de 250	Indonésie (G) Sri Lanka (G)	Madagascar (G) Haïti (M) Philippines (G)	
	De 250 à 399		Papouasie-Nouvelle-Guinée (G)	
	De 400 à 1 000		Cuba (G) Jamaïque (M) Rép. Dominicaine (G)	
	Plus de 1 000	Hong-Kong (F) Singapour (TF) Trinité-et-Tobago (M)	Porto Rico (M)	
Faible (de 150 000 à un million d'habitants)	Moins de 250		Timor oriental (M) Comores (F)	
	De 250 à 399	Macao (TF)	Cap-Vert (M)	Maurice (F) Iles Salomon britanniques (M) Samoa-Occidental (F)
	De 400 à 1 000		Barbade (TF) Bahreïn (TF)	Fidji (M)
	plus de 1 000		Chypre (M) Martinique (F) Guadeloupe (F) Malte (TF) Antilles néerlandaises (F) Bahamas (M)	Réunion (F)
Très faible (moins de 150 000 habitants)	Moins de 250		Maldives (TF) Saint-Vincent (TF)	Tonga (TF)
	De 250 à 399		Sainte-Lucie (TF) Grenade (TF) Dominique (TF) Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla (TF) Antigua (TF) Seychelles (TF)	Iles Gilbert (TF) Tuvalu (TF)
	De 400 à 1 000		Sao Tomé-et-Principe (F)	Nouvelles-Hébrides (M) Iles du Pacifique (F)
	Plus de 1 000		Iles Vierges américaines	Samoa américaines (TF) Brunéi (M) Polynésie française (M) Nouvelle-Calédonie (TF) Guam (TF) Bermudes (TF)

Sources : CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1976* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.76.II.D.3) et *Pays insulaires en voie de développement : rapport du Groupe d'experts* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.6).

TABLEAU 24. – Quelques indicateurs de base des pays et territoires en développement insulaires

Pays ou territoire	Population totale[a] en 1973 (milliers d'habitants)	Produits national brut 1973				Transfert net de ressources provenant de prêts et de dons		
		Total (millions de dollars)	Par habitant (dollars)	Taux de croissance moyen annuel		Total (millions de dollars)		Par habitant (dollars)
				1960-1970	1970-1974	Moyenne 1970-1971[b]	1974	1974
Un million d'habitants et plus								
Indonésie	124 602	15 370	115	3,4	7,3	494	776	6,1
Philippines	40 219	10 330	246	5,2	6,3	209	215	5,2
Sri Lanka	13 249	2 612	198	5,0	5,4	52	73	5,3
Cuba	8 916	4 850[c]	540[c]	1,5[d]	..			
Madagascar	7 232	1 258	174	3,4	1,3	50	57	7,8
Haïti	4 440	694	143	1,0	4,3	7	12	2,6
République Dominicaine	4 432	2 378	509	4,6	11,0	54	20	4,4
Hong-Kong	4 160	5 998	1 435	12,9	6,5	240	–13	–2,9
Porto Rico	2 951	6 774	2 266	7,2	6,7[e]			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 563	945	365	6,5	7,8[e]	199	251	94,9
Singapour	2 185	4 283	1 929	9,4	11,2	68	44	19,9
Jamaïque	1 976	1 714	868	5,5	6,2	34	48	24,2
Trinité-et-Tobago	1 064	1 135	1 195	4,5	4,1	5	7	7,2
Moins d'un million d'habitants								
Iles Ryû-Kyû	945	980[d]	1 050[c]	11,4[f]	..			
Maurice	868	347	399	1,9	7,9	11	29	33,9
Chypre	659	963	1 459	6,5	1,3	19	17	26,7
Timor oriental	639	90[c]	130[a]	2,8[d]	..			
Fidji	559	367	640	5,4[d]	..	8	25	43,8
Réunion	474	570[c]	1 210[a]	11,1	4,8[e]	101	248	505,4
Martinique	343	460[c]	1 330[a]	11,9[d]	..	74	129	358,7
Guadeloupe	342	360[c]	1 050[a]	10,4	..	58	30	85,7
Malte	322	353	1 096	5,5	7,3	14	14	44,5
Comores	291	40[c]	170[c]	5,9[d]	..			
Cap-Vert	284	98[g]	336[g]	3,4[d]	..			
Macao	262	70[c]	270[c]	1,6[d]		2		
Barbade	243	227	946	3,8	–1,7	4	4	16,3
Antilles néerlandaises	234	360[a]	1 530[c]	0,1[h]	..	34	28	117,1
Bahreïn	227	216	935	6,4[d]	..			
Bahamas	193	440[a]	2 320[c]	7,6[d]	..	31	–25	–122,8
Iles Salomon britanniques	179	50[a]	280[c]	1,9[d]	..	..	..	..
Samoa-Occidental	152	40[a]	250[c]	1,5[d]	..	2	2	11,8
Brunéi	145	240[a]	1 640[c]	3,2[d]	..	9	–5	–33,9
Sainte-Lucie	120	40[c]	340[f]	11,0[d]	..	..	..	..
Polynésie française	120	350[a]	2 680[c]	11,7[d]	..	20	43	362,4
Nouvelle-Calédonie	119	630[a]	5 010[c]	6,6[d]	..	30	69	533,5
Maldives	115	10[a]	90[c]	2,8[d]	..	..	..	..
Iles du Pacifique	110	50[a]	450[c]	6,3[d]	..	..	..	..
Grenade	105	30[c]	300[f]	7,2[d]	..	..	..	..
Saint-Vincent	98	20[c]	240[f]	5,4[d]	..	..	..	..
Guam	93	410[a]	4 130[c]	9,0[d]	..	..	..	..
Tonga	92	20[a]	210[c]	0,3[d]	..	..	..	..
Nouvelles-Hébrides	90	40[a]	480[c]	7,4[d]	..	4	16	179,7
Sao Tomé-et-Principe	78	40[a]	470[c]	2,4[d]	..	1	..	..
Dominique	76	20[c]	280[f]	6,0[d]	..	..	..	..
Iles Vierges américaines	65	420[a]	5 910[c]	15,8[d]	..	..	..	..
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla	64	20[c]	320[f]	5,1[d]	..	..	..	..
Iles Gilbert et Tuvalu	63	20[a]	360[c]	0,5[d]	..	..	..	..
Antigua	62	20[c]	370[f]	6,8[d]	..	..	..	..
Seychelles	56	20[a]	370[c]	1,8[d]	..	..	..	..
Bermudes	55	260[a]	4 710[c]	9,5[d]	..	1	8	134,3
Samoa américaines	32	30[a]	1 020[c]	11,4[d]	..	..	..	..

Source : CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1976 (op. cit.).*

[a] Les données démographiques qui entrent dans le calcul des estimations du PNB par habitant proviennent d'autres sources et dans certains cas ne correspondent pas exactement aux données sur la population figurant dans le présent tableau.

[b] Les données sont exprimées aux prix courants. Pour avoir des prix constants de 1974, il faudrait multiplier les chiffres donnés pour 1970-1971 par 1,91, soit le taux d'accroissement de la valeur unitaire des importations de l'ensemble des pays en développement.

[c] Estimation provisoire aux prix moyens de 1972-1974.

[d] Estimation provisoire.

[e] 1970-1973.

[f] Estimation pour 1970.

[g] Produit intérieur brut.

[h] 1960-1968.

TABLEAU 25

Estimations provisoires des termes de l'échange et indicateurs[a] connexes pour certains pays et territoires en développement insulaires, 1975

(Indices : 1970 = 100)

Pays ou territoire	*Volume des exportations*	*Volume des importations*	*Termes de l'échange*	*Pouvoir d'achat des exportations*
Un million d'habitants et plus				
Indonésie	137	260	199	272
Philippines	95	115	91	86
Sri Lanka	101	88	65	65
Cuba	52	51	176	91
Madagascar	87	91	96	84
République Dominicaine	131	142	163	214
Jamaïque	101	97	93	94
Trinité-et-Tobago	80	86	136	109
Moins d'un million d'habitants				
Maurice	133	240	252	335
Chypre	89	66	81	72
Réunion	51	142	175	90
Martinique	170	118	94	160
Guadeloupe	103	115	110	113
Barbade	90	83	149	134
Antilles néerlandaises	75	97	147	110
Brunéi	94	108	401	378

Source : CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1976 (op. cit.).*

DOCUMENT TD/192

Coopération économique entre pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*22 décembre 1975*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres		*Paragraphes*	*Pages*
I.	Vers un système global de coopération économique entre pays en développement	1-10	249
II.	Renforcement de l'intégration économique	11-16	251
III.	Les principaux éléments d'un système de coopération économique entre pays en développement, hors du cadre des groupements d'intégration	17-87	252
	A. Expansion des échanges	18-49	252
	1. Les systèmes de préférences	19-23	252
	2. Mesures positives de coopération commerciale	24-37	253
	3. Le système de paiements	38-49	255
	B. Coopération au niveau de la production	50-72	257
	1. Instruments internationaux	61-67	258
	2. Mesures au niveau international	68-72	259
	C. Financement du développement	73-87	260
	1. Soutien des balances des paiements	78-79	260
	2. Soutien des prix des produits de base	80	260
	3. Financement du développement à long terme	81-87	261
IV.	Mesures de soutien à la coopération économique entre pays en développement	88-101	261

CHAPITRE PREMIER

Vers un système global de coopération économique entre pays en développement

1. Un certain nombre de facteurs et de circonstances ont contribué ces dernières années à relancer l'idée d'une coopération économique entre pays en développement. Tout d'abord et surtout, il est apparu que la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[1] était loin de répondre aux espoirs qu'elle avait suscités en 1970. La longue et profonde récession et les fortes pressions inflationnistes enregistrées dans les pays développés à économie de marché, la hausse des prix du pétrole, les fluctuations des prix des autres produits de base, et leur cortège de problèmes financiers et de difficultés à équilibrer les balances des paiements, ont radicalement transformé l'économie mondiale. Tout cela a contribué à faire prendre davantage conscience des possibilités offertes par l'autonomie collective. Les pays en développement se sont trouvés devant l'impérieuse nécessité de renforcer leur position par l'unité d'action.

2. L'ordre économique traditionnel n'ayant pu résoudre les problèmes de la pauvreté et du retard économique, il est devenu urgent pour les pays en développement de réduire leur dépendance à l'égard du monde industrialisé et de s'assurer un développement interdépendant et équilibré. Ce sentiment d'urgence est renforcé aussi par le fait que les pays en développement se rendent de plus en plus compte que s'ils ne s'efforcent pas d'une manière consciente et délibérée d'atteindre ce but, les occasions et les possibilités d'action concertée qui s'offrent à présent risquent de ne pas se renouveler indéfiniment. Leur solidarité a été soulignée en plusieurs occasions mais sans mécanismes efficaces permettant d'harmoniser des intérêts très divers, cette solidarité risque néanmoins de se trouver ébranlée par le fait que les pays du tiers monde ne sont pas tous dans la même situation et n'ont pas tous atteint le même niveau de développement.

3. La Stratégie internationale du développement considérait que la coopération entre pays en développement

[1] Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970.

consistait essentiellement en "efforts en vue de négocier et de mettre en œuvre des engagements pour instituer des plans d'intégration régionale et sous-régionale ou des mesures d'expansion des échanges entre eux[2]". Depuis lors, cependant, plusieurs résolutions et décisions adoptées aux Nations Unies ou ailleurs ont élargi la coopération au-delà des limites des accords de commerce et d'intégration entre pays voisins. En particulier, la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger en septembre 1973, a approuvé un programme d'action pour la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement, adopté auparavant par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'était tenue à Georgetown (Guyane) en août 1972. Par la suite, en 1974, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international[3], a souligné qu'il importait de favoriser de nouveaux types de coopération entre les pays en développement. Il a certes été reconnu que le renforcement des systèmes actuels d'intégration économique, qui concernent en fait la moitié environ des pays en développement, devrait être un des éléments essentiels d'un effort d'ensemble qui serait entrepris pour parvenir à l'autonomie collective, mais des conceptions et des idées nouvelles se font jour qui mettent en relief la nécessité d'une coopération entre tous les pays en développement. Cela vaut particulièrement pour les mesures comme celles qui aboutissent à la création d'associations de producteurs de nature à renforcer les décisions adoptées en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus équitable.

4. Le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire, exhorte notamment les pays en développement à prendre des mesures pour "promouvoir entre eux une volonté d'autonomie collective et consolider une coopération économique internationale mutuellement avantageuse, l'objectif étant d'accélérer le progrès des pays en voie de développement[4]". En outre, dans la résolution sur le développement et la coopération économique internationale, adoptée à la septième session extraordinaire, l'Assemblée générale priait notamment "les pays développés et les organismes des Nations Unies... d'offrir, sur demande, appui et assistance aux pays en voie de développement pour les aider à renforcer et à élargir leur coopération réciproque aux niveaux sous-régional, régional et interrégional[5]". Le progrès vers l'autonomie collective est par conséquent un élément qui fait partie intégrante du nouvel ordre économique international et qui est préconisé par tous les secteurs de la communauté internationale. Dans le cadre de la nouvelle stratégie globale du développement économique et des principes régissant la coopération économique internationale, on lui a attribué une place nouvelle et plus importante.

5. Les résolutions et recommandations citées plus haut mettent en particulier l'accent sur l'action collective pour l'institution de mécanismes visant à assurer des prix équitables et rémunérateurs aux exportateurs de produits de base et à stabiliser leurs marchés, sur l'octroi d'un traitement préférentiel dans les relations commerciales entre pays en développement, sur la promotion des accords de paiements, sur l'action concertée dans les domaines de l'industrie, de la science, de la technologie, des transports et du trafic maritime, et enfin sur la coopération dans l'utilisation des ressources financières disponibles pour le développement.

6. Actuellement, un certain nombre d'initiatives commencent à concrétiser la nouvelle tendance à l'autonomie collective. Sont particulièrement significatives à cet égard certaines entreprises bilatérales mises sur pied entre pays en développement, surtout dans les secteurs productifs, l'aide financière bilatérale et multilatérale accordée par les Etats exportateurs de pétrole à d'autres pays en développement, et l'organisation d'associations de producteurs et de systèmes de commercialisation dont le but est d'assurer des prix équitables et stables pour certains produits de base et d'accroître la participation des producteurs à leur transport, leur commercialisation et leur distribution. Les relations commerciales entre pays en développement sont également facilitées par de nouveaux arrangements préférentiels et accords de paiement au niveau sous-régional.

7. Ces nouvelles mesures de coopération économique entre pays en développement, comme celles qui conduisent à la restructuration et au renforcement des systèmes d'intégration actuels, sont des actions concrètes qui mettent en application les principes d'autonomie collective et d'interdépendance. Il faut cependant noter que certaines des nouvelles initiatives prises en matière de coopération risquent, en raison de leur nature spécifique, à court terme ou temporaire, de décevoir les espoirs placés en elles si elles ne sont pas assez fermes pour se perpétuer d'elles-mêmes. En outre, ce qui a été réalisé jusqu'ici ne saurait constituer en soi un ensemble cohérent de mesures permettant aux pays en développement de tirer le meilleur avantage possible de leur interdépendance économique. Il faudrait veiller aussi à ce que les liens spéciaux géographiques, historiques ou culturels, qui donnent souvent lieu à une coopération fructueuse entre certains groupes de pays, n'entraînent pas de discrimination injustifiée à l'encontre d'autres pays en développement. Enfin, il devient de plus en plus évident que la recherche active de l'autonomie et la mise en œuvre de systèmes concrets de coopération économique entre pays en développement pourraient être sérieusement entravées par l'absence de structures institutionnelles spécialement adaptées aux possibilités actuelles.

8. L'unité d'action entre pays en développement est renforcée par les avantages dont ils bénéficient sur le plan de la population et des ressources naturelles. Ces conditions favorables, outre qu'elles leur ouvrent de nouvelles possi-

[2] Paragraphe 39 de la Stratégie.

[3] Résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

[4] Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974, section I, paragraphe 1 *b*.

[5] Résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, du 16 septembre 1975, section VI, paragraphe 1.

bilités de développement, renforcent leur pouvoir collectif de négociation face au monde développé. En plus des points soulevés dans le présent rapport il y a d'autres questions spécifiques, traitées séparément, pour lesquelles un pouvoir de négociation accru serait utile aux pays en développement, en particulier celles qui ont trait au programme intégré pour les produits de base, au transfert de technologie et aux arrangements monétaires internationaux. La consolidation et l'utilisation effective du pouvoir collectif de négociation des pays en développement dans les relations économiques internationales doivent, par conséquent, être considérées comme l'un des principaux objectifs de la coopération économique entre ces pays.

9. La mise au point d'un système global intégré de coopération économique entre pays en développement aiderait à éviter les incompatibilités et la fragmentation dont la recherche de l'autonomie collective risque de souffrir. Outre qu'un tel système serait ouvert aux pays en développement de toutes les régions, il regrouperait, en les harmonisant, plusieurs mesures et éléments visant à tirer le meilleur parti de l'action multinationale. En conséquence, ce système devrait inclure :

a) Le renforcement et l'élargissement de la coopération économique sous-régionale et régionale d'une manière qui soit compatible avec la coopération globale entre tous les pays en développement;

b) Un ensemble interdépendant de politiques, mécanismes et institutions visant à mettre en œuvre de nouvelles formes d'action concertée dans un large cadre de coopération entre pays du tiers monde, avec certaines dispositions spéciales en faveur des pays relativement moins avancés.

10. Les éléments qui pourraient constituer le noyau de ce système de coopération économique entre pays en développement sont examinés dans la suite du présent rapport, dont l'objet est de fournir un point de départ à l'étude de cet aspect d'une nouvelle stratégie globale du développement. Dans un premier temps, les pays en développement pourraient approuver en principe la mise en place d'un tel système, ainsi que ses principaux éléments. S'ils étaient en mesure de le faire pour la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, une décision en ce sens pourrait être présentée à la Conférence, afin que la communauté internationale en soit informée et donne son approbation générale. En même temps, le système des Nations Unies pourrait éventuellement être désigné comme l'instance internationale chargée de mettre au point les propositions et de prendre des mesures spécifiques.

CHAPITRE II

Renforcement de l'intégration économique

11. Le renforcement des groupements économiques régionaux et sous-régionaux prendrait nécessairement différentes formes, selon les particularités des systèmes existants ou naissants. En même temps, il convient de souligner que malgré les difficultés auxquelles se sont heurtés plusieurs groupements économiques, les pays qui en font partie pourraient être les mieux placés pour lancer certaines des formes de coopération économique nouvellement suggérées, soit entre les membres actuels de ces groupes, soit par un élargissement des groupements eux-mêmes.

12. L'expérience tirée des divers essais d'intégration économique des pays en développement montre que des améliorations et de nouvelles initiatives s'imposent en priorité dans certains domaines. Tout d'abord, il faudrait, dans de nombreux cas, améliorer les mécanismes intergouvernementaux et les institutions communautaires de façon à mieux concilier les intérêts nationaux et les intérêts communs et à mieux tenir compte des objectifs reconnus de l'intégration économique recherchée par le groupement en question. Leur capacité technique des pays en développement devrait être renforcée pour qu'ils puissent tirer le meilleur parti possible des instruments d'intégration économique qui existent.

13. Deuxièmement, les instruments existants ont eux-mêmes souvent besoin d'être révisés de manière à devenir plus efficaces. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les régimes de libéralisation des échanges, les systèmes de protection extérieure commune et les systèmes communs d'encouragement fiscal.

14. Troisièmement, les mesures qui ont été adoptées pour assurer de plus grands avantages aux pays les moins avancés de tel ou tel groupement économique devraient, dans de nombreux cas, être revues et dotées d'un élément d'automacité qui les rendrait plus efficaces. Il faudrait porter une très grande attention à cette question, car l'échec des dispositions prises pour avantager les pays les moins avancés a été l'un des principaux obstacles à une intégration économique totale entre pays en développement.

15. Enfin et surtout, les préoccupations commerciales devraient carrément céder la place à des efforts concertés pour la mise en valeur des ressources industrielles et agricoles régionales et pour la création d'une infrastructure commune en matière de transports. L'intérêt et la confiance que les mécanismes du marché ont suscités pendant un certain temps par le biais de la libéralisation des échanges et de la protection extérieure n'ont eu qu'une incidence limitée sur la croissance et pratiquement aucun effet sur le développement structurel et, à cause des déséquilibres qui en résultent, ont fait surgir des obstacles politiques à la coopération avant même que les pays coopérants aient pu en tirer des avantages économiques substantiels. Bien que l'importance de la coopération en matière de production soit reconnue et que cette forme de coopération soit prévue dans certains traités d'intégration économique, elle a été, dans la pratique, reléguée au second plan par la plupart des groupements constitués en vue de l'intégration. L'accent qu'il est maintenant suggéré de mettre sur la production devrait se traduire aussi par des approches communes en ce qui concerne le transfert de technologie et le développement de la capacité technologique locale, ainsi que les capitaux étrangers et les sociétés transnationales.

16. La promotion de la coopération économique dans l'ensemble du tiers monde pourrait être favorisée par le renforcement et l'élargissement des groupements régionaux.

Il est concevable que ceux qui existent attirent de nouveaux membres à part entière chaque fois que cela est politiquement et économique possible. Dans certains cas, le point de départ de ce processus pourrait être la participation de pays non membres à la mise en œuvre de projets pilotes entrepris par ces groupements dans des domaines restés jusqu'alors prévus en dehors des accords de coopération. L'élargissement des systèmes d'intégration actuels pourrait aussi être fondé sur des échanges limités et sélectifs de concessions, et sur d'autres formes de soutien mutuel entre tel ou tel groupement et des partenaires éventuels ou entre les groupements eux-mêmes. On pourrait ainsi voir se développer la coopération entre un plus grand nombre d'Etats voisins, selon une série de cercles concentriques correspondant chacun à un degré différent d'intégration économique.

CHAPITRE III

Les principaux éléments d'un système de coopération économique entre pays en développement, hors du cadre des groupements d'intégration

17. A côté des mesures adoptées pour renforcer et élargir l'intégration économique régionale et sous-régionale, un système global de coopération économique entre pays en développement exigerait l'adoption des politiques et mécanismes nécessaires à de nouvelles formes d'action commune, menées hors du cadre des groupements d'intégration qui soient compatibles avec les objectifs régionaux et ceux du tiers monde et qui soient particulièrement favorables aux pays les moins avancés. Une telle action pourrait s'exercer dans de nombreux domaines. Il semblerait toutefois souhaitable de se limiter, dans un premier stade, aux domaines les plus critiques. A ce propos il faut souligner, sans vouloir minimiser l'importance de la coopération multinationale pour la création d'une infrastructure matérielle, que cet aspect de la coopération a déjà été largement exploré et appliqué dans plusieurs parties du monde, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des groupements d'intégration, de sorte qu'il n'est peut-être pas nécessaire de le considérer comme un des domaines où s'imposent de nouveaux mécanismes et de nouveaux dispositifs. Par contre, il y a trois domaines pour lesquels il paraît essentiel d'adopter des mesures en vue de faciliter et de promouvoir la coopération entre pays en développement hors du cadre des groupements d'intégration; ce sont le commerce, la production et le financement du développement.

A. – Expansion des échanges

18. L'expansion des échanges entre pays en développement devrait être considérée comme un élément d'un système de coopération économique plutôt que comme une fin en soi ou un but à atteindre au moyen d'un ensemble de mesures isolées. Par conséquent, elle devrait nécessairement être fonction des objectifs particuliers de la coopération. Elle ne saurait en aucune façon résulter automatiquement des mesures traditionnelles de libéralisation des échanges et du libre jeu des forces du marché, mais découlerait au contraire d'un ensemble de mesures programmées, liées aux mesures prises dans le domaine de la production. Ainsi conçue, l'expansion du commerce pourrait être favorisée par trois grands ensembles d'instruments complémentaires : tout d'abord, un système de préférences entre pays en développement, qui ferait démarrer le processus de libéralisation de l'accès aux marchés; deuxièmement, une série de mesures visant à promouvoir activement les échanges et à améliorer la position commerciale des pays en développement, notamment la création d'entreprises multinationales d'importation et d'exportation, le regroupement multinational des importations, sur une base sélective, ainsi que des cargaisons maritimes, la coopération entre les organismes d'Etat chargés du commerce et l'application, dans les cas appropriés, d'engagements multinationaux de vente et d'achat, par la conclusion de contrats à moyen et à long terme; troisièmement, un système de paiements, avec accords de compensation, mécanismes de paiements interrégionaux, octroi de crédits sur la base de la réciprocité et gestion de réserves en commun.

1. *Le système de préférences*

19. Bien que le principe des préférences commerciales ait eu un certain succès dans différents groupements sous-régionaux de pays en développement, aux niveaux régional et interrégional les arrangements préférentiels entre ces pays en sont encore à leurs débuts. A côté de mesures plus positives, par conséquent, la stratégie qui se dessine actuellement en matière de coopération économique pourrait faire une certaine place à une expansion plus vigoureuse des relations commerciales préférentielles à tous les niveaux, en vue d'aboutir en fin de compte à un système de préférences complet et bien structuré valant pour l'ensemble du tiers monde.

20. Les principaux objectifs d'un système de préférences applicable entre pays du tiers monde seraient d'avantager dans une certaine mesure les exportateurs des pays en développement par rapport à ceux des pays développés et d'assurer une répartition équitable des coûts et des avantages du système entre les divers pays participants. Pour atteindre ces buts dans une mesure appréciable, il faudrait que le système tienne compte des intérêts fondamentaux et des grandes différences de situation économique des pays en développement, de la diversité de leurs productions destinées à l'exportation et de la disparité actuelle des instruments sur lesquels ils fondent leurs politiques commerciales. En fait, la fréquence de telles disparités exige que les préférences tarifaires soient complétées par un assouplissement des obstacles non tarifaires dans les cas où ceux-ci interdisent l'accès aux marchés. Sans cela, les pays qui ont surtout recours aux droits de douane pour protéger leur industrie et leur balance des paiements se trouveraient défavorisés par rapport à ceux qui appliquent d'autres restrictions aux importations.

21. Du fait de ces objectifs, et conformément à l'esprit du nouvel ordre économique international, un système de préférences entre pays du tiers monde devrait mettre

l'accent sur la participation et la solidarité plutôt que sur les principes de stricte réciprocité. Tout en restant suffisamment simple à appliquer, il faudrait aussi qu'il laisse aux groupements sous-régionaux et régionaux la possibilité d'y participer et qu'il tienne compte de la situation particulière des pays les moins avancés. En conséquence, un système généralisé de préférences entre pays en développement pourrait être fondé sur les principaux éléments suivants :

a) Inclusion des exportations traditionnelles et non traditionnelles des pays en développement, qu'il s'agisse d'articles manufacturés, de produits agricoles transformés ou non, ou d'autres produits de base;

b) Application aux obstacles tarifaires ainsi qu'aux obstacles non tarifaires qui empêchent ou limitent considérablement l'accès aux marchés, par exemple les restrictions quantitatives, les régimes de licences, les interdictions d'importer et les restrictions de change;

c) Négociations multilatérales conduisant à l'octroi de concessions pour des groupes de produits au niveau de la sous-région, de la région et du tiers monde. Ces concessions ne devraient pas nécessairement avoir pour but de libéraliser totalement les échanges, mais pourraient viser des objectifs intermédiaires et réalistes;

d) Conclusion éventuelle de contrats d'achat et de vente à des prix se situant entre des limites convenues d'un commun accord, en tant que technique visant à équilibrer les concessions faites dans le cadre des accords multilatéraux, notamment en ce qui concerne les achats du secteur public et le commerce de produits de base relevant d'organismes d'Etat;

e) Concessions préférentielles particulières pour les exportations des pays relativement moins avancés, la situation spéciale de chacun de ces pays étant dûment prise en considération et ces concessions étant liées à des mesures plus actives dans les domaines de la production et des finances.

22. La mise en place du système de préférences à l'échelle du tiers monde pourrait suivre trois voies interdépendantes. La première consisterait à entreprendre des négociations à l'intérieur des groupements sous-régionaux qui se sont déjà constitués ou qui sont en train de l'être à des fins de coopération ou d'intégration. La deuxième consisterait à mettre sur pied des systèmes régionaux couvrant les principales zones géographiques, ce qui non seulement assurerait l'élargissement des groupements d'intégration, mais rendrait possible aussi une coopération harmonieuse entre ces groupements et les pays de la même région qui n'en sont pas membres. Enfin, un système applicable à l'ensemble du tiers monde pourrait couronner le tout; ainsi, les préférences interrégionales feraient partie des préférences régionales, et les unes et les autres seraient rattachées aux systèmes sous-régionaux de coopération ou d'intégration.

23. Une fois définis les principaux éléments de la structure du système, la question se pose de savoir quel est le meilleur moyen de le mettre en application. Il faudrait pour cela entreprendre des négociations de base sur l'approche globale au niveau du tiers monde, mais après avoir circonscrit le cadre général, une méthode pragmatique pourrait consister à mettre progressivement le système en place en le fondant sur ce qui a déjà été réalisé ou qui est en passe de l'être aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, y compris le Protocole du GATT concernant les négociations commerciales entre pays en voie de développement[6]. Il serait possible d'y intégrer petit à petit les éléments fondamentaux du système envisagé pour le tiers monde. En outre, cela permettrait éventuellement de lier les accords préférentiels aux arrangements en matière de paiements, qui devraient faire partie du système global de coopération économique entre pays en développement.

2. *Mesures positives de coopération commerciale*

24. La coopération entre pays en développement dans le domaine commercial devrait viser non seulement à faciliter les transactions commerciales entre ces pays, mais également à promouvoir leurs relations commerciales au moyen d'accords spéciaux et à améliorer leur position, vis-à-vis des pays développés, en ce qui concerne aussi bien les exportations que les importations.

a) *Accords commerciaux entre pays en développement*

25. Les accords contractuels à moyen et long terme sont un moyen efficace d'accroître directement les échanges et de créer de nouveaux courants commerciaux entre pays en développement, particulièrement au cours des phases initiales de la coopération. Ces accords devraient comprendre l'engagement de fournir et d'acheter au cours d'une certaine période des produits de base déterminés, à des prix se situant dans des limites convenues. Outre que ces accords donneraient aux relations commerciales un certain degré de stabilité compatible avec les plans d'ensemble des pays exportateurs et des pays importateurs, ils contribueraient à remédier aux déséquilibres des courants d'échanges ou à mieux répartir les avantages tirés de la réalisation de projets communs. De plus, ils aideraient à échapper à la nécessité d'exporter surtout vers des marchés où les paiements s'effectuent en monnaies convertibles. La possibilité de conclure de tels accords peut apparaître à l'occasion de négociations sur les préférences entre pays en développement, ou résulter accessoirement d'une coordination étroite des opérations effectuées par les institutions du secteur public et des organisations commerciales d'Etat.

b) *Mesures visant à améliorer la position des pays en développement sur le plan des exportations*

26. Le commerce d'exportation des pays en développement se caractérise par sa dépendance à l'égard des systèmes de commercialisation et circuits de distribution des pays développés, en particulier de ceux qui sont liés aux transactions entre filiales de sociétés transnationales et aux bourses ou marchés de produits de base existant dans les pays développés et contrôlés par ces pays. Cela explique en partie pourquoi la part de valeur ajoutée retenue par les

[6] Voir GATT, *Documents de base et instruments divers, Supplément No 18* (numéro de vente : GATT/1972-1), p. 12.

pays en développement sur la plupart des produits de base n'est qu'une infime partie du prix de vente final (elle ne dépasse pas 10 à 15 p. 100 dans certains cas). Puisque de nombreux pays en développement, souvent de la même région, exportent le même produit vers les mêmes marchés ou les mêmes points de transit dans des pays développés, ils pourraient organiser plusieurs types d'action commune pour accroître les recettes nettes qu'ils tirent de leurs exportations.

i) *Associations de producteurs*

27. La coopération dans ce domaine devrait viser à renforcer les organisations de producteurs qui existent déjà – particulièrement en attirant de nouveaux membres parmi les pays en développement – et à constituer des associations dans les secteurs de production primaire où il n'y en a pas encore. Si ces associations entreprennent souvent une action commune pour tenter d'améliorer et de stabiliser les prix, elles peuvent aussi recommander d'autres mesures visant à accroître les revenus des producteurs, par exemple un effort de coopération dans des domaines tels que la transformation, l'amélioration des produits, l'assistance technique, ou l'organisation directe de la commercialisation, de la distribution et du transport. L'une des tâches de ces organismes, par conséquent, devrait être de déterminer les mesures particulières ou l'ensemble de mesures qui seraient les plus efficaces pour assurer les meilleurs résultats aux pays producteurs en développement. L'efficacité d'une action unitaire sur les marchés internationaux pourrait encore être accrue par l'établissement de quelque lien institutionnel entre les diverses associations de producteurs. Ainsi naîtrait une instance permanente où pourraient avoir lieu des consultations régulières portant sur l'évolution de l'économie mondiale et la politique commerciale internationale dans la mesure où elles touchent les marchés des produits de base, et sur l'aide dont pourraient avoir besoin, dans le cadre d'une action collective, les producteurs de certaines matières premières.

28. A ce propos, il convient de noter que la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Lima en août 1975 a demandé aux pays en développement d'examiner la possibilité de se joindre aux actuelles associations de producteurs ou d'en établir de nouvelles, en tant que moyen d'accroître leur efficacité sur les marchés internationaux. La Conférence, après avoir rappelé une résolution de la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar en février 1975, a en outre approuvé une résolution créant un Conseil d'associations des pays en voie de développement producteurs-exportateurs de matières premières[7]. Un groupe d'experts prépare actuellement un projet de statut pour cet organisme.

ii) *Création de sociétés multinationales de commercialisation*

29. De par la concentration de leur commerce, tant sur le plan géographique que sur celui de certains produits de base, les pays en développement ont la possibilité directe d'accroître leurs recettes en participant conjointement à certaines activités de commercialisation et de distribution qui sont actuellement assurées par les institutions des pays développés. Les avantages à en retirer seraient particulièrement importants dans le cas des produits de base pour lesquels les producteurs ne peuvent pas facilement obtenir par une action collective, si ce n'est à long terme, un relèvement sensible des prix. En outre, la constitution de sociétés multinationales de commercialisation pourrait contribuer à éliminer l'intervention coûteuse des institutions de pays développés dans les échanges entre pays en développement eux-mêmes, ainsi qu'à donner une nouvelle impulsion aux exportations vers des marchés non traditionnels, particulièrement vers les pays socialistes d'Europe orientale. De même, cela pourrait encourager les pays en développement à participer davantage au transport de leurs exportations, car le regroupement des cargaisons maritimes serait un pas important vers la création de conditions plus économiques pour l'exploitation, dans ce domaine, d'entreprises à caractère coopératif.

iii) *Création de marchés de produits de base dans les pays en développement*

30. La concentration mentionnée ci-dessus des principales exportations des pays en développement laisse entrevoir la possibilité d'organiser en commun des marchés de produits de base ou des bourses de marchandises dans ces pays et sous leur contrôle. Le système actuel, issu de circonstances très différentes de celles qui existent à présent, est sans rapport ou presque avec les intérêts économiques des pays en développement. Une approche collective dans ce domaine serait indispensable à une action efficace, car les transactions sur ces marchés se passent entre des vendeurs qui se font concurrence et des acheteurs organisés en oligopole qui bien souvent effectuent des opérations à des fins spéculatives.

iv) *Organisation de services communs de renseignements commerciaux*

31. De tels services peuvent être plus efficacement organisés sur une base commune par des groupes de pays en développement et installés dans les principaux centres d'achat, y compris les pays socialistes d'Europe orientale. La mise en place d'un tel réseau de services devrait finalement permettre de rassembler rapidement des informations à l'échelle mondiale.

c) *Mesures visant à améliorer la position relative des pays en développement sur le plan des importations*

32. La situation des importations des pays en développement se caractérise elle aussi par un déséquilibre marqué. Plus de 130 pays en développement, dont 120 sont à considérer comme de petits importateurs, achètent à moins d'une douzaine de grands pays industrialisés et à

[7] Voir "Programme de Lima de solidarité et aide mutuelle" (A/10217 et Corr.1), annexe I, résolution XI.

leurs sociétés transnationales. Ainsi, la coopération multinationale dans le domaine des importations peut apporter une contribution appréciable à l'amélioration de la position commerciale des pays en développement vis-à-vis des pays développés tout en permettant de stimuler les échanges entre pays en développement.

i) *Achats effectués en commun par le secteur public des différents pays*

33. C'est par les achats en commun de leur secteur public que les pays en développement pourraient instaurer immédiatement une coopération effective, car même en l'absence d'une organisation d'Etat pour l'ensemble des échanges, la plupart des gouvernements importent, pour leur propre compte, l'équipement nécessaire aux entreprises d'Etat, aux institutions et services publics et à l'exécution de projets d'infrastructure.

ii) *Transactions en commun par des sociétés commerciales d'Etat*

34. Il existe des organismes commerciaux d'Etat dans de nombreux pays et il s'en crée peu à peu dans d'autres. Ces organismes sont tout désignés pour assurer la coordination des renseignements et pour effectuer, dans la mesure où il convient, des transactions en commun portant au moins sur quelques importations dont la valeur unitaire est élevée ou dont la valeur globale est loin d'être négligeable.

iii) *Le recours à des appels d'offres lancés en commun*

35. Comme l'exécution des projets d'infrastructure et autres projets de construction fait l'objet, dans de nombreux pays, d'appels d'offres internationaux et que les soumissions sont généralement plus compétitives lorsqu'elles portent sur des projets d'envergure, des économies importantes pourraient résulter d'une coopération multinationale pratiquée non seulement au niveau du secteur public, mais également par des institutions privées. Le fait qu'entre 1969 et 1972 les pays en développement ont importé pour 107,8 milliards de dollars de machines et d'équipement illustre bien l'importance que cette coopération est susceptible de revêtir.

iv) *Accords d'importation en commun*

36. Les pays en développement pourraient recourir à des accords d'importation pour l'achat en commun d'un même produit ou de plusieurs produits à la fois. Le but serait d'obtenir des conditions aussi favorables que possible lors de l'importation de biens et de techniques, grâce au jeu de la concurrence et aux économies importantes que les contrats à long terme et à grande échelle permettent de réaliser.

v) *Organisation de services d'échange d'informations*

37. Les services pourraient commencer à fonctionner dans l'immédiat par des échanges réguliers de renseignements, entre pays d'un même groupement régional, sur les conditions appliquées sur le marché de certains produits qui présentent pour eux un intérêt particulier – il s'agira bien souvent de produits relativement homogènes dont le prix d'importation est élevé. Par la suite, ces services pourraient prendre une ampleur interrégionale.

3. *Le système de paiements*

38. Les échanges entre pays en développement se heurtent bien souvent à des difficultés dans le domaine des paiements. Pour prévenir de tels obstacles et contribuer à la libéralisation des régimes commerciaux, un plan visant à faciliter les paiements doit être envisagé dans le cadre d'un système de coopération économique. Il faut en fait considérer que, même en l'absence de restrictions dans le domaine des paiements, l'utilisation de la monnaie nationale pour financer les échanges, y compris les invisibles, tend à diminuer le coût global et à réduire les risques dans des transactions mutuelles.

a) *Arrangements en matière de compensation*

39. La coopération dans le domaine des paiements pourrait consister d'abord à établir un réseau d'arrangements en matière de compensation au niveau sous-régional, puis à créer des liens entre ces divers arrangements sur une base régionale et à étendre ensuite ces liens à des systèmes entre différentes régions, pour arriver en définitive à un système de paiements pour l'ensemble du tiers monde. En outre, le réseau de liaisons pourrait être étendu au système de règlements des pays socialistes membres de la Banque internationale de coopération économique.

40. Dans certains cas, les systèmes de compensation pourraient être constitués par regroupement d'arrangements bilatéraux dans un cadre multilatéral, comme cela a été fait par les pays de l'ALALE, où les banques centrales, par groupe de deux, établissent librement leurs lignes de crédit réciproques, mais où la compensation fait l'objet d'une évaluation simultanée et multilatérale réalisée par un agent unique qui se borne à donner directement aux banques centrales débitrices l'ordre de verser tel ou tel montant aux banques centrales créditrices, sans prendre part lui-même au processus de règlement. On peut aussi envisager un système multilatéral avec chambre de compensation centralisée. Dans un tel système, la position de chaque participant vis-à-vis de la chambre de compensation est déterminée par cette dernière, qui effectue et reçoit les paiements. C'est le système qui est en vigueur en Amérique centrale et qui est envisagé en Asie et en Afrique de l'Ouest.

41. Le flottement des taux de change de plusieurs des principales monnaies mondiales pourrait avoir des répercussions sur les arrangements de compensation dans les régions en développement où les divers pays ont recours à différentes monnaies d'intervention, par exemple en Afrique de l'Ouest et en Asie. Le problème qui se pose pourrait être résolu en partie par l'utilisation d'une unité de compte extra-nationale telle que les DTS ou une unité choisie indépendamment par les banques centrales intéressées, ce qui permettrait de répartir les risques de change entre les deux banques centrales concernées lors d'une transaction commerciale donnée, dans le cadre de la région.

b) *Le raccordement des arrangements en matière de compensation*

42. Si le regroupement de deux ou de plusieurs systèmes de compensation sous-régionaux est assez peu commode à réaliser du point de vue administratif et que le volume des échanges entre les groupes ne le justifie pas, les pays concernés pourraient avoir intérêt à établir une liaison de groupe à groupe surtout lorsque, pour la sauvegarde de l'équilibre bilatéral, les accords de paiements bilatéraux entre pays appartenant aux deux groupes en question tendent à se traduire par un volume d'échanges inférieur à celui qui serait possible. Un réseau de liaisons de ce genre pourrait servir de base à des arrangements interrégionaux et institutions monétaires pour l'ensemble du tiers monde. On pourrait ainsi envisager une institution analogue à la Banque des règlements internationaux, qui servirait de banque centrale aux banques centrales des pays en développement. D'autres solutions peuvent aussi être considérées comme par exemple la création d'unités internationales de liquidité qui seraient acceptées par tous les pays en développement.

43. Pour amorcer le raccordement entre les différents arrangements sous-régionaux et régionaux de compensation, une des trois solutions pratiques suivantes pourrait être envisagée :

i) Un pays partie à un arrangement conclu en matière de compensation pourrait participer à un autre arrangement analogue qui ne soit pas incompatible avec le premier et qui apporte audit pays les avantages de la compensation multilatérale dans les deux systèmes (par exemple un membre de l'ALALE qui participerait à la Banque de compensation d'Amérique centrale);

ii) Un pays partie à un arrangement de compensation pourrait conclure des accords bilatéraux avec des pays parties à un autre arrangement de compensation fondé sur un réseau d'accords bilatéraux (par exemple un membre de la Banque de compensation d'Amérique centrale avec un ou plusieurs membres du système de compensation de l'ALALE);

iii) Un accord pourrait être conclu pour relier deux ou plusieurs arrangements existant en matière de compensation.

c) *Soutien réciproque sur le plan des paiements et gestion de réserves en commun*

44. Dans les arrangements actuels de compensation, l'élément "crédit" n'occupe qu'une place mineure et n'est pas considéré comme l'un des objectifs principaux. Cependant, ce n'est pas par pure coïncidence que les deux arrangements latino-américains conclus en matière de compensation l'ont été avant les accords de soutien réciproques intéressant à peu près le même groupe de pays; en effet, le climat de confiance mutuelle qui s'est instauré entre les différentes banques centrales, du fait des contacts de travail plus étroits auxquels les arrangements de compensation ont donné lieu, a été un élément indispensable des accords conclus ultérieurement pour le soutien réciproque des balances de paiements. De tels accords pourraient donc constituer une seconde étape dans la mise en place d'un système de coopération en matière de paiements.

45. L'un des objectifs des arrangements concernant le soutien réciproque sur le plan des paiements est de fournir aux pays membres une troisième source de réserves, en plus des réserves nationales et des réserves dont ils peuvent disposer au FMI avec ou sans conditions. Ces arrangements ont également pour but de mettre en pratique le principe de l'autonomie collective tout en libérant les pays intéressés des contraintes qu'impose parfois à leur politique économique le recours à l'emprunt auprès d'organismes étrangers, nationaux ou internationaux.

46. Dans la pratique, des accords bilatéraux pourraient s'inscrire dans le cadre d'un système multilatéral de soutien réciproque. En fait, diverses expériences de soutien réciproque sur une base bilatérale ont été tentées et réussies ces dernières années, la banque centrale d'un pays excédentaire effectuant des dépôts auprès de la banque centrale d'un pays en développement déficitaire, ce qui contribuait à renforcer la position de ce dernier pays, tandis que le premier pouvait ainsi mieux répartir ses risques financiers et politiques. Les accords de crédit mutuel à court terme (accords de swap), qui ont constitué un élément si important de la coopération entre banques centrales de pays développés, pourraient être envisagés par les pays en développement eux aussi.

47. Les formes bilatérales de soutien peuvent être coordonnées dans un cadre multilatéral sans pour autant perdre leur caractère essentiellement bilatéral sur le plan juridique. C'est ce qui a été réalisé entre les pays de l'ALALE et la République Dominicaine dans le cadre d'arrangements de soutien réciproque qui sont à l'heure actuelle soumis à trois conditions, à savoir qu'un pays qui demande un soutien doit *a)* avoir des réserves qu'il juge insuffisantes, *b)* avoir une balance des paiements globalement déficitaire et *c)* avoir enregistré une détérioration de sa balance commerciale nette par rapport à ses partenaires commerciaux régionaux qui participent aux arrangements de soutien, détérioration que le mécanisme de compensation multilatéral doit mettre en lumière.

48. Un type de soutien réciproque entièrement multilatéral a été mis au point en Amérique centrale sous la forme d'un fonds sous-régional de stabilisation monétaire dont le fonctionnement est semblable à celui du FMI; les critères principaux qui déterminent si un pays a droit au soutien de ses partenaires sont le déficit global qu'il a enregistré et les mesures correctives qu'il prend. Bien que la balance commerciale régionale ne figure pas au nombre des critères, il est évident que les partenaires désirent éviter que leurs échanges réciproques ne souffrent des problèmes de paiements dus au déséquilibre des balances de paiements globales. Un fonds régional peut être renforcé par un soutien extérieur fourni par des non-membres; c'est ce qui s'est produit dans le cas du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale.

49. Le système appliqué en Amérique centrale pourrait être le précurseur d'un véritable système de mise en commun des réserves fondé sur une gestion commune d'une partie des réserves monétaires nationales; c'est là une idée

qui est sérieusement envisagée dans le Groupe andin, ainsi qu'en Asie sous les auspices de la CESAP. Dans la mesure où cette mise en commun des réserves pourra être réalisée, les fonds ainsi groupés donneront aux banques centrales intéressées un plus grand pouvoir de négociation leur permettant d'obtenir de meilleures conditions de dépôt auprès des grands centres de réserves financières et d'émettre des emprunts plus importants sur les marchés des capitaux. En outre, la mise en commun des informations et des connaissances dont disposent les responsables de ces fonds de réserve, permettrait à ces derniers de réduire plus facilement les risques de change à un minimum et d'accroître au maximum les bénéfices en devises dans un monde où les taux de change connaissent de telles fluctuations. Enfin, la création de fonds communs de réserves à un nombre suffisamment important de pays permettrait de rapatrier dans une région donnée au moins une partie des réserves communes de devises sans affecter pour autant les disponibilités en liquidités internationales de chaque pays membre.

B. — Coopération au niveau de la production

50. La coopération entre pays en développement, pour ce qui est de la production, en est encore à ses débuts et n'a pas encore provoqué d'expansion sensible des structures de production complémentaire dans le tiers monde. Le développement de cette capacité de production complémentaire n'en est pas moins l'une des principales conditions préalables de l'expansion et de la diversification des échanges entre pays en développement. Jusqu'à présent, le manque de compétences techniques, l'insuffisance des ressources financières et technologiques, ainsi que les dimensions limitées de la plupart des marchés nationaux, ont constitué des obstacles sérieux au développement d'entreprises multinationales. Un système global de coopération entre pays en développement devrait donc compter, parmi ses éléments de base, les mesures d'encouragement et mécanismes nécessaires pour appuyer les efforts parallèles déployés au niveau national.

51. Jusqu'ici, ce sont généralement des arrangements *ad hoc* qui ont été à l'origine des coentreprises et il n'y a pas eu dans ce domaine de grands programmes de caractère multinational, la seule exception étant celle des accords sectoriels du Groupe andin. En outre, plusieurs de ces coentreprises n'ont que des objectifs limités; il s'agit par exemple de produire pour le marché du pays hôte ou, dans le cas de pays relativement plus avancés, d'assurer l'approvisionnement en matières premières.

52. En revanche, on a enregistré au cours des dernières années une augmentation sensible du nombre de projets et de propositions de coentreprises intéressant un éventail d'activités très large et un nombre important de pays en développement. Certaines industries, surtout dans le secteur des exportations, seront sans doute forcées pour un certain temps encore de s'adresser à des pays développés pour obtenir les techniques dont elles ont besoin. Mais les perspectives de la coopération entre pays en développement pour ce qui est de la production, sont très favorables si l'on tient compte des capacités technologiques croissantes de ces pays, de la rareté relative de certaines matières premières et des ressources financières disponibles dans les pays en développement eux-mêmes.

53. Pour mettre ces possibilités à profit, il faudrait, semble-t-il, une collaboration organisée et des négociations dans un cadre visant à identifier et à exploiter des combinaisons multinationales de ressources naturelles, de technologie, de savoir-faire, de moyens financiers et de marchés, grâce au concours de coentreprises. Les différentes manières de combiner ces facteurs justifient et encouragent fortement la coopération multilatérale entre pays en développement dans les secteurs productifs. Si cette coopération se fondait sur des arrangements contractuels équitables pour chacun des participants, elle pourrait pleinement bénéficier des économies d'échelle que certaines entreprises doivent réaliser pour devenir économiquement viables.

54. Il n'y a cependant que peu de différence aujourd'hui entre un certain nombre de coentreprises formées par divers pays en développement et celles que des pays développés ont constituées dans tel ou tel pays en développement. Leur caractère traditionnel est dû à la participation simultanée de capitaux et de techniques provenant d'entreprises de pays développés. Dans certains cas cependant, si un pays hôte pouvait compter sur la participation financière d'un autre pays en développement, il lui serait plus facile de dissocier les éléments de la technologie de ceux du capital.

55. Une variante de ce dernier type de coentreprise serait qu'un pays en développement participant à la coopération fournisse à la fois le capital et la technologie nécessaires. Dans les deux cas, l'avantage serait d'ouvrir une voie possible à l'application de techniques de pays en développement et d'offrir une alternative au pays hôte, qui n'aurait plus alors à conclure exclusivement des arrangements avec les pays développés.

56. Pour parvenir à un équilibre entre les intérêts des pays participants et améliorer les perspectives de développement, il faudrait se préoccuper moins du financement du capital nécessaire que de la complémentarité des facteurs employés dans les coentreprises. En fait, il peut être souhaitable dans certains cas de remplacer la prise de participations au capital par un prêt à long terme assorti d'engagements portant sur la fourniture de facteurs de production ou l'achat d'une partie de la production.

57. La complémentarité des facteurs mènerait à une meilleure utilisation des ressources, à la diversification de la production, à des économies d'échelle et à la spécialisation, à l'amélioration des positions sur les marchés de pays tiers ou à une combinaison de tous ces effets ou de plusieurs d'entre eux. La complémentarité des ressources sur une base globale offrirait aux pays coopérants des options économiques plus larges que celles qui leur seraient ouvertes dans un cadre géographique strictement délimité et faciliterait l'intégration des structures productives des différents pays comme des groupements économiques sous-régionaux qui disposent d'une gamme limitée de matières premières. Cette complémentarité contribue sans aucun doute à rendre de telles entreprises économiquement viables et mutuel-

lement intéressantes pour les participants. Elle permet la création d'entreprises distinctes ou de coentreprises, ou encore la participation réciproque à des entreprises comportant un nombre limité d'étapes successives de production dans un secteur donné, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des mécanismes de compensation ni à une structure institutionnelle multinationale. Il est donc plus facile de négocier des accords pour des coentreprises de production fondées sur la complémentarité des facteurs que pour des projets s'inscrivant dans le cadre de grands systèmes de planification multinationale à l'échelle de l'industrie ou d'un secteur industriel important; des objectifs de cette nature n'ont des chances d'être atteints qu'avec un réseau très dense d'arrangements visant à l'intégration et à une collaboration politique étroite.

58. Dans de nombreux cas, la coopération sur le plan de la production peut nécessiter des efforts parallèles pour le développement de l'infrastructure et de services communs. A ce propos, il semble que la coopération entre pays en développement dans ces domaines ait déjà fait des progrès sensibles, que les pays coopérants fassent partie ou non de groupements d'intégration économique particuliers. S'agissant de l'infrastructure, les objectifs communs et la répartition des avantages sont assez faciles à déterminer avant le lancement du projet, et cela a pu faciliter l'adoption de décisions concernant la collaboration multinationale dans le cas de projets tels que la construction de centrales hydro-électriques ou de réseaux routiers, les télécommunications et l'aménagement de bassins fluviaux. En outre, la coopération dans le domaine de l'infrastructure peut être, et a été dans certains cas, un moyen efficace d'assurer des avantages supplémentaires à des pays limitrophes relativement moins avancés ou sans littoral.

59. Il existe également des entreprises multinationales dans le domaine des services : ce sont par exemple les compagnies multinationales d'aviation, les services maritimes communs, les groupes de réassurance et les institutions financières et bancaires bilatérales et multilatérales. Cependant, une coopération active entre pays en développement, au niveau des services techniques et de la recherche, est une nécessité qui devient de plus en plus pressante.

60. Bien qu'il soit difficile, du fait des différentes possibilités qui existent en matière d'entreprises multinationales, d'élaborer à ce stade des directives détaillées et communes relatives à leur organisation, il est néanmoins nécessaire de définir une série de mesures et de mécanismes, applicables au niveau international et au niveau national, qui faciliteraient leur établissement et leur exploitation.

1. *Instruments internationaux*

61. Chacun peut avoir son opinion sur la question de savoir quelle structure institutionnelle il convient de mettre en place pour promouvoir la coopération dans les secteurs de production, mais c'est une question à laquelle il faut absolument trouver une réponse. Parmi les diverses formules que l'on peut envisager, une solution préliminaire serait que le système des Nations Unies fournisse le dispositif technique indispensable pour déterminer et évaluer les possibilités en la matière et réunisse les groupes de travail ou de négociation intergouvernementaux éventuellement nécessaires pour la conclusion d'accords sur des propositions précises. Les banques régionales et sous-régionales de développement pourraient prendre une part active à ces efforts.

62. Parmi les premières mesures à prendre pour déterminer quelles entreprises multinationales il conviendrait de mettre sur pied, il pourrait être bon de dresser une liste des projets multinationaux réalisables dans chaque région, en collaboration avec les institutions financières régionales et sous-régionales – et si possible avec les banques nationales pour le développement – comme par exemple le projet que la CNUCED doit mettre en œuvre dans les pays arabes au titre du programme financé par le PNUD et le Fonds arabe de développement économique et social, ou encore les projets relatifs à l'infrastructure entrepris en Amérique latine par la Banque interaméricaine de développement.

63. Indépendamment du problème de la détermination des projets multinationaux, il y a aussi celui de leur planification et de leur évaluation appropriées, surtout si l'on veut réaliser les économies d'échelle que leur ampleur devrait rendre possibles. Or, les données nécessaires à la planification de tels projets dans les pays en développement sont généralement rassemblées et traitées sur une base nationale et sont souvent incompatibles, sur le plan statistique, avec celles des pays voisins. Il faut donc rassembler les données techniques nécessaires à l'analyse des projets régionaux. Pour chaque secteur particulier de la production, il est indispensable d'avoir à la fois des données sur la région ou la zone en cause et sur les éléments caractéristiques de l'activité considérée. Bien que les organismes des Nations Unies et les institutions financières telles que la Banque mondiale puissent fournir une part importante de ces données, il restera évidemment à les traiter, à les compléter et à les mettre à jour. Pour parer au plus pressé en ce qui concerne la préparation et l'évaluation détaillées des projets multinationaux portant sur les divers secteurs de la production, on pourrait demander aux organismes intéressés des Nations Unies et aux institutions financières multinationales de constituer une ou plusieurs banques de données.

64. Pour faciliter la préparation des projets et le financement des entreprises multinationales, les banques régionales et sous-régionales de développement devraient donner une préférence particulière aux activités de préinvestissement liées à la coopération dans les secteurs productifs et affecter à ces activités des fonds non remboursables. Elles pourraient également tirer parti des possibilités que leur donnent leurs statuts de participer au capital d'entreprises productives et, si les statuts sont muets à ce sujet, créer des filiales spécialisées à cet effet. Les activités de la SFI pourraient également être intensifiées et orientées vers les entreprises multinationales constituées entre plusieurs pays en développement. Si lesdites institutions fournissaient une contribution même modeste au capital de ces entreprises, cela pourrait servir de catalyseur en provoquant d'autres contributions et accroître la confiance dans les entreprises

multinationales. Une autre initiative des institutions financières pourrait consister à mettre sur pied les facilités et institutions techniques régionales nécessaires pour la préparation et la réalisation des projets.

65. L'amélioration de l'infrastructure scientifique et technique des pays en développement est un élément essentiel de la coopération dans le domaine de la production. Certains pays en développement ont fait des progrès sensibles dans l'acquisition de leur propre base technologique, le développement des moyens de formation et l'amélioration de leur capacité de négocier en ce qui concerne le transfert de techniques étrangères. La diffusion et l'échange des données d'expérience et des connaissances techniques qu'ils possèdent seraient utiles aux autres pays en développement. Il faudrait s'efforcer de créer aux niveaux sous-régional et régional des centres de transfert et de développement de technologie qui soient reliés les uns aux autres de manière adéquate. Si de tels centres sont mis en place dans des secteurs présentant un intérêt particulier pour les pays en développement concernés et s'ils ont des liens étroits avec les institutions directement responsables du développement dans les secteurs productifs, ils pourront jouer un rôle important dans l'identification et la réalisation des possibilités de coopération, au niveau de la production, entre pays en développement. Ces centres pourraient notamment dresser et évaluer des listes de techniques disponibles dans les pays en développement et aider à les définir et à négocier leur transfert entre pays en développement. Ils pourraient prendre une part active à la promotion de nouveaux projets d'entreprises multinationales et mener à bien des projets déterminés de recherche technologique qui présentent un intérêt direct pour la production dans divers pays en développement, y compris l'adaptation des techniques étrangères aux conditions et aux besoins particuliers de ces pays.

66. La possibilité de créer, dans les pays en développement, des entreprises spécialisées dans la commercialisation et la diffusion de techniques provenant de ces pays ou d'ailleurs pourrait également faire l'objet d'un examen sur une base nationale, sous-régionale ou régionale. Qu'elle soit institutionnalisée de cette manière ou qu'elle obéisse à des règles plus générales, une collaboration étroite entre un groupe de pays en développement pourrait sensiblement améliorer leur position lorsqu'il s'agit pour eux de négocier avec des pays développés les modalités d'un transfert de technologie, et elle pourrait faciliter l'identification des sources de technologie.

67. Une autre possibilité d'action collective propre à faciliter la coopération en matière de production concerne le domaine de la formation, qu'il s'agisse des compétences techniques ou de la gestion. Des mesures communes prises à l'échelle sous-régionale ou régionale peuvent avantageusement remplacer la mise en place de moyens nationaux lorsque cette dernière solution ne paraît pas possible. La coordination des programmes de formation, l'organisation de séminaires et l'échange de personnel dans les domaines technologiques, économiques ou juridiques ouvrent de larges perspectives à une action commune des pays en développement aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et interrégional.

2. *Mesures au niveau national*

68. A côté des mesures de caractère international, il importe que des mesures cohérentes d'ordre politique soient prises à l'échelon national, dans les pays en développement eux-mêmes, pour favoriser les initiatives, poursuivre les négociations et organiser l'établissement effectif d'entreprises multinationales. Le secteur public peut jouer un rôle capital dans le succès des entreprises multinationales et certaines mesures spécifiques peuvent considérablement faciliter le fonctionnement harmonieux de ces entreprises une fois créées. La plupart peuvent être appliquées de façon indépendante par les pays concernés, mais aussi devenir les éléments d'accords bilatéraux ou multilatéraux visant à assurer que les activités desdites entreprises multinationales sont conformes aux objectifs de développement des pays coopérants. Ces mesures pourraient comprendre notamment les suivantes.

a) *Dispositions concernant les droits de douane et les restrictions à l'importation*

69. L'accès des facteurs de production venant de pays partenaires pour subir un traitement dans une coentreprise devrait être pleinement libéralisé. Pour ce qui est de la production, les pays importateurs devraient, en cas de partage des marchés, accorder le libre accès à leurs propres marchés. Cette mesure pourrait être renforcée soit par une marge convenue de protection à l'égard des pays tiers concurrents, soit par un engagement des pays importateurs d'importer une quantité déterminée. Dans les deux cas, il faudrait bien s'entendre à l'avance sur les prix, la qualité et les normes à respecter.

b) *Dispositions en matière de change*

70. Les prises de participation et le commerce peuvent nécessiter certains aménagements des régimes appliqués en matière de change pour que des transferts de recettes d'exportation, d'intérêts, de dividendes, de salaires et de capitaux puissent avoir lieu régulièrement entre les pays participants.

c) *Encouragements fiscaux*

71. Les sociétés multinationales répondant aux objectifs nationaux de développement devraient bénéficier dans le pays hôte des mêmes avantages fiscaux que les entreprises nationales. On pourrait également préconiser l'octroi d'un statut préférentiel spécial aux industries hautement prioritaires.

72. Pour assurer le fonctionnement harmonieux des entreprises multinationales et l'application des mesures nécessaires au niveau national, il faudrait définir avec précision les principales caractéristiques à long terme de chaque entreprise, ainsi que les principes de son fonctionnement. Cette définition devrait comprendre des règles concernant la gestion de l'entreprise et les modalités d'adoption des décisions et d'élaboration de la politique.

C. – Financement du développement

73. Les mesures visant à améliorer la mobilisation de capitaux à des conditions propres à favoriser la coopération sur le plan de la production complètent l'ensemble des éléments de base qui pourraient constituer un système interdépendant de coopération économique. Il convient de rappeler à cet égard que l'apparition d'importants excédents de la balance des paiements dans quelques pays en développement exportateurs de pétrole a créé de nouvelles possibilités de coopération financière entre ces pays et les autres pays en développement. Cette coopération pourrait être renforcée encore par l'établissement d'une relation triangulaire entre ces deux groupes de pays et les pays développés.

74. Il faut cependant souligner que les excédents enregistrés en matière de paiements par certains pays exportateurs de pétrole proviennent de ressources naturelles épuisables qui sont extraites en quantités bien supérieures à leurs besoins actuels. Ces excédents diffèrent qualitativement des excédents financiers provenant de la vente de biens et de services renouvelables. Si l'on peut justement considérer ces derniers comme une entrée nette de revenus, les premiers s'assimilent davantage à un stock de capital dont les détenteurs tirent parti en vue de financer l'acquisition de structures économiques avancées, pour le jour où les ressources de pétrole seront épuisées. D'un autre côté, un grand nombre de pays en développement connaissent actuellement des déficits sans précédent de leur balance des paiements – déficits qui persisteront vraisemblablement pendant des années – et la plupart d'entre eux continueront donc à avoir besoin de capitaux extérieurs à long terme pour financer leur développement.

75. La réaction que plusieurs pays disposant d'un excédent ont eue devant cette situation nouvelle a été encourageante à maints égards, notamment pour ce qui est du volume global de l'assistance qu'ils ont fournie à des conditions de faveur. Mesurés en fonction de leur PNB, ces apports ont été considérablement plus importants que ceux des donneurs d'aide traditionnels. Les nouveaux donneurs ont en outre répondu généreusement dans le cas de certains mécanismes de recyclage non assortis de conditions de faveur : achat d'obligations de la Banque mondiale et prêts au mécanisme pétrolier du FMI, par exemple, qui ont atténué les problèmes critiques de paiements que connaissaient de nombreux pays en développement, sans affecter les liquidités internationales des nouveaux donneurs.

76. Il convient cependant de noter que, jusqu'ici, le nouveau courant de ressources financières s'est développé de façon spontanée et sans grande coordination, du fait que plusieurs des nouveaux pays disposant d'excédents n'avaient qu'une expérience limitée du financement du développement et que même les autres ont vu la portée de leurs programmes s'étendre considérablement. Un grand nombre d'institutions financières multilatérales et de fonds spéciaux ont été créés, beaucoup avec les objectifs similaires et certains faisant double emploi, soit entre eux, soit avec d'autres institutions financières multilatérales existant déjà.

77. D'un autre côté, l'évaluation des besoins futurs des pays en développement – que leur balance des paiements soit excédentaire ou déficitaire – appelle de nouveaux types de mesures visant à créer un système organisé de coopération financière entre ces pays, ce que le renforcement de leur position dans l'économie mondiale leur permet de faire. Ce système financier qui lierait les pays en développement, à l'intérieur du nouveau système économique international, pourrait : *a)* contribuer à faciliter l'ajustement des balances des paiements; *b)* aider à stabiliser les prix des exportations de produits de base à des niveaux équitables et rémunérateurs; et *c)* servir de cadre au financement à long terme du développement.

1. *Soutien des balances des paiements*

78. Actuellement, les pays en développement dont la balance des paiements est excédentaire aident à soutenir celle des autres pays du groupe de diverses manières, notamment par le mécanisme pétrolier du FMI et, plus directement, en différant le règlement du pétrole importé par certains pays en développement, leurs banques centrales effectuant des dépôts auprès des banques centrales et commerciales de ces pays déficitaires. Il conviendrait cependant qu'à l'avenir les pays les plus touchés par la crise économique mondiale bénéficient en plus grande priorité que précédemment de ce type d'appui. De plus, pour abaisser le coût du soutien accordé aux balances des paiements, il conviendrait de faire un effort pour accroître la part des dons dans ce type d'assistance.

79. Les garanties octroyées par les banques centrales des pays en développement ayant une forte position financière pour les emprunts lancés sur les marchés financiers du monde par les pays en développement en moins bonne position constituent une forme efficace de collaboration financière triangulaire. L'accès au marché des capitaux d'un pays tiers peut ainsi se trouver facilité sans aucun déboursement de la part du pays garant. Ce mécanisme pourrait alléger les difficultés de balances des paiements tout en constituant une source de financement à long terme.

2. *Soutien des prix des produits de base*

80. Etant donné que les exportations de produits de base restent la principale source de devises étrangères pour les pays en développement, la solidarité du tiers monde pourrait se manifester efficacement par un soutien collectif des prix des principaux produits d'exportation à des niveaux stables et rémunérateurs. Cela pourrait prendre la forme d'une participation au fonds commun envisagé dans le programme intégré proposé pour les produits de base. Les pays en développement ont déjà indiqué qu'ils étaient prêts à mettre sur pied un programme de cet ordre qui leur soit propre, en raison du caractère urgent de la question et à l'effet de montrer que cette nouvelle approche est vitale pour leur intérêt commun. Ainsi, en application d'une résolution adoptée à la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar en février 1975, la Conférence des Ministres des affaires

étrangères des pays non alignés, réunie à Lima au mois d'août de cette même année, a décidé de créer un fonds spécial pour le financement de stocks régulateurs de matières premières et de produits de base exportés par les pays en développement[8], et arrêté un calendrier pour les travaux préparatoires nécessaires à la création dudit fonds. Etant donné que ce programme ne va pas à l'encontre des intérêts à long terme des pays développés, ces derniers devraient avoir la faculté d'y participer à des conditions appropriées, de façon à donner au fonds un caractère plus universel et à faciliter la coopération entre pays producteurs et pays consommateurs. L'appui financier fourni à ce projet, qui devrait avoir une large base, aurait le caractère d'un investissement suffisamment rentable pour en assurer le fonctionnement harmonieux et continu.

3. *Financement du développement à long terme*

81. La coopération financière entre pays en développement pourrait prendre la forme d'un financement du développement à long terme au moyen de prêts, de garanties et de participation au capital social d'entreprises multinationales. L'expérience déjà acquise à cet égard, si elle est encore de courte durée, fait cependant ressortir les principales possibilités qui existent dans ce domaine.

82. L'une d'elle, qui pourrait être étudiée de plus près, consisterait à créer un système de garanties des investissements conçu comme mesure de soutien de la part de la communauté internationale. La principale contribution à la base financière du système viendrait certes des pays développés, mais les pays en développement qui sont en mesure d'apporter leur appui pourraient également le faire. Les systèmes qui ont déjà été proposés à cette fin pourraient être examinés plus avant par la CNUCED et les autres institutions intéressées – pour être orientés vers les besoins dus à la conjoncture actuelle.

83. Une deuxième possibilité serait de recourir à la bonification d'intérêts, qui a déjà été instituée pour le mécanisme pétrolier du FMI et le "troisième guichet" de la Banque mondiale. Les études antérieures sur des propositions concernant les bonifications d'intérêts devraient être revues en raison de leur actualité dans le contexte des possibilités de coopération financière entre pays en développement.

84. Le vœu général pourrait être que les pays dont la balance des paiement est largement excédentaire soient disposés à fournir aux autres pays en développement un apport financier relativement plus important que ceux dont l'excédent est plus faible. Il serait également souhaitable que ces pays fassent connaître le montant des capitaux qu'ils seraient prêts à consacrer à des investissements, afin de faciliter la programmation dans les pays ou groupes de pays bénéficiaires. Cela faciliterait également le fonctionnement de tout système éventuel de garanties.

85. Les conditions auxquelles les pays en développement excédentaires accordent leur soutien financier aux autres pays en développement devraient tenir compte du PNB par habitant des bénéficiaires et de leur aptitude probable à assurer le service de nouvelles dettes. Cette dernière considération est de plus en plus importante parce que l'endettement de nombreux pays en développement s'accroît rapidement et qu'il faut s'assurer que les moyens financiers fournis par les nouveaux donneurs ne provoquent pas de crise, sur ce plan, chez les bénéficiaires déjà lourdement endettés vis-à-vis des pays donneurs traditionnels. Une différenciation en ce sens entre les bénéficiaires devrait être nuancée de façon à éviter une compartimentalisation trop rigide et nécessairement arbitraire des bénéficiaires en deux ou trois catégories.

86. Pour éviter la concentration de l'assistance bilatérale sur un petit groupe de bénéficiaires, les fonds devraient, dans une plus grande mesure qu'auparavant, être canalisés par des institutions multilatérales. On pourrait y parvenir en soutenant directement les institutions multilatérales par la création de fonds *ad hoc* ou permanents ou par la constitution de fonds d'affectation spéciale qu'elles administeraient. Les fonds d'affectation spéciale permettraient d'utiliser au maximum les mécanismes institutionnels existants sans que les nouveaux programmes soient subordonnés à la politique antérieure des institutions en question.

87. Jusqu'ici, la coordination entre les nouvelles institutions bilatérales et multilatérales de coopération financière et entre ces mêmes institutions et les donneurs traditionnels s'est essentiellement limitée à des opérations précises de financement conjoint par plusieurs de ces institutions. Pour mieux coordonner la politique des nouveaux donneurs, on pourrait commencer par s'efforcer de centraliser, régulariser et systématiser le rassemblement des données concernant tous les courants financiers, publics et semi-publics, dirigés vers d'autres pays en développement, ainsi que les courants à destination ou en provenance des institutions financières mondiales et régionales. La CNUCED, en qualité d'organisme universel dont tous les nouveaux donneurs et tous les bénéficiaires sont membres à part entière, pourrait assumer cette tâche et servir de centre pour des consultations périodiques concernant la coordination financière et son harmonisation avec toutes les formes de coopération entre pays en développement.

CHAPITRE IV

Mesures de soutien à la coopération économique entre pays en développement

88. La Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international a mis en évidence la réalité de l'interdépendance entre tous les membres de la communauté mondiale et posé les bases d'une nouvelle stratégie de la coopération internationale pour le développement. Les éléments de cette nouvelle stratégie sont clairement définis dans la Déclaration elle-même, dans le Programme d'action qui en est le corollaire et dans la

[8] Voir "Programme de Lima de solidarité et aide mutuelle" (A/10217 et Corr.1), annexe I, résolution XII.

résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale concernant le développement et la coopération économique internationale.

89. L'un des principaux éléments de la stratégie adoptée était la promotion de la coopération entre pays en développement, afin de favoriser leur progrès vers l'autonomie collective et de les aider à jouer leur rôle dans le nouvel ordre économique international. L'importance de cet élément particulier, dans le cadre d'une stratégie de la coopération internationale en vue du développement, a été mise en relief aussi à la Conférence de Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Lima en août 1975, où il a été réaffirmé que la coopération entre les pays en voie de développement devrait viser "à affermir leurs relations économiques, commerciales et financières et autres...[9]". A cette occasion, les Ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont déclaré que "la coopération entre les pays en voie de développement et les pays développés, d'une part, et entre les pays en voie de développement, d'autre part, en vue de résoudre les problèmes économiques mondiaux, doit être encouragée et que de nouvelles formes de coopération doivent être trouvées et renforcées de sorte que la signification véritable de l'interdépendance reflète sans équivoque l'engagement commun de construire le nouvel ordre économique international[10]".

90. Compte tenu des résolutions de l'Assemblée générale mentionnées ci-dessus, le moment semble venu pour la communauté internationale de passer à la phase suivante, qui est de définir un système complet de coopération économique entre pays en développement dans le cadre du nouvel ordre économique international. Il semble particulièrement nécessaire de s'entendre maintenant sur les domaines précis d'action éventuelle et d'étudier les instruments les plus appropriés à utiliser, ainsi que les mesures institutionnelles et les mesures de soutien à prendre pour instituer un programme efficace de coopération entre les pays du tiers monde.

91. L'objet des chapitres précédents du présent rapport a été d'esquisser les grandes lignes et les principaux éléments d'un système de coopération économique entre les pays en développement. Si le principe général de l'établissement d'un tel système et les mesures spécifiques qui ont le plus de chances de donner des résultats recevaient l'approbation des pays en développement, il faudrait ensuite, pour mener à bien les phases ultérieures de l'instauration du système, qu'il soit sanctionné par la communauté internationale dans son ensemble à la quatrième session de la Conférence. L'instauration d'un système général de coopération entre les pays en développement constituerait une manifestation solennelle de leur volonté de parvenir à l'autonomie collective, mais les chances d'une réalisation rapide de cet aspect important du nouvel ordre économique international seraient sensiblement accrues si le système était largement appuyé par les pays développés, tant individuellement que par l'intermédiaire des organisations internationales.

92. Une fois définis les principaux éléments du système de coopération entre les pays en développement, il faudrait prendre les dispositions appropriées pour planifier, déterminer par voie de négociation, exécuter et passer en revue les différentes activités que cela implique. Bien que plusieurs de ces activités puissent être menées à bien dans le cadre des organismes sous-régionaux et régionaux déjà en place qui se consacrent à l'intégration économique et à d'autres formes de coopération, la nécessité d'engager certaines négociations et de prendre certaines décisions au niveau du tiers monde n'en existe pas moins. En fait, il conviendrait d'adopter d'abord à ce niveau la définition détaillée du cadre et des mécanismes de coopération pour assurer le développement harmonieux du système.

93. Il appartient aux pays en développement eux-mêmes de décider du caractère des arrangements institutionnels qui seront nécessaires pour donner forme à leur autonomie collective. La quatrième session de la Conférence donne toutefois l'occasion de s'entendre sur les mesures propres à faciliter ces arrangements. On pourrait dans un premier temps convenir que les Nations Unies doivent fournir le cadre nécessaire à un groupe de travail des pays en développement, qui serait chargé d'élaborer les divers éléments du système de coopération entre pays en développement et de déterminer les domaines où les pays en développement intéressés peuvent entreprendre des négociations.

94. Selon les décisions que le groupe de travail adopterait, on peut envisager que le système des Nations Unies coopère avec les gouvernements intéressés à la mise en œuvre des programmes retenus et fournisse les services nécessaires pour les négociations ultérieures dont le groupe de travail pourrait décider. Par exemple, des organismes comme le PNUD, la CNUCED, les commissions économiques régionales, l'ONUDI et la FAO, dans leurs domaines respectifs, fourniraient l'appui et les renseignements techniques dont auraient besoin les organismes de négociation que pourrait créer le groupe de travail des pays en développement intéressés.

95. Les organes de négociation qui pourraient être constitués à la suite des discussions du groupe de travail ne comprendraient pas nécessairement tous les pays en développement participant aux travaux du groupe, mais uniquement ceux qui seraient disposés et prêts à négocier des engagements dans le domaine de compétence de l'organe de négociation intéressé. Ainsi, alors que le groupe de travail constituerait un cadre général pouvant virtuellement comprendre tous les pays en développement, l'existence d'organe de négociation donnerait au système la souplesse voulue en permettant d'examiner valablement des questions précises intéressant un nombre limité de pays, qui pourraient donc négocier entre eux à leur sujet, avec la coopération d'un ou plusieurs organismes des Nations Unies lorsqu'ils le jugeraient nécessaire.

96. Les activités de soutien des organismes des Nations Unies devraient nécessairement être complétées par des

[9] A/10217 et Corr.1, par. 150.

[10] *Ibid.*, par. 147.

mesures prises par les organismes régionaux et sous-régionaux, y compris les institutions financières. Pour assurer la participation efficace d'un nombre aussi grand que possible de pays dans les divers secteurs du système de coopération économique, il faudrait en outre obtenir l'appui des organismes économiques et sociaux nationaux des pays en développement.

97. Outre qu'ils approuveraient au niveau international les grandes lignes d'un système de coopération économique entre pays en développement, les pays développés pourraient contribuer de diverses façons à la mise en œuvre efficace des principaux éléments du système.

98. Pour ce qui est des accords de commerce et de paiement, les pays développés, tant à économie de marché que socialistes, pourraient appuyer la création et la gestion, par les pays en développement, d'entreprises communes de commercialisation et faciliter l'activité de ces entreprises en les aidant à accéder aux marchés et en contractant des engagements d'achat à court et à moyen terme.

99. Pour renforcer l'effort de coopération entrepris sur le plan de la production par les pays en développement, les pays développés pourraient envisager certaines mesures comme l'octroi de fonds spéciaux pour encourager les entreprises multinationales des pays en développement dans certains domaines : études de faisabilité, établissement de listes de projets, inventaire et évaluation de la technologie existante, et recherche technologique. Les pays développés pourraient aussi participer directement aux entreprises multinationales des pays en développement pour faciliter le transfert de technologie et des méthodes de gestion, cela suivant une formule convenue de retrait progressif en cas de participation au capital social.

100. Pour ce qui est de la coopération des pays en développement aux fins du financement de leur développement, il est également possible d'envisager des mesures de soutien de la part des pays développés. C'est ainsi que les pays développés pourraient envisager favorablement la création d'un ou plusieurs mécanismes de garantie visant à faciliter le courant de capitaux d'investissement entre les pays en développement dont la balance des paiements est excédentaire et les autres pays en développement. Ou bien encore, les pays développés voudront peut-être envisager de soutenir des projets de bonification d'intérêts pour réduire le coût des prêts consentis par les pays en développement excédentaires aux autres pays en voie de développement lourdement endettés.

101. Les engagements que les pays développés et les organismes des Nations Unies pourraient prendre au sujet de ces mesures de soutien et d'autres mesures éventuelles concernant la coopération entre pays en développement signifieraient que l'on s'accorde à reconnaître que cette coopération n'est plus considérée comme un élément isolé dans les relations économiques internationales, mais comme un élément essentiel de la stratégie générale du développement à appliquer avec l'appui de toute la communauté internationale. Aussi important que cet appui puisse incontestablement être, il est évident que la recherche d'un tel soutien suppose l'existence d'un ensemble complet de mesures mutuellement compatibles, adoptées par les pays en développement eux-mêmes pour renforcer leur coopération. En d'autres termes, l'accent qui a fort justement été mis sur la notion d'autonomie collective devrait maintenant se traduire par une définition des mesures et mécanismes nécessaires qui pourraient conduire à une action concrète dans le domaine de la coopération entre pays en développement.

DOCUMENT TD/192/SUPP.1

Eléments d'un programme de coopération économique entre pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*26 mars 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres	*Paragraphes*	*Pages*
I. Coopération économique entre pays en développement dans le domaine du commerce : principaux traits d'un système préférentiel propre au tiers monde	1-39	266
A. Principes fondamentaux et règles de négociation	1-19	266
1. Objectifs	1-3	266
2. Produits visés et techniques employées	4-13	266
3. Principes régissant la négociation d'un traitement préférentiel entre pays en développement	14-19	268
B. Arrangements préférentiels existants	20-25	269
C. Rapports mutuels entre les systèmes interrégionaux, les systèmes régionaux et les systèmes sous-régionaux de préférences	26-32	270
D. Mécanismes de mise en œuvre	33-39	271
1. Mécanismes multilatéraux	33-38	271
2. Mécanismes unilatéraux	39	271
II. Coopération économique entre pays en développement dans le domaine du commerce : mesures de promotion commerciale	40-83	271
A. Coopération en matière d'importations	40-63	271
1. Introduction	40-41	271
2. Avantages éventuels d'une coopération en matière d'importations	42-50	272
3. Formes possibles de coopération multinationale en matière d'importations	51-53	273
4. Mécanismes possibles de coopération multinationale en matière d'importations	54-63	273
B. Coopération en matière d'exportations	64-83	274
1. Mesures possibles de coopération en matière d'exportations	67-77	275
2. Le rôle des associations de producteurs dans la coopération en matière d'exportations	78-83	276
III. Coopération économique entre pays en développement dans le domaine monétaire	84-143	278
A. Introduction	84-92	278
B. Mécanisme de compensation multilatérale	93-115	279
1. Objectifs économiques	94-95	279
2. Degré de multilatéralisation	96-97	280
3. Financement intérimaire	98-103	280
4. Opérations admises à compensation	104-106	281
5. Règlements des soldes nets	107-109	282
6. Unité de compte	110-113	282
7. Autres conventions	114-115	283
C. Gestion des réserves et assistance financière réciproque	116-130	283
1. Gestion des réserves	119-121	283
2. Ressources financières	122-124	284
3. Opérations de prêt	125-127	284
4. Surveillance des politiques d'ajustement des balances des paiements	128-130	284
D. Conclusions et suggestions	131-143	285

		Paragraphes	*Pages*
IV.	Coopération économique entre pays en développement dans le domaine de la production	144-178	287
A.	Les entreprises multinationales, instrument de coopération entre pays en développement	144-146	287
B.	Evaluation de l'expérience acquise et des tendances actuelles	147-160	287
1.	Les entreprises multinationales et la coopération économique entre pays en développement	147-150	287
2.	Secteurs d'activité	151-153	288
3.	Objectifs	154-160	288
C.	Mesures visant à encourager la coopération entre pays en développement dans le domaine de la production	161-178	289
1.	Principes directeurs pour une action future aux niveaux national, bilatéral, régional et interrégional	161-168	289
2.	Mesures à prendre à l'échelon national	169-171	290
3.	Mesures à prendre à l'échelon multinational	172-178	290
V.	Coopération financière entre pays en développement	179-225	291
A.	Introduction	179-182	291
B.	Problèmes de définition	183-190	292
C.	Volume des apports	191-201	292
1.	Engagements	191-193	292
2.	Décaissements	194-201	293
D.	Répartition géographique des apports de l'OPEP	202-208	295
1.	Apports bilatéraux à des conditions libérales	202-203	295
2.	Apports bilatéraux à des conditions commerciales	204-205	296
3.	Apports multilatéraux	206	298
4.	Politiques de diversification des apports	207-208	299
E.	Conditions des apports financiers	209-212	306
F.	Voies multilatérales de coopération financière	213-214	310
G.	Deux types de politiques particuliers	215-219	310
1.	Politique d'aide aux programmes	215-217	310
2.	Politique d'aide aux projets	218-219	311
H.	Considérations de politique générale	220-225	311
1.	Système de garantie international	220-223	311
2.	Coordination des politiques d'aide au développement	224-225	311

LISTE DES TABLEAUX

1. Composition des exportations des pays en développement à économie de marché à destination des pays développés à économie de marché, 1973 275

2. Arrangements institutionnels multilatéraux pour certains produits primaires, 1975 277

3. Ressources financières transférées à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 294

4. Ressources financières transférées à des conditions commerciales par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 296

5. Ressources financières transférées à des conditions libérales et commerciales par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 298

6. Apports bilatéraux, fournis à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement, janvier 1973 à juin 1975 300

7. Apports bilatéraux fournis à des conditions commerciales par les pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975 301

8. Montant total des apports bilatéraux des pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975 302

Pages

9. Apports financiers des pays membres de l'OPEP aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 304

10. Décaissements effectués par certains fonds et organismes multilatéraux financés en grande partie ou en totalité par les pays membres de l'OPEP, janvier 1973 à juin 1975 308

11. Apports fournis à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP, en pourcentage du montant total des apports aux pays en développement et aux institutions multilatérales 309

CHAPITRE PREMIER

Coopération économique entre pays en développement dans le domaine du commerce : principaux traits d'un système préférentiel propre au tiers monde[1]

A. – Principes fondamentaux et règles de négociation

1. *Objectifs*

1. Les principes fondamentaux dont procède l'identification d'un nouvel ordre économique international semblent exiger un système mondial de préférences entre pays en développement. Ce système consisterait en un ensemble cohérent, structuré, impliquant une nouvelle définition des relations entre les différents arrangements. Les objectifs fondamentaux d'un système préférentiel propre au tiers monde seraient d'accorder une marge de préférence limitée en faveur des pays en développement fournisseurs par rapport aux importations en provenance de pays développés et d'assurer une répartition équitable des coûts et avantages entre tous les pays participants en général, et prévoir à cet effet des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés en particulier.

2. Pour parvenir à ces objectifs, un système propre au tiers monde devrait tenir compte des intérêts fondamentaux et des situations économiques très différentes des pays en développement, de la composition de la production de chacun et de la mesure, extrêmement variable, dans laquelle chacun d'eux s'appuie sur tel ou tel instrument de politique commerciale. Pour commencer, il paraît donc plus approprié de viser, dans des systèmes préférentiels impliquant un grand nombre de pays, non pas une totale libéralisation du commerce, mais des objectifs intermédiaires. On pourrait ainsi maintenir à l'intérieur de certaines limites les conséquences économiques de l'application du système pour la production intérieure de chaque pays.

3. Les objectifs d'un système préférentiel étendu à l'ensemble du tiers monde sont vastes et les situations varient beaucoup selon les pays. Il conviendra donc d'élargir la notion de préférence pour y inclure non seulement les obstacles tarifaires mais aussi les obstacles non tarifaires et d'autres instruments complémentaires de politique commerciale. Une répartition équitable des coûts et avantages entre tous les participants suppose que les principaux produits d'exportation de chacun d'entre eux trouvent des possibilités d'accès dans chacun des autres, ce qui exige un abaissement des obstacles à l'importation qui entravent cet accès. Il faudrait éviter que les pays qui protègent leur production intérieure par des droits de douane ne se trouvent dans une position moins avantageuse que ceux qui utilisent, dans le même dessein, d'autres restrictions importantes. Outre ce type de mesures tendant à assurer un équilibre, il se peut que des mesures complémentaires soient nécessaires pour assurer que les différents pays puissent participer au système à la fois par leurs exportations et par leurs importations; faute de quoi, des déséquilibres se produiraient à l'intérieur du commerce préférentiel entraînant une perte nette sous la forme d'une hausse des prix d'importation, d'une aggravation des termes de l'échange, d'une diminution des recettes budgétaires ou d'un assombrissement des perspectives de développement. Tout système préférentiel doit s'efforcer, en général, d'épargner ce danger à ses différents membres, mais des dispositions spéciales devront être stipulées, en vue de l'octroi d'avantages et de dérogations aux pays en développement relativement moins avancés qui souhaiteraient participer à un système préférentiel propre au tiers monde.

2. *Produits visés et techniques employées*

a) *Produits visés*

4. Les préférences prévues dans les trois accords commerciaux de caractère régional ou interrégional en vigueur sont pour l'instant uniquement d'ordre tarifaire et la plupart des produits visés sont des articles manufacturés relativement complexes. Or, la plupart des pays en développement dépendent encore dans une large mesure des exportations de produits primaires, de produits agricoles transformés et d'un certain nombre de produits industriels simples, ce qui caractérise habituellement le début du processus d'industrialisation. L'accession d'un plus grand nombre de pays peu industrialisés exige donc des efforts particuliers aux fins d'inclure de tels produits dans les schémas. Les considérations relatives à l'emploi et la nécessité de défendre les intérêts des industries en place

[1] La question d'un système préférentiel est exposée de façon plus détaillée dans le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Eléments d'un système préférentiel dans le commerce entre pays en développement" (TD/192/Supp.2).

sont de nature à entraver sérieusement toute action d'envergure qui serait entreprise par plusieurs pays en développement, mais un assouplissement modéré et progressif des mesures les plus restrictives en faveur des autres pays en développement devrait être possible pour une large gamme de produits s'il était assorti de garanties suffisantes. La tâche serait facilitée s'il était tenu compte des différences de niveau de développement industriel et économique existant entre les pays intéressés.

b) *Obstacles non tarifaires au commerce*

5. Il est probable qu'on ne pourra allonger la liste des produits visés ni renforcer l'efficacité des schémas sans recourir à de nouvelles techniques en matière de préférences. Dans la mesure où les pays en développement protègent la production locale au moyen d'interdictions d'importer, de restrictions quantitatives, du contrôle des changes et d'autres obstacles non tarifaires, des mesures exclusivement tarifaires ne sauraient produire les effets désirés. L'application d'un système préférentiel aux obstacles non tarifaires les plus restrictifs est sans doute le seul instrument efficace à cet égard.

6. L'expérience des groupements d'intégration montre que de tels moyens d'action existent. Si certains groupements réussissent à éliminer les restrictions quantitatives dans le commerce intrarégional, d'autres appliquent à cette fin des mesures plus progressives telles que la fixation de contingents minimaux à l'intention des autres pays participants pour les produits dont l'importation est interdite, contingents qui sont accrus graduellement à mesure que la consommation augmente; l'institution de contingents compensatoires pour certains produits d'une industrie donnée; l'octroi de contingents préférentiels pour certains produits intéressant particulièrement un groupe de pays participants; des allocations spéciales de devises pour certaines catégories d'importations en provenance d'autres pays en développement lorsqu'il n'existe pas d'accords de paiement plus généraux.

c) *Techniques multilatérales de négociation sur les obstacles tarifaires et non tarifaires*

7. Jusqu'à présent, dans les négociations qui se situaient à l'échelon régional ou interrégional, on a surtout eu recours à des techniques de négociation bilatérale, produit par produit. Or, ces techniques ont rarement donné les résultats espérés, que ce soit par le nombre, l'importance ou l'ampleur des concessions obtenues. On peut en dire autant de la comparabilité des contributions des différents pays. Une fois additionnés les résultats des diverses négociations bilatérales, il se trouvait que la contribution d'ensemble de chaque participant variait beaucoup selon les pays, et ce indépendamment de leur stade respectif de développement général, ou de développement industriel, ou de tout autre critère économique. De plus, à mesure que le nombre des pays participant à un même système régional ou mondial augmentait, les négociations bilatérales sur un produit particulier devenaient de plus en plus lourdes.

8. On pourrait simplifier les négociations intéressant une région géographique étendue en adoptant le niveau de la négociation multilatérale et en appliquant des formules de négociation globale, pour ce qui est du nombre des concessions, de l'ampleur de la réduction tarifaire, etc. Ces formules globales pourraient être modifiées pour chaque grand groupe de produits (ensemble des articles manufacturés, produits de certaines industries, un certain nombre de produits d'exportation des pays partenaires, etc.). Les engagements pris et les concessions accordées varieraient nécessairement selon le niveau de développement de chaque pays participant. De telles négociations ne devraient pas obligatoirement viser aussi haut que la libéralisation totale du commerce dans tous les cas. La fixation d'objectifs intermédiaires modestes, mais efficaces, à atteindre en un laps de temps limité, constituerait peut-être une meilleure garantie de succès, en particulier à l'échelon régional ou interrégional.

9. La multilatéralisation des préférences tarifaires et non tarifaires pourrait être facilitée par des dispositions complémentaires telles que : garanties suffisantes en faveur des industries locales; accords de paiement; soutien réciproque en matière de paiements en cas de crise grave de la balance des paiements. Mais la multilatéralisation des préférences obligerait aussi à assouplir quelque peu le principe de la réciprocité pour faire davantage confiance à l'esprit de solidarité, aux mécanismes d'examen et d'ajustement et, d'une façon générale, au dynamisme de la coopération.

d) *Rôle de stimulants actifs du commerce à l'intérieur d'un système de préférences*

10. Il peut être difficile d'obtenir des résultats économiques équilibrés à partir de schémas préférentiels reposant uniquement sur l'abaissement des droits de douane et des restrictions quantitatives. Premièrement, la suppression des entraves au commerce, même par un traitement préférentiel, n'est qu'une mesure passive dont l'efficacité dépend de nombreux autres facteurs et d'empêchements structurels et qui n'entraîne pas forcément une expansion substantielle des échanges. Deuxièmement, certains pays en développement ont un régime d'importation relativement libéral qui ne leur permettrait pas de jouer un rôle actif dans un simple système de libéralisation du commerce. Troisièmement, le commerce des produits essentiels soulève des problèmes particuliers qui exigent aussi la recherche de solutions autres que la libéralisation du commerce.

11. Il existe des mesures propres à rééquilibrer le système dont l'applicabilité mérite donc d'être examinée de manière plus approfondie par certains pays participants disposant des moyens nécessaires :

a) Engagements multilatéraux d'achat et d'approvisionnement pour certains produits, en vertu de contrats à long terme assortis de clauses relatives aux prix;

b) Utilisation des mécanismes de commerce d'Etat existants pour la promotion des importations en provenance des pays participants;

c) Octroi de marges préférentielles au profit des pays en développement fournisseurs dans les appels d'offres lancés par les autorités du secteur public.

e) *Application des préférences à la coopération en matière de production*

12. La mise en place progressive de structures intégrées de production industrielle et agricole dans les pays en développement aura généralement pour résultat une augmentation parallèle de l'offre potentielle de produits aux autres pays en développement. Les préférences commerciales seraient un moyen particulièrement efficace d'encourager le commerce des produits industriels entre les pays en développement, à condition qu'elles soient directement liées à l'accroissement du nombre des coentreprises des pays en développement. Il conviendrait d'inclure de plus en plus fréquemment, dans les arrangements préférentiels conclus à tous les niveaux, les matières premières et produits de consommation intermédiaire entrant dans les processus de fabrication de ces coentreprises, ou leurs produits finis. Pareils arrangements pourraient également comporter des dispositions spéciales assurant que les préférences relatives aux produits visés par les accords de coopération industrielle conclus entre quelques pays partenaires ne puissent jouer qu'en faveur des seuls pays participants. Enfin, des dispositions préférentielles spéciales pourraient constituer un élément important d'accords de coopération industrielle ou de régimes d'intégration industrielle qui fourniraient un cadre à une planification industrielle coordonnée à l'échelon sectoriel ou intersectoriel, à l'intérieur de groupements d'intégration ou de systèmes de coopération régionale.

f) *Application du principe du traitement préférentiel aux services auxiliaires du commerce*

13. L'application du principe des préférences à des services tels que les transports maritimes, la banque, l'assurance et la réassurance serait une innovation dans les systèmes élargis de coopération économique. Cette pratique est peu courante même dans le cadre des groupements d'intégration sous-régionaux. Plusieurs cas de coopération générale peuvent être cités (par exemple, services communs de formation et techniques de mise en commun), mais il y a très peu d'exemples concrets de traitement préférentiel en matière de tarifs, de redevances et de parts de cargaison réservées dans le domaine des transports maritimes et des ports, ou d'exercice effectif de droits préférentiels pour la création d'entreprises s'occupant de transports maritimes, de tourisme, d'opérations bancaires et d'assurance dans d'autres pays en développement.

3. *Principes régissant la négociation d'un traitement préférentiel entre pays en développement*

a) *Principes généraux de la négociation*

14. Les schémas de préférences en vigueur aux niveaux régional et interrégional ont été élaborés au cours de négociations bilatérales visant à assurer aux parties des avantages réciproques, compte tenu des impératifs actuels et futurs de leur développement, de leurs finances et de leur commerce, ainsi que de l'évolution passée de leurs échanges. Un tel objectif ne représente pas un grand progrès par rapport au principe traditionnel de la réciprocité qui a inspiré, dans le passé, les négociations entre pays développés et entre pays développés et pays en développement. Dans plusieurs cas, et dans des domaines différents, les groupements d'intégration ne s'en sont pas tenus à la demande de concessions mutuelles. Pour respecter l'esprit du nouvel ordre économique international, il convient d'accorder à la participation et à la solidarité un rôle plus important, à côté des principes traditionnels de négociation, quel que soit le niveau auquel se situe le schéma préférentiel.

b) *Dispositions particulières en faveur des partenaires relativement moins avancés*

15. Les schémas préférentiels doivent comporter des dispositions spéciales en faveur des partenaires les moins avancés. Mais c'est là une notion relative, et le groupe des pays intéressés peut varier d'un arrangement à l'autre. Certains schémas existants, relevant de niveaux différents, comportent déjà des dispositions spéciales de ce genre, mais des améliorations paraissent encore nécessaires. Pour qu'il y ait traitement spécial en matière de préférences commerciales, il faudrait non seulement étendre aux partenaires relativement moins avancés, et sans charge de réciprocité, des préférences déjà accordées à d'autres pays, mais aussi prévoir des préférences substantielles pour les produits dont l'exportation présente un intérêt direct pour eux. Il devrait aussi y avoir traitement spécial au point de vue des engagements requis des partenaires relativement moins avancés : il faut en effet tenir pleinement compte des situations asymétriques dans lesquelles, pour des raisons tenant à la composition de la production et aux instruments du commerce extérieur, certains pays en développement sont beaucoup mieux placés que d'autres pour tirer parti des avantages préférentiels qui leur sont offerts. Les concessions spéciales accordées aux partenaires les moins avancés ne devraient donc pas donner lieu à des concessions notables en contrepartie. Enfin, le traitement spécial qui leur serait réservé ne devrait pas nécessairement se borner à des préférences en matière de droits de douane et de restrictions quantitatives; il pourrait inclure des engagements spéciaux d'achat et d'approvisionnement à long terme ou d'autres mesures complémentaires de promotion des importations en faveur de leurs produits d'exportation les plus importants.

16. Les pays en développement avancés devraient donc envisager de concéder unilatéralement des préférences à leurs partenaires moins avancés, pour leurs principaux produits d'exportation. Ils objecteront peut-être qu'ils sont eux aussi encore en voie de développement. Mais ils disposent souvent d'excédents commerciaux appréciables par rapport à leurs partenaires relativement moins avancés et ils ont, beaucoup plus que ces derniers, les moyens d'utiliser efficacement les avantages préférentiels réciproques du type décrit dans le présent rapport; de plus, ils tirent bien mieux profit que les autres pays en développement de l'application à l'échelle internationale du principe de la non-réciprocité que les pays développés font figurer dans leurs schémas de préférences généralisées. En contrepartie, les pays les moins développés seraient tenus d'apporter eux aussi une contribution, sous une forme ou sous une autre. Ce pourrait être l'octroi du traitement NPF

ou la promesse de s'abstenir, dans la mesure du possible, de dresser de nouveaux obstacles aux importations en provenance des autres pays participants. Il faudrait, de plus, reconnaître le principe d'un deuxième stade qui serait fonction du développement des pays relativement moins avancés, étant donné que le commerce ne peut pas être considéré comme un courant à sens unique. On pourrait concevoir des systèmes multilatéraux qui seraient dotés d'instruments efficaces permettant de minimiser tous les risques courus par les pays participants. L'élaboration de ces formules nouvelles en ce qui concerne la participation, la solidarité mutuelle et l'octroi unilatéral d'avantages concrets aux pays relativement moins avancés pourrait devenir un des éléments essentiels des systèmes multilatéraux de préférences entre pays en développement.

17. Il ressort toutefois de l'expérience de divers groupements sous-régionaux qu'il est très difficile d'assurer un équilibre des avantages et des inconvénients entre des pays qui sont à des niveaux très différents de développement. Des mesures spéciales applicables au seul domaine du commerce extérieur risquent de ne pas permettre d'atteindre l'objectif poursuivi, à savoir que les pays relativement moins avancés retirent une part adéquate des avantages des systèmes de préférences envisagés. Quels que soient ces systèmes, il se peut donc que l'on doive associer des concessions commerciales spéciales à des stimulants plus actifs jouant dans les domaines de la production et des finances.

c) *Multilatéralisation automatique des préférences interrégionales et régionales au bénéfice d'autres pays en développement*

18. A long terme, l'octroi de toutes les préférences interrégionales à tous les autres pays en développement semblerait être l'objectif le plus souhaitable sur le plan économique. Il en serait de même pour les préférences régionales accordées à d'autres pays en développement appartenant à la même région économique.

19. Il est peu probable, toutefois, que de tels objectifs puissent être atteints dans un proche avenir étant donné que de nombreux pays en développement relativement avancés ne participent pas aux systèmes régionaux et interrégionaux. Tout d'abord, la concession unilatérale d'avantages préférentiels à ces pays aurait des répercussions économiques notables pour les participants. En deuxième lieu, les nouveaux venus ne seraient pas encouragés à participer activement à des systèmes régionaux et interrégionaux s'ils pouvaient bénéficier d'avantages accordés de façon unilatérale sans contribution de leur part. Il semble que la multilatéralisation suppose l'adhésion d'un grand nombre de pays en développement. Mais pour que cette condition soit elle-même remplie, il faudrait que, de par les produits qu'ils visent et les principes qui les régissent, les schémas préférentiels offrent des avantages effectifs à tous les participants éventuels.

B. – Arrangements préférentiels existants

20. Jusqu'à présent, lorsque des arrangements commerciaux préférentiels se sont révélés fructueux – plusieurs d'entre eux ont encore besoin d'être considérablement renforcés dans les domaines du commerce et d'autres formes de coopération – cela a surtout été à l'intérieur de plans sous-régionaux d'intégration. En revanche, l'application de préférences commerciales aux échelons régional et interrégional est encore, dans la totalité des cas, à un stade initial et d'une portée limitée.

21. Le principal système interrégional appliqué à l'heure actuelle est le Protocole du GATT concernant les négociations commerciales entre pays en voie de développement entré en vigueur en février 1973 en vertu duquel 16 pays en développement se sont accordé mutuellement des préférences tarifaires, portant surtout sur les articles manufacturés[2]. Le système n'a pas, comme on l'espérait à l'origine, attiré un grand nombre de pays en développement des différentes régions du monde. Vers la fin de 1973, les pays parties à l'accord ont invité les autres pays en développement à examiner avec eux la possibilité d'intensifier le commerce entre pays en développement et leur éventuelle adhésion au Protocole. Plusieurs pays se sont montrés intéressés mais quelques-uns seulement ont pris des mesures pratiques en vue d'accéder au Protocole. Les pays participants envisagent de lancer de nouvelles négociations commerciales en vue d'augmenter le nombre des produits visés et l'ampleur des concessions et d'élargir le champ géographique du système, l'objectif général étant de le rendre efficace.

22. L'Accord tripartite, conclu en 1968 entre l'Inde, la République arabe unie et la Yougoslavie[3], prévoit des préférences tarifaires linéaires pour une liste commune de produits essentiellement industriels. Ces pays sont également convenus d'intégrer progressivement leur liste trilatérale à l'arrangement de portée plus étendue qu'est le Protocole susmentionné auquel tous sont parties.

23. A l'échelle régionale, un premier Accord relatif aux négociations commerciales entre pays en développement membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Accord de Bangkok) a été signé le 31 juillet 1975 par sept pays membres de la Commission[4]. Il fait partie d'un plan plus large selon lequel les pays en développement membres de la CESAP envisagent d'étendre par la suite leur coopération économique à d'autres domaines, tels que les produits de base et l'industrie. L'Accord de Bangkok, qui est soumis à ratification,

[2] Les 16 pays membres originaires sont les suivants : Brésil, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay, Inde, République de Corée, Pakistan, Philippines, Egypte, Grèce, Israël, Espagne, Tunisie, Turquie et Yougoslavie (le Protocole n'a pas encore été ratifié par le Pérou et les Philippines). L'extension de ce protocole au Paraguay et au Bangladesh sans négociation avec les pays participants est actuellement (novembre 1975) à l'examen; des entretiens préliminaires ont lieu avec quelques autres pays en développement. Pour le texte, voir GATT, *Instruments de base et documents divers, Supplément No 18* (numéro de vente : GATT/1972-1), p. 12.

[3] Accord d'expansion des échanges et de coopération économique, *ibid.*, *Supplément No 16* (numéro de vente : GATT/1969-3), p. 16.

[4] Bangladesh, Inde, Laos, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, et Thaïlande. Le texte de l'accord est reproduit dans TD/B/609/Add.1, vol. V, p. 77 [en anglais seulement].

comprend un programme de libéralisation du commerce et énonce divers autres objectifs en vue d'intensifier le commerce entre les pays membres; il prévoit pour un proche avenir une série de négociations approfondies. Les premières listes des concessions accordées par les pays, qui sont inscrites dans l'Accord de Bangkok portent sur des préférences tarifaires d'ampleur limitée négociées sur une base bilatérale pour certains produits (principalement, des articles manufacturés).

24. Bien qu'il soit habituellement considéré comme un arrangement sous-régional visant une intégration plus poussée, l'Accord portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange présente également certaines des caractéristiques d'un accord régional, car il tend à établir une large coopération dans la région latino-américaine.

25. Des études relatives à des schémas nouveaux de coopération préférentielle ont également été entreprises dans le cadre d'un programme régional africain et du Programme d'action en vue d'une coopération économique entre les pays non alignés et autres pays en développement, adopté par la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Georgetown (Guyane), en août 1972.

C. — Rapports mutuels entre les systèmes interrégionaux, les systèmes régionaux et les systèmes sous-régionaux de préférences

26. Compte tenu des différentes initiatives que les pays en développement ont déjà prises dans le passé pour instaurer entre eux, aux échelons sous-régional et régional, non seulement des schémas préférentiels mais aussi des systèmes plus ambitieux de coopération et d'intégration, il est vraisemblable qu'un système préférentiel propre au tiers monde aurait trois niveaux étroitement reliés entre eux. Au premier niveau, on trouverait les groupements sous-régionaux de coopération et d'intégration existants et nouvellement créés. Au deuxième niveau, il faudrait créer des systèmes régionaux correspondant aux principales régions géographiques, qui permettraient aux groupements d'intégration non seulement de se développer en s'ouvrant sur l'extérieur, mais aussi de coopérer harmonieusement avec d'autres pays de la même région. Enfin, les arrangements des deux premiers niveaux seraient intégrés dans un système unique applicable à tout le tiers monde.

27. Selon cette approche, il appartiendrait à chaque pays en développement de participer à plusieurs schémas préférentiels se situant à des niveaux géographiques différents. Cela oblige à poser deux questions de principe : comment les différents systèmes pourraient-ils être reliés entre eux ? Quelles dispositions les systèmes relevant de niveaux différents devraient-ils comprendre pour pouvoir se combiner harmonieusement ?

28. Etant donné que ce sont les systèmes d'intégration sous-régionaux qui offrent le champ le plus vaste à la coopération et que plusieurs d'entre eux ont déjà réalisé de considérables progrès en ce sens dans le passé, les arrangements préférentiels gagneront sans doute en ampleur et en efficacité lorsque l'on passera du niveau interrégional aux niveaux régional et sous-régional. Logiquement, les préférences inscrites dans les systèmes interrégionaux devraient figurer dans les systèmes régionaux de préférences ou de coopération, et ces mêmes préférences devraient être incorporées aux systèmes de préférences ou d'intégration sous-régionaux. Les préférences concédées à l'échelon régional ou pour l'ensemble du tiers monde seront automatiquement incorporées aux groupements d'intégration formant une zone de libre-échange ou une union douanière.

29. Il convient de faire figurer dans les différents schémas préférentiels les dispositions qui permettront l'octroi mutuel de préférences aux différents niveaux géographiques. Chaque groupement d'intégration devra pouvoir participer pleinement, en tant que tel, aux systèmes régionaux ou interrégionaux. C'est là une condition nécessaire pour permettre aux pays membres de tenir pleinement compte de leurs objectifs spécifiques de coopération à l'échelon sous-régional; c'est aussi indispensable lorsque ces groupements appliquent un tarif extérieur commun ou d'autres mesures de politique commerciale commune.

30. Les groupements d'intégration sous-régionaux doivent de leur côté disposer d'instruments et de mécanismes de coordination appropriés pour que leurs pays membres puissent participer activement aux systèmes de plus grande portée géographique. Pour les groupements ayant un tarif extérieur commun, cela implique l'inclusion éventuelle dans ce tarif de taux préférentiels en faveur des autres pays en développement.

31. D'une façon générale, il faudra réexaminer les dispositions de certains accords commerciaux préférentiels en vigueur, qui visent au maintien des marges préférentielles accordées dans certaines conditions, afin d'assouplir l'application de ces préférences et de pouvoir incorporer celles-ci dans d'autres systèmes auxquels les autres pays en développement souhaiteraient participer.

32. En outre, la participation multiple de pays en développement, pris individuellement, à divers systèmes de préférences risque de poser un certain nombre de questions d'ordre pratique et administratif. Les unes tiennent à une éventuelle participation parallèle à des systèmes préférentiels de même type et de même portée géographique, et pour les résoudre, il suffirait de bien définir, sur un plan mondial, la structure des arrangements préférentiels entre pays en développement ainsi que leurs rapports mutuels. En cas de négociation parallèle d'arrangements préférentiels, d'autres difficultés peuvent surgir, concernant le personnel et les dépenses entraînées par les négociations, ainsi que l'administration de tarifs à plusieurs colonnes. Pareilles questions peuvent revêtir de l'importance pour certains pays; elles sont néanmoins susceptibles d'être résolues par le choix d'un calendrier convenable, l'octroi d'une assistance permettant de bien préparer les négociations, etc. Elles ne devraient en aucun cas opposer un obstacle insurmontable à la généralisation d'un système de préférences conçu à l'échelon du tiers monde.

D. – Mécanismes de mise en œuvre

1. *Mécanismes multilatéraux*

33. Pour définir un système général de préférences d'application universelle, il faudrait, en premier lieu, procéder, à l'échelon du tiers monde, à une négociation de base au cours de laquelle on déterminerait la structure du système, ses principaux éléments et leurs rapports mutuels. Il resterait à rechercher le meilleur moyen de mettre en œuvre ce système.

34. Une première méthode pourrait consister à lancer une nouvelle série de négociations détaillées à laquelle tous les pays en développement participeraient. On s'efforcerait ainsi d'élaborer en une seule fois de nouveaux schémas régionaux, interrégionaux, et le cas échéant, sous-régionaux, d'assurer la plus large participation possible, le tout selon les nouveaux principes et règles de négociation et en fonction d'un calendrier de négociations établi à l'avance.

35. Une autre solution, plus pragmatique, consisterait à instaurer le nouveau système petit à petit, en se servant des schémas sous-régionaux, régionaux et interrégionaux existants ou nouvellement créés, notamment d'arrangements tels que le Protocole concernant les négociations commerciales entre pays en voie de développement. Plutôt que de tenter de construire d'un seul coup le système de préférences propre au tiers monde, on pourrait en intégrer progressivement les nouveaux éléments à ceux qui existent déjà. Ce serait là une méthode moins ambitieuse, mais elle laisserait la possibilité d'ajuster les différentes initiatives, de créer de nouveaux schémas selon les besoins ou d'étendre la portée géographique des schémas existants aux situations spécifiques des pays en développement intéressés. D'autre part, il serait possible de chercher à établir des liens entre les arrangements préférentiels existants et à les combiner avec des accords de paiement et d'autres formes de coopération économique dans les domaines de la production, des finances, des transports et d'autres services. Ainsi, partant de l'application isolée de préférences commerciales, les arrangements préférentiels pourraient évoluer progressivement et aboutir à une coopération économique plus globale et plus fructueuse.

36. Cette solution pragmatique et progressive tendant à l'instauration du nouveau système propre au tiers monde exigerait, en second lieu, que les pays en développement prennent l'initiative de négocier de nouveaux systèmes lorsque le besoin s'en ferait sentir et d'améliorer ceux qui existent aux échelons sous-régional, régional et interrégional. Les négociations détaillées nécessaires, qui pourraient être conduites parallèlement et de façon décentralisée, seraient grandement facilitées par un accord préalable entre tous les pays en développement portant sur les règles et principes fondamentaux devant régir des négociations préférentielles de ce genre; cet accord devrait être conclu pendant la première série de négociations fondamentales globales, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

37. Quelle que soit la décision des pays en développement, la conclusion d'arrangements institutionnels appropriés et le soutien d'une assistance technique devraient aider à l'établissement d'un nouveau système général de préférence dans le tiers monde. Jusqu'ici, l'assistance technique a profité presque uniquement aux systèmes sous-régionaux et régionaux et les négociations entreprises au niveau interrégional n'ont bénéficié qu'accessoirement de cet appui, qui n'englobait pas les études réalisées dans les pays négociateurs mêmes. Il faudrait envisager d'utiliser l'assistance technique pour élargir et renforcer un système interrégional de préférences.

38. Les pays en développement devraient aussi s'efforcer, dans le contexte des négociations commerciales multilatérales, d'adapter et de mettre à jour les dispositions pertinentes du système régissant actuellement le commerce international, de telle façon que les arrangements préférentiels et la coopération économique entre eux soient acceptés comme un fait normal, et non comme une exception, ce qui était le cas dans le passé. Comme on l'a déjà reconnu dans diverses instances internationales, les accords préférentiels constituent une initiative prise par les pays en développement pour améliorer leur situation économique par leurs propres efforts, initiative pleinement conforme à l'esprit qui doit présider à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

2. *Mécanismes unilatéraux*

39. Ces dernières années, certains pays en développement ont enregistré une augmentation appréciable de leurs ressources financières et, partant, de leur capacité d'importation. Etant donné leurs impératifs de développement, cet accroissement a surtout entraîné un essor presque automatique des importations de matériel industriel et de produits intermédiaires en provenance des pays développés. Lorsqu'ils libéraliseront leurs tarifs douaniers et leurs régimes d'importation à l'échelle mondiale, ils pourraient envisager de prendre des mesures unilatérales en vue de faciliter l'entrée des produits exportés principalement par d'autres pays en développement, sans préjuger leur participation à des systèmes régionaux ou interrégionaux de préférences. Une politique dynamique de promotion des importations du type susmentionné pourrait aussi aider à assurer aux autres pays en développement le bénéfice d'au moins une fraction modique de l'expansion de la capacité d'importation.

CHAPITRE II

Coopération économique entre pays en développement dans le domaine du commerce : mesures de promotion commerciale

A. – Coopération en matière d'importations

1. *Introduction*

40. La coopération entre pays en développement sur le front des importations a été jusqu'ici un aspect négligé de la

stratégie internationale du développement et pourtant il semble que les possibilités d'une collaboration fructueuse ne manquent pas. Par contre, sur le terrain des exportations, la coopération entre ces mêmes pays est un élément de la stratégie qui retient de plus en plus l'attention.

41. La nécessité d'une coopération en matière d'importations provient, d'une part, du déséquilibre entre le pouvoir de négociation des pays développés et celui des pays en développement et, d'autre part, de la fragmentation et du faible volume de la demande des pays en développement. L'essentiel des importations d'environ 130 de ces derniers pays se concentre sur quelque 6 pays industrialisés à économie de marché, de sorte que, s'ils agissent isolément, les pays en développement ne peuvent guère avoir d'influence sur les modalités et conditions de leurs achats à l'extérieur.

2. *Avantages éventuels d'une coopération en matière d'importations*

a) *Termes de l'échange*

42. L'un des avantages certains de la coopération en matière d'importations est la contribution qu'elle peut apporter, le cas échéant, à l'amélioration des termes de l'échange dans les pays en développement. Au cours des deux décennies qui ont précédé les mouvements récents de l'économie mondiale, les pays en développement et, en particulier, ceux qui ne sont pas exportateurs de pétrole, ont connu une détérioration marquée de leurs termes de l'échange. D'une façon générale, l'attention se porte surtout sur la baisse ou la stagnation des prix à l'exportation et sur les mesures qui permettraient de les redresser. Cependant, il est évident que la hausse des prix à l'importation a fortement contribué à l'évolution des termes de l'échance et, au cours de certaines périodes, les a détériorés dans une bien plus grande mesure que la stagnation des prix à l'exportation. Il serait vrai aussi de dire que presque rien n'a été fait sur le plan collectif pour modifier les prix à l'importation.

43. Si les prix à l'exportation de l'ensemble des pays en développement non exportateurs de pétrole ont augmenté de 32,4 p. 100 de 1960 à 1972, cette augmentation a été presque entièrement absorbée par l'accroissement des prix à l'importation (27,9 p. 100). Sur la base de la période 1954-1956, l'augmentation des prix à l'exportation (11 p. 100) a été annulée par une hausse triple des prix à l'importation (32 p. 100). La pesée relativement forte des hausses de prix à l'importation sur l'évolution des termes de l'échange a aussi affecté les pays en développement dont les exportations de produits manufacturés augmentent rapidement.

44. On a de bonnes raisons de penser qu'une coopération en matière d'importations pourrait contribuer à freiner la tendance à la hausse des prix des importations dans les pays en développement. Tout d'abord, l'uniformisation qui résulterait de négociations collectives que les pays en développement conduiraient dans leurs relations commerciales avec des sociétés privées de pays développés à économie de marché et avec les organismes de commerce extérieur des pays socialistes d'Europe orientale renforcerait la possibilité d'obtenir de meilleures conditions pour les achats. Deuxièmement, des commandes groupées à certains fournisseurs et pour des périodes déterminées peuvent donner lieu à des économies d'échelle. Troisièmement, l'importation par grandes quantités pour plusieurs destinataires contribue à accélérer les livraisons et facilite l'accès aux sources les plus avantageuses. Dans le cas d'opérations à petite échelle, il est souvent impossible d'entreprendre ou de poursuivre une étude du marché international à cet égard. Quatrièmement, une coopération de ce genre en matière d'importations inciterait à tirer parti des économies résultant de la normalisation par des ajustements appropriés des spécifications des produits.

b) *Transports maritimes et assurance des marchandises transportées par mer*

45. Le secrétariat de la CNUCED a calculé qu'en 1970 le coût du transport maritime représentait 10,8 p. 100 de la valeur f.o.b. des importations[5]. A supposer que le même taux se soit appliqué en 1973 aux importations des pays en développement en provenance des pays développés à économie de marché, ce coût se serait élevé à 8 milliards de dollars. Les frais de transport pour les importations de toutes provenances de ces mêmes pays dans la même année s'établiraient à 12,3 milliards de dollars. Les pays en développement ayant largement recours à des navires de ligne pour le transport de la majeure partie de leurs importations autres que le pétrole, ces chiffres sont sans doute inférieurs à la réalité.

46. Les pays en développement pourront réaliser d'importantes économies, entre autres avantages, en groupant des marchandises homogènes par grandes quantités et les marchandises diverses sur un même navire. Le groupage peut donner lieu à des économies de deux sortes. D'une part, les cargaisons peuvent être expédiées par chargements complets sur navires affrétés spécialement et non plus par lots sur des navires de ligne; d'autre part, même si l'on ne peut pas rassembler des changements complets, les armateurs accorderont toujours des réductions de fret pour les expéditions importantes. Le regroupement des cargaisons sur une base multinationale permet, en principe, d'autres économies pour les pays en développement étant donné qu'il augmente la possibilité de constituer des changements complets. En pratique, cependant, on ne doit pas perdre de vue les difficultés liées au transport terrestre et aux services portuaires en bien des points du monde en développement.

47. Les chargements multinationaux en quantités et groupés devraient également réduire le coût de l'assurance. Les économies susceptibles d'être réalisées n'ont pas pu être mesurées; on peut néanmoins penser qu'elles viendraient principalement de deux sources. En premier lieu, et c'est le plus important, un regroupement des marchandises permettrait aux institutions des pays en développement d'accroître leur participation aux assurances marchandises.

[5] Voir *Etude sur les transports maritimes, 1972-1973* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.3), par. 212 à 224.

En second lieu, ce regroupement et la rationalisation des dessertes permettraient d'améliorer les conditions d'assurance stipulées par les institutions des pays développés.

c) *Organisation des marchés et négociations commerciales internationales*

48. La grande majorité des pays en développement sont petits, même comparés aux petits pays industriels. En outre, nombre de pays industrialisés à économie de marché, ceux qui constituent la Communauté économique européenne, adoptent une attitude commune dans les négociations avec les pays tiers pour la conclusion d'accords commerciaux ou l'établissement de liens d'association de différentes sortes.

49. Parallèlement, les pays en développement sont confrontés à des situations d'oligopoles lorsqu'ils négocient avec les sociétés transnationales, notamment en matière de biens d'équipement et de technologie. Les accords multinationaux d'importations offriraient l'avantage considérable d'apporter un contrepoids bien nécessaire à la position privilégiée des grandes sociétés transnationales sur le marché et donc d'affaiblir leur emprise.

d) *Planification et rationalisation intégrées de la production*

50. La coopération en matière d'importations peut stimuler le développement intégré et la planification commune. En premier lieu, la création d'un système commun d'importations devrait montrer d'emblée les économies que cette coopération permet de réaliser, notamment les économies éventuelles en devises convertibles. Deuxièmement, la mise en place d'un tel système encouragerait la normalisation des produits et la rationalisation des structures de production, notamment pour les machines, le matériel de transport et d'autres biens d'équipement, ainsi que pour certains biens de consommation.

3. *Formes possibles de coopération multinationale en matière d'importations*

51. Les systèmes d'importation centralisés sont de deux types : le système direct et le système indirect.

a) *Système d'importation direct*

52. Par ce système, certaines marchandises sont importées uniquement par des organismes d'Etat pour leur propre compte. Ces organismes doivent s'assurer les conditions d'approvisionnement les plus favorables, conclure les marchés, régler les paiements, soumettre les demandes d'indemnisation etc. Il peut s'agir d'un nombre restreint de produits ou de presque toute la gamme des importations. Pour des raisons d'efficacité, il est en général jugé plus commode de décentraliser les opérations d'importation en les répartissant entre diverses sociétés ou organisations publiques, chacune étant chargée d'importer telle ou telle catégorie de produits selon les besoins et la structure de l'économie du pays. Dans un grand pays en développement, par exemple, il existe des sociétés autonomes ou des divisions distinctes de la société de commerce d'Etat pour l'importation de produits tels que les minéraux et métaux (y compris les engrais), les produits chimiques et pharmaceutiques, les produits industriels, les huiles et graisses et les voitures. Un centre d'assistance pour les matières premières industrielles est spécialement chargé d'aider la petite industrie. Cet organisme groupe les besoins en matières premières et en outillage, réalise des achats à l'extérieur aux conditions les plus avantageuses et fournit lui-même les produits qu'il détient en stock.

b) *Systèmes d'importation indirects*

53. Ce système ménage plus de souplesse entre les exigences de l'importation centralisée et celles du commerce privé, même s'il ne permet peut-être pas de maximiser les économies rendues possibles par un système d'importations groupées. Dans le système indirect, les agences commerciales d'Etat n'importent pas pour leur propre compte. Elles passent des commandes, moyennant une commission, pour les distributeurs, qui sont eux-mêmes responsables de tous les aspects de l'opération. Néanmoins, on peut ainsi, dans une certaine mesure, rassembler, combiner et uniformiser les commandes et rationaliser les sources d'approvisionnement et les différences de prix et de qualité, conformément aux objectifs nationaux, mais avec un minimum d'immixtion dans les opérations du secteur privé.

4. *Mécanismes possibles de coopération multinationale en matière d'importations*

a) *Service commun d'échange de renseignements*

54. Les pays en développement pris isolément, en particulier les petits pays qui forment la majeure partie du monde en développement, trouveraient par trop onéreux d'entretenir un service de renseignements sur les marchés qui soit efficace et suffisamment diversifié. Les missions diplomatiques de certains pays remplissent ce rôle, dans une mesure d'ailleurs limitée, mais dans l'ensemble, la spécialisation et la continuité sont manifestement insuffisantes et lorsqu'il y a des services de ce genre, ils s'en tiennent à l'étude de marchés bien déterminés sans considérer d'autres sources d'approvisionnement. Parfois, certains pays en développement utilisent les informations fournies par les agences des pays développés eux-mêmes. Ces renseignements aussi manquent de cohérence sur le plan international et ne répondent pas toujours aux besoins des pays en développement. Il en résulte que, dans un même pays et, *a fortiori*, entre des pays en développement contigus on peut noter d'importants écarts dans les prix c.a.f. pour des produits identiques ou similaires, voire pour des produits alimentaires homogènes. Cette situation contraste avec celle de la plupart des exportations des pays en développement pour lesquelles il existe des marchés internationaux de produits bien informés et bien organisés, généralement situés dans les pays développés eux-mêmes. Au niveau le plus élémentaire, un échange continuel de renseignements peut donc aider à améliorer les conditions auxquelles divers pays importent certains produits. En outre, il peut, indirectement, aboutir, d'une part, à l'uniformisation de certaines spécifications de produits d'importation en révélant des

disparités nées d'une différenciation factice et, d'autre part, à la concentration des commandes sur des sources d'approvisionnement relativement plus efficaces. Le simple fait de savoir que cet échange a lieu peut contribuer à faire disparaître certains des bénéfices excessifs qui sont souvent réalisés sur les marchés peu compétitifs.

b) *Achats groupés du secteur public*

55. Même dans les pays en développement où l'économie de marché prédomine, il existe toujours un secteur public assez important. Il pourrait y avoir là un solide point de départ pour la mise en œuvre d'un système multinational d'importation sans faire intervenir le secteur privé et ses complications.

56. Malgré la taille du secteur public, on note souvent, même à l'échelon national, que la voie est libre pour une coordination et une uniformisation des achats de l'Etat à l'étranger. En effet, dans bon nombre de pays, le mécanisme des importations du secteur public lui-même n'est pas centralisé et, fréquemment, les commandes, au lieu d'être groupées, sont passées en ordre dispersé et à des intervalles sans lien avec les nécessités pratiques.

c) *Coordination des plans nationaux de développement à long terme*

57. Les plans nationaux de développement, s'il en existe, pourraient constituer la base d'une certaine coopération multinationale en matière d'importation. Ils devraient permettre d'estimer dans une certaine mesure non seulement les besoins d'importations (biens d'équipement et importations récurrentes) du secteur public mais aussi, quoique moins précisément, les besoins du secteur privé (biens de consommation et biens d'équipement). Les périodes couvertes par les plans ne coïncideront pas nécessairement, si bien que les pays coopérants pourront envisager, pour commencer, d'introduire une certaine harmonisation à cet égard. Sinon, une synchronisation simulée des plans nationaux devrait donnner une idée approximative des besoins d'importation à long terme.

58. La coordination des plans nationaux de développement à long terme pourrait servir à l'établissement de plans d'importation multinationaux indiquant séparément la part du secteur public et la part du secteur privé, avec une ventilation par année. Pour être approximatives, les estimations ne comporteraient pas moins certains avantages indéniables. Par exemple, les domaines et même les produits d'intérêt commun seraient mis en relief, et les possibilités d'ajustement aussi, ce qui permettrait une uniformisation plus poussée. Quelle que soit la marge d'erreur, des estimations minimales, à partir d'un certain éventail de possibilités, constitueraient une base utile et fiable pour des importations en commun. En outre, cette manière de faire aurait l'intérêt de mettre en lumière les avantages des marchés à long terme, du stockage, et même des opérations à terme pour certains biens de consommation et certaines matières industrielles. Elle offrirait aussi, dans le cas des installations et de l'outillage, la souplesse requise pour des négociations prolongées de façon à tirer pleinement profit d'arrangements communs pour l'importation de biens de cette catégorie.

59. Un système multinational d'importations du secteur public permettrait donc, d'une part, de rationaliser les systèmes nationaux et, d'autre part, de profiter des économies d'échelle et des avantages rendus possibles par des négociations à partir d'une meilleure position. Les sociétés de commerce d'Etat qui existent dans certains pays fourniraient déjà, du point de vue institutionnel, un cadre commode pour une coopération multinationale dans le secteur public.

d) *Appels d'offre conjoints*

60. La demande de machines et d'équipement des pays en développement à économie de marché est importante. De 1969 à 1972, les importations de ces produits en provenance des pays développés à économie de marché de sont chiffrées dans ces pays à 107,8 milliards de dollars.

61. Dans les pays en développement, l'exécution de projets d'infrastructure et de divers projets de construction, y compris la fourniture de matériels industriels et le transfert de technologie, fait souvent l'objet d'appels d'offre internationaux. Fréquemment, les projets à réaliser et les usines à monter sont souvent de nature analogue ou font appel à des techniques semblables, ce qui donne la possibilité d'utiliser un système d'appels d'offre conjoints.

e) *Accords d'achats groupés portant sur un seul produit*

62. Ces accords visent à obtenir, par le jeu de la concurrence, les meilleures conditions possibles pour les achats de produits d'importation et à tirer profit des marchés par grandes quantités et à long terme.

63. Le succès de cette action commune dépendrait de la valeur de l'opération et de la nature du produit, qui devrait répondre à des spécifications homogènes. A ces deux égards, de bonnes possibilités s'offrent sans conteste si la volonté politique de coopérer existe. Les produits qui peuvent se prêter à des accords de groupe appartiennent et à la catégorie des biens de consommation[6] et à celle des matières premières à usage industriel[7], à quoi on peut ajouter certains biens d'équipement[8].

B. – Coopération en matière d'exportations

64. La présente section exposera brièvement les mesures de coopération qui pourraient être prises par les pays en développement pour accroître les recettes d'exportation, à l'exclusion de celles – examinées dans d'autres docu-

[6] Froment, farine de froment, riz, maïs, viande (fraîche et de conserve), lait en conserve, beurre, fromage, aliments du bétail, vaccins et sérums, pénicilline, médicaments à base de soufre, vitamines.

[7] Acier, zinc, plomb, verre à vitre, engrais, chlorure de vinyle, feuilles de cellulose, poudre à mouler de nylon, polypropylène, urée, soude caustique, DTT, papier journal, papier d'emballage, filés de nylon, fibre de polyester, caoutchouc synthétique, pâte de bois.

[8] Usines et outillages pour textiles, chaussures, ciment, engrais, matériel pour centrales électriques.

ments – qui viseraient à accroître et à stabiliser les prix des produits primaires ainsi qu'à améliorer l'accès des articles manufacturés sur les marchés des pays développés.

65. Le montant total (f.o.b.) des exportations des pays en développement à économie de marché à destination des pays développés à économie de marché s'est élevé à 81,4 milliards de dollars en 1973. Si l'on omet les principaux exportateurs de pétrole, la part des pays en développement dans les exportations mondiales a fortement diminué. De 14,2 p. 100 en 1960, elle tombait à 10,4 p. 100 en 1972, et malgré une amélioration sensible des prix des produits de base par rapport à l'année antérieure, elle ne dépassait pas 11,5 p. 100 en 1973[9]. Le tableau 1 indique la composition de ce courant. Les combustibles minéraux représentent à eux seuls 34,9 p. 100 des exportations totales, et les produits alimentaires, boissons et tabacs 15 p. 100. Les matières premières constituent dans l'ensemble 70,5 p. 100[10] des exportations totales des pays en développement à économie de marché.

TABLEAU 1

Composition des exportations des pays en développement à économie de marché à destination des pays développés à économie de marché, 1973

Catégorie de produits	*Pourcentage*
Produits alimentaires, boissons et tabacs	15,00
Céréales	0,76
Matières premières à l'exclusion des combustibles, huiles et graisses	11,98
Graines, noix et amandes oléagineuses	1,00
Fibres textiles	1,79
Engrais bruts	0,82
Minerais métallifères	3,25
Huiles et graisses d'origine animale et végétale	1,03
Combustibles minéraux	34,89
Produits chimiques	0,74
Machines et matériel de transport	2,89
Véhicules routiers pour le transport des personnes et parties et pièces détachées	0,10
Autres articles manufacturés	15,55
Filés et tissus	2,39
Fer et acier	0,50
Métaux non ferreux	3,66
Autres produits manufacturés en métal	0,19
Vêtements	3,38

Source : Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique*, juillet 1975.

66. Non seulement une part importante de ce commerce de matières premières s'effectue par l'intermédiaire de sociétés transnationales à concentration verticale, mais encore le mode d'établissement des prix de transfert est souvent tel que les pays producteurs ne perçoivent qu'une petite fraction du prix de vente du produit (pas plus de 10 à 15 p. 100 dans certains cas, même lorsque les transformations intermédiaires sont nulles ou minimes).

[9] Voir *Etude sur le commerce international et le développement, 1973* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.II.D.14), 1re partie, chap. II.

[10] Il s'agit des produits relevant des positions suivantes de la CTCI : 0 et 1, 041-045, 2 et 4, 22, 26, 27, 28, 4 et 3.

1. *Mesures possibles de coopération en matière d'exportations*

a) *Coordination des politiques d'exportation*

67. Les pays en développement peuvent retirer des avantages appréciables d'une coordination de leurs politiques d'exportation, même s'ils n'adoptent pas de position commune dans les négociations. Il suffit de voir à quel point la concurrence entre de très nombreux pays en développement exportateurs fait le jeu des importateurs des pays développés qui jouissent d'un monopsone.

68. Une coordination des politiques d'exportation pourrait être bénéfique en ce qui concerne l'établissement des prix de transfert, dans les cas où des sociétés transnationales contrôlent tout le processus de la production, de la commercialisation et de la transformation finale. Il serait bon, par exemple, que les pays coopérants s'entendent sur les directives ou les principes qui serviraient, en pareil cas, à établir le prix d'un produit de base. L'évolution récente du commerce de la bauxite et de l'alumine montre ce qui peut être fait en la matière.

69. Parallèlement, la coordination pourrait s'appliquer aux taxes à l'exportation, s'agissant non seulement du barème mais aussi des instruments fiscaux à employer. C'est dans cet esprit que certains pays producteurs de bananes ont décidé d'imposer une taxe sur les exportations.

70. La coordination des politiques peut également contribuer à promouvoir les exportations sur les marchés traditionnels et à ouvrir de nouveaux débouchés, notamment dans les pays en développement eux-mêmes. Elle est d'autant plus nécessaire que, bien souvent, les pays en développement souhaitent élargir un même marché pour un même produit, en particulier pour les articles manufacturés. Des campagnes de promotion menées isolément et sans coordination risquent dans bien des cas non seulement d'être moins efficaces qu'une action concertée mais également beaucoup plus coûteuses. De même, une coordination dans le domaine de l'assurance-crédit à l'exportation, en élargissant la base de cette activité, profiterait aux pays coopérants du fait que le système serait plus efficace, qu'ils y participeraient davantage et que le coût en serait réduit.

b) *Négociations communes*

71. L'adoption de positions communes par les pays en développement devrait renforcer sensiblement leur pouvoir de négociation face à la fois aux gouvernements des pays développés et aux sociétés transnationales. Les négociations sur le sucre entre le groupe des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et la Communauté économique européenne ont apporté la preuve concrète des avantages d'un front commun. Il ne s'agirait pas seulement de vendre à meilleur prix mais également d'obtenir des conditions plus souples d'accès aux marchés et la suppression des pratiques commerciales restrictives.

72. En outre, du fait de la place prédominante qu'occupent les sociétés transnationales dans la production et dans le réseau international de commercialisation et de distribution, une position commune dans les négociations servirait aux pays en développement de contrepoids pour

obtenir une répartition plus équitable des gains du commerce d'exportation.

c) *Commercialisation et distribution directes*

73. Les pays en développement doivent souvent passer par l'intermédiaire de sociétés des pays développés pour commercialiser, expédier et distribuer leurs produits d'exportation, même lorsque la production et la vente ne sont pas directement contrôlées par des sociétés transnationales à concentration verticale. La suppression de ces intermédiaires pourrait leur apporter des gains substantiels. Elle serait particulièrement avantageuse dans le cas des marchandises pour lesquelles les pays producteurs ne touchent qu'une petite fraction du prix de vente final même lorsque le produit est consommé sous sa forme initiale ou après une transformation minime. De plus, la commercialisation et la distribution directes dans les pays développés à économie de marché ainsi que dans les pays à économie planifiée seraient un tremplin pour les petites entreprises orientées vers l'exportation, surtout celles qui produisent des articles manufacturés.

74. La commercialisation et la distribution directes gagneraient en efficacité dans le cadre de sociétés multinationales. Si un petit nombre d'acheteurs se trouve en présence de plusieurs pays en développement concurrents, une approche commune sera sans doute le seul moyen de conduire des opérations de commercialisation et de distribution directes. Dans les autres cas, le coût de ces opérations risque d'être prohibitif pour un pays agissant isolément pour un produit donné.

75. L'organisation des transports maritimes exigerait bien souvent, en particulier de la part des petits pays producteurs voisins, une approche commune. C'est principalement en regroupant les cargaisons et en rationalisant les dessertes, qu'il s'agisse de leurs propres navires ou de navires affrétés, que ces pays pourraient recevoir leur part des recettes. Un lien serait ainsi établi avec les opérations communes de commercialisation et de distribution.

76. Un aspect de la commercialisation directe qui mérite d'être examiné de plus près est la possibilité de créer dans les pays en développement des marchés ou des bourses de produits de base qui seraient sous leur contrôle afin de compléter ou de remplacer ceux des pays développés, qui ont été établis dans des circonstances différentes de celles d'aujourd'hui. Un tel changement dans la commercialisation internationale des produits primaires suppose une collaboration plus étroite entre les pays en développement en ce qui concerne leurs exportations.

d) *Recherche-développement*

77. Il y a des domaines dans lesquels les pays en développement ont un intérêt commun. Bon nombre de ces pays, dont certains sont groupés à l'échelon régional, produisent les mêmes matières premières et une collaboration au titre de la recherche-développement serait fructueuse pour tous les intéressés, notamment par les économies d'échelle qu'elle permettrait de réaliser. Les produits d'exportation ont souvent bénéficié des travaux de recherche menés sur l'initiative d'institutions des pays développés et de sociétés transnationales. Ces travaux ont été en grande partie orientés vers l'amélioration des rendements de diverses cultures tropicales ou le perfectionnement des techniques de production de certaines matières premières à usage industriel. Mais les résultats n'ont pas toujours profité autant qu'on pouvait l'espérer aux pays en développement. Dans certains cas, en raison de la structure de la propriété et de la production, ces pays n'ont tiré pratiquement aucun avantage des gains de productivité; dans d'autres cas, l'accroissement des revenus a été annulé par une augmentation du chômage. D'autre part, la recherche s'est soldée par des demi-échecs dans des domaines tels que l'amélioration de la productivité pour les produits de base en concurrence directe avec des produits originaires des pays développés, l'exploitation plus poussée des produits primaires tropicaux, la découverte de nouvelles utilisations finales pour ces produits, l'utilisation de produits dérivés et l'emploi des substances inutilisées dans des conditions rentables.

2. *Le rôle des associations de producteurs dans la coopération en matière d'exportations*

78. Les mesures de coopération brièvement exposées ci-dessus pourraient être encouragées par toute une série d'arrangements institutionnels spéciaux – organes consultatifs et de négociation pour les produits de base, services d'échanges de renseignements, entreprises multinationales de commercialisation et de transport maritime, bourses de produits de base, entreprises multinationales de transformation, centres de recherche en commun, etc. Il serait cependant souhaitable que les efforts soient coordonnés et conduits par l'intermédiaire d'associations de producteurs, même si certaines des activités de coopération sont menées séparément. La part que ces associations prendraient ainsi à diverses mesures de coopération viendrait naturellement s'ajouter à toute action qu'elles pourraient décider en matière de prix et montreraient que différents produits peuvent exiger, à des degrés divers, un soutien de nature et de conception différentes.

79. Indépendamment de la volonté politique nécessaire pour assurer une coopération réelle dans ce domaine, la conjoncture économique et la situation particulière des marchés internationaux pour les matières premières justifient la création d'associations de producteurs pour de nombreux produits. Ainsi, pour 20 produits primaires sur 30, la part des pays en développement dans les exportations mondiales dépasse 50 p. 100[11] et pour 22 produits, elle dépasse 40 p. 100[12]. En outre, dans chaque cas, moins de 10 pays fournissent plus de 60 p. 100 des exportations totales du monde en développement.

---

[11] Bauxite et concentrés de bauxite, cuivre et alliages de cuivre, minerais et concentrés de manganèse, minerais et concentrés d'étain, étain et alliages d'étain, fèves de cacao, café, thé, coton, jute, sisal, caoutchouc (naturel), riz, sucre, bananes, huile de coco, tourteaux et farine de coprah, tourteaux et farine d'arachide, huile de palme, coprah.

[12] Les 20 produits ci-dessus plus l'alumine et les hydrates d'alumine, le minerai et les concentrés de fer.

80. Des associations ou autres organes officieux ou spéciaux groupant uniquement des producteurs ou des producteurs et des consommateurs ont déjà été créés pour un petit nombre de produits de base. Les arrangements institutionnels multilatéraux existant pour certains produits primaires sont indiqués dans le tableau 2. Pour beaucoup de produits primaires il n'y a pas d'entente entre producteurs des pays en développement. Les produits pour lesquels on peut envisager des mécanismes d'association sont le thé, le jute, la viande, les cuirs et peaux, l'étain, le plomb, l'argent, le zinc, le manganèse, les phosphates, le cobalt, la chromite et les bois tropicaux.

TABLEAU 2

Arrangements institutionnels multilatéraux pour certains produits primaires, 1975

Produits	*Associations de producteurs des pays en développement*	*Associations de consommateurs*	*Associations ou accords multilatéraux entre producteurs et consommateurs*
Laine			Secrétariat international de la laine
Cacao	Alliance des producteurs de cacao		Accord international sur le cacao (et Organisation internationale du cacao)
Café	"World Coffee" : Sales Association Organisation interafricaine du café		Accord international sur le café (et Organisation internationale du café)
Coton			Comité consultatif international du coton/Accord sur les textiles de coton
Caoutchouc naturel	Association des pays producteurs de caoutchouc naturel		Groupe d'étude international du caoutchouc
Jute	Jute international		Entente officieuse sur les fibres dures (Groupe intergouvernemental de la FAO)
Sucre	Association des pays d'Amérique latine latine et des Antilles producteurs de sucre		Accord international sur le sucre (et Organisation internationale du sucre)
Thé			Entente intérimaire concernant les contingents d'exportation (Groupe intergouvernemental de la FAO)
Bauxite	Association internationale de la bauxite[a]		
Cuivre	Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre		
Minerai de fer	Association des pays exportateurs de minerai de fer[a]		
Plomb et zinc			Groupe d'étude international du plomb et du zinc
Mercure	Association des pays producteurs de mercure[a]		
Pétrole	Organisation des pays exportateurs de pétrole	AIEA	
Bois d'œuvre	Association centrafricaine du bois d'œuvre		
Etain			Accord international sur l'étain (et Conseil international de l'étain)
Tungstène	Association des pays exportateurs de tungstène[a]		Comité du tungstène de la CNUCED
Bananes	Union des pays exportateurs de bananes		Groupe intergouvernemental de la FAO
Noix de coco	Communauté asiatique de la noix de coco		Groupe intergouvernemental de la FAO
Graines oléagineuses			
Arachides	Conseil africain de l'arachide		
Agrumes	Comité maghrébin des agrumes et primeurs		Groupe intergouvernemtnal de la FAO
Poissons	Association des producteurs de farine de poisson[a]		Comité de liaison de l'agriculture méditerranéenne Groupe intergouvernemental de la FAO
Céréales			Groupe intergouvernemental de la FAO
Viande	Association latino-américaine des producteurs de viande[a]		Groupe intergouvernemental de la FAO
Huile d'olive			Accord international sur l'huile d'olive (et Conseil international de l'huile d'olive)
Poivre	Communauté asiatique des producteurs de poivre		
Riz			Accord international
Blé			Accord international sur le blé (et Conseil international du blé)

[a] Comprend également des pays développés à économie de marché.

81. En outre, pour d'autres produits de base les ententes entre producteurs n'englobent pas tous les pays en développement intéressés; elles se limitent souvent à une coopération à l'échelon régional. Il serait bon d'envisager un élargissement de ces ententes ou l'adhésion de nouveaux pays. Les produits visés comprennent le cacao, le café, le caoutchouc, le sisal, le sucre, le cuivre, le pétrole, les bananes, les noix de coco, le poivre et le riz.

82. L'efficacité d'une action unifiée sur les marchés internationaux pourrait être encore améliorée par l'établissement d'un lien institutionnel entre les associations de producteurs, ce qui aurait en outre l'avantage de fournir un cadre permanent où des consultations régulières pourraient se tenir concernant l'évolution de l'économie mondiale et de la politique commerciale internationale envisagée dans ses effets sur les marchés des produits de base et dans la perspective d'une action collective des producteurs pour soutenir certaines matières premières.

83. A cet égard, il convient de noter que la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Lima en août 1975 a demandé aux pays en développement d'envisager la possibilité d'adhérer aux associations de producteurs existantes ou d'en créer de nouvelles en vue d'accroître leur efficacité sur les marchés internationaux. La Conférence a également approuvé, conformément à une résolution de la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, tenue à Dakar en février 1975, la création d'un conseil des associations de producteurs-exportateurs de matières premières des pays en développement[13] pour lequel un groupe d'experts prépare actuellement un projet de statut.

CHAPITRE III

Coopération économique entre pays en développement dans le domaine monétaire[14]

A. – Introduction

84. La coopération monétaire est un domaine où les pays en développement ont réussi à obtenir dans plusieurs régions des résultats très réels et concrets. Parfois elle accompagne des mesures visant à renforcer l'intégration économique et commerciale; parfois aussi elle les devance. Le succès indubitable de l'Union européenne des paiements, qui a permis la relance du commerce entre les pays d'Europe occidentale pendant les années 50, a incité de nombreux responsables des pays en développement à se montrer favorables à des arrangements de ce genre, même si les restrictions qui caractérisaient en 1950 les relations mutuelles en matière de paiements en Europe occidentale n'étaient pas les mêmes que celles qui régnaient en 1975 dans les pays en développement (où l'élément de bilatéralisme était généralement absent, mais les restrictions de caractère général chose courante).

85. Dans le présent chapitre sont étudiés deux grands types de coopération monétaire entre pays en développement : la compensation multilatérale des paiements et le soutien réciproque des balances des paiements. La première catégorie concerne essentiellement la concentration – normalement à court terme – des soldes créditeurs et débiteurs résultant des opérations commerciales et d'autres transactions courantes entre les pays membres du système de compensation pour le règlement des soldes nets en monnaies convertibles mutuellement convenues. La deuxième catégorie se rapporte à des mécanismes plus complexes institués entre les divers pays participants mais qui, de façon générale, concernent le financement multilatéral des déficits de balance des paiements afin d'éviter le recours à des mesures commerciales restrictives ou au contrôle des changes.

86. Bien que plusieurs groupes de pays appartenant à diverses régions du monde aient proposé ou étudient actuellement les deux types d'arrangements monétaires décrits plus haut, la présente étude sera consacrée à quatre mécanismes existants : l'Accord monétaire d'Amérique centrale, l'Accord de paiements entre les banques centrales des pays de l'ALALE, l'Union asiatique de compensation et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. Les caractéristiques de ces quatre accords sont analysées et comparées en vue de dégager leurs principales ressemblances et différences quant au champ d'application, aux aspects institutionnels et aux mécanismes de fonctionnement visant à atteindre les objectifs fixés. Une brève description de ces objectifs est présentée ci-après[15].

87. L'Accord monétaire d'Amérique centrale concerne trois principaux types de coopération monétaire entre les cinq pays participants (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) : *a)* un système d'harmonisation volontaire des politiques monétaires nationales qui pourrait aboutir en fin de compte à une union monétaire totale; *b)* une Chambre de compensation multilatérale pour les transactions courantes et en capital à l'intérieur du Marché commun d'Amérique centrale; *c)* un Fonds régional de stabilisation monétaire chargé d'aider les banques centrales des pays participants lorsqu'elles ont des difficultés de balance des paiements. L'Accord a été librement conclu par les banques centrales des pays susmentionnés et n'a pas en droit la force d'un traité international. Il est entré en vigueur le 25 octobre 1974, mais il constitue en réalité la codification, à quelques réformes près, de trois accords

[13] Voir "Programme de Lima de solidarité et aide mutuelle" (A/10217 et Corr.1), annexe I, résolution XI.

[14] La teneur de ce chapitre est pour l'essentiel identique à celle d'une étude sur la coopération monétaire entre pays en développement, établie pour le secrétariat de la CNUCED par M. J. Gonzalez del Valle, consultant (TD/B/AC.19/R.6).

[15] Un accord portant création d'un Fonds monétaire arabe a été soumis pour adoption au Comité du Conseil des gouverneurs au cours de la réunion des Banques centrales arabes qui s'est tenue en novembre 1975. L'étude des caractéristiques et objectifs de cet accord n'est pas abordée dans le présent chapitre, faute de renseignements nécessaires, mais on trouvera une description du Fonds dans la note établie par M. R. El Sayed pour le secrétariat de la CNUCED (TD/192/Supp.1/Add.2).

distincts signés en 1961, 1964 et 1969 par les banques centrales d'Amérique centrale[16].

88. L'Accord de paiements entre les banques centrales des pays membres de l'ALALE (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) fut initialement signé le 22 septembre 1965 et depuis lors il a subi une série de modifications au plan du fonctionnement. L'Accord prévoit la compensation et le règlement, sur une base multilatérale, des soldes résultant des arrangements de paiements bilatéraux librement conclus par les banques centrales des pays membres prises deux à deux. L'objectif essentiel de cet accord est d'assurer un règlement ordonné des transactions autorisées en dollars pour favoriser le renforcement des relations commerciales et financières, au sein de l'ALALE[17].

89. En septembre 1969, les banques centrales des pays de l'ALALE et la Banque centrale de la République Dominicaine ont signé un accord supplémentaire visant à fournir des moyens de financement à court terme à ceux des pays participants qui connaîtraient temporairement des difficultés de balance des paiements par suite du processus d'intégration économique en Amérique latine. En pratique, cela équivaut à l'octroi par les pays excédentaires de l'ALALE de facilités supplémentaires de crédit aux pays déficitaires dont la situation est précaire et qui n'ont pas assez de réserves pour honorer leurs obligations de paiements aux échéances prévues. L'accès à ces facilités de crédit n'est pas automatique et les pays demandeurs doivent remplir certaines conditions fixées dans chaque cas par le Conseil de politique financière et monétaire de l'ALALE[18].

90. L'Union asiatique de compensation est également un accord conclu entre les banques centrales et les autorités monétaires de certains pays membres ou membres associés de la CESAP (Bangladesh, Inde, Iran, Népal, Pakistan et Sri Lanka). Elle vise spécifiquement à créer un système de compensation multilatérale entre les divers pays membres et en outre à stimuler la coopération monétaire dans la région de la CESAP. L'Union asiatique de compensation a été officiellement créée il y a peu de temps et les opérations ont commencé le 1er novembre 1975[19].

91. A une date plus récente, les banques centrales de 12 pays d'Afrique occidentale (Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ont signé un accord portant création de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, accord qui prévoit non seulement la compensation et le règlement, sur une base multilatérale, des opérations commerciales et autres transactions courantes entre les pays membres, mais aussi une coopération monétaire plus poussée au niveau régional. Six de ces pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal et Togo) participent à ce système de compensation en tant qu'union monétaire ouest-africaine et à ce titre sont représentés par une seule banque centrale : la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. L'Accord portant création de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest a été signé à Lagos le 14 mars 1975[20] et il est entré en vigueur le 25 juin 1975, une fois terminées les procédures de ratification. A une réunion tenue en septembre 1975, les membres sont convenus du siège de la nouvelle Chambre et des banques centrales parmi lesquelles seraient désignés les administrateurs. L'Union monétaire devrait commencer à fonctionner au cours du second semestre de 1976.

92. L'Union monétaire d'Afrique de l'Ouest constitue en elle-même le stade le plus avancé d'intégration monétaire, comportant l'utilisation d'une unité monétaire commune émise par une banque centrale régionale et la centralisation totale des réserves extérieures des Etats participants. En novembre 1973, un nouveau traité d'union a été signé en remplacement du traité initial de mai 1962. Le nouveau traité prévoit l'harmonisation très étendue des politiques des Etats participants, en matière d'économie et de développement, harmonisation qui de toute évidence dépasse les limites d'une organisation multilatérale pour les affaires monétaires[21].

B. – Mécanisme de compensation multilatérale

93. Les aspects institutionnels et opérationnels des mécanismes de compensation existant entre les pays en développement peuvent être analysés et comparés sous divers angles. Aux fins de la présente étude, il semble commode de distinguer les diverses caractéristiques d'un système type de compensation intéressant diverses monnaies nationales, à savoir ses objectifs économiques, les droits et obligations des participants en matière financière, les règlements relatifs aux transactions admises à compensation, les méthodes de règlement des soldes nets, la réglementation relative à l'unité de compte commune et aux devises, applicable dans le cadre de la compensation multilatérale[22].

1. *Objectifs économiques*

94. Les mécanismes de compensation sont généralement conçus comme des instruments de politique économique

[16] Pour les textes de l'Accord monétaire d'Amérique centrale et du Règlement général de cet accord, voir BCIE, *Revista de la Integración centroamericana* (Tegucigalpa, Honduras), No 14, 1975, p. 75 à 119.

[17] Le texte de l'Accord entre les banques centrales des pays membres de l'ALALE est reproduit dans TD/B/609/Add.1, vol. II, p. 44 [en espagnol seulement].

[18] Voir l'Accord multilatéral de soutien destiné à atténuer les pénuries passagères de liquidités *(ibid.)*, p. 50 [en espagnol seulement].

[19] Le texte de l'Accord portant création de l'Union asiatique de compensation est reproduit dans TD/B/609/Add.1, vol. V, p. 165 [en anglais seulement].

[20] Le texte de l'Accord portant création d'une Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest est reproduit dans TD/B/609/Add.1, vol. III, p. 108.

[21] Pour le texte du Traité constituant l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest, voir TD/B/609/Add.1, vol. IV, p. 23.

[22] On trouvera un résumé comparé des caractéristiques des quatre systèmes régionaux de compensation institués entre pays en développement dans TD/192/Supp.1/Add.1.

destinés à encourager la libéralisation du commerce et des paiements entre les pays participants. C'était l'idée fondamentale dont se sont inspirés les fondateurs de l'Union européenne de paiements dans les années 50 et qui semble aussi être à la base de la création de certains systèmes de compensation entre pays en développement. Par exemple, la libéralisation du commerce est un objectif spécifique de l'Accord portant création de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (art. II, par. 2, al. *c*), tandis que l'une des raisons essentielles de l'établissement d'un accord de paiement entre les banques centrales des pays membres de l'ALALE était la suppression des restrictions de paiements et des surtaxes de caractère financier (troisième paragraphe du préambule).

95. Par contre, lorsque les mesures restrictives commerciales ou le contrôle des changes ne constituent pas un obstacle majeur, d'autres objectifs économiques de caractère plus permanent sont attribués aux systèmes de compensation. Ainsi, la Chambre de compensation d'Amérique centrale a été créée dans le but spécifique d'encourager l'utilisation des monnaies nationales des Etats participants – au lieu des monnaies internationales traditionnelles – pour les paiements et les transferts monétaires entre les pays membres (art. 11 de l'Accord monétaire) et c'est là aussi le but essentiel de l'Union asiatique de compensation (art. II, par. *b*) et de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (art. II, par. 2, al. *a*). Les effets économiques escomptés sont de réaliser des économies dans l'utilisation des réserves de devises qui autrement serait intensive, et de réduire le coût des transferts monétaires intrarégionaux en faveur du secteur privé. Cette aspiration est clairement exprimée dans l'Accord portant création d'une Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (art. II, par. 2, al. *b*).

2. *Degré de multilatéralisation*

96. Bien que la multilatéralisation complète de la compensation des opérations admises au bénéfice du système ainsi que du règlement des soldes nets constitue probablement la principale raison d'être des arrangements monétaires régionaux, vu les avantages économiques importants qui s'y rattachent, l'Accord de paiements entre les banques centrales des pays membres de l'ALALE ne répond pas exactement à ce critère. Cela est dû en partie à la portée limitée des objectifs de l'Accord qui reflète lui-même les résultats plutôt modestes du Traité de l'ALALE du point de vue de l'intégration économique. Des obstacles d'ordre politique ont freiné la libéralisation du commerce entre les pays participants et ont, de ce fait, peu favorisé l'amélioration du système initial de paiements.

97. La compensation multilatérale prévue par l'Accord de paiements de l'ALALE repose sur des accords bilatéraux distincts signés entre les banques centrales des pays participants prises deux à deux et non sur une formule globale qui tienne implicitement compte de la position de chaque pays participant par rapport à l'ensemble des autres Etats participants. S'il est vrai que le règlement multilatéral des débits et crédits nets simplifie les paiements en monnaies convertibles, un tel avantage est essentiellement d'ordre opérationnel et ne comporte pas les avantages économiques que les autorités monétaires et le secteur privé tirent de l'accroissement du flux de crédit provoqué par un mécanisme de compensation multilatérale totale.

3. *Financement intérimaire*

98. En réalité les mécanismes de compensation n'ont pas pour objet de financer la balance des paiements des Etats participants de façon plus ou moins permanente et l'on ne doit pas non plus attendre d'eux qu'ils le fassent. Le financement intérimaire vise essentiellement à éviter les gaspillages dus à des règlements trop fréquents entre les autorités monétaires en particulier au cas où le profil intrarégional du commerce et des paiements est relativement équilibré et devrait donc donner un faible coefficient de règlements par rapport à l'ensemble des opérations de compensation. En outre, vu que le financement intérimaire constitue un blocage temporaire des réserves de devises du créditeur, il doit être traité autant que possible comme tout autre placement en devises du point de vue de la convertibilité, de la disponibilité et des taux d'intérêt.

99. Dans les quatre systèmes de compensation étudiés on a eu invariablement recours au financement intérimaire. L'obligation d'accorder des crédits automatiques est généralement limitée à une fraction assez modeste du volume annuel moyen du commerce et/ou des paiements sur lequel joue la compensation. En ce qui concerne l'Union asiatique de compensation, la limite du crédit automatique net est le douzième de la valeur annuelle de l'ensemble des exportations visibles vers les autres pays participants – à l'exception des exportations de pétrole et de gaz naturel et des produits dérivés – (art. VI, par. 3, al. *a*). Quant à la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, le montant du crédit automatique prévu est de 20 p. 100 de la valeur annuelle globale des échanges – importations et exportations – du pays considéré avec les autres pays participants (art. VIII, par. 1). L'Accord de paiements de l'ALALE prévoit pour sa part des engagements de crédits spécifiquement libellés en dollars dans le cas de chacun des accords bilatéraux (art. 1er), ce qui donne probablement lieu à une importante dispersion des coefficients de crédits.

100. La Chambre de compensation d'Amérique centrale a traditionnellement suivi une politique différente. Les engagements de crédits sont les mêmes pour tous les participants en dépit des divergences évidentes de leur situation individuelle à l'égard du commerce et des paiements intrarégionaux (art. 13 de l'Accord monétaire). En valeur absolue, le montant des lignes de crédits uniformes est très modeste – 3 millions de dollars seulement – et en valeur relative il ne représentait en 1974 que 2,2 p. 100 de l'ensemble des opérations de compensation, coefficient probablement beaucoup plus faible que celui qu'impliquent les engagements de crédits tant dans le cadre de l'Union asiatique de compensation que dans celui de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest[23]. Les

[23] Voir Conseil monétaire d'Amérique centrale, "Rapport sur les opérations de la Chambre de compensation d'Amérique centrale", San José (Costa Rica), février 1975 (multicopié).

trois Accords prévoient cependant des augmentations volontaires de crédit par les pays excédentaires, ce qui a été effectivement appliqué dans le cadre de la Chambre de compensation d'Amérique centrale.

101. En ce qui concerne l'accès au financement intérimaire, exception faite du cas de l'Accord de paiements de l'ALALE, les mécanismes de compensation existants envisagent de façon délibérée un traitement asymétrique par rapport aux engagements de crédits. L'Union asiatique de compensation autorise les pays membres à cumuler des soldes débiteurs jusqu'à un montant maximal d'un vingt-quatrième du montant annuel de leurs importations visibles en provenance des autres pays participants – à l'exception des importations de pétrole, de gaz naturel et de produits dérivés – (art. VI, par. 3, al. *b*), tandis que la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest prévoit des lignes de débit d'un montant maximal de 10 p. 100 de la valeur annuelle globale des échanges – importations et exportations – d'un pays avec les autres pays participants (art. VIII, par. 1). Dans le cas de la Chambre de compensation d'Amérique centrale, aucune limite n'a été en principe fixée pour l'encours du solde débiteur étant donné qu'en principe il équivaut à la position effective de chaque participant en matière d'échanges et de paiements intrarégionaux par rapport à la position des quatre autres participants.

102. L'échéance du financement intérimaire est directement liée à la durée des délais de règlement fixée dans les accords de compensation mais elle doit être évaluée compte tenu des droits de tirage automatique et des engagements de crédits. Le délai de règlement varie largement d'un mécanisme de compensation à un autre et va d'un minimum de quatre semaines à l'Union asiatique de compensation (art. VI, par. 1, al. *a*) à un maximum de 6 mois à la Chambre de compensation pour les pays d'Amérique centrale (art. 14 de l'Accord monétaire). Un délai d'un mois a été fixé à la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (art. VIII, par. 9). L'Accord de paiements de l'ALALE avait prévu à l'origine un délai de règlement de deux mois, qui fut ensuite porté à trois puis à quatre mois (art. 3). L'Accord portant création de l'Union asiatique de compensation habilite le Conseil d'administration à modifier la durée du délai de règlement tandis que, dans les trois autres systèmes de compensation, un amendement des actes constitutifs serait probablement nécessaire.

103. En ce qui concerne le paiement des intérêts au titre de l'encours net résultant des opérations de compensation, les quatre mécanismes de compensation considérés prévoient une rémunération compensatoire satisfaisante pour les créditeurs. Dans la plupart des cas, la fixation des taux d'intérêt applicables à été confiée aux organes directeurs des divers systèmes de compensation afin que ces taux puissent être adaptés en fonction des conditions effectives des marchés financiers. Dans le cadre de la Chambre de compensation d'Amérique centrale, comme dans celui de l'Accord de paiements de l'ALALE, les taux d'intérêt ont été en pratique fixés à un niveau quelque peu inférieur aux taux appliqués sur le plan international mais cela ne permet guère de conclure à une politique générale de bonification d'intérêts. Dans le cas de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, le taux d'intérêt exigible ou autorisé au titre de l'encours est la moyenne arithmétique des taux de réescompte des banques participantes. Dans le cadre de l'ALALE, on a voulu encourager de 1965 à 1968 la suppression du versement d'intérêts au titre des crédits bilatéraux mais cette tentative n'a pas semblé avoir un effet considérable sur l'expansion du système de compensation proprement dit.

4. *Opérations admises à compensation*

104. L'admission des paiements et des transferts à la compensation multilatérale dépend dans une très large mesure de considérations non techniques et est généralement fonction du stade de développement des relations économiques entre les pays participants. Dans ce sens, la Chambre de compensation d'Amérique centrale offre peut-être l'exemple d'un haut degré d'intégration économique étant donné que tous les paiements au titre des opérations courantes comme des transactions en capital au sein du Marché commun d'Amérique centrale font l'objet d'une compensation multilatérale à condition que ces paiements soient effectués dans les monnaies nationales des pays membres (art. 12 de l'Accord monétaire). Il en est ainsi parce que le contrôle des changes a été assez exceptionnel dans l'évolution des institutions monétaires d'Amérique centrale depuis les années 30. En outre, toutes les fois que des restrictions de change ont été instituées depuis la création du Marché commun régional, les pays membres en ont volontairement exempté les autres pays d'Amérique centrale[24].

105. L'Accord de paiements de l'ALALE n'a prévu aucune disposition relative à l'admission à compensation car les opérations courantes et les transactions en capital qui peuvent passer par le canal du système de compensation doivent être expressément stipulées dans les accords de crédit bilatéraux conclus entre les pays participants pris deux à deux. Par contre, l'Accord portant création de l'Union asiatique de compensation définit les opérations pouvant donner lieu à compensation; ce sont tous paiements effectués par un résident du territoire d'un participant en faveur d'un résident du territoire d'un autre participant, plus les transactions internationales courantes telles qu'elles ont été définies dans les Statuts du FMI, à l'exclusion des paiements effectués au titre des importations de pétrole, de gaz naturel et de produits dérivés (art. V, par. 2). En outre, le règlement approuvé par le Conseil d'administration en juin 1975 stipule qu'aucun paiement entre le Népal et l'Inde, entre le Pakistan et l'Iran, et entre les gouvernements de pays participants ne sera admis à compensation[25].

106. Les conditions d'admission à la compensation dans le cadre de la Chambre de compensation de l'Afrique de

[24] Ce fut le cas d'El Salvador en 1961, du Guatemala en 1962 et de Costa Rica en 1967.

[25] Voir Union asiatique de compensation, documents de la deuxième réunion du Conseil d'administration, Téhéran (Iran), juin 1975 (multicopié).

l'Ouest sont en principe plus libérales que celles qui sont prévues par les accords susmentionnés. Toutes les transactions courantes entre pays membres sont compensables à l'exception de celles que spécifie le Comité directeur de la Chambre de compensation et des paiements relatifs à la réexportation de biens originaires de pays dont les banques centrales ou les autorités monétaires ne sont pas participants (art. VIII, par. 3). Il convient toutefois de noter qu'entre les six pays membres de l'Union monétaire d'Afrique de l'Ouest, les paiements ne sont pas subordonnés aux conditions fixées par la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest étant donné que ces six pays utilisent une monnaie commune (art. VIII, par. 5).

5. *Règlement des soldes nets*

107. Les paiements compensatoires en diverses monnaies nationales reposent sur l'idée fondamentale que les participants seraient disposés et aptes à régler les soldes débiteurs nets en monnaies convertibles agréées par les créditeurs. Ce principe figure dans les accords de compensation entre pays en développement. Il convient de rappeler que cette question des soldes convertibles fut très controversée dans les années 50 – du moins en Amérique latine – lorsqu'on a commencé à examiner sérieusement les possibilités de création d'unions de paiements entre les pays peu développés.

108. Dans l'Accord de paiement de l'ALALE, le règlement des soldes nets doit être effectué exclusivement en dollars des Etats-Unis (art. 2); cela est conforme à la disposition qui prévoit que les opérations passant par le canal du système doivent aussi se faire en cette monnaie. En principe, le règlement des soldes nets en dollars est aussi exigé par la Chambre de compensation d'Amérique centrale, mais créditeurs et débiteurs peuvent s'entendre bilatéralement sur toute autre monnaie convertible à utiliser (art. 14 de l'Accord monétaire). La Chambre de compensation d'Amérique centrale prévoit aussi la possibilité d'un règlement par le jeu de placements réciproques à court terme libellés en dollars ou en toute autre monnaie convertible mutuellement agréée, (art. 16 de l'Accord monétaire)[26].

109. La question de la monnaie à utiliser dans les règlements a été traitée avec moins de rigueur par l'Union asiatique de compensation et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. L'Accord portant création de l'Union asiatique de compensation habilite le Conseil d'administration à désigner à cet effet tout avoir international de réserve et prévoit aussi que le règlement peut se faire dans la monnaie du créditeur sous réserve du consentement spécifique de ce dernier (art. VI, par. 4, al. *b*). Le Conseil d'administration a décidé que les règlements se feraient en dollars ou en toute autre monnaie mutuellement agréée[27]. L'Accord portant création de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest prévoit qu'à l'échéance les paiements se feraient dans une monnaie convertible mutuellement agréée par le participant créditeur et le participant débiteur sur proposition du Comité directeur (art. VIII, par. 9). On ne dispose d'aucun renseignement sur les politiques adoptées à cet égard mais on peut supposer sans risque d'erreur que les règlements se feront en francs français, en livres sterling et éventuellement en dollars des Etats-Unis.

6. *Unité de compte*

110. Les accords de compensation qui comportent des paiements et des transferts libellés en monnaies nationales des participants ont nécessité l'adoption d'une unité de compte commune pour l'évaluation des opérations de compensation et des soldes. L'unité de compte n'est pas seulement utile pour la statistique et la comptabilité mais constitue en pratique le seul moyen de garantir effectivement le maintien de la valeur des créances. Le choix d'une valeur convenable pour l'unité de compte est devenu un problème technique particulièrement important depuis que le système des parités fixes du FMI a été faussé en 1971.

111. Les deux systèmes de compensation latino-américains existants sont étroitement liés au dollar, pour des raisons évidentes. Dans le cadre du système de paiements de l'ALALE il n'y a nul besoin d'une unité de compte distincte parce que les transactions sont libellées, compensées et en fin de compte réglées en dollars en tant que monnaie d'intervention. Dans le cadre de la Chambre de compensation d'Amérique centrale, une unité de compte spécifique a été instituée, le "peso d'Amérique centrale" qui équivaut à un dollar des Etats-Unis, et l'Accord prévoit pour la modification de la parité de l'unité de compte un vote unanime du Conseil monétaire d'Amérique centrale (articles 19 et 42 de l'Accord monétaire). Il est fort peu probable que la valeur actuelle du peso d'Amérique centrale soit modifiée tant que les monnaies des pays d'Amérique centrale resteront accrochées au dollar.

112. L'Accord portant création de l'Union asiatique de compensation a spécialement créé une unité de compte – "l'unité monétaire asiatique" – dont la valeur est égale à un DTS alloué par le FMI mais le Conseil d'administration peut à tout moment en modifier la valeur par vote unanime des administrateurs (art. IV). Etant donné que la parité des monnaies d'intervention utilisées par les pays membres de l'Union asiatique de compensation varie par rapport au DTS, le Conseil d'administration de l'Union a adopté des mesures spéciales visant à faire une évaluation journalière des taux de change des monnaies des pays membres par rapport à leurs monnaies d'intervention respectives et à appliquer pour les monnaies d'intervention les taux de change par rapport au DTS déclarés par le FMI. Comme cela a été mentionné plus haut, ces mesures seront probablement mises en application dès que l'Union asiatique de compensation commencera ses opérations après novembre 1975[28].

[26] Le dollar des Etats-Unis est bien entendu la seule monnaie d'intervention et de réserve utilisée en Amérique latine.

[27] Voir la note 25 ci-dessus.

[28] *Idem.*

113. L'unité de compte de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest est simplement dénommée "unité de compte de l'Afrique de l'Ouest" (art. VII) et sa valeur a été ultérieurement définie par le Comité directeur comme étant égale à un DTS. Les taux de change des monnaies nationales par rapport au DTS sont calculés journellement[29].

7. *Autres conventions*

114. La question de la garantie des taux de change prend de l'importance dans les accords de compensation lorsque les paiements sont libellés en monnaies nationales, le but étant de maintenir la valeur des créances. Les membres de la Chambre de compensation d'Amérique centrale sont tenus de notifier sans délai toute modification de la parité de leurs monnaies respectives et de régler leurs soldes débiteurs selon la parité antérieure à cette modification (art. 18 de l'Accord monétaire). Une disposition analogue est prévue dans le cadre de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, pour le maintien de la valeur des créances par rapport à l'unité de compte (art. VII, par. 4). Dans l'un et l'autre cas, la garantie des taux de change s'étend aux effets admissibles détenus par les banques et aux valeurs en transit.

115. La garantie de convertibilité est une caractéristique commune des quatre systèmes de compensation considérés; elle a pour but de protéger les intérêts des créditeurs contre les défauts ou retards de paiement résultant du contrôle des changes ou de toute autre restriction de paiements instituée par les participants débiteurs. En cas de défaut de règlement, des mesures spéciales sont prévues dans les accords, allant jusqu'à la suspension du participant défaillant et même jusqu'à son exclusion du système de compensation. Les retards de règlement sont traités avec moins de rigueur, des intérêts supplémentaires étant généralement imposés dans ces cas.

C. – Gestion des réserves et assistance financière réciproque

116. Ainsi qu'on l'a vu précédemment, deux organismes ayant pour but d'aider les pays ayant des difficultés de balance des paiements ont été créés en Amérique latine à partir de systèmes initialement limités à la compensation des paiements. Le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale, créé en 1969, est une entité distincte de la Chambre de compensation tandis que l'Accord multilatéral de soutien de l'ALALE – auquel participe également la Banque centrale de la République Dominicaine – constitue essentiellement une facilité supplémentaire de crédit directement liée à l'accord initial de paiements[30].

117. Plus récemment, les banques centrales des pays signataires de l'Accord de Carthagène[31] (également désignés sous le nom de Groupe andin) ont envisagé la création d'un fonds commun de réserves extérieures mais on ne dispose que de renseignements techniques très limités à ce sujet. Il convient de rappeler que les six pays membres du Groupe andin sont aussi membres de l'ALALE et, partant, signataires de l'Accord d'assistance financière susmentionné.

118. Le document TD/192/Supp.1/Add.1 contient un résumé des principales ressemblances et différences entre ces trois systèmes latino-américains d'assistance mutuelle. Les observations ci-après sont axées sur les aspects essentiels de ces systèmes tels que la gestion des réserves, les ressources financières, les opérations de prêt et la surveillance des politiques.

1. *Gestion des réserves*

119. L'idée de constituer un fonds commun de réserves internationales en vue d'accroître le rendement moyen des placements à court terme des avoirs en devises ne mérite d'être étudiée que lorsqu'un tel rendement accru constitue un objectif important de politique économique des participants et que s'il existe en fait de substantielles disparités entre les taux d'intérêts appliqués sur le marché international aux placements temporaires selon leur montant. Apparemment, aucune de ces deux conditions n'était remplie quand certains pays latino-américains ont commencé à étudier dès le début des années 60 la création d'un fonds commun de réserves et, à l'heure actuelle, il n'est pas évident non plus que ces conditions soient réunies.

120. L'un des obstacles majeurs à la mise en commun des réserves est l'hésitation des banques centrales nationales à renoncer à leur grande liberté d'action en matière de gestion de réserves extérieures et notamment de placement temporaire de devises auprès de certaines banques commerciales pouvant leur offrir des facilités de crédits et divers avantages non négligeables. Dans certains cas, la préservation de cette liberté d'action l'emporte sur la possibilité de faire des placements à des taux d'intérêt quelque peu élevés. C'est pourquoi, la plupart des banques centrales ne sont disposées à verser à ces fonds communs de réserves qu'une très petite partie de leurs réserves totales; or, il est évident que des fonds communs de réserves de faible envergure ne sauraient permettre de faire des placements sensiblement plus fructueux.

121. Ni le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale, ni l'Accord d'assistance financière de l'ALALE ne comptent sur la mise en commun des réserves pour leur procurer des ressources financières substantielles. Par ailleurs, la proposition initiale de constituer un fonds commun de réserves du Groupe andin traite essentiellement de la mise en commun de montants croissants de devises provenant des réserves brutes des participants. On ne dispose pas de

[29] Règles et dispositions régissant les opérations de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, adoptées lors d'une réunion spéciale du Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Banques centrales africaines, tenue à Freetown (Sierra Leone) les 22 et 23 septembre 1975.

[30] Accord de San Domingue, voir la note 18 ci-dessus.

[31] Accord d'intégration sous-régionale, signé à Bogota le 26 mai 1969 par la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Pérou. Le Venezuela a adhéré à l'Accord ultérieurement.

renseignements détaillés concernant les objectifs spécifiques d'un tel fonds commun de réserves mais l'on sait que l'idée d'une gestion commune des réserves extérieures au niveau régional a pour but de favoriser le processus d'intégration monétaire entre les pays du Groupe andin[32].

2. *Ressources financières*

122. Le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale est constitué par des contributions en devises des participants et des ressources provenant d'emprunts extérieurs. Les participants versent des contributions égales – actuellement de 10 millions de dollars chacun – qui doivent être transférées à la banque du Fonds à la demande du Conseil monétaire d'Amérique centrale en fonction des besoins effectifs de financement des opérations de prêts du Fonds (art. 24 de l'Accord monétaire). Le Fonds peut emprunter à l'étranger à condition que tous les accords de prêt soient au préalable approuvés à l'unanimité par les membres du Conseil monétaire et soient ratifiés ensuite par les banques centrales participantes (art. 23 de l'Accord monétaire). Le Fonds est également autorisé à accepter des dépôts en devises remis volontairement par des participants.

123. A l'heure actuelle, les ressources financières globales du Fonds de stabilisation d'Amérique centrale se chiffrent approximativement à 130 millions de dollars, dont 38 p. 100 environ constituent les contributions des participants et le reste, c'est-à-dire 81 millions de dollars, représente les lignes de crédit extérieures accordées par les institutions internationales ou par d'autres banques centrales d'Amérique latine et quelques banques commerciales étrangères. Actuellement, le montant des ressources du Fonds de stabilisation est sensiblement égal à l'ensemble des quotes parts des pays d'Amérique centrale au FMI et équivaut au tiers environ du montant net de l'ensemble des réserves extérieures des pays participants, en juin 1975[33].

124. En ce qui concerne l'Accord d'assistance financière de l'ALALE, les ressources consistent en lignes de crédit *"stand-by"* accordées par les participants au prorata de leurs quotes-parts au FMI. L'octroi des lignes de crédit se fait par transferts directs que les pays membres créditeurs effectuent en faveur du membre débiteur par l'intermédiaire d'une banque commune à New York. Quand l'Accord fut signé en septembre 1969, le montant initial global des lignes de crédit était de 30 millions de dollars. Ce montant a été augmenté de temps à autre et s'élève maintenant à 120 millions de dollars[34].

3. *Opérations de prêt*

125. Il n'y a aucune similitude entre les opérations de prêts du Fonds de stabilisation d'Amérique centrale et celles de l'Accord d'assistance financière de l'ALALE. Le premier prévoit tout un éventail de facilités de crédit destinées à répondre à diverses sortes de déséquilibres des balances des paiements, tandis que le second comporte seulement un type normalisé de tirages. La proposition initiale relative à la création d'un Fonds commun de réserves pour le Groupe andin prévoit l'institution de facilités de crédit mais aucune suggestion particulière n'a encore été formulée à ce sujet.

126. Le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale fournit trois sortes de prêts de stabilisation : *a)* des prêts à échéance d'un an au maximum pour financer le déficit temporaire des réserves brutes d'un participant; *b)* des prêts à échéance de cinq ans au maximum pour corriger les déséquilibres de balances des paiements résultant d'événements exceptionnels imprévus tels que mauvaises récoltes, pertes d'installations productives, désastres économiques, etc.; *c)* des prêts à échéance de huit ans au maximum pour soutenir le processus d'ajustement en cas de déséquilibres chroniques de la balance des paiements (art. 26 de l'Accord monétaire). Les échéances et les montants des prêts de stabilisation doivent être fixés dans chaque cas par le Conseil monétaire d'Amérique centrale. Toutefois, il est prévu des tirages quasi automatiques sur le Fonds lorsque le montant requis ne dépasse pas la contribution en numéraire du membre au Fonds et si l'échéance ne dépasse pas un an (art. 28 de l'Accord monétaire).

127. La condition essentielle pour bénéficier de l'assistance financière de l'ALALE est d'avoir une position débitrice nette importante à l'intérieur du système de compensation de l'ALALE, dans le cas de pays dont la balance des paiements globale est déficitaire ou dont les réserves extérieures sont faibles (art. 3). Un participant qui se trouve dans cette situation peut bénéficier de tirages ne dépassant pas 30 p. 100 des ressources totales de l'Accord – c'est-à-dire de l'ensemble des lignes de crédit –, soit 300 p. 100 de la ligne de crédit du participant, à condition que le prêt soit normalement remboursé dans le délai d'un an (art. 4 et 5). Ces prêts peuvent être accordés sans consultation préalable avec les participants créditeurs mais, si le remboursement tarde au-delà de 9 mois, un rapport détaillé sur la situation de la balance des paiements du débiteur doit être communiqué à tous les participants créditeurs pour justifier tout autre recours au système (art. 10).

4. *Surveillance des politiques d'ajustement des balances des paiements*

128. Des trois systèmes considérés, seul le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale dispose d'un mécanisme de surveillance multilatérale des politiques de balance des paiements. Etant donné les objectifs des prêts de stabilisation, les emprunteurs sont tenus de présenter des déclarations ou programmes officiels décrivant les politiques d'ajustement dont l'adoption doit permettre de corriger les déséquilibres de la balance des paiements qui justifient l'intervention financière du Fonds. Ces déclarations ou programmes de politique doivent être évalués par le Conseil monétaire d'Amérique centrale et font l'objet d'un examen semestriel (art. 34 de l'Accord monétaire).

[32] Voir Conseil de l'Accord de Carthagène, "Notes sur un Fonds commun de réserves pour le Pacte andin", Cali (Colombie), décembre 1974.

[33] *Source :* Secrétariat exécutif du Conseil monétaire d'Amérique centrale.

[34] *Source :* Comité exécutif permanent de l'ALALE.

129. Il ne faut pas perdre de vue que les banques centrales des Etats d'Amérique centrale sont engagées dans un processus d'intégration monétaire depuis 1964. C'est pourquoi, les règles et procédures du Fonds de stabilisation sont conçues pour renforcer les relations entre les participants, du point de vue de la politique monétaire et de la politique des changes. La surveillance multilatérale des politiques financières nationales est donc une condition acceptée par les participants afin de mener à terme le processus d'intégration monétaire. Dans cette optique, le Fonds de stabilisation – avec la Chambre de compensation et le programme du Conseil monétaire visant l'harmonisation des politiques – constituent une étape essentielle de l'effort déployé pour créer une union monétaire des pays d'Amérique centrale.

130. La viabilité de la surveillance multilatérale des politiques financières en Amérique centrale sera bientôt mise à l'épreuve lorsque le Conseil monétaire aura approuvé trois demandes de prêts de stabilisation pour un montant global de 60 millions de dollars. Les emprunteurs seront probablement tenus d'expliquer en détail leurs politiques actuelles d'ajustement et seront invités à présenter périodiquement des rapports au Conseil monétaire sur toutes modifications de ces politiques à compter de 1976. Un quatrième prêt de stabilisation sera probablement accordé avant la fin de 1975, ce qui portera le montant des créances du Fonds sur les participants à 85 millions de dollars[35].

D. – Conclusions et suggestions

131. L'analyse qui précède montre qu'au cours des 15 dernières années la coopération monétaire entre pays en développement a produit d'importants résultats concrets en Amérique latine et qu'elle gagne aussi du terrain en Afrique et en Asie. Les principales réalisations sont la création et le renforcement de systèmes de compensation multilatérale, certains progrès ayant aussi été acquis dans la création de mécanismes de soutien financier mutuel des balances des paiements. Une attention toute particulière devrait être accordée à l'évolution future de l'Union asiatique de compensation et de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, qui ont commencé ou commenceront bientôt leurs activités avec des techniques améliorées en ce qui concerne le maintien de la valeur des créances nettes à un moment où les relations monétaires internationales traversent une période difficile.

132. Les possibilités de perfectionner les mécanismes de compensation ont été explorées au niveau technique dans plusieurs domaines. Par exemple, on a pensé que les facilités de crédit intérimaire pourraient être améliorées grâce à l'augmentation du montant des lignes de crédit et/ou à l'extention des délais de remboursement. Ces solutions comportent certes des avantages supplémentaires pour les participants débiteurs; il ne faut toutefois pas perdre de vue que les participants créditeurs ne seraient pas encouragés à augmenter le montant des crédits intérimaires ou à en proroger l'échéance si leurs créances n'avaient pas les mêmes caractéristiques de convertibilité et de disponibilité que toute autre sorte de réserves extérieures. Aucune règle générale ne pouvant être sérieusement suggérée à cet égard, il serait peut-être utile de songer à l'application sur une base bilatérale d'une formule de placements réciproques en devises, telle que le mécanisme dont la création est envisagée dans le cadre de la Chambre de compensation d'Amérique centrale afin d'aider les participants dont la balance globale des paiements est déficitaire et/ou dont la position en matière de réserves est défavorable.

133. Une autre amélioration consisterait à adopter le droit de tirage spécial du FMI comme unité de compte à la place du dollar. Cette substitution a déjà été faite par l'Union asiatique de compensation et, plus récemment, par la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. En ce qui concerne les deux systèmes de compensation latino-américains – en particulier l'Accord de paiements de l'ALALE – une telle proposition ne serait justifiée que si le dollar des Etats-Unis en tant que principale monnaie d'intervention des participants devait perdre du terrain, ce qui ne semble pas être actuellement le cas. Cependant, les statuts de la Chambre de compensation d'Amérique centrale prévoient implicitement cette possibilité étant donné que le Conseil monétaire a capacité pour procéder à toute modification de la valeur de l'unité de compte si d'importantes réformes du système de parité du FMI étaient officiellement adoptées.

134. Dans une perspective plus large, la possibilité de fusion ou d'union directe des systèmes de compensation régionaux a également été mentionnée de temps à autre. La fusion des deux systèmes latino-américains de compensation ne serait naturellement pas à l'avantage des pays d'Amérique centrale, car leur mécanisme de compensation est beaucoup plus avancé et ne se prête pas aisément à la réintroduction de paiements effectués directement en monnaies internationales dans le cadre des opérations admises à compensation multilatérale. Cependant, l'union des deux systèmes a fait l'objet d'études en 1971 et a été examinée une nouvelle fois à la suite de l'augmentation du volume des échanges et des paiements entre les pays d'Amérique centrale, d'une part, et certains pays membres de l'ALALE – en particulier le Mexique, le Venezuela et la Colombie – d'autre part[36]. En fait, la liaison entre les deux systèmes de compensation pourrait se faire sur une base individuelle, c'est-à-dire que tel ou tel pays intéressé appartenant à l'un des deux systèmes pourrait participer à l'autre sans que tous ses partenaires soient obligés de le suivre. Ainsi, le Mexique, le Venezuela ou la Colombie pourraient participer à la Chambre de compensation d'Amérique centrale en ce qui concerne les paiements intéressant cette sous-région, sans que leurs paiements mutuels ou les paiements intéressant d'autres membres de l'ALALE en soient affectés, ces derniers continuant à être réglés dans le cadre du mécanisme de l'ALALE.

135. Le système de compensation en roubles transférables créé par la Banque internationale pour la coopé-

[35] *Source :* Secrétariat exécutif du Conseil monétaire d'Amérique centrale.

[36] *Source :* idem.

ration économique de Moscou, qui peut être utilisé aussi bien par les membres de la Banque que par les pays non membres, offre une possibilité particulièrement intéressante d'établir des liens monétaires entre groupements. Toutefois, dans la pratique, les pays en développement n'ont eu individuellement que peu de recours à cette facilité et il n'existe aucun lien officiel entre la Banque et l'un ou l'autre des mécanismes de compensation qui fonctionnent dans les pays en développement. Il faut dire que les règles et dispositions appliquées par la Banque sont conçues davantage pour répondre aux besoins de pays non membres – pris individuellement – qu'à ceux de groupes de ces pays. Par ailleurs, il n'existe aucun lien monétaire entre tel ou tel pays membre de la Banque et l'un ou l'autre des mécanismes de compensation des pays en développement. Il y aurait donc des possibilités d'amélioration à plus d'un titre[37].

136. En dehors des accords de compensation du genre de ceux qui ont été analysés dans le présent chapitre, un autre système avait été proposé, qui prévoyait un développement des échanges mutuels des pays en développement grâce à la création d'unités de liquidité qui seraient émises par une autorité centrale en faveur de pays en développement souhaitant participer au système, étant entendu que ceux-ci s'engageraient à accepter *ipso facto* un montant déterminé de ces unités en règlement des biens et des services qu'ils exportent à destination d'autres pays en développement[38]. Ces unités ne seraient pas pleinement convertibles, car elles ne seraient pas acceptées par les pays développés, mais le fait qu'elles seraient largement utilisées par les pays en développement permettrait de stimuler les échanges interrégionaux entre ces pays, en évitant les obstacles institutionnels que ne manquerait pas de susciter la création, proposée à plusieurs reprises, d'une union de compensation unique pour le tiers monde[39].

137. En ce qui concerne les mécanismes régionaux de soutien réciproque des balances des paiements, la présente étude montre qu'il n'y a pas eu d'évolution d'ensemble analogue à celle des systèmes de compensation. Les trois systèmes latino-américains de compensation en vigueur ou à l'état de projet présentent d'importantes disparités dans leur stade de développement et suivent des modèles différents en fonction du degré d'intégration économique des pays intéressés. Il est évident que les mécanismes de gestion commune des réserves ou d'assistance financière mutuelle sont directement subordonnés aux conditions politiques dominantes car ces mécanismes comportent le recours à des crédits internationaux et peut-être un certain degré de surveillance des politiques extérieures.

138. Le Fonds de stabilisation d'Amérique centrale qui peut être considéré comme le système le plus développé de soutien financier réciproque des balances des paiements s'apparente aux politiques et pratiques des opérations du compte général du FMI. L'assistance financière conditionnelle est subordonnée à une surveillance progressive des politiques d'ajustement en fonction du montant et de l'échéance des prêts de stabilisation approuvés par un organe multilatéral. Elle comprend aussi en partie des réserves en devises appartenant aux participants et des emprunts extérieurs qui ne sont pas nécessairement soumis aux conditions du marché en ce qui concerne la disponibilité des ressources et leur coût financier.

139. L'Accord d'assistance financière de l'ALALE constitue une autre catégorie de facilités de crédit extérieur. Bien que l'accès à ce mécanisme soit subordonné au critère des impératifs de balance des paiements, le montant et l'échéance des emprunts sont directement déterminés par la position nette du participant dans le système de compensation de l'ALALE et dépendent donc de la structure des échanges et des paiements intrarégionaux, lesquels ont tendance naturellement à ne représenter qu'une part modeste de l'ensemble des transactions internationales du participant. Le système ne prévoit pas de façon spécifique une surveillance directe des politiques d'ajustement, négligeant ainsi un facteur important d'harmonisation des politiques financières des participants.

140. La coopération en matière de gestion des réserves entre pays en développement n'a pas fait l'objet d'une vaste étude systématique. Le Groupe andin envisage la mise en commun des réserves, mais on ne dispose guère de renseignements sur la possibilité d'étendre le système au soutien de la balance des paiements des pays membres. On s'est aperçu qu'une simple mise en commun des réserves internationales en vue d'une rémunération plus avantageuse des placements en devises ne semble pas intéresser particulièrement les banques centrales qui préfèrent garder leur liberté d'action pour conclure des arrangements bilatéraux plus favorables avec l'étranger. Il n'est pas certain non plus que le simple fait d'obtenir une rémunération plus avantageuse constitue pour les pays en développement un objectif économique important à côté des avantages qu'ils peuvent obtenir en recourant à d'autres formes de coopération monétaire.

141. On peut malgré tout envisager une gestion commune des réserves à laquelle participeraient les pays en développement ayant d'importantes réserves internationales de devises, tels que les membres de l'OPEP. Ces pays sont naturellement mieux placés pour se servir des politiques de gestion des réserves afin d'obtenir d'importants avantages financiers sur les marchés monétaires internationaux. S'ils étaient disposés à utiliser ce puissant moyen conjointement

[37] Voir "Mesures que les pays socialistes d'Europe orientale pourraient prendre à l'appui de l'intégration économique entre pays en voie de développement : rapport du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/549), par. 141 à 149; "Mesures que les pays socialistes d'Europe orientale pourraient prendre à l'appui de l'intégration économique entre pays en voie de développement : rapport du Groupe d'experts", *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes, point 6 de l'ordre du jour*, document TD/B/539), par. 29; et "Considérations relatives aux problèmes que soulève la conclusion de différentes formes d'accords de paiements multilatéraux entre pays en voie de développement et pays socialistes : note du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/AC.7/2).

[38] Voir M. and F. Stewart, "Developing countries, trade and liquidity: a new approach", *The Banker* (Londres), vol. 122, No 553, mars 1972, p. 310.

[39] Voir par exemple, *Vers une action commune pour le développement du tiers monde. – Rapport de la Commission d'étude du développement international* (Rapport Pearson), Paris, Denoël, 1969, p. 139, recommandation No 8.

avec les pays non producteurs de pétrole moins développés, il serait possible de créer avec l'accord mutuel des parties intéressées plusieurs mécanismes de coopération monétaire.

142. Il est probablement trop tôt pour que les pays membres de l'OPEP puissent devenir d'importants centres de réserves car jusqu'ici ils ont appliqué des politiques nationales de gestion des réserves qui n'étaient pas libérées du cadre traditionnel des marchés monétaires et des monnaies d'intervention et de leur évolution. Les pays membres de l'OPEP pourraient cependant envisager la création de mécanismes bilatéraux ou multilatéraux de *"swap"* pour améliorer les mécanismes de crédits *"stand-by"* prévus en faveur des pays en développement ayant des difficultés de balance des paiements. Ils pourraient aussi envisager l'octroi de garanties collectives en devises aux autres pays en développement pour permettre à ces derniers de contracter des emprunts sur les marchés monétaires internationaux en vue de soutenir leur balance des paiements. Les pays industrialisés ont mis en œuvre ces deux sortes de mécanismes financiers, qui pourraient aisément s'adapter aux besoins spécifiques des pays en développement.

143. Enfin, on ne doit pas négliger la possibilité de créer des mécanismes financiers plus étendus avec l'appui des solides positions de réserves des pays membres de l'OPEP. Aucune raison technique ne s'oppose à la création, avec la participation des pays membres de l'OPEP, de mécanismes multilatéraux de stabilisation analogues au Fonds de stabilisation d'Amérique centrale. D'un point de vue opérationnel, ces mécanismes ne présentent aucun obstacle majeur et, du point de vue de la politique, il serait tout à fait raisonnable que les emprunteurs se montrent disposés à accepter les conditions relatives aux résultats de leur politique d'ajustement, étant donné que depuis plusieurs années ils observent précisément les mêmes règles dans leurs relations avec le FMI.

CHAPITRE IV

Coopération économique entre pays en développement dans le domaine de la production

A. — Les entreprises multinationales, instrument de coopération entre pays en développement

144. Les possibilités de coopération entre pays en développement dans le domaine de la production se sont beaucoup étendues ces dernières années du fait que certains ont vu leurs ressources financières augmenter fortement, que d'autres ont avancé à un rythme rapide sur la voie de l'industrialisation, accru leurs capacités de gestion et leur potentiel technologique, que d'autres enfin ont pris conscience de l'importance des matières premières relativement rares qu'ils possèdent. Les nouveaux projets d'entreprises multinationales[40] entre pays en développement concernent toute une série d'activités qui s'étendent à l'infrastructure et aux services, dont le développement conditionne souvent le succès de la coopération en matière de production.

145. Devant les possibilités accrues de coopération entre pays en développement de toutes les régions dans le domaine de la production, il apparaît nécessaire d'élaborer un cadre international qui permette de les explorer de manière plus systématique et mieux coordonnée. Ce cadre faciliterait le choix, le lancement et la réalisation d'opérations multinationales où se conjugueraient les ressources naturelles, les moyens techniques, administratifs et financiers ainsi que les marchés de divers pays en développement dans des conditions mutuellement avantageuses, selon les principes de l'association.

146. Le secrétariat de la CNUCED a procédé à une série d'études[41] concernant les principales régions en développement en vue d'analyser un certain nombre d'entreprises multinationales en cours ou prévues. Il a retenu pour chaque région des opérations caractéristiques dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des transports, avec différentes associations de pays et diverses combinaisons de facteurs complémentaires. Il s'agissait avant tout de déterminer les obstacles rencontrés dans la pratique et les mécanismes — financiers, juridiques et institutionnels — qui pourraient aider à les surmonter et servir de cadre aux entreprises multinationales entre pays en développement. L'évaluation présentée dans les paragraphes qui suivent se fonde en grande partie sur ces études.

B. — Evaluation de l'expérience acquise et des tendances actuelles

1. *Les entreprises multinationales et la coopération économique entre pays en développement*

147. La plupart des entreprises communes qui ont été étudiées relèvent d'initiatives propres aux futurs partenaires, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public. Les nombreux travaux effectués à ce jour pour stimuler l'intégration et la coopération économique à l'échelle régionale ou sous-régionale n'ont guère eu d'effets sur les entreprises multinationales entre pays en développement.

148. Les entreprises liées à des programmes d'intégration ou de coopération économique sont plutôt l'exception. Dans toutes les régions, la plupart des projets communs consistent en opérations isolées ou en un petit nombre de projets d'investissement solidaires dans un même secteur de l'économie. Les plus grandes réussites montrent une participation de deux ou trois pays au maximum.

149. Si l'on considère le nombre de projets réalisés, il s'avère que les opérations conçues sur une base bilatérale ou trilatérale ont été plus faciles à négocier et ont donné de

[40] L'expression "entreprises multinationales" s'entend ici des opérations auxquelles participent deux pays en développement ou plus et qui sont sous le contrôle de l'un au moins des pays participants.

[41] "Entreprises communes entre pays latino-américains" (TD/B/AC.19/R.2 et Corr.1); "Entreprises communes entre pays africains" (TD/B/AC.19/R.3); "Entreprises communes entre pays arabes" (TD/B/AC.19/R.5 et Corr.1 et Add.1); "Entreprises communes entre pays en développement d'Asie" (TD/B/AC.19/R.7 et Corr.1).

meilleurs résultats que la plupart des opérations multinationales entreprises par le passé en vue de coordonner ou d'harmoniser des plans nationaux de développement industriel, des programmes multisectoriels, etc. Toutefois, les résultats obtenus par le Groupe andin dans la planification commune de quelques secteurs industriels importants constituent une exception notable à cette règle.

150. L'entreprise multinationale est axée sur un projet unique de coopération qui suppose une communauté d'objectifs et d'intérêts entre les futurs partenaires et qui peut être mis en œuvre par un mécanisme interne d'équilibrage. Du fait que les objectifs et les intérêts sont concordants, elle échappe aux difficultés d'une coopération industrielle conçue par des organismes de planification qui ne sont pas parties prenantes. En outre, l'opération a une portée limitée, les partenaires n'ont pas à prendre d'engagements complexes touchant un grand nombre de projets solidaires ou relevant de la politique industrielle en général. C'est donc une formule souple qui peut stimuler la coopération entre les pays en développement, sur une base bilatérale ou trilatérale, soit à l'intérieur d'une même région économique soit entre pays appartenant à des régions différentes.

2. *Secteurs d'activité*

151. Les pays en développement coopèrent depuis longtemps et avec succès pour la fourniture de services et l'établissement d'infrastructures, mais ils n'ont que rarement mis sur pied des entreprises multinationales à cette fin. Les premiers succès tiennent peut-être à ce que les objectifs communs des pays participants étaient relativement faciles à identifier dans des domaines tels que la construction de routes, de chemins de fer ou d'aéroports, l'interconnexion des réseaux d'énergie électrique et l'aménagement des bassins fluviaux. Les choses se faisaient souvent entre pays voisins, parfois entre pays côtiers et pays sans littoral pour lesquels la coopération est une nécessité. En outre, il était facile d'obtenir une aide financière internationale, non seulement au stade du préinvestissement mais même au stade de l'exécution et cela à des conditions particulièrement favorables.

152. On peut en dire autant des services, où le succès d'activités communes dans des branches telles que les banques commerciales, la réassurance, le tourisme ou les entreprises générales a été également favorisé par des objectifs communs que l'on pouvait déterminer aisément, par une certains facilité à établir la faisabilité des projets et par la simplicité des moyens sur le plan technologique.

153. En revanche, la tâche est plus ardue pour les entreprises multinationales dans le secteur industriel, où il faut un savoir-faire technique, des structures financières et des compétences administratives d'un caractère complexe, qui doivent être fournis principalement par les partenaires. C'est pourquoi, on en trouve surtout des exemples dans les branches où l'un des partenaires au moins a une expérience de la fabrication des produits finis ou du matériel requis, ou bien a mis au point sa technologie propre. Il s'agit en général d'industries moyennes (biens de consommation, fabrications métalliques, constructions mécaniques) qui font appel à une technologie relativement simple et n'exigent pas trop de capitaux et qui sont déjà bien établis dans certains pays en développement les plus avancés.

3. *Objectifs*

154. Dans la majorité des exemples considérés, l'objectif des partenaires se limitait à un rendement raisonnable des investissements. Les considérations d'ordre commercial pesaient lourd dans la balance, tant du point de vue des investisseurs extérieurs que du pays hôte. Les investisseurs étrangers participant à une entreprise multinationale cherchaient à préserver leurs débouchés traditionnels dans les pays qui protégeaient leur industrie ou à s'ouvrir de nouveaux marchés pour leurs biens d'équipement, leurs produits intermédiaires ou leurs technologies propres. Les uns attendaient l'occasion de faire un investissement rémunérateur avec des fonds excédentaires, d'autres désiraient garantir à leurs industries de transformation un approvisionnement sûr en matières premières. Les motivations du pays hôte étaient d'ordre plus général : se procurer la technologie, les moyens financiers et les compétences administratives nécessaires, créer des emplois et favoriser une industrialisation orientée vers le remplacement des importations. Si les investisseurs des pays en développement étaient parfois en mesure d'accorder des conditions plus intéressantes que ceux des pays développés, il n'y avait souvent pas de différence fondamentale dans la nature de leur contribution.

155. En fait, à l'heure actuelle, un certain nombre d'entreprises multinationales entre pays en développement suivent de près le modèle traditionnel des investissements étrangers qui consiste simplement en une prise de participation des entreprises étrangères privées qui travaillent pour le marché du pays hôte. Elles ne diffèrent pas à cet égard de celles qui sont mises sur pied par les pays développés. Mais on peut imaginer que, dans certaines circonstances, la participation au capital d'un pays en développement pourrait permettre aux pays d'accueil de dissocier les éléments technologiques, financiers et administratifs du projet, qui constituent souvent un bloc dans les entreprises communes avec des pays développés.

156. Il existe une variante à ce type d'entreprise multinationale, le pays partenaire apportant à la fois capitaux et technologies. Cette formule a l'avantage d'offrir au pays hôte la possibilité de recourir aux technologies propres à des pays en développement, au lieu de celles qui sont utilisées et fournies par les pays développés.

157. Rares sont les entreprises multinationales axées sur la production qui aient pour but de tirer parti des économies d'échelle découlant de l'association des marchés, d'activités conjointes de recherche-développement, ou de l'exploitation et de la transformation en commun de produits de base aux fins d'exportation. La principale exception se rencontre dans le secteur de l'agriculture et de l'énergie. Mais ici, comme pour les projets concernant l'infrastructure, où le secteur public joue un rôle pré-

dominant, les objectifs généraux mentionnés ci-dessus (par. 154) sont généralement secondaires.

158. Sous leur forme actuelle, les entreprises multinationales de coopération industrielle n'ont donc guère servi à accroître l'interdépendance des pays en développement ni beaucoup contribué à augmenter la production pour répondre aux besoins essentiels de la population de ces pays.

159. Le principal écueil auquel se heurtent les entreprises multinationales est peut-être que chacune des phases du projet est traitée isolément par un agent indépendant. Le système pèche par un défaut de coordination entre les différents agents et les phases successives de l'opération, alors que les choses devraient se dérouler de façon continue depuis l'élaboration du projet jusqu'au terme de sa réalisation.

160. Le problème n'est cependant pas insurmontable et l'on peut concevoir des solutions telles que cet instrument de coopération économique entre pays en développement puisse être adopté dans l'intérêt réciproque des divers partenaires. Même l'écart technologique pourrait être comblé par voie d'arrangements trilatéraux, un premier pays offrant l'occasion d'investir, un second apportant les capitaux, un troisième fournissant la technologie et les services de gestion. En tout cas, la désagrégation du bloc des ressources financières, technologiques et administratives faciliterait l'achat, sur une base contractuelle, des éléments marquants aux pays développés, sans que ceux-ci participent à part entière à l'entreprise multilatérale. Cette solution est probablement la meilleure tant que les pays en développement ne peuvent se passer de la technologie des pays développés.

C. – Mesures visant à encourager la coopération entre pays en développement dans le domaine de la production

1. *Principes directeurs pour une action future aux niveaux national, bilatéral, régional ou interrégional*

161. Il n'existe pas, à l'échelon mondial, de structure institutionnelle destinée à promouvoir systématiquement la coopération entre pays en développement dans les secteurs de la production, et les efforts régionaux en la matière sont encore à l'état d'ébauche. Certaines mesures isolées ont été prises, mais elles ne couvrent pas encore de manière systématique tous les maillons de la chaîne ni tous les aspects du problème.

162. En premier lieu, il importe de reconnaître au plan politique le rôle que les entreprises multinationales peuvent jouer en tant qu'instruments de coopération dans les domaines de l'industrie, de la science et de la technologie, des transports et autres services. Il conviendrait donc de préciser les objectifs fondamentaux de cette coopération, qui servirait de base aux efforts concertés en vue de parvenir à l'autonomie collective. Dans cet esprit, on pourrait envisager que les entreprises multinationales entre pays en développement bénéficient de conditions préférentielles par rapport aux investisseurs de pays tiers, à condition qu'elles adoptent des objectifs, des critères et des principes d'exploitation communs.

163. Dans certaines entreprises multinationales, la participation au capital est étroitement liée à des ententes pour le partage des marchés, à l'octroi de préférences commerciales ou à des accords à long terme pour l'écoulement du produit fini. Cette formule favorise une exploitation plus rationnelle et à une échelle plus grande que le marché national, mais elle soutient aussi l'intérêt du partenaire qui importe le produit final, même si celui-ci ne peut pas vraiment se mesurer aux produits analogues qui sont importés des pays développés.

164. D'autres entreprises ont pour but premier la transformation de matières premières complémentaires aux fins d'exportation vers d'autres pays en développement ou des pays développés.

165. A un stade plus avancé, ce système suppose le regroupement d'entreprises multinationales connexes chargées de l'extraction et de la transformation de matières premières et de l'exportation des produits vers le pays étranger, en même temps que la mise en place de l'infrastructure des transports et du réseau de commercialisation nécessaires.

166. L'amélioration de la base technologique des pays en développement ouvre à la coopération de vastes et riches perspectives. On pourrait à cet égard créer des bureaux d'étude et des instituts de recherche-développement sur une base multinationale. La coopération dans ce domaine ne consisterait pas nécessairement à créer des entreprises mais prendrait plutôt la forme d'engagements contractuels pour la réalisation d'objectifs déterminés en matière de recherche technologique.

167. Dans les cas précités, la conjonction des intérêts ne se limite pas à la participation au capital mais se fonde sur la complémentarité entre les facteurs et les marchés. Les éléments essentiels de la participation au capital (partage des risques, engagement à long terme, financement) pourraient être dissociés et remplacés par un ensemble d'autres intérêts communs. Ainsi, un arrangement associant des crédits à long terme, l'approvisionnement en facteurs de production intermédiaire et l'engagement d'écouler le produit fini, est une forme de coopération à la production qui a des chances de succès, même si le pays hôte fournit la totalité du capital. Il existe déjà une certaine tendance à réduire la participation financière du pays partenaire qui n'occupe plus de poste de direction dans plusieurs entreprises multinationales de pays en développement.

168. Etant donné les multiples possibilités de créer des entreprises multinationales entre pays en développement, il serait peut-être prématuré d'élaborer des modèles ou des directives précises pour les accords intergouvernementaux en vue de cette création. Tout au plus peut-on dégager certains éléments importants qui se retrouvent souvent dans les accords en question pour mieux concrétiser le principe des préférences. Il s'agir de l'octroi d'un traitement égal ou préférentiel aux matières premières et aux produits finis; des avantages fiscaux supérieurs à ceux qui sont accordés aux autres investisseurs étrangers; des facilités de transfert

de fonds pour assurer le bon fonctionnement de l'entreprise. On pourrait encore citer, en ce qui concerne les relations à long terme entre les partenaires, un contrôle de la direction qui préserve la souveraineté du pays hôte et des dispositions prévoyant que la direction et la majorité des parts passeront progressivement entre les mains du pays hôte dans un délai convenu d'un commun accord.

2. *Mesures à prendre à l'échelon national*

169. La participation du secteur public peut être déterminante pour le succès des entreprises multinationales. Les services gouvernementaux peuvent jouer un rôle essentiel en lançant le projet ou en s'y associant, soit directement, soit par le truchement d'organismes de financement du développement ou d'autres institutions du secteur public. Cette participation peut être particulièrement recommandée pour le pays qui accueille l'entreprise multinationale.

170. Diverses institutions nationales peuvent aussi contribuer fortement au succès des entreprises multinationales. Les établissements bancaires du pays hôte et du pays partenaire pourront prendre une part active aux opérations en finançant le capital circulant en devises, en fournissant des garanties ou en refinançant les crédits à l'exportation, etc. Les organismes de financement du développement devraient tenir compte des possibilités de coopération avec d'autres pays en développement et pourraient se doter à cette fin de services spéciaux. Les agents de l'Etat communiqueraient des renseignements aux autres pays en développement et aux institutions multilatérales compétentes sur les ressources du pays en ce qui concerne la technologie, l'assistance technique et les services de consultants.

171. Les gouvernements des pays participants peuvent prendre un certain nombre de mesures qui favoriseront grandement le bon fonctionnement des entreprises multinationales en place. Parmi ces mesures de soutien, on peut envisager les suivantes :

a) *Dispositions concernant les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce.* L'importation des facteurs de production en provenance des pays participants aux fins de transformation commune devrait être largement libéralisée. S'il y a partage des marchés, les pays importateurs devraient accorder l'entrée en franchise aux produits fabriqués par l'entreprise. A cette mesure pourraient s'ajouter soit une marge de protection contre la concurrence des pays tiers, soit l'engagement d'écouler certaines quantités de la part des pays importateurs. Dans l'un et l'autre cas, il faudrait s'entendre au préalable sur les prix, la qualité et les normes.

b) *Dispositions concernant le change.* Certains ajustements du système des changes peuvent être nécessaires pour permettre le transfert régulier des recettes d'exportation, des intérêts, des dividendes, des salaires et des capitaux entre les pays participants.

c) *Avantages fiscaux.* Les entreprises communes qui répondent aux objectifs du développement national devraient bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les entreprises nationales du pays hôte. On pourrait même prévoir un statut spécial en faveur des industries hautement prioritaires.

d) *Dispositions concernant la gestion et la politique générale.* Il faudrait définir clairement les grands axes de chaque entreprise multinationale en particulier, notamment fixer les règles courantes de gestion et s'entendre sur la formulation de la politique générale.

3. *Mesures à prendre à l'échelon multinational*

172. On pourrait envisager une institutions interrégionale chargée de promouvoir la coopération dans les divers secteurs de la production, qui serait rattachée au système des Nations Unies et dans laquelle le PNUD, la CNUCED, les commissions régionales, l'ONUDI et la FAO fourniraient, en commun, selon leurs compétences respectives, l'appareil technique nécessaire pour déterminer et évaluer les possibilités ainsi que pour réunir ces groupes de travail ou de négociation intergouvernementaux aux fins d'accords sur des propositions précises. Les banques régionales et sous-régionales de développement devraient être associées étroitement à ces efforts.

173. L'une des premières choses à faire serait de dresser l'inventaire des projets multinationaux possibles dans chaque région, comme celui qui doit l'être pour les pays arabes, par le Fonds arabe pour le développement économique et social avec le soutien du PNUD et de la CNUCED, ou comme ils l'ont déjà été, en ce qui concerne l'infrastructure, pour l'Amérique latine par la BID. Les institutions financières régionales et sous-régionales et les banques nationales de développement devraient participer à ces travaux.

174. Parallèlement, les projets multinationaux posent un problème de planification et d'évaluation surtout si l'on considère les économies d'échelle qui doivent être réalisées. Les rares données dont disposent les pays en développement sont généralement recueillies et classées sur une base nationale et ne sont souvent pas comparables avec celles des pays voisins. Il faut donc que les données technologiques nécessaires pour analyser un projet multinational soient rassemblées sur une base régionale. Pour chaque secteur de la production, des données sur le secteur lui-même et sur les caractéristiques de l'activité envisagée seront indispensables. Il se peut que des organismes des Nations Unies ou des institutions financières comme la Banque mondiale possèdent ce genre de données, mais il faudra de toute évidence les classer, les compléter et les tenir à jour. Aussi pourrait-on demander à ces organismes et à ces institutions de créer une ou plusieurs banques de données.

175. Les différences de niveau apparemment croissantes, entre les divers pays en développement ouvrent largement le champ à des transferts de technologie de l'un à l'autre. La création d'un centre mondial de technologie ou de centres régionaux et sous-régionaux, qui seraient rattachés à des institutions directement chargées du développement dans les secteurs de production, pourrait être un

moyen d'exploiter les possibilités dans ce domaine. Ces centres pourraient non seulement inventorier et évaluer les techniques existantes dans les pays en développement et aider à définir les principes et les questions à négocier en ce qui concerne les transferts mais aussi encourager des projets multinationaux en matière de recherche technologique dans les pays en développement.

176. Les organismes compétents des Nations Unies et/ou les institutions régionales ou sous-régionales de financement devraient favoriser les contacts entre les entreprises industrielles, publiques ou privées, des pays en développement qui seraient désireuses de participer à des entreprises multinationales. Ils pourraient patronner des réunions sectorielles entre des investisseurs éventuels et les institutions nationales de financement et de développement afin de trouver dans les pays eux-mêmes et auprès de leurs institutions multilatérales, les partenaires capables d'apporter la technologie, les fonds et les compétences nécessaires.

177. Pour faciliter l'élaboration et le financement des projets d'entreprises multinationales, les banques régionales et sous-régionales de développement devraient donner la préférence à des opérations de préinvestissements à fonds perdus au titre de la coopération dans les secteurs de la production. Elles pourraient également participer au capital social d'entreprises de production dans la mesure où leurs statuts le leur permettraient. A défaut, elles pourraient créer des filiales spécialement conçues à cette fin. En outre, les activités de la SFI pourraient être élargies au bénéfice d'entreprises multinationales entre pays en développement. La participation de ces institutions au capital, si modeste soit-elle, inciterait à de nouveaux engagements et renforcerait la confiance dans les entreprises multinationales.

178. Sous ses diverses formes, l'action internationale de soutien doit avoir pour but de permettre aux pays les moins avancés industriellement de prendre part, dans des conditions satisfaisantes, à la coopération régionale et interrégionale. On pourrait à cette fin prévoir des arrangements financiers spéciaux, des programmes d'assistance technique et des concessions spéciales sur le modèle des groupements d'intégration qui réservent certaines possibilités d'investissement et certaines activités industrielles aux partenaires les moins avancés.

CHAPITRE V

Coopération financière entre pays en développement

A. – Introduction

179. Dans le passé, la coopération financière entre pays en développement a pris des formes diverses, la plus fréquente ayant été la création d'organismes financiers de développement aux niveaux régional et sous-régional, aux quels les emprunteurs futurs ont apporté leur souscription en capital, généralement complétée par des ressources extérieures à la région[42]. Les autres efforts de coopération dans le domaine financier se sont inévitablement limités à des accords monétaires peu ambitieux et/ou à court terme (voir chap. IV ci-dessus), ou à des relations spéciales[43], en raison des problèmes de longue date afférents aux balances des paiements des pays en développement et de leur souci d'importer des capitaux à long terme plutôt que d'en exporter.

180. Avec l'accumulation d'excédents financiers dans certains pays membres de l'OPEP, on a pu envisager pour la première fois d'importants programmes de coopération financière entre pays en développement, comportant l'acheminement de capitaux à long terme de ces pays excédentaires vers les pays en développement déficitaires. Etant donné la dégradation de la balance des paiements de la plupart des pays en développement, en particulier de ceux reconnus comme étant le plus gravement touchés par la hausse des prix à l'importation combinée à la baisse de la demande et des prix de leurs produits d'exportation, il vaut la peine d'examiner de quelle façon et dans quelle mesure les pays disposant d'excédents ont relevé le défi car on pourra ainsi évaluer l'application du principe de l'autonomie collective énoncée dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international[44].

181. Le présent chapitre a pour objet de rassembler des données pertinentes sur la façon dont les pays membres de l'OPEP qui étaient en mesure de le faire ont relevé ce défi. Il n'y a pas encore eu de collecte systématique et régulière des données concernant les courants financiers entre les pays de l'OPEP et d'autres pays en développement et les statistiques rassemblées jusqu'à présent dans ce domaine sont tirées essentiellement de communiqués de presse et de renseignements fournis sporadiquement par les pays bénéficiaires. Les renseignements que contient ce chapitre ont été rassemblés par deux consultants de la CNUCED auprès des pays arabes et du Venezuela et par le secrétariat lui-même au Nigéria et complétés par des données fournies

[42] Il y a eu cependant quelques exceptions mineures, des pays en développement ayant apporté leur contribution sans avoir la perspective d'emprunter à l'organisme en question; on peut citer la contribution du Brésil au Fonds africain de développement, la souscription d'un consortium yougoslave au capital de la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et la participation de la Côte d'Ivoire au Fonds d'entraide et de garantie des emprunts du Conseil de l'entente.

[43] Par exemple le programme d'aide au développement de l'Inde au Népal et les dispositions fiscales de compensation des Etats côtiers de l'UDEAC en faveur de la République centrafricaine, pays sans littoral.

[44] Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, section VII, paragraphe 1.

par le secrétariat de l'OCDE et la Banque mondiale[45]. La compilation présentée ici est donc la première à être fondée largement sur des renseignements communiqués par les gouvernements donneurs eux-mêmes et par les institutions et fonds multilatéraux qu'ils ont mis en place, et qui sont pour la plupart de création toute récente.

182. L'absence d'un système général de rassemblement des renseignements dans chacun des nouveaux pays donneurs aussi bien qu'entre ces pays et une institution internationale rend impossible la présentation de données exhaustives et parfaitement exactes. Néanmoins, le fait que l'essentiel des données ait été obtenu auprès des gouvernements donneurs concernés devrait rendre les résultats plus sûrs que les tentatives précédentes, qui reposaient essentiellement sur des articles de journaux et des données fournies par les bénéficiaires. Comme la presse accorde de moins en moins d'intérêt et de place à la question, la méthode directe de rassemblement des données s'impose encore davantage.

B. – Problèmes de définition

183. Les définitions utilisées ci-après sont nécessairement moins rigoureuses que celles que le CAD applique aux apports financiers des pays développés à économie de marché. C'est le cas en particulier pour les engagements, enregistrés dès qu'un accord de principe sur une somme précise a été réalisé, même si un acte juridique entièrement obligatoire, assorti de clauses spécifiques, n'a pas été conclu en attendant le résultat des études de faisabilité.

184. Dans les cas où les clauses exactes n'étaient pas connues, la classification des engagements selon qu'ils étaient assortis ou non de conditions libérales ne pouvait être qu'arbitraire. Lorsque des engagements assortis ou non de telles conditions sont inclus dans un engagement d'ensemble, celui-ci a été considéré globalement comme engagement à des conditions libérales. C'est pourquoi, les engagements en général et l'élément de libéralité en particulier sont surévalués.

185. D'autre part, les chiffres des décaissements ont été enregistrés seulement pour les paiements confirmés; or, les paiements prévus mais non confirmés pourraient grossir les chiffres; de ce fait, les décaissements sont sans doute légèrement sous-évalués, en particulier pour le premier semestre 1975.

186. Il est admis que les chiffres de la Banque mondiale pour le PNB des pays membres de l'OPEP sont sujets à une grande marge d'erreur (en particulier pour les petits Etats du Golfe), encore accrue par les effets de la hausse importante des cours du pétrole en 1973. Pour ne pas donner une impression de précision fallacieuse, les apports financiers en pourcentage du PNB ont été arrondis à l'unité la plus proche lorsqu'ils dépassaient 1 p. 100, à la décimale la plus proche lorsqu'ils étaient situés entre 0,1 p. 100 et 1 p. 100 et à la deuxième décimale la plus proche lorsqu'ils étaient inférieurs à 0,1 p. 100.

187. Selon les définitions utilisées par le CAD, les expressions "aide publique au développement" et "assorti de conditions libérales" ont été appliquées à des prêts qui comportent un élément de libéralité de 25 p. 100 ou plus, basé sur un taux de réduction de 10 p. 100.

188. La définition des "pays en développement" est fondée sur la liste type utilisée par la CNUCED pour les bénéficiaires d'une aide au développement (c'est-à-dire les pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud) plus Malte, le Portugal, l'Espagne, la Turquie et la Yougoslavie, sauf indication contraire.

189. C'est à titre d'information plutôt que comme exemple de coopération financière entre pays en développement que le mécanisme pétrolier du FMI a été inclus. Cela s'explique parce que : *a)* les pays développés à économie de marché ont profité de ce mécanisme et avaient absorbé 58,5 p. 100 de la totalité des tirages au 31 octobre 1975; *b)* les prêts au mécanisme pétrolier ne diminuent pas les liquidités des pays prêteurs dans la mesure où ils peuvent en demander le remboursement; si à un moment quelconque ils invoquent un besoin de balance des paiements auprès du FMI, le Fonds sera tenu de "donner le bénéfice du doute, en cas d'incertitude, aux assertions du prêteur"[46].

190. Le présent chapitre s'applique seulement aux dix pays membres de l'OPEP qui sont à même d'envisager des programmes financiers de coopération; l'Indonésie, l'Equateur et le Gabon sont donc exclus. Certains pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP (Bahreïn, Oman et Trinité-et-Tobago) ont pris des mesures isolées qui auraient pu à juste titre être incluses, mais les apports financiers de ces pays ne sont pas d'une importance comparable à ceux des pays membres de l'OPEP[47].

C. – Volume des apports

1. *Engagements*

191. Le montant global des engagements a plus que quintuplé entre 1973 et 1974 pour atteindre un chiffre de l'ordre de 15 milliards de dollars, qui se répartit à peu près également entre les engagements bilatéraux et les enga-

[45] M. R. El Sayed a rassemblé les renseignements sur tous les programmes des pays arabes de même que sur les organismes multilatéraux créés par les pays arabes et islamiques. M. J. Gonzalez del Valle a fourni les renseignements sur le programme vénézuélien et son évaluation; quant aux renseignements concernant l'Iran, ils sont presque exclusivement fondés sur les données de l'OCDE et de la Banque mondiale. Les données détaillées que contient le présent chapitre sont tirées du rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé *Solidarité financière et développement : activités et institutions des pays membres de l'OPEP* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.D.4).

[46] FMI, *Rapport annuel, 1974*, Washington (D.C.), 1974, appendice II, p. 137.

[47] D'après les données rassemblées par la Banque mondiale, le montant, en millions de dollars, en engagements (E) et des décaissements (D) de Bahreïn, Oman et Trinité-et-Tobago a été le suivant : 1973 : E = 7,9, D = 1,5; 1974 : E = 144,3, D = 65,9; 1975 (janvier-juin) : E = 13,4, D = 6,5.

gements multilatéraux (tableau 5). Les engagements pris durant le premier semestre de 1975 correspondent à un total annuel largement supérieur à 21 milliards de dollars, avec une nette prépondérance des engagements bilatéraux sur les autres (dans la proportion de 3/4 environ). Tant en 1974 qu'en 1975, les engagements à des conditions libérales et les engagements à des conditions commerciales se sont sensiblement équilibrés[48]. A titre de comparaison, en 1974, le montant des engagements à des conditions libérales venant de pays membres du CAD s'est élevé à environ 15 milliards de dollars, soit le double seulement du montant des engagements d'aide à des conditions de faveur émanant des pays de l'OPEP, bien que le premier groupe de pays ait un PNB presque 19 fois plus élevé que celui des dix pays membres de l'OPEP considérés dans le présent rapport.

192. Ce sont là des chiffres impressionnants, mais qu'il convient, pour diverses raisons, d'assortir de certaines réserves. Premièrement, de nombreux engagements sont pris au niveau politique le plus élevé sans pour autant que des projets précis, étayés par des études de faisabilité détaillées, soient prévus pour leur mise en œuvre[49]. Etant donné que les engagements non assortis de conditions libérales visent dans la plupart des cas l'exécution de projets, les décaissements y afférents sont subordonnés à la préparation et à l'approbation de toute une série d'études de faisabilité. Dans la mesure où les projets sont exécutés, les décaissements ont donc des chances de n'intervenir que des années plus tard. Deuxièmement, les engagements au titre de programmes portant sur plusieurs années ont nécessairement un caractère "global" et tendent à gonfler la valeur des engagements au début de l'exécution du programme de coopération considéré. Ainsi, l'accord conclu entre le Venezuela et les pays d'Amérique centrale, qui porte, selon les estimations, sur près de 800 millions de dollars, ou la création d'un Fonds de dépôt de 500 millions de dollars auprès de la BID sous-entend des décaissements échelonnés sur un certain nombre d'années mais sans que l'on puisse s'attendre pour cela à des engagements de la même ampleur d'une année sur l'autre. Troisièmement, il y a des chances que, pour plusieurs pays de l'OPEP ayant une grande capacité d'absorption, les excédents importants qui ont été accumulés immédiatement après que le cours de leur principal produit d'exportation ait quadruplé n'aient qu'un caractère passager. Il ne faut donc pas attendre de ces pays qu'une fois leurs excédents résorbés ils continuent à prendre des engagements aussi importants que pendant cette période de réajustement exceptionnelle. Ce genre de situation ne saurait être mieux illustré que par l'Iran qui venait aussitôt après l'Arabie Saoudite en ce qui concerne le montant total des engagements durant 1974 et qui a annoncé au début de 1975 qu'il ne prendrait pas d'autres engagements jusqu'à ce qu'il dispose à nouveau d'excédents financiers.

193. Compte tenu des sérieuses réserves exposées ci-dessus, on peut se demander s'il ne faudrait pas, à l'avenir, en compilant des données, appliquer des critères plus rigoureux pour l'évaluation des engagements, de façon à pouvoir obtenir de meilleures prévisions davantage en rapport avec le montant des décaissements à attendre.

2. *Décaissements*

194. Le flux de l'aide à des conditions libérales consentie par les pays membres de l'OPEP aux autres pays en développement et aux institutions multilatérales, mesuré d'après le montant des décaissements réels, a plus que triplé entre 1973 et 1974 pour dépasser 3,4 milliards de dollars; il s'est maintenu à ce niveau durant le premier semestre de 1975 (voir le tableau 3). Pendant toute cette période, les apports ont été essentiellement de nature bilatérale (à raison de 88 p. 100 en 1974 et de 87 p. 100 en 1975). La contribution de l'OPEP est devenue un facteur important dans l'effort global d'aide au développement, non seulement en valeur absolue, mais aussi par rapport au chiffre du PNB des différents pays donneurs, comme le montre le tableau ci-après, qui compare le montant net de l'aide publique au développement fournie aux pays en développement[50] et aux institutions multilatérales par les pays membres du CAD et les sommes fournies à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP.

	1973		*1974*	
	Millions de dollars	*Pourcentage du PNB*	*Millions de dollars*	*Pourcentage du PNB*
CAD	9 375,9	0,30	11 304,0	0,33
OPEP	1 074,7	1,1	3 499,8	1,9
Total	10 450,6		14 803,8	
Part de l'OPEP (en pourcentage)	10,3		23,6	

195. Si l'on devait juger le niveau des apports des dix pays donneurs membres de l'OPEP en fonction de l'objectif d'aide publique au développement fixé pour les pays développés, soit 0,7 p. 100 du PNB, la moitié de ces pays auraient atteint cette norme en 1973 et trois seulement n'y auraient pas satisfait en 1974. Au premier semestre de 1975, au moins cinq pays membres de l'OPEP[51] auraient atteint ce pourcentage sans même avoir à effectuer d'autres décaissements au cours du second semestre. D'après ce critère, Qatar est venu largement en tête avec des verse-

[48] La classification des engagements selon qu'ils sont assortis ou non de conditions libérales peut entraîner une certaine marge d'erreur car dans certains cas les conditions mises aux engagements ne sont pas précisées, ou sont susceptibles d'être modifiées avant la signature d'un accord ayant force obligatoire.

[49] Il n'est fait état d'engagements pris par les pays membres du CAD que lorsque le donneur a promis fermement de fournir une aide dont il a spécifié le montant, l'objet, les modalités et les conditions de financement. En supposant un décalage moyen de deux ans entre les décaissements effectifs et le moment où sont pris les engagements, le taux d'exécution est proche de 100 p. 100.

[50] Y compris les apports financiers aux pays bénéficiaires d'Europe méridionale.

[51] Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et République arabe libyenne, qui sont généralement considérés comme les pays membres de l'OPEP possédant le potentiel d'excédents à moyen terme le plus élevé.

TABLEAU 3. – **Ressources financières à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP aux pays**

	Engagements								
	Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Total*		
Donneur	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*
Algérie	21,57	6,56	..	20,60	127,70	..	42,17	134,26	..
Arabie Saoudite	510,70	1 657,13	1 862,77	50,70	452,00	28,50	561,40	2 109,13	1 891,27
Emirats arabes unis	107,97	601,96	753,76	0,50	202,50	3,50	108,47	804,46	739,26
Irak	112,50	447,32	318,17	37,60	48,60	0,50	150,10	495,92	318,67
Iran	10,40	1 836,00	1 636,40	–	20,00	4,40	10,40	1 856,00	1 642,80
Koweït	365,60	748,62	935,50	20,90	240,30	2,00	386,50	988,92	937,50
Nigéria	4,30	5,30	..	2,00	16,90	81,30	6,30	22,20	81,30
Qatar	93,72	208,43	161,20	20,30	55,20	–	114,02	263,63	161,20
République arabe libyenne	775,91	133,25	61,45	1,10	264,00	–	777,01	397,25	61,45
Venezuela	–	20,00	..	1,00	81,00	1,50	1,00	101,00	1,50
Total	2 002,67	5 664,57	5 713,25	154,70	1 508,20	121,70	2 157,37	7 172,77	5 834,95

ments dépassant 10 p. 100 de son PNB, tant en 1973 qu'en 1974. Pendant les 30 mois couverts par le présent rapport (janvier 1973 à juin 1975), en valeur absolue, les principaux fournisseurs d'aide à des conditions de faveur ont été le Koweït avec 1 milliard 654 millions de dollars et l'Arabie Saoudite avec 1 milliard 479 millions, suivis par les Emirats arabes unis avec 826 millions, puis par la République arabe libyenne, l'Irak et Qatar qui ont fourni chacun un apport de l'ordre de 500 millions de dollars. Si l'on s'en tient uniquement aux chiffres de 1974, l'Arabie Saoudite viendrait au cinquième rang dans le groupe des pays donneurs membres du CAD, après les Etats-Unis d'Amérique, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Japon; le Koweït pour sa part aurait occupé la septième place parmi les 17 pays membres du CAD.

196. Le volume des crédits à conditions non libérales fournis par les pays de l'OPEP à des pays en développement et à des institutions multilatérales a augmenté plus encore entre 1973 et 1974, passant de 0,4 à 3,6 milliards de dollars, et le rythme de ces apports s'est encore accéléré durant le premier semestre de 1975 (voir le tableau 4). Contraitement à l'aide accordée à des conditions libérales, il s'agissait dans une large mesure d'assistance multilatérale. En 1974, les apports à des conditions non libérales ont pris pour plus de la moitié la forme de prêts consentis au mécanisme pétrolier du FMI et durant le premier semestre de 1975, ils ont encore été absorbés par cet organisme pour près de 40 p. 100[52]. Quant au reste, il a été consacré à l'achat d'obligations de la BIRD dans la proportion de 80 p. 100 (soit 1 milliard 419 millions de dollars) en 1974 et de 45 p. 100 (soit 725 millions de dollars) durant le premier semestre de 1975.

197. Si l'on ne tient compte que des apports bilatéraux, le Koweït a fourni à lui seul, en 1974 et durant le premier semestre de 1975, plus de 80 p. 100 du montant total des apports de l'OPEP. En 1974, les ressources financières transférées à des conditions commerciales par le Koweït ont été consacrées à la prise de participation dans plusieurs coentreprises financières, à l'achat d'obligations et à des dépôts effectués par la Banque centrale du Koweït dans les banques centrales de plusieurs pays africains. Le volume relativement important des courants financiers enregistré en 1975 s'explique en grande partie par les dépôts que la Banque centrale du Koweït a effectués dans la banque centrale et les banques commerciales d'Egypte (660 millions de dollars) ainsi que par les accords bilatéraux sur le pétrole conclus entre le Venezuela et les pays d'Amérique centrale (86 millions de dollars).

198. En comparant les apports des pays membres de l'OPEP à des conditions commerciales et les "autres apports du secteur public" des pays membres du CAD, on obtient pour 1974 des ordres de grandeur comparables:

	En millions de dollars	
	1973	*1974*
CAD : autres apports du secteur public	2 463	2 118
OPEP	404	1 777*

* Non compris les prêts au mécanisme pétrolier du FMI, qui ne figurent pas non plus dans les tableaux du CAD.

Il convient de noter que, pour les apports du CAD, les chiffres sont nets des amortissements, alors que, pour la part bilatérale des apports des pays membres de l'OPEP, il s'agit de montants bruts. Dans la pratique, cette distinction n'est guère importante, sauf en ce qui concerne les montants remboursés au Fonds du Koweït pour le développement économique arabe, qui ne se sont élevés qu'à

[52] Il faut noter que les prêts consentis au mécanisme pétrolier du FMI ne réduisent guère la liquidité des pays créditeurs et que les recettes de ce mécanisme ne sont pas exclusivement affectées aux pays en développement.

en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 *(en millions de dollars)*

Décaissements												
						Total						
Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Montant*			*En pourcentage du PNB*		*En pourcentage des exportations de pétrole*	
1973	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1973*	*1974*
21,57	5,15	..	0,60	20,40	..	22,17	25,55	..	0,3	0,2	2,0	0,6
290,40	879,69	121,50	0,70	88,40	98,00	291,10	968,09	219,50	3	3	5,9	3,1
82,48	457,16	242,05	0,50	40,50	3,00	82,98	497,66	245,05	3	7	8,0	7,2
3,00	389,32	6,00	0,70	78,60	7,50	3,70	467,92	13,50	0,06	4	0,3	6,9
0,40	427,70	262,70	..	20,00	..	8,40	447,70	262,70	0,00	1,0	0,01	2,1
337,60	582,60	637,90	0,90	66,30	29,00	338,50	648,90	666,90	5	3	15,9	7,4
4,30	0,90	..	1,20	9,10	..	5,50	10,00	..	0,04	0,04	0,3	0,1
93,72	208,43	161,20	0,30	15,70	5,00	94,02	224,13	166,20	16	11	26,1	11,8
234,19	120,00	81,45	1,10	43,90	44,30	235,29	163,90	125,75	4	1	10,6	2,4
–	15,00	..	1,00	31,00	23,40	1,00	46,00	23,40	0,01	0,3	0,04	0,5
1 067,66	3 085,95	1 512,80	7,00	413,90	210,20	1 074,66	3 499,85	1 723,00	1,1	1,9	4,9	3,3

14,3 millions de dinars koweïtiens (48,2 millions de dollars) au cours de la période de trois exercices financiers se terminant le 31 mai 1975.

199. Le tableau ci-dessous permet de comparer le montant total des transferts de ressources financières du secteur public des pays membres de l'OPEP à destination d'autres pays en développement et d'institutions multilatérales (voir le tableau 5) et le montant total des apports provenant du secteur public des pays membres du CAD (aide publique ou développement et autres apports en provenance du secteur public) :

	En millions de dollars	
	1973	*1974*
CAD	11 839	13 422
OPEP	1 478	5 277*
Total	13 317	18 699
Part de l'OPEP (en pourcentage)	11,1	28,2

* Non compris les prêts au mécanisme pétrolier du FMI, qui ne figurent pas non plus dans les tableaux du CAD.

200. Les apports de l'OPEP représentent actuellement une part importante dans le total des apports de ressources aux pays en développement et aux institutions multilatérales, mais il faut aussi tenir compte, dans leur évaluation, de la grave détérioration de la balance des paiements des pays en développement non exportateurs de pétrole, pour lesquels le déficit global des comptes courants est passé de 11 milliards 315 millions de dollars en 1973 à 32 milliards 106 millions de dollars en 1974, soit une augmentation de plus de 20 milliards de dollars[53], dont 12 milliards environ imputables au renchérissement du pétrole[54]. Bien que l'accroissement des apports à long terme aux pays en développement entre 1973 et 1974[55] soit pour la plus grande partie le fait de l'OPEP, le surplus des apports bilatéraux et des apports aux institutions multilatérales provenant de l'OPEP a couvert moins de 30 p. 100 des besoins financiers supplémentaires des pays en développement importateurs de pétrole pour 1974.

201. On peut donc se demander s'il serait possible de recycler une plus grande part des excédents de ressources de l'OPEP en les orientant vers les pays en développement importateurs de pétrole afin d'aider ces derniers à surmonter les difficultés croissantes qu'ils connaissent en matière de paiements. Il faudrait peut-être rechercher des moyens qui permettraient aux pays membres de l'OPEP de couvrir, en totalité ou en partie, le supplément de coût supporté par les pays importateurs, cela à des conditions commerciales mais à long terme (à l'exemple de l'accord conclu entre le Venezuela et les pays d'Amérique centrale ou des crédits pétroliers accordés par l'Iran à l'Inde et au Pakistan), tandis que l'ensemble de la communauté internationale financerait le coût de la bonification d'intérêt d'un tel plan.

D. – Répartition géographique des apports de l'OPEP

1. *Apports bilatéraux à des conditions libérales*

202. La répartition des apports bilatéraux assortis de conditions libérales (voir le tableau 6) indique, entre 1973 et 1974, une nette diversification en faveur des bénéficiaires

[53] Voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé : "La coopération financière internationale au service du développement : résultats enregistrés et besoins futurs" (TD/B/C.3/126 et Corr.1), tableau 3.

[54] Voir le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé : "Courants financiers à destination des pays en développement et en provenance de ces pays" (TD/B/C.3/125), note 12.

[55] "La coopération financière internationale au service du développement..." (TD/B/C.3/126 et Corr.1), par. 33.

TABLEAU 4. – Ressources financières transférées à des conditions commerciales par les pays membres de l'OPEP

	Engagements								
	Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Total*		
Donneur	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*
Arabie Saoudite	82,60	525,50	..	15,00	2 113,30	1 251,60	101,20	2 638,80	1 251,60
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	15,00	913,30	51,60	101,20	1 438,80	61,60
Emirats arabes unis	11,97	111,23	81,12	2,50	242,20	0,50	14,47	353,43	81,62
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	2,50	122,20	0,50	14,47	233,43	81,62
Irak	–	45,00	–	..	..	..	–	45,00	–
Iran	..	..	407,00	3,00	1 073,90	527,70	3,00	1 073,90	934,70
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	3,00	363,80	13,80	3,00	363,80	420,80
Koweït	111,98	308,21	1 611,39	166,80	701,70	241,00	278,78	1 009,91	1 852,39
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	166,80	221,70	1,00	278,78	529,91	1 612,39
Nigéria	..	..	..	1,10	359,50	272,50	1,10	359,50	272,50
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	1,10	239,50	32,50	1,10	239,50	32,50
Qatar	20,00	88,92	..	..	..	..	20,00	88,92	..
République arabe libyenne	120,54	161,89	227,00	106,30	6,50	9,20	226,84	168,39	236,20
Venezuela	..	..	792,20	–	1 086,60	749,20	–	1 086,60	1 541,40
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	–	546,60	509,20	–	546,60	1 301,40
Total	350,69	1 240,75	3 118,71	294,70	5 583,70	3 051,70	645,39	6 824,45	6 170,41
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	294,70	2 413,60	617,80	645,39	3 654,35	3 736,51

non arabes par rapport aux bénéficiaires arabes. Cette tendance était apparente en 1974 à la fois pour les engagements et pour les décaissements; elle s'est maintenue en 1975 pour les engagements et se maintiendra probablement aussi pour les décaissements[56]. Elle reflète dans une large mesure les nouveaux engagements et décaissements en faveur des trois pays du sous-continent indien, pour lesquels le total des engagements est passé de 4,2 p. 100 à 18,5 p. 100, et le total des décaissements de 3,2 p. 100 à 16,5 p. 100 entre 1973 et 1974.

203. Néanmoins, les apports bilatéraux à des conditions libérales demeurent fortement concentrés sur les bénéficiaires arabes. En valeur absolue, le total de l'aide financière bilatérale octroyée à des conditions libérales à des pays non arabes a été inférieur à 650 millions de dollars en 1974 et à 300 millions de dollars pour le premier semestre de 1975[57]. C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi les pays le plus gravement touchés[58] ne reçoivent que trois cinquièmes environ de cette aide, dont l'Egypte a obtenu, à elle seule plus de la moitié en 1974 et un pourcentage atteignant 58 p. 100 durant le premier semestre de 1975 (voir le tableau ci-contre). En réalité, pendant la période considérée, sur les 42 pays le plus gravement touchés, 24 seulement ont bénéficié de transferts bilatéraux à des conditions libérales de la part de donneurs membres de l'OPEP.

2. *Apports bilatéraux à des conditions commerciales*

204. Le montant des apports bilatéraux non assortis de conditions libérales a été beaucoup plus faible et beaucoup plus variable que celui des apports bilatéraux assortis de conditions libérales, en particulier en ce qui concerne les décaissements[59], ce qui rend difficile la détermination d'une tendance, comme le montre le tableau de la page 298.

[56] Si l'on en juge d'après les chiffres fournis, la part des pays arabes dans les décaissements n'a pas varié pour le premier semestre de 1975, mais cette conclusion ne reflète pas nécessairement avec exactitude la tendance sous-jacente, car il est probable que certains décaissements en faveur de l'Inde, principal bénéficiaire non arabe en 1974, n'ont pas encore été signalés.

[57] A titre de comparaison, Oman, pays exportateur de pétrole et lui-même donneur peu important avec une population de moins de 1 million d'habitants, a reçu 123 millions de dollars en 1974 et 52 millions de dollars durant le premier semestre de 1975.

[58] On entend ici les pays dont le nom figure sur la liste établie à la date du 1er mai 1975 par le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport "Opération d'urgence des Nations Unies" (A/10201), tableau A.

[59] Le fait que les décaissements ont beaucoup augmenté en 1975 s'explique dans une large mesure par les 600 millions de dollars que le Koweït a déposés au début de 1975 à la Banque centrale d'Egypte.

aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975 *(en millions de dollars)*

Décaissements											
						Total					
Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Montant*			*En pourcentage du PNB*		*En pourcentage des exportations de pétrole*	
1973	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1973*	*1974*
..	15,00	..	15,00	1 226,30	801,40	15,00	1 241,30	801,40	0,1	4	0,13	4,0
..	..	..	15,00	538,30	393,40	15,00	553,30	393,40	0,1	2	0,13	1,8
n.d.	n.d.	n.d.	2,50	157,10	34,60	2,50	157,10	34,60	0,1	2	0,2	2,3
n.d.	n.d.	n.d.	2,50	79,00	10,60	2,50	79,00	10,60	0,1	1	0,2	1,1
..	..	..	..	..	..	n.d.	n.d.	..				
..	..	140,00	3,00	746,70	242,70	3,00	746,70	382,70	0,01	2	0,08	3,6
..	..	..	3,00	288,80	88,80	3,00	288,80	228,80	0,01	0,7	0,08	1,4
25,43	268,65	696,38	166,80	285,70	156,60	192,23	554,35	852,98	3	3	9,0	6,3
..	..	..	166,80	10,20	1,00	192,23	278,85	697,38	3	1	9,0	3,2
..	..	..	1,10	119,50	271,50	1,10	119,50	271,50	0,01	0,5	0,06	1,4
..	..	..	1,10	119,50	147,50	1,10	119,50	147,50	0,01	0,5	0,06	1,4
..	10,51	..	..	..	..	..	10,51	..	–	0,5		0,6
83,46	38,35	53,00	106,30	4,00	9,20	189,76	42,35	62,20	3	0,4	8,6	0,6
..	..	85,90	–	712,60	384,20	–	712,60	470,10	–	4	–	7,3
..	..	..	–	404,60	199,20	–	404,60	285,10	–	2	–	4,1
108,89	332,51	975,28	294,70	3 251,90	1 900,20	403,59	3 584,41	2 875,48	0,4	1,9	1,8	3,4
..	..	.. .. .	294,70	1 444,40	849,70	403,59	1 776,91	1 824,98	0,4	1,0	1,8	1,7

Répartition, entre les pays arabes et les pays le plus gravement touchés, des apports bilatéraux émanant des pays membres de l'OPEP et assortis de conditions libérales

(En pourcentage)

E = Engagements
D = Décaissements

	1973		*1974*		*1975, janv.-juin*	
	E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
Pays arabes	94,0	94,9	76,5	74,9	57,8	82,7
Pays le plus gravement touchés	76,7	60,7	73,4	60,8	71,8	64,2
Pays le plus gravement touchés, non compris l'Egypte	11,3	8,6	28,7	32,6	42,0	23,0

Source : tableau 6.

Alors que les engagements[60] et les décaissements indiquent, semble-t-il, une nette évolution en faveur des pays non arabes, le chiffre des décaissements pour le premier semestre de 1975 est à peine inférieur à celui de 1973. De façon générale, la part des pays arabes tant dans les engagements que dans les décaissements a été plus faible que leur part correspondante dans les apports à des conditions libérales (voir le tableau 7).

205. En ce qui concerne les engagements, la part des pays le plus gravement touchés, qui avait légèrement augmenté en 1974, semble avoir baissé au cours du premier semestre de 1975. Les décaissements en faveur de ces pays pris ensemble n'ont pas fait ressortir de tendance nette, mais compte non tenu des décaissements en faveur de l'Egypte, leur niveau annuel s'est établi aux environs de 70 millions de dollars en 1974 et de 80 millions de dollars en 1975, contre 30 millions de dollars environ en 1973.

[60] Il se peut que certains engagements iraniens d'un montant important en faveur de l'Afghanistan et de l'Egypte et considérés dans le présent rapport comme assortis de conditions libérales contiennent des éléments non libéraux. Si tel était le cas, les chiffres indiqueraient une part plus élevée pour l'ensemble des pays le plus gravement touchés.

TABLEAU 5. – Ressources financières transférées à des conditions libérales et commerciales par le

(En million

Donneur	*Engagements*								
	Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Total*		
	1973	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*
Algérie	21,57	6,56	..	20,60	127,70	..	42,17	134,26	..
Arabie Saoudite	596,90	2 182,63	1 862,77	65,70	2 565,30	1 280,10	662,60	4 747,93	3 142,8
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	65,70	1 365,30	80,10	662,60	3 547,93	1 942,8
Emirats arabes unis	119,94	713,19	816,88	3,00	444,70	4,00	122,94	1 157,89	820,8
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	3,00	324,70	4,00	122,94	1 037,89	820,8
Irak	112,50	492,32	318,17	37,60	48,60	0,50	150,10	540,92	318,6
Iran	10,40	1 836,00	2 045,40	3,00	1 093,90	532,90	13,40	2 929,90	2 577,5
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	3,00	383,80	18,20	13,40	2 219,80	2 063,6
Koweït	477,58	1 056,83	2 546,89	187,70	942,00	243,00	665,28	1 998,83	2 789,8
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	187,70	462,00	3,00	665,28	1 518,83	2 549,8
Nigéria	4,30	5,30	..	3,10	376,40	353,80	7,40	381,70	353,8
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	3,10	256,40	113,80	7,40	261,70	113,8
Qatar	113,72	297,35	161,20	20,30	55,20	–	134,02	352,55	161,2
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République arabe libyenne	896,45	295,14	288,45	107,40	270,50	9,20	1 003,85	565,64	297,6
Venezuela	–	20,00	792,20	1,00	1 167,60	750,70	1,00	1 687,60	1 042,9
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	1,00	627,60	510,70	1,00	1 147,60	802,9
Total	2 353,36	6 905,32	8 831,96	449,40	7 091,90	3 173,40	2 802,76	13 997,72	12 005,3
Non compris le mécanisme pétrolier du FMI	..	..	..	449,40	3 921,80	739,50	2 802,76	10 827,12	9 571,4

Répartition, entre les pays arabes et les pays le plus gravement touchés, des apports bilatéraux émanant des pays membres de l'OPEP et assortis de conditions commerciales

(En pourcentage)

E = Engagements
D = Décaissements

	1973		*1974*		*1975*	
	E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
Pays arabes	79,9	81,7	63,9	40,9	44,9	68,2
Pays le plus gravement touchés	68,0	50,7	65,3	26,8	50,4	76,0
Pays le plus gravement touchés, non compris l'Egypte	21,0	28,2	14,7	21,9	15 5	8,1

Source : tableau 7.

3. *Apports multilatéraux*

206. On trouvera indiqués au tableau 10[61] les décaissements effectués par cinq fonds et organismes multilatéraux qui tous, à l'exception d'un seul (le Fonds arabe de développement économique et social), ont été créés pour aider les pays touchés par la crise et sont financés en grande partie ou en totalité par les pays membres de l'OPEP. Pour la période allant de janvier 1973 à la fin de juin 1975, il ne ressort pas des chiffres donnés que les pays arabes aient été nettement plus favorisés (9,1 p. 100), cela malgré qu'en vertu de leur charte ou de leur acte constitutif, le Fonds arabe de développement économique et social et le Comité

[61] Les décaissements de la Banque mondiale ne figurent pas dans ce tableau car les apports de l'OPEP à cet organisme (2 milliards 438 millions de dollars durant la période considérée) ne représentent pas encore le gros de ses ressources financières disponibles aux fins de prêts.

ires de l'OPEP aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975

llars)

Décaissements												
						Total						
Bilatéraux			*Multilatéraux*			*Montant*			*En pourcentage du PNB*		*En pourcentage des exportations de pétrole*	
'3	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1973*	*1974*
,57	5,15	..	0,60	20,40	..	22,17	22,55	..	0,3	0,2	2,0	0,6
,40	894,69	121,50	15,70	1 314,70	899,40	306,10	2 209,39	1 020,90	3	6	6,2	7,2
	..	..	15,70	626,70	491,40	306,10	1 521,39	612,90	3	4	6,2	4,9
,48	457,16	242,05	3,00	197,60	37,60	85,48	654,76	279,65	4	9	8,3	9,5
	..	..	3,00	119,50	13,60	85,48	576,66	255,65	4	8	8,3	8,4
,00	389,32	6,00	0,70	78,60	7,50	3,70	467,92	13,50	0,06	4	0,23	6,9
,40	427,70	402,70	3,00	766,70	242,70	3,40	1 194,40	645,40	0,01	3	0,09	5,7
	..	..	3,00	308,80	88,80	3,40	736,50	491,50	0,01	2	0,09	3,5
,03	851,25	1 334,28	167,70	352,00	185,60	530,73	1 203,25	1 519,88	7	6	24,9	13,7
	..	..	167,70	76,50	30,00	530,73	927,75	1 364,28	7	5	24,9	10,5
,30	0,90	..	2,30	128,60	271,50	6,60	129,50	271,50	0,05	0,6	0,3	1,5
	..	..	2,30	128,60	147,50	6,60	129,50	147,50	0,05	0,6	0,3	1,5
,72	218,94	161,20	0,30	15,70	5,00	94,02	234,64	166,20	16	12	16,1	12,3
	..	..	..	..	..	..	..	..				
,65	158,35	134,45	107,40	47,90	53,50	425,05	206,25	187,95	7	2	10,2	3,0
	15,00	85,90	1,00	743,60	407,60	1,00	758,60	493,50	0,01	4	0,04	7,7
	..	..	1,00	435,60	222,60	1,00	450,60	308,50	0,01	2	0,04	4,6
,55	3 418,46	2 488,08	301,70	3 665,80	2 110,40	1 478,25	7 084,26	4 598,48	1,6	3,8	6,8	6,7
	..	..	301,70	1 858,30	1 059,90	1 478,25	5 276,76	3 547,98	1,6	2,9	6,8	5,0

spécial de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) pour l'allégement des charges financières des pays arabes importateurs de pétrole opèrent exclusivement dans les pays arabes. Le pourcentage des versements multilatéraux en faveur du groupe des pays le plus gravement touchés (62,7 p. 100) a été légèrement plus faible que celui des versements bilatéraux (64,1 p. 100) ce qui s'explique principalement par le rôle important du mécanisme pétrolier du FMI, qui a attribué au groupe des pays le plus gravement touchés moins de 60 p. 100 de l'ensemble des tirages effectués par les pays en développement non européens. En revanche, la totalité des ressources — modestes il est vrai — du Compte spécial des Nations Unies et près de 90 p. 100 des décaissements du Compte spécial de l'OPAEP pour l'allégement des charges financières des pays arabes importateurs de pétrole sont allés au groupe des pays le plus gravement touchés.

4. *Politiques de diversification des apports*

207. Tous les donneurs, anciens ou nouveaux, ont concentré dans le passé l'assistance bilatérale sur de petits groupes privilégiés[62]. Cependant, le recours aux voies multilatérales a pu réduire le degré de concentration et accroître l'importance des critères économiques dans la répartition des courants. Les moyens consistent à fournir un appui direct aux institutions multilatérales existantes, à constituer des fonds de dépôts dont la gestion leur sera confiée, ou à créer des fonds ou des institutions de caractère spécial ou permanent.

208. Au cas où les nouveaux donneurs appartenant à l'OPEP souhaiteraient conserver à leurs apports un caractère bilatéral, une meilleure coordination de leurs efforts leur permettrait peut-être d'obtenir des résultats plus conformes à leurs propres objectifs collectifs en matière de répartition des ressources.

[62] Ainsi, 39 pays ayant des liens spéciaux avec certains pays membres du CAD ont reçu, entre 1969 et 1972, 28 p. 100 du montant total des engagements au titre de l'aide publique au développement alors qu'ils ne représentent que 3 p. 100 de la population de l'ensemble des pays en développement (OCDE, *Coopération pour le développement. — Examen 1974*, Paris, 1974, p. 194).

TABLEAU 6

Apports bilatéraux fournis à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP aux pays en développement, janvier 1973 à juin 1975
(En millions de dollars)

Bénéficiaires	Engagements			Décaissements — Montant			Décaissements — Part de chaque bénéficiaire (en pourcentage)		
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin
Afghanistan†	..	29,70[a]	767,01	..	8,30	..		0,6	
Algérie*	7,46	7,48	..	7,46	7,48	..	0,7	0,2	
Bahreïn*	5,09	27,64	0,51	5,14	16,24	0,25	0,5	0,5	0,02
Bangladesh†	..	78,10	109,46	..	52,35	36,58		1,7	2,4
Bénin†	..	4,50	..	..	0,10	..		–	
Burundi†	1,00	2,00	..	1,00	2,00	..	0,1	0,1	
Egypte*†	1 310,56	2 530,93[a]	1 700,70	555,57	868,54[a]	622,92	52,0	28,1	11,2
Emirats arabes unis*	0,61	0,03	..	0,61	0,03	..	0,1	–	
Ethiopie†	..	1,00	..	..	1,10	..		0,03	
Gabon	..	..	3,00			3,00			0,2
Gambie	..	1,44	..	..	1,44	..		0,05	
Guinée†	..	15,20	..	..	14,00	..		0,5	
Guinée-Bissau†	..	1,50	2,72	..	1,50	2,02		0,05	0,1
Guinée équatoriale	..	16,00	0,50	..	16,00	..		0,5	
Guyane†	..	15,00	..	..	15,00	..		0,5	
Haute-Volta†	0,73	3,19	..	0,73	3,19	..	0,1	0,1	
Honduras†	..	5,00	..	..	..	..			
Inde†	50,00	235,00	845,56	..	235,00	83,00		7,6	5,5
Indonésie	..	0,06	120,00	..	0,06	..		0,0	
Jordanie*	111,88	224,86	179,10	94,38	189,45	81,58	8,8	6,1	5,4
Lesotho†	..	1,00	..	..	..	..			
Liban*	..	117,66	..	..	117,66	..		3,8	
Malaisie	..	..	178,30	..	..	..			
Mali†	0,66	8,22	31,70	0,66	8,22	1,00	0,1	0,3	0,1
Malte	..	5,00	..	..	5,00	..		0,2	
Maroc*	..	99,20	56,19	..	10,10	26,74		0,3	1,8
Mauritanie†*	35,06	58,66	23,32	21,34	45,36	8,16	2,0	1,5	0,5
Nicaragua	0,10	..	..	0,10	..	..	–		
Niger†	4,83	0,92	..	2,83	0,92	..	0,3	0,03	
Oman*	17,10	149,99	146,23	9,62	123,46	51,73	0,9	4,0	3,4
Ouganda†	..	13,10	64,02	..	13,10	3,32		0,4	0,2
Pakistan†	33,78	751,25	198,88	33,78	325,84	118,50	3,2	10,6	7,8
Portugal	..	..	1,00	..	..	1,00			0,1
République arabe libyenne*	..	0,04	..	..	0,04	..		0,0	
République arabe syrienne*	229,97	628,82	557,79	182,47	574,99	198,29	17,1	18,6	13,1
République-Unie de Tanzanie†	..	..	15,60	..	..	..			
Rwanda†	..	..	6,50	..	..	3,00			0,2
Sénégal†	2,49	51,53	..	0,49	38,13	..	0,04	1,2	
Somalie†*	5,50	61,21	81,02	5,46	38,98	26,87	0,5	1,3	1,8
Soudan†*	29,39	112,67	96,47	3,60	98,38	23,45	0,3	3,2	1,6
Sri Lanka†	..	..	56,11	..	..	1,00			0,1
Tchad†	17,42	4,43	3,38	5,42	4,22	3,38	0,5	0,1	0,2
Thaïlande	..	40,00	..	..	..	..			
Togo	1,00	1,16	..	1,00	1,16	..	0,1	0,04	
Tunisie*	0,68	72,78	60,34	0,68	17,58	5,00	0,1	0,6	0,3
Turquie	..	..	1,00	..	..	1,00			0,1
Yémen†*	36,45	88,90	48,43[b]	8,71	73,43	16,06	0,8	2,3	1,1
Yémen démocratique†*	..	28,22	47,49	..	11,42	16,82		0,4	1,1
Yougoslavie	..	0,50	..	..	0,50	..		0,02	
Zambie	0,33	1,60	..	0,33	1,60	..	0,03	0,05	
Pays arabes, ressources non affectées*	92,33	103,84	302,21	118,03	120,34	172,62	11,1	3,9	11,4
Pays africains, ressources non affectées	8,14[c]	58,22[d]	1,13	8,14[c]	6,82	5,33	0,8	0,2	0,4
Ressources non affectées	0,11	8,02	7,58	0,11	8,02	0,18	0,01	0,3	0,01
Total	2 002 67	5 664,57	5 713,25	1 067,66	3 085,95	1 512,80	100,0	100	100
Dont :									
Pays arabes*	1 882,08	4 312,93	3 299,80	1 013,07	2 312,48	1 250,49	94,9	74,9	82,7
Pays le plus gravement touchés†	1 536,01	4 158,45	4 099,50	647,73	1 874,80	971,41	60,7	60,8	64,2

NOTES DU TABLEAU 6

* Sur la base de l'appartenance à la Ligue des Etats arabes.

+ "Pays le plus gravement touchés" figurent sur la liste établie par le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport "Opération d'urgence des Nations Unies" (A/10201), tableau A.

[a] Y compris des engagements d'une valeur de 0,63 million de dollars et des décaissements d'une valeur de 0,55 million de dollars qui ont été affectés globalement à l'Egypte et à la République arabe syrienne.

[b] Y compris un montant de 0,07 million de dollars à répartir entre le Yémen et le Yémen démocratique, mais dont on ne connaît pas la répartition.

[c] Y compris 4,3 millions de dollars en provenance du Nigéria, qui devraient être répartis entre sept pays du Sahel : Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo, mais dont on ne connaît pas la répartition.

[d] Y compris 35 millions de dollars qui ont été affectés par le Koweït au Sénégal, au Mali et à la Mauritanie, mais dont on ne connaît pas la répartition.

TABLEAU 7

Apports bilatéraux, fournis à des conditions commerciales, par les pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

	Engagements			*Décaissements*					
				Montant			*Part de chaque bénéficiaire (en pourcentage)*		
Bénéficiaires	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975, janv.-juin*
Algérie*	74,25	74,90	..	50,25	74,90	..	46,1	22,5	
Argentine	..	..	200,00	..	..	50,00			5,1
Bahrein*	0,32	..	..	0,31	..	..	0,3		
Bermudes	..	..	0,08	..	..	0,08			0,01
Brésil	..	45,00	3,00	..	25,00	23,00		7,5	2,4
Burundi+	2,40	..	..	..	..	..			
Costa Rica	..	..	76,50[a]	..	..	9,30[a]			1,0
Egypte+*	164,52	627,56	1 086,94	24,52	16,22	661,91	22,5	4,9	67,9
El Salvador+	..	..	119,40[a]	..	..	14,50[a]			1,5
Emirats arabes unis*	..	..	1,04	..	..	..			
Espagne	..	36,28	7,80	..	..	..			
Gabon	33,68	..	1,50	..	..	..			
Gambie	..	0,35	..	..	..	..			
Guatemala	..	..	155,10[a]	..	..	18,80[a]			1,9
Guinée+	..	15,00	..	..	15,00	..		4,5	
Guyane+	..	20,00	10,39	..	15,00	10,39		4,5	1,1
Honduras+	..	..	121,50[a]	..	..	14,70[a]			1,5
Hongkong	0,49	3,50	..	0,49	3,50	..	0,4	1,1	
Indonésie	..	1,00	200,00	..	1,00	..		0,3	
Jamaïque	..	27,50	84,00	..	..	..			
Jordanie*	..	1,57	3,34	..	1,57	..		0,5	
Liban	2,45	3,31	..	2,45	3,31	..	2,2	1,0	
Libéria	..	2,00	..	..	..	..			
Madagascar+	..	6,82	..	..	6,82	..		2,1	
Mali+	..	10,70[b]	..	..	..	..			
Malte	0,16	3,81	..	0,16	3,81	..	0,1	1,1	
Mauritanie+*	10,73	2,63	1,43	10,73	2,07	..	9,9	0,6	
Mexique	..	..	1,00	..	..	1,00			0,1
Nicaragua	..	..	93,20[a]	..	..	11,30[a]			1,2
Oman*	..	2,00	..	..	2,00	..		0,6	
Ouganda+	4,57	7,42	24,00	4,57	..	..	4,2		
Pakistan+	11,97	41,03	67,00	..	..	..			
Panama	..	..	142,50[a]	..	..	17,30[a]			1,8
Pérou	..	..	100,00	..	..	100.00			10,3
République arabe syrienne*	..	..	200,00	..	..	..			
République de Corée	..	20,00	..	..	..	..			
République-Unie du Cameroun+	..	..	0,56	..	..	..			
Sénégal+	0,56	..	0,40	0,56	..	..	0,5		
Somalie+*	..	50,46	..	..	20,46	..		6,2	
Soudan+*	26,92	7,47	..	0,72	7,47	..	0,7	2,2	
Sri Lanka+	..	..	40,00	..	..	40,00			4,1
Tchad+	16,67	6,21	..	14,13	6,21	..	13,0	1,9	
Togo	..	..	96,90	..	..	..			
Tunisie*	1,00	0,96	5,78	..	0,96	3,00		0,3	0,3
Yémen+*	..	..	100,00	..	..	..			

TABLEAU 7 *(suite)*

Apports bilatéraux, fournis à des conditions commerciales, par les membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

Bénéficiaires	Engagements			Décaissements					
				Montant			Part de chaque bénéficiaire (en pourcentage)		
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin
Yémen démocratique*+	..	15,00	0,35	..	..	..			
Yougoslavie	..	100,00	125,00	..	(100,00)	..		30,1	
Zaïre	..	101,33	50,00	..	20,27	..		6,1	
Pays arabes, ressources non affectées*	..	6,94	..	..	6,94	..		2,1	
Total :	350,69	1 240,75	3 118,71	108,89	332,51	975,28	100,0	100,0	100,0
Dont :									
Pays arabes*	280,19	792,80	1 398,88	88,98	135,90	664,91	81,7	40,9	68,2
Pays le plus gravement touchés+	238,34	810,30	1 571,97	55,23	89,25	741,50	50,7	26,8	76,0

* **Sur la base de l'appartenance à la Ligue des Etats arabes.**

\+ "Pays le plus gravement touchés" voir la note correspondante du tableau 6.

[a] **Estimations du secrétariat de la CNUCED.**

[b] **Estimations de l'OCDE.**

TABLEAU 8

Montant total des apports bilatéraux des pays membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

Bénéficiaire	Engagements			Décaissements					
				Montant			Part de chaque bénéficiaire (en pourcentage)		
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin
Afghanistan+	..	29,70	767,01	..	8,30	..		0,5	
Algérie*	81,71	82,38	..	57,71	82,38	..	4,9	2,4	
Argentine	..	..	200,00			50,00			2,0
Bahreïn*	5,41	27,64	0,51	5,45	16,24	0,25	0,5	0,5	0,01
Bangladesh+	..	78,10	109,46	..	52,35	36,58		1,5	1,5
Bermudes	..	..	0,08	..		0,08			0,0
Bénin+	..	4,50		..	0,10	..		–	
Brésil	..	45,00	3,00	..	25,00	23,00		0,7	0,9
Burundi+	3,40	2,00	..	1,00	2,00	..	0,1	0,1	
Costa Rica	..	..	76,50[a]	..	..	9,30[a]			0,4
Egypte*+	1 457,08	3 158,49[b]	2 787,64	580,09	884,76[a]	1 284,83	49,3	25,9	57,6
El Salvador+	..	..	119,40[b]	..	..	14,50[a]			0,6
Emirats arabes unis*	0,61	0,03	1,04	0,61	0,03	..	0,1	–	..
Espagne	..	36,28	7,80	..	..	..			
Ethiopie+	..	1,10	..	..	1,10	..		0,03	
Gabon	33,68	..	4,50	..	..	3,00			0,1
Gambie	..	1,79	..	..	1,44	..		0,04	
Guatemala	..	..	155,10	..	..	18,80[b]			0,8
Guinée+	..	30,20	..	..	29,00	..		0,8	
Guinée-Bissau+	..	1,50	2,72	..	1,50	2,02		0,04	0,1
Guinée équatoriale	..	16,00	0,50	..	16,00	..		0,5	
Guyane+	..	35,00	10,39	..	30,00	10,39		0,9	0,4
Haute-Volta+	0,73	3,19	..	0,73	3,19	..	0,1	0,1	
Honduras+	..	5,00	121,50[a]	..	..	14,70[a]			0,6
Hongkong	0,49	3,50	..	0,49	3,50	..	0,04	0,1	
Inde+	50,00	235,00	845,56	..	235,00	83,00		6,9	3,3
Indonésie	..	1,06	320,00	..	1,06	..		0,03	
Jamaïque	..	27,50	84,00	..	..	..			
Jordanie*	118,88	226,43	182,44	94,38	191,02	81,58	8,0	5,6	3,3
Lesotho+	..	1,00	..	..	..	..			

TABLEAU 8 *(suite)*

Montant total des apports bilatéraux des membres de l'OPEP aux pays et territoires en développement, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

Bénéficiaires	Engagements			Décaissements					
				Montant			Part de chaque bénéficiaire (en pourcentage)		
	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin	1973	1974	1975, janv.-juin
Liban*	2,45	120,97	..	2,45	120,97	..	0,2	3,5	
Libéria	..	2,00	..	..	..	..			
Madagascar+	..	6,82	..	..	6,82	..		0,2	
Malaisie	..	..	178,30	..	..	..			
Mali+	0,66	18,92[c]	31,70	0,66	8,22	1,00	0,1	0,2	0,04
Malte	0,16	8,81	..	0,16	8,81	..	0,01	0,3	
Maroc*	..	99,20	56,19	..	10,10	26,74		0,3	1,1
Mauritanie*+	45,79	61,29	24,75	32,07	47,43	8,16	0,7	1,4	0,3
Mexique	..	..	1,00	..	..	1,00			0,05
Nicaragua	0,10	..	93,20[a]	0,10	..	11,30[a]	0,01		0,5
Niger+	4,83	0,92	..	2,83	0,92	..	0,2	0,03	
Oman*	17,10	151,99	146,23	9,62	125,46	51,73	0,8	3,7	2,1
Ouganda+	4,57	20,52	88,02	4,57	13,10	3,32	0,4	0,4	0,1
Pakistan+	45,75	792,28	265,88	33,78	325,84	118,50	2,9	9,5	4,8
Panama	..	..	142,55[a]	..	..	17,30[a]			0,7
Pérou	..	..	100,00	..	..	100,00			4,0
Portugal	..	..	1,00	..	..	1,00			0,04
République arabe libyenne*	..	0,04	..	..	0,04	..		0,0	
République arabe syrienne*	229,97	628,82	757,79	182,47	574,99	198,29	15,5	16,8	8,0
République de Corée	..	20,00	..	..	..	..			
République-Unie de Tanzanie+	..	..	15,60	..	..	..			
République-Unie du Cameroun+	..	..	0,56	..	..	..			
Rwanda+	..	..	6,50	..	..	3,00			0,1
Sénégal+	3,05	51,53	0,40	1,05	38,13	..	0,1	1,1	
Somalie*+	5,50	111,67	81,02	5,46	59,44	26,87	0,5	1,7	1,1
Soudan*+	56,31	120,14	96,47	4,32	105,85	23,45	0,4	3,1	0,9
Sri Lanka+	..	..	96,11	..	..	41,00			1,6
Tchad+	34,09	10,64	3,38	19,55	10,43	3,38	1,7	0,3	0,1
Thaïlande	..	40,00	..	..	..	..			
Togo	1,00	1,16	96,90	1,00	1,16	..	0,1	0,03	
Tunisie*	1,68	73,74	66,12	0,68	18,54	8,00	0,1	0,5	0,3
Turquie	..	..	1,00	..	..	1,00			0,04
Yémen*+	36,45	88,90	148,43[d]	8,71	72,43	16,02	0,7	2,1	0,6
Yémen démocratique*+	..	43,22	47,84	..	11,42	16,82		0,3	0,7
Yougoslavie	..	100,50	125,00	..	100,50	..		2,9	
Zaïre	..	101,33	50,00	..	20,27	..		0,6	
Zambie	0,33	1,60	..	0,33	1,60	..	0,03	0,05	
Pays arabes, ressources non affectées*	92,33	110,78	302,21	118,03	127,28	172,62	10,0	3,7	6,9
Pays d'Afrique, ressources non affectées+	8,14[e]	58,22[f]	1,13	8,14[e]	6,82	5,33	0,7	0,2	0,2
Ressources non affectées	0,11	8,02	7,58	0,11	8,02	0,18	0,01	0,2	0,01
Total	2 353,36	6 905,32	8 831,96	1 176,55	3 418,46	2 488,08	100,00	100,00	100,00
Dont :							:		
Pays arabes*	2 162,27	5 105,73	4 698,68	1 102,05	2 448,38	1 915,40	93,7	71,6	77
Pays le plus gravement touchés+	1 774,35	4 968,75	5 671,47	702,96	1 964,05	1 712,91	59,7	57,5	68,8

* Sur la base de l'appartenance à la Ligue des Etats arabes.

\+ "Pays le plus gravement touchés", voir la note correspondante du tableau 6.

[a] Estimations du secrétariat de la CNUCED.

[b] Y compris des engagements d'une valeur de 0,63 million de dollars et des décaissements d'une valeur de 0,55 million de dollars qui ont été affectés globalement à l'Egypte et à la République arabe syrienne.

[c] Estimations partielles de l'OCDE.

[d] Y compris un montant de 0,07 million de dollars à répartir entre le Yémen et le Yémen démocratique, mais dont on ne connaît pas la répartition.

[e] Y compris 4,3 millions de dollars en provenance du Nigéria qui devraient être répartis entre la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo, mais dont on ne connaît pas la répartition.

[f] Y compris 35 millions de dollars qui ont été affectés par le Koweït au Sénégal, au Mali et à la Mauritanie, mais dont on ne connaît pas la répartition.

TABLEAU 9. – **Apports financiers des pays membres de l'OPE**

(En millio

E = Engagemen

Organismes bénéficiaires	*Algérie*		*Arabie Saoudite*		*Emirats arabes unis*		*Irak*	
	E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique								
1973	20,0	..	..	..	..	..	30,0	..
1974	..	..	50,0	..	20,0	..	..	..
1975	..	..	..	21,5	..	..	..	7,5
Banque arabe pour les investissements et le commerce extérieur								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	5,0	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	2,5	..	..
Banque africaine de développement[a]								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	20,0	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds arabe de développement économique et social								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	60,0	..	..	..	..	30,(
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds arabe pour l'octroi de prêts aux pays africains								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	20,0	20,0	40,0	40,0	20,0	20,0	30,0	30,(
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds arabe d'assistance technique aux pays arabes et africains								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	3,0	..	2,0	2,(
1975	..	..	3,0	..	..	..	..	..
Société arabe d'investissement								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	38,2	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	7,6	..	..
Banque asiatique de développement								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	14,3	..	..	..	..	..
Fonds du Commonwealth pour la coopération technique								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Groupe consultatif de la recherche agricole internationale								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque mondiale								
1973	..	..	15,0	15,0	2,5	2,5	7,0	0
1974	37,3	..	913,3	538,3	79,0	79,0	..	.
1975	..	..	37,3	393,4	0,5	0,5	..	.
IDA								
1973	..	..	..	..	..	..	..	.
1974	..	..	..	..	..	..	..	.
1975	..	..	..	..	..	..	..	.
Banque interaméricaine de développement[b]								
1973	..	..	..	..	..	..	..	.
1974	..	..	..	..	..	..	..	.
1975	..	..	..	..	..	..	..	.
Mécanisme pétrolier du FMI								
1973	..	..	..	..	..	..	..	.
1974	..	..	1 200,00[c]	688,0	120,0[c]	78,1	..	.
1975	..	..	1 200,00[c]	408,0	..	24,0	..	.

aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975

le dollars)

) = Décaissements

Iran		*Koweït*		*République arabe libyenne*		*Nigéria*		*Qatar*		*Venezuela*		*Total*	
E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
..	..	20,0	..	..	..	..	..	20,0	..	..	..	90,0	–
..	..	200,0	..	40,0	..	..	..	..	..	..	..	310,0	–
..	..	..	5,0	..	..	..	..	..	5,0	..	..	–	39,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	5,0	2,5	..	..	..	..	..	..	10,0	2,5
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	2,5
..	..	..	..	..	..	0,1	0,1	..	..	..	..	0,1	0,1
..	..	..	..	20,0	..	15,6	7,8	..	..	..	..	55,6	7,8
..	..	..	..	..	..	85,0	..	..	..	..	..	85,0	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	8,1	..	3,2	..	..	..	(0,5)	..	..	60,0	41,8
..	..	..	..	..	6,5	..	..	..	..	..	..	–	6,5
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	30,0	30,0	30,0	30,0	..	..	10,0	10,0	..	..	180,0	180,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	3,0	..	..	..	..	..	..	..	8,0	2,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3,0	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	38,2	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	7,6
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	17,2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17,2	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14,3	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	1,0	1,0	..	..	..	..	1,0	1,0
..	..	..	..	..	..	1,0	..	..	..	..	..	1,0	–
..	..	..	..	..	..	0,8	..	..	..	..	..	0,8	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
3,0	3,0	166,8	166,8	106,3	106,3	1,1	1,1	..	..	..	..	301,7	294,8
363,8	288,8	4,5	10,2	1,5	1,5	239,5	119,5	..	..	523,3	381,3	2 162,2	1 418,6
13,8	88,8	1,0	1,0	9,2	9,2	27,5	147,5	..	..	9,2	159,2	98,5	799,6
..	..	..	..	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..	0,1	0,1
..	..	27,5	10,7	..	..	..	..	..	..	..	..	27,5	10,7
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	523,3	23,3	523,3	23,3
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40,0		40,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
710,1[d]	457,9[d]	480,0[c]	275,5	..	..	120,0[c]	..	..	..	540,0[c]	308,0	3 170,1	1 807,6
513,9[d]	153,9[d]	240,0[c]	155,6	..	..	240,0[c]	124,0	..	..	240,0[c]	175,0	2 433,9	1 040,6

TABLEAU 9 *(suite)* – **Apports financiers des pays membres de**

(En million

E = Engagement

Organismes bénéficiaires	*Algérie*		*Arabie Saoudite*		*Emirats arabes unis*		*Irak*	
	E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
Banque islamique de développement								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	30,0	..	240,0	..	132,0	..	..	..
1975	..	..	..	48,0	..	..	..	..
Fonds islamique de solidarité								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	4,5	..	2,0	..	..	..
1975	...	..	1,5	6,0	..	..	..	..
Commission du bassin du Tchad								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Fonds d'urgence de la Ligue des Etats arabes								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	11,5	11,5	..	..	..	..
Compte spécial de l'OPAEP en faveur des pays arabes importateurs de pétrole								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	15,0	15,0	10,0	10,0	16,0	16,0
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	..	..	..	..	..	..	..	..
1975	..	..	10,0	10,0	..	..	..	..
Institutions des Nations Unies								
1973	0,6	0,6	50,7	0,7	0,5	0,5	0,6	0,6
1974	0,4	0,4	12,5	3,4	5,5	0,5	0,6	0,6
1975	..	..	2,5	1,0	3,5	3,0	0,5[e]	..
Compte spécial des Nations Unies								
1973	..	..	..	..	..	..	..	..
1974	20,0	..	30,0	30,0	10,0	10,0	..	..
1975	..	..	..	..	..	..	..	..
Total								
1973	20,6	0,6	65,7	15,7	3,0	3,0	37,6	0,1
1974	127,7	20,4	2 565,3	1 314,7	444,7	197,6	48,6	78,6
1975	–	–	1 280,1	899,4	4,0	37,6	0,5	7,5

[a] Taux de conversion : 1 u.c. = 1,20635 dollar.

[b] BID et fond de dépôt de la BID.

[c] Taux de conversion : 1 DTS = 1,20 dollar.

[d] Converti aux taux de change DTS/dollar en vigueur à la fin des périodes considérées, selon les données publiées dans FMI, *International Financial Statistics*, Washington, (D.C.)

[e] PNUD seulement.

E. – Conditions des apports financiers

209. Faute de renseignements complets sur les conditions exactes dont étaient assortis beaucoup d'engagements soucrits par les pays membres de l'OPEP, il n'a pas été possible de calculer l'élément global de libéralité dans le programme de coopération financière de chaque donneur. On peut cependant se faire une idée générale de la libéralité relative des différents programmes en comparant pour chaque donneur la part des engagements et des décaissements assortis de conditions libérales dans le total des apports (voir le tableau 11).

210. Pour le groupe des donneurs membres de l'OPEP, la part des engagements assortis de conditions libérales, qui avait diminué entre 1973 et 1974, est remontée légèrement durant le premier semestre de 1975, alors que celle des décaissements assortis de conditions libérales continuait à baisser jusqu'en 1975.

211. Si l'on fait une comparaison entre les différents donneurs, on constate qu'en pratique, l'Algérie et l'Irak ont systématiquement assorti tous les engagements de conditions libérales et qu'au premier semestre de 1975 la part des engagements assortis de conditions libérales dans les pro-

'OPEP aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975

le dollars)

D = Décaissements

Iran		*Koweït*		*République arabe libyenne*		*Nigéria*		*Qatar*		*Venezuela*		*Total*	
E	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*	*E*	*D*
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	120,0	..	150,0	..	..	..	30,0	..	..	..	702,0	–
..	..	..	24,0	..	37,8	..	..	..	..	..	..	–	109,8
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	10,0	..	..	..	16,5	–
..	..	2,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3,5	6,0
..	..	..	..	..	..	0,8	0,8	..	..	..	..	0,8	0,8
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11,5	11,5
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	16,9	16,9	10,0	10,0	..	..	5,0	5,0	..	..	72,9	72,9
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10,0	10,0
..	..	0,9	0,9	1,0	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	1,0	1,0	55,9	5,9
..	..	35,9	0,6	11,0	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	1,0	1,0	67,4	7,7
4,4	..	..	..	..	..	0,3[e]	..	..	..	1,5[e]	..	12,7	4,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
20,0	20,0	10,0	..	..	..	..	..	..	..	80,0	30,0	170,0	90,0
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	23,4	–	23,4
3,0	3,0	187,7	167,7	107,4	107,4	3,1	2,3	20,3	0,3	1,0	1,0	49,4	301,7
1 093,9	766,7	942,0	352,0	270,5	47,9	376,4	128,6	55,2	15,7	1 667,6	743,6	7 591,9	3 665,8
532,9	242,7	243,0	185,6	9,2	53,5	353,8	271,5	–	5,0	250,7	397,6	2 673,4	2 100,4

grammes respectifs de l'Iran[63], de Qatar, de l'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis a dépassé 90 p. 100. Le Venezuela se distingue des autres pays en ce sens qu'il a abandonné son ancien système, où tous les apports étaient assortis de conditions libérales, à un système d'apports à des conditions presque exclusivement commerciales. Le Koweït, la République arabe libyenne et le Nigéria ont adopté une position intermédiaire entre ces extrêmes.

212. Pour la plupart des donneurs, décaissements et engagements présentent une tendance analogue. Les apports financiers de l'Algérie, de l'Irak et de Qatar ont presque tous été assortis de conditions libérales de même, à peu de chose près, que ceux des Emirats arabes unis. Les décaissements iraniens ont nettement évolué dans le sens d'une plus grande libéralité. Par contre, on observe une évolution en sens inverse dans le cas du Nigéria, de l'Arabie Saoudite et du Venezuela; pour le Koweït et la Libye aucune tendance ne s'est dégagée dans ce domaine.

[63] La ventilation des engagements iraniens entre engagements assortis de conditions libérales et engagements assortis de conditions commerciales comporte un certain degré d'incertitude.

TABLEAU 10

Décaissements effectués par certains fonds et organismes multilatéraux financés en grande partie ou en totalité par les pays membres de l'OPEP, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

Pays bénéficiaires	*Fonds arabe pour l'octroi de prêts aux pays africains* [a]	*Fonds arabe de développement économique et social* [b]	*Compte spécial OPAEP pour l'allégement des charges financières des pays arabes importateurs de pétrole*	*CSNU* [c]	*Mécanisme pétrolier du FMI* [d,e]	*Total*	*Part des pays bénéficiaires (en pourcentage)*
Algérie*	..	2,63	..	..	..	2,63	0,1
Bangladesh†	..	..	..	29,98	61,80	91,78	5,1
Bénin†	1,20	..	..	..	..	1,20	0,1
Bostwana	5,40	..	..	..	..	5,40	0,3
Burundi†	2,00	..	..	..	1,44	3,44	0,2
Chili	..	..	..	..	142,20	142,20	7,9
Chypre	..	..	..	..	9,72	9,72	0,5
Costa Rica	..	..	..	..	22,56	22,56	1,2
Côte d'Ivoire†	3,60	..	..	..	13,40	17,00	0,9
El Salvador†	..	..	..	2,50	21,48	23,98	1,3
Ethiopie†	14,20	..	..	..	..	14,20	0,8
Fidji	..	..	..	..	0,36	0,36	–
Gambie	0,35	..	..	..	..	0,35	–
Ghana†	8,80	..	..	1,00	46,32	56,12	3,1
Guinée†	0,80	..	..	..	4,20	5,00	0,3
Guinée-Bissau†	0,50	..	..	..	..	0,50	0,0
Guinée équatoriale	0,50	..	..	..	..	0,50	–
Haïti†	..	..	..	1,15	7,68	8,83	0,5
Haute-Volta†	5,40	..	..	..	..	5,40	0,3
Honduras†	..	..	..	2,20	20,16	22,36	1,2
Inde†	..	..	..	32,50	240,00	272,50	15,1
Israël	..	..	..	..	74,40	74,40	4,1
Kenya†	3,60	..	..	2,50	43,20	49,30	2,7
Lesotho†	2,80	..	..	..	..	2,80	0,2
Libéria	3,60	..	..	..	..	3,60	0,2
Madagascar†	2,40	..	..	1,60	17,16	21,16	1,2
Malawi	7,50	..	..	..	..	7,50	0,4
Mali†	7,80	..	..	..	6,00	13,80	0,8
Maroc*	..	..	8,10	..	..	8,10	0,4
Maurice	2,70	..	..	..	..	2,70	0,1
Mauritanie†*	..	..	4,64	..	..	4,64	0,3
Nicaragua	..	..	..	..	18,60	18,60	1,0
Niger†	5,40	..	..	..	..	5,40	0,3
Ouganda†	11,30	..	..	..	23,04	34,34	1,9
Pakistan†	..	..	..	..	150,00	150,00	8,3
Panama	..	..	..	..	8,88	8,88	0,5
République arabe syrienne*	..	5,51	..	..	..	5,51	0,3
République centrafricaine†	2,40	..	..	1,00	3,96	7,36	0,4
République de Corée	..	..	..	..	190,08	190,08	10,5
République démocratique populaire lao†	..	..	..	0,50	..	0,50	–
République-Unie de Tanzanie†	14,20	..	..	8,81	37,80	60,81	3,4
République-Unie du Cameroun†	5,70	..	..	0,62	5,52	11,84	0,7
Rwanda†	2,00	..	..	1,00	..	3,00	0,2
Sénégal†	7,50	..	..	..	18,60	26,10	1,4
Sierra Leone†	3,60	..	..	1,29	5,88	10,77	0,6
Somalie†*	..	..	7,21	4,30	..	11,51	0,6
Swaziland	4,20	..	..	..	..	4,20	0,2
Soudan†*	..	11,59	37,03	2,00	34,34	85,06	4,7
Sri Lanka†	..	..	..	2,00	52,20	54,20	3,0
Tchad†	8,80	..	..	2,30	2,64	13,74	0,8
Togo	0,90	..	..	..	..	0,90	..
Tunisie*	..	4,05	..	..	..	4,05	0,2
Uruguay	..	..	..	..	81,72	81,72	4,5

TABLEAU 10 *(suite)*

Décaissements effectués par certains fonds et organismes multilatéraux financés en grande partie ou en totalité par les pays membres de l'OPEP, janvier 1973 à juin 1975

(En millions de dollars)

Pays bénéficiaires	*Fonds arabe pour l'octroi de prêts aux pays africains* [a]	*Fonds arabe de développement économique et social* [b]	*Compte spécial OPAEP pour l'allégement des charges financières des pays arabes importateurs de pétrole*	*CSNU* [c]	*Mécanisme pétrolier du FMI* [d,e]	*Total*	*Part des pays bénéficiaires (en pourcentage)*
Yémen+*	..	..	10,86	..	..	10,86	0,6
Yémen démocratique+*	..	0,93	11,16	1,00	19,68	32,77	1,8
Zaïre	12,40	..	..	..	54,00	66,40	3,7
Zambie	12,70	..	..	..	..	12,70	0,7
Total	164,25	24,71	79,00	98,25	1 439,12	1 805,33	100,00
Dont :							
Pays arabes*	–	24,71	79,00	7,30	54,12	165,13	9,1
Pays le plus gravement touchés+	114,00	11,59	70,90	98,25	836,60	1 131,34	62,7
Pays non arabes de l'Afrique	164,25	..	..	20,12	279,20	462,13	–

Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données fournies par d'autres organisations internationales.

* Sur la base de l'appartenance à la Ligue des Etats arabes.

\+ "Pays le plus gravement touchés", voir la note correspondante du tableau 6.

[a] Y compris les décaissements de l'Algérie en faveur de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Niger, de la République-Unie du Cameroun et du Togo, effectués par l'intermédiaire de la BAfD.

[b] Taux de conversion : 1 dinar koweïtien = 3,4985 dollars (30 juin 1975).

[c] Décaissements au 16 juin 1975; au 21 août 1975, les pays membres de l'OPEP avaient fourni 66,3 p. 100 du montant total versé au CSNU.

[d] Au 31 juillet 1975, les pays membres de l'OPEP avaient fourni 87 p. 100 des prêts au titre du mécanisme pétrolier du FMI.

[e] Taux de conversion : 1 DTS = 1,20 dollar.

TABLEAU 11

Apports fournis à des conditions libérales par les pays membres de l'OPEP, en pourcentage du montant total des apports* aux pays en développement et aux institutions multilatérales, janvier 1973 à juin 1975

Donneur	*Engagements*			*Décaissements*		
	1973	*1974*	*1975 janv.-juin*	*1973*	*1974*	*1975 janv.-juin*
Algérie	100,0	100,0	..	100,0	100,0	..
Arabie Saoudite	84,7	59,4	97,3	95,1	63,6	35,8
Emirats arabes unis	88,2	77,5	90,1	97,1	86,3	95,9
Irak	100,0	91,7	100,0	100,0	100,0	100,0
Iran	77,6	83,6	79,6	11,8	60,8	53,4
Koweït	58,1	65,1	36,8	63,8	69,9	48,9
Nigéria	85,1	8,5	71,4	83,3	7,7	–
Qatar	85,1	74,8	100,0	100,0	95,5	100,0
République arabe libyenne	77,4	70,2	20,6	55,4	79,5	66,9
Venezuela	100,0	15,6	0,1	100,0	10,2	7,6
Total	77,0	66,2	61,0	72,7	66,3	48,6

* Non compris le mécanisme pétrolier du FMI.

F. – Voies multilatérales de coopération financière

213. En accordant la préférence (à raison de 88 p. 100 en 1974) aux voies bilatérales pour acheminer l'aide qu'ils accordent à des conditions libérales aux autres pays en développement, les pays membres de l'OPEP appliquent une méthode analogue à celle des pays membres du CAD dont l'aide publique au développement était toujours transférée à 73 p. 100 par voie bilatérale en 1974, et même à plus de 80 p. 100 à une date aussi rapprochée que 1971. Néanmoins, les donneurs de moindre importance se sont rendus compte que les programmes nationaux d'aide au développement de faible envergure, grevés de frais généraux élevés étaient peu rentables en comparaison des économies réalisables grâce aux services des institutions financières multilatérales qui ont déjà de l'expérience[64].

214. Certains pays membres de l'OPEP hésitent à recourir aux institutions multilatérales pour la gestion de leur aide à des conditions de faveur, parce qu'ils risquent par là de perdre le droit de regard sur l'utilisation de leurs apports financiers. C'est avant tout pour cette raison que certains nouveaux donneurs membres de l'OPEP (l'Irak, l'Arabie Saoudite et le Venezuela, par exemple) ont créé récemment des institutions nationales de coopération pour le développement économique, suivant en cela l'exemple de donneurs plus anciens (le Koweït et Abou Dhabi); c'est également pour cette raison qu'ont été créées de nouvelles institutions multilatérales de financement du développement dont les activités se chevauchent, tout au moins en partie (Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, Banque islamique de développement) sans parler d'un certain nombre de coentreprises financières entre pays arabes (comme la Société arabe d'investissement, la Société arabe d'investissement pétrolier et la Banque arabe pour les investissements et le commerce extérieur). Jusqu'à présent seuls le Nigéria et le Venezuela ont opté pour la solution intermédiaire qui consiste à confier aux institutions existantes des fonds de dépôt gérés de façon indépendante. Le Nigéria a annoncé son intention de créer un Fonds africain de solidarité de 80 millions de dollars prêtant sans intérêt, qui sera géré par la Banque africaine de développement, de son côté le Venezuela a constitué auprès de la BID un fonds de 500 millions de dollars pour le développement de l'Amérique latine, dont les prêts seront cependant assortis de conditions commerciales. Cette formule présente l'avantage : *a)* de donner naissance à des projets plus rapidement que ne le pourraient les institutions nationales ou multilatérales nouvellement créées[65]; *b)* de garder en dernier ressort au donneur le pouvoir de décision sur l'utilisation des fonds mis en dépôt; et *c)* d'éviter les frais et les délais inhérents à la création d'institutions nationales ou multilatérales distinctes pour le financement du développement. En outre, l'existence d'un fonds de dépôt destiné à des objectifs particuliers et indépendants est susceptible d'influencer les politiques globales du dépositaire. Ainsi, la BID est actuellement en mesure d'utiliser les ressources du Fonds de dépôt vénézuélien pour refinancer les crédits à l'exportation dans le cas des exportations de produits autres que des biens d'équipement ainsi que des exportations à destination de marchés extérieurs à l'Amérique latine. Elle a pu de la sorte réaménager sans plus attendre le plan de refinancement des crédits à l'exportation qu'elle appliquait jusque-là et qu'elle envisageait d'élargir depuis plusieurs années. Des fonds de dépôt analogues, confiés par d'autres donneurs membres de l'OPEP à d'autres grandes institutions financières multilatérales, encourageront peut-être ces dernières à envisager favorablement la mise sur pied ou l'extension de plans proposés par des pays en développement, et rejetés jusqu'à présent en raison de leur prétendue non-viabilité. Ces plans pourraient, au départ, être financés exclusivement par de tels fonds de dépôt, mais la démonstration de leur viabilité aiderait certainement à éliminer les réserves qui ont empêché de les mettre en œuvre avec les fonds propres des institutions. Dès lors, les fonds de dépôt créés par les membres de l'OPEP auprès d'institutions existantes pourraient servir de catalyseurs puissants pour mobiliser les ressources internationales, selon des modalités compatibles avec les besoins des pays en développement tels que ceux-ci les avaient eux-mêmes définis.

G. – Deux types de politique particuliers

1. *Politique d'aide aux programmes*

215. Vu les délais d'acheminement de l'aide au titre de projets, il devient de plus en plus nécessaire d'envisager des politiques du type aide aux programmes pour faire face aux difficultés de paiement insolubles que connaissent plusieurs pays en développement.

216. A cet égard, on peut citer l'exemple du Koweït, dont la Banque centrale effectue des dépôts dans les banques centrales et commerciales d'autres pays en développement, à des taux quasi commerciaux. Du point de vue du déposant, non seulement cette méthode permet de diversifier les risques politiques et économiques inhérents au système traditionnel consistant à placer les réserves dans les banques centrales d'un petit nombre de pays à monnaies de réserve, mais encore elle peut en fait être utilisée[66] pour réduire les risques de change qui, ces dernières années, ont si fortement marqué le placement des réserves dans certaines places financières traditionnelles.

217. Une autre méthode à étudier est celle à laquelle ont recouru les autorités monétaires de l'Arabie saoudite, qui ont garanti 200 millions de dollars d'obligations émises sur le marché des euro-obligations par le Gouvernement soudanais, permettant ainsi au Soudan, sans aucune sortie

[64] En 1972 et 1973, l'Autriche, le Danemark, la Norvège, la Suède et la Suisse ont acheminé 45 p. 100 de leur aide publique au développement ou davantage par l'intermédiaire d'institutions multilatérales.

[65] Le Fonds de dépôt vénézuélien a consenti des prêts d'une valeur de 18 millions de dollars dans les quatre mois qui ont suivi sa création.

[66] En libellant par exemple ces placements en DTS, en d'autres catégories monétaires ou dans la monnaie du déposant, ou encore en utilisant une combinaison de ces diverses formules.

directe de ressources de l'Arabie saoudite, d'accéder à un important marché de capitaux qui sans cela lui aurait peut-être été fermé. De cette façon, il serait possible d'utiliser le crédit dont jouissent certains pays membres de l'OPEP pour obtenir des emprunts d'un montant plusieurs fois supérieur à celui des réserves nécessaires pour les garantir.

2. *Politique d'aide aux projets*

218. Il serait possible de remédier à la pénurie de ressources disponibles pour la prise de participations au capital social des coentreprises en modifiant de façon appropriée les statuts de certaines nouvelles institutions financières multilatérales, qui sont seulement habilitées actuellement à financer des prêts, ou en constituant des fonds spéciaux sur le modèle de la SFI que la Banque mondiale a créée précisément à cette fin.

219. La politique d'achats gouvernementaux des nouveaux donneurs pourrait être adaptée aux capacités de production des pays bénéficiaires ou d'autres pays en développement. Ainsi, le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique des pays arabes accorde pour les achats de ce type effectués dans les pays bénéficiaires une marge de 10 p. 100 par rapport aux achats effectués hors de ce pays. D'autres donneurs membres de l'OPEP pourraient adopter une politique analogue. En outre, des marges de préférence pourraient également être accordées pour les achats gouvernementaux dans d'autres pays en développement de la même région ou d'autres régions.

H. — Considérations de politique générale

1. *Système de garantie international*

220. Les membres de l'OPEP considèrent que leurs excédents financiers sont un capital national découlant de ressources naturelles non renouvelables, qu'il leur faut protéger et investir avec discernement dans le pays ou à l'étranger, en prévision du jour où leur principale source de devises, le pétrole, sera épuisée. Aussi, ces avoirs leur paraissent-ils fondamentalement différents des excédents des pays industrialisés au titre d'exportations nettes de biens et services renouvelables qui sont le fruit de politiques monétaires et fiscales restrictives, comparées à celles de leurs partenaires commerciaux.

221. C'est pourquoi, contrairement aux courants de capitaux qui passent par les marchés financiers des pays développés, les pays membres de l'OPEP sont peu inclins à placer directement une part importante de leurs avoirs dans d'autres pays en développement étant donné qu'il est relativement plus risqué d'investir dans cette catégorie de pays. Ils auraient beaucoup moins de réticences s'il existait, pour soutenir ces investissements, un système de garantie international, qui permettrait de répartir les risques non commerciaux le plus largement possible, c'est-à-dire entre les pays développés, les institutions financières multilatérales et aussi les pays en développement disposant d'excédents financiers à investir.

222. Pareil système présenterait des avantages évidents pour les trois grands groupes de pays intéressés. Les pays en développement importateurs de capitaux pourraient compter sur des apports plus abondants, plus réguliers et moins onéreux que ceux qu'ils peuvent obtenir sur le marché des eurodevises et sur les autres marchés financiers. Les pays en développement exportateurs de capitaux auraient la possibilité d'élargir le champ de leurs investissements, tant sur le plan géographique que sectoriel, au lieu de devoir se limiter aux marchés financiers et ils seraient davantage assurés contre le risque politique que comportent les investissements directs et les prises de contrôle dans les pays développés. Les pays développés, enfin, encourageraient des courants de capitaux qui serviraient à financer leurs exportations vers les pays bénéficiaires. Autre avantage, peut-être moins évident : les pays développés ne feraient que consacrer, pour le partager plus équitablement, un risque qu'ils assument déjà lorsqu'ils utilisent des capitaux à court terme des pays de l'OPEP en vue de financer les besoins, essentiellement à long terme, des pays en développement importateurs de pétrole.

223. Comme cette garantie s'appliquerait surtout à des investissements en quête d'un rendement commercial, le problème du service de la dette qui pèse de plus en plus lourdement sur les pays en développement en tant que groupe (et sur certains de façon critique) ne serait pas résolu pour autant dans l'immédiat. La Banque mondiale et le FMI, conscients de ce problème, ont prévu des bonifications d'intérêt dans le cadre du "troisième guichet" et du "mécanisme pétrolier" respectivement, appliquant en cela une idée qui est débattue à la CNUCED depuis ses débuts. Etant donné le degré d'endettement de nombreux pays en développement et les initiatives des deux principales institutions de crédit, le moment est peut-être venu de reconsidérer la question d'un système multilatéral de bonification d'intérêt au sujet des apports de capitaux des pays de l'OPEP.

2. *Coordination des politiques d'aide au développement*

224. Les nouveaux programmes d'aide bilatérale et multilatérale ainsi que les nouvelles institutions bilatérales et multilatérales semblent tous pencher pour des politiques du type aide aux projets, et ils connaissent les mêmes problèmes lorsqu'il s'agit de concevoir, d'élaborer et d'évaluer des projets en nombre suffisant pour absorber les ressources financières disponibles. Ces problèmes se posaient déjà aux institutions financières plus anciennes, relativement bien pourvues en personnel, mais ils affectent beaucoup plus les institutions plus récentes qui manquent presque toutes de personnel technique suffisamment qualifié. Les nouvelles institutions financières bilatérales et multilatérales, qui toutes — et elles sont nombreuses — recherchent des projets méritant d'être appuyés, pourraient envisager une coordination renforcée des activités, à la fois entre elles et avec les institutions plus anciennes poursuivant des objectifs analogues. Elles pourraient, par

exemple, échanger régulièrement des renseignements sur les projets viables et adopter des procédures communes pour l'évaluation des projets. A cette fin, on pourrait créer une banque de données où ces institutions pourraient toutes accéder au même titre aux renseignements sur les projets ayant dépassé le stade des études de préfaisabilité.

225. Il n'existe pas actuellement d'instance multilatérale habilitée à coordonner les activités d'aide au développement, qu'il s'agisse de celles des nouveaux donneurs[67] ou celles des nouvelles institutions financières multilatérales qu'ils ont eux-mêmes créées. L'action des nouveaux donneurs n'est régie par aucun principe commun, ni sur le plan global, ni en ce qui concerne les conditions que les bénéficiaires éventuels doivent remplir pour pouvoir obtenir une aide financière à des conditions libérales; ces donneurs n'appliquent pas de critères communs ou convenus quant à la répartition géographique ou sectorielle de l'aide et ils n'échangent pas de renseignements concernant la dette globale des pays qui leur empruntent. La coordination en matière d'aide pourrait commencer par la compilation centralisée, régulière et systématique des données sur tous les apports financiers du secteur public et semi-public à destination d'autres pays en développement, ainsi qu'à destination et en provenance d'institutions financières mondiales et régionales. En sa qualité d'organisme universel dont tous les nouveaux donneurs et tous les bénéficiaires sont membres à part entière, la CNUCED pourrait fournir un cadre pour des consultations régulières dans le domaine de la coordination tout comme l'OCDE pour les donneurs appartenant au groupe des pays développés à économie de marché.

[67] Le ,Fonds du Koweït pour le développement économique arabe. Le Fonds arabe de développement économique et social et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique des pays arabes ont fait un premier pas dans ce sens en organisant des consultations régulièrement tous les quatre mois.

DOCUMENT TD/193

Action multilatérale visant à intensifier les relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et, en particulier, action de nature à contribuer au développement des pays en développement

Rapport du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*12 février 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Introduction		313
Chapitres	*Paragraphes*	
I. Relations commerciales et coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents : situation actuelle et principales caractéristiques	1-13	313
II. Relations commerciales et coopération économique entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement	14-30	316
III. Possibilités découlant des changements institutionnels récents intervenus dans le cadre du CAEM	31-40	318
IV. Activités d'assistance technique	41-47	319
V. Rôle de la CNUCED	48-51	320
VI. Conclusions fondamentales	52-65	320

Introduction

i) Le présent rapport a été établi comme suite à la décision prise par le Conseil du commerce et du développement à sa quinzième session de faire figurer la question des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents parmi les questions de fond inscrites à l'ordre du jour provisoire de la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Dans le large éventail des problèmes entrant dans le cadre de cette question, c'est celui de "[l']action multilatérale visant à intensifier les relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, et en particulier [de l'] action de nature à contribuer au développement des pays en développement", qui a été spécialement retenu pour être examiné par les pays membres[1].

ii) Dans le présent rapport, le secrétariat s'est efforcé d'identifier les domaines dans lesquels se posent des problèmes et qui méritent que les gouvernements intéressés leur accordent une attention particulière. Compte tenu de l'état actuel des relations commerciales et de la coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, il a présenté diverses suggestions concernant les possibilités d'action multilatérale ouvertes à la CNUCED. Ces suggestions seront à considérer en conjonction avec les mesures qui pourraient être envisagées à propos d'autres points de l'ordre du jour de la Conférence et auxquelles les pays socialistes pourraient participer.

CHAPITRE PREMIER

Relations commerciales et coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents : situation actuelle et principales caractéristiques

1. L'urgence qui caractérise bon nombre de problèmes posés par le développement économique mondial a fait

[1] Point 15 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence. Pour le texte adopté, voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. I *(op. cit.)*, 3e partie, sect. E.

ressortir qu'il fallait faire en sorte que les pays à systèmes économiques et sociaux différents participent plus activement à la restructuration de l'ordre économique international existant. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats[2] ont mis l'accent sur la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international fondé, notamment, sur "la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social"[3]. Ce nouvel ordre économique présuppose en outre que certains changements soient apportés à la structure traditionnelle de la division internationale du travail. Il est évident qu'un renforcement des relations commerciales et économiques entre pays à systèmes différents, et plus spécialement entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement, contribuerait directement à une mutation de cet ordre. Les principaux aspects des relations commerciales et de la coopération économique entre ces deux groupes de pays sont examinés en détail au chapitre II.

2. Les pays socialistes d'Europe orientale participent à la restructuration de l'ordre économique international existant par le biais de leurs échanges bilatéraux traditionnels et de la coopération économique avec les autres pays, et il est probable que cette pratique se poursuivra. Ces dernières années, ces pays ont aussi fait une place de plus en plus grande aux activités de type multilatéral.

3. Le renforcement du potentiel économique des pays socialistes crée les conditions indispensables à une participation plus active de ces pays aux échanges commerciaux et à la coopération économique, tant avec les pays en développement qu'avec les pays développés à économie de marché. Les politiques appliquées ces dernières années par les pays membres du CAEM, et qui étaient axées sur l'épargne et sur la concentration des investissements dans les secteurs les plus efficaces par l'intensification des productions nationales, ont entraîné une augmentation des taux de croissance économique dans l'ensemble de la région, évolution qui a engendré un surcroît de demande à l'importation et créé de nouvelles possibilités de coopération.

4. La tendance grandissante des pays socialistes d'Europe orientale à utiliser des facteurs économiques importés de l'extérieur pour l'exécution de leurs plans quinquennaux s'est traduite par un accroissement très accéléré du volume de leur commerce extérieur, tant par rapport aux niveaux antérieurs que par rapport aux objectifs prévus pour 1971-1975. Cette tendance a été enregistrée dans tous les grands courants d'échanges de ces pays, mais elle a été particulièrement marquée dans leurs relations économiques et commerciales avec des pays n'ayant pas les mêmes systèmes économiques et sociaux. Ces modifications intervenues dans l'économie des pays socialistes d'Europe orientale, et dues entre autres facteurs au processus d'intégration économique socialiste, auront certainement une incidence notable sur la coopération économique entre les pays socialistes d'Europe orientale et le reste du monde.

5. La poursuite du processus de détente engendre les conditions nécessaires au renforcement de la coopération économique entre pays à systèmes différents. Un progrès important a été accompli à cet égard par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les principes fondamentaux devant régir les relations entre les pays participants, tels qu'ils sont formulés dans l'Acte final de cette conférence, ont un caractère universel, et sont de ce fait susceptibles d'une application beaucoup plus large. Dans cet acte final, il est spécifiquement indiqué que les Etats participants doivent tenir compte des intérêts des pays en développement du monde entier[4].

6. L'évolution politique favorable de la situation mondiale a permis, au début des années 70, une expansion rapide des échanges commerciaux et de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest. Parallèlement à leur accroissement continu en valeur, ces échanges ont également connu une expansion en volume, plus régulière encore que celle du commerce mondial dans son ensemble (voir le tableau ci-après). Les accords commerciaux Est-Ouest, devenus ces dernières années des accords généraux à long terme, offrent aux participants l'avantage d'une stabilité sensiblement meilleure des achats et des ventes dans un climat économique mondial généralement incertain.

7. Le développement continu des relations économiques Est-Ouest a aussi été remarquable sur le plan qualitatif, l'accroissement des échanges s'accompagnant de modifications des structures et d'innovations institutionnelles. A l'Est comme à l'Ouest, on s'est efforcé d'utiliser plus efficacement toutes les possibilités pour développer une coopération qui aille au-delà des formes de commerce traditionnelles. Le désir qui existait de part et d'autre d'assurer la stabilité des relations économiques Est-Ouest s'est traduit au niveau des gouvernements par la conclusion d'un grand nombre d'accords à long terme (jusqu'à dix ans) de coopération économique, industrielle, technique ou autre, pouvant servir de cadre à des accords plus spécifiques.

8. Ces nouveaux accords mettent l'accent tout particulièrement sur l'encouragement de la coopération directe entre industries dans des secteurs donnés et la promotion de projets de coopération conjoints dans des pays tiers. En outre, ils définissent un ensemble d'objectifs (parmi lesquels l'identification de grands domaines de coopération et le choix de projets spécifiques à grande échelle susceptibles d'être mis en œuvre) et prévoient la mise en place des mécanismes institutionnels nécessaires (commissions mixtes et groupes de travail au niveau intergouvernemental et au niveau des industries) pour promouvoir la négociation de contrats importants.

---

[2] Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 12 décembre 1974.

[3] Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, *du* 1er *mai* 1974].

[4] *Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,* signé à Helsinki le 1er août 1975, Lausanne, Imprimeries réunies, p. 217, "Coopération dans les domaines de l'économie, de la science et de la technique, et de l'environnement".

Commerce extérieur des pays socialistes d'Europe orientale en 1971-1974

	Millions de dollars f.o.b.				*Accroissement par rapport à l'année précédente (en pourcentage)*			
	1971	*1972*	*1973*	*1974*	*1971*	*1972*	*1973*	*1974*
EXPORTATIONS								
Total mondial	36 173	39 881	52 683	66 523	17,1	10,3	32,1	26,3
Dont:								
Pays développés à économie de marché . . .	8 103	8 892	13 405	19 985	19,6	9,7	50,8	49,0
Pays en développement.	5 358	5 564	7 951	10 982	12,7	3,9	42,9	38,1
Pays socialistes d'Europe orientale	21 412	24 178	29 838	33 884	16,7	12,9	23,4	13,6
IMPORTATIONS[a]								
Total mondial	35 097	40 295	53 400	68 734	16,3	14,8	32,5	28,7
Dont :								
Pays développés à économie de marché . . .	9 038	11 256	17 063	25 028	15,0	24,5	51,6	46,7
Pays en développement.	3 873	4 032	5 783	9 058	11,8	4,1	43,4	56,6
Pays socialistes d'Europe orientale	21 527	24 265	29 625	33 543	17,2	12,7	22,0	13,2
MONTANT TOTAL DES ECHANGES[a]								
Total mondial	71 270	80 176	106 083	135 257	16,7	12,5	32,3	27,5
Dont :								
Pays développés à économie de marché . . .	17 141	20 148	30 468	45 013	17,1	17,5	50,0	47,7
Pays en développement.	9 231	9 596	13 734	20 040	12,3	4,0	43,1	45,9
Pays socialistes d'Europe orientale	42 939	48 443	59 463	67 427	17,0	12,8	22,7	13,4

Source : statistiques nationales des pays socialistes d'Europe orientale.

[a] c.a.f. pour la Hongrie.

9. La poursuite de l'expansion des relations commerciales Est-Ouest créera de nouvelles possibilités de développement des relations Est-Sud et Ouest-Sud, et permettra aussi de multiplier les liens tripartites. A cet égard, les entreprises multilatérales semblent offrir des perspectives particulièrement intéressantes car, grâce à elles, les pays en développement devraient pouvoir se procurer les biens d'équipement, les crédits et les connaissances technologiques dont ils ont besoin pour créer et développer des entreprises industrielles dans les secteurs de la transformation et de l'extraction et dans d'autres secteurs de leur économie. Elles peuvent aussi contribuer au développement de marchés d'exportation pour les produits manufacturés des pays en développement.

10. Les accords économiques généraux à long terme existants, qui prévoient le remboursement sous forme de produits ou diverses formes de coopération industrielle dans les relations économiques Est-Ouest, pourraient aussi fournir des modèles utiles aux pays en développement recherchant des types d'arrangements répondant à leurs besoins.

11. Toutefois, les relations commerciales et la coopération économique entre l'Est et l'Ouest demanderaient à certains égards de sérieuses améliorations. L'expansion des courants d'échange a été considérablement entravée ces dernières années du fait que les exportations des pays socialistes d'Europe orientale n'équilibraient pas le flux d'exportations de biens et de services à destination de l'Est. Pour faire face à cette situation, les pays socialistes d'Europe orientale se sont fait octroyer par les pays occidentaux des facilités de crédit à moyen et long terme, ce qui les a amenés à accumuler un déficit croissant vis-à-vis de leurs partenaires occidentaux[5]. Il n'est pas souhaitable que ce déficit aille s'accentuant : c'est pourquoi les deux groupes de pays ne doivent épargner aucun effort pour remédier à cette situation.

12. Il y a plusieurs raisons à cet important déséquilibre des échanges, l'une d'entre elles tenant à la composition par

[5] Pour plus de détails, voir "Statistical review of trade among countries having different economic and social systems" [Etude statistique du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents] (UNCTAD/TSC/26).

produits du commerce Est-Ouest, qui est défavorable en partie du fait que les pays socialistes d'Europe orientale ne sont pas suffisamment en mesure de promouvoir leur ventes de machines et d'équipements et d'autres produits manufacturés. A cela s'ajoutent certains types d'obstacles discriminatoires applicables aux marchandises des pays socialistes et l'application limitée — ou même la non-application — à ces pays du traitement de la nation la plus favorisée, qui constituent autant d'entraves à un renforcement plus net du commerce et de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest.

13. La nécessité pour tous les pays participant au commerce mondial d'observer strictement les principes de la non-discrimination, de l'avantage mutuel et de la non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats a été à nouveau soulignée dans les résolutions de l'Assemblée générale et dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, si bien qu'il est possible maintenant d'entreprendre avec résolution et diligence de promouvoir encore davantage le commerce international et la coopération économique à l'échelle mondiale.

CHAPITRE II

Relations commerciales et coopération économique entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement

14. Depuis la troisième session de la Conférence, les relations commerciales et la coopération économique entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement se sont considérablement intensifiées. Pendant la période 1971-1974, le développement du commerce entre ces deux groupes de pays a été particulièrement accéléré, son volume total augmentant au taux annuel composé de 21 p. 100 soit sensiblement plus que le taux d'accroissement du commerce entre les pays socialistes et l'ensemble du monde (17,5 p. 100) et celui du commerce entre pays socialistes (12 p, 100)[6].

15. Ces taux de croissance s'expliquent en grande partie par les mesures de promotion du commerce adoptées ces dernières années par les pays socialistes et les pays en développement, qui prennent de plus en plus conscience des possibilités considérables restées inexploitées. Les relations économiques ont été élargies de façon à englober de nouveaux domaines d'activités, tels que la coopération et la spécialisation au niveau de la production. Le développement du commerce entre ces deux groupes de pays a été grandement favorisé par diverses approches nouvelles et diverses innovations institutionnelles, parmi lesquelles la conclusion d'un nombre considérable d'accords intergouvernementaux de coopération scientifique et technique venant s'ajouter aux accords commerciaux et aux accords de coopération économique de type traditionnel ainsi que la création de commissions intergouvernementales mixtes permanentes et, dans certains cas, de groupes de travail chargés de la coopération en matière de planification, etc.

[6] Pour plus de détail, *ibid.*

16. Cependant, le commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale ne représente encore qu'une part restreinte dans le total des échanges des pays en développement. Des mesures correctrices devront être prises aussi bien par les gouvernements que par les organisations internationales pour résoudre les divers problèmes qui se posent dans ce domaine et surmonter les obstacles existants.

17. L'analyse de l'évolution récente de la situation a montré que la promotion des échanges entre pays à systèmes économiques et sociaux différents telle qu'on la concevait traditionnellement était de plus en plus dépassée, car les relations commerciales s'intégraient graduellement dans un système global de coopération économique. Dans ses rapports antérieurs sur la question[7], le secrétariat de la CNUCED avait estimé que l'adoption d'une nouvelle approche, aboutissant à promouvoir la coopération d'ensemble, serait l'un des moyens les plus efficaces pour développer encore davantage les relations commerciales et économiques entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement.

18. La nécessité d'adopter cette approche nouvelle a été confirmée en particulier par la résolution 53 (III) [sect. I, par. 3], dans laquelle la Conférence

> Recommande aux pays en voie de développement et aux pays socialistes d'Europe orientale, lorsqu'ils estiment que leurs intérêts réciproques le justifient, de poursuivre leurs efforts pour élargir et diversifier leurs échanges commerciaux, en particulier dans une perspective à long terme, en les associant étroitement aux autres formes de coopération économique, industrielle, scientifique et technique.

19. L'expérience acquise, notamment en ce qui concerne les échanges entre pays socialistes et pays en développement, montre qu'une telle approche se justifie pleinement. Il convient de souligner que le commerce et les relations économiques entre pays socialistes et pays en développement se sont le mieux développés et diversifiés dans le cas où les parties intéressées avaient réussi à appliquer une approche globale fondée sur un ensemble de mesures complémentaires englobant divers domaines de coopération. Les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement devraient s'employer à promouvoir l'application plus générale d'une telle approche globale dans leurs relations commerciales et économiques mutuelles.

20. Pour leur faciliter la tâche à cet égard, la CNUCED pourrait, outre la promotion de liens purement commerciaux, contribuer à renforcer la coopération entre ces deux groupes de pays en élaborant des directives et des critères multilatéraux pour aider les gouvernements intéressés à mettre au point des mesures de politique générale devant permettre une coopération plus globale portant à la fois sur le commerce, la coopération économique et industrielle, le transfert de technologie, l'assistance technique, etc.

[7] Voir les documents TD/125 et TD/126 reproduits dans *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. IV, *Revue générale et problèmes particuliers* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.7).

21. La coopération dans le domaine de la planification s'est avérée ces dernières années une caractéristique nouvelle des relations économiques entre pays socialistes et pays en développement et un facteur de leur intensification. Son rôle est particulièrement important pendant la période où les pays intéressés, tant socialistes qu'en développement, procèdent à l'élaboration de leurs plans et programmes de développement à moyen et long terme. Des groupes communs chargés de la coopération en matière de planification ont été créés récemment dans le cadre d'un certain nombre de commissions intergouvernementales mixtes pour s'occuper spécifiquement des problèmes et propositions touchant l'échange de données et d'informations dans le domaine de la prévision économique, des méthodes de planification et l'évaluation des projets, et pour incorporer, par entente mutuelle, dans les plans des différents pays des dispositions permettant de faciliter la mise en œuvre de projets à exécuter en coopération. On compte que ces activités aboutiront à une coopération renforcée génératrice de nouvelles possibilités d'échanges et à une plus grande spécialisation de la production, ainsi qu'à une meilleure prise en considération des besoins commerciaux des pays en développement dans les plans à long terme des pays socialistes d'Europe orientale.

22. Compte tenu du rôle croissant joué ces dernières années par la planification dans la gestion économique des pays en développement et de la grande expérience des pays socialistes d'Europe orientale en la matière, des efforts multilatéraux dans ce domaine pourraient être particulièrement importants dans le cadre de la contribution de la CNUCED à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans une première étape, on pourrait peut-être organiser des réunions spéciales (ou périodiques) de représentants des autorités responsables de la planification des pays en développement et des pays socialistes d'Europe orientale pour discuter des perspectives à long terme du commerce et de la coopération et, plus spécialement, des possibilités de spécialisation de la production.

23. La coopération tripartite dans le domaine industriel, avec la participation d'entreprises ou d'organisations des pays socialistes d'Europe orientale, des pays en développement et des pays développés à économie de marché constituera probablement au cours des prochaines années un domaine privilégié de l'action multilatérale entreprise dans le cadre de la CNUCED. Le secrétariat a pu récemment constater l'existence d'un nombre considérable d'accords de coopération industrielle de ce type déjà conclus ou en cours d'élaboration, et il y a lieu d'encourager leur multiplication compte tenu de l'intérêt que les trois groupes de pays considérés manifestent pour ce type de coopération économique multilatérale. L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé à sa septième session extraordinaire les efforts déployés dans ce domaine par la CNUCED, et exprimé l'espoir qu'ils pourraient conduire à des propositions constructives pour l'industrialisation des pays en développement[8].

24. Un séminaire d'experts a été convoqué par le Secrétaire général de la CNUCED en application du paragraph 12 de la conclusion concertée 112 (XIV) du Conseil du commerce et du développement, "pour examiner les moyens de promouvoir la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale"[9]. Ces experts ont estimé que la CNUCED avait abordé là un domaine potentiellement important de la coopération entre pays en développement, pays socialistes et pays développés à économie de marché, et qu'elle pourrait contribuer à promouvoir davantage ce type de coopération industrielle par des travaux de recherche sur différents de ses aspects et à favoriser un échange régulier d'informations. En outre, elle devrait tirer pleinement parti de l'expérience acquise par la CEE en matière de coopération économique entre l'Est et l'Ouest et coordonner ses activités dans ce domaine avec celles de l'ONUDI[10].

25. Une forme importante de la coopération entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement est l'assistance économique fournie par les pays du CAEM pour l'exécution de projets dans les domaines de la production industrielle et agricole, de la mise en exploitation des ressources naturelles, de l'amélioration de l'infrastructure, etc. Cette assistance intervient directement au niveau de l'exécution des plans et programmes économiques et de la diversification du potentiel d'exportation des pays en développement.

26. Pendant la première moitié de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les pays socialistes d'Europe orientale ont accru le volume de leur assistance économique aux pays en développement. Les formes et les conditions de cette assistance ont varié à la fois en fonction du stade de développement économique des pays du CAEM eux-mêmes et de la position économique occupée par les différents pays en développement dans l'économie mondiale. Cette assistance est assortie de faibles taux d'intérêt et de longs délais de remboursement, et le remboursement est prévu dans la plupart des cas à la fois sous la forme de produits d'exportation traditionnels et de produits manufacturés fabriqués par les pays en développement intéressés. Toutefois, dans certains cas, diverses raisons (dont le manque de renseignements appropriés sur les possibilités et technologies existant dans les pays socialistes) ont fait que les pays en développement n'ont pas pu profiter pleinement des ressources que les pays socialistes d'Europe orientale étaient en mesure de leur offrir.

27. Quoi qu'il en soit, pour favoriser le développement économique des pays en développement, il faudra faire en sorte que l'assistance économique que ces pays reçoivent des pays socialistes d'Europe orientale soit encore élargie et améliorée. Si ces derniers accordaient des facilités de crédit accrues aux pays en développement auxquels ils fournissent

[8] Résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale du 16 septembre 1975, intitulée "Développement et coopération économique internationale", section IV, paragraphe 5.

[9] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatorzième session (première partie), Supplément No 1* (TD/B/532), p. 10.

[10] Voir le rapport du Séminaire sur la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale (TD/B/599).

des biens et des services à des conditions de faveur (facilités qui seraient particulièrement indiquées dans le cas des pays en développement les plus sérieusement touchés connaissant des difficultés de paiement dans leurs échanges avec les pays socialistes), ils contribueraient à développer encore davantage leurs relations économiques avec ces pays.

28. Un effort supplémentaire devrait aussi être fait dans le domaine des paiements entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement, même si les déficits commerciaux des pays en développement sont dans une large mesure déjà financés par les pays socialistes dans le cadre d'accords de crédit intergouvernementaux qui permettent aux pays en développement de se procurer les machines et l'équipement nécessaires à leur industrialisation. L'endettement croissant des pays en développement ne peut néanmoins pas être considéré comme une évolution saine, et il importe que pays socialistes comme pays en développement cherchent une solution aux problèmes qui se posent dans ce domaine.

29. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, les échanges entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement restent géographiquement très limités et demanderaient à être diversifiés. Leur composition par produits devrait aussi être améliorée. Ces points paraissent constituer un objectif important pour l'instauration du nouvel ordre économique international. Outre les suggestions présentées ci-dessus concernant le développement généralisé de la coopération, l'expérience acquise dans le commerce Est-Ouest peut aussi être mise à profit pour promouvoir et diversifier les échanges ainsi que la coopération économique et industrielle entre pays socialistes et pays en développement.

30. Différents moyens pourraient être utilisés pour asseoir les échanges entre pays socialistes et pays en développement sur une base géographique plus large : utilisation plus intensive du mécanisme consultatif créé au sein de la CNUCED, renforcement de l'assistance technique fournie par le secrétariat de cet organisme, coopération plus étroite entre le secrétariat de la CNUCED et les commissions régionales des Nations Unies pour l'organisation d'activités multilatérales telles que consultations, diffusion d'informations, assistance technique, etc.

CHAPITRE III

Possibilités découlant des changements institutionnels récents intervenus dans le cadre du CAEM

31. Entre la troisième et la quatrième session de la CNUCED, les pays socialistes membres du CAEM ont exécuté leur plan quinquennal pour 1971-1975 et arrêté des principes directeurs pour leur développement économique pendant la prochaine période de planification et au-delà.

32. Le développement économique des pays socialistes a été considérablement influencé par l'application du Programme général pour l'extension et l'amélioration de la coopération et pour le progrès de l'intégration économique socialiste entre les pays membres du CAEM, adopté en 1971 à la vingt-cinquième session du CAEM, et dont l'exécution doit porter sur quinze à vingt ans. Ce programme général à long terme prévoit la coordination des plans à moyen terme et des plans à long terme des pays de ce groupe comme principal instrument de leur progrès économique et social.

33. Dans leurs relations économiques et commerciales non seulement avec les pays socialistes, mais encore entre eux, les pays en développement pourraient tirer parti de l'expérience acquise par les pays socialistes dans la coordination des plans et dans l'exécution de grands projets économiques. Les pays socialistes pourraient partager plus largement cette expérience avec les pays en développement intéressés, notamment en leur fournissant des renseignements pertinents par l'intermédiaire du secrétariat du CAEM.

34. L'intégration économique socialiste a pour but surtout d'assurer le développement économique rapide des pays membres du CAEM. Ce dernier a cependant déjà fait preuve d'une certaine souplesse en adoptant des dispositions qui permettent aux pays non membres de prendre part à son fonctionnement. On pourrait citer comme exemple le fait que la Yougoslavie participe depuis longtemps à certains domaines d'activité du CAEM.

35. Comme il est réaffirmé dans le Programme général, "la division socialiste du travail doit tenir compte de la division internationale du travail à l'échelle mondiale"[11]. Le Programme général contient une disposition qui permet à tout pays non membre de participer pleinement ou partiellement à l'application des mesures envisagées dans le Programme. A l'heure actuelle, le CAEM élargit ses relations extérieures avec les pays tiers appartenant à des systèmes socio-économiques différents. Comme exemples les plus récents de cette tendance, ont peut citer la signature d'un accord de coopération économique entre le CAEM et la Finlande et la création d'une commission mixte où seront représentés tous les pays du CAEM et la Finlande, ainsi que deux accords de coopération signés par le CAEM en 1975, l'un avec l'Irak, l'autre avec le Mexique. Il s'agit là d'une tendance dont il y a lieu de se féliciter, et les parties intéressées devraient être encouragées à l'accentuer encore.

36. Concernant les accords de paiement des pays du CAEM, les faits nouveaux sont porteurs de promesses. C'est ainsi que les "Principes de règlements en roubles transférables entre les pays membres et non membres de la Banque internationale de coopération économique (BICE)", élaborés en 1972, ont permis d'effectuer des paiements multilatéraux entre tous les pays membres de la BICE, ou tel ou tel d'entre eux, et les autres pays pour la totalité des transactions commerciales ou pour des transactions particulières. Un certain nombre de pays en développement ont pris dernièrement contact avec les deux institutions bancaires internationales des pays membres du CAEM afin d'étudier la possibilité d'utiliser des roubles

[11] Programme général pour l'extension et l'amélioration de la coopération et pour le progrès de l'intégration économique socialiste entre les pays membres du CAEM, chap. Ier, sect. 1, par. 3.

transférables dans le cadre d'accords de paiement conclus avec les membres de la BICE (voir par. 38 et 38 ci-dessous).

37. Les pays membres du CAEM ont pris aussi d'autres mesures pour accroître encore leurs relations économiques et commerciales avec les pays en développement. C'est ainsi qu'ils ont créé en 1974 un fonds spécial destiné à financer l'octroi de bourses pour aider les pays en développement à former les cadres dont ils ont besoin.

38. Un fonds spécial pour le financement de programmes d'assistance économique et technique aux pays en développement a été créé dernièrement au sein de la Banque internationale d'investissements (BII). Les ressources mises à sa disposition ont été fixées à un milliard de roubles transférables : elles serviront à financer l'octroi de crédits à long terme aux pays en développement pour des périodes allant jusqu'à quinze ans.

39. Vu l'importance des incidences que l'allocation de ressources issues du fonds spécial pourrait avoir sur l'expansion des relations commerciales entre les pays du CAEM et les pays en développement comme sur l'accélération du développement économique de ces derniers, il conviendrait peut-être de proposer que, outre le dispositif actuel (tel qu'il est défini dans les "Clauses et conditions de l'octroi, de l'utilisation et du remboursement des crédits issus du Fonds spécial"[12]), les pays membres du CAEM mettent au point une procédure particulière qui permettrait aux pays en développement, y compris les moins avancés, de mieux profiter des possibilités offertes par les pays membres du CAEM. Cette proposition, adressée au secrétariat du CAEM ou directement à la BII, semble d'autant plus opportune qu'elle pourrait éventuellement permettre de lier le système des règlements multilatéraux en roubles transférables de la BICE et les possibilités de crédits offertes par le Fonds spécial de la BII, dont 95 p. 100 des ressources du Fonds sont constituées par des roubles transférables.

40. Compte tenu des faits nouveaux intervenus récemment, parmi lesquels le processus d'intégration du CAEM et la coopération industrielle, et qui ont pris rapidement de l'importance – dans les relations économiques Est-Ouest, par exemple –, il conviendrait de substituer progressivement à l'approche traditionnelle, qui portait sur l'accès aux marchés, sur la diversification de la structure géographique du commerce et de sa structure par produits, sur la "multilatéralisation" des accords de paiement et sur certains autres problèmes, des plans à long terme de coopération économique et commerciale entre pays de systèmes différents. A titre de premier pas dans cette direction, il pourrait être demandé aux pays membres du CAEM de coopérer sur une base multilatérale et bilatérale à l'établissement, aux termes du Programme général, de pronostics dans les importants domaines de l'économie, de la science et de la technologie, notamment par l'"échange d'expérience relative aux méthodes et à l'organisation de l'établissement des pronostics dans les pays membres du CAEM, [la] généralisation de cette expérience ainsi que de celle des autres pays"[13]. L'intérêt porté par un certain nombre de pays en développement à la mise en place d'un cadre plus large pour réglementer leur coopération économique avec les pays du CAEM donne à penser qu'il y aurait lieu d'envisager de nouvelles mesures pour atteindre ce nouvel objectif.

[12] Publication de la Banque internationale d'investissements, Moscou, 1974.

CHAPITRE IV

Activités d'assistance technique

41. A sa troisième session, la Conférence, dans sa résolution 53 (III), a invité le Secrétaire général de la CNUCED à "encourager la diffusion de renseignements sur les formes juridiques, les modalités d'organisation du commerce extérieur et la pratique commerciale dans les pays socialistes d'Europe orientale [...] en ayant plus particulièrement en vue les besoins des pays en voie de développement" (sect. VI, par. *c*). En vertu de ce mandat, le secrétariat a récemment étendu la portée et, en particulier, les moyens d'octroi de son assistance technique au domaine du commerce entre pays de systèmes économiques et sociaux différents. En outre, dans sa conclusion concertée 112 (XIV), le Conseil du commerce et du développement a souligné, au paragraphe 8, que la CNUCED devrait intensifier ses efforts pour remédier aux lacunes des connaissances mutuelles concernant les pratiques en matière de relations commerciales et économiques entre pays de systèmes économiques et sociaux différents, et que cette action devrait être appuyée par l'octroi d'une assistance technique[14].

42. Pour atteindre cet objectif, la CNUCED a commencé en mai 1975 à appliquer un projet interrégional du PNUD en coopération avec le Centre du commerce international CNUCED/GATT. Dans le cadre de ce projet, un colloque de haut niveau a eu lieu en octobre 1975, et des cours de formation vont être organisés en 1976 pour donner à un certain nombre de fonctionnaires et de représentants des secteurs public et privé des pays en développement l'occasion d'élargir et d'approfondir leurs connaissances des politiques commerciales des pays socialistes et des possibilités de développer le commerce entre ces derniers et leur propre pays.

43. En outre, à la demande expresse de pays en développement, le secrétariat de la CNUCED a apporté le soutien nécessaire, dans des circonstances particulières, à certaines activités destinées à permettre à ces pays d'obtenir directement des renseignements sur les politiques commerciales des pays socialistes d'Europe orientale. C'est ainsi que, sur la demande du Gouvernement philippin et en coopération étroite avec le PNUD et les pays socialistes d'Europe orientale, un voyage d'étude et d'information a été organisé à l'intention d'un groupe de hauts fonctionnaires philippins pour les familiariser avec les techni-

[13] Programme général pour l'extension et l'amélioration..., chap. II, sect. 4, par. 8.

[14] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatorzième session (première partie), Supplément No 1* (TD/B/532), p. 9.

ques et modalités des accords de coopération commerciale et économique des pays socialistes d'Europe orientale.

44. Au cours de la première partie de la quinzième session du Conseil du commerce et du développement, des pays en développement ont demandé instamment au secrétariat de la CNUCED de développer ses activités d'assistance technique dans ce domaine pour mieux promouvoir le commerce entre ces pays et les pays socialistes d'Europe orientale.

45. Les objectifs visés par la CNUCED en matière de coopération commerciale et économique entre les deux groupes de pays considérés pourraient être plus facilement atteints par l'octroi d'une assistance technique se concrétisant par la mise en œuvre, entre autres, des mesures suivantes : diffusion de renseignements sur les politiques et pratiques commerciales des pays socialistes d'Europe orientale et sur toute expérience acquise à cet égard par les pays en développement; formation de représentants des pays en développement, notamment les moins avancés, grâce à des cours périodiques traitant d'une large gamme de politiques économiques et commerciales des pays socialistes d'Europe orientale; voyages d'étude à l'intention de fonctionnaires des administrations publiques et de représentants des milieux d'affaires des pays en développement.

46. Vu les résultats positifs obtenus jusqu'à présent, il conviendrait de renforcer davantage encore le mécanisme consultatif de la CNUCED dans le domaine de la coopération économique et commerciale entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, qui est étroitement lié aux activités d'assistance technique du secrétariat.

47. Il conviendrait d'instaurer dans ce domaine une coopération plus étroite entre les pays intéressés, la CNUCED et le PNUD, ainsi que les commissions régionales des Nations Unies, et aussi d'utiliser pleinement les possibilités du Centre du commerce international CNUCED/GATT.

CHAPITRE V

Rôle de la CNUCED

48. Compte tenu de ce qui a été dit dans les chapitres qui précèdent, il serait bon d'examiner comment permettre à la CNUCED de jouer un rôle plus efficace en augmentant l'influence effective qu'elle exerce sur les relations économiques et commerciales. La méthode suivie jusqu'à présent, qui consistait surtout à examiner périodiquement en comité de session du Conseil du commerce et du développement les problèmes qui se posaient à cet égard, est de plus en plus inadaptée aux circonstances actuelles. Il semble que le dispositif de la CNUCED chargé actuellement de traiter des problèmes de commerce et de coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents exige certaines innovations, en attendant que des mesures soient prises, conformément à la résolution 81 (III) de la Conférence, pour créer une organisation générale internationale du commerce.

49. A la quatrième session de la Conférence, les pays membres pourraient étudier la possibilité d'instituer une procédure plus souple pour examiner de manière approfondie et plus suivie les problèmes pratiques spécifiques qui se posent à propos de ce courant particulier du commerce mondial.

50. Ils envisageront peut-être plus spécialement de recourir plus fréquemment à des groupes de travail, à des groupes d'experts, à des séminaires, etc., en tant que moyen efficace de promouvoir l'action multilatérale dans le domaine du commerce et de la coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, en coordination, le cas échéant, avec les commissions régionales des Nations Unies et avec d'autres organismes de l'ONU.

51. L'appareil consultatif de la CNUCED chargé de traiter des problèmes de relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents pourrait être assoupli de façon à permettre au Secrétaire général de la CNUCED d'organiser des consultations sur la demande des pays intéressés. Les thèmes de discussion pourraient être élargis de manière à englober non seulement les problèmes et domaines traditionnels de la coopération, mais aussi des problèmes et domaines nouveaux : par exemple la coordination de la planification entre pays intéressés, qui a été proposée. Dans cerains cas, pour aider les pays en développement, et notamment les moins avancés d'entre eux, à participer à ces consultations, il conviendrait que la CNUCED appuie les demandes que les gouvernements intéressés pourraient adresser au PNUD pour être autorisés à financer leur participation sur les ressources que cet organisme leur accorderait au titre de leur programme national.

CHAPITRE VI

Conclusions fondamentales

52. Un nouvel ordre économique international, tel que l'a défini l'Assemblée générale dans la Déclaration qu'elle a adoptée à sa sixième session extraordinaire, doit se fonder notamment sur "la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social". En vertu de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée, l'une des principales fonctions de la CNUCED est de promouvoir les échanges commerciaux entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. A cet égard, la CNUCED, comme prévu dans diverses résolutions et décisions de la Conférence, et notamment les résolutions 15 (II) et 53 (III), traite de tous les aspects de ces échanges qui encouragent des politiques économiques et commerciales convergentes visant à faciliter non seulement l'expansion du commerce entre pays socialistes et pays en développement, et entre pays socialistes et pays développés à économie de marché, mais aussi la coopération entre ces trois groupes de pays.

53. A l'heure actuelle, certaines conditions sont favorables à une nouvelle expansion du commerce et de la coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. Parmi les facteurs favorables figurent le climat de détente, le renforcement du potentiel

économique des pays socialistes, et le fait que pays socialistes et pays en développement interviennent tous les jours davantage dans la restructuration des relations économiques internationales.

54. Vu la situation actuelle dans le domaine des échanges commerciaux et de la coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, notamment entre pays socialistes et pays en développement, on est amené à penser que, si cette coopération a connu une expansion quantitative et a subi des transformations structurelles, il existe toujours des possibilités considérables non encore mises pleinement à profit par toutes les parties. Il importe donc que tous les pays encouragent encore davantage ces échanges dans le cadre d'un nouvel ordre économique international, non seulement par les méthodes et sous les formes traditionnelles, mais aussi par des initiatives multilatérales plus nombreuses.

55. Les échanges commerciaux et la coopération économique entre les pays considérés, en particulier entre pays socialistes et pays en développement, pourraient être encore accrus par une action multilatérale visant à faciliter une promotion générale de la coopération portant sur le commerce, l'économie et l'industrie, le transfert de technologie, etc. A cet égard, le rôle de la CNUCED consisterait à élaborer des principes et critères multilatéraux dont les gouvernements s'inspireraient pour concevoir des politiques commerciales allant dans le sens recherché.

56. L'objectif visé pourrait aussi être atteint plus facilement si les pays intéressés coordonnaient leur action dans le domaine de la planification. On pourrait envisager pour cela d'organiser dans le cadre de la CNUCED des réunions spéciales (ou régulières) de représentants des autorités responsables de la planification dans les pays socialistes et les pays en développement, pour examiner les perspectives à long terme du commerce et de la coopération économique. Les plans de développement économique des pays socialistes d'Europe orientale pourraient ainsi tenir davantage compte des besoins commerciaux des pays en développement.

57. La coopération industrielle tripartite entre entreprises ou organisations de pays socialistes d'Europe orientale, de pays en développement et de pays développés à économie de marché semble devoir être dans un proche avenir un domaine particulièrement favorable pour l'action multilatérale. La première mesure visant à promouvoir cette nouvelle évolution a été l'organisation, par le Secrétaire général de la CNUCED, du Séminaire sur la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale, séminaire qui s'est occupé surtout de la coopération industrielle tripartite. Vu l'importance que pourra prendre cette méthode novatrice, il conviendrait de proposer que la CNUCED poursuive ses travaux dans ce domaine, en coordination avec l'ONUDI et les commissions régionales des Nations Unies.

58. Les pays socialistes d'Europe orientale pourraient examiner la possibilité d'augmenter et d'améliorer encore leur assistance économique aux pays en développement. L'accroissement des facilités de crédit dont ils assortissent la fourniture de biens et de services à des conditions de faveur (mesure qui serait particulièrement indiquée dans les cas où les pays en développement les plus gravement touchés connaissent les difficultés de paiement dans les échanges avec les pays socialistes) contribuerait à un plus ample développement des relations économiques réciproques.

59. Il convient que les pays en développement et les pays socialistes fassent plus pour développer la structure géographique de leur commerce réciproque et pour diversifier sa structure par produits. Outre les mesures de caractère plus général (expansion du commerce, coopération économique et industrielle, coordination des efforts dans le domaine de la planification, meilleure utilisation des possibilités offertes par les changements institutionnels intervenus récemment dans le cadre du CAEM, etc.), qui permettront de mieux atteindre ce but, il conviendra aussi d'envisager une utilisation plus intensive de l'appareil de consultation de la CNUCED.

60. Compte tenu de l'expansion accélérée du commerce et de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest ces dernières années, on peut espérer que la CNUCED contribuera à ce que l'expérience acquise dans le commerce Est-Ouest soit aussi mise à profit dans le commerce et dans la coopération économique entre pays socialistes et pays en développement. A cet égard, il faudrait que l'expérience accumulée par la CEE soit mise à la disposition des pays en développement intéressés. Toutefois, en ce qui concerne le commerce Est-Ouest, l'élimination du déséquilibre actuel des échanges commerciaux et de leurs causes est un problème qui reste à résoudre.

61. Pour déterminer les domaines où des initiatives multilatérales seraient possibles du fait de l'application de diverses mesures adoptées par les pays du CAEM, et pour élaborer, à partir de là, des propositions d'action multilatérale dans le cadre de la CNUCED, peut-être pourrait-on proposer que le Secrétaire général de la CNUCED procède aux consultation voulues à la fois avec les pays membres du CAEM et avec le secrétariat du CAEM.

62. On pourrait demander aux institutions bancaires internationales des pays membres du CAEM – BICE et BII – d'élaborer, en complément des procédures existantes, des directives spécifiques à l'intention des pays intéressés, ce qui permettrait aux pays en développement, et notamment aux moins avancés d'entre eux, de tirer plus pleinement parti des facilités déjà créées : par exemple système des règlements multilatéraux en roubles transférables entre pays du CAEM et pays non membres du CAEM, ou facilités de crédit offertes par le Fonds spécial de la BII.

63. Pour remédier au fait que les bénéficiaires potentiels ne sont suffisamment avertis ni des possibilités d'expansion mutuellement profitable du commerce entre pays en développement et pays socialistes ni de l'effet positif que peut avoir sur cette expansion l'application d'une méthode fondée sur une généralisation de la coopération, il faut étudier la possibilité de mettre au point, dans le cadre de la CNUCED, un programme d'activités d'assistance technique qui porterait sur la diffusion de renseignements, la for-

mation et l'organisation de relations commerciales, notamment en prolongeant au-delà de la date prévue l'exécution du projet interrégional PNUD/CNUCED de "formation en vue du développement du commerce entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement". Il conviendra d'instaurer en ce domaine une coopération plus étroite entre les pays intéressés, la CNUCED et le PNUD, ainsi que les commissions régionales des Nations Unies. Il faudra aussi tirer pleinement parti des possibilités offertes par le Centre du commerce international CNUCED/GATT.

64. Dans le cadre de la CNUCED, le mécanisme chargé des problèmes de coopération économique et commerciale entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, notamment entre pays socialistes et pays en développement, pourra être amélioré compte tenu de l'opportunité d'instaurer une procédure permettant de discuter de façon approfondie et plus régulière les problèmes qui se posent à cet égard, ainsi que de renforcer la procédure consultative de la CNUCED en l'assouplissant et en élargissant les thèmes de discussion.

65. On compte qu'à sa quatrième session la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement progressera encore en matière de promotion du commerce et de la coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, notamment entre pays socialistes et pays en développement, en ajoutant aux formes de coopération déjà pratiquées de nouvelles formes de coopération de caractère multilatéral, d'autant plus qu'il s'agit là d'un domaine dans lequel la CNUCED a une responsabilité toute particulière.

DOCUMENT TD/193/Supp.1

La spécialisation industrielle et les diverses formes de coopération multilatérale permettant d'y parvenir

Note du secrétariat de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*24 février 1976*]

1. La coopération industrielle sous ses diverses formes a pris rapidement de l'importance ces dernières années dans la coopération économique internationale. L'attention s'est portée tout particulièrement sur la coopération entre partenaires de pays socialistes d'Europe orientale, de pays en développement et de pays développés à économie de marché, car elle permet de combiner au mieux les avantages relatifs qu'on peut tirer de la coopération industrielle entre des entreprises ou organismes dans ces trois groupes de pays.

2. Les renseignements que le secrétariat a recueillis grâce à ses recherches empiriques ou qu'il a tirés de monographies nationales établies par des économistes et des experts qualifiés de pays ayant l'expérience de la coopération industrielle sont venus confirmer que la coopération industrielle multilatérale, y compris les arrangements tripartites, offrait de grandes possibilités pour promouvoir le développement économique des pays en développement[1].

3. Comparée au système traditionnel d'échanges commerciaux fondé sur la division intersectorielle du travail, la coopération industrielle entre pays à systèmes économiques et sociaux différents favorise une division intrasectorielle du travail et elle crée des conditions propres à stimuler le commerce.

4. Le désir des pays en développement de modifier la structure actuelle de la division du travail dans le monde paraît coïncider avec la politique adoptée par les pays socialistes pour améliorer le rendement économique grâce à une spécialisation progressive et une plus grande participation au commerce international. Il est donc normal de supposer que l'on crée actuellement les conditions voulues pour harmoniser les efforts de ces deux groupes de pays et pour rendre progressivement leurs structures économiques complémentaires dans un certain nombre de domaines par une spécialisation internationale de la production. On pourrait s'assurer des avantages supplémentaires en élargissant la coopération industrielle de façon à inclure soit les pays développés à économie de marché soit les autres pays socialistes ou en développement.

5. L'expérience de la coopération commerciale et industrielle entre pays socialistes et pays en développement a montré qu'une division partielle du travail impliquant modification des structures économiques nécessite plus que de simples mesures de politique commerciale, et que, pour réussir, pareille entreprise devait, de manière générale, être fondée sur l'adoption de décisions d'ensemble. En conséquence, l'expansion du commerce par la promotion de la complémentarité économique, à l'échelle tant bilatérale que multilatérale, doit être considérée systématiquement comme un objectif politique spécifique[2].

6. Sous ses formes multilatérales, la coopération économique s'est révélée particulièrement propice à la promotion de l'industrialisation dans les pays en développement lorsqu'elle a pour effet de spécialiser chacun des partenaires dans la fabrication de certains produits qui sont vendus aux autres partenaires. De ce fait, les pays en développement pourraient trouver avantage à unir leurs efforts à ceux d'autres pays en développement, notamment leurs voisins, pour créer et exploiter de nouvelles possibilités dans les pays socialistes grâce à la coopération et à la spécialisation en matière de production. Les pays socialistes d'Europe orientale ont déjà amorcé ce processus en invitant des groupements de pays en développement à s'associer à des projets déterminés[3].

7. Quelque prometteuse qu'elle soit pour l'industrialisation des pays en développement, la coopération multilatérale entre pays à système économiques et sociaux différents au niveau des entreprises ou des institutions n'est pas seulement le fait du secteur industriel, et il existe dans l'agriculture, la recherche et les aménagements d'infrastructure des exemples de projets multilatéraux qui pour-

[1] Voir dans le présent volume le document TD/193, par. 23.

[2] Voir l'étude du secrétariat de la CNUCED intitulée "Expansion du commerce par la promotion de structures économiques complémentaires" (TD/125) dans *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. IV, *Revue générale et problèmes particuliers* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.7), par. 147 et suiv.

[3] Voir l'étude du secrétariat intitulée "International specialization in industrial production and its impact on the expansion of trade and economic relations between the socialist countries of Eastern Europe and the developing countries" (UNCTAD/TSC/24) [en anglais seulement].

raient servir de modèles pour la coopération future. Mais, étant donné l'importance du rôle de l'industrialisation dans l'accélération de l'expansion et la restructuration de l'économie des pays en développement, le secrétariat s'est surtout intéressé aux formes multilatérales, et notamment tripartites, de la coopération dans l'industrie. En cela, il était justifié par les résultats de la coopération industrielle entre l'Est et l'Ouest, qui est devenue l'élément le plus dynamique des relations économiques entre pays socialistes et pays développés à économie de marché, et qui sur certains points, pourrait être imitée avec profit par les pays en développement.

8. Le secrétariat de la CNUCED effectue depuis un certain nombre d'années des recherches sur la coopération multilatérale dans le cadre des relations commerciales et économiques entre pays à systèmes différents. Conformément au mandat qui lui avait été donné en vertu des résolutions 15 (II) et 53 (III) de la Conférence, il a présenté plusieurs monographies concernant certains aspects et perspectives de la complémentarité des structures économiques entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement[4].

9. D'autre part, à sa treisième session, le Conseil du commerce et du développement, aux termes de sa conclusion concertée 99 (XIII), "a estimé que l'amélioration du climat politique dans le monde renforçait les possibilités de développer encore les relations économiques et commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents" (paragraphe 7), et "a estimé qu'à l'avenir [le secrétariat devait] accorder davantage d'attention [...] à l'analyse des questions relatives à l'adoption d'arrangements à long terme et de vaste portée portant sur la coopération commerciale et économique" entre ces pays (paragraphe 9)[5].

10. En conséquence, le secrétariat de la CNUCED a entrepris un projet de recherche sur la création de courants commerciaux par la coopération industrielle entre les entreprises de pays socialistes et de pays en développement[6]. A la première partie de sa quatorzième session, le Conseil du commerce et du développement a examiné les résultats de ce projet, à la suite de quoi il a adopté la conclusion concertée 112 (XIV), aux termes de laquelle il reconnaissait, au paragraphe 9, "que, vu l'expansion et la diversification considérables des relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, [...] la CNUCED devait accorder la priorité à des sujets d'étude bien définis, sur la base de documents de recherche appropriés établis par le secrétariat"[7]. En outre, au paragraphe 10, le Conseil a recommandé qu'entre autres les questions ci-après soient étudiées plus avant : détermination des possibilités futures de coopération économique dans des domaines particuliers, en vue de mettre au point des programmes géographiquement plus étendus de coopération et de spécialisation, et moyen de promouvoir la coopération industrielle, y compris la coopération industrielle tripartite. Il a d'autre part, au paragraphe 12, "invité le Secrétaire général de la CNUCED à réunir [...] un séminaire d'experts [...] pour examiner les moyens de promouvoir la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale"[8].

11. En application de la décision du Conseil, le Secrétaire général de la CNUCED a convoqué le séminaire en question à Genève du 2 au 5 décembre 1975. Quarante-six experts de 25 pays membres de la CNUCED y ont participé, soit à titre personnel soit sur mandat de leur gouvernement[9].

12. Le Séminaire et les recherches du secrétariat ont porté essentiellement sur la coopération industrielle tripartite, qui suppose la participation d'entreprises ou d'organisations situées respectivement dans des pays socialistes d'Europe orientale, dans des pays en développement et dans des pays développés à économie de marché[10]. Les délibérations du Séminaire ont confirmé que la CNUCED s'était engagée dans un domaine de coopération susceptible de prendre de l'importance et qui pourrait offrir aux pays en développement de nouvelles possibilités d'économies d'échelle grâce à la spécialisation, ainsi que des débouchés commerciaux assurés, élargissant ainsi encore davantage le champ de la coopération économique internationale. On peut trouver à cet égard des idées et suggestions utiles dans un certain nombre d'études faites spécialement pour le Séminaire par d'éminents experts des pays socialistes d'Europe orientale, des pays en développement et des pays développés à économie de marché[11].

13. Au cours de ses débats, le Séminaire a traité d'une assez large gamme de questions liées à la coopération industrielle tripartite. Il a procédé à un examen général du cadre de la coopération industrielle multilatérale, de ses principaux avantages et de ses structures, de ses aspects financiers, et étudié les possibilités de transfert de technologie dans le contexte de la coopération industrielle tripartite, ses aspects juridiques, ses perspectives d'avenir et sa portée.

14. L'examen approfondi des questions liées à la promotion de la coopération industrielle tripartite a montré

---

[4] Voir "Expansion du commerce par la création de structures économiques complémentaires. – Etude sur la Hongrie" (TD/B/391) et "Aspects commerciaux de la spécialisation internationale entre pays socialistes et pays en voie de développement. – Monographie sur les industries tchécoslovaques de transformation du bois" (TD/B/451).

[5] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No. 1* (TD/B/476), p. 4.

[6] Voir *Création de courants commerciaux par la coopération industrielle entre les entreprises de pays à systèmes économiques et sociaux différents* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.16).

[7] *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatorzième session (première partie), Supplément No 1* (TD/B/532), p. 9.

[8] *Ibid.*, p. 10.

[9] Voir le rapport du Séminaire sur la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale (TD/B/599).

[10] Voir l'étude du secrétariat de la CNUCED intitulée "Coopération industrielle tripartite" (TAD/SEM.1/2).

[11] Voir le rapport du Séminaire sur la spécialisation industrielle... (TD/B/599), annexe II.

qu'il s'agissait là d'une démarche dont les multiples aspects, allant de la mise au point d'une définition plus précise de la notion qu'elle recouvre à l'identification de mesures visant à encourager l'exécution d'un plus grand nombre de projets répondant à cette définition, demandent à être étudiés plus avant.

15. Les experts des pays en développement participant au Séminaire tendaient à envisager la coopération tripartite sous un angle pratique, mettant l'accent sur des points tels que la planification et la formulation des projets, leur exécution et leur exploitation. En ce qui concerne la planification et la formulation, on a souligné que les perspectives de coopération entre les trois groupes de pays semblaient tout à fait encourageantes, en particulier pour les projets faisant intervenir des procédés de fabrication compliqués sur lesquels les pays en développement n'ont jusqu'ici guère ou pas de connaissances.

16. En ce qui concerne l'exécution des projets, la coopération tripartite pourrait aider les pays en développement à choisir les technologies convenant le mieux pour combler leur déficit en matière de technologie et de production, et leur permettre de réduire la part substantielle qu'ils doivent prélever sur leurs recettes en devises pour l'acquisition de ces technologies.

17. Des experts des pays en développement participant au Séminaire ont souligné les grandes possibilités de coopération tripartite existant aussi dans le domaine de l'acquisition de machines et de matériel, du fait que, dans leur écrasante majorité, leurs pays ne s'étaient pas encore dotés de leur propre industrie d'équipement, et devaient donc importer les machines et le matériel dont ils avaient besoin. En l'occurrence, la coopération tripartite devait aller au-delà de la simple importation d'équipements, et prévoir la diffusion plus large de renseignements sur les caractéristiques techniques et autres du matériel vendu et acheté et la possibilité de se procurer facilement des pièces de rechange, de façon à permettre aux pays en développement de choisir le matériel le plus compétitif.

18. Quant à l'exploitation des projets, on a suggéré que soient inclus dans le cadre de la coopération tripartite des points tels que la formation de personnel, la fourniture de main-d'œuvre qualifiée et de biens intermédiaires, la commercialisation internationale et la promotion des exportations.

19. Des études du secrétariat ainsi que des résultats du Séminaire, il ressort que, étant donné l'apparition assez récente de la coopération tripartite, on ne dispose pas de renseignements suffisants à son sujet, obstacle majeur qu'il faudra surmonter pour étudier plus à fond ses divers aspects pratiques (questions juridiques, problèmes de financement, possibilités de transfert de technologie, etc.). On a estimé au cours du Séminaire qu'il faudrait assurer une plus grande diffusion des renseignements sur le commerce extérieur et les conditions économiques des pays concernés qui ont trait à la coopération tripartite ainsi que sur les questions institutionnelles liées à la promotion de la coopération avec les pays en développement, en particulier par l'intermédiaire d'organismes tels que les commissions mixtes (intergouvernementales et autres).

20. Etant donné la diversité des problèmes que suscite ce nouveau phénomène, une coordination étroite des efforts s'impose de la part des divers organismes des Nations Unies. Par ailleurs, on a souligné que la CNUCED devait tirer pleinement parti de l'expérience acquise par la CEE dans le domaine de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest et concentrer ses efforts sur des formes véritablement intégrées de coopération tripartite dans les pays en développement[12]. On a jugé qu'il convenait de demander aux autres commissions régionales de contribuer à la recherche sur la coopération industrielle tripartite à partir de l'expérience accumulée, et aussi de coordonner étroitement les activités de la CNUCED et de l'ONUDI, compte tenu en particulier de l'expérience qu'avait l'ONUDI des divers aspects du processus d'industrialisation dans les pays en développement.

21. Le Séminaire peut être considéré comme le premier pas sur la voie d'une coopération industrielle tripartite plus poussée, et il a préparé le terrain pour que le dialogue se poursuive, à la quatrième session de la Conférence, en vue d'identifier les possibilités d'une "action multilatérale visant à intensifier les relations commerciales et économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et, en particulier, [d'une] action de nature à contribuer au développement des pays en développement"[13].

22. Etant donné les possibilités importantes que la coopération industrielle multilatérale, notamment la coopération tripartite, pourrait offrir aux pays en développement de stimuler encore davantage leur développement économique, il conviendrait peut-être de charger le secrétariat de poursuivre ses travaux dans ce sens, compte tenu en particulier des divers aspects de la coopération tripartite qui ont été mentionnés par les participants au Séminaire[14].

23. Ce faisant, il agirait conformément à la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale aux termes de laquelle celle-ci a approuvé les travaux de la CNUCED sur la coopération tripartite entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et reconnu que ces travaux pourraient aboutir à des propositions constructives pour l'industrialisation des pays en développement (sect. IV, par. 5), contribuant ainsi à l'instauration du nouvel ordre économique international souhaité. Par la même occasion, le secrétariat de la CNUCED irait tout à fait dans le sens des suggestions énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action de Manille, où il est stipulé, entre autres choses, que "les pays développés à économie de marché et les pays socialistes d'Europe orientale devraient prendre des mesures propres à développer les formes multilatérales, et notamment les formes tripartites, de coopération économique afin de promouvoir les intérêts des pays en développement"[15].

---

[12] *Ibid.*, par. 13.

[13] Point 15 de l'ordre du jour de la quatrième session de la Conférence.

[14] Voir le rapport du Séminaire sur la coopération industrielle... (TD/B/599), par. 8.

[15] *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. I *(op. cit.)*, annexe V, sect. VIII, par. 2.

DOCUMENT TD/194*

Questions institutionnelles

Rapport du Secrétaire général de la CNUCED

[*Original : anglais*]
[*22 avril 1976*]

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Pages
Introduction	1-7	326
Chapitres		
I. La CNUCED et la restructuration du système des Nations Unies	8-23	327
A. Les fonctions économiques et sociales du système des Nations Unies	8-11	327
B. Renforcement de la fonction de négociation de l'ONU	12-16	328
C. Reconnaissance de l'interdépendance des problèmes	17-20	329
D. Reconnaissance du rôle de la CNUCED	21-23	329
II. Mesures tendant à renforcer la CNUCED et à la rendre plus efficace	24-71	330
A. Réforme du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED	26-60	330
1. Participation aux travaux de la Conférence et du Conseil	27-31	330
2. Les grandes commissions du Conseil	32-44	331
3. Création d'un nouvel organe intersectoriel qui serait chargé d'examiner l'interdépendance des problèmes	45-49	332
4. Renforcement des procédures de négociation	50-59	333
5. Procédures de consultation	60	335
B. Montant, gestion et planification des ressources	61-71	335
1. Montant des ressources	62-67	335
2. Nécessité d'une gestion souple	68-70	336
3. Planification à moyen terme	71	336
III. Problèmes à plus long terme	72-86	337

Introduction

1. La question de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies vient à l'étude au moment où le problème du développement suscite un regain d'attention en raison de son importance dans les relations internationales et où les gouvernements prennent une conscience nouvelle de la nécessité de négociations sérieuses devant les difficultés économiques qui, de l'extérieur, assaillent les pays du tiers monde. Plusieurs facteurs ont contribué à cette prise de conscience, et d'abord le fait que la crise qui frappe aujourd'hui l'économie de nombreux pays développés et en développement appelle des mesures qui consacrent l'interdépendance des grands problèmes économiques. A quoi l'on peut ajouter le souci des approvisionnements en produits alimentaires et en ressources non renouvelables, l'efficacité d'une action concertée des producteurs qui a conduit au relèvement des prix du pétrole, la solidarité du tiers monde qui s'étend à presque toutes les institutions internationales et la volonté que manifestent les pays en développement de voir s'instaurer un nouvel ordre économique international. Ce nouvel état d'esprit dans les rapports entre nations est apparu en toute clarté à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

2. L'heure est maintenant venue de mettre à l'épreuve cette attitude nouvelle, de la concrétiser par des changements qui transforment durablement la structure de l'économie mondiale. Si la volonté politique de réaliser ces changements doit se révéler, la communauté internationale aura besoin d'un appareil institutionnel qui, tout en comportant des mécanismes de négociation efficaces dans des domaines déterminés, l'engagera tout entière dans un processus où il s'agira de tracer les grandes orientations et de prendre des décisions.

* Incorporant le document TD/194/Corr.1.

3. C'est dans cette perspective que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement étudiera les questions institutionnelles au cours de la quatrième session qui, comme l'indique le point 16 de l'ordre du jour[1] sera pour les Etats membres l'occasion de présenter des recommandations sur le rôle futur de la CNUCED et de prendre des décisions au sujet de son organisation.

4. On observera ici la distinction qui est faite entre deux catégories de mesures que la Conférence pourrait être amenée à adopter. D'une part, conformément au paragraphe 1 de la section VII de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, elle doit faire des recommandations concernant le rôle futur de la CNUCED au titre de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et compte tenu de la nécessité de renforcer sa capacité de négociation en vue de résoudre par des efforts concertés les problèmes que posent les relations économiques internationales. A cet égard, le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, qui a été constitué par l'Assemblée générale aux termes de la même résolution, a expressément prévu, dans le calendrier des travaux de sa troisième session (qui s'est tenue au Siège de l'ONU du 2 au 11 juin 1976), qu'il recevrait les recommandations de la Conférence[2]. D'autre part, la Conférence, suivant la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, a le pouvoir et la charge de prendre des décisions concernant la structure et les méthodes de travail de la CNUCED, ainsi que les moyens d'améliorer l'efficacité de son appareil[3].

5. Toutefois, les questions qui donneront lieu à des recommandations ou à des décisions sont, quant au fond, étroitement liées entre elles. Des améliorations d'ordre institutionnel rendraient la CNUCED plus capable d'assumer les tâches qu'elle pourrait être appelée à remplir dans un système réformé et ne devraient donc pas être considérées indépendamment des problèmes généraux de restructuration. C'est pourquoi les diverses questions institutionnelles qui sont soumises à l'examen de la Conférence devraient être traitées conjointement.

6. Au chapitre IV de son rapport à la Conférence (TD/183)[4], le Secrétaire général de la CNUCED présente son point de vue sur le rôle futur de cet organe des Nations Unies dans le cadre de la restructuration du système et il met en relief certaines questions qui demandent à être examinées si l'on veut améliorer et réformer le mécanisme de la CNUCED selon ses recommandations concernant les fonctions qu'elle devrait exercer. Ces questions sont approfondies dans le présent rapport où l'on trouvera des observations et des propositions plus particulières touchant l'appareil institutionnel de la CNUCED. On trouvera également, au dernier chapitre, quelques remarques sur les problèmes à long terme dans le domaine du commerce, du développement et de la coopération économique internationale.

7. Ni le présent rapport, ni le rapport du Secrétaire général de la CNUCED ne cherchent à établir le plan d'un nouveau cadre institutionnel. Leur but est d'aider les gouvernements à résoudre certains des problèmes essentiels qu'ils rencontreront en considérant l'avenir de la CNUCED[5]. Le Secrétaire général de la CNUCED espère que la quatrième session de la Conférence, en coïncidant avec le processus de restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, permettra un vaste débat de fond entre les gouvernements et les conduira à prendre les décisions qui s'imposent.

CHAPITRE PREMIER

La CNUCED et la restructuration du système des Nations Unies

A. — Les fonctions économiques et sociales du système des Nations Unies[6]

8. La restructuration du système des Nations Unies devrait être guidée par certains critères qui permettent de faire une distinction entre deux grandes catégories d'activités. Au titre des recommandations qu'ils ont présentées pour le regroupement des activités économiques et sociales de l'ONU, les experts chargés d'étudier la structure du système des Nations Unies distinguent, d'une part, les activités de politique générale et de recherche, et d'autre part, les activités opérationnelles; ils proposent que dans chacune de ces catégories les activités soient centralisées[7],

---

[1] Pour l'ordre du jour, voir *Accès de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement, quatrième session*, vol. I *(op. cit)*, 3e partie, sect. E.

[2] Voir le rapport du Comité spécial sur sa première session [*Documents officiels de l'Assemblée générale, Supplément No 5* (A/10005 et Corr.1)], par. 11 *b*.

[3] Le 20 mai 1972, la Conférence avait adopté la résolution 80 (III) intitulée "Examen du mécanisme institutionnel de la CNUCED". Comme ce fut le cas pour cette résolution, certaines réformes internes qui seront éventuellement décidées par la Conférence, à sa quatrième session, pourraient amener l'Assemblée à modifier la résolution 1995 (XIX).

[4] *Orientations nouvelles et structures nouvelles pour le commerce et le développement : rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la quatrième session de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.D.1).

[5] On pourra consulter aussi, à propos de ce point de l'ordre du jour deux rapports que le Secrétaire général de la CNUCED a présentés au Conseil à sa quinzième session : "Question de la création d'une organisation internationale générale du commerce" (TD/535) et "Le rôle de la CNUCED dans une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" *(Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session, Annexes*, point 4 de l'ordre du jour, document TD/B/573).

[6] Dans le présent rapport, le terme "Organisation des Nations Unies" (ONU) s'entend de l'Organisation proprement dite et des programmes qui relèvent de la compétence de l'Assemblée générale. Le "système des Nations Unies" englobe l'Organisation des Nations Unies, selon la définition ci-dessus, les institutions spécialisées et, bien qu'il n'en soit pas officiellement partie intégrante, le GATT.

[7] Voir *Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.A.7).

proposition qui se fonde, semble-t-il, sur des raisons financières autant que sur des considérations de fonds, puisqu'aussi bien la plupart des activités opérationnelles sont financées par des contributions volontaires.

9. Dans son rapport sur les questions institutionnelles présenté à la quinzième session du Conseil[8] puis au chapitre IV de son rapport à la Conférence le Secrétaire général de la CNUCED montre que les activités de politique générale et de recherche, selon la distinction du Groupe d'experts, on en réalité deux buts différents : l'orientation des gouvernements dans l'effort national de développement et l'établissement d'un cadre économique international propice au développement[9]. Dans le premier cas, les problèmes appellent des décisions au niveau national; le rôle de l'ONU est d'aider les gouvernements à prendre ces décisions, de leur fournir les ressources et les services nécessaires pour les mettre en application, et de mobiliser l'opinion mondiale pour soutenir l'action nationale en faveur du développement. Dans le second cas, en revanche, les problèmes mettent en jeu les relations entre les Etats, et les décisions sont prises à l'échelle internationale, entre les gouvernements, par la voie de consultations et de négociations. Il s'agit ici de toutes les mesures, notamment pour la réglementation de l'activité privée, qui ont un effet marqué sur le volume, la composition et les conditions du commerce international de biens et de services, sur la technologie, sur les paiements sur les ressources financières. En cette matière, l'ONU a pour rôle d'analyser les problèmes, de contribuer aux négociations et d'en faciliter la marche par un mécanisme institutionnel conçu spécialement à cette fin, enfin de guider les gouvernements pour la participation aux négociations et la mise en œuvre des résultats.

10. Cette distinction fondamentale entre deux grandes fonctions doit être évidemment appliquée avec discernement, étant donné qu'il y a, entre l'une et l'autre, des rapports qui exigeront des liens institutionnels. Il faut noter en outre que la coopération technique peut être considérée comme un important élément d'appui pour l'une et l'autre fonction.

11. Dans le cadre actuel du système des Nations Unies, la plupart des institutions remplissent à la fois les deux fonctions que nous venons de distinguer. On peut toutefois les classer selon la fonction prédominante. Ainsi, la CNUCED, le FMI et le GATT s'occupent principalement des relations économiques internationales[10]. Cependant, la CNUCED a une place à part du fait qu'elle est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, réunissant presque tous les membres de la communauté internationale, et qu'elle est investie d'un mandat exceptionnellement étendu dans le domaine du commerce et du développement où elle représente, au sein de l'ONU, l'organe de délibération et de négociation. Elle a donc un rôle essentiel à jouer dans le règlement des questions économiques internationales, en particulier celles qui ont été dégagées par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires.

B. – Renforcement de la fonction de négociation de l'ONU

12. Une réforme de l'économie mondiale dans une situation en pleine évolution exige un cycle ininterrompu d'études, d'analyses, de délibérations et de négociations, en vue de formuler des principes généraux qui orienteront la politique à suivre dans les différents domaines des relations économiques internationales (mentionnés au paragraphe 9 ci-dessus), d'établir et de superviser des règles de conduite et des accords internationaux en ces domaines, et de résoudre des problèmes particuliers à court et à long terme. Les résultats des négociations qui constitueront la dernière phase de ce cycle pourront prendre la forme de résolutions de principe contenant des déclarations générales, ou bien de recommandations particulières appelant une action des gouvernements ou des organisations, ou encore d'instruments qui auront force obligatoire pour les gouvernements qui les ratifieront.

13. L'ONU a fourni un cadre institutionnel pour l'élaboration de nouveaux principes et la recherche de nouvelles orientations dans la sphère des relations économiques internationales. Dans un passé récent, elle a été le foyer générateur de déclarations capitales en matière de politique économique, comme la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement[11], la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international[12], la Charte des droits et devoirs économiques des Etats[13] et la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée sur le développement et la coopération économique internationale. Si, au début, elles ne rallient pas toujours l'unanimité des suffrages, des déclarations de cet ordre contribuent au progrès de la coopération économique internationale. L'Assemblée générale et la CNUCED, son organe subsidiaire, ont joué le premier rôle dans cette évolution et l'action qu'elles exercent l'une sur l'autre en a été un facteur déterminant.

14. Dans les temps à venir, il sera encore nécessaire de donner jour à des idées nouvelles pour répondre aux besoins d'une économie mondiale changeante et de concevoir des mesures particulières pour concrétiser les grands principes et les grandes orientations adoptés par les gouvernements. C'est dire que l'ONU, et en son sein la CNUCED, devra demeurer la source de conceptions nouvelles sur les questions économiques internationales, et cela plus que par le passé.

15. Si les gouvernements ont volontiers recouru à l'ONU comme inspiratrice d'idées et de déclarations, ils se

[8] Voir la note 5 ci-dessus.

[9] Voir *Orientations nouvelles et structures nouvelles... (op. cit.)*, par. 194 à 198; voir aussi par. 193 pour d'autres observations concernant les recommandations du Groupe d'experts.

[10] Voir aussi la note 6 ci-dessus.

[11] Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970.

[12] Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

[13] Résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 12 décembre 1974.

sont montrés moins disposés à l'utiliser comme mécanisme de négociation en vue de consacrer ces idées et ces déclarations par des accords déterminés qu'ils auraient convenu d'appliquer. Cependant, l'ONU compte à son actif nombre de réalisations qui marquent autant d'engagements que les gouvernements ont souscrits par voie de négociations, principalement sous l'égide de la CNUCED; preuve en sont le système généralisé de préférences, les objectifs de l'aide, les accords sur les produits de base, la Convention relative au commerce de transit des pays sans littoral[14] et la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes[15]. Plus récemment, l'Assemblée générale, dans la résolution 3362 (S-VII), a mis au jour d'autres questions à négocier.

16. Renforcer la capacité de négociation de l'ONU exige que les gouvernements soient décidés à faire plein usage des institutions multilatérales représentatives pour y traiter d'affaires sérieuses. Quelle qu'en puisse être l'efficacité, la conduite de négociations économiques en dehors d'un cadre universel interdit nécessairement à de nombreux Etats de prendre part à des décisions qui touchent leur bien-être économique et social. C'est pourquoi il est nécessaire que tous les Etats s'engagent fermement à donner aux négociations économiques internationales le cadre universel que l'ONU seule peut offrir et, en même temps, à doter celle-ci de mécanismes destinés à favoriser et à faciliter ces négociations. Dans les circonstances politiques du moment, il semble que ce soit là une tâche prioritaire si l'on veut restructurer l'ensemble du système et, en particulier, renforcer la CNUCED dans son rôle d'instrument de négociation au service de l'Assemblée générale.

C. — Reconnaissance de l'interdépendance des problèmes

17. Les discussions et les négociations qui ont eu lieu jusqu'à présent au niveau international sur les questions touchant aux domaines du commerce, des paiements et du financement du développement se sont le plus souvent déroulées dans des organismes différents. Du fait de ce cloisonnement des questions, il est très difficile d'avoir une vue d'ensemble du problème du développement qui, de par sa nature même, appelle toute une série de mesures s'appuyant mutuellement dans ces trois domaines interdépendants. Cela explique que l'on ait souvent accordé une importance exagérée à la limitation des importations et des dépenses de développement en tant que moyen pour les pays en développement d'équilibrer leur balance des paiements.

18. C'est à la suite de la suspension, en août 1971, de la convertibilité du dollar en or, que la question de l'interdépendance des problèmes et des grandes décisions a commencé à susciter un intérêt général. Aussi la troisième session de la Conférence a-t-elle été l'occasion d'une discussion intensive sur ce sujet. Dans sa résolution 84 (III) relative à la situation monétaire internationale, la Conférence, après avoir pris note "de l'interdépendance entre les problèmes du commerce, le financement du développement et le système monétaire international" a demandé instamment que "les problèmes relevant des domaines monétaire, commercial et financier soient résolus de manière coordonnée, compte tenu de leur interdépendance, avec l'entière participation des pays développés et des pays en voie de développement" et a prié le Secrétaire général de la CNUCED "de consulter le Directeur général du Fonds monétaire international et le Directeur général du GATT, et de faire rapport au Conseil du commerce et du développement, à sa douzième session, afin que celui-ci puisse examiner les moyens de réaliser cette coordination".

19. Considérés rétrospectivement, les efforts qui ont été faits pour coordonner les négociations dans les domaines commercial, monétaire et financier, n'ont pas eu de succès (voir aussi par. 46 ci-dessous). Or, les événements récents, en particulier ceux qui ont un rapport avec la récession dans les pays développés à économie de marché, montrent qu'il est plus urgent que jamais de poursuivre les réformes sur un large front et de manière coordonnée.

20. Pour ce faire, il faudrait, sur le plan institutionnel, que des dispositions appropriées soient prises dans le cadre de l'ONU, car c'est la seule organisation universelle qui ait des attributions suffisamment étendues pour pouvoir examiner la corrélation entre les problèmes au niveau mondial, ainsi que les rapports existant entre l'ONU, d'une part, le FMI, la Banque mondiale et le GATT d'autre part, ces trois derniers ayant un domaine de compétence plus restreint, une composition moins représentative et des méthodes de vote ou de prise de décision différentes. Au sein de l'ONU c'est la CNUCED qui a compétence pour agir aux points où se rejoignent les domaines commercial, monétaire et financier. En fait, la CNUCED a pu exercer une influence sur les délibérations et les décisions du FMI et de la Banque mondiale concernant les problèmes monétaires et financiers, et sur l'évolution de la situation au GATT. Cette fonction particulière de la CNUCED doit être clairement reconnue et renforcée (voir aussi par. 22 et 23 et 45 à 49 ci-dessous).

D. — Reconnaissance du rôle de la CNUCED

21. L'analyse qui précède a mis en relief les fonctions importantes que remplit la CNUCED dans le domaine des relations économiques internationales. Il serait donc raisonnable de considérer la CNUCED comme un rouage essentiel d'un système des Nations Unies restructuré et d'attendre qu'elle assume une part de responsabilité importante dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes fondamentales de l'économie mondiale.

22. La CNUCED est déjà l'organe spécialisé de l'Assemblée générale chargé des discussions et des négociations ainsi que de l'examen des problèmes relevant du domaine du

---

[14] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597, p. 43.

[15] Voir *Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes*, vol. II, *Acte final (y compris la Convention et les résolutions) et liste des tonnages requis* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.D.12), 1re partie, annexe I. La Convention devrait entrer prochainement en vigueur.

commerce et du développement. En plus des responsabilités particulières qui lui incombent en ce qui concerne les échanges de biens et de services, le financement lié au commerce, le transfert de technologie et les pratiques commerciales restrictives, la CNUCED devrait être clairement habilitée à examiner les relations réciproques entre les problèmes économiques internationaux et les négociations les concernant, et à formuler des recommandations au sujet des questions dont s'occupent d'autres organisations œuvrant dans ce domaine. Pour que la CNUCED puisse s'acquitter efficacement de ces nouvelles fonctions, il est nécessaires que celles-ci soient reconnues explicitement par la communauté internationale.

23. Cette reconnaissance permettrait à la CNUCED de seconder le Conseil économiqueet social dans la tâche qui leur incombe, aux termes de la Charte, d'exercer une coordination générale à l'appui de l'Assemblée générale, tâche qui englobe toutes les catégories d'activités économiques et sociales entreprises dans le cadre des Nations Unies et tous les travaux du système des Nations Unies dans son ensemble. En fait, la CNUCED peut aider le Conseil à s'acquitter de cette responsabilité en assurant une vue coordonnée des problèmes, des politiques et des négociations dans le domaine des relations économiques internationales. De même, la CNUCED et son secrétariat devraient se mettre au service de l'Assemblée générale lorsque celle-ci traite de questions relevant de la compétence de la CNUCED. Le rôle de la CNUCED devrait également se refléter dans la représentantion du secrétariat de l'ONU aux réunions d'autres organes qui traitent des problèmes économiques internationaux.

CHAPITRE II

Mesures tendant à renforcer la CNUCED et à la rendre plus efficace

24. La reconnaissance par les Etats membres du rôle de la CNUCED, tel qu'il est esquissé ci-dessus, devrait comporter de leur part la volonté de doter la CNUCED des ressources et des mécanismes institutionnels dont elle a besoin pour mener ces tâches à bien. En outre, certaines insuffisances que révèle son fonctionnement antérieur devraient être corrigées. La plupart de ces insuffisances sont de nature politique, en ce sens qu'elles tiennent à l'utilisation qui a été faite (ou au défaut d'utilisation) de la CNUCED par ses Etats membres (par exemple, leur réticence à saisir en premier lieu la CNUCED de problèmes de négociation sérieux, leur tendance à poursuivre les mêmes objectifs dans des organismes différent, et l'absence d'une participation de haut niveau aux travaux de la CNUCED alors que le succès ou l'échec des négociations pouvait en dépendre). D'autres faiblesses tiennent à l'institution elle-même, par exemple aux contraintes administratives et budgétaires qui lui sont imposées, au cloisonnement de ses organes intergouvernementaux et des services de son secrétariat et à l'imprécision de la délimitation de ses compétences dans certains domaines.

25. Compte tenu de ces considérations, la Conférence voudra peut-être examiner les moyens de renforcer la CNUCED et d'améliorer sa capacité d'exécuter les tâches qui lui seront sans doute confiée dans les années à venir.

A. — Réforme du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED

26. Dans les paragraphes ci-après, l'attention des gouvernements est appelée sur certains aspects de la structure actuelle qui semblent mériter réflexion en vue d'une amélioration et d'une réforme. Certaines possibilités de réforme sont présentées à la Conférence pour examen mais elles ne sont pas les seules que l'on puisse envisager.

1. *Participation aux travaux de la Conférence et du Conseil*

27. Il semblerait souhaitable que des ministres et d'autres responsables de haut niveau soient plus souvent associés directement aux travaux de la CNUCED. La portée et l'efficacité des décisions de la CNUCED en seraient grandement rehaussées. Les sessions de la Conférence, qui se tiennent tous les quatre ans, sont actuellement les seules occasions où se manifeste cette participation de haut niveau.

28. Un moyen d'assurer une participation plus fréquente au niveau ministériel aux travaux de la CNUCED serait que la Conférence elle-même siège plus souvent, ce qui amènerait sans doute à simplifier son organisation et son ordre du jour. On pourrait aussi concevoir des sessions régulières du Conseil, peut-être une fois par an, à l'échelon ministériel, Les ministres pourraient se borner à participer à la dernière partie d'une session du Conseil, la première étant consacrée à l'élaboration par de hauts fonctionnaires de propositions destinées à être examinées par les ministres et à l'examen des questions d'organisation et problèmes administratifs. Il faudrait établir le calendrier de ces sessions du Conseil de manière que les ministres puissent y assister aisément[16].

29. Une question connexe est celle de la composition du Conseil. Suite à une recommandation faite par la Conférence à sa troisième session, le nombre des membres du Conseil a été porté de 55 à 68 et la participation aux travaux du Conseil des Etats qui n'en sont pas membres a été mise sur le même pied que celle des membres sauf en ce qui concerne le droit de vote[17]. Dans une large mesure, le Conseil a donc les caractéristiques d'un organe ouvert à la participation de tous les Etats; cependant, la distinction qui demeure entre les Etats membres et les Etats non membres le prive du poids politique que confère l'universalité et on pourrait sans doute la supprimer.

---

[16] Il y aurait là un élément de la suite à donner par le Conxeil à la décision 65 (ORG-75) du Conseil économique et social concernant le calendrier des sessions du Conseil (voir TD/B/L.406).

[17] Voir *Réglement intérieur du Conseil du commerce et du développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.11), article 76.

30. Pour que tous les Etats membres de la CNUCED puissent être membres du Conseil[18], il faudrait que l'Assemblée générale modifie sa résolution 1995 (XIX). Il faudrait peut-être modifier aussi les dispositions du règlement intérieur du Conseil qui traitent du quorum et de la majorité requise pour les décisions de fond et de procédure.

31. Si les sessions du Conseil auxquelles tous les Etats membres participeraient au niveau ministériel étaient appelées à devenir de pratique courante dans les travaux de la CNUCED, il faudrait peut-être à l'avenir reconsidérer les méthodes de travail et les buts de la Conférence elle-même. Comme la Conférence ne serait plus le seul organe réunissant l'ensemble des membres de la CNUCED à un niveau élevé, on pourrait envisager éventuellement d'espacer davantage ses sessions et de les convoquer lorsqu'il s'agirait de mettre en lumière et d'examiner tel ou tel grand problème ou groupe de problèmes.

2. *Les grandes commissions du Conseil*

32. Le système des commissions du Conseil est le principal mécanisme qui existe à la CNUCED pour l'étude, l'analyse et la discussion des problèmes dans la plupart des grands domaines qui relèvent de sa compétence. C'est grace aux travaux de ces commissions et de leurs organes subsidiaires que l'examen des problèmes est poursuivi jusqu'au stade de la négociation.

33. Les quatre grandes commissions créées à l'origine par le Conseil lors de sa première session en 1965, (produits de base, articles manufacturés, invisibles et financement lié au commerce, et transports maritimes) sont aujourd'hui au nombre de cinq, du fait de l'adjonction en 1974 de la Commission du transfert de technologie. En outre, la Conférence a créé à sa deuxième session, en 1968, le Comité spécial des préférences. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Manille, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a proposé récemment la création d'une sixième grande commission qui s'occuperait de la coopération économique entre pays en développement[19]. En outre, un comité de session est constitué en règle générale à l'occasion des sessions ordinaires du Conseil pour s'occuper des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, et un groupe intergouvernemental chargé de la question des pays en développement les moins avancés a tenu une session en 1975 et doit en tenir une autre.

34. Cet ensemble d'organes subsidiaires spécialisés du Conseil joue un rôle très utile car il permet d'explorer les problèmes, de les garder constamment à l'étude, d'accumuler des connaissances précises et d'élaborer des principes et des mesures de politique générale. Il y a lieu toutefois de faire certaines observations au sujet des méthodes de travail de ces organes et de la structure même du système pour voir de quelle manière on pourrait éventuellement les améliorer.

a) *Accroître la souplesse*

35. Les méthodes de travail des commissions sont caractérisées par une certaine rigidité, due principalement au fait que la date de chaque session ordinaire et son ordre du jour provisoire sont normalement fixés longtemps à l'avance au cours de la session précédente de l'organe intéressé. En outre, la périodicité des sessions est fixe, les commissions se réunissant normalement deux fois entre les sessions de la Conférence. Par conséquent, les préparatifs d'une session et les travaux de la session elle-même peuvent ne pas toujours correspondre aux besoins réels qui existent à l'époque où la session se tient effectivement.

36. Une certaine souplesse est admise actuellement puisque les commissions peuvent tenir des sessions extraordinaires. Toutefois, il serait peut-être bon d'envisager la possibilité de rendre plus souple le fonctionnement ordinaire du système des commissions. Les commissions pourraient, par exemple, continuer à recommander la date et tout au moins certains éléments de l'ordre du jour provisoire de leur prochaine session, mais il pourrait être utile d'envisager une procédure selon laquelle une commission serait convoquée en session lorsqu'il aurait été établi, par voie de consultation officieuses, que cette session répond à un besoin réel et qu'elle est assurée de disposer de la documentation voulue. De cette manière, il n'y aurait pas de périodicité fixé des sessions et celles-ci pourraient se tenir un peu plus souvent que ce n'est le cas actuellement[20]. L'ordre du jour provisoire de chaque session serait établi par le Secrétaire général de la CNUCED à la suite de ces consultations.

37. Une telle procédure permettrait d'affranchir partiellement la préparation de la documentation du calendrier des réunions. On pourrait consacrer plus de temps aux recherches fondamentales encore qu'il serait toujours possible naturellement de porter les documents de recherche à l'attention des organes intergouverenementaux. Les documents préparés pour répondre aux besoins précis de ces organes devraient être brefs et axés sur l'action à mener et pourrait donc être établis dans un délai relativement court[21].

38. Il n'est pas possible de déterminer quelles seraient les incidences de ces mesures d'assouplissement sur le nombre total des réunions de la CNUCED et sur le volume de la documentation. Toutefois, il serait peut-être prudent de supposer que ni l'un ni l'autre ne diminuerait sensiblement.

---

[18] Cette incorporation explicite de tous les Etats membres permettrait d'éviter les inconvénients que présente une formule de libre participation, notamment en ce qui concerne la détermination d'un quorum.

[19] Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. I *(op. cit.)*, annexe V, 2e partie, sect. IX par. 13.

[20] Une telle souplesse dans le calendrier des réunions appellerait des innovations dans la planification des services de conférence.

[21] Ces deux catégories de documents sont naturellement liées entre elles. Les documents de recherche fondamentale peuvent avoir pour but de dégager de nouveaux principes et de nouveaux modes d'approche en vue d'une négociation ultérieure entre gouvernements. Toutefois, un document présentant les résultats de travaux de recherche à un organe intergouvernemental à des fins de négociation peut et doit être bref et axé sur l'action à mener.

b) *Rationaliser la structure*

39. Dans l'évolution de la structure des organes subsidiaires du Conseil, telle qu'elle est exposée au paragraphe 33 ci-dessus, on peut déceler une tendance non seulement à l'accroissement du nombre des rouages mais aussi à voir se superposer des éléments intersectoriels à la structure initiale par secteur. Du fait de la structure actuelle, qui se reflète dans celle du secrétariat de la CNUCED les problèmes sont souvent définis de façon assez peu marquée de manière à trouver place dans les subsivisions existantes du système, ce qui donne lieu à un chevauchement et à une dispersion des efforts. Cette structure n'a pas facilité l'étude de problèmes tels que les activités et les pratiques des sociétés transnationales, le commerce des produits de base transformés, l'élaboration d'une stratégie générale du commerce des produits industriels (y compris la question de la coopération industrielle) et la mise au point de mesures précises propres à encourager et à soutenir la coopération économique entre pays en développement.

40. Cette situation montre combien il est nécessaire de renforcer la coordination centrale à la CNUCED tant au niveau intergouvernemental, par l'intermédiaire du Conseil, qu'au sein du secrétariat. Toutefois, ce n'est que dans certaines limites que cette coordination peut s'exercer réellement à l'un et l'autre niveaux dans le cadre d'une structure institutionnelle qui ne la facilite pas. Il y a donc lieu de s'interroger sur la structure même du système.

41. A cet égard, on pourrait envisager des mesures qui viseraient à réduire le cloisonnement du système en redéfinissant et en regroupant les compétences des commissions. Une mesure partielle de regroupement consisterait à instituer des procédures permettant aux commissions d'agir de façon concertée sur des sujets d'intérêt commun, avec l'appui d'équipes de travail spéciales du secrétariat constituées à partir des divisions intéressées. Le danger d'une telle formule serait d'accroître la complexité du système en ajoutant à l'organisme de nouvelles cellules hybrides. Une mesure plus radicale consisterait à fusionner les groupes intergouvernementaux existants. Mais ce serait prendre le risque de voir ces fusions aboutir finalement à la création de sous-groupes spécialisés, ce qui ne modifierait pas le nombre total des rouages du système mais aurait pour effet d'en accentuer le caractère hiérarchique. Toutefois, s'il était admis qu'une commission dont les compétences auraient été regroupées ne devrait pas nécessairement traiter à chaque session toutes les questions relevant de son mandat, qu'elle pourrait tenir des sessions consacrées plus spécialement à l'examen d'un ou de quelques sujets et, partant, qu'elle se réunirait plus souvent que les grandes commissions actuelles, il se pourrait fort bien que ces fusions présentent plus d'avantages que de risques.

42. Toute mesure de regroupement devrait, bien entendu, reposer sur des critères de fond adoptés d'un commun accord et être soigneusement mise au point de telle sorte qu'il ne soit pas porté atteinte aux attributions inscrites dans le mandat et les résolutions des commissions existantes.

43. Un examen complet de la structure des commissions permettrait aussi d'apporter les modifications nécessaires à leur mandat pour tenir compte de l'évolution des activités de la CNUCED depuis que ces commissions ont été créées[22].

44. Enfin, il conviendrait d'examiner l'infrastructure des organes subsidiaires permanents des commissions. Il existe actuellement cinq de ces organes : le Groupe de travail des règles d'origine (relevant du Comité spécial des préférences); le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes (relevant de la Commission des transports maritimes); et trois organes subsidiaires de la Commission des produits de base : le Comité du tungstène (doté de son propre Groupe de travail subsidiaire), le Sous-Comité permanent des produits de base et le Groupe permanent des produits synthétiques et de remplacement[23]. Il faudrait examiner les fonctions que remplissent ces organes pour voir si elles ne pourraient pas être exercées tout aussi bien par la commission de tutelle, par un comité de session de cette commission ou par un organe *ad hoc*. Il y a lieu de noter à ce propos que le Sous-Comité permanent des produits de base n'a tenu qu'une seule session (juin 1966, reprise en mai 1967).

3. *Création d'un nouvel organe intersectoriel qui serait chargé d'examiner l'interdépendance des problèmes*

45. Indépendamment des questions relatives à l'amélioration de la structure existante des commissions, il faut se demander si la CNUCED devrait constituer, sous l'égide du Conseil, un nouvel organe intersectoriel général qui aurait pour mandat d'étudier les rapports réciproques entre les différents secteurs des relations économiques internationales et qui renforcerait ainsi l'aptitude de la CNUCED à s'acquitter de ses fonctions d'examen et de recommandation à cet égard (voir par. 17 à 20 ci-dessus).

46. Depuis sa douzième session, le Conseil du commerce et du développement examine d'ailleurs régulièrement la question de l'interdépendance des problèmes dans les domaines du commerce, des paiements et du financement. Toutefois, les débats du Conseil dans leur ensemble n'ont pas abouti aux résultats que la Conférence avait escomptés à sa troisième session. Il semble que cela soit dû, en partie, au manque de préparation technique au niveau intergouvernemental et, en partie, aux difficultés qu'il y a à

[22] La Commission des transports maritimes pourrait par exemple être expressément chargée d'étudier les conditions et modalités des services de transports maritimes internationaux dans leurs rapports avec celles de services de transports aériens et terrestres internationaux, de sorte qu'il ne serait plus nécessaire de créer des groupes spéciaux pour l'étude du transport multimodal, tels le Groupe préparatoire intergouvernemental pour l'élaboration d'une convention relative au transport international multimodal et le Groupe d'experts des normes relatives aux conteneurs utilisés dans le transport international multimodal.

[23] Il y a plus le Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base, dont l'avenir a été examiné par le Conseil du commerce et du développement [voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 15* (A/10015/Rev.1), 3e partie, chap. IX, sect. J et 4e partie, chap. II, sect. I]; voir aussi à ce sujet les paragraphes 47 à 49 ci-dessous).

convoquer le Conseil en session extraordinaire lorsqu'un problème appelle de toute urgence l'attention des gouvernements. Aussi est-ce principalement dans le cadre de réunions spécialisées au niveau ministériel tenues sous les auspices du FMI (en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux et les questions connexes) et de l'OCDE (pour ce qui est de l'interdépendance des économies des Etats membres) que l'on s'est occupé du processus d'adaptation de l'économie mondiale.

47. Par conséquent, si l'on souhaite que la question de l'interdépendance reçoive toute l'attention voulue à l'échelle mondiale, il faudra, semble-t-il, prévoir le mécanisme nécessaire à la CNUCED. On pourrait par exemple modifier le règlement intérieur du Conseil de façon à permettre à celui-ci de se réunir très rapidement pour examiner des problèmes qui réclament d'urgence l'attention[24]. Cette formule ne satisferait toutefois pas aux exigences d'une préparation technique au niveau intergouvernemental. Une autre solution consisterait à créer une nouvelle grande commission qui pourrait se réunir deux fois par an, ou à intervalles plus fréquents, lorsque la situation économique internationale l'exigerait, pour examiner l'évolution conjoncturelle de l'économie mondiale et adopter les décisions et recommandations nécessaires à l'intention d'autres organisations. Une variante de cette deuxième possibilité serait de constituer un groupe de travail permanent du Conseil qui serait composé d'experts gouvernementaux de haut niveau. On pourrait envisager une solution mixte, par exemple, convoquer une session d'une nouvelle commission de haut niveau qui serait préparée le cas échéant par un groupe d'experts gouvernementaux.

48. La formule de la commission est reprise dans la proposition présentée par les Etats africains membres du Conseil en faveur de la création d'une "commission permanente de haut niveau", qui relèverait du Conseil. Le projet de résolution dans lequel figure cette proposition a été renvoyé à la Conférence pour examen; il y est suggéré que cette commission permanente "soit chargée d'étudier, de revoir et de formuler des recommandations concernant les questions d'intérêt particulier pour les pays en développement dans les domaines du commerce international et du financement du développement, ainsi que dans le domaine monétaire" et il y est recommandé qu'elle "entreprenne des consultations avec les organes homologues du GATT et du Fonds monétaire international en vue de faciliter la coordination et la coopération avec ces organes[25]".

49. Au cas où l'on examinerait plus avant la formule de la constitution d'un groupe de travail, il pourrait être envisagé que ce groupe soit composé de quelque 19 à 24 experts, selon une répartition assurant une représentation équitable des différents groupes régionaux, et qu'il ait pour mandat : d'analyser la situation de l'économie mondiale et les perspectives à court terme; d'examiner les politiques mises en œuvre dans les domaines interdépendants du commerce et des questions monétaires et financières pour voir si elles répondent bien à la nécessité d'assurer une expansion ordonnée de la production mondiale et de ne pas interrompre le développement des pays en développpement; et de formuler des recommandations au sujet des mesures internationales qu'il pourrait y avoir lieu de prendre à cet égard. Comme dans le cas d'une grande commission, le calendrier des sessions du groupe de travail devrait être fixé autant que possible en tenant compte de celui des organes homologues du FMI, de la Banque mondiale et du GATT, de manière que ces organes puissent s'épauler mutuellement.

4. *Renforcement des procédures de négociation*

50. Comme on l'a déjà indiqué (voir par. 12 ci-dessus), les résultats des négociations sur les questions économiques internationales peuvent revêtir des formes différentes. Les mécanismes requis pour des négociations elles-mêmes peuvent également varier, selon le type de résultat escompté.

51. En ce qui concerne la CNUCED, les mécanismes de négociation actuellement utilisés pour aider les organes intergouvernementaux à prendre des décisions comprennent les groupes d'experts gouvernementaux et les groupes de contact, ceux-ci formés en cours de session à titre officieux. Les procédures de conciliation prévues dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale n'ont jamais été appliquées[26].

52. Les groupes d'experts se sont révélés de plus en plus utiles comme moyen d'amener les gouvernements à s'entendre sur les aspects essentiels de problèmes particuliers[27]. Les groupes de contact, pour leur part, sont devenus l'instrument normal pour l'élaboration de textes exprimant, ou cherchant à exprimer, un accord entre les gouvernements sur le résultat de leurs délibérations dans un organe intergouvernemental. S'ils sont souvent créés trop tardivement au cours d'une session pour que les consultations et les négociations puissent aboutir, et si parfois le nombre les alourdit, ils n'en constituent pas moins une heureuse innovation qui mériterait qu'on perfectionne le mécanisme. Alliées l'une à l'autre, ces techniques ont permis aux organes intergouvernementaux de la CNUCED d'adopter une série de résolutions et autres décisions qui

[24] La possibilité d'une telle modification du règlement intérieur du Conseil est également évoquée dans le présent rapport à propos des procédures de négociation (voir par. 58 ci-dessous).

[25] Projet de résolution TD/B/L.360, présenté au Conseil du commerce et du développement à la première partie de sa quatorzième session. Pour le texte, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 15* (A/9615/Rev.1), annexe II.

[26] Le principal but de ces procédures n'est pas tant d'encourager les négociations que de retarder et, éventuellement, éviter un vote sur des "propositions concrètes prévoyant des mesures qui affectent de manière substantielle les intérêts économiques ou financiers de certains pays".

[27] Parmi les groupes récemment créés, on peut citer le Groupe spécial d'experts gouvernementaux des problèmes de la dette des pays en développement, le Groupe intergouvernemental d'experts chargés de préparer l'élaboration d'un code de conduite pour le transfert de technologie, le Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier le rôle du système des brevets dans le transfert de technologie et le Groupe spécial d'experts des pratiques commerciales restrictives.

exposent des principes nouveaux et des mesures précises de politique générale, présentent des recommandations concernant l'action à mener dans d'autres organisations et assurent dans la continuité le fonctionnement de l'appareil même de la CNUCED. Dans la plupart des cas, ces résolutions et décisions ont été adoptées sans vote.

53. En outre, des conférences de négociation ont été spécialement organisées sous les auspices de la CNUCED, quoique en dehors du cadre de son appareil permanent, aux fins d'élaborer et d'adopter des projets de traités multilatéraux ultérieurement ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion des Etats. Sous réserve des procédures en vigueur, le Secrétaire général de la CNUCED est ainsi habilité à convoquer des conférences sur les produits de base au nom du Secrétaire général de l'ONU. D'autres conférences sont convoquées en application d'une décision prise à cet effet par l'Assemblée générale sur recommandation de la Conférence ou du Conseil[28].

54. S'il y a une lacune dans la gamme des procédures de négociation auxquelles la CNUCED peut avoir recours, c'est peut-être en ce qui concerne la négociation de recommandations adressées aux gouvernements, individuellement ou collectivement, et qui, sans avoir force obligatoire, exigent de ces derniers qu'ils prennent volontairement et unilatéralement l'engagement de faire de leur mieux pour mettre en œuvre les mesures envisagées. Ces recommandations sont généralement destinées aux gouvernements des pays développés à économie de marché et/ou à ceux des pays socialistes d'Europe orientale. Il est évident que leur efficacité dépend tout d'abord de la précision du texte, qui aura d'autant plus de force qu'il définira les mesures à prendre en termes concrets, fixera un délai d'exécution, prévoira une évaluation des résultats et exclura des expressions aussi évasives que "dans la mesure du possible" ou "selon qu'il conviendra". Mais elle dépend aussi des limites dans lesquelles les gouvernements auxquels elles s'adressent sont disposés à les accepter.

55. Pour ce type de décisions, les mécanismes de négociation doivent être de nature à assurer la continuité qui est souvent nécessaire dans un processus dont on attend des résultats tangibles. Actuellement, un groupe de contact ne peut être créé que pendant une session d'un organe intergouvernemental. On pourrait cependant instituer une procédure qui permettrait à l'un ou l'autre de poursuivre sa tâche entre deux sessions, à l'exemple de ce qui a été fait dans d'autres organes des Nations Unies. Plus encore, on pourrait envisager un mécanisme de négociation qui ne soit pas tributaire du calendrier de réunions des organes intergouvernementaux permanents.

56. Ce mécanisme aurait les caractéristiques suivantes :

a) Un groupe de négociation serait créé par un organe intergouvernemental lorsque celui-ci déciderait qu'une question donnée est mûre pour la négociation; cet organe établirait un mandat précis pour le groupe et lui fixerait un délai raisonnable pour mener à bien ses travaux et présenter son rapport. Aucune de ces questions d'organisation ne serait donc soumise au groupe de négociation lui-même. Toutefois, il aurait toute liberté pour aménager son calendrier de réunions de façon à prévoir suffisamment de temps pour la réflexion et les consultations dans les capitales et dans les groupes régionaux.

b) Le groupe de négociation chercherait à parvenir à un véritable consensus sur les questions dont il serait saisi. En tout état de cause, il n'y aurait jamais de vote. Son rapport à l'organe de tutelle contiendrait le texte de toute proposition sur laquelle un accord aurait été réalisé, ou, à défaut d'accord, les différents textes qui auraient été présentés.

c) L'organe de tutelle pourrait approuver ou rejeter l'accord réalisé; si aucun accord ne s'est fait, il pourrait, soit adopter un des textes proposés (en procédant sans doute à un vote), soit donner au groupe un nouveau mandat pour poursuivre les négociations, éventuellement avec des directives autres ou supplémentaires, soit encore dissoudre le groupe.

57. La question du nombre de membres des groupes de négociation risque de soulever certaines difficultés. Il ne serait certes pas nécessaire d'imposer un seuil uniforme pour tous ces groupes, mais il serait utile, semble-t-il, de les maintenir dans une limite raisonnable afin de créer un climat de négociation fructueux. Etant donné que tous les gouvernements s'intéressant directement à la question voudraient participer aux négociations, il conviendrait sans doute que, par le moyen de consultations, les Etats qui ne seraient pas membres du groupe soient en contact permanent avec leur porte-parole au sein de ce dernier et peut-être aussi que les porte-parole changent selon les sujets examinés.

58. Il resterait à la CNUCED à faire choix de l'organe ou des organes intergouvernementaux qui formeraient des groupes de négociation et seraient saisis de leur rapport; ce pourrait être par exemple les grandes commissions ou le Conseil. Dans la première hypothèse, l'inconvénient serait que, pour engager et surveiller les négociations dans des domaines relevant de la compétence des grandes commissions, il faudrait attendre leur session ordinaire ou prévoir de multiples reprises de session ou de nombreuses sessions extraordinaires. Il serait donc préférable de s'en remettre au Conseil, qui entamerait des négociations de sa propre initiative ou sur la recommandation d'une grande commission. Son règlement devrait être alors modifié pour lui permettre de tenir à très bref délai des sessions très courtes, par exemple de un à trois jours, afin de créer des groupes de négociation et d'examiner leurs rapports.

59. Une autre solution possible serait qu'une grande commission se réunisse fréquement (par exemple une fois par mois ou tous les deux mois) pour faire avancer l'examen d'une question en vue de fournir une base sur laquelle la Conférence ou le Conseil, à sa session ministérielle, pourrait prendre des décisions. Cette méthode de travail pourrait amener à réduire le nombre des membres des grandes commissions de manière à assurer l'efficacité des délibérations et des négociations.

[28] C'est le cas de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes.

5. *Procédures de consultation*

60. A bien des égards, les suggestions qui précèdent – calendrier de réunions élastique, groupes de négociation, préparation des sessions ministérielles du Conseil – supposent des consultations officieuses, actives et régulières, entre les gouvernements et le secrétariat de la CNUCED. Il faudrait donc envisager sous quelle forme celles-ci se présenteraient. Une première possibilité serait de développer les consultations que le Secrétaire général de la CNUCED a occasionnellement avec les coordonnateurs des groupes régionaux (par exemple, avant les sessions du Conseil) et pour lesquelles les coordonnateurs sont accompagnés de certaines délégations de leurs groupes. Ces consultations auraient lieu plus régulièrement et plus fréquemment (par exemple, une fois par mois) et elles porteraient sur des questions de fond aussi bien que sur des questions d'organisation. On pourrait aussi envisager que le Conseil désigne à chaque session annuelle un groupe consultatif qui serait présidé par le Secrétaire général de la CNUCED et dont le mandat durerait jusqu'à la prochaine session ordinaire.

B. – Montant, gestion et planification des ressources

61. Lorsqu'on examine les moyens de renforcer la CNUCED, on ne peut manquer de s'interroger sur les ressources dont elle a besoin pour mener à bien sa tâche. Ce problème doit être considéré sous trois angles : le montant des ressources disponibles; la souplesse avec laquelle ses ressources peuvent être gérées; et l'espace de temps où les travaux peuvent être raisonnablement planifiés. A cet égard, il faut tenir compte d'une question particulière : les ressources qu'exige l'appui organique aux activités de coopération technique et d'information. Ces différents aspects du problèmes seront traités dans les paragraphes qui suivent, eu égard au fait que la CNUCED est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale. Si sa transformation en une institution spécialisée pourrait lui donner plus de souplesse sur les plans administratif et budgétaire, il semble néanmoins que la CNUCED ait pour l'instant avantage à conserver ses liens avec l'organe de tutelle tout en cherchant à obtenir une autonomie plus grande et une plus grande flexibilité.

1. *Montant des ressources*

62. Pendant la période 1971-1976, les ressources de la CNUCED[29] ont augmenté, en valeur réelle, à un taux moyen inférieur à 2 p. 100 par an. Cette augmentation est à peu près équivalente à celle du budget ordinaire de l'ONU pour les activités économiques, sociales et humanitaires. Toutefois, elle n'a pas permis de satisfaire les besoins supplémentaires découlant de l'évolution de l'économie mondiale pendant cette période.

63. Les années considérées ont été marquées par la crise monétaire de 1971 qui a été suivie d'un désordre persistant, par l'accélération du rythme d'inflation dans les pays développés à économie de marché, par la forte hausse du prix du pétrole et la récession enregistrée dans les pays de l'OCDE en 1974 et 1975. Face à ces événements, la communauté internationale a dû prendre position dans un certain nombre d'organismes, dont la CNUCED, et en particulier lors des sixièmes et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale. Il en est résulté un net accroissement des activités de la CNUCED (voir aussi par. 66 ci-dessous), ainsi qu'une forte augmentation de la somme de travail que représente, pour elle, la nécessité de participer aux réunions toujours plus nombreuses qui ont lieu dans d'autres enceintes sur les questions économiques internationales. La présence et la participation de la CNUCED, notamment au Comité des Vingt du FMI[30] et à son Comité intérimaire, au Comité ministériel conjoint FMI/Banque mondiale[31] aux négociations commerciales multilatérales du GATT et, plus récemment, à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale, montrent le rôle actif qu'elle a dû jouer dans les consultations et les négociations intergouvernementales intensives qui ont été la conséquence de l'évolution de l'économie mondiale.

64. La CNUCED a dont travaillé dans des conditions très difficiles ces dernières années et il est devenu de plus en plus évident qu'il faudrait réévaluer le montant des ressources qui lui sont nécessaires pour mener à bien sa tâche. Cette réévaluation devrait tenir compte du fait que la restructuration du cadre des relations économiques internationales exigera une somme considérable de recherches, de délibérations et de négociations, que la CNUCED est l'organe des Nations Unies qui est spécialement chargé des questions en jeu et que les activités liées aux consultations et aux négociations entre Etats dans le domaine économique représentent une partie relativement faible du budget ordinaire de l'ONU.

65. Plus précisément, quatre raisons militent en faveur d'un accroissement des ressources. Premièrement, il faudra soutenir et mener des négociations destinées à traduire en accords ou en arrangements concrets les progrès déjà réalisés dans certains secteurs clés comme les produits primaires, le financement (y compris le problème de la dette) et le transfert de technologie. Deuxièmement, les travaux entrepris pour donner suite aux décisions adoptées par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires ont particulièrement mis en lumière la nécessité d'élargir le champ de la recherche et des autres activités sur des questions qui ont été jusqu'ici insuf-

[29] Dépenses financées sur le budget ordinaire, non compris les sessions de la Conférence en 1972 et en 1976 et la participation de la CNUCED au budget ordinaire du Centre du commerce international.

[30] Comité spécial du Conseil des gouverneurs du FMI sur la réforme du système monétaire international et les questions connexes, remplacé à l'expiration de son mandat (octobre 1974) par le Comité intérimaire.

[31] Comité ministériel conjoint des Conseils des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement, dit Comité du développement.

fisamment explorées ou analysées; les ressources disponibles sont loin d'être à la mesure de problèmes aussi importants que l'élaboration d'une stratégie globale pour accroître et diversifier les exportations d'articles manufacturés des pays en développement ou l'approfondissement de la notion d'autonomie collective, avec toutes les mesures connexes, pour intensifier la coopération économique entre ces mêmes pays. Troisièmement, étant donné que la diplomatie multilatérale s'intensifie dans le domaine économique et que cette tendance a des chances de persister dans les années à venir, la CNUCED doit disposer des ressources nécessaires pour pouvoir véritablement jouer son rôle à l'égard des problèmes et des politiques que suscite l'interdépendance des questions économiques internationales. Quatrièmement, comme il est indiqué plus loin, il faut également que la CNUCED développe ses activités dans les domaines de la coopération technique et de l'information, domaines qui ont été plus ou moins négligés ces dernières années faute de ressources suffisantes.

66. Le volume des activités opérationnelles dont la CNUCED est responsable a augmenté à un rythme relativement rapide depuis 1969, époque où elle est devenue agent d'exécution du PNUD. Toutefois, les possibilités dans ce domaine n'ont certainement pas été entièrement explorées, comme l'attestent les demandes de coopération technique toujours plus nombreuses qui émanent de pays en développement dans des domaines relevant de la compétence de la CNUCED, et aussi le désir exprimé par le PNUD lui-même que ses programmes soient plus étroitement rattachés à la mise en œuvre de politiques internationales concertées dans la sphère du développement. Il reste beaucoup à faire aux niveaux interrégional, régional et sous-régional, par exemple, pour aider les pays en développement dans les négociations avec les pays développés et pour favoriser la coopération économique dans le tiers monde. De nombreuses possibilités s'offrent également d'intensifier les activités à l'échelon national pour aider les pays en développement dans des domaines tels que le commerce, le transfert de technologie, l'assurance et les transports maritimes et les ports.

67. S'il occupe une place relativement modeste dans les activités de la CNUCED, le programme d'information n'en est pas moins un élément important. Les ressources affectées à ce programme devraient tenir compte de l'extension et de la diversification des activités et de la sensibilisation du public au problème du développement. En outre, tout en maintenant une coopération étroite avec le Service de l'information des Nations Unies, notamment le Centre de l'information économique et social, le Service de l'information de la CNUCED devrait avoir son propre budget opérationnel, tout comme les autres services de la CNUCED.

2. *Nécessité d'une gestion souple*

68. Indépendamment du problème financier, il faut aussi considérer la nécessité d'une plus grande autonomie pour les questions budgétaires, financières et administratives, afin de permettre à la CNUCED de gérer ses ressources avec plus de souplesse. Ce besoin d'une gestion souple a été mis en lumière par l'expérience de ces deux dernières années. C'est ainsi que l'élaboration du programme intégré pour les produits de base n'aurait pas été possible dans un délai raisonnable sans le recours à des ressources extrabudgétaires, notamment pour financer les travaux relatifs au volume et à l'emplacement des stocks. Toutefois, l'utilisation empirique de sources extrabudgétaires pour des travaux importants n'est pas compatible avec une programmation rationnelle. En outre, il est aujourd'hui évident que la structure hiérarchique du personnel de la CNUCED, qui ne peut pas être facilement modifiée dans le cadre des procédures en vigueur au sein de l'ONU ne reflète pas les nouvelles tâches et les nouvelles responsabilités de la CNUCED.

69. La question de la délégation de certains pouvoirs aux chefs des principaux services de l'ONU n'est pas nouvelle en cette matière et elle a été soulevée à plusieurs reprises. La dernière fois que l'Assemblée générale s'en est saisie c'était en 1974, à propos de l'ONUDI. Il apparut alors qu'il n'y avait pas d'autre solution satisfaisante que de modifier fondamentalement le statut de l'ONUDI, c'est-à-dire la transformer en institution spécialisée. Comme l'a dit le Secrétaire général de l'ONU[32], la question essentielle est qu'en vertu de la Charte des Nations Unies ainsi que du Règlement financier et du Règlement du personnel tels qu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale, c'est le Secrétaire général de l'ONU qui est responsable de tous les aspects des activités de l'Organisation, y compris la gestion de ses finances et de son personnel.

70. Toutefois, il y aurait lieu d'examiner le moyen de concilier cette responsabilité qui incombe à l'échelon central et la souplesse dont les services ont besoin pour gérer leurs propres ressources, cela dans le nouveau contexte offert par la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Il faudrait s'efforcer en particulier de mieux adapter les règlements en vigueur aux conditions différentes dans lesquelles les services fonctionnent.

3. *Planification à moyen terme*

71. A toutes ces questions se rattache celle de la durée pendant laquelle les travaux de la CNUCED et les ressources nécessaires peuvent être raisonnablement planifiées. A cet égard, bien des difficultés sont nées de l'adoption d'un budget-programme biennal et, en particulier, d'un plan à moyen terme quadriennal, applicable à tous les services, quelles que soient la nature de leur activité et leur mode de fonctionnement. C'est que les travaux de la CNUCED sont déterminés en grande partie par des délibérations et des négociations qui se déroulent de manière continue dans le cadre de l'appareil permanent et qu'ils ne peuvent donc être

[32] Voir le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies intitulé "Question de la préparation et de la présentation d'un budget-programme distinct pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'autonomie administrative de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel" (A/C.5/1616 et Corr.1).

planifiés en détail au delà des périodes qui séparent les sessions du Conseil et des grandes commissions. Dans ces conditions, le coût que représente un plan à moyen terme – élaboré cinq années à l'avance et comprenant forcément une session de la Conférence – dépasse de loin le bénéfice qui peut en être retiré. Ici encore, il serait utile de distinguer deux grandes catégories d'activités. Alors que la plupart de celles qui sont essentiellement destinées à aider les gouvernements dans leur effort de développement pourraient être utilement planifiées en détail, tout plan à moyen terme pour les activités relatives aux questions économiques internationales qui exigent des négociations entre les Etats devrait se borner à tracer les principales orientations des travaux envisagés pour la période à venir.

CHAPITRE III

Problèmes à plus long terme

72. Les chapitres précédents du présent rapport traitent du rôle de la CNUCED et des mesures visant à renforcer son efficacité dans le cadre des institutions existantes du système des Nations Unies. Il importe cependant de considérer les mesures de réforme institutionnelle à prendre maintenant compte tenu des objectifs et des problèmes à plus long terme. En particulier, ces mesures ne doivent pas être incompatibles avec l'objectif que constitue la création d'une organisation générale du commerce et du développement[33]. La mise en place d'une telle organisation, si les gouvernements y consentent et quand ils y seront prêts, est elle-même liée à des problèmes de fond qui ont trait à la restructuration des relations économiques internationales.

73. La CNUCED participe activement à l'élaboration de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes concernant les échanges internationaux de biens et de services, le transfert de technologie, les transferts financiers et le système monétaire international. Ces règles et mécanismes visent à promouvoir une restructuration des relations économiques internationales et à contribuer ainsi à l'instauration d'un nouvel ordre économique dans le monde. Ces activités de la CNUCED répondent en fait aux principes et objectifs inscrits dans les décisions des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale. Plusieurs aspects de la restructuration de l'appareil de l'économie internationale seront examinés par la Conférence à sa quatrième session.

74. C'est ainsi que dans le domaine monétaire, l'attention de la Conférence est appelée sur la nécessité d'une réforme du système administré par le FMI. Plusieurs problèmes se posent à cet égard, entre autres celui de la création d'un mécanisme qui aurait pour objet de compenser les inégalités entre pays développés et pays en développement dans le processus d'ajustement des balances de paiements et de protéger ces derniers contre les conséquences de déséquilibres économiques dans les pays développés; un autre problème est celui du contrôle international qu'il faudrait exercer dans la création de réserves monétaires pour garantir que la création globale de réserves soit conforme aux besoins et répartie selon des critères convenus sur le plan international. La Conférence pourrait aussi réfléchir aux moyens d'élargir et d'améliorer les relations monétaires et de paiement des pays en développement avec les pays socialistes d'Europe orientale[34].

75. Dans le domaine du commerce, l'adoption du programme intégré pour les produits de base conduirait à l'instauration de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes dans le commerce international des produits primaires. On attend également de la Conférence qu'elle se prononce sur la nature d'un code de conduite pour le transfert de technologie et indique de quelle manière devraient se poursuivre les travaux dans le domaine des pratiques commerciales restrictives. Par ailleurs, les rapports de politique générale dont la Conférence est saisie contiennent des suggestions concernant l'action globale à engager pour développer le commerce d'articles manufacturés des pays en développement, la coopération commerciale et économique entre pays socialistes d'Europe orientale et pays en développement, et les moyens de faciliter la coopération économique entre pays en développement. La Conférence aura aussi présente à l'esprit la nécessité de faire en sorte que les politiques monétaire et commerciale évoluent en harmonie.

76. Pour définir l'ordre économique existant, auquel on voudrait donc apporter des modifications, on se réfère généralement au système monétaire et commercial axé sur le FMI et le GATT, puisque c'est dans le cadre de ce système que s'effectue le gros des échanges et des paiements mondiaux. Or le systèmes FMI/GATT est, pour l'essentiel, l'œuvre des pays développés à économie de marché et conçu pour eux; il ne répond donc pas aux besoins particuliers de deux autres groupes de pays, à savoir les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement. Bien que quelques-uns des premiers participent au GATT, ils s'appuient, pour réglementer leurs relations économiques mutuelles, sur leur propre système centré sur le CAEM[35]. Les pays en développement, eux, n'ont pas de système économique qui leur soit propre; pour des raisons historiques et autres, la plupart d'entre eux sont membres du FMI et du GATT.

77. Les statuts du FMI et la réglementation par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de l'emploi des tarifs douaniers et des instruments de politique commerciale connexes visaient à établir un cadre contractuel qui permette d'atteindre plus facilement les deux objectifs interdépendants de la convertibilité des *monnaies et de la libéralisation des échanges*. Ce cadre reposait sur les principes de la non-discrimination, de la réciprocité et de l'avantage mutuel et procédait de l'hypothèse que l'activité économique, y compris le commerce, serait exercée principalement par l'entreprise privée, en régime de concurrence, et que les gouvernements interviendraient sélectivement dans cette activité, essentiellement

[33] Voir TD/B/535.

[34] Voir à cet égard le document TD/189 reproduit dans le présent volume.

[35] Quelques pays en développement participent au système du CAEM.

par le biais des droits de douane, ceux-ci devant être abaissés progressivement. Aucune disposition ne prévoyait le contrôle ni la réglementation des pratiques restrictives des entreprises privées.

78. Ce cadre était complété par les activités menées par l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) composée de pays développés à économie de marché, puis par son successeur, l'OCDE. Une fonction importante de l'OCDE consiste à servir de centre pour l'harmonisation des politiques économiques, financières et monétaires de ces Etats membres, en vue de maintenir pratiquement le plein emploi dans ces pays et d'assurer un équilibre raisonnable dans leur balance des paiements.

79. Les relations économiques entre les pays socialistes d'Europe orientale se sont développées conformément à leur système de planification étatique. Leurs relations sont maintenant conduites sur la base des principes énoncés dans le Programme général pour l'extension et l'amélioration de la coopération et pour le progrès de l'intégration économique socialiste entre les pays membres du CAEM, adopté en 1971[36]. Ces pays cherchent à intégrer leurs économies et à développer la capacité et la stabilité de leur zone commerciale, en coordonnant plus efficacement leurs plans, en faisant une plus grande place aux accords de commerce à long terme, en renforçant la spécialisation et la coopération au niveau de la production et en accentuant la répartition des tâches entre les pays membres, lesquels devront unir de plus en plus leurs efforts pour exécuter des projets communs. Les pays du CAEM s'attachent en particulier à réduire progressivement les écarts entre leurs niveaux de développement économique et prévoient à cette fin des mesures précises d'aide et de soutien aux pays membres les moins industrialisés, qui s'inscrivent dans des accords bilatéraux ou multilatéraux. Les paiements et autres opérations financières entre pays du CAEM se font en roubles transférables en vertu d'arrangements conclus au sein de la Banque internationale de coopération économique et de la Banque internationale d'investissement.

80. Au cours des 20 dernières années, les pays socialistes d'Europe orientale ont développé à un rythme assez rapide leur commerce et autres échanges économiques avec d'autres pays. Bon nombre des accords de commerce et de paiements conclus avec des pays extérieurs au CAEM sont régis par des accords bilatéraux qui ne s'inspirent pas des règles du GATT et du FMI.

81. Les pays en développement entretiennent entre eux, et avec les pays socialistes d'Europe orientale, des relations économiques, commerciales et autres, mais ce sont les pays développés à économie de marché qui leur procurent environ les trois quarts de leurs recettes d'exportation. En outre, une grande part de leur commerce est directement ou indirectement sous l'emprise de sociétés transnationales, lesquelles sont aussi leur principale source de technologie. La dépendance des pays en développement à l'égard des pays de l'OCDE et de leurs entreprises tient non seulement à l'héritage du colonialisme, mais aussi au fait que le libre jeu des forces du marché tend à perpétuer la position de faiblesse et de marginalité des pays en développement dans la production et les échanges mondiaux.

82. Cependant, les besoins particuliers des pays en développement n'ont pas été entièrement méconnus. Ainsi, dans la pratique, le FMI a autorisé la plupart de ces pays à maintenir des restrictions en matière de change, repoussant ainsi indéfiniment l'application par eux du principe de la convertibilité des monnaies. Le GATT, pour sa part, autorise les pays en développement à prendre des mesures commerciales pour protéger leurs industries naissantes, à freiner plus librement leurs importations en fonction de leurs besoins de développement, et à pratiquer une politique de subventions à l'exportation dans des secteurs où les pays développés n'ont pas les coudées aussi franches. En outre, le GATT a accordé la dérogation requise pour l'application du système généralisé de préférences et pour les accords préférentiels restreints conclus par certains pays en développement[37]. Toutefois, l'utilité de ces dérogations aux règles doit être appréciée compte tenu de l'insuffisance des mesures prises par le FMI face aux problèmes particuliers d'adaptation qui se posent aux pays en développement, surtout en période de récession et d'inflation dans les pays de l'OCDE; de l'inobservation fréquente par les pays développés à économie de marché de leurs propres règles commerciales dans leurs importations en provenance des pays en développement, et de la part importante du commerce mondial que représentent les accords préférentiels entre pays développés à économie de marché.

83. Il faut donc élaborer un nouvel ensemble de règles et de mécanismes qui régiraient les relations économiques entre pays en développement et pays développés à économie de marché[38]. Tout aussi importante, on l'a vu plus haut, est la nécessité de procéder à un examen approfondi des moyens qui permettraient d'instaurer entre les pays en développement un système de coopération économique tel que ces derniers puissent, en même temps, exploiter pleinement les possibilités d'accroître leurs échanges commerciaux et autres échanges économiques mutuels et améliorer leur pouvoir de négociation avec le reste du monde. Il faut aussi s'attacher à renforcer les diverses formes de coopération commerciale et économique entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale, et à normaliser le commerce entre ces derniers et les pays développés à économie de marché.

---

[36] Publié par le Secrétariat du CAEM, Moscou, 1971 [en anglais et en russe seulement].

[37] Protocole concernant les négociations commerciales entre pays en voie de développement, adopté le 8 décembre 1971 [GATT, *Instruments de base et documents divers, Supplément No 18*, (numéro de vente : GATT/1972-1), p. 12].

[38] L'élaboration de nouvelles règles destinées à régir les relations commerciales entre pays en développement et pays développés a été proposée par le Brésil à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session extraordinaire*, 2327è séance plénière, par. 16) et au Comité des négociations commerciales. Cette initiative a été reprise dans un projet de résolution présenté à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale à sa trentième session par le Groupe des Soixante-Dix-Sept (*Ibid., trentième session, Annexes*, point 123 de l'ordre du jour, document A/10344/Add.1, par. 16).

84. Il y aurait cependant des raisons de revoir les "règles du jeu" FMI/GATT dans leur application aux relations économiques entre les pays de l'OCDE. Ces raisons tiennent non seulement au poids de ces pays dans l'économie mondiale, qui est ressenti par les autres pays dans les différentes phases du cycle économique, mais aussi au fait que le système existant est de plus en plus contesté, jusque dans les pays développés à économie de marché eux-mêmes. Tout d'abord, l'hypothèse initiale selon laquelle l'Etat n'interviendrait pas dans l'activité économique au moyen de mesures sélectives autres que les droits de douane s'éloigne de plus en plus de la réalité. En effet, non seulement les obstacles non tarifaires sont devenus une entrave plus importante au commerce que les droits de douane, mais encore pour atteindre certains objectifs nationaux de caractère économique ou social, ou de sécurité, dans l'industrie comme dans l'agriculture, les gouvernements ont-ils souvent recours à des instruments sélectifs de politique générale autres que les obstacles tarifaires et non tarifaires tels qu'ils sont définis couramment. Deuxièmement, les règles de l'après-guerre n'avaient pas prévu la croissance phénoménale de la puissance économique des sociétés transnationales, lesquelles, à l'heure actuelle, exercent leur domination ou leur influence sur une part considérable du commerce mondial et sur presque tous les transferts de technologie. Les activités de ces sociétés, dans la mesure où elles font intervenir des arrangements qui leur sont propres – aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur – sortent en grande partie du cadre des règlements nationaux et internationaux. Troisièmement, le système monétaire international, institué à la Conférence monétaire et financière des Nations Unies de Bretton Woods, a pris fin en 1971; depuis lors, on a vu se conclure un certain nombre d'accords spéciaux sur les problèmes monétaires entre ceux des pays développés à économie de marché dont la puissance économique est grande, mais aucun accord universel sur une véritable réforme monétaire. Enfin, les pays de l'OCDE, malgré leurs efforts pour harmoniser leurs politiques, n'ont pas réussi à prévenir une grave crise économique ni à maîtriser l'inflation et le désordre monétaire.

85. Malgré la nécessité d'un changement, il n'y a pas de consensus universel sur ce que devraient être la nature et le contenu des nouvelles "règles du jeu". La question de la réforme monétaire et commerciale est à l'ordre du jour dans les diverses organisations internationales intéressées; les activités que la CNUCED a entreprises dans ce domaine, et qui ont déjà été évoquées, devraient s'intensifier après la Conférence. Mais ce qui manque, c'est une vision globale du problème. Dans le domaine commercial en particulier, il est nécessaire d'élaborer des règles et des mécanismes propres à faire du commerce international un instrument du développement harmonieux et équilibré de l'économie mondiale. Ce n'est pas chose facile, car cela soulève des questions telles que de déterminer dans quelque mesure les forces du marché devraient être soumises à des règles internationales, et de savoir si les gouvernements sont prêts à discuter dans les organismes internationaux des politiques non commerciales qui touchent le commerce et la technologie.

86. Comme on l'a vu plus haut, l'élaboration de règles et de mécanismes nouveaux destinés à régir les relations économiques serait un élément important de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle ne serait pas incompatible avec la création éventuelle d'une organisation internationale générale du commerce et du développement. Cette organisation, qui engloberait les fonctions actuelles de la CNUCED et du GATT, s'occuperait de tous les grands courants commerciaux et pourrait comprendre des départements chargés plus spécialement de l'étude de tel ou tel courant et de l'élaboration de codes de conduite dans tel ou tel domaine (le transfert de technologie, par exemple). En outre, elle devrait prévoir des dispositions appropriées en ce qui concerne les liens entre les divers systèmes commerciaux ainsi que des mécanismes conçus pour lui permettre de traiter efficacement l'interdépendance des problèmes économiques internationaux. Enfin, il serait essentiel que cette organisation générale du commerce et du développement serve de cadre à des consultations bilatérales et multilatérales sur les politiques gouvernementales, tant commerciales que non commerciales, qui ont une incidence sur le commerce et le développement. Le but de ces consultations serait non seulement de résoudre tel ou tel problème particulier, mais aussi de préparer la voie à une coopération économique accrue entre les gouvernements, ces derniers ayant, au départ, reconnu d'un commun accord que l'on ne peut pas régler les problèmes économiques internationaux en comptant sur le seul jeu des forces du marché et que cela exige une action réfléchie et concertée des gouvernements qui s'inspire des objectifs communs du développement mondial.

كيفية الحصول على منشورات الامم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الامم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع انحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب الى : الامم المتحدة ،قسم البيع في نيويورك او في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

Printed at U.N. Geneva
GE.77-71219 (7627)
September 1978—1,380

Price: $U.S. 11.00
(or equivalent in other currencies)

United Nations publication
Sales No. F.76.II.D.12
TD/218, Vol. III